

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
DU CHARBON ET DE L'ACIER

COMMUNAUTÉ
ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE EUROPÉENNE

DÉBATS

C O M P T E R E N D U I N E X T E N S O D E S S É A N C E S

FÉVRIER 1960

ÉDITION DE LANGUE FRANÇAISE

N° 17

Session de septembre 1959

AVERTISSEMENT

La présente édition contient les textes originaux des interventions en langue française et la traduction de celles qui ont été faites dans les autres langues des Communautés.

Ces dernières sont signalées par une lettre qui les précède :

(*A*) signifie que l'orateur s'est exprimé en langue allemande.

(*I*) signifie que l'orateur s'est exprimé en langue italienne.

(*N*) signifie que l'orateur s'est exprimé en langue néerlandaise.

Les textes originaux de ces interventions figurent dans l'édition de la langue considérée.

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
DU CHARBON ET DE L'ACIER

COMMUNAUTÉ
ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE EUROPÉENNE

D É B A T S

Session de septembre 1959

SOMMAIRE GÉNÉRAL

(Un sommaire détaillé figure en tête du compte rendu de chaque séance.)

Séance du mardi 22 septembre 1959

	<i>Pages</i>		<i>Pages</i>
1. Reprise de la session	6	9. Modification dans la composition d'une commission	8
2. Excuses	6	10. Sièges des institutions des Communautés européennes	8
3. Éloges funèbres	6	11. Vérification de pouvoirs	10
4. Composition de la Haute Autorité de la C.E.C.A.	7	12. Ordre des travaux	10
5. Démission d'un membre de l'Assemblée	7	13. Situation sociale dans la C.E.E.	11
6. Contrôle des budgets de la C.E.E. et de l'Euratom	7	14. Problèmes relatifs à la main-d'œuvre dans la C.E.C.A.	15
7. Entente charbon-pétrole dans la République fédérale d'Allemagne	8	15. Protection sanitaire et sécurité du travail dans le cadre de la C.E.E. et de l'Euratom	43
8. Dépôt de documents	8	16. Ordre du jour de la prochaine séance	64

Séance du mercredi 23 septembre 1959

1. Procès-verbal	65	5. Communication adressée par M. le président du Conseil spécial de ministres	100
2. Ouverture des marchés et régime de concurrence	65	6. Déclaration de M. le Président de la Haute Autorité	100
3. Excuse	92	7. Déclaration de M. Folchi au nom des Conseils des ministres	113
4. Ouverture des marchés et régime de concurrence (suite)	92	8. Ordre du jour de la prochaine séance	118

Séance du jeudi 24 septembre 1959

1. Procès-verbal	122	7. Questions orales de MM. Poher, Plevin et Birkelbach, relatives au chômage en Belgique	169
2. Excuse	122	8. Problèmes relatifs à la main-d'œuvre dans la C.E.C.A. (suite)	171
3. Association économique européenne	122	9. Question orale de M. Kalbitzer relative à certaines déclarations de M. le Président de la Haute Autorité	178
4. Déclaration de M. Hallstein, président de la Commission de la C.E.E.	129	10. Dépôt de documents	180
5. Motion d'ordre	138	11. Ordre du jour de la prochaine séance	180
6. Réponse à la déclaration de M. le Président de la Haute Autorité	145		

Séance du vendredi 25 septembre 1959

	<i>Pages</i>		<i>Pages</i>
1. Procès-verbal	184	7. Protection sanitaire et sécurité du travail dans le cadre de la C.E.E. et de l'Eura- tom (<i>suite</i>)	223
2. Dépôt d'un document	184	8. Ouverture des marchés et régime de concurrence (<i>suite</i>)	225
3. Association économique européenne (<i>suite</i>) et discussion de la déclaration de M. le Président de la Commission de la C.E.E.	184	9. Problèmes relatifs à la main-d'œuvre dans la C.E.C.A. (<i>suite</i>)	226
4. Budget supplémentaire relatif à la Cour de justice	220	10. Nomination de membres de commissions.	228
5. Modification de l'article 32 du règle- ment	222	11. Calendrier des prochains travaux de l'Assemblée	228
6. Réponse à la déclaration de M. le Pré- sident de la Haute Autorité (<i>suite</i>) . .	223	12. Procès-verbal	228
		13. Interruption de la session	228

SESSION DE SEPTEMBRE 1959

SÉANCE DU MARDI 22 SEPTEMBRE 1959

Sommaire

- | | | | |
|---|----|--|----|
| 1. Reprise de la session | 6 | 13. Situation sociale dans la Communauté économique européenne :
M. Petrilli, membre de la Commission de la Communauté économique européenne | 11 |
| 2. Excuses | 6 | 14. Problèmes relatifs à la main-d'œuvre dans la Communauté européenne du charbon et de l'acier. — Présentation et discussion d'un rapport de M. Bertrand, fait au nom de la commission des affaires sociales :
M. Bertrand, rapporteur | 16 |
| 3. Éloges funèbres | 6 | MM. Nederhorst, au nom du groupe socialiste; Rubinacci, Battaglia, Storch, Nederhorst, Bertrand, rapporteur; Storch, le Président | 24 |
| 4. Composition de la Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier | 7 | 15. Protection sanitaire et sécurité du travail dans le cadre de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique. — Présentation et discussion d'un rapport de M. Bertrand, fait au nom de la commission de la sécurité, de l'hygiène du travail et de la protection sanitaire :
M. Bertrand, rapporteur | 43 |
| 5. Démission d'un membre de l'Assemblée. | 7 | MM. Posthumus, au nom du groupe socialiste; Santero, Posthumus, le Président, Medi, vice-président de la Commission de la Communauté européenne de l'énergie atomique; De Groote, membre de la Commission de la Communauté européenne de l'énergie atomique; Petrilli, membre de la Commission de la Communauté économique européenne; le Président | 51 |
| 6. Contrôle des budgets de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique. — Désignation de M. Giovanni Freddi comme président de la commission de contrôle | 7 | 16. Ordre du jour de la prochaine séance. | 64 |
| 7. Entente charbon-pétrole dans la république fédérale d'Allemagne. — Communication du président de la Commission de la Communauté économique européenne | 8 | | |
| 8. Dépôt de documents | 8 | | |
| 9. Modification dans la composition d'une commission | 8 | | |
| 10. Sièges des institutions des Communautés européennes. — Communication de M. le Président :
MM. le Président, Battista, le Président | 8 | | |
| Renvoi de cette communication à la commission des affaires politiques et des questions institutionnelles | 10 | | |
| 11. Vérification de pouvoirs | 10 | | |
| 12. Ordre des travaux | 10 | | |

**PRÉSIDENCE
DE M. ROBERT SCHUMAN**

(La séance est ouverte à 15 heures.)

M. le Président. — La séance est ouverte.

1. — *Reprise de la session*

M. le Président. — Je déclare reprise la session annuelle de l'Assemblée parlementaire européenne interrompue le 26 juin 1959.

2. — *Excuses*

M. le Président. — M. Motz s'excuse de ne pouvoir assister aux séances des 22 et 23 septembre. M^{me} Strobel, MM. Martinelli, van Dijk, Ramizason, Turani, Restagno, Troisi, De Smet, Starke, Vendroux et Bégué s'excusent de ne pouvoir assister aux séances de la présente session.

3. — *Éloges funèbres*

M. le Président. — Mes chers collègues, deux deuils ont frappé notre Assemblée pendant l'intersession.

(Mesdames et Messieurs les représentants se lèvent.)

André Boutemy, d'abord, disparaissait subitement quelques jours à peine après notre réunion de juin. Il avait été élu membre de l'Assemblée commune de la C.E.C.A. en mars 1957 par le Conseil de la République française. Constamment réélu à l'Assemblée parlementaire européenne sous la IV^e République, puis, tout récemment, par le nouveau Sénat, il avait donné à l'Europe le maximum de son activité.

Président de la commission de l'agriculture, vice-président de la commission des affaires politiques, membre du groupe de travail pour les élections européennes, André Boutemy avait dû faire face aux immenses tâches que cette triple compétence entraînait.

C'est, en effet, la commission de l'agriculture qui avait tenu, une des premières, à faire le point de la situation de ce secteur de l'économie dans le Marché commun.

Trois importants rapports étaient venus en discussion devant l'Assemblée au cours des dernières sessions et nous nous souvenons tous de la ténacité avec laquelle le président de la commission de l'agriculture avait défendu leur place dans l'ordre du jour.

À la même époque, la vacance momentanée du siège de président de la commission des affaires politiques, à la suite de la brutale disparition de notre regretté collègue Guglielmone, obligeait André Boutemy à assumer l'intérim et l'on sait combien la préoccupante question du siège rend délicates les discussions sur ce sujet, toujours d'actualité, hélas! au sein de la commission compétente et de l'Assemblée.

Enfin, le groupe de travail pour les élections européennes avait trouvé en notre collègue un membre assidu, particulièrement compétent, actif et intéressé à la réalisation de cette nouvelle étape de la construction européenne prévue par les traités et dont l'importance primordiale n'échappe à personne d'entre nous.

C'est quelques jours à peine après une réunion de ce groupe de travail, réunion dont il s'était efforcé, avec son habituelle cordialité, d'assurer la pleine réussite, au Palais du Luxembourg, à Paris, qu'André Boutemy, à peine âgé de 54 ans, a soudainement disparu.

À sa famille, à ses amis, au groupe libéral, je renouvelle mes plus vives condoléances.

Il y a quelques jours nous parvenait la nouvelle de la mort de Joseph Oesterle.

Il était membre du Bundestag depuis 1949 et siégeait à l'Assemblée commune de la C.E.C.A., puis à l'Assemblée parlementaire européenne depuis 1954.

Grand blessé de la guerre 1914-1918, combattant de la guerre 1939-1945, Joseph Oesterle avait gagné l'estime de tous ses collègues. Qui ne se souvient de cet homme discret et attentif dont le visage reflétait la bonté?

Successivement membre de la commission des affaires politiques et de son groupe de travail dans l'Assemblée commune, puis de la com-

mission de l'association des pays et territoires d'outre-mer et de la commission des transports dans l'Assemblée parlementaire européenne, Joseph Oesterle avait mis au service de notre institution ses solides connaissances de science politique et sa foi dans la coopération européenne.

A sa famille, à ses électeurs de la circonscription d'Augsbourg, à ses amis, au groupe démocrate-chrétien, j'adresse en votre nom, Mesdames, Messieurs, nos sincères condoléances.

Je remercie également en votre nom les exécutifs des trois Communautés qui ont bien voulu m'adresser leurs marques de sympathie pour le décès de nos deux regrettés collègues.

4. — *Composition de la Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier*

M. le Président. — J'ai reçu de M. Pella, président de la Conférence des gouvernements des États membres, communication de la composition de la Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier entrée en fonction le 15 septembre 1959.

La Haute Autorité est ainsi composée :

Président : M. Piero Malvestiti; premier vice-président : M. Dirk Spierenburg; deuxième vice-président : M. Albert Coppé; membres : MM. Albert Wehrer, Paul Finet, Heinz Potthoff, Roger Reynaud, Pierre-Olivier Lapie, Fritz Hellwig.

Acte est donné de cette communication.

(*Applaudissements.*)

J'ai, d'autre part, été saisi du procès-verbal de la détermination par le sort de l'ordre dans lequel le renouvellement biennal par tiers des membres de la Haute Autorité doit être opéré.

Il résulte de ce document que :

Ont été désignés par le sort comme membres sortant à l'expiration de la période de deux ans courant du 15 septembre 1959 au 14 septembre 1961 :

MM. Albert Coppé, Albert Wehrer, Pierre-Olivier Lapie.

Ont été désignés par le sort comme membres sortant à l'expiration de la période de quatre ans courant du 15 septembre 1959 au 14 septembre 1963 :

MM. Paul Finet, Roger Reynaud, Fritz Hellwig.

5. — *Démission d'un membre de l'Assemblée*

M. le Président. — J'ai reçu de M. Fritz Hellwig une lettre m'informant qu'à la suite de sa nomination comme membre de la Haute Autorité, il abandonnait son mandat au sein de notre Assemblée.

J'adresse à notre ancien collègue, en même temps que nos félicitations pour son entrée dans l'exécutif, nos regrets pour son départ de notre Assemblée.

Je tiens à marquer, à cette occasion, combien il nous est agréable de constater qu'après la nomination de notre ancien collègue M. Sassen et celle toute récente de M. Pierre-Olivier Lapie, une fois encore un membre de notre Assemblée a été désigné pour siéger au sein de l'exécutif.

A cette place, comme dans notre hémicycle, je suis sûr que notre collègue saura défendre l'idéal que nous poursuivons.

(*Applaudissements.*)

6. — *Contrôle des budgets de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique*

M. le Président. — J'ai reçu de M. Pella, président des Conseils de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique, une lettre m'informant que ces Conseils ont désigné, le 8 juillet 1959, M. Giovanni Fredi comme président de la commission de contrôle prévue aux articles 206 du traité instituant la Communauté économique européenne et 180 du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique.

Acte est donné de cette communication.

7. — *Entente charbon-pétrole dans la république fédérale d'Allemagne*

M. le Président. — J'ai reçu de M. Hallstein, président de la Commission de la Communauté économique européenne, une communication relative à l'application de l'article 85 du traité à l'entente charbon-pétrole dans la république fédérale d'Allemagne. Ce problème avait été soulevé au cours de la séance du 8 janvier 1959 par différents membres de notre Assemblée.

L'Assemblée voudra sans doute prendre acte de cette communication, qui a déjà été portée à la connaissance de ses membres.

8. — *Dépôts de documents*

M. le Président. — J'ai reçu de M. le Président du Conseil de la Communauté économique européenne une lettre demandant à l'Assemblée la consultation prévue par l'article 127 du traité de la Communauté économique européenne sur le projet de règlement du Fonds social européen.

Cette lettre et le document annexé ont été imprimés et distribués sous le n° 48 et renvoyés à la commission des affaires sociales.

J'ai reçu de M. le Président des Conseils de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique, datées du 11 septembre 1959, des lettres me transmettant des projets de budget supplémentaire relatif à la Cour de justice des Communautés européennes pour l'exercice 1959.

Ces lettres de transmission et leurs annexes ont été distribuées sous les nos 52 et 53 et renvoyées à la commission du budget.

D'autre part, j'ai reçu des différentes commissions parlementaires les rapports suivants :

- de M. Bertrand, au nom de la commission de la sécurité, de l'hygiène du travail et de la protection sanitaire, sur les problèmes de sécurité, d'hygiène du travail et de protection sanitaire dans le cadre de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique, ainsi que sur les questions du contrôle de sécurité dans le cadre de la Communauté

européenne de l'énergie atomique, en application des articles 77 à 85 du traité;

- de M. Blaisse, au nom de la commission de la politique commerciale et de la coopération économique avec les pays tiers, sur les problèmes relatifs à une association économique européenne;
- de M. Darras, au nom de la commission du marché intérieur de la Communauté, sur les problèmes relatifs à l'ouverture des marchés et au régime de concurrence soulevés par les deuxièmes rapports généraux sur l'activité de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique;
- de M. Bohy, au nom de la commission des questions juridiques, du règlement et des immunités, sur la modification de l'article 32, paragraphe 2, du règlement de l'Assemblée parlementaire européenne, relatif à l'établissement de la liste des orateurs;
- de M. Angioy, au nom de la commission des affaires sociales, sur les problèmes sociaux traités dans le deuxième rapport général sur l'activité de la Communauté économique européenne.

Ces rapports ont été ou seront imprimés et distribués sous les nos 49 à 51, 54 et 55.

9. — *Modification dans la composition d'une commission*

M. le Président. — Le groupe démocrate-chrétien, en accord avec le groupe des libéraux et apparentés, a procédé au remplacement de M. Bégue par M. Bech au sein de la commission temporaire spéciale chargée d'une mission d'étude et d'information dans les pays et territoires d'outre-mer.

Il n'y a pas d'opposition?...

Cette modification est ratifiée.

10. — *Siège des institutions des Communautés européennes*

M. le Président. — Mesdames, Messieurs, au commencement de nos travaux parlementaires, il appartient à votre président de vous

faire part d'une communication importante à propos de la question du siège des institutions européennes.

Le 25 juillet 1959, les ministres des affaires étrangères des six pays de la Communauté, réunis à Bruxelles, ont accueilli au nom de leurs gouvernements respectifs la délégation chargée par votre Assemblée de leur soumettre la résolution relative à la question du siège, résolution adoptée le 14 mai 1959.

Cette délégation, je me permets de le rappeler, désignée par le comité des présidents suivant le vœu de l'Assemblée, comprenait, outre votre président, M. Fohrmann, vice-président; M. Battista, président de la commission des affaires politiques et des questions institutionnelles; MM. Birkelbach, Pleven et Poher, présidents des groupes politiques, ainsi que MM. Van der Goes van Naters, Illerhaus, Martino Gaetano et De Smet.

Sa composition marquait ainsi le souci de représenter aussi bien les différents partis politiques que les diverses nationalités.

Suivant les modalités arrêtées au cours d'une réunion préparatoire de la délégation et conformément au mandat résultant du texte même de votre résolution du 14 mai, l'attention des ministres a été appelée, d'une part sur l'urgence d'une décision pour la fixation du siège, d'autre part sur les conséquences éventuelles que l'Assemblée serait amenée à tirer si, dans un délai rapproché, aucune décision n'intervenait dans ce domaine.

Votre délégation a souligné le fait que, depuis la ratification des traités de Rome en 1957, les gouvernements, auxquels est réservé le droit de désigner le lieu du siège des institutions européennes, n'ont pris aucune décision à ce sujet et que cette situation crée pour l'Assemblée parlementaire européenne des difficultés à la fois d'ordre politique et d'ordre financier.

L'Assemblée est actuellement une institution ambulante. La dispersion des différentes activités, sessions à Strasbourg, administration à Luxembourg, commissions à Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg, entraîne inévitablement des complications qui gênent son bon fonctionnement et risquent de nuire à l'institution elle-même.

Sur le plan financier, la multiplicité des locaux et la dispersion des services entraînent des dépenses onéreuses évaluées à environ 100 millions de francs belges par an, si l'on s'en rapporte au paragraphe 4 de la résolution de l'Assemblée du 11 avril 1959.

Vos représentants ont reconnu les difficultés auxquelles se heurtent les gouvernements pour la désignation du siège. Ils ont renouvelé l'assurance que l'Assemblée était prête à contribuer, dans la mesure où le traité l'y autorise, à la recherche d'une solution. Elle souhaite en tout cas être informée du délai dans lequel les gouvernements espèrent aboutir, connaître les difficultés auxquelles ils se heurtent et être tenue au courant de l'évolution de la question.

Votre délégation a cru devoir faire observer qu'en l'absence de décision dans un délai rapproché, l'Assemblée se trouverait devant la nécessité de décider elle-même du lieu où elle tiendrait ses sessions et de leur organisation, afin de pouvoir disposer des locaux indispensables aux réunions de l'Assemblée et de ses commissions, ainsi que pour assurer, de façon permanente et appropriée, les services de son secrétariat général.

L'Assemblée ne souhaite pas s'arroger le droit de fixer elle-même son siège; mais, dans l'intérêt même de l'institution et de l'idée européenne, elle se proposerait de prendre unilatéralement les mesures permettant son fonctionnement normal.

Telles sont les grandes lignes de l'exposé dont M. Pella, au nom des représentants des gouvernements, a bien voulu prendre acte, en ajoutant « quelques informations sur la situation du problème dans le cadre des efforts qui ont été faits par les gouvernements. »

Dans sa réponse, « qu'il ne désire pas être évasive, mais constructive et prudente », M. Pella a souligné la fidélité des gouvernements à la conception du siège unique.

Pour la fixation du siège, il a évoqué des difficultés, résultant notamment du fait que le traité réclame l'unanimité, qui ont retardé jusqu'à présent la décision définitive et amené les gouvernements à fixer une date pour — selon les termes mêmes de M. Pella — « se donner une obligation de passer au définitif ».

Dans une réunion tenue au début de l'année 1959, il a été convenu que cette période transitoire ne pourrait excéder trois ans, c'est-à-dire que la décision définitive devrait intervenir au plus tard au printemps de 1962.

Mais, en tout état de cause, son entrée en vigueur ne sera effective qu'à la fin de cette période, pour garantir notamment une certaine stabilité au personnel administratif.

Entre temps, les gouvernements se proposent d'approfondir l'idée de district européen. Ils ont chargé leurs représentants permanents d'entreprendre cette étude et souhaitent, sur ce point, obtenir la collaboration de l'Assemblée.

Mais, sur le problème même du siège, M. Pella estime que les contacts avec l'Assemblée ne devraient pas être « institutionnalisés ». Il faut maintenir les compétences et les responsabilités de chacun. Une collaboration fructueuse pourrait néanmoins s'instaurer entre l'Assemblée et les gouvernements, notamment au cours de leur rencontre annuelle à l'occasion du colloque.

Enfin, en ce qui concerne les mesures unilatérales que l'Assemblée se propose de prendre, M. Pella a estimé n'être pas en mesure d'engager une discussion, n'ayant pas connaissance des différentes hypothèses que l'Assemblée désirerait envisager. Celles-ci, aux yeux des gouvernements, ne présentent peut-être pas un caractère d'urgence. Cependant, si la nécessité l'exigeait, les gouvernements les accueilleraient dans un esprit de grande compréhension, étant entendu qu'il conviendrait alors de trouver une formule susceptible de maintenir le contact avec les gouvernements.

Votre président se devait de vous faire un compte rendu détaillé de cette entrevue. Il manquerait à son devoir s'il ne rendait hommage à la courtoisie avec laquelle vos représentants ont été reçus par tous les ministres et en particulier par le président du Conseil de ministres, M. Pella.

M. Battista. — Je demande la parole.

M. le Président. — La parole est à M. Battista.

M. Battista. — (I) Monsieur le Président, avec la permission de mes collègues, je propo-

serais que la communication si intéressante que vous avez faite à l'Assemblée soit transmise à la commission des affaires politiques et des questions institutionnelles que j'ai l'honneur de présider.

M. le Président. — M. Battista demande le renvoi de ma communication à la commission des affaires politiques et des questions institutionnelles.

Il n'y a pas d'opposition?...

Il en est ainsi décidé.

11. — *Vérification de pouvoirs*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle des vérifications de pouvoirs.

Pendant l'intersession, votre bureau a été saisi des désignations suivantes :

— la Chambre des députés de la République italienne a renouvelé les mandats de MM. Bonino, De Vita et Angioy;

— le Sénat de la République française a désigné MM. Armengaud et Blondelle en remplacement, respectivement, de MM. Rochereau et Boutemy;

— le Sénat de la Communauté française a désigné MM. Ramizason, Vial et Corniglion-Molinier en remplacement de MM. Aubame, Hamani Diori et Rivierez.

Conformément au paragraphe 3 de l'article 4 du règlement, le bureau a examiné si ces pouvoirs avaient été conférés conformément aux stipulations des traités.

Aucune protestation relative à la régularité des opérations électorales n'a été reçue.

En conséquence, votre bureau vous propose de valider ces pouvoirs.

Il n'y a pas d'opposition?...

Nos nouveaux collègues sont admis.

12. — *Ordre des travaux*

M. le Président. — Le comité des présidents propose à l'Assemblée de fixer comme suit

l'ordre de ses travaux pendant la présente session :

Cet après-midi, de 15 heures jusqu'à 20 heures :

Exposé sur la situation sociale dans la Communauté, par M. Petrilli;

Présentation et discussion du rapport de M. Bertrand sur la libre circulation de la main-d'œuvre, la construction d'habitations et l'aide aux travailleurs contraints au chômage (doc. n° 40), étant entendu que la réponse de la Haute Autorité aura lieu seulement jeudi après-midi;

Présentation et discussion du rapport de M. Bertrand sur la protection sanitaire et le contrôle de sécurité (doc. n° 49).

Mercredi

Le matin à 10 heures :

Présentation et discussion du rapport de M. Darras sur l'ouverture des marchés et le régime de concurrence (doc. n° 51);

L'après-midi, de 15 heures à 16 h 30 :

Suite et fin de la discussion du rapport de M. Darras;

A 16 h 30 :

Déclaration de M. Malvestiti en sa qualité de président nouvellement élu de la Haute Autorité;

Déclaration de M. Folchi, au nom des Conseils des Ministres.

Jeudi

Matin :

Réservé aux réunions des commissions et des groupes politiques et à la réunion du comité des présidents, à midi;

A 15 heures :

Présentation du rapport de M. Blaisse sur l'association économique européenne (doc. n° 50);

Déclaration de M. Hallstein, président de la Commission de la Communauté économique européenne;

Réponse à la déclaration de M. le Président de la Haute Autorité;

Trois questions orales adressées à la Haute Autorité et au Conseil spécial de ministres;

Réponse de la Haute Autorité au rapport de M. Bertrand (doc. n° 40);

A 21 heures :

Discussion du rapport de M. Blaisse sur l'association économique européenne.

Vendredi

Matin à 11 heures et l'après-midi :

Fin de la discussion du rapport de M. Blaisse sur l'association économique européenne;

Présentation et discussion du rapport de M. Angioy sur les problèmes sociaux dans la Communauté économique européenne (doc. n° 55);

Présentation et discussion du rapport de M. Bohy sur une modification de l'article 32 (paragraphe 2) du règlement, relatif à l'établissement de la liste des orateurs (doc. n° 54);

Éventuellement, rapport sur les projets de budget supplémentaire;

Vote des propositions de résolution.

Il n'y a pas d'opposition?...

Les propositions du comité des présidents sont adoptées.

13. — *Situation sociale dans la Communauté économique européenne*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la présentation de la partie du deuxième rapport général de la Commission de la Communauté économique européenne, relative à l'évolution de la situation sociale dans la Communauté (doc. n° 18-III).

La parole est à M. Petrilli, membre de la Commission de la Communauté économique européenne.

M. Petrilli, *membre de la Commission de la Communauté économique européenne.* — (I) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

en ma qualité de président du groupe des affaires sociales de la Commission de la Communauté économique européenne, j'indiquerai brièvement les grandes lignes de l'activité déployée par cette Commission dans le domaine social et je parlerai plus spécialement de l'exposé sur l'évolution de la situation sociale que la Commission de la C.E.E. a soumis à l'Assemblée parlementaire aux termes de l'article 122 du traité de Rome. Je vous rappellerai que ce rapport concerne la période qui s'étend du mois de septembre 1958 à la fin avril 1959. La période prise en considération par notre rapport et qui compte huit mois au lieu de douze est trop brève, et c'est là un inconvénient.

Cet inconvénient s'ajoute à un autre, qui a déjà été relevé lorsque le rapport précédent a été présenté. En effet, la situation sociale est étudiée bien après le moment de la présentation du rapport, alors que la situation s'est déjà modifiée sur certains points. Il y a par conséquent un décalage dans le temps entre la situation que nous présentons et la situation réelle au moment où nous l'examinons.

Je tiens à devancer une critique qui sera probablement adressée également à notre rapport; nous reconnaissons en réalité nous-mêmes que les données rassemblées sont incomplètes (il ne peut d'ailleurs en être autrement pour les premiers rapports). D'autre part, nous reconnaissons le manque d'homogénéité, qui est une conséquence des différentes techniques appliquées par chacune des administrations nationales pour rassembler ces données.

Je retracerai brièvement les grandes lignes de notre activité, qui ont déjà été rappelées dans notre rapport, et je me permettrai d'y ajouter quelques éléments nouveaux.

Nous poursuivons nos études en ce qui concerne les problèmes du travail, afin de recueillir les éléments qui nous sont nécessaires dans le domaine des salaires masculins et féminins (nous le faisons de manière à répondre aux impératifs du traité qui prévoit l'égalité des salaires pour la fin de la première étape), des congés payés, des jours fériés payés, de la durée du travail et des heures supplémentaires.

De plus, nous sommes en train de compléter une étude sur l'état des ratifications des conventions du Bureau international du travail et sur

les difficultés qui pourraient surgir dans les différents États en ce qui concerne la ratification et l'application des conventions.

J'ajouterai qu'au cours de la prochaine session du Conseil qui se tiendra au mois d'octobre, la Commission de la C.E.E. demandera l'autorisation de faire une enquête sur les salaires dans les pays de la Communauté, conformément à l'article 213 du traité de Rome; le Conseil peut, en fait, réglementer la technique et les limites d'enquêtes de ce genre.

La Commission a pratiquement achevé la première partie d'une enquête demandée par l'Assemblée sur la situation des travailleurs agricoles; elle l'a terminée quant aux travailleurs salariés et elle se promet d'en commencer la seconde partie, celle qui concerne les travailleurs de l'agriculture qui ne sont pas salariés.

Ce travail est préparé par la direction générale des affaires sociales en collaboration avec la direction générale de l'agriculture de notre Commission. D'autre part, celle-ci achève de réunir, en collaboration avec la direction générale des affaires sociales et avec la direction générale des pays et territoires d'outre-mer, les données nécessaires à l'examen de la situation sociale dans ces pays et territoires.

La Commission prépare enfin, pour 1960, une conférence sur les conséquences économiques et sociales des nouvelles techniques de travail.

Telle est l'activité de la Commission en ce qui concerne les problèmes du travail.

Dans le domaine de la libre circulation et de l'emploi, nous avons préparé, aux termes des articles 48 et 49 de notre traité, le premier règlement concernant la libre circulation des personnes dans les pays de la Communauté, qui sera discuté par les groupes d'experts. D'autre part, nous avons terminé la première enquête sur la situation de l'emploi de la main-d'œuvre dans la Communauté et nous allons commencer l'enquête sur les prévisions en matière d'emploi pour les années à venir.

La Commission de la C.E.E. prépare en ce moment, d'accord avec le Bureau international du travail, de Genève, un répertoire général pour la classification et la comparaison des professions.

En ce qui concerne le Fonds social, la Commission a approuvé en juin dernier un texte de règlement. Celui-ci a été transmis au Conseil de ministres, qui l'a transmis à son tour à l'Assemblée en juillet. Nous espérons qu'il sera approuvé encore cette année, de façon que le règlement puisse entrer en vigueur au cours des premiers mois de 1960.

En ce qui concerne la formation professionnelle, la Commission en est encore à la phase de l'étude. Elle a participé à la journée européenne de la formation professionnelle et conclu des accords avec le Bureau international du travail, avec le C.I.M.E. (Comité intergouvernemental des migrations d'Europe) et avec l'O.E.C.E. pour se préparer à l'application de l'article 128 aux termes duquel, vous le savez, la Commission est tenue de proposer au Conseil les grandes lignes d'une politique commune de formation professionnelle.

Une première réalisation a été faite en matière de sécurité sociale : le 1^{er} janvier de cette année, en a vu entrer en vigueur le règlement sur la sécurité sociale des travailleurs migrants.

Nous avons d'autre part terminé des études dans le domaine des maladies professionnelles et nous préparons des monographies sur différents systèmes de sécurité sociale.

Je tiens à dire que dans cette activité la Commission agit en contact étroit avec les autres Communautés; en effet, comme pour d'autres secteurs de notre travail, nos collègues de la Haute Autorité de la C.E.C.A. et ceux de la Commission de l'Euratom sont informés sans délai de ce que nous faisons. Ils se réunissent périodiquement deux fois par mois, une première fois au niveau des fonctionnaires et ensuite au niveau des commissaires, pour décider de la mise en œuvre d'une politique commune dans le secteur social. Nous travaillons aussi en contact étroit avec les organisations spécialisées dans notre secteur et en particulier avec le Bureau international du travail, à Genève, aussi bien qu'avec les administrations nationales; celles-ci mettent régulièrement à notre disposition des experts qui nous aident dans la préparation de la documentation qui doit servir de base aux décisions politiques. J'ajoute que ce travail se fait en collaboration avec les

organisations professionnelles des entreprises et les syndicats de travailleurs des pays de la Communauté.

Monsieur le Président, passant maintenant à l'exposé sur la situation sociale dans les pays de la Communauté, établi aux termes de l'article 122, je me limiterai à indiquer les grandes lignes des changements survenus dans les six pays. Je dirai tout de suite que le tableau de la situation sociale en 1958 a été influencé dans un sens négatif par la conjoncture économique générale qui est entrée dans une phase de ralentissement cyclique.

Les premières conséquences de cette situation défavorable sont apparues dans le secteur de l'emploi où l'augmentation de l'activité dans le domaine des services n'est pas allée de pair avec une évolution semblable à celle qui s'est produite les années précédentes dans tous les autres secteurs de l'économie. Je dirai même que dans ces autres secteurs l'évolution a été nettement moins favorable qu'en 1957. La situation de l'agriculture a été notamment caractérisée par la diminution du passage, que l'on pourrait appeler physiologique, dans les autres secteurs de l'activité économique.

La situation s'est donc aggravée dans l'ensemble. Je suis toutefois obligé de reconnaître que quelques premiers signes d'amélioration sont apparus au cours de la première moitié de 1959. On n'a donc, semble-t-il, aucun lieu de dramatiser la situation. En réalité, nous verrons, du moins jusqu'en 1961 — année où se présenteront sur le marché du travail, avec tout leur poids, les nouvelles levées d'après-guerre — le rythme du renouvellement de la population adulte, dans les pays de la Communauté, passer certainement par une phase de ralentissement qui affaiblira la pression démographique sur le marché du travail.

Il est probable que l'on observera des exceptions, à cette tendance générale, faciles à prévoir, notamment en Italie et aux Pays-Bas. Mais ces cas particuliers ne sauraient invalider le principe général de cette tendance. L'évolution défavorable de l'année 1958 nous semble liée à l'aggravation momentanée de la conjoncture économique mondiale; c'est pourquoi il est permis de faire preuve aujourd'hui, en toute conscience, d'un optimisme prudent.

Cela n'empêche, Monsieur le Président, que dans le secteur de l'emploi certains problèmes extrêmement importants restent à résoudre. Je me bornerai à en souligner quelques-uns comme l'a fait notre Commission dans son rapport à l'Assemblée.

En premier lieu, il faut admettre que les pays de la Communauté restent le théâtre d'un chômage qui est certainement supérieur au coefficient de chômage admissible dans un régime de plein emploi. En second lieu, le niveau de ce chômage est extrêmement sensible aux variations qui se produisent dans l'évolution de la situation économique. En troisième lieu, il devient actuellement de plus en plus nécessaire d'absorber la main-d'œuvre en excédent dans le secteur de l'agriculture.

De plus, la requalification des travailleurs s'impose d'autant plus que dans certains secteurs de l'industrie le développement technologique a conduit à une réduction des effectifs.

Dans les pays de la Communauté, plus particulièrement en Italie, on a également noté une augmentation du taux d'activité de la population féminine.

Enfin, nous voyons se dessiner, même s'il est différé dans le temps, le problème des nouvelles levées de travailleurs qui, en groupes massifs, iront à la recherche d'emplois.

Il est évident que la Commission ne peut pas proposer des solutions miraculeuses. Je tiens cependant à souligner, également en ce lieu, qu'il est nécessaire et urgent d'accélérer la reprise du développement industriel, qui conditionne le rythme d'expansion de l'emploi dans des secteurs autres que celui de l'agriculture. Mais cela ne suffit pas. Nous avons souhaité qu'un effort soit fait dans le domaine des investissements, de manière à stabiliser et rendre durable ce rythme d'expansion, notamment par le développement de la construction et des investissements d'infrastructure, par la création d'industries nouvelles dans les régions où le niveau de l'emploi est bas, et enfin par la reconversion des entreprises.

Cela n'empêche cependant pas qu'un problème de fond continue à se poser : celui de la formation professionnelle des travailleurs. Si, comme il semble, l'objectif social que l'on a

voulu atteindre en créant notre Communauté est d'arriver à un emploi maximum des travailleurs, la libre circulation et le Fonds social ne sont que les instruments destinés à nous y faire parvenir. Il est évident que la libre circulation ne saurait être une fin en elle-même. Admettre le principe de la libre circulation ne servirait à rien si les hommes n'étaient pas préparés à occuper de nouveaux emplois.

A notre avis, le problème de la formation professionnelle reste donc le problème crucial. Un grand travail a déjà été accompli à cet égard dans les pays de la Communauté, mais il faut considérer que les moyens mis à la disposition des différents États pour cela sont tout à fait insuffisants.

La création du Fonds social européen — sur lequel il ne faut cependant pas se faire trop d'illusions — pourra également favoriser la qualification de la main-d'œuvre et la mobilité géographique et professionnelle des travailleurs. Mais cela ne suffit pas. Il faut se rappeler que le meilleur investissement public reste celui qui est destiné à la formation des hommes. En effet, comme le montrent des exemples particulièrement convaincants, l'existence d'un grand réservoir de main-d'œuvre qualifiée stimule les investissements, constituant ainsi un facteur puissant d'expansion économique.

Les données que nous avons recueillies sur l'évolution de la productivité et des salaires ne sont pas suffisantes ; elles ne nous permettent pas d'émettre des affirmations générales sur la nature de la tendance. Pourtant, il semble permis de dire que la productivité à l'heure augmente dans les pays de la Communauté, mais qu'elle le fait dans une mesure moindre que l'augmentation enregistrée en 1957. (En partie, il faut en chercher la raison dans le fait qu'il se trouve dans les entreprises un nombre de travailleurs supérieur à celui qui correspond aux exigences réelles de celles-ci. Cela signifie en substance que si on maintient au travail, pour des motifs d'ordre social, un nombre de travailleurs supérieur au nombre requis, la productivité en est fortement influencée.)

Les salaires ont également un pouvoir d'achat plus élevé, mais celui-ci a augmenté moins fortement qu'en 1957.

Comme nous l'avons déjà souligné dans notre rapport, il nous semble que cette évolution moins favorable de la conjoncture économique, avec les conséquences sociales qu'elle entraîne, a quelque peu limité les revendications syndicales et réduit également le nombre des conflits du travail. Il convient de souligner à cet égard l'exemple particulièrement caractéristique de la grève du Borinage, qui s'est produite l'année dernière, au mois de février 1958. Il faut donc mettre en relief les conséquences sociales dramatiques qu'une situation économique difficile ou une crise structurelle dans un secteur peut avoir pour les travailleurs.

Les revendications des travailleurs ne mettent pas tellement l'accent sur le problème classique des salaires; elles tendent plutôt à obtenir la garantie du pouvoir d'achat de ces salaires, à créer des réformes de structure et à obtenir l'intervention des pouvoirs publics en vue de maintenir et de relever le niveau de l'emploi.

Or, l'examen de cette variante dans l'activité des syndicats au cours de l'année dernière nous semble pouvoir être facilitée si on considère les difficultés de la situation économique. Il est évident que, dans ce cas, l'accent social des revendications se déplace vers les éléments de stabilité et de sécurité.

Dans notre rapport, nous avons également parlé d'une intéressante évolution en matière de législation du travail, surtout en ce qui concerne les contrats collectifs, la participation plus effective des travailleurs à l'activité de l'entreprise et la tendance générale à la réduction de la durée du travail.

L'année 1958 n'a pas été caractérisée par une activité particulièrement brillante dans le domaine de la sécurité sociale. C'est plutôt dans le secteur de la protection, de l'hygiène et de la sécurité du travail que l'on s'est montré actif; on y a noté une tendance générale à sauvegarder plus efficacement la santé des travailleurs, surtout en face des nouveaux risques que le progrès technologique fait surgir.

Quoique nous n'ayons à vrai dire que peu de données à l'appui de notre thèse, nous avons également souligné, dans notre rapport, l'importance que revêt une politique des logements à bon marché, dont le nombre est nettement insuffisant dans l'ensemble de la Communauté.

Nous avons fait remarquer également que le patrimoine immobilier constitue, à notre avis, une grande richesse, non seulement par l'avantage social évident que les travailleurs en tirent, mais également en raison des conséquences économiques qui en découlent; en effet, lorsque les travailleurs trouvent facilement à se loger, leur mobilité géographique est plus grande.

Pour conclure, je ferai remarquer, Monsieur le Président, que notre Commission a constaté, comme nous l'avons dit dans notre rapport, que les organisations professionnelles manifestent un intérêt sans cesse croissant pour le travail et la vie même de notre Communauté. Les organisations professionnelles, celles des entreprises aussi bien que celles des travailleurs, demandent de plus en plus fréquemment d'être associées à nos travaux. Si la participation toujours plus active de cette opinion publique qualifiée et l'intérêt toujours plus vif qu'elle montre pour notre vie doivent être considérés comme la marque du succès, je crois que nous sommes sur la bonne voie.

Je tiens à renouveler dans cette salle, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, l'engagement que nous avons pris de collaborer toujours plus étroitement avec ces forces vives de la réalité moderne.

(Applaudissements.)

M. le Président. — L'Assemblée sera appelée ultérieurement à discuter les rapports des commissions saisies.

14. — *Problèmes relatifs à la main-d'œuvre dans la Communauté européenne du charbon et de l'acier*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la présentation et la discussion du rapport de M. Bertrand, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur :

- la politique de libre circulation de la main-d'œuvre,
- quelques aspects de la politique de la Haute Autorité en matière de construction d'habitations (voir septième rapport général de la

Haute Autorité de la C.E.C.A. sur l'activité de la Communauté),

- certains problèmes relatifs à la main-d'œuvre des industries de la C.E.C.A.
- l'aide aux travailleurs des entreprises charbonnières contraints à du chômage partiel collectif par manque de débouchés de l'entreprise.

La parole est à M. Bertrand, rapporteur.

M. Bertrand, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, ainsi que vous l'avez dit en annonçant l'examen de ce rapport, la commission des affaires sociales s'est bornée, quand elle a examiné le septième rapport général de la Haute Autorité, à étudier quelques questions qui rentrent dans le cadre de la politique sociale menée par la Haute Autorité. Il s'agit des quatre aspects que vous venez de signaler, à savoir la libre circulation de la main-d'œuvre, quelques éléments de la politique en matière de construction d'habitations, certains problèmes relatifs à la main-d'œuvre et à l'emploi dans la Communauté et enfin l'aide aux travailleurs des entreprises charbonnières.

Mais en se livrant à un débat sur ce rapport, l'Assemblée n'en demeure pas moins libre de traiter tous les problèmes dont s'occupe le septième rapport général de la Haute Autorité sous le titre « Politique sociale ». Mon introduction ne se rapportera cependant qu'aux quatre aspects que je viens d'indiquer.

J'attire en premier lieu l'attention de l'Assemblée sur le fait qu'après une activité de six ans l'article 69 du traité, par lequel les gouvernements s'étaient engagés à organiser la libre circulation de la main-d'œuvre qualifiée dans l'industrie charbonnière et la sidérurgie, est demeuré lettre morte. Malgré que le principe en ait été accepté, on n'aperçoit pas grand-chose, dans l'aire de la Communauté, en fait de migration de la main-d'œuvre dans les secteurs du charbon et de l'acier. On a fixé un certain nombre de principes généraux, mais on n'a fait que peu de chose, sinon rien du tout, pour les appliquer pratiquement.

Ceci dit, je vous rappelle en second lieu que le 8 décembre 1954 le Conseil de ministres avait décidé d'organiser la libre circulation des tra-

vailleurs dans la Communauté du charbon et de l'acier, mais que cette décision n'est entrée en vigueur que trois ans plus tard, le 1^{er} septembre 1957.

Les données que nous fournit le septième rapport général de la Haute Autorité nous permettent de constater maintenant que, pendant la période qui s'étend du 1^{er} septembre 1957 au 31 décembre 1958, il a été déposé 484 demandes en vue d'obtenir cette carte de travail qui rend possible la libre migration dans l'aire de la Communauté.

En d'autres termes, le système de la carte de travail a été un échec. La nécessité qui s'impose à nous en tout premier lieu, c'est de nous demander une fois encore s'il ne faut pas instituer une enquête et rechercher un moyen autre que celui que le Conseil de ministres a utilisé pour l'application de l'article 69.

C'est avec une satisfaction très réelle que nous avons appris que la Haute Autorité, agissant conformément au sentiment qui anime la commission des affaires sociales, s'est fondée sur la disposition de l'article 69, alinéa 5, du traité pour prier les gouvernements de dresser une seconde liste de professions dont les membres auraient le droit de demander la carte de travail. Nous avons appris d'autre part que sur la base de l'article 28 concernant la libre circulation des travailleurs qualifiés dans la Communauté du charbon et de l'acier, elle a mis à son ordre du jour la révision de la décision.

Dans l'intervalle, le traité de Rome est entré en vigueur. Les articles 48 à 51 de celui-ci prévoient une manière beaucoup plus souple d'organiser la libre circulation. Je suis d'ailleurs personnellement d'avis — et la commission n'a pas pensé autrement — que l'on ne saurait développer le marché commun si on n'y admet pas la libre circulation des marchandises, la libre circulation des capitaux et aussi la libre circulation des personnes.

Le nouveau traité, le traité de Rome, offre de plus larges possibilités d'organiser la libre circulation que le traité de la Communauté du charbon et de l'acier. En effet, il ne fait pas de distinction entre les branches économiques auxquelles se rapportent ces libertés; il ne fait pas non plus de différence entre travailleurs

qualifiés et travailleurs non qualifiés; enfin, il n'a pas repris la restriction qui est énoncée à l'article 69, paragraphe 3, du traité de la Communauté du charbon et de l'acier. C'était là pour nous une raison de poser la première question que nous avons soumise, pour avis, à la Haute Autorité et aussi à la Commission de la Communauté économique européenne, laquelle s'est prononcée de la manière suivante devant notre commission des affaires sociales.

Attendu que les travailleurs non qualifiés de l'industrie charbonnière et de la sidérurgie ne tombent pas sous le coup de l'article 69 du traité de la C.E.C.A., la logique veut qu'ils soient régis par le traité de Rome et qu'ils puissent bénéficier des mesures en question; je ne peux en effet guère imaginer que les travailleurs non qualifiés dans l'industrie du charbon et de l'acier, ne tombent sous le coup ni des dispositions du traité de la C.E.C.A. ni de celles du traité de la C.E.E.

Le premier souci que, dans ce domaine, la commission des affaires sociales a exprimé était de voir conclure dans les délais les plus brefs un accord entre la Haute Autorité et la Commission de la C.E.E., afin de prendre les mesures nécessaires et de les fonder en droit, pour que les travailleurs non qualifiés de la Communauté du charbon et de l'acier soient régis par les dispositions du traité de Rome.

C'est là, Monsieur le Président, le premier point sur lequel notre commission désire attirer l'attention de l'Assemblée.

Le second point qu'elle entend vous signaler à propos de la libre circulation des travailleurs a trait à l'article 48 du traité de Rome qui dispose effectivement que la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté soit assurée au plus tard à l'expiration de la période de transition, soit dans un délai de quinze ans. L'article 49 prévoit toutefois que les mesures nécessaires en vue de réaliser progressivement la libre circulation des travailleurs doivent être arrêtées par la Communauté dès l'entrée en vigueur du traité. Autrement dit, la Commission de la Communauté économique européenne peut proposer dès à présent un certain nombre de mesures permettant de favoriser dorénavant la libre circulation des travailleurs.

Or, nous aimerions savoir si la Commission de la C.E.E. entend tenir compte des expériences qui ont été faites en matière d'application de l'article 69, ainsi que des avis que la commission des affaires sociales a donnés à plusieurs reprises afin que, à propos de la libre circulation de la main-d'œuvre, on prenne en considération un certain nombre d'aspects secondaires qui ont toujours rendu extrêmement souhaitable l'organisation de la libre circulation.

Quant au problème du logement, qui a régulièrement soulevé une des plus grosses difficultés quand il s'est agi d'organiser sérieusement la migration de la main-d'œuvre, et en ce qui concerne la préparation et l'organisation des travailleurs désireux de se déplacer, votre commission a principalement insisté sur l'opportunité d'une action commune en vue de trouver des fonds pour favoriser la formation des travailleurs désireux d'émigrer, d'une part, et pour permettre la construction de logements destinés aux travailleurs émigrés, d'autre part.

A propos de l'application de l'article 49, votre commission s'adresse à la Commission de la C.E.E. et la prie de chercher à obtenir ce que la Haute Autorité n'a pas pu atteindre jusqu'ici, à savoir que l'établissement de l'inventaire du marché du travail ne reste pas entre les seules mains des services de placement nationaux, mais que la possibilité soit donnée à un office central d'inventorier sur le marché du travail l'offre et la demande de main-d'œuvre, et de le faire sur le plan de la Communauté; pareil inventaire dressé par un bureau central unique procurerait aux deux groupes intéressés — ceux qui demandent de la main-d'œuvre et ceux qui offrent leur travail — une vue exacte de la situation sur le marché du travail.

Peut-être cela dépasse-t-il quelque peu le cadre de l'interprétation de l'article 49 du traité de Rome; votre commission insiste néanmoins sur cette idée. En effet, l'expérience nous a montré que les services nationaux de l'emploi se préoccupent surtout du marché national du travail et qu'au gré de la situation de ce marché ils déploient une action restrictive ou plus libérale en face des besoins communs.

Le sens du dernier alinéa du paragraphe 9 de mon rapport est donc d'arriver à la création

d'un organisme central qui soit en mesure d'obtenir directement des renseignements des employeurs et des travailleurs.

Une autre question se pose encore à la Haute Autorité et à la Commission de la C.E.E. à propos de la libre circulation de la main-d'œuvre : elle se rattache au fait que l'échange de main-d'œuvre et le déplacement de main-d'œuvre à l'intérieur de la Communauté sont généralement encore réglés par des accords bilatéraux plutôt que sur la base des traités existants. Les chiffres que j'ai indiqués à la page 2 de mon rapport montrent que le nombre des travailleurs migrants dans les entreprises charbonnières et sidérurgiques dépasse de plusieurs milliers celui des travailleurs auxquels la décision du 8 décembre 1954 a été appliquée; l'explication en est qu'il s'agit là principalement d'une main-d'œuvre non qualifiée, alors que la pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans les charbonnages et la sidérurgie évolue parallèlement dans les six pays, si bien que l'on n'a guère besoin ou même pas besoin de la migration de la main-d'œuvre qualifiée.

Or, le déplacement de la main-d'œuvre non qualifiée se fait régulièrement dans le cadre des accords bilatéraux conclus entre les divers gouvernements. Aussi avons-nous l'impression qu'à l'avenir l'application des articles 48 et 51 du traité de Rome ne laissera plus de place, dans ce marché commun général du travail, à la conclusion d'accords bilatéraux entre États membres.

Nous pensons cependant qu'à titre de mesure transitoire destinée à nous conduire à l'organisation de la libre circulation on pourrait fort bien s'inspirer des accords bilatéraux actuellement en vigueur entre les États membres, ce qui permettrait probablement d'arriver plus rapidement à une entente, encore que nous soyons assez sceptiques à cet égard.

En effet, nous avons pu constater que dans le cadre de l'O.E.C.E. une convention avait été conclue aux fins d'organiser la libre circulation entre les Dix-Sept, qu'une convention avait été conclue entre les pays de l'O.E.C.E. dans laquelle on trouve, entre autres dispositions, la recommandation suivante : après un séjour de cinq ans dans un des pays de l'O.E.C.E., on devrait donner aux travailleurs étrangers la

faculté de choisir librement une activité salariée dans n'importe quelle entreprise d'un de ces pays.

Nous sommes surpris de constater que tous les pays de l'O.E.C.E. n'ont pas encore approuvé par voie de ratification parlementaire, cette recommandation, si bien que dans ce domaine rien n'a encore été fait.

Voilà donc quelques considérations à propos de la question de la libre circulation de la main-d'œuvre.

Ce premier chapitre de mon intervention, je le conclurai en disant que votre commission compte que les interprétations libérales que les articles 48 à 51 admettent et qui permettront d'appliquer l'article 69 dans un sens beaucoup plus large que ce n'a été fait jusqu'ici, ne seront pas maniées de façon restrictive ou hésitante, ni par la Commission de la C.E.E., ni par la Haute Autorité, ni non plus par le Conseil de ministres.

Telles sont les préoccupations de la commission des affaires sociales quant à la libre circulation de la main-d'œuvre dans la Communauté, notamment en ce qui concerne l'élargissement de l'article 69 sur une base différente.

Le deuxième chapitre de mon rapport est consacré à la politique en matière de construction d'habitations. A propos des quatre programmes de construction, tels qu'ils ont été mis en chantier par la Haute Autorité, j'attire votre attention sur le fait que pour le 1^{er} janvier 1959 la construction de 37 997 logements avait été prévue.

Grâce aux fonds prélevés de 1952 à 1958 sur la réserve spéciale, la construction de 34 401 logements a été financée. La commission a eu la joie de constater que le 1^{er} juillet de cette année 20 000 logements étaient entièrement achevés.

Indubitablement, la Haute Autorité peut inscrire à son actif une réussite dans ce domaine. Les représentants qui faisaient partie de l'ancienne Assemblée commune de la Communauté du charbon et de l'acier n'ont certainement pas oublié qu'au début, lorsqu'il s'est agi d'exécuter le traité de la C.E.C.A., on estimait généralement ne pas avoir de moyens de financement permettant à la Haute Autorité de mener une politique

de construction de logements. Or, nous avons pu constater que dans cette période de six ans on a pu, grâce à une interprétation large des dispositions du traité et grâce à la subtilité des juristes de la Haute Autorité, lesquels ont agi surtout sous la pression de l'Assemblée, se procurer indirectement, par recours au prélèvement, les moyens financiers pour la construction de logements.

Il est permis de dire que cette manière d'agir a conduit à des résultats qui méritent d'intéresser l'opinion publique.

Maintenant, nous nous trouvons dans une phase nouvelle. A côté de la Haute Autorité, nous avons un autre exécutif européen qui a également inscrit dans son programme de politique sociale le développement de la construction de logements. Mais les possibilités qui s'offrent aux deux exécutifs sont très différentes.

La Haute Autorité peut s'assurer ses propres recettes par le moyen du prélèvement, ce qui lui permet de trouver des moyens financiers indépendamment de l'intervention directe des gouvernements; grâce à ces moyens, elle peut mener une politique des logements et activer la construction de logements.

Au contraire, la Commission de la Communauté économique européenne dépend entièrement, en ce qui concerne ses possibilités d'action, du budget annuel qui doit être soumis à l'approbation du Conseil. Les gouvernements décident s'ils veulent ou non mobiliser des fonds pour la construction de logements dans le cadre de la Communauté.

Du fait de cette différence, on en arrivera peut-être à demander aux deux exécutifs si une collaboration ne pourrait pas s'établir dans ce domaine; on pourrait aussi demander notamment à la Haute Autorité d'aller plus loin que le traité qu'elle doit appliquer. Peut-être s'offre-t-il sur le plan technique et administratif des possibilités de trouver dans ce domaine une formule de collaboration.

Nous désirons en outre, Monsieur le Président, signaler à l'Assemblée qu'à l'époque où nous établissons le rapport que je vous présente en ce moment, la Haute Autorité avait remis à la commission des affaires sociales une pre-

mière étude provisoire relative à une très large enquête qu'elle avait instituée sur l'établissement des travailleurs dans la Communauté du charbon et de l'acier.

Un premier examen de cette étude a fait apparaître quelques données fort intéressantes. La commission des affaires sociales estime que cette étude doit être très soigneusement examinée et qu'il faudra chercher à s'appuyer sur elle pour donner une orientation nouvelle à la politique de construction de logements.

Sans vouloir diminuer en rien le grand effort que la Haute Autorité s'est imposé pour réaliser quatre programmes de construction, j'attirerai cependant l'attention de l'Assemblée sur le fait que les logements ainsi construits et financés n'ont exercé qu'une influence minime sur la solution du problème de la construction de logements dans la Communauté du charbon et de l'acier.

L'enquête montre qu'en 1956, se fondant sur les données fournies par les gouvernements, la Haute Autorité avait estimé à 250 000 le nombre des logements qui manquaient. Maintenant, 20 000 logements sont achevés grâce à l'aide de la Haute Autorité et 17 000 logements sont en voie de construction. L'enquête a également montré que 388 000 travailleurs (ce qui représente 30 % du nombre total des travailleurs) désirent quitter leur logement actuel, celui-ci leur paraissant trop vieux ou trop exigü pour leur permettre de se loger de façon décente.

Quand on voit ces chiffres, on se rend compte que nous nous trouvons devant d'énormes difficultés, si nous voulons vraiment résoudre le problème social qu'est celui du logement.

C'est pourquoi la commission a pensé qu'il ne faut pas seulement tout mettre en œuvre pour multiplier les moyens financiers dont la Haute Autorité peut disposer; il faut dorénavant aussi les mettre en relation directe avec les besoins réels que l'on observe dans la Communauté en matière de logement.

Certes, je comprends fort bien que pareille proposition de la commission ne puisse pas être traduite dans la réalité par la seule Haute Autorité; vu l'ampleur véritablement tragique du problème, telle qu'elle ressort de cette

enquête sur le logement, il faut qu'en collaboration avec les différents gouvernements nationaux la Haute Autorité cherche à établir un programme de construction.

D'une part, nous devons avoir sur le plan national un programme de construction des gouvernements; d'autre part, il nous faut aussi un programme de construction complémentaire de la Haute Autorité.

A cet égard, la commission des affaires sociales persiste à éprouver de vives inquiétudes. Elle exprime son étonnement de ce que, malgré les quatre programmes de construction de la Haute Autorité et malgré que l'aide de la Haute Autorité ait permis de construire 20 000 logements, on n'ait pas encore réussi à supprimer les camps de baraques où de très nombreux mineurs sont logés et à les remplacer par des logements salubres.

Votre commission répète — et elle continuera à le répéter — que la Haute Autorité doit absolument subordonner à la construction de logements ouvriers et à la suppression des baraques l'octroi de son aide financière aux pays où il existe encore des baraquements. Nous proposons qu'il ne soit plus accordé d'aides financières sinon pour la construction de logements destinés à des mineurs et que cet appui financier de la Haute Autorité ne soit accordé que lorsqu'une baraque est évacuée et que la famille des mineurs est installée dans un logement décent.

Il nous paraît incompatible avec le niveau social de la Communauté économique que de si nombreux êtres humains continuent à vivre dans les baraquements que la dernière guerre nous a légués.

Ce sont là, Monsieur le Président, quelques vœux de la commission des affaires sociales, quelques aspects de la politique du logement. Cette vue d'ensemble ne prétend aucunement être complète. Elle ne porte que sur certains éléments de cette politique, c'est-à-dire sur l'établissement d'un certain programme de financement en liaison directe avec le besoin réel de logements dans la Communauté, d'un programme qui fasse dépendre de la disparition des baraquements l'octroi d'une aide financière pour la construction de logements.

Tels sont les deux problèmes principaux que nous soumettons à votre attention en même temps que nous les soumettons, pour avis, à la Haute Autorité.

Il est une troisième question que la commission des affaires sociales a traitée et dont elle parle dans son rapport: je veux dire les problèmes relatifs à la main-d'œuvre des industries de la Communauté.

Monsieur le Président, nous nous trouvons en présence d'un phénomène réellement inquiétant et qui affecte le secteur de l'industrie charbonnière. Déjà quand nous établissions notre rapport, nous nous inquiétions de la courbe ascendante suivie par le licenciement des travailleurs dans les charbonnages, nous nous inquiétions de voir que les mineurs qui avaient quitté la mine n'étaient pas remplacés; maintenant, nous sommes frappés de voir que dans son rapport général la Haute Autorité s'est limitée à mentionner ces faits sans dire qu'elle se proposait de rechercher les moyens de résoudre le problème.

C'était au mois de juin, à l'époque où nous avons rédigé notre rapport. Depuis lors, la situation s'est encore beaucoup aggravée. Alors qu'au premier trimestre 1959, on ne comptait en Allemagne, par mois, que 2 000 mineurs qui quittaient cette industrie, le nombre des travailleurs licenciés s'est élevé à 6 000 au mois d'août de cette année.

Au début de l'année, en Belgique, 1 000 mineurs quittaient chaque année la mine; aujourd'hui, c'est le double. En d'autres termes, on constate dans l'ensemble de la Communauté que, tandis qu'au début de l'année 3 000 mineurs abandonnaient chaque mois la mine, le nombre de ceux-ci a atteint aujourd'hui 9 000.

Nous nous trouvons donc en face d'un problème très grave en ce qui concerne l'emploi des travailleurs qui ont quitté la mine. Il devrait dès lors être possible d'esquisser une politique qui nous permette d'apprendre dans quel sens la Haute Autorité entend appliquer les articles 2 et 3 du traité. Ces articles disent clairement que la Communauté doit favoriser la stabilité de l'emploi. Or, cette stabilité a cessé d'exister dans une des industries qui relèvent de la Communauté. Il serait bon —

et la commission des affaires sociales insiste beaucoup sur ce point — qu'en collaboration avec les gouvernements la Haute Autorité exécute également dans ce domaine un plan de réemploi afin que l'on puisse dire que — ce qui n'est pas le cas pour l'instant — il existe dans la Communauté une politique de l'emploi exactement tracée.

Le dernier chapitre dont j'ai l'honneur de vous entretenir au nom de la commission traite de l'aide aux travailleurs des entreprises charbonnières que le manque de débouchés de l'entreprise a contraints à un chômage partiel collectif.

Monsieur le Président, je crois qu'il n'est pas inutile de faire brièvement l'historique de la question, de manière que l'Assemblée parlementaire en ait une vision très claire.

Dès le début de l'année 1956, nous avons vu se dessiner une récession dans l'industrie charbonnière de la Communauté. A partir du milieu de cette même année, il apparaissait visiblement que les possibilités d'écoulement de la houille diminuaient considérablement et qu'il fallait mettre en stock la production excédentaire qu'il était impossible de placer sur le marché.

On fit tout d'abord une politique de stockage et on chercha en même temps des possibilités de financer ces stocks afin de permettre aux entrepreneurs de supporter les charges financières et, d'autre part, de prévenir le chômage. Cependant, la récession prit une ampleur telle que l'on ne réussît pas à prévenir le chômage par le seul moyen du financement des stocks. Pour réduire la production, il fallut introduire un système de chômage forcé, provisoirement cantonné à un seul pays, la Belgique.

En menant cette double politique — d'abord, financer les stocks pour empêcher le chômage, ensuite introduire des jours chômés obligatoires pour prévenir l'accroissement anormal des stocks — la Haute Autorité se trouvait devant la nécessité de garantir le revenu des mineurs affectés par la crise, ce qu'elle fit également en application des articles 1, 2 et 3 du traité et en utilisant les possibilités offertes par l'article 95.

La Haute Autorité avait établi au début de 1959 un plan que je puis résumer en deux

points. Son but était de couvrir la perte de salaire des mineurs jusqu'à concurrence de 90 % par le moyen d'une intervention financière de sa part et de rendre obligatoire cette mesure pour toute la Communauté. Elle avait soumis cette proposition pour avis d'abord au Comité consultatif avant de la transmettre au Conseil de ministres. Cependant, le Comité consultatif n'a pas voulu donner d'avis favorable quant au caractère obligatoire, pour toute la Communauté, de cette aide de 90 %; en même temps il a déclaré que, vu la situation exceptionnelle dans laquelle se trouvaient les mineurs belges, on pouvait en revanche leur accorder une aide financière spéciale.

La Haute Autorité soumit ensuite une proposition au Conseil; finalement, elle publia, le 25 mars 1959, la décision n° 22 aux termes de laquelle elle pouvait affecter deux millions de dollars au paiement d'une allocation C.E.C.A., égale à 20 % du salaire moyen touché par le mineur pendant les quatre dernières semaines précédant son chômage, cette allocation étant payable aux mineurs belges chômant au moins trois jours par mois et pour un maximum de neuf jours de chômage par mois. Ce régime ne devait s'appliquer que pendant la période du 1^{er} avril au 1^{er} juin 1959.

Il s'agissait donc d'un système provisoire d'assistance sociale en faveur des mineurs belges, assistance accordée dans l'espoir qu'en cours des mois en question on parviendrait à mettre en œuvre une politique générale de lutte contre la crise charbonnière. La Haute Autorité pensait mener cette politique sur la base d'un programme en quatre points qu'elle désirait soumettre au Conseil de ministres pour obtenir l'application de l'article 58 du traité.

Nous savons tous que le 14 mai de cette année le Conseil de ministres a rejeté le projet que la Haute Autorité lui avait soumis en vue d'organiser sur le plan supranational la lutte contre la crise charbonnière; nous savons aussi que le Conseil a cependant accepté un point de ce projet en raison de son aspect social, à savoir la continuation du versement de l'allocation C.E.C.A. après le 1^{er} juin. Le 14 mai, il a été décidé de mobiliser cinq millions de dollars aux fins de continuer le versement de l'allocation jusqu'au 30 septembre.

Le 30 septembre, la Haute Autorité ne pourra donc plus verser cette allocation aux mineurs belges affectés par le chômage. Or, nous avons appris pour notre satisfaction que, malgré que la nouvelle Haute Autorité ne soit en fonction que depuis six jours, une de ses premières décisions avait précisément trait au souci que lui cause la situation charbonnière. Cette décision portait sur la continuation de l'assistance au profit des mineurs belges. La Haute Autorité a décidé de proroger provisoirement jusqu'au 31 octobre l'octroi de l'allocation C.E.C.A., sous réserve que cette disposition soit approuvée par le Conseil de ministres. Sa décision se fondait sur le fait que le 30 septembre de cette année le crédit de cinq millions de dollars ne serait pas encore épuisé, si bien que, tant que des fonds demeureraient disponibles, on pouvait accorder les allocations jusqu'au 31 octobre.

Voilà l'historique de ce que la Haute Autorité a fait jusqu'à présent avec l'approbation unanime du Conseil de ministres pour lutter contre la crise charbonnière. Cela revient à donner une aumône aux mineurs contraints à du chômage collectif par le manque de débouchés dont souffrent certaines entreprises.

Je ferai tout d'abord une première déclaration. Il est bon que ces faits soient portés à la connaissance du grand public. Le 14 mai de cette année, le Conseil spécial de ministres a rejeté le programme proposé par la Haute Autorité. Il a probablement agi de la sorte parce qu'il avait l'impression que, sur le plan supranational, la Haute Autorité ne pouvait pas remédier à la crise charbonnière et qu'en agissant sur le plan de la souveraineté nationale il serait plus facile de trouver une solution.

Si tel a vraiment été l'avis du Conseil le 14 mai 1959, je dirai qu'aujourd'hui, en septembre 1959, les gouvernements n'ont pas réussi le moins du monde, en faisant usage des possibilités que leur offrait leur souveraineté, à arrêter la crise charbonnière. En effet, depuis le mois de mai la situation a empiré jour après jour; selon toute probabilité, les possibilités d'écouler le charbon sont devenues encore moindres et on n'aperçoit à cet égard aucune lueur d'espoir dans ce sombre tableau.

Il est certains points sur lesquels il n'est pas besoin d'être un grand économiste pour se faire des soucis.

Malgré l'expansion économique à laquelle nous avons assisté dans la Communauté et grâce à laquelle nous avons enregistré une production-record d'acier — on dit que cette année on produit 60 millions de tonnes d'acier dans la Communauté — malgré cet accroissement de l'activité, nous sommes obligés de noter une diminution constante de l'utilisation du charbon.

La commission des affaires sociales n'a pas encore pu s'entretenir de ces questions ni non plus fixer sa position en face des idées que, pour l'instant, je me permets de vous soumettre à titre personnel.

On est généralement d'accord pour dire qu'en l'occurrence il n'est pas question d'une crise conjoncturelle, mais que nous avons affaire à une crise structurelle très grave par l'effet de laquelle la houille, en tant que source d'énergie, source de chaleur et source de matières premières pour l'industrie chimique, perd de plus en plus sa position de monopole, au point que dorénavant elle jouera un rôle subalterne comme matière première servant à la production d'énergie, au chauffage et à l'industrie chimique.

Je pense qu'en accordant un appui financier aux mineurs frappés de chômage à cause de l'impossibilité d'écouler le charbon, on a manqué le but dans un certain sens. Je crois que nous pouvons tout au plus admettre que cette aide se poursuive pendant quelque temps; l'inquiétude très justifiée qui s'est emparée des travailleurs de la mine, non seulement en Belgique, mais dans la Communauté tout entière, nous montre que nous ne devons pas nous borner à cette action.

En juin, on pouvait encore dire qu'il n'y avait pas de crise dans la Communauté, mais je pense qu'à l'heure qu'il est personne, dans cette Assemblée, n'oserait prétendre qu'il n'y a pas de crise. Pour le montrer, je voudrais poser une question et demander ce qu'il faut donc qu'il arrive pour que l'on accepte de dire qu'il y a une crise dans une certaine branche de l'industrie.

L'inquiétude qui apparaît très nettement chez les mineurs allemands, je crois qu'elle a son origine dans le fait qu'en l'absence d'une politique charbonnière conduite selon un plan

défini, ces mineurs n'ont aucune raison de s'attendre à ce qu'il soit mis fin aux causes de leurs soucis.

A défaut d'une communication officielle des milieux gouvernementaux de l'Allemagne, je suis bien forcé de me borner à prendre connaissance des déclarations faites par M. L. Burckhardt, président de l'association allemande des propriétaires de mines, le 9 septembre dernier lors d'une conférence de presse. A cette occasion, M. Burckhardt a dit, premièrement, qu'il y a dans le bassin de la Ruhr une réserve de charbon de 17 millions de tonnes et que la semaine de travail du mineur a été réduite et, deuxièmement, que la capacité des entreprises productrices de charbon dans le bassin de la Ruhr s'élève à 130 millions de tonnes par année, mais que l'on ne prévoit de débouchés que pour un maximum de 121 à 122 millions de tonnes par an, si bien qu'il faut procéder à une réorganisation pour ramener la durée du travail au nombre normal d'heures.

Outre le départ normal de mineurs qui, au cours de deux années à venir, cesseront de travailler pour cause de maladie ou d'âge, on verra, selon les dires de M. Burckhardt, 20 000 à 50 000 travailleurs perdre leur emploi à la suite de fermetures de mines. De ce fait, le nombre des mineurs du fond descendra à 250 000.

Telles sont les communications qui ont été faites à propos des prévisions relatives au bassin de la Ruhr.

Monsieur le Président, quand nous apprenons cela et si d'autre part nous tenons compte de ce que la Haute Autorité se plaçait au point de vue — et elle continuera probablement à penser de la sorte — que l'allocation C.E.C.A. ne doit pas rester limitée à la Belgique, mais qu'elle doit devenir payable dans toute la Communauté, nous voyons se poser aussitôt une question : la Haute Autorité aura-t-elle les moyens financiers pour continuer à payer cette allocation ?

Dès lors, il se pose une autre question. Sur la base des prélèvements actuels et grâce aux crédits dont elle dispose maintenant, la Haute Autorité sera-t-elle en état de verser l'allocation C.E.C.A. pour aider les travailleurs contraints à un chômage partiel collectif ? Voilà une question à laquelle il faudra répondre

d'une façon satisfaisante, si nous voulons que l'inquiétude actuelle se dissipe.

D'autre part, il me semble que la Haute Autorité doit lier cette aide temporaire, qui sera peut-être nécessaire encore pendant assez longtemps, à une politique de reconversion des régions menacées où l'industrie charbonnière est condamnée à disparaître graduellement ; de même, je pense qu'il serait difficile d'accepter que la Haute Autorité continue à accorder aux États membres une allocation C.E.C.A. si, en face de la suppression d'un certain nombre de mines, ces pays ne faisaient pas en même temps une politique de reconversion pour offrir aux mineurs frappés par ces fermetures de nouvelles possibilités de gagner leur vie.

De plus, je pense qu'il faut stimuler la coordination de la politique énergétique afin qu'au cours de la période de transition dans laquelle nous nous trouvons présentement — et pendant laquelle nous devons peu à peu nous faire à l'idée que le charbon a accompli en grande partie sa tâche dans le cadre de l'expansion économique et que par rapport aux autres sources d'énergie il ne jouera plus qu'un rôle complémentaire nous commençons à organiser la rééducation professionnelle des mineurs licenciés, de manière qu'ils puissent être employés dans d'autres entreprises.

Tel est le problème qui est lié à la question de l'aide aux travailleurs.

Monsieur le Président, si nous pouvons mettre sous les yeux des mineurs un plan concret en matière de reconversion et en matière de fermeture organisée d'un certain nombre de mines, autrement dit si nous ne les laissons pas dans l'incertitude, comme nous le faisons maintenant, je crois que nous pourrions diminuer dans une grande mesure la tension économique que nous observons actuellement.

Mon avis est que les travailleurs ont réellement le droit de demander qu'on traduise dans la réalité les assurances données dans les articles 2 et 3 du traité.

Voilà, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, ce que j'avais à cœur de dire devant l'Assemblée à propos des quatre questions

que la commission des affaires sociales, après avoir étudié le septième rapport général de la Haute Autorité, désirait vous soumettre.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Nederhorst, au nom du groupe socialiste.

M. Nederhorst, au nom du groupe socialiste. — (N) Monsieur le Président, avant de prendre la parole pour le groupe socialiste, je dirai quelques mots en ma qualité de président de la commission des affaires sociales sur le rapport particulièrement intéressant que M. Bertrand, notre rapporteur, vient de présenter.

On ne peut pas dire que le temps nous ait manqué d'étudier ce rapport car nous sommes dans l'heureuse situation de l'avoir entre les mains depuis trois ou quatre mois. Malgré cela, le rapport n'a rien perdu de son actualité, ce qui suffit à prouver que quelques-unes des questions sociales qui nous angoissent et dont le rapporteur a également parlé dans son introduction d'aujourd'hui ont conservé ces mois derniers toute leur importance; on peut même dire que les problèmes en question sont devenus encore plus pressants.

Je crois bien faire en félicitant notre rapporteur : dans son rapport si bien fait et si objectif, il a réussi à éclairer un certain nombre de questions concrètes qui ont trait à la circulation de la main-d'œuvre et à la construction de logements, de même que quelques autres problèmes.

Si vous me permettez, Monsieur le Président, de faire maintenant quelques remarques au nom du groupe socialiste sur le rapport de M. Bertrand, je parlerai tout d'abord de la libre circulation de la main-d'œuvre.

Ainsi que nous l'avons dit à plusieurs reprises dans cette Assemblée, le libre déplacement des travailleurs n'est pas, aux yeux des socialistes, une fin en soi. Bien au contraire ! Nous estimons qu'il est grandement souhaitable que l'on cherche à développer l'emploi au lieu même où le chômage s'est produit.

Gardons-nous bien de nous exagérer le désir qu'éprouveraient les travailleurs de se

rendre en d'autres régions du pays ou en d'autres pays pour y chercher de nouveaux emplois ! Dans ce domaine, on peut observer chez le travailleur une certaine inertie ou, si vous préférez, un désir particulièrement faible de quitter son logement et son pays. C'est là une réalité sociale dont il faut tenir compte dans la détermination d'une politique sociale.

En tant que groupe socialiste, nous affirmons en premier lieu la nécessité de stabiliser l'emploi et, si possible, de le développer encore.

Cela ne signifie pas que, de ce fait, on puisse du jour au lendemain rayer de l'ordre du jour la question de la libre circulation. Nous ne savons que trop bien que certaines limites sont posées à la politique du développement de l'emploi sur les lieux du chômage et que, pour un certain nombre de travailleurs, la nécessité demeure de chercher ailleurs, dans un nouveau lieu de séjour, un emploi.

Nous savons aussi que parmi les travailleurs — et c'est là un phénomène heureux en soi — il en est peut-être certains qui ont le sens de l'aventure ou qui, enclins à une certaine mobilité, désirent se rendre dans un autre pays ou dans une autre région pour y chercher fortune. Il appartient à la Communauté économique européenne de leur en fournir la possibilité.

Ayant lu le rapport de M. Bertrand et ayant aussi pris connaissance du rapport de la Haute Autorité, nous donnons raison au rapporteur quand il dit que jusqu'ici aucun résultat spectaculaire n'a été atteint dans le domaine de la libre circulation de la main-d'œuvre.

Dès l'institution de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, nous avons appliqué l'article 69 et les résultats, ainsi que vous le trouverez indiqué dans le rapport de M. Bertrand, ont été extrêmement maigres. Le fait ne s'explique qu'en partie par la politique qui a été menée à cet égard. Le développement a été de pair avec un recul dans l'industrie charbonnière, ce qui a eu pour conséquence que certains obstacles ont été mis à la libre circulation de la main-d'œuvre.

Mais il est aussi d'autres facteurs qui, eux, se situent bel et bien dans le cadre de la politique et qui expliquent pourquoi nous n'avons eu dans ce domaine que si peu de succès.

Je songe notamment au fait que la convention relative à l'application de l'article 69 et fondée sur cet article avait exclusivement trait à la main-d'œuvre qualifiée. Je vous signale ensuite le fait que cette convention renfermait une liste de professions très limitée. En troisième lieu, je vous rappelle que pour ce qui est de la main-d'œuvre non qualifiée on n'a pratiquement pris aucune mesure. Très justement, le rapporteur a fait remarquer — et sur ce point il peut être assuré de mon appui — que pour cette main-d'œuvre il ne faut pas seulement s'inspirer de l'article 69 du traité de la C.E.C.A., il faut aussi et surtout s'appuyer sur les articles 48 et 49 du traité de la C.E.E. qui répondent à une conception beaucoup plus large.

M. Bertrand a fort bien fait de noter à la page 3 de son rapport que la Commission de la C.E.E. nous a fait savoir qu'elle a élaboré des propositions en vue de la mise en œuvre des articles 48 et 49. La Commission a même déclaré que les travaux relatifs à ces propositions étaient pratiquement achevés. Cela se passait il y a environ six mois, ce qui m'amène à poser une question à la Commission de la C.E.E. Peut-elle nous dire si les propositions sont actuellement prêtes, ces propositions destinées à assurer l'application de l'article 49 du traité de la C.E.E. et qui doivent permettre d'étendre à la main-d'œuvre non qualifiée le bénéfice de la libre circulation? Pouvons-nous, en notre qualité d'Assemblée parlementaire européenne, prendre connaissance de ces propositions?

A mon avis, il importe grandement qu'à un stade ultérieur, lors d'une prochaine session de notre Assemblée parlementaire, nous puissions discuter ces propositions.

Voilà pour ce qui concerne les questions pratiques.

J'ajouterai aujourd'hui, au nom du groupe socialiste, une remarque de caractère général.

Nous parlons bien souvent de la libre circulation des travailleurs. Or, il est une conception de cette libre circulation qui, en somme, revient à dire que nous avons rempli nos obligations dès lors que toutes les entraves à la libre circulation des travailleurs ont été supprimées, si bien que nous pouvons nous croiser tranquillement les bras et voir ce que les travailleurs vont faire.

A mes yeux, c'est là une conception négative de notre tâche : on se borne à enlever les obstacles et on s'en remet à l'évolution ultérieure pour voir si quelqu'un va faire usage de la possibilité qui s'est offerte. Mais cela n'est pas ce que je voudrais que l'on entende par politique de la libre circulation. Une véritable politique de la libre circulation va plus loin; elle doit véritablement donner des directives quant à la manière dont les travailleurs pourront aller d'un pays à l'autre et quant à la procédure qui doit être suivie.

Je ferai cependant remarquer, et j'insiste sur ce point, que ce déplacement de la main-d'œuvre doit se faire sur la base de la plus grande liberté, ce qui n'empêche pas qu'il est certains points qui pourraient faire l'objet d'une telle politique de la libre circulation.

Je dirai — premier point — qu'à notre avis la libre circulation doit avant tout s'appliquer aux jeunes travailleurs. En général, ceux-ci ont moins de difficultés à surmonter quand ils veulent se rendre d'un pays dans un autre. C'est pourquoi une politique de la libre circulation doit être menée en tout premier lieu à l'égard de cette catégorie de travailleurs.

Je crois — deuxième point — qu'en faisant une politique de la libre circulation il faut demeurer conscient du fait qu'il s'agit d'un programme qui ne peut être réalisé que par étapes, que l'on ne peut pas ouvrir d'un seul coup les portes, qu'il faut le faire progressivement et qu'il faut par conséquent avoir présent à l'esprit un programme selon lequel cette transition graduelle sera opérée.

Sur ce point, certaines objections ont été faites dans notre groupe politique; on a dit par exemple que la libre circulation de la main-d'œuvre doit être instituée tout d'abord pour les jeunes travailleurs, autrement dit qu'il faut commencer par l'appliquer aux travailleurs âgés de 20 à 25 ans. Peu à peu, on en fera profiter également les autres classes d'âge, de manière à parvenir, par étapes, à une liberté complète de la circulation. A ce propos, j'ai une question à adresser aux deux exécutifs. La Haute Autorité et la Commission de la C.E.E. se sont-elles fait une idée ou une conception quant à cette progression par étapes sur la voie de la libre circulation?

Je ferai remarquer — ce sera mon troisième point — qu'on ne saurait en aucun cas disjoindre la libre circulation du problème de la formation professionnelle. J'ai écouté cet après-midi avec une satisfaction particulière ce que M. Petrilli nous a dit quant à la nécessité urgente d'améliorer la formation professionnelle.

Cette nécessité s'impose très fortement aussi en ce qui concerne l'instruction des travailleurs qui se rendent à l'étranger. Le problème de la libre circulation se pose avec le plus d'urgence pour les travailleurs non qualifiés; en effet, nos différents pays hésitent beaucoup à recevoir entre leurs frontières des travailleurs non qualifiés; on préfère de beaucoup voir affluer des travailleurs qualifiés, des travailleurs qui ont été instruits dans leur profession. Je crois que ce serait donner à la libre circulation une base solide que de la faire aller de pair avec un système rationnel d'instruction professionnelle des travailleurs désireux d'émigrer. Je songe tout particulièrement aux jeunes travailleurs : il serait bon de permettre surtout à de jeunes travailleurs d'exercer leur métier dans un autre pays que le leur.

Il faut donner aux jeunes travailleurs des possibilités comparables à celles qui sont offertes dans certaines universités. Je pense aux universités des pays du Benelux où les étudiants ont la faculté de faire une partie de leurs études dans un établissement et une autre partie dans une autre université.

Également pour les travailleurs manuels, il serait fort utile qu'une certaine uniformité des programmes de formation professionnelle permette d'en arriver à ce que de jeunes travailleurs puissent achever leur formation professionnelle non seulement dans leur propre pays, mais aussi ailleurs. On voit ainsi combien le problème de la libre circulation se rattache de près à la formation professionnelle et à la recherche d'une certaine uniformité des programmes.

Et voici mon quatrième point. Si on avance dans cette direction et que l'exécutif pense comme le groupe socialiste qu'il faut progresser par étapes en cette matière, qu'il faut mener une politique de la libre circulation principalement adaptée aux jeunes travailleurs et

rendre relativement uniforme la formation professionnelle pour que les jeunes gens puissent apprendre leur métier à l'étranger, il est inadmissible qu'on laisse ces jeunes travailleurs aller à l'étranger sans s'être enquis du milieu où ils devront vivre.

A ce propos, et en même temps, se pose la question du logement des travailleurs migrants; ce problème se pose de façon générale, mais il est particulièrement aigu en ce qui concerne les jeunes travailleurs.

Je me souviens des expériences intéressantes que nous avons faites, quand en notre qualité de membres de commission des affaires sociales de l'ancienne Assemblée, l'Assemblée commune de la C.E.C.A., nous avons fait un voyage dans le bassin de la Rhur et visité également le village Pestalozzi dans la commune de Bochum. Nous avons vu là-bas comment de jeunes travailleurs venus de derrière le rideau de fer et d'autres régions de l'Allemagne y ont trouvé le milieu qui leur convient; des logements spéciaux ont été construits pour eux et tout le nécessaire a été fait pour que les travailleurs qui se rendent en d'autres lieux soient bien accueillis, surtout par le fait qu'un logement décent leur était offert.

Voilà autant de points qui, aux yeux des socialistes que nous sommes, nous semblent constituer les éléments d'une politique de la libre circulation. Il y a là beaucoup plus que la simple suppression des entraves à la libre circulation, beaucoup plus que d'attendre tout bonnement et voir ce qui se passera. On ne se borne pas à enlever les obstacles, on se demande aussi comment on peut traduire dans la réalité les conceptions que l'on a de la manière dont cette libre circulation de la main-d'œuvre doit se faire.

Nous aimerions que la Haute Autorité nous dise si elle se propose d'examiner, en collaboration avec la Commission de la C.E.E., ces différents points et d'exprimer dans un rapport sa pensée quant à la mise en œuvre d'une politique visant plus spécialement la libre circulation des jeunes travailleurs.

A cet égard, il faudra étudier avec une attention particulière les possibilités de donner une plus grande uniformité à la formation professionnelle, celles qui s'offrent quant au

logement des travailleurs migrants et surtout les possibilités en ce qui concerne la politique qui doit permettre de parvenir par étapes à une entière liberté de circulation. Si les deux exécutifs pouvaient nous soumettre un schéma, un programme, nous aurions là une base extrêmement féconde pour un échange de vues et il s'exercerait d'autre part une action stimulatrice sur les personnes que la question de la circulation de la main-d'œuvre intéresse directement.

Monsieur le Président, j'en arrive maintenant à mon dernier point relatif à la libre circulation de la main-d'œuvre. Il s'agit d'un désir qui a été exprimé déjà plusieurs fois dans cette Assemblée, du désir de voir se créer un service européen de l'emploi, un bureau central, un organisme grâce auquel employeurs et travailleurs puissent donner et recevoir directement des informations sans l'intervention des services nationaux. Je suis heureux de constater que, dans son introduction, notre rapporteur a également soulevé ce problème.

Or, les entretiens que nous avons eus à ce sujet avec la Commission de la Communauté économique européenne nous ont appris que l'idée de créer un organe central de cette sorte s'est traduite pour l'instant par l'institution d'un simple comité de coordination d'experts officiels qui s'occupent de la circulation de la main-d'œuvre et du placement de celle-ci.

Ce résultat me paraît vraiment maigre, surtout quand on considère que dans notre Assemblée de si nombreuses voix se sont élevées pour recommander la création de ce bureau central. Il me semble que la Commission européenne avance par trop prudemment dans cette voie. Je crains que nous n'arrivions pas beaucoup plus loin que ce comité de coordination. Sur ce point, je crois pouvoir dire que dans toute cette politique on manque un peu d'imagination.

Pour assurer la libre circulation à l'intérieur de la Communauté, il ne suffit pas d'établir la libre circulation des membres de l'Assemblée parlementaire qui peuvent librement se rendre d'une conférence à l'autre. La libre circulation que nous entendons, ce n'est pas non plus la libre circulation des dossiers. Non, Monsieur le Président, la libre circulation que nous avons

en vue, c'est celle de l'homme de la rue, du travailleur des usines et des bureaux, auquel il faut offrir la possibilité de se créer ailleurs une existence nouvelle.

Je songe à ce qui se passe dans mon pays, au Service de placement de mon pays. J'y trouve de belles affiches où il est question des possibilités de travail au Canada; on me donne des brochures sur les possibilités de travail en Australie, mais c'est en vain que je chercherais une brochure ou une affiche où l'on dise : « Travailleurs, vous pouvez trouver du travail entre les frontières de la Communauté économique européenne. » C'est en vain que je cherche quelque chose qui ressemble à des informations sérieuses sur les possibilités de travail qui s'offrent dans la Communauté et, je l'ajoute aussitôt, des informations sérieuses sur les difficultés auxquelles se heurtent ceux qui cherchent un emploi. Ces difficultés, il est certain qu'on les rencontre. Je constate malheureusement que, bien souvent, on s'en va à tout hasard chercher du travail dans un des pays de la Communauté et que l'aventure se termine par une déception.

Voilà pourquoi un organisme central serait si éminemment utile. Il faudrait pouvoir trouver, dans nos offices de placement nationaux ou régionaux, une affiche dans laquelle on s'adresserait aux travailleurs en ces termes : « Le service européen de l'emploi vous donnera des renseignements quant aux emplois qui s'offrent dans les six pays de la Communauté économique européenne. »

J'insiste vigoureusement auprès de la Haute Autorité et de la Commission de la C.E.E. pour qu'elles aiguillent leurs pensées vers cette voie.

Ceci dit, Monsieur le Président, je ne m'occuperai pas davantage de la question de la libre circulation de la main-d'œuvre et je passerai à la seconde partie de mon intervention, abordant une question tout à fait différente : celle de la construction de logements.

L'Assemblée parlementaire européenne a toujours suivi avec le plus vif intérêt l'activité que la Haute Autorité déployait dans le domaine de la construction de logements. Dans cette Assemblée qui, politiquement parlant, est un organisme hétérogène, on n'a

pratiquement entendu encore aucune voix reprocher à la Haute Autorité d'agir dans le domaine de la construction de logements. Bien au contraire, tous les groupes politiques ont constamment répété à la Haute Autorité : Nous apprécions vivement votre manière de procéder. Nous aimerions vous appuyer dans votre action et vous aider à agir dans ce domaine.

Si j'insiste sur ce point, c'est qu'au cours de ces derniers mois il m'est arrivé de lire dans la presse que, dans le domaine de la construction de logements, la Haute Autorité opère d'une façon indépendante et sans consulter l'Assemblée parlementaire.

Rien n'est moins vrai. Je vous rappelle par exemple que c'est l'Assemblée parlementaire européenne, ou plus exactement l'ancienne assemblée, celle de la Communauté du charbon et de l'acier, qui a eu l'idée de rechercher si on ne pourrait pas utiliser les intérêts produits par le fonds de garantie aux fins de financer la construction de logements; je vous rappelle qu'avec l'aide de quelques experts juristes on a publié alors, au nom de l'Assemblée, un rapport dont la Haute Autorité a repris les conclusions. La Haute Autorité a réalisé l'idée qui était née au sein de l'Assemblée, élargissant de la sorte les possibilités qu'elle avait de financer la construction de logements.

Il n'est donc pas question d'avoir agi indépendamment de l'Assemblée parlementaire. Bien au contraire! Nous avons en l'occurrence l'exemple d'une sorte d'initiative heureuse que l'Assemblée a prise et, fait que j'apprécie vivement, qui a été accueillie et développée par la Haute Autorité avec beaucoup de compréhension.

Monsieur le Président, si nous examinons en ce moment les résultats obtenus en matière de construction de logements, nous constatons, comme votre rapporteur l'a d'ailleurs signalé, qu'à la date du 1^{er} janvier environ 34 000 logements étaient construits ou en train de se construire avec l'aide financière de la Haute Autorité et qu'environ 20 000 logements étaient achevés. Ce nombre peut sembler considérable, surtout si on songe qu'il s'agit là uniquement des logements construits avec l'aide financière de la Haute Autorité, alors qu'il y a évidemment encore de nombreux logements qui l'ont été sans cette aide.

Mais nous constatons d'autre part qu'en 1956 on estimait à 250 000 le nombre de logements qui manquaient; et si nous tenons compte de ce qu'une récente enquête de la Haute Autorité a fait apparaître — M. Bertrand l'a signalé à son tour — un besoin de 388 000 logements pour des travailleurs mal logés, nous ne pouvons pas dire que, dans ce domaine, la Haute Autorité a atteint un résultat suffisant, qu'elle peut continuer de la sorte ou même réduire son activité. Non, Monsieur le Président, les faits que je viens de signaler sont pour nous une raison de prier la Haute Autorité de poursuivre son action et de l'intensifier même.

C'est bien pourquoi le groupe socialiste insiste auprès d'elle pour qu'elle recoure une fois de plus au marché des capitaux et se procure les moyens financiers qui lui permettront d'élargir son activité en matière de financement de la construction de logements et de contribuer pour sa part à combler les lacunes.

Dans ce même ordre d'idées, je me permettrai, Monsieur le Président, de dire encore deux mots de la construction expérimentale d'habitations.

Nous savons que le traité de la Communauté du charbon et de l'acier permet à la Haute Autorité, dans certains domaines déterminés, de se livrer à des expériences en matière de construction de logements. Nous avons eu deux programmes expérimentaux et nous nous demandons si, à cet égard, il existe encore des besoins susceptibles d'être satisfaits dans le cadre de la construction expérimentale de logements.

A cet égard, il nous paraît tout particulièrement important d'étudier la possibilité d'imaginer un type de logement rationnel destiné aux travailleurs venus de l'étranger et qui doivent s'établir dans un pays qui n'est pas le leur. Nous avons en effet le sentiment que, si nous créons pour ces travailleurs un type de logement adapté aux besoins et aux habitudes propres à chaque pays, et par conséquent aussi à celui d'où le travailleur est venu, nous aurons aidé les travailleurs étrangers à se sentir chez soi; du même coup nous aurons beaucoup contribué à la réussite du système de la libre circulation.

Il nous paraît que, précisément si nous nous plaçons à ce point de vue, des recherches devraient être faites par exemple sur la construction d'un logement acceptable et bon pour une famille italienne travaillant en Belgique ou pour une famille néerlandaise travaillant en France; pareille action pourrait favoriser grandement la libre circulation et faire que les travailleurs qui ont librement émigré se sentent à leur aise dans leur nouveau milieu.

Pour terminer, une remarque sur la question de l'emploi dont notre rapporteur a également parlé.

Je diviserai, si vous le permettez, cette question en deux chapitres. D'abord, je dirai quelques mots de l'aide financière accordée aux travailleurs en chômage; je parlerai ensuite d'un problème qui me semble plus important encore : la création d'emplois nouveaux pour des travailleurs que le chômage menace.

Monsieur le Président, c'est fort justement que le rapporteur a fait remarquer que nous avons parfois été tentés — et quand je dis « nous » je n'entends pas tellement parler de notre Assemblée, je songe plutôt aux organes institutionnels de la Communauté qui ont affaire à ce problème, notamment au Conseil de ministres — de minimiser le problème du chômage. Nous pouvons constater que dans l'industrie charbonnière ce problème n'est pas un problème partiel qui se pose uniquement en Belgique. Une même inquiétude s'est emparée aussi de l'industrie charbonnière allemande. Nous nous trouvons en face d'un problème très sérieux.

Le rapporteur vous a appris qu'en matière d'aide aux travailleurs en chômage, la Haute Autorité nous a fait une communication fort intéressante : on se propose de continuer jusqu'à la fin du mois d'octobre l'octroi de l'allocation, dans la mesure du moins où il dépend de la Haute Autorité, en attendant qu'une décision définitive soit prise.

Je n'entends pas approfondir cette question pour l'instant; nous aurons probablement l'occasion de le faire une fois que nous aurons entendu le discours de M. Malvestiti.

Plus important nous paraît le problème de la création de nouveaux emplois. Le chômage

sévit en Belgique, mais l'inquiétude est née également en Allemagne, une inquiétude qui, d'une part, est liée au fait que la rééducation des travailleurs suscite certaines difficultés et, d'autre part, tient à ce que les mineurs qui passent dans une autre profession subissent de ce fait une sensible diminution de leur revenu.

On note également une inquiétude qui se rattache au fait que les mineurs, particulièrement les jeunes mineurs, n'ont aucune sécurité quant aux possibilités de l'avenir dans l'industrie charbonnière, ils se demandent si, vu notamment la concurrence de l'industrie pétrolière, ils ne feraient pas mieux de chercher dans une autre branche industrielle un emploi qui leur assure un revenu régulier.

Nous sommes donc en face d'une multiplicité d'incertitudes. Les journaux nous ont appris que dans la République fédérale d'Allemagne on examine en ce moment la possibilité de prendre certaines mesures de réorganisation, la fermeture de certaines mines ne pouvant certainement pas être évitée. Or, ces faits nous amènent à poser quelques questions à la Haute Autorité.

En tant que groupe socialiste, nous avons toujours soutenu le principe que l'on ne saurait continuer à penser que nous pourrions exploiter à la longue n'importe quelle mine. Nous comprenons fort bien qu'à un moment donné il puisse se produire des situations qui nous placent devant la pénible nécessité de fermer certaines mines. Mais nous avons ajouté aussitôt que, si tel est le cas, la politique que l'on fera ne doit pas consister à fermer une mine et à ne se demander qu'après coup s'il est possible de créer de nouveaux emplois.

Sur ce point, notre avis a toujours été qu'il ne faut pas se laisser devancer par les faits, qu'il faut au contraire les prévenir et apercevoir à temps le problème. Il faut examiner à temps le cas des mines dont la fermeture doit être envisagée dans un délai de dix ans par exemple et il faut se faire une idée du rythme auquel cette fermeture doit être opérée.

Il est notamment nécessaire qu'au moment où l'on est obligé de procéder à des fermetures, certaines mesures soient déjà prises, de manière que de nouveaux emplois soient créés et que les travailleurs puissent être rééduqués. Cela

signifie en d'autres termes que les socialistes que nous sommes n'ont réellement aucune confiance en une politique libérale qui entend laisser s'accomplir ce processus de cas en cas et qui entend ne prendre que des mesures accidentelles. Pareille manière d'agir nous fait songer à un médecin qui se proposerait de guérir un malade en lui collant par-ci par-là un emplâtre.

Non, Monsieur le Président, ce n'est pas la bonne manière et nous aimerions savoir si la Haute Autorité ne pense pas comme nous que, pour traiter le mal à la racine, il est nécessaire, il est urgent, aujourd'hui plus que jamais, d'établir un plan d'assainissement à long terme, par exemple pour les dix années à venir, un plan qui fasse clairement apparaître quelles sont les mines que l'on estime devoir fermer et quelles sont les possibilités nouvelles que l'on peut offrir aux mineurs licenciés afin de sauvegarder leur emploi.

Je sais, Monsieur le Président, qu'en demandant cela à la Haute Autorité et aux autres organes compétents en la matière, je leur demande de faire un grand travail. La question dont il s'agit n'est pas de celles qui peuvent être résolues du jour au lendemain.

Mais je pense que c'est là un point qui est de la plus grande importance, du point de vue social, car ce n'est que par une politique comme celle que je viens d'esquisser que l'on pourra délivrer les travailleurs de l'inquiétude qu'ils éprouvent.

Je crois que nous ne devons pas craindre de leur dire quelle est la situation réelle. Nous ne devons pas seulement décrire les faits tels qu'ils sont réellement, nous devons en même temps ouvrir devant nos travailleurs une perspective d'avenir. Établir les faits tels qu'ils sont et ouvrir une perspective d'avenir, voilà deux éléments essentiels de tout plan d'assainissement. Si nous agissons autrement, nous serons obligés d'assister une fois de plus à un développement tel que nous l'observons actuellement : la menace de voir les mineurs abandonner en masse les charbonnages.

C'est pourquoi nous demandons à la Haute Autorité de chercher sérieusement à établir un plan d'assainissement de cette sorte, un plan réalisable par étapes, pour les différents bassins

miniers, éventuellement pour les différents pays. Nous lui demandons également de soumettre à l'Assemblée parlementaire européenne le résultat de ses réflexions afin que nous puissions nous livrer à une discussion approfondie de cet important problème et que, dans ce domaine également, il se fasse plus de clarté.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Rubinacci.

M. Rubinacci. — (I) Monsieur le Président, mes chers collègues, dans le rapport qu'il a rédigé, comme toujours, avec le plus grand soin, M. Bertrand a attiré l'attention de l'Assemblée parlementaire européenne sur quelques aspects sociaux par excellence de la vie communautaire de nos six pays. Il a été chargé par la commission des affaires sociales de faire rapport à l'Assemblée sur certains problèmes. Son rapport est soumis à nos discussions avec quelques mois de retard et en un certain sens on pourrait considérer qu'il est déjà dépassé par la marche du temps.

Je crois cependant que ce rapport n'en demeure pas moins de la plus grande actualité, et cela d'autant plus que l'organisation de nos travaux veut que nous soyons appelés à le discuter à la veille des déclarations qui seront faites au nom de la Haute Autorité de la C.E.C.A. par M. Malvestiti, son nouveau président, qui parlera certainement des aspects sociaux de la politique de la Haute Autorité.

Le rapport de M. Bertrand a été commenté oralement devant l'Assemblée immédiatement après que le représentant de la Commission de la C.E.E., M. Petrilli, eut présenté son rapport sur la situation sociale dans la Communauté économique européenne. En d'autres termes, il y a une série de coïncidences qui nous permettent d'envisager les problèmes soumis à notre attention par M. Bertrand en les liant étroitement à des considérations plus vastes. Ainsi pouvons-nous englober ces problèmes spéciaux intéressant certains secteurs dans une vue d'ensemble de ce qui peut être la politique sociale, étroitement rattachée à la politique économique de l'ensemble de notre Communauté, indépendamment des compétences attri-

buées aux trois Communautés et aux trois exécutifs de celles-ci.

Avec la permission de M. le Président, je m'attacherai en particulier à la première partie du rapport de M. Bertrand. Celle-ci traite des expériences que nous avons faites jusqu'à présent en ce qui concerne le problème de la libre circulation de la main-d'œuvre, considérée du point de vue étroit, mais néanmoins extrêmement intéressant, de la Communauté du charbon et de l'acier. Ces expériences incitent notre rapporteur, porte-parole autorisé de la commission des affaires sociales, à demander que l'on fasse de nouveaux pas en avant dans cette voie sans perdre de vue les liaisons nécessaires avec le marché plus étendu de la main-d'œuvre qui relève de la compétence particulière de la Commission de la C.E.C.A.

Il convient que nous parlions un peu de ces expériences, en envisageant plutôt le point de vue politique que le point de vue technique. Pour commencer, je ferai une constatation amère. Dans le traité instituant le C.E.C.A., nous avons proclamé, un grand principe, celui de la libre circulation de la main-d'œuvre, principe que nous avons formulé à nouveau, avec un champ d'application plus étendu, dans le traité de Rome qui institue la Communauté économique européenne. Il s'agit là d'un principe destiné à avoir un grand retentissement, non seulement en raison de ses aspects juridiques, mais surtout en raison des espoirs qu'il fait naître chez les masses laborieuses des six pays de la Communauté.

Or, maintenant que plusieurs années se sont écoulées et qu'un règlement relatif à l'application de l'article 69 du traité instituant la C.E.C.A. est entré en vigueur, nous pouvons constater que pendant la période allant du 1^{er} septembre 1957 au 31 décembre 1958, c'est-à-dire en un an et trois mois, le bénéfice concret de la carte de travail, délivrée conformément à l'article 69 du traité, n'a été assuré en fait qu'à six travailleurs par les services de l'emploi et à 42 travailleurs en vertu de contrats conclus directement entre employeur et travailleur.

Je me rends compte des grandes difficultés auxquelles se sont heurtés les gouvernements lorsqu'il a fallu traduire dans la réalité le

système d'application de l'article 69 du traité. Il aurait peut-être été préférable que le traité instituant la C.E.C.A. n'eût pas parlé du tout de libre circulation. Lorsqu'on fait naître de grandes espérances, lorsqu'on proclame de grands principes, il est extrêmement dangereux d'agir de telle sorte que les conséquences pratiques de ceux-ci deviennent, non pas simplement négligeables, dirai-je, mais propres à donner l'impression que les principes proclamés aboutissent à des fins contraires. C'est évidemment une situation très grave qui présente des aspects extrêmement délicats. Nous sommes certes tous profondément convaincus que notre Europe doit se faire non seulement dans les institutions communautaires dont l'Assemblée parlementaire européenne est l'une des principales, mais avant tout dans la conscience des peuples.

Cette Europe doit marquer quelque progrès dans le domaine social pour l'ensemble de nos peuples et notamment pour cette partie si vivante de notre Communauté européenne que forment les travailleurs.

C'est une constatation amère sur laquelle j'ai voulu insister un peu dramatiquement — et vous m'en excuserez — parce que je crois qu'elle est très importante et que nous devons toujours l'avoir présente à l'esprit lorsqu'il s'agit du processus d'application du traité, afin de faire en sorte que les principes proclamés et les institutions qui ont été créées puissent devenir quelque chose de réellement concret et avoir un sens profond pour les peuples de nos pays.

Cette constatation devrait, je pense, inciter la Communauté économique européenne, qui doit appliquer les articles correspondants, 48 et 49 du traité de Rome, à faire en sorte que sur ce plan plus vaste du marché commun — dont nous voulons qu'il soit non seulement un marché commun de marchandises et de capitaux, mais aussi un marché de main-d'œuvre — on puisse espérer des résultats propres à montrer qu'en effet la Communauté économique européenne a un contenu concret, réel pour les masses laborieuses de nos pays.

Je souhaite que la Haute Autorité de la C.E.C.A. puisse accueillir favorablement les suggestions que M. Bertrand a faites au nom

de la commission des affaires sociales, avant tout en ce qui concerne la définition des catégories professionnelles à prendre en considération aux fins de la carte de travail de la Communauté.

Je voudrais surtout mettre l'accent sur un aspect de la question. Nous disons que les travailleurs peuvent obtenir une carte de libre circulation dans le monde des industries sidérurgique et charbonnière de la Communauté, mais nous disposons en même temps que cette carte ne peut être délivrée qu'aux travailleurs appartenant à des catégories professionnelles très restreintes et surtout que les intéressés doivent déjà avoir travaillé longtemps dans une industrie de leur propre pays. Je pense que, ce faisant, nous vidons le principe de la libre circulation d'une grande partie de sa signification réelle, notamment en ce qui concerne son aspect pratique, qui est de faciliter l'emploi. En effet, il est évident que quiconque a travaillé longtemps dans une industrie de son propre pays et bénéficie, en raison de son ancienneté, d'une série d'avantages sagement prévus à ce titre par la législation de son pays, ne sera que très difficilement amené à émigrer; et, s'il le fait, il n'aura évidemment pas besoin de la carte de libre circulation de la C.E.C.A. parce qu'il pourra toujours, dans le cadre des régimes normaux d'émigration, obtenir une meilleure situation à l'étranger.

Disons-le franchement : si elle doit servir à quelque chose, il faut que la libre circulation permette de travailler à quiconque n'a pas de travail, à quiconque n'a pas d'emploi; elle doit constituer un des moyens d'obtenir un emploi qui s'offre à qui, en raison de la situation particulière de l'emploi dans son pays, n'a pas trouvé de travail.

La libre circulation vise indubitablement aussi à offrir à un pays ou à plusieurs pays ayant un excédent de main-d'œuvre la possibilité de mettre ce potentiel de travail à la disposition d'autres pays qui ont des richesses à exploiter dans l'intérêt de la Communauté.

Mais, Messieurs les Membres de la Haute Autorité, avec votre permission et celle du représentant de la Communauté économique européenne aussi qui, par hasard, n'assiste pas à ces débats, je dirai que, quel que soit le

système que vous pourrez concevoir pour assurer l'application du principe de la libre circulation qui est affirmé par le traité instituant la C.E.C.A. et par les traités de Rome, ce système ne devra pas faire abstraction de la nécessité de tenir compte avant tout des travailleurs en chômage.

Vous pourrez évidemment accompagner de toute une série de garanties l'application de ce principe et cette tendance générale de la politique de libre circulation de la main-d'œuvre, et je suis le premier à vous demander que des garanties rigoureuses soient données. Mais celles-ci devront porter avant tout sur la formation professionnelle. Or, la question de cette formation ne se pose pas pour ceux qui ont un emploi ou qui ont travaillé longtemps; en revanche, nous devons assurer cette formation, avec l'aide des divers pays et si possible de la Communauté européenne, aux travailleurs sans emploi.

Cela veut dire, en d'autres termes, qu'il existe un rapport direct entre cette politique de libre circulation de la main-d'œuvre et une autre politique, la politique de la formation professionnelle, qui doit devenir un des aspects caractéristiques de l'activité sociale de la Communauté économique européenne ainsi que de la Communauté du charbon et de l'acier.

Nos traités prévoient des institutions spéciales et nous avons créé des fonds. Ce que nous devons faire maintenant, c'est de coordonner les efforts tant sur le plan national que sur le plan communautaire, pour développer une politique de formation professionnelle efficace, éclairée, moderne et plus avancée. Ainsi pourrions-nous faire coïncider toujours mieux la nécessité sociale de donner du travail à quiconque n'en a pas et la nécessité d'avoir, pour les fins de la production, un personnel capable de contribuer généreusement au développement économique de notre Communauté.

Mais je désire avant tout attirer votre attention sur la nécessité d'envisager ce problème non pas tant du point de vue juridique de la libre circulation, mais plutôt du point de vue économique et social d'une politique communautaire de l'emploi. En effet, le principe juridique de la libre circulation ne signifie pas nécessairement l'emploi, et nul d'entre nous ne

s'intéresse à ce que les travailleurs de nos pays puissent circuler librement, et rien de plus. On peut circuler librement pour des raisons de tourisme! Si on demande la libre circulation pour les hommes en tant que travailleurs, c'est parce que l'on espère qu'elle pourra signifier à un moment donné l'arrêt en un lieu déterminé, qu'elle pourra signifier qu'en un point déterminé de son itinéraire le travailleur pourra s'arrêter tranquillement parce qu'il a atteint le but en vue duquel il s'est mis en route, ayant trouvé une possibilité de consacrer ses forces à une activité productive, d'obtenir une rémunération pour son travail et d'assurer l'entretien de sa famille et l'éducation de ses enfants.

Ce dont nous avons besoin, c'est une politique de l'emploi de nos Communautés. Je souhaite qu'à cet égard on arrive à une entente et que nous puissions coordonner de manière vraiment efficace l'activité des exécutifs des trois Communautés.

Nous avons évidemment, première en date, une Communauté du charbon et de l'acier et je souligne les avantages d'ordre politique et social que son fonctionnement a valus à nos travailleurs. Mais il est clair qu'une politique de la main-d'œuvre ne saurait être conçue du seul point de vue d'un secteur de l'économie, d'un point de vue vertical, parce que la grande qualité de nos sociétés modernes est de ne pas connaître de situations cristallisées, rigides, de ne pas avoir de castes dans le monde du travail et de l'emploi.

Le développement économique, social et politique de nos pays est véritablement fondé, dans son ampleur, sur le principe d'une liberté qui doit évidemment offrir la possibilité de suivre les vocations particulières et, d'autre part, mettre à la disposition des entreprises le libre concours des travailleurs intéressés.

Or, pour une politique de la main-d'œuvre, il nous faut nécessairement une vue d'ensemble. Le secteur de la Communauté européenne du charbon et de l'acier a enregistré un léger fléchissement de l'emploi dans le secteur sidérurgique, mais je tiens à souligner que ce fléchissement, très limité, ne doit pas nous entraîner à des conclusions décourageantes. En effet, grâce à l'institution de la Communauté du charbon et de l'acier, l'industrie sidérur-

gique a fait l'objet d'un processus de modernisation et de réorganisation qui nous a permis d'accroître considérablement la production avec une main-d'œuvre moins nombreuse.

Nous avons malheureusement le secteur du charbon qui traverse une crise; cette situation a encore une fois été évoquée avec des accents très nobles par notre rapporteur M. Bertrand, suivi par M. Nederhorst, président de la commission des affaires sociales.

Mais je ne m'attacherai pas aux aspects sociaux de la crise charbonnière dont nous nous préoccupons cependant tous. Je tiens à dire à nos amis belges et allemands qui sont particulièrement affectés du point de vue social par la crise charbonnière que nous partageons leurs préoccupations, leurs angoisses; nous le faisons pour diverses raisons, des raisons qui sont avant tout d'ordre pratique. En effet, cette crise et le chômage qui en résulte entraînent fatalement l'exode de travailleurs qui quittent une branche d'activité déterminée, une localité déterminée; or, celui qui s'en va le premier, c'est précisément celui qui est arrivé le dernier, à savoir l'émigrant.

Nous savons donc que pour une part ce chômage nous intéresse directement, mais nous considérons les choses d'un point de vue plus large. Nous savons que s'il se produit une crise dans un pays, dans un secteur, c'est en définitive toute la Communauté qui en souffrira, que c'est tout au moins le processus de développement inhérent à toute action de la Communauté elle-même qui sera retardé pour toute la Communauté.

Or, si nous voulons envisager le seul problème de la crise charbonnière, nous devons aussi nous demander comment il peut être résolu du point de vue social. Comment trouver une solution en face des conséquences sociales de la crise charbonnière? Espérons qu'il s'agit d'une crise de conjoncture et non pas d'une crise de structure. Je me permets d'en douter, mais il est évident qu'une solution ne pourra être trouvée sur le plan économique que grâce à une politique commune et coordonnée de l'énergie; sur le plan social elle ne pourra l'être que grâce à une rééducation des travailleurs des mines en vue d'autres activités. Il y a donc un passage de travailleurs d'un secteur à un autre de notre

Communauté. C'est pourquoi nous devons avoir une vue générale et commune de cette politique de l'emploi et de la main-d'œuvre.

Je me permets à ce sujet de reprendre une idée qui a déjà été clairement exprimée dans le rapport de M. Bertrand, une idée que nous avons déjà discutée à propos du rapport présenté par la commission des affaires sociales en 1958 et que nous aurons l'occasion de discuter encore.

Or, à propos du rapport élaboré par M. Angioy toujours au sujet de l'exposé que M. Petrilli nous a présenté aujourd'hui sur la situation sociale dans la Communauté, j'estime indispensable que les trois Communautés se mettent d'accord pour créer un organe unique de coordination de l'emploi. Nous avons besoin d'une direction générale, d'un bureau spécial de la main-d'œuvre européenne qui puisse instaurer une politique de formation professionnelle et renseigner les différents pays sur les perspectives d'emploi dans les divers secteurs et les diverses localités; ce bureau devra être à même, d'une part, de connaître exactement les disponibilités de main-d'œuvre et le degré de qualification de la main-d'œuvre disponible et, d'autre part, de centraliser les demandes de main-d'œuvre émanant des employeurs, surtout en relation avec les nouvelles initiatives économiques qui pourront être prises le cas échéant dans les divers pays.

J'estime que si nous ne créons pas ce bureau commun de la main-d'œuvre, il nous sera extrêmement difficile d'agir rapidement dans ce domaine de la politique de l'emploi.

Mes chers collègues, j'ai estimé devoir m'en tenir au premier des problèmes qui ont été soulevés par M. Bertrand, mais je répète que je suis pleinement d'accord avec lui quant aux observations et aux propositions qu'il a estimé devoir présenter, de même que je partage sa manière de voir sur les autres problèmes sociaux, si importants, de la Communauté du charbon et de l'acier. J'estime qu'une partie des autres problèmes qui ont été traités devrait rentrer dans le cadre d'une politique de l'emploi, dans une structure administrative et organique de la main-d'œuvre, sur la base d'un plan européen de coordination.

C'est avant tout dans cette direction que je me permets d'inviter les exécutifs à s'engager

en se rappelant constamment que si nous avons beaucoup de problèmes sociaux, le plus grave, le plus brûlant, c'est le problème du travail.

Il importe que nous ayons des assurances sociales pour la maladie et la vieillesse, il importe que l'on veille à la sécurité et à l'hygiène du travail, il importe qu'une série de normes législatives et d'initiatives assurent le relèvement des conditions de vie des travailleurs. Mais ce qui est indispensable, ce qui est la condition première de toute politique sociale, c'est avant tout qu'il y ait du travail. Nous avons annoncé aux travailleurs de notre pays que cette Europe est l'Europe du travail, l'Europe de la collaboration des forces, l'Europe qui, en unissant et en intégrant ses économies, veut permettre le développement général du bien-être de nos pays. C'est vers cet objectif que doivent, à mon avis, tendre tous nos efforts, c'est cet espoir que nous devons donner aux peuples de nos six pays.

(Applaudissements.)

(M. Charles Janssens remplace M. Robert Schuman au fauteuil de la présidence.)

PRÉSIDENCE

DE M. CHARLES JANSSENS

Vice-président

M. le Président. — La parole est à M. Battaglia.

M. Battaglia. — *(I)* Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, le caractère supranational des institutions communautaires européennes est fortement marqué sur le plan économique; du point de vue politique, il peut être considéré comme la base d'une future structure fédérale. En revanche, il est beaucoup moins accentué sur le plan social. Les pouvoirs conférés à la Haute Autorité dans ce secteur sont en effet sensiblement moins grands que ceux qu'elle possède dans d'autres domaines, ce qui, à mon avis, met obstacle à l'établissement d'une politique communautaire en matière de salaires, d'emploi, de prévoyance sociale et, plus géné-

ralement, de coordination des conditions de travail.

La Haute Autorité ne peut pas faire usage en matière de politique sociale de son instrument le plus efficace, la « décision », qui lui permet d'établir des normes impératives auxquelles les six pays doivent se conformer dans les dispositions qu'ils édictent.

Afin d'éviter des distorsions et des inégalités possibles ou d'éliminer celles qui existent déjà sur les divers marchés nationaux du travail, il serait donc souhaitable qu'un nouvel organe ou un des organes déjà existants — je me réfère au dernier point que M. Rubinacci a traité — soit doté des pouvoirs nécessaires soit pour légiférer et régler la question, soit pour procéder à des études et des contrôles.

Les problèmes sociaux qui se posent dans la sphère des institutions européennes peuvent se diviser en trois grandes catégories, à savoir :

1) Les problèmes propres aux marchés du travail nationaux qui se posaient dès avant l'entrée en vigueur des traités et qui découlent de situations économiques, problèmes que l'on peut appeler chroniques ;

2) Les problèmes relatifs à l'entrée en fonction des communautés économiques européennes et que nous appellerons des problèmes dérivés ;

3) Les problèmes relatifs à la conjoncture actuelle, que nous appellerons des problèmes conjonctuels.

Les problèmes qui rentrent dans la catégorie des problèmes chroniques sont les plus graves ; à certains égards, ce sont les plus tragiques et ils le sont pour deux sortes de motifs.

En premier lieu, parce que leur persistance influe sur l'attitude psychologique des populations ; convaincues de l'impossibilité de trouver une solution, celles-ci ou bien s'abandonnent à une sorte de fatalisme, de résignation, ou bien adhèrent à des idéologies et des mouvements révolutionnaires et subversifs, allant passivement, parfois sans même s'en apercevoir, vers la perte du bien suprême de l'homme : la liberté.

En second lieu, parce qu'il importe de les résoudre de toute urgence car les situations auxquelles ils se rapportent ne seront pas

redressées *ipso facto* par l'avènement de la Communauté et par l'élargissement des marchés ; au contraire, elles seront encore aggravées. On ne peut non plus espérer créer une communauté à la fois économique et politique, si certaines inégalités du niveau de vie subsistent.

Parmi les problèmes de cette catégorie, les plus importants découlent des faits suivants :

— l'existence de régions de dépression économique sur le territoire de quelques-uns des six pays, régions qui constituent déjà une lourde charge pour les économies nationales et pèseront encore plus lourdement sur une économie communautaire et fédérale ;

— les grandes masses de chômeurs, de travailleurs occasionnels et de travailleurs en sous-emploi qui pour des motifs évidents d'ordre économique, politique, moral et social, devront être intégrés au plus tôt dans la production ;

— les disparités découlant de cette situation qui entraînent dans certaines régions un déséquilibre notable du revenu national et aboutissent à un marché désordonné qui n'est aucunement préparé à faire face à l'accroissement de la production déterminé par la Communauté économique ;

— la nécessité de créer des infrastructures de base sur lesquelles des activités industrielles puissent se greffer ;

— enfin la nécessité de transformer l'économie dans de vastes régions de la Communauté où les activités secondaires font absolument défaut, où les activités primaires appellent une réorganisation sur des bases plus modernes et plus productives — indispensables pour supporter le jeu de la libre concurrence, difficile mais fécond, qui est inhérent à l'élargissement des marchés — et où les revenus découlent d'une activité tertiaire qui absorbe en réalité les revenus et n'en laisse que l'illusion.

J'ai déjà dit dans un discours précédent et je répète aujourd'hui que ces problèmes devraient être résolus principalement par les gouvernements des différents États ; mais vu l'importance qu'ils ont pour l'économie communautaire, les institutions de la Communauté devraient conjuguer leurs actions avec celle

des institutions nationales et le faire non seulement à des fins de propulsion et de coordination, mais aussi à des fins d'intégration.

J'en viens maintenant aux problèmes dits dérivés, ceux qui découlent de l'entrée en fonction des Communautés économiques. Je suis obligé de reconnaître que c'est la solution de ces problèmes qui a le plus intéressé les organes communautaires et nous souhaitons qu'elle les intéresse toujours davantage.

Dans le cadre de ces problèmes dérivés, l'un des principaux est sans aucun doute celui de la migration et de la libre circulation des travailleurs. Les orateurs qui m'ont précédé ont déjà fait remarquer que la question fondamentale que pose toute migration est celle de l'insertion du travailleur dans un nouveau milieu social.

Pour la politique à suivre en cette matière, il faut choisir entre la thèse de l'adaptation et celle de l'assimilation. On peut invoquer des arguments en faveur de l'une et l'autre et aussi en faveur d'une combinaison des deux, selon que la migration doit avoir un caractère permanent ou temporaire.

Si on considère le problème dans un esprit européen, il apparaît évident que, du point de vue fonctionnel, la préférence doit aller à une politique qui tend à l'assimilation des travailleurs aux populations indigènes prêtes à les accueillir. Aucune assimilation ne sera cependant possible si le travailleur est détaché de son milieu familial, d'où l'absolue nécessité de faciliter la réunion du travailleur émigré avec sa famille. Cette réunion suppose que certains problèmes de nature tant pratique que psychologique aient été résolus préalablement.

Au nombre des problèmes pratiques, celui de l'installation de l'ouvrier et de sa famille dans un logement convenable est d'importance fondamentale. A ce propos, on a souhaité de divers côtés l'établissement d'un système efficace de contributions destinées à financer la construction de maisons ouvrières.

Les aspects psychologiques, quelque nombreux et divers qu'ils soient, sont étroitement liés entre eux; ils gravitent essentiellement autour de la question de la compréhension que la population indigène témoigne pour les

nombreux problèmes d'adaptation qui se posent au groupe immigré.

Un autre aspect qu'en raison de son importance pratique et psychologique on ne saurait négliger est celui de la formation linguistique du travailleur. Normalement, il est plus facile d'apprendre une langue étrangère dans le pays où cette langue est parlée. Aussi n'est-ce qu'en vue d'objectifs à échéance assez lointaine que les pays de la Communauté peuvent se charger de cet enseignement dans le cadre de leurs programmes scolaires. Il faudra cependant développer l'enseignement des langues étrangères et surtout en faire bénéficier le plus grand nombre possible de personnes, en introduisant cet enseignement dans les programmes d'instruction obligatoire.

Mais le facteur psychologique qui gêne le plus la circulation des travailleurs, notamment quand à leur lieu d'origine, ils ont une possibilité de travail, même minime, c'est la question de la stabilité de l'établissement qu'ils vont obtenir au nouveau lieu de travail. De tels problèmes, qui ne se posent pas en temps de conjoncture favorable, deviennent d'une actualité brûlante si la tendance de la conjoncture se renverse. En théorie, on affirme le principe de l'abolition complète de toute discrimination fondée sur la nationalité et non pas sur l'appréciation du rendement. Mais à ce propos une question surgit. Le travailleur indigène dont le rendement est inférieur à celui du travailleur étranger pourra-t-il concevoir qu'il doive rester chômeur alors que le travailleur immigré continue à travailler? C'est pourquoi les premiers pas faits en vue de créer un marché commun du travail paraissent assez difficiles; les efforts entrepris à cet effet doivent tendre non seulement à abolir les discriminations en matière d'emploi et de licenciement, mais également à éliminer les autres discriminations, celles qui, sans avoir rien à voir avec le domaine économique, faussent gravement les relations entre certains travailleurs et les employeurs en créant des inégalités, artificielles du point de vue économique, mais réelles dans la structure sociale et politique de la Communauté.

Ainsi que M. Albert Delpérée a déjà eu l'occasion de le faire remarquer, le marché commun du travail ne peut pas être fait uniquement d'une série de mesures négatives. La suppres-

sion du permis de travail, la liberté juridique de circulation, l'égalité des prestations sociales ne suffisent pas à provoquer et à favoriser une mobilité parfaite ou tout au moins suffisante de la main-d'œuvre. Cette mobilité, qui est un élément fondamental du marché commun, pré-suppose une politique commune, c'est-à-dire une série de mesures positives. Pour devenir une réalité, le marché commun du travail doit, fût-ce par étapes, arriver à représenter, dynamiquement et consciemment, l'élément moteur dans la création de l'esprit européen.

J'en viens ainsi, tout en demeurant dans le cadre des problèmes dérivés, à la formation professionnelle des travailleurs.

Cette question doit être examinée sous ses divers aspects : la formation professionnelle des jeunes gens, la rééducation professionnelle des travailleurs ayant déjà un emploi et la préparation des travailleurs souffrant du chômage ou du sous-emploi.

Dans ce cas aussi, il s'agit de tâches qui devraient et qui pourraient relever de la compétence des divers États; mais il ne faut pas oublier — sans parler de l'avantage qu'il y aurait pour la Communauté à résoudre le problème — que les réalisations sur le plan de l'enseignement technique et professionnel varient considérablement à cause de la multiplicité et de la diversité des écoles, instituts, cours, entreprises et centres de rééducation, tant officiels et semi-officiels que privés. C'est pourquoi l'intervention des organes de la Communauté apparaît indispensable, tout au moins pour la coordination.

En examinant le règlement du Fonds social européen, nous constatons que des concours financiers importants sont prévus aussi dans ce domaine; il faut espérer que les articles des traités qui concernent le Fonds social seront interprétés de la manière la plus large et que le règlement du Fonds sera immédiatement mis en vigueur, ne fût-ce que pour remédier à la situation pénible de la main-d'œuvre italienne.

Pour compléter l'énumération des problèmes dérivés, je mentionnerai enfin les questions relatives à la législation sociale sur l'activité syndicale, sur la productivité du travail, sur la prévoyance et la sécurité sociale et sur l'hygiène du travail.

L'entrée en vigueur du règlement n° 3 du Conseil de ministres relatif à la sécurité sociale marque un progrès important dans le domaine de sécurité sociale des travailleurs migrants. L'institution de la commission administrative prévue aux articles 43 et 44 de ce règlement permettra de trancher de nombreuses questions d'interprétation; elle facilitera et hâtera la solution des divers problèmes que pose l'application des règlements ainsi que celle des problèmes concernant le libellé de certificats, attestations et déclarations et les remboursements de prestations versées au titre de la sécurité sociale. Il y a cependant encore beaucoup à faire dans le domaine syndical. Les problèmes sont très vastes et ils exigeraient une étude particulière.

Il nous reste maintenant à examiner les problèmes que nous avons qualifiés de conjoncturels.

L'année 1959 a malheureusement été et est encore une année de crise dans le marché charbonnier et sidérurgique de la Communauté. Les causes auxquelles on peut attribuer cette crise sont d'ordres divers : le déclin de la conjoncture qui intéresse d'une manière indirecte, mais qui n'en est pas moins sensible, le marché charbonnier et frappe le marché sidérurgique qui est le plus important client du secteur charbonnier; l'importation excessive de charbons en application de contrats portant sur des quantités énormes de charbon, importation favorisée par le niveau très bas des frets maritimes; l'accroissement de la part des huiles combustibles dans l'approvisionnement en énergie, facteur de crise qui, de conjoncturel qu'il a été, tend à devenir structurel; enfin, le défaut de débouchés importants, en dehors des industries sidérurgiques, pour les réserves de charbon.

Les mesures prises par la Haute Autorité pour faire face à l'état de crise portent sur les prix, sur l'accroissement de la consommation et sur la réduction de la production de charbon. Pour ce qui est de cette dernière mesure, on constate qu'elle n'a pu apporter que des améliorations très modestes.

Si après cet examen de la situation économique, nous passons à l'examen de la situation sociale déterminée par la crise, nous y trouvons des raisons de nous inquiéter beaucoup.

Pour le charbon, la crise des débouchés s'est inévitablement répercutée sur l'extraction, entraînant par voie de conséquence une réduction de l'emploi de la main-d'œuvre.

Les articles 2 et 3 du traité de la C.E.C.A. disposent que la Communauté a pour mission de contribuer au développement de l'emploi et de promouvoir l'amélioration des conditions de travail de la main-d'œuvre. La situation actuelle des mines est donc en contradiction avec la lettre et l'esprit du traité. Environ 13 % des travailleurs des charbonnages sont devenus chômeurs; quant aux travailleurs encore employés, ils subissent une suspension du travail pendant sept jours par mois environ.

C'est pourquoi il faut que les organes de la Communauté envisagent la situation avec un sens très élevé de leur responsabilité et avec le plus grand soin, si l'on veut qu'ils soient à la hauteur de leurs fonctions de propulsion, de coordination et d'intervention dans la voie du progrès économique et social des pays européens, ce progrès qui doit conduire à l'union toujours plus forte des six nations dans un groupement national nouveau et plus large.

En la situation actuelle, on ne voit pas de symptômes de reprise. La plupart des économistes pensent que les causes de la crise actuelle sont d'ordre conjoncturel et non pas structurel. Leur manière de voir, si elle n'atténue pas les maux présents, diminue l'inquiétude pour l'avenir; mais il est en tout cas nécessaire de préparer et d'appliquer une politique à longue échéance qui procédera par étapes déterminées et dont l'absence est aujourd'hui une des causes pour lesquelles il est si difficile de surmonter la crise.

Le tableau général que j'ai brossé jusqu'ici devrait mettre en évidence la nécessité d'une vision commune des problèmes relatifs aux économies des pays de la Communauté. C'est pourquoi je m'abstiens de proposer à nouveau, parmi les solutions qui s'offrent, l'intervention des institutions communautaires en face des situations de caractère essentiellement national et des problèmes chroniques des diverses économies nationales. Pour nous, cela va de soi quand nous réclamons une politique à longue échéance. Mais il y a aussi des solutions

d'ordre technique et social à proposer pour la première phase d'une politique à plus longue vue. Je crois pouvoir les résumer de la façon suivante : la fermeture des mines improductives, ce qui permettra de mesurer plus exactement l'ampleur du phénomène du chômage; une politique efficace d'aides par le concours du Fonds social européen, aides dont l'octroi ne saurait être ajourné davantage; l'orientation de la main-d'œuvre en chômage vers d'autres secteurs industriels grâce à une rééducation professionnelle; enfin, une politique plus éclairée et mieux coordonnée des investissements à effectuer dans les régions de la Communauté qui souffrent de la dépression économique, de manière à faire disparaître les écarts structurels.

C'est dans cette direction, Monsieur le Président, mes chers collègues, que je souhaite que notre Communauté s'engage afin de se préparer toujours davantage et toujours mieux à devenir une véritable patrie commune au sens le plus large du terme.

(Applaudissements).

M. le Président. — La parole est à M. Storch.

M. Storch. — (A) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je n'aurais pas demandé la parole si mon ami Nederhorst n'avait pas dit quelque chose avec quoi je ne suis absolument pas d'accord. A son avis, la libre circulation devrait être établie par étapes dans le cadre de la Communauté économique européenne. Son idée semble être qu'il faut tout d'abord instaurer une libre circulation de jeunes travailleurs. Or, si j'examine de près la situation telle qu'elle est dans la Communauté économique européenne, j'en arrive à la conviction qu'en l'absence d'un marché commun du travail il ne saurait tout simplement pas y avoir de marché commun pour les six pays; je ne puis en effet pas admettre que l'on accorde moins de prix à l'être humain et à la capacité de travail de l'homme qu'aux marchandises qui sont jetées et déplacées sur le marché.

Mais nous entendons aller plus loin et nous voulons éduquer les gens de l'Europe pour en faire des Européens. Si tel est notre vouloir, nous devons donner à ces gens la possibilité,

non pas seulement théorique, mais aussi pratique de faire personnellement la connaissance, dans le cadre de la Communauté, des êtres de nationalité étrangère, de les côtoyer pendant le travail, de les rencontrer aux heures de loisir. Ce n'est que si nous créons cette possibilité pour tous les êtres humains dans la Communauté que nous parviendrons à en faire autant d'Européens.

Dans cette salle, on a souvent dit que l'idée européenne qui, dans les débuts, avait jailli comme une étincelle apparaît de moins en moins dans la vie de tous les jours et que l'on s'en accommode. Pour l'instant, dit-on, ça ne va pas trop mal; pourquoi chercher du nouveau?

Prenons garde de ne pas considérer toute cette question de la libre circulation de la main-d'œuvre à la lumière des événements auxquels nous avons assisté quand nous avons voulu établir la libre circulation de la main-d'œuvre à la C.E.C.A.! Tous ceux qui ont participé à l'élaboration du fameux article 69 savent que, dans la pratique, d'énormes difficultés s'opposaient à la libre circulation.

Prenons, si vous le voulez bien, l'exemple des charbonnages allemands qui, à l'époque, tentaient par tous les moyens de se procurer de la main-d'œuvre. Lorsque l'article 69 a été créé et qu'ensuite des dispositions d'application ont été promulguées, les mineurs m'ont déclaré — j'occupais alors un poste de ministre — de même que les syndicats de mineurs de l'Allemagne : Ne comptez pas sur nous. Notre sécurité personnelle au fond de la mine est notre premier souci; si on doit occuper des étrangers chez nous, nous les accueillerons volontiers en camarades, mais il faut que nous puissions nous faire comprendre d'eux, il faut qu'ils connaissent notre langue.

Voilà qui nous mène déjà à un point important. Si nous voulons avoir dorénavant un marché commun du travail — l'orateur qui m'a précédé a parlé dans ce même sens — il faut que nous remplissions une condition : il faut que les élèves des écoles primaires soient familiarisés avec certaines notions fondamentales concernant les autres langues des peuples européens.

De plus, je considère qu'une circulation absolument libre des travailleurs représente

une nécessité pour notre Communauté, je dirai même qu'elle est une des conditions mêmes du progrès des régions moins développées de la Communauté.

On parle tant du chômage et aujourd'hui même nous avons entendu, dans cette salle, nos amis politiques déclarer qu'il faut tout mettre en œuvre pour que chacun trouve, autant que faire se peut, un emploi dans son pays.

Entre les frontières de la Communauté, nous avons des régions industrialisées à l'excès. Reconnaissons-le, pour une fois, en toute franchise! Mais si nous voulons installer des industries dans les régions dans lesquelles l'industrialisation est en retard, il ne nous faut pas seulement avoir des bâtiments et des machines; nous avons besoin aussi de main-d'œuvre, et notamment de personnes qui soient capables, une fois qu'elles sont placées au cœur même de ces entreprises nouvelles, de leur communiquer l'amour du travail, la volonté de créer.

On ne peut le faire que de deux manières. Ou bien nous faisons venir d'autres régions des travailleurs spécialisés pour le genre d'activité dont il s'agit et nous en faisons le noyau actif de l'entreprise et les chargeons de la formation professionnelle des travailleurs indigènes. Ou bien nous envoyons des gens dans les autres régions, les régions industrialisées, et nous leur faisons apprendre le métier dans des entreprises de premier ordre et bien dirigées.

Mes amis allemands savent que ces derniers temps même les Japonais nous ont envoyé des mineurs, mais non pas pour qu'ils travaillent en permanence chez nous. L'intention était plutôt de leur faire connaître le rythme de travail de chez nous, le climat de l'entreprise et aussi les institutions sociales de l'Allemagne. Je puis affirmer que cette expérience a réussi. Nos visiteurs sont repartis pour leur pays dans un état d'esprit tout à fait différent de ce qu'il était quand ils sont venus chez nous.

Il ne nous faut pas non plus nous faire des illusions sur un autre point : quoi que nous fassions dans ce domaine, en tant qu'Européens, certains milieux politiques extrémistes tenteront de l'exploiter à leur avantage.

Quand il y a quelques années nous avons accueilli en Allemagne les 26 000 ou 30 000 travailleurs italiens — nous les avons placés en partie dans l'agriculture, dans les carrières et dans d'autres secteurs où il était le plus facile à les mettre au travail — nous avons dû constater que les communistes italiens avaient signalé à leur organisation-sœur locale l'arrivée des travailleurs en question encore bien avant qu'ils soient sur place.

Voilà dont nous n'avons que faire. Ce que nous voulons, c'est que les hommes qui, dans le cadre de cette Communauté plus large, peuvent choisir le lieu de leur activité soient instruits de façon à devenir des personnalités capables de s'opposer à des attitudes politiques extrémistes.

Là est d'ailleurs, à mon avis, un des points essentiels. A l'heure qu'il est, nous vivons en Europe, et sans que les gens le ressentent bien nettement, dans une atmosphère très lourde. Nous savons combien forte est la position des communistes en Russie soviétique et dans ses pays satellites. Mais nous connaissons aussi l'influence qu'ils exercent dans deux pays de notre Communauté; l'Italie et la France.

Personnellement, je suis d'avis que si nous fournissons à nos travailleurs la possibilité de se rendre compte, hors de leur pays, de ce qu'est la vie dans sa réalité pratique, ils seront bien vite immunisés contre ce poison. En agissant de la sorte, nous rendrons un très grand service à notre Communauté.

Si donc nous parlons de la libre circulation du travailleur, nous devrions faire une distinction tout à fait nette entre deux choses. D'une part, nous avons l'élément purement humain. L'individu doit obtenir maintenant la faculté de se chercher, dans le marché du travail des Six, l'emploi qu'il désire occuper temporairement ou de façon durable.

Pour la plupart, il ne s'agira pas d'acquérir le droit de cité dans un autre pays; le jeune homme cherchera plutôt à se perfectionner dans son métier. Il veut aller voir comment le travail se fait ailleurs. Les choses ne se passaient pas autrement dans mon jeune temps. Muni tout simplement de ma carte d'invalidé, je pouvais aller à Berne, à Gand, à Paris où

j'ai travaillé comme compagnon menuisier. J'ai fait là-bas la connaissance de beaucoup de monde. De même en Allemagne j'ai rencontré beaucoup de gens venus de Hollande, de Belgique, d'Italie et qui travaillaient avec moi à l'établi.

Ne nous faisons pas d'illusions! Nous avons besoin, de nos jours et dans notre Communauté, de personnalités, autrement dit de gens qui sachent, par eux-mêmes, ce qu'ils doivent à soi-même, à leur famille, à leur peuple et à la communauté. Et pour cela, il leur faut de l'expérience.

Je le dis en toute franchise, j'ai toujours éprouvé quelque tristesse à voir ceux de mes collègues qui, à l'âge de 40 ans déjà, pouvaient fêter leurs 25 ans d'appartenance à l'entreprise. Ils ont été peu à peu happés par la routine, et en dernière analyse c'est de cette routine abrutissante que naît la pensée collective.

Or, je crois que nous voulons être une communauté d'êtres qui se distinguent par leur caractère individuel. Mais nous n'y parviendrons que si nous donnons aux gens la possibilité de se rendre en tel ou tel lieu par l'effet de leur libre décision. De même, il faut que chacun puisse, par l'effet d'une libre décision, demeurer là où il est né et se sent à l'aise. Chacun doit être libre à cet égard.

En Allemagne, au temps du national-socialisme, nous avons précisément appris à connaître le système du dirigisme d'État en matière de main-d'œuvre. Je crois que personne qui a vécu, les yeux ouverts, dans ces conditions ne peut souhaiter le retour d'un tel système. Nous serons heureux si nous pouvons conserver la liberté personnelle dont, Dieu merci, nous jouissons de nouveau.

Mais en ce qui concerne l'application de la libre circulation de la main-d'œuvre, il est un point sur lequel nous devons être parfaitement au clair. La Communauté — et maintenant je m'adresse directement aux membres de la Haute Autorité et de la Commission de la C.E.E. — devrait se demander très sérieusement comment on peut entourer les travailleurs qui ont quitté leur patrie et comment on peut leur procurer des logements. Il est scandaleux que les jeunes gens qui vont travailler à l'étranger doivent payer à leur logeur, pour une toute

simple chambre, un prix qui représente un pourcentage beaucoup trop élevé de leur salaire. Il faut donc, si nous voulons réaliser nos plans, orienter de telle sorte la construction de logements que nous obtenions suffisamment de logements pour célibataires.

Si nous voulons réellement veiller sur la jeunesse en migration, si je puis l'appeler ainsi, il faut faire en sorte qu'elle ne se sente pas seule et abandonnée dans un pays étranger. Nous avons pour tâche de travailler pour son bien-être dans les lieux où cette jeunesse est appelée à déployer son activité.

Nous nous sommes exactement rendu compte de l'importance de cette question quand, au lendemain de la guerre, 40 000 aides domestiques, infirmières et autre personnel féminin se sont rendus en Angleterre. A cette époque, le ministre du travail de la Grande-Bretagne m'a dit ceci : Tout cela est bel et bien, mais ces jeunes filles ne se sentent pas chez elles. Je lui ai répondu : Il n'y a qu'une solution possible. Faites tout ce que vous pouvez pour qu'on s'occupe d'elles et de leur bien-être. Dans les grandes villes du moins, il faudrait créer un certain nombre de foyers où elles puissent se retrouver, où elles puissent s'entretenir avec des compatriotes.

Le ministre du travail s'est montré très compréhensif et généreux, au point d'engager dans son ministère une dame allemande à laquelle de très larges compétences ont été attribuées pour veiller au bien-être de nos jeunes filles.

Voilà quelques idées qui méritent d'être approfondies. Ne compromettons pas le succès de notre effort en parlant beaucoup de ces questions sans cependant prendre les mesures nécessaires et les appliquer assez tôt !

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Nederhorst.

M. Nederhorst. — (N) Monsieur le Président, je n'aurais évidemment pas demandé la parole une seconde fois si M. Storch n'avait pas déclaré au début de son intéressant exposé qu'il n'avait d'abord eu aucun motif d'intervenir dans le débat, mais que c'était surtout

mon discours qui l'amenait à émettre certaines considérations.

Je me trouve maintenant dans une situation assez singulière. J'ai écouté avec un grand intérêt l'exposé de M. Storch, qui a développé certaines idées qui nous sont tout à fait familières et que j'avais moi-même exprimées dans mon exposé. Cependant, je ne vois pas bien pourquoi M. Storch a conçu son intervention comme une réplique à la mienne. Il a commencé par dire qu'il n'était pas du tout d'accord avec moi que nous devions poursuivre par étapes la politique de libre circulation et qu'il fallait surtout se préoccuper du mouvement des jeunes travailleurs.

Dans son exposé, il a lui-même abordé ce dernier problème; il a dit aussi que nous devions faire le nécessaire pour assurer le logement de ces travailleurs.

Ce sont là autant de mesures que j'avais préconisées et, par conséquent, je ne comprends vraiment pas pour quelle raison M. Storch a voulu faire de son intervention une réponse à la mienne.

Afin d'éviter tout malentendu, je préciserai quelques points. On ne saurait inférer de mon exposé que j'aie déclaré : Nous devons limiter la libre circulation aux jeunes travailleurs et l'interdire aux travailleurs plus âgés. Cela, vous ne me l'avez pas entendu dire. J'ai déclaré simplement ceci : Nous devons nous intéresser de près à la libre circulation des jeunes travailleurs et prendre des mesures spéciales dans ce domaine.

Or, l'expérience nous apprend que les jeunes travailleurs se déplacent plus facilement que les travailleurs mariés. Je ne considère pas comme particulièrement heureux le phénomène que l'on constate, par exemple, dans notre pays où des chefs de famille sont retenus par leur travail loin de leur famille pendant deux ou trois ans et qu'ils ne la revoient qu'à l'expiration de cette période.

L'inconvénient de la séparation familiale ne joue aucun rôle lorsqu'il s'agit de célibataires. Aussi est-il compréhensible que les travailleurs non mariés, ce qui revient à dire dans la plupart des cas : les jeunes ouvriers se déplacent plus facilement, qu'ils acquièrent aussi plus faci-

lement l'usage d'une langue étrangère, comme M. Storch l'a d'ailleurs fait observer, et qu'ils s'adaptent plus aisément que les travailleurs âgés. Tous ces facteurs sont évidemment fonction de l'âge des intéressés.

C'est pour cette raison — je répète que je n'ai pas dit qu'il fallût interdire la libre circulation aux travailleurs plus âgés — que j'ai déclaré que la migration des jeunes travailleurs posait un problème spécial, en ce qui concerne la formation professionnelle aussi bien que le logement, et d'autres points encore.

Je le répète, Monsieur le Président, je ne vois pas la moindre antinomie entre l'exposé de M. Storch et le mien. Quand il se déclare radicalement adversaire de tout dirigisme d'État en matière de main-d'œuvre et qu'à ce moment précis il regarde de mon côté, je ne comprends pas du tout la portée de ce geste, car l'un des premiers principes que j'ai défendus est que la libre circulation doit reposer sur la volonté absolument libre du travailleur.

Il m'a paru opportun de faire cette mise au point afin d'éviter que l'on ne voie des oppositions là où il n'en existe aucune.

M. le Président. — La parole est à M. Bertrand, rapporteur.

M. Bertrand, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, je désire simplement formuler quelques observations à propos de la discussion très approfondie qui a eu lieu sur la notion de « circulation », afin de rectifier certaines idées qui pourraient aboutir à une interprétation inexacte du point de vue de la commission des affaires sociales.

Comme M. Nederhorst vient de le dire à la fin de sa seconde intervention, la commission des affaires sociales n'estime nullement que l'exécutif doive s'engager dans une politique d'encouragement aux migrations à l'intérieur de la Communauté. En réalité, la commission part de l'idée que, lorsqu'il y a pénurie de l'emploi dans une région déterminée et qu'une possibilité d'embauche s'y présente, l'exécutif doit avoir pour premier souci de faire accorder la préférence aux travailleurs habitant la région.

Ce n'est que là où la chose ne sera pas possible et lorsque les travailleurs désireront expressément aller dans une autre région que le principe de non-discrimination devra trouver son expression concrète dans un certain nombre de mesures administratives destinées à assurer la libre circulation dans les limites territoriales de la Communauté.

De plus, en cas d'émigration, il y aura lieu de prendre les mesures nécessaires en matière de régime linguistique, de logement, de formation professionnelle, etc., en sorte que le déplacement se fasse dans des conditions aussi humaines que possible.

La commission des affaires sociales ne croit pas que nous devons demander à la Haute Autorité de pratiquer une politique de la migration visant à organiser, au moyen de mesures spéciales, le déplacement de groupes importants de la population vers d'autres régions. Ce n'est que si la migration est nécessaire qu'il faudra prendre des mesures pour que celle-ci s'accomplisse dans des conditions aussi humaines que possible.

M. le Président. — La parole est à M. Storch.

M. Storch. — (A) Je voudrais simplement dire un mot à M. Nederhorst. Mon intention n'était nullement de diminuer en quoi que ce soit la valeur de son exposé. J'ai uniquement déclaré ne pas pouvoir le suivre lorsqu'il dit que la libre circulation doit être établie par étapes. Je n'ai pas dit autre chose au début de mon intervention.

Si M. Nederhorst croit que c'est lui que je visais en rappelant que chez nous, en Allemagne, nous avons eu un régime dirigiste en matière de main-d'œuvre, je ne puis me l'expliquer que par l'effet d'un malheureux hasard qui a voulu qu'à ce moment précis il ait regardé de mon côté, alors que je regardais peut-être dans sa direction. Mais, ce faisant, je ne le visais pas du tout.

Dans la question de la libre circulation il n'y a, Dieu merci, à la commission des affaires sociales, aucune divergence de vues — et c'est là un fait qui est apparu très clairement dans les paroles de M. Nederhorst — entre les tendances politiques qui y sont représentées.

Voilà ce que je désirais dire pour terminer, soucieux que j'étais de ne pas voir M. Niderhorst remporter l'impression que j'aie voulu, de quelque manière que ce soit, lui chercher querelle.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole?...

Je rappelle à l'Assemblée que la réponse de la Haute Autorité sera donnée jeudi après-midi.

15. — *Protection sanitaire
et sécurité du travail dans le cadre
de la Communauté économique européenne
et de la Communauté européenne
de l'énergie atomique*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la présentation et la discussion du rapport de M. Bertrand, fait au nom de la commission de la sécurité, de l'hygiène du travail et de la protection sanitaire, sur les problèmes de sécurité, d'hygiène du travail et de protection sanitaire dans le cadre de la C.E.E. et de l'Euratom, ainsi que sur les questions du contrôle de sécurité dans le cadre de l'Euratom en application des articles 77 à 85 du traité.

La parole est à M. Bertrand, rapporteur.

M. Bertrand, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, je serai heureux lorsqu'à la fin de l'après-midi toutes ces présentations de rapports seront terminées, surtout parce que les sujets traités sont tellement divers.

Le rapport que, pour ma part, j'ai maintenant l'honneur de présenter concerne la sécurité et l'hygiène du travail ainsi que la protection sanitaire dans le cadre de la C.E.E. Il est assez complexe, car il s'agit de quatre aspects différents de la sécurité. Si l'Assemblée n'a pas suivi de près les problèmes qui y sont examinés, je crains qu'elle n'éprouve quelque peine à comprendre de quoi il s'agit quand nous en parlerons.

Mon rapport traite les points suivants :

— la sécurité du travail, vue sous l'angle des efforts visant la prévention des accidents

du travail, au point de vue du monde de l'économie et des employeurs;

- la sécurité vue sous l'angle de la protection de la population contre les dangers résultant des radiations ionisantes par suite de la création d'industries atomiques dans la Communauté;
- la sécurité en rapport avec la fourniture d'informations secrètes relatives à l'industrie atomique et avec la manipulation des matières nucléaires;
- la sécurité et le contrôle de sécurité pour ce qui est de la surveillance de l'emploi, de la fabrication, de la transformation et de l'entreposage de matières nucléaires dans l'industrie atomique.

Ce sont là les quatre aspects différents de la sécurité qui font l'objet de mon rapport. Je crois qu'il était bon de le souligner au début de mon exposé introductif, afin d'éviter toute confusion lorsque je ferai usage de ces termes.

J'aborde donc en premier lieu les paragraphes de mon rapport qui ont trait à la sécurité du travail et se rapportent au deuxième rapport général sur l'activité de la Commission de la Communauté économique européenne.

La commission de la sécurité du travail a été particulièrement frappée du laconisme des informations contenues dans ce rapport général au sujet des problèmes de la sécurité du travail. En effet, seuls deux paragraphes du deuxième rapport général, à savoir les paragraphes 189 et 190, s'en occupent.

Votre commission, inquiète de constater une telle parcimonie, a demandé lors de ses réunions à la Commission de la Communauté économique européenne de lui en faire connaître le motif. La Commission nous a répondu que la concision de son rapport général s'expliquait pour trois raisons.

Tout d'abord la brièveté du délai entre les dates de publication du premier rapport général de septembre 1958 et du deuxième rapport général, paru en avril 1959; ce laps de temps, trop court, ne lui a pas permis de procéder à de larges développements dans la Communauté en matière de sécurité du travail. Une autre raison serait la pénurie de personnel à

la direction générale des affaires sociales; elle aurait empêché la Commission de la C.E.E. de résoudre les difficultés inhérentes aux questions d'ordre spécifiquement social qui se posent dans la Communauté. La troisième raison, c'est que les services de la Commission étaient en train d'élaborer un programme détaillé destiné à être publié après la session de juin.

Je vous ferai observer que ces trois raisons suffisent certainement à excuser le laconisme du deuxième rapport général quant à l'action que la Commission de la C.E.E. désire entreprendre dans le domaine de la sécurité du travail. Celle-ci a fait connaître, au cours de la discussion en commission, les quatre points sur lesquels elle entend concentrer son activité pendant les mois à venir : l'hygiène du travail, la sécurité du travail, la médecine du travail et la médecine sociale. En outre, elle a signalé qu'elle réunissait une vaste documentation permettant de se faire une idée exacte de ces problèmes.

Il n'empêche que nous avons été frappés de voir que, pour le moment, la Commission de la C.E.E. étudie surtout les questions relatives aux maladies professionnelles et qu'elle désire élaborer un premier plan à ce sujet.

Votre commission se félicite vivement de ce que la Commission de la C.E.E. se soit penchée sur ces problèmes, mais elle croit nécessaire que celle-ci élabore sans tarder un plan d'action en ce qui concerne la sécurité du travail proprement dite. Nous pensons en effet que la sécurité du travail pose, dans l'industrie chimique, dans le domaine des transports, dans celui du bâtiment, et dans l'agriculture, en raison de l'utilisation de produits chimiques que l'on y fait, un certain nombre de problèmes qui requièrent une action aussi rapide que possible. Il nous paraît nécessaire de dresser un inventaire des mesures à prendre d'urgence dans ce domaine ainsi que des résultats déjà obtenus jusqu'ici.

Nous tenons surtout à souligner que les indications fournies dans le rapport général de la Commission européenne au sujet de la sécurité du travail sont fort brèves et qu'au surplus on ne trouve rien non plus sur cette question, ou presque rien, dans l'exposé sur l'évolution sociale dans la Communauté. Non seulement

les divers aspects de la sécurité du travail y sont traités de façon très succincte, mais, de surcroît, ils le sont de manière incomplète, car les données qui y figurent ne concernent que quelques-uns des pays membres de la Communauté.

Aussi comprendra-t-on que votre commission désire connaître les causes de cette lacune et savoir exactement quelle est l'importance que les divers gouvernements attachent aux études que la Commission de la Communauté économique européenne voudrait faire dans ce domaine.

Outre les renseignements qui nous ont été fournis par la Commission elle-même sur le programme de travail de la Conférence internationale sur les répercussions économiques et sociales de l'application des nouvelles techniques de travail, nous aimerions recevoir des renseignements sur l'état d'avancement des plans de la Commission en matière d'unification des statistiques du travail. Ce problème a été mis à l'ordre du jour dès l'entrée en vigueur du traité de Rome. Un groupe de travail a été chargé de l'étudier, mais jusqu'ici nous n'avons pas encore eu connaissance des résultats auxquels il est parvenu.

Nous avons acquis la conviction, Monsieur le Président, qu'il sera très difficile à la commission de la sécurité du travail et, de ce fait, à l'Assemblée, de se faire une idée exacte du rythme auquel les divers problèmes relatifs à la sécurité et à l'hygiène du travail pourront être abordés, si la Commission de l'Euratom à son tour ne nous communique pas au plus tôt un programme d'action détaillé pour une période de deux à trois années, ce qui nous permettrait d'apercevoir l'ordre de priorité dans lequel on se propose d'aborder ces problèmes.

Un fait qui est pour nous une grande cause de souci et qui revêt une importance spéciale pour notre commission, c'est que les problèmes de la sécurité et de l'hygiène du travail ainsi que ceux de la protection sanitaire de la population relèvent de la compétence des trois exécutifs. Les activités de la Haute Autorité, de la Commission de la Communauté économique européenne et, dans une certaine mesure, de la Commission de l'Euratom s'exercent parallèlement et s'inspirent d'une même pré-

occupation. C'est bien pourquoi notre commission a toujours estimé que ces problèmes devraient être discutés conjointement avec les trois exécutifs.

On est frappé de constater que le septième rapport général de la Haute Autorité contient un exposé très détaillé de tous les efforts financiers qu'elle a faits et des subventions qu'elle a accordées pour permettre un certain nombre de recherches scientifiques dans le domaine des maladies professionnelles des mineurs, comme par exemple la silicose. C'est ainsi qu'une étude est en cours sur le fonctionnement du cœur et des poumons chez les travailleurs menacés par la silicose, de même qu'une étude sur les effets qu'exerce sur la santé le travail effectué à de hautes températures et une étude sur les effets du bruit et la possibilité d'éliminer celui-ci.

Il serait vraiment inadmissible que l'exécutif de la Communauté économique européenne entreprenne dans ce domaine un certain nombre d'études qui feraient double emploi et doubleraient l'effort financier. Je pense que l'on a tout lieu de faire établir un programme d'action commun par les trois exécutifs et que ce sont surtout la Commission de la C.E.E. et la Haute Autorité qui doivent collaborer et mettre au point dans ce domaine une action étroitement coordonnée afin d'éviter tout double travail et tout effort financier et intellectuel inutile.

Je ne puis concevoir que la différence entre le travail à des hautes températures dans l'industrie sidérurgique et ce même travail dans l'industrie chimique donne lieu à deux études distinctes : l'une à effectuer aux frais de la Haute Autorité et l'autre par les soins de la Commission de la C.E.E. Non, ce doit être une œuvre commune.

Je crois que, dans le domaine des actions préventives et des recherches scientifiques, votre commission ne saurait trop insister pour que la Commission de la C.E.E., la Haute Autorité et les gouvernements se mettent d'accord au sujet de ces études qui doivent être faites. C'est pourquoi j'estime nécessaire d'établir au plus tôt un programme d'action détaillé, afin que cet accord puisse se faire.

Certes, je n'ignore pas qu'en commission plusieurs membres ont suggéré, puisque la

Haute Autorité est en mesure de se procurer des moyens financiers dont la Commission de la Communauté économique européenne est dépourvue, de prier la Haute Autorité de se montrer généreuse en rendant possibles certaines recherches scientifiques grâce à l'octroi d'une aide pécuniaire prélevée sur ces moyens.

Le fait que cela a été dit en réunion de commission ne signifie évidemment pas que le rapporteur ait l'intention de demander à la Haute Autorité en séance publique de recourir à « un certain détournement des moyens financiers » pour que certaines études soient faites. Ce dont il s'agit, c'est que l'on crée la possibilité d'exécuter, déjà sur le plan administratif, certains travaux préparatoires qui faciliteront à l'avenir l'abord de ces questions.

A notre sens, il faut faire en ce moment confiance à l'exécutif de la Communauté économique européenne pour lui permettre de préparer son programme. D'autre part, nous tenons à souligner que, lorsqu'elle s'est séparée en 1953, l'Assemblée commune de la C.E.C.A. s'est trouvée exactement devant le même phénomène, en ce qui concerne la direction du travail de la Haute Autorité, que celui que l'on observe à présent en ce qui concerne la Commission de la C.E.E. En effet, pour s'excuser de ne pas pouvoir mettre en œuvre sa politique sociale, celle-ci invoque l'insuffisance de son personnel. La Haute Autorité n'avait pas fait autrement, en 1952, quand elle a commencé son activité. On nous a fait savoir alors que, des cinq cents fonctionnaires qu'elle avait recrutés, neuf seulement pouvaient être chargés de l'élaboration de la politique sociale et que cet effectif était tout à fait insuffisant.

Certes, votre commission n'entend absolument pas inciter l'exécutif de la Communauté économique européenne à recruter un personnel pléthorique pour son administration, mais nous n'en estimons pas moins inadmissible qu'à cause de la pénurie de personnel à la Direction générale des affaires sociales il se trouve dans l'impossibilité d'exécuter en temps utile les tâches sociales que le traité a confiées à la C.E.E.

Votre commission attire donc l'attention de l'Assemblée sur le fait que la Commission de

la C.E.E. pourra, à coup sûr, compter sur notre appui si elle se pourvoit, aussi bien qualitativement que quantitativement, du personnel nécessaire pour atteindre les objectifs de politique sociale prévus par le traité.

Un second problème qui se pose en matière de sécurité concerne la tâche de l'Euratom. Ici, la question de la sécurité du travail se présente sous l'aspect de la protection sanitaire de la population.

Quand nous employons le terme de sécurité dans cette acception, nous ne devons pas oublier que la Commission de l'Euratom est arrivée très rapidement et de façon définitive à fixer les normes de base relatives à la protection de la population et à les faire connaître aux divers États. Lors de l'examen du rapport sur les normes de base, nous l'en avons déjà félicitée et je me plais à la congratuler une nouvelle fois du haut de cette tribune.

Les normes de base sont maintenant connues des différents gouvernements. Votre commission attend des divers États membres qu'ils lui communiquent des indications concrètes sur leur mise en application chez eux. Jusqu'ici, nous n'avons guère reçu de renseignements de cette nature; aussi aimerions-nous savoir où en est l'harmonisation des dispositions légales et administratives à laquelle les divers États doivent procéder pour se conformer aux normes de base telles qu'elles ont été fixées.

Étant donné que celles-ci sont applicables au transport de certaines matières fissiles, nous aimerions également savoir si l'on peut envisager la conclusion d'une convention internationale sur les différents modes de transport. Où en est-on quant aux mesures de protection concernant le transport des matières fissiles par voies terrestre, maritime et aérienne? Où en sont les problèmes relatifs à la responsabilité civile, en cas d'accidents survenant en cours de transport?

Votre commission n'a pas encore reçu d'indications sur ce point et elle aimerait vraiment savoir si la Commission de l'Euratom se préoccupe sérieusement de la question.

Enfin, maintenant qu'on a commencé à appliquer les normes de base, je désire souligner la nécessité de contacts réguliers pour compléter

les règles de base à la lumière des expériences faites et de l'évolution des recherches scientifiques effectuées dans le domaine nucléaire.

Dans ce domaine, il est également nécessaire de consulter régulièrement les comités d'experts et de coordonner les activités de tous les services compétents pour qu'en cas de révision des normes de base on puisse appliquer aussi rapidement que possible les normes modifiées.

Nous pensons, Monsieur le Président — c'est là un point que j'ai également traité dans quelques paragraphes de mon rapport — qu'il ne nous faut pas oublier que les normes de base prévoient trois catégories de personnes auxquelles elles sont applicables.

Il y a premièrement les personnes qui travaillent dans l'industrie atomique elle-même et que leur présence à proximité des réacteurs ou d'autres sources de radioactivité expose directement aux radiations. Pour ces personnes, il faudrait établir une législation et une réglementation spéciales, prévoyant un contrôle spécial, tant médical que physique.

Où en est la préparation de ces dispositions qui devraient être prises par chacun de nos pays? A-t-on déjà désigné les personnes qui seront chargées de ce contrôle physique des installations ou entreprises en cours de création? A-t-on déjà pris les mesures administratives requises pour le contrôle médical des personnes qui y sont occupées?

Telles sont les questions que nous posons en ce moment, non sans une certaine inquiétude. Il nous serait agréable d'entendre la Commission de l'Euratom nous dire à quel point d'avancement ses travaux sont parvenus.

Un second groupe est constitué, comme le prévoient les normes de base, par les personnes qui habitent dans le voisinage immédiat des industries atomiques; il faut que ces personnes puissent obtenir dans la zone dite contrôlée un certain nombre de mesures de protection pour se sentir en sécurité.

Le troisième groupe, c'est la population de la Communauté tout entière, dont la santé pourrait être menacée par suite d'une augmentation de la radioactivité des eaux, du sol et de l'atmosphère.

Il a paru récemment dans la presse des articles — j'ignore dans quelle mesure on doit leur attribuer une valeur scientifique — où il est dit que la radioactivité a très fortement augmenté dans certaines régions de la Communauté, dans certains cours d'eau de la Communauté. La radioactivité y aurait même déjà atteint le degré où elle commence à être nuisible à la santé des gens qui se trouvent dans les environs ou dans le voisinage immédiat des sources radioactives.

Tout cela a pour conséquence, Monsieur le Président, qu'une certaine inquiétude commence à se faire jour dans nos populations. De là également le souci de votre commission de savoir à quel point en est actuellement l'organisation du contrôle permanent de la radioactivité de l'atmosphère, des eaux et du sol.

En vertu des articles 35 et 36 du traité de l'Euratom, les autorités compétentes des six pays sont tenues d'organiser en coopération un système de contrôle permanent et coordonné de la radioactivité.

On nous a communiqué que la Commission de l'Euratom a commencé l'inventaire des installations de contrôle qui existent déjà dans plusieurs pays. On nous a fait savoir aussi que la multiplicité et la diversité des appareils de contrôle sont très grandes et que ceux-ci présentent des divergences considérables d'un pays à l'autre.

Aussi la Commission estime-t-elle qu'il est absolument nécessaire d'orienter l'activité de l'Euratom vers la coordination des systèmes de contrôle et qu'il faut unifier aussi rapidement que possible les méthodes de mesure dans les six pays. Ainsi aurions-nous la certitude que la radioactivité de l'atmosphère, des eaux et du sol serait mesurée d'après les mêmes méthodes et au moyen des mêmes instruments, mais de telle manière que cette uniformité ne nuise en rien à l'efficacité du contrôle.

En outre, la commission pense que l'on doit entreprendre au plus tôt la formation des spécialistes et l'organisation des observations afin d'obtenir des données concrètes.

Nous savons maintenant qu'un groupe de travail a été chargé d'harmoniser le rythme et la fréquence des mesures des taux de la

radioactivité, de même que l'expression et l'interprétation des résultats, afin de permettre une meilleure utilisation des données techniques.

L'intérêt que votre commission montre pour cette question m'oblige à demander avant tout que les appareils de mesure soient unifiés au plus tôt dans les six pays, en sorte que nous ayons la plus grande certitude possible quant à la valeur des mesures qui seront prises à des intervalles réguliers.

En deuxième lieu, il faudrait veiller aussi à publier en commun, dans les plus brefs délais, les constatations faites lors des opérations de mesure de la radioactivité. On donnerait ainsi au grand public la certitude que les publications relatives aux mesures relevées par l'Euratom sont conformes à la réalité et il n'arriverait plus que des articles écrits par de soi-disant hommes de science, ou par des gens qui prétendent parler en connaissance de cause, sèment l'inquiétude dans certaines régions de la Communauté.

Il est encore un autre aspect de l'application des normes de base : je veux dire les problèmes médicaux et sociaux relatifs aux travailleurs occupés dans les industries atomiques. Le problème qui occupe le premier plan est, dans ce domaine, celui de la femme.

Nous savons maintenant que les normes de base prévoient que les femmes chez qui la grossesse a été constatée doivent cesser de travailler dans l'industrie atomique. Il s'agit surtout des infirmières, du personnel préposé aux analyses et des très nombreuses jeunes femmes occupées dans les laboratoires. Comment se présente, au point de vue social, la situation de ces personnes quand, pour cause de grossesse, elles sont empêchées de travailler pendant neuf mois ? Ont-elles droit à des indemnités sociales ? Que dit à ce sujet la réglementation de l'Euratom, qui les oblige à cesser leur activité en application d'une mesure de protection que nous approuvons d'ailleurs pleinement ?

Ce problème des indemnités sociales n'a pas encore été réglé. Sa solution relève-t-elle de la compétence de la Commission de la Communauté économique européenne ? En tout cas, notre commission insiste pour que l'on entreprenne de sérier et préciser ces questions afin

de trouver le moyen de pallier les conséquences qui en résultent sur les plans médical et social.

Un autre problème encore est celui de l'établissement d'un bilan de l'irradiation de toute la population, qui doit être fondé sur un bilan de l'irradiation individuelle. Nous pourrions presque arriver à la conclusion que chacun des 160 millions d'habitants de la Communauté devrait être pourvu d'une fiche mentionnant la gamme des radiations qu'il a subies et la gamme de celles qu'il pourra encore subir sans dommage pour la santé. C'est là un problème à résoudre de toute urgence. Votre commission a pleinement conscience du caractère onéreux d'une telle mesure. Néanmoins, nous croyons qu'à la longue celle-ci apparaîtra indispensable si l'on veut vraiment arriver à établir un bilan exact qui tienne compte non seulement de l'irradiation provenant de la radioactivité naturelle de l'atmosphère, des eaux et du sol, mais aussi des radiations qui ont leur origine dans les examens et traitements médicaux.

Nous nous trouvons là devant un problème considérable sur lequel on ne saurait assez attirer l'attention de la Commission de l'Euratom, étant donné que le traité confie à cet égard certaines tâches à la Commission de la C.E.E.

Voici un autre aspect du problème de la protection sanitaire de la population : les possibilités en matière de documentation et d'information quant aux effets somatiques et génétiques qui pourraient résulter des radiations ionisantes et en matière de principes de la protection de la population.

Nous savons que jusqu'ici, la Commission de l'Euratom a limité sa documentation et ses informations au corps médical et que, pour le moment, on prépare une brochure scientifique pour éclairer les médecins sur les divers aspects du problème.

Nous croyons que l'opinion publique de nos six pays donne des signes d'inquiétude assez nombreux pour que l'on examine de quelle manière, en plus de la publication d'une brochure scientifique, on pourrait éditer une documentation destinée à expliquer au grand public, en des termes simples, certaines notions élémentaires afin qu'il sache qu'il peut se défendre contre les radiations ionisantes et

que tout est mis en œuvre pour garantir sa sécurité.

Nous estimons que, de cette façon, la population sera en mesure de contribuer à sa propre protection, pourvu qu'elle soit régulièrement informée. Nous suggérons à la Commission de l'Euratom de ne pas se contenter de publier une documentation scientifique, mais de rechercher également les moyens d'une large vulgarisation des principes généraux de la protection médicale.

Reste enfin la question de la collaboration de l'Euratom avec d'autres organismes internationaux et avec des pays tiers dans le domaine de la protection.

Qu'il me soit permis de dire, au nom de la commission de la sécurité du travail, combien nous apprécions le grand effort accompli par la Commission de l'Euratom pour parvenir au plus tôt à établir une fructueuse collaboration avec les pays tiers et avec les organismes internationaux qui lui sont apparentés, dans le cadre de l'Agence européenne pour l'énergie nucléaire de l'O.E.C.E., de l'Agence internationale de l'énergie atomique à Vienne, de l'Organisation internationale du travail et du Bureau international du travail à Genève.

Nous croyons qu'il est nécessaire d'amplifier encore et d'améliorer cette collaboration dans le domaine de la protection sanitaire.

Votre commission saisit cette occasion pour dire combien elle déplore le fait que les représentants de l'Euratom n'aient pas encore accès aux travaux des commissions techniques de l'Agence internationale de l'énergie atomique à Vienne. Nous savons qu'il existe des contacts sur le plan personnel, mais jusqu'ici l'Euratom n'a pas encore été admis aux réunions des commissions techniques de cet organisme.

Nous insistons pour qu'on examine la possibilité d'appuyer la Commission de l'Euratom aux fins d'arriver rapidement à un accord en vue d'une coopération éventuelle.

C'est sur le même plan que se situe un autre problème, dont beaucoup se préoccupent actuellement : celui de l'assurance contre les risques atomiques.

Nous avons lu à ce sujet divers articles dans la presse et nous avons appris au cours des

discussions de notre commission que la Commission de l'Euratom a collaboré activement à la rédaction d'une convention destinée à régler la question de la responsabilité en matière d'accidents atomiques dans le cadre de l'O.E.C.E. Or, cette question n'est pas encore entrée en vigueur et nous devons encore attendre pour connaître les possibilités qui s'offriront quand elle sera appliquée.

En outre, un certain nombre de problèmes restent sans solution. C'est pour cette raison que votre commission a cru devoir demander à la Commission de l'Euratom de bien vouloir dire à l'Assemblée quelle est la situation actuelle à cet égard.

La convention complémentaire que l'Euratom examine en ce moment prévoit que les États membres accorderont leur garantie financière pour le cas d'accidents atomiques. Le maximum proposé serait de 100 millions d'unités de compte par pays. D'après ce qui nous a été communiqué, ces 100 millions doivent être couverts en partie par des compagnies d'assurance privées. Quelques études ont été faites à ce sujet.

A l'heure actuelle, le propriétaire d'une usine atomique est responsable des accidents qu'il provoque. Il devrait pouvoir s'assurer contre les effets de cette responsabilité auprès d'une compagnie privée. Mais comme ces compagnies ne disposent pas encore de données statistiques permettant de calculer les risques auxquels elles s'exposent en acceptant de conclure des assurances de cette sorte, aucune convention n'a encore été passée entre une compagnie privée et une entreprise dont le fonctionnement implique des risques atomiques.

Le seul recours actuellement possible est que les États se chargent eux-mêmes de l'indemnisation en cas d'accident atomique.

D'autre part, certains problèmes spéciaux peuvent surgir, par exemple si dans une entreprise établie sur le territoire de notre Communauté il se produit un accident dont les suites se feront sentir dans un pays qui n'en fait pas partie et donneront lieu à indemnisation. Comment sera réglée la responsabilité en pareil cas?

Ce problème nous a beaucoup préoccupés. Je prie la Commission de l'Euratom de nous

dire où en est son examen de la possibilité de conclure des conventions avec des compagnies privées sur le territoire de la Communauté.

Un autre problème qui se pose est celui du contrôle de sécurité sur les matières nucléaires.

Au cours de la session de juin, le Comité des présidents et l'Assemblée elle-même ont attribué à la commission de la sécurité du travail la compétence relative à ce contrôle. C'est ainsi que, pour la première fois depuis l'entrée en vigueur du traité de l'Euratom, nous évoquons maintenant ces problèmes dans le cadre du présent rapport et que nous attirons l'attention sur cette nouvelle forme de contrôle qu'il appartient désormais à l'Euratom d'exercer sur le territoire de la Communauté.

Pour la première fois depuis que l'énergie atomique est utilisée à des fins industrielles, nous avons donc à organiser un contrôle de type nouveau. Le contrôle exercé par l'Euratom s'étend en effet à la totalité des minerais, matières brutes et matières fissiles spéciales, produits ou importés sur le territoire des États membres.

De ce fait, nous avons été amenés à prendre dans ce domaine des décisions vraiment remarquables, que j'irais presque jusqu'à qualifier de révolutionnaires. Ces décisions sont les suivantes.

Jusqu'à la création de l'Euratom, le pays exportateur continuait à exercer le contrôle sur les matières fissiles qu'il mettait à la disposition d'un autre pays. Pour prendre un exemple concret, quand dans le cadre de la convention belgo-américaine les États-Unis avaient mis une certaine quantité de matières fissiles à la disposition du centre d'études belge en vue de la construction d'un réacteur, c'étaient des contrôleurs américains qui continuaient à contrôler l'emploi de ces matières fissiles en Belgique.

Dans le cadre de l'Euratom, les conventions conclues entre l'Euratom et les États-Unis, d'une part, et entre l'Euratom et le Royaume-Uni, d'autre part, sont ainsi conçues que dorénavant, l'Euratom est également habilité à contrôler les matières fissiles mises par le Royaume-Uni et par les États-Unis à la disposition de la Communauté et qui se trouvent sur son territoire.

C'est là un fait d'une très grande importance, car ainsi la totalité des matières nucléaires se trouvant dans les limites territoriales de la Communauté tombe sous le contrôle de l'Euratom, pour autant que ces matières soient destinées à des usages pacifiques.

Maintenant, il s'agit de mettre sur pied un système de contrôle offrant des garanties aussi larges que possible. Or, Monsieur le Président, nous avons pu constater que la Commission de l'Euratom a élaboré son système de contrôle et qu'elle l'a établi sur trois bases principales.

D'abord, une connaissance aussi rapide que possible des installations soumises au contrôle. Nous félicitons la Commission de l'Euratom de son règlement n° 7 par lequel elle vient de commencer d'inventorier les différentes installations existant dans la Communauté, afin de pouvoir contrôler régulièrement l'extraction, le traitement, l'utilisation et le transport des matières brutes.

Ensuite, la responsabilité et la comptabilité des matières. A cet effet, la Commission de l'Euratom a également pris un règlement, qui porte le n° 8 et permet une organisation comptable du contrôle conçue de telle sorte qu'il n'y ait pas de confusion entre la gestion des entreprises et le contrôle.

Ce dont nous nous félicitons le plus, c'est que la Commission de l'Euratom entende organiser son contrôle sur la transformation, la consommation et le transport des matières nucléaires de telle manière qu'il ne nuise en rien à l'activité normale des entreprises libres.

C'est là un élément d'une très grande importance, mais il nous amène à nous poser aussitôt une question. Le contrôle sera-t-il vraiment efficace et les contrôleurs — car ce sont eux qui constituent la troisième pièce maîtresse du système de contrôle que la Commission de l'Euratom veut mettre sur pied en vertu de la mission que lui confie le chapitre 3 du traité et ses articles — et le service d'inspection que la Commission de l'Euratom doit créer à cet effet auront-ils la compétence, la souplesse et la liberté de mouvement nécessaires pour contrôler efficacement les entreprises libres, comme le prévoit le traité à propos de l'utilisation de matières fissiles?

Or, nous savons qu'il est prévu que ces inspecteurs auront à tout moment libre accès à tous lieux, à tous éléments d'information et auprès de toutes personnes s'occupant, par leur profession, de matières, équipements ou installations soumis au contrôle de sécurité.

A quoi vient s'ajouter le problème de l'emploi des déchets nucléaires et de leur stockage. L'utilisation de déchets de la transformation des matières nucléaires relève-t-elle du contrôle? Le stockage de ces produits est-il soumis au contrôle ou ne l'est-il pas? Ces déchets nucléaires peuvent-ils être employés à des fins échappant à la surveillance de la Commission de l'Euratom? Telles sont les questions que pose votre commission.

Une autre question de votre commission concerne la manière dont la Commission de l'Euratom va faire le départ entre les matières nucléaires destinées à des fins industrielles et celles qui le sont à des fins militaires. C'est là, à mon sens, le point crucial du système de contrôle. Il s'agit de savoir si les États membres restent libres de déterminer la quantité de leurs matières brutes qu'ils affecteront à des usages militaires. Cependant, les matières fissiles sont en principe la propriété de l'Euratom, sauf quand elles sont employées à des fins militaires. Or, cela voudrait dire que le contrôle de l'Euratom cessera au moment où ces matières brutes nucléaires ou ces matières fissiles seront déposées dans les entrepôts militaires et que nous nous trouverions donc devant une véritable lacune du système de contrôle en ce qui concerne l'affectation même de ces matières.

Enfin, votre commission attacherait un grand prix à ce qu'on nous fasse connaître la situation véritable quant à l'application de l'alinéa 3 de l'article 83, en ce qui concerne les droits de l'Euratom en matière de contrôle et la compétence des États pour édicter certaines réglementations. D'après ce que nous avons appris, le droit européen en matière de contrôle aurait en tout cas la priorité sur les législations nationales en vigueur.

C'est cependant un point qu'il serait bon d'élucider également.

Telles sont, Monsieur le Président, les considérations que je désirais formuler en introduisant la discussion de mon rapport relatif

aux problèmes de la sécurité sur les quatre plans que j'ai indiqués au début de mon discours.

(Applaudissements.)

(M. Robert Schuman remplace M. Charles Janssens au fauteuil de la présidence.)

PRÉSIDENCE DE M. ROBERT SCHUMAN

M. le Président. — La parole est à M. Posthumus, au nom du groupe socialiste.

M. Posthumus, *au nom du groupe socialiste.* — (N) Monsieur le Président, on a notamment parlé, ce soir, de certains problèmes qui ont trait à l'énergie nucléaire. L'une des caractéristiques les plus frappantes de celle-ci est le fait qu'un rien de matière représente une très grande quantité d'énergie.

S'il m'est permis d'intervenir dans cette discussion pour formuler quelques observations au nom de mon groupe, il faut d'abord que je dise que l'énergie dont notre rapporteur a fait preuve aujourd'hui à cette tribune m'a fait penser un peu à l'énergie nucléaire, encore que je doive ajouter que la comparaison n'est valable que pour l'un des éléments, je veux dire la quantité d'énergie, car je n'oserais évidemment pas comparer mon estimé collègue à un tout petit amas de matières. Toujours est-il que je dois dire mon admiration tant pour l'énergie « atomique » qu'il a déployée cet après-midi que pour le rapport très concis et très clair qu'il nous a soumis, rapport qui ne nous donne pas seulement un aperçu de la situation actuelle, mais qui contient également un certain nombre d'indications et de directives qui ne sont pas sans importance pour les deux exécutifs intéressés.

Monsieur le Président, s'il était d'usage dans cette Assemblée de renoncer à la parole lorsque l'on est d'accord avec un orateur précédent, je crois que je n'aurais que très peu de chose à dire. Mais comme je parle au nom de mon groupe et que cet usage — je le dis avec toute la prudence requise — n'est pas observé par

tous dans cette enceinte, un malentendu pourrait surgir si je m'y conformais, car on pourrait croire que l'attitude de mon groupe n'est pas claire devant les grands problèmes qui sont à l'ordre du jour.

C'est pourquoi je désire souligner certains des points principaux traités par M. Bertrand dans son rapport et dans son exposé introductif de ce jour et poser également à ce sujet quelques questions.

Ce rapport s'adresse aussi bien à la Commission de la Communauté économique européenne qu'à la Commission de l'Euratom. Il est indéniable que le ton critique du rapport est un peu plus accentué — j'irais presque jusqu'à dire un peu plus sévère — dans la partie qui concerne la Commission de la C.E.E. que dans celle qui intéresse la Commission de l'Euratom.

La critique adressée à la Commission de la C.E.E. revient à signaler qu'une certaine déception se manifeste ici, déception que je partage et qui est due à l'insuffisance de ce que la Commission a mis sur pied dans le domaine de la santé publique et de la sécurité du travail.

Les considérations destinées à la Commission de l'Euratom sont nettement plus bienveillantes, encore que cela ne signifie pas que notre commission ira — je ne puis pas dire dans une demi-heure, mais tout de même ce soir — se coucher en toute tranquillité, fermement convaincue que la Commission de l'Euratom fait d'excellent travail, car, même dans les critiques que le rapporteur lui a adressées, on peut discerner une certaine inquiétude; en effet, si nous voyons très bien ce que la Commission de l'Euratom a l'intention de faire et ce qu'elle est en train de réaliser, nous n'avons encore que des indications incomplètes sur les résultats concrets qu'elle a atteints.

Aussi voudrais-je qualifier le jugement que nous portons ce soir sur la Commission de l'Euratom comme l'expression d'une attente bienveillante, pleine de prévenance et d'espoir.

Cependant, je tiens aussi à déclarer qu'une autre fois nous devons adopter une attitude plus tranchée à l'égard de cette Commission s'il devait nous apparaître qu'elle n'a pas suffisamment répondu aux espoirs qu'elle a éveillés.

Je n'en dirai pas beaucoup plus des divers chapitres du rapport de M. Bertrand. Mais je déclare volontiers que mon groupe fait entièrement sienne la suggestion faite dans le rapport de créer également en ce qui concerne les activités de la Commission de la Communauté économique européenne un organe permanent tel qu'il en existe un à la C.E.C.A.; j'espère cependant que le Conseil se montrera plus prompt à réaliser les vœux de cet organe permanent qu'il ne l'est actuellement à l'égard de la C.E.C.A.

Pour ce qui est des travaux de la Commission de l'Euratom, je vous signale que l'industrie atomique se développe un peu plus lentement que nous ne l'avions d'abord prévu.

Il n'est pas douteux que l'énergie nucléaire va entrer en scène et que les centrales atomiques seront créées, mais cela se fera plus tard qu'il n'avait été prévu au début. C'est peut-être là un fait heureux: ainsi la Commission de l'Euratom aura le temps de mettre au point, pour le moment où seront créées les premières centrales d'énergie nucléaire, les mesures qu'elle doit élaborer dans le domaine de la santé, de la sécurité et de la protection. Ce retard lui permettra de terminer tranquillement et parfaitement ses travaux en matière de mesures de protection et d'être prête lorsque les centrales seront mises en service.

A ce sujet, mon groupe formule un avertissement: il ne faut pas croire que les centrales d'énergie atomique soient les seules installations dangereuses; n'oublions pas que les instituts scientifiques qui s'occupent de l'énergie nucléaire, instituts qui, dès à présent, se créent aussi en grand nombre dans notre Communauté, peuvent également être une source de graves dangers, davantage encore pour ceux qui y travaillent que pour le voisinage.

C'est en songeant à ces installations qui produisent des radiations que je demande avec instance à la Commission de l'Euratom de faire diligence dans toute la mesure du possible en ce qui concerne la protection des travailleurs.

Monsieur le Président, à mon tour, je tiens à appuyer le vœu du rapporteur: puissions-nous arriver au plus tôt à harmoniser la législation et les mesures administratives ainsi que la technique de l'appréciation de la nocivité

des radiations. Il est parfaitement exact — point n'est besoin que je m'étende davantage sur ce sujet — que nous ne pourrions prendre des mesures efficaces que si elles sont harmonisées dans le cadre de la Communauté.

Monsieur le Président, ce n'est pas, d'autre part, sans une certaine satisfaction que j'ai constaté que dans son rapport la Commission de l'Euratom a été attentive au problème du bilan de l'irradiation totale de la population.

Il faut bien que je dise que cette question a encore été abordée avec une circonspection particulière dans le rapport de la Commission de l'Euratom; mais lorsque je compare cette prudence aux réactions de la Commission de l'Euratom lors de la discussion des normes de base, discussion au cours de laquelle j'ai avancé cette idée d'un enregistrement complet de l'irradiation totale de la population — la Commission de l'Euratom n'était pas loin de vouloir la repousser — je dois avouer que l'avis qu'elle a exprimé dans ce deuxième rapport général m'a particulièrement réjoui.

Je me suis encore félicité bien davantage de ce que votre commission, dans son rapport, ait bien voulu se rallier à la conclusion du rapporteur, qui estimait que la question de l'enregistrement individuel présentait un caractère d'extrême urgence et que, pour onéreuse qu'elle soit, cette mesure serait à la longue tout à fait indispensable.

Aussi suis-je maintenant en droit d'espérer que, dans le troisième rapport de la Commission de l'Euratom, on nous fera savoir que les premières mesures préparatoires en vue de l'instauration de cet enregistrement ont été prises.

Je dirai encore que mon groupe attend avec grand intérêt les résultats des travaux ultérieurs de la commission, notamment en ce qui concerne la façon dont on réglera l'assurance contre les risques atomiques et le contrôle de la sécurité du travail. J'estime que l'ensemble des problèmes relatifs à l'assurance contre les risques atomiques sont encore extrêmement ardues et confus et je serais tenté de dire qu'il s'agit là d'une question insoluble.

Si j'ai bien compris, les difficultés relatives à l'assurance contre les risques atomiques

pourraient bien devenir un jour le grand problème angoissant qui entrave nos efforts pour créer des centrales d'énergie nucléaire en Europe. Cependant, j'ai la conviction que ces difficultés pourront, elles aussi, être surmontées, mais vu la situation actuelle, je dois avouer que mon attitude est encore très réservée quant à la manière dont la commission de l'Euratom envisage de les résoudre.

Les sociétés privées ne peuvent pas assumer la totalité du risque; néanmoins, on aimerait bien organiser l'assurance sous une forme privée, car l'initiative privée est, n'est-il pas vrai? le plus désirable des biens de ce monde. Toutefois, si l'initiative privée ne peut suffire, il ne tiendra qu'aux États d'intervenir eux-mêmes.

Mais s'il se produit alors un accident, les charges qui en résulteront seront reportées sur la population, sur la collectivité, alors que, si tout va bien, les sociétés d'assurance privées encaisseront les primes. Je ne comprends pas comment les thuriféraires de l'initiative privée — sans doute n'y en a-t-il pas ici parmi nous... — peuvent se résigner aussi facilement à ce que la charge de l'assurance contre les risques atomiques soit tout bonnement mise sur le dos de la collectivité, parce que le secteur privé est incapable de l'assumer.

J'ai certainement le droit de penser, Monsieur le Président, qu'en agissant de la sorte on résout la question en créant une structure dont je ne puis nullement m'accomoder.

En ce qui concerne le contrôle de sécurité, je tiens encore à faire observer que nous suivons l'évolution de ce problème avec une très grande attention. Je suis d'accord avec le rapporteur pour dire que ce contrôle de sécurité ne peut assurer une protection parfaitement efficace que s'il implique une comptabilité des déchets nucléaires, qui sont, et de loin, beaucoup plus dangereux que les matières fissiles normales, si je puis les appeler ainsi.

Monsieur le Président, c'est avec grand intérêt — et il me sera permis de dire que c'est également avec une grande bienveillance — que nous considérerons les activités ultérieures de la Commission de l'Euratom, après la publication de son deuxième rapport.

J'espère, Monsieur le Président, que les résultats concrets feront une impression aussi excellente que l'annonce et l'exposé des travaux que nous avons trouvés dans ce deuxième rapport.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Santero.

M. Santero. — (I) Monsieur le Président, Messieurs les membres des exécutifs, mes chers collègues, le rapport que M. Bertrand, le président infatigable, réellement infatigable de notre commission, a élaboré avec tant de soin se divise en deux parties : la première contient un chapitre sur les problèmes de sécurité, d'hygiène du travail et de protection sanitaire dans le cadre de la Communauté économique européenne et un chapitre consacré aux mêmes questions qui se posent dans le cadre de l'Euratom; la seconde partie traite en revanche une question nouvelle : le contrôle de sécurité dans le cadre de l'Euratom.

En ce qui concerne le premier chapitre, je joindrai avant tout ma prière à celle du rapporteur et demanderai que les trois exécutifs fassent les plus grands efforts pour coordonner dans la mesure du possible leurs travaux en ce domaine aussi.

Nous avons été heureux d'apprendre que, conformément à notre demande, le comité interexécutif compétent pour les questions sociales s'occupe également des questions d'hygiène et de sécurité du travail, ainsi que de protection sanitaire. Mais à mon avis on devrait aller plus loin et rationaliser et simplifier encore davantage nos discussions.

Je pense en effet qu'il faudrait que les exécutifs présentent simultanément leurs rapports sur la politique sanitaire ou, tout au moins, qu'au cas où cela ne serait pas possible en raison de dispositions des traités, le bureau de notre Assemblée, d'entente avec la présidence de notre commission, ne soumette à celle-ci les rapports des trois exécutifs qu'aux fins d'une discussion unique sur la situation sanitaire, d'une discussion unique à l'Assemblée avec un rapport unique et un rapporteur unique.

Cette année, de janvier à septembre, notre commission parlementaire de la sécurité, de l'hygiène du travail et de la protection sanitaire nous a présenté trois rapports que l'Assemblée a discutés respectivement en janvier, en juin et en septembre. Il est évident que, pour élaborer trois rapports en peu de mois, les rapporteurs sont obligés, pour ne pas se répéter, d'entrer dans les détails techniques et parfois aussi scientifiques; il s'ensuit que les membres de l'Assemblée ou bien se contentent d'approuver ce qu'ont fait et décidé les experts ou bien s'exposent au risque d'émettre des considérations discutables.

Il faut donc, à mon avis, que les exécutifs et le comité des présidents fassent preuve de bonne volonté et s'entendent afin que les différents secteurs fassent séparément l'objet des discussions pour que notre Assemblée puisse dire son mot sur les directives générales de la politique commune dans chaque secteur.

Monsieur le Président, ces observations une fois faites, je déclare approuver les mesures qu'aux termes de son rapport l'exécutif de la C.E.E. a prises, et en particulier celles qu'il se propose de prendre dans un proche avenir; je le remercie des informations qu'il a bien voulu donner à notre commission au cours de ces derniers mois.

D'autre part, comment pourrions-nous demander des efforts plus grands à l'exécutif du marché commun dans ce secteur, alors que dans son rapport il nous dit déjà qu'il a dû renoncer à nombre de travaux, faute d'effectifs suffisants, faute de moyens, et alors que l'exécutif doit céder à des sollicitations émanant de douze autres commissions parlementaires qui estiment toutes que leur secteur est aussi important que celui des autres? A propos de l'évolution de la situation sociale, j'ai constaté avec satisfaction, en ce qui concerne l'hygiène et la sécurité du travail, que selon le rapport de l'exécutif de la C.E.E. la législation se développe favorablement dans tous les États membres et tend à protéger de plus en plus efficacement la santé des travailleurs contre les risques croissants dus aux progrès de la technique et à l'utilisation de substances radioactives ionisantes.

L'exécutif a raison de se proposer d'harmoniser les législations nationales en ce domaine

et il mentionne en particulier l'harmonisation des règlements d'application des normes relatives à l'assurance contre les maladies professionnelles.

C'est certainement là une tâche très importante; cependant, il serait aussi désirable que l'exécutif attache une grande importance au perfectionnement du contrôle exercé par les autorités publiques afin que les dispositions dont il s'agit soient effectivement respectées.

Monsieur le Président, dans son rapport, l'exécutif de l'Euratom nous montre qu'il a déployé une activité intense et obtenu des résultats qui s'imposent vraiment à l'attention et à l'admiration. Sans vouloir faire de comparaisons, nous devons reconnaître qu'il est plus facile d'obtenir de tels résultats dans un secteur limité et complètement nouveau et aussi dans des délais fixes impartis par le traité. Mais au sujet de la protection sanitaire, le rapport de l'Euratom ne peut que répéter en grande partie les informations qui nous ont déjà été données au cours de la discussion de janvier dernier, car ce rapport traite de l'activité de l'Euratom pendant la période allant de septembre 1958 à mars 1959. Nous devons remercier l'exécutif qui a bien voulu renseigner notre commission parlementaire aussi sur les travaux accomplis dans la Communauté au cours de ces derniers mois.

Nous ne pouvons certainement pas avoir la prétention de discuter à l'Assemblée un trop grand nombre de détails techniques. Par exemple, en ma qualité de médecin, je comprends les difficultés d'ordre technique et financier que présente le bilan de contrôle de l'irradiation de la population dans son ensemble mais je pourrais insister sur l'introduction d'un certificat d'irradiation pour certaines catégories de personnes très exposées, par exemple pour les radiologues et pour certaines catégories de chercheurs et de spécialistes. Je pourrais ainsi demander avec insistance que l'on publie bientôt l'opuscule destiné à informer le corps médical de l'état actuel des connaissances sur les radiations ionisantes dont l'élaboration a été annoncée.

J'estime cependant qu'il est plus opportun de prendre acte du fait que l'exécutif de l'Euratom, vu le sentiment qu'il a de ses responsa-

bilités et de sa compétence, peut avec l'aide constante de la commission spéciale des treize experts en matière de santé publique qui ont déjà élaboré les normes fondamentales, assurer la protection sanitaire des travailleurs et de la population.

A mon avis, en notre qualité de membres de l'Assemblée, nous devons suivre dans nos commissions parlementaires les travaux des exécutifs dans tous leurs détails et par nos discussions à l'Assemblée nous devons nous efforcer de donner à l'opinion publique, aux peuples que nous représentons, la certitude que l'on fait tout ce qu'il est humainement possible de faire pour la protection du plus grand des biens, à savoir la santé.

Ce que j'ai dit de la radioactivité découlant du développement normal de l'ère atomique pourrait être dit aussi au sujet des risques d'accident. L'expérience des quinze premières années d'activité scientifique et industrielle nucléaire a montré que les accidents sont extrêmement rares. D'autre part, on ne pèche pas par excès d'optimisme en affirmant que les réacteurs les plus modernes permettent d'exclure pratiquement les accidents. Nous n'en devons pas moins féliciter l'exécutif de l'Euratom d'étudier un projet de convention à conclure entre les pays de la Communauté aux fins de résoudre le problème de la responsabilité civile en matière atomique. Ce sera un nouveau motif de tranquillité pour les travailleurs du secteur nucléaire et pour toute la population.

Monsieur le Président, il est une question qui nous intéresse très vivement en notre qualité de membre de l'Assemblée et qui est soumise pour la première fois à notre examen : je veux parler du contrôle de sécurité.

Une des plus grandes tâches qui nous incombent est en effet de donner aux populations que nous représentons la certitude que les matières fissiles feront l'objet d'un contrôle sûr et précis, de manière qu'elles puissent être utilisées uniquement à des fins pacifiques et qu'en aucun cas, comme le dit l'article 77 du traité, elles ne puissent être détournées des usages auxquels leurs utilisateurs ont déclaré les destiner.

C'est un problème qui intéresse et inquiète les populations au moins autant que la protec-

tion sanitaire contre les émanations radioactives ionisantes. En effet, il ne servirait de rien de disposer d'un sérieux équipement de protection sanitaire, si ensuite l'utilisation du matériel fissile pouvait échapper à un contrôle strict.

Nous sommes convaincus que le système de contrôle prévu par le traité instituant l'Euratom et qui est en voie d'organisation est très complet; en effet, le droit de propriété de la Communauté sur les matières fissiles spéciales permet à l'Agence d'approvisionnement de tenir un compte financier exact des matières fissiles spéciales (article 89), et le droit exclusif de conclure des contrats accordé à cette Agence met celle-ci en mesure de suivre et de contrôler tous les mouvements des matières nucléaires sur les territoires de la Communauté.

Nous nous félicitons avec l'exécutif de l'Euratom de l'important succès technique et politique que représente la reconnaissance de son droit de contrôle absolu sur le plan international, dans l'accord conclu entre les États-Unis et l'Euratom et dans l'accord conclu entre la Grande-Bretagne et l'Euratom.

Notre rapporteur insiste très opportunément sur le fait que le contrôle de sécurité est avant tout un problème politique d'une importance mondiale parce que la non-observation des normes du contrôle de sécurité dans un seul pays peut rendre inopérant le système instauré dans les autres. C'est pourquoi nous constatons avec plaisir que tant le contrôle de sécurité établi par l'Agence européenne pour l'énergie nucléaire et accepté par les pays de l'O.E.C.E. que le contrôle de sécurité de l'Agence internationale de l'énergie atomique des Nations Unies, ayant son siège à Vienne, se fondent comme le contrôle de l'Euratom, sur l'inspection des installations par un corps d'inspecteurs spécialisés et sur la tenue d'une comptabilité précise de toutes les matières fissiles. Nous constatons aussi avec satisfaction que ces trois organisations disposent d'un système identique de sanctions en cas d'infraction. Ce que je dis n'est pas en contradiction avec mon affirmation précédente quant à la supériorité du contrôle de l'Euratom; en effet, je le répète, grâce à son droit de propriété sur les matières fissiles, grâce à son droit d'option et à sa nature terri-

toriale, l'Euratom assure le contrôle le plus complet.

Le rapporteur s'est arrêté dans son rapport et dans son exposé oral aussi sur un point qui, dit-il, n'est pas encore élucidé : il s'agit du moyen pratique d'exercer la surveillance sur les matières atomiques destinées à être utilisées à des fins militaires.

Je pense que la lacune ainsi signalée n'existe pas et que des accords seront conclus en temps utile à ce sujet avec l'Agence des armements de l'Union de l'Europe occidentale qui doit contrôler les matières destinées à être utilisées à des fins militaires. De toute façon, je suis sûr qu'en temps voulu l'exécutif ne manquera pas de nous renseigner également sur ce problème. Il est un fait évident et certain, à savoir que toute l'organisation de contrôle sera prête à faire face aux nécessités avec des moyens répondant de mieux en mieux à l'importance des matières à contrôler, et cela qu'il s'agisse de matières produites dans la Communauté ou importées, d'isotopes radioactifs ou de produits radioactifs récupérables grâce à un traitement approprié, ou enfin de déchets radioactifs à détruire ou à neutraliser.

Tout cela est vrai à une condition cependant, mes chers collègues : il faut que l'exécutif de l'Euratom, comme d'ailleurs celui du Marché commun, obtienne du Conseil de ministres, en d'autres termes des gouvernements nationaux, les moyens nécessaires et le personnel adéquat pour s'acquitter d'une tâche si importante.

Monsieur le Président, au moment de conclure ce bref discours, je me permets de revenir sur les idées que j'ai déjà exprimées au début.

J'estime que l'Assemblée doit discuter non pas tant sur les détails techniques et scientifiques (qui, je le répète, peuvent aussi être contradictoires) que sur les principes directeurs de l'activité de la Communauté dans les divers secteurs. Si nous agissons ainsi, nos discussions seront plus faciles à comprendre et l'opinion publique les suivra mieux. Nous devrions, à mon avis, nous borner à vérifier, par exemple, si les traités sont respectés dans leur lettre et leur esprit, si l'activité des exécutifs nous paraît répondre le mieux aux intérêts de la Communauté, si les conditions nécessaires pour

que nos Communautés restent effectivement ouvertes à la collaboration et à l'association avec les autres pays européens sont remplies, si le Conseil de ministres ne fait pas trop obstacle aux propositions et à l'action communautaire des exécutifs et enfin si l'activité de notre Assemblée, Monsieur le Président, comme celle des autres institutions de la Communauté, justifie notre espoir de pouvoir atteindre en temps utile notre objectif, c'est-à-dire une véritable intégration économique et politique.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Je vais maintenant donner la parole à M. Medi, vice-président de la Commission de la Communauté européenne de l'énergie atomique.

M. Posthumus. — (N) Monsieur le Président, puis-je vous proposer d'ajourner le débat à demain? J'estime qu'il serait particulièrement inopportun que les deux exécutifs soient obligés de répondre encore dans la situation présente.

M. le Président. — Mon cher collègue, l'Assemblée a réglé l'ordre du jour de demain et il ne nous est plus possible de le modifier.

Nous devons donc terminer aujourd'hui ce débat, décidé par l'Assemblée, sans quoi nous nous trouverions demain matin devant les plus graves difficultés.

La parole est à M. Medi.

M. Medi, vice-président de la Commission de la Communauté européenne de l'énergie atomique. — (I) Monsieur le Président, j'éprouve une certaine difficulté à répondre à tant de questions précises et pertinentes qui sont formulées dans l'exposé de M. Bertrand. Mais avant tout, je dois remercier votre commission parlementaire de la collaboration sérieuse, franche et intelligente qu'elle a constamment apportée à notre exécutif de l'Euratom; elle nous a permis d'atteindre quelques-uns des objectifs qui nous ont été assignés par le traité et aussi de préparer nos travaux futurs dans un esprit d'entente, cordial et fécond. Je vous remercie, Monsieur le président Bertrand, vous et tous vos collaborateurs, de ce que la commission parlementaire a déjà fait, de ce qu'elle fait et de ce qu'elle fera encore.

Je répondrai tout de suite à quelques questions pour élucider certains problèmes que nous avons déjà traités directement avec la commission parlementaire, mais qui offrent encore aujourd'hui quelques aspects nouveaux dont il conviendra de dire quelques mots. Ce faisant, je m'efforcerai d'être aussi succinct que possible car nous avons coutume d'énoncer les idées en formules mathématiques aussi brèves que possible.

Commençons par les questions relatives aux normes de base. L'exécutif de l'Euratom a élaboré les normes de base, cependant, nous ne sommes pas tenus là; avec l'aide et l'appui de la commission parlementaire, nous poursuivons notre action auprès des gouvernements afin que ceux-ci mettent leurs législations nationales en harmonie avec les normes de base.

Je peux vous assurer, Monsieur le Président, que nous connaissons l'état des diverses législations nationales et les points de vue politiques et juridiques auxquels se placent celles-ci. L'Euratom les suit avec la plus grande attention.

Je dois aussi dire qu'il y a des difficultés pratiques. Le gouvernement italien, par exemple, n'a pas encore édicté de loi sur l'énergie nucléaire et, de ce fait, il lui est extrêmement difficile, impossible même, dirais-je, de faire des lois sur la protection sanitaire.

Monsieur le Président, je prie votre commission de rappeler cette nécessité aux gouvernements qui n'auraient pas encore édicté des dispositions en la matière et pour cela nous comptons avec confiance sur l'appui parlementaire.

De même, pour l'Allemagne, quelques difficultés se présentent, vu la structure de l'organisation allemande, en ce qui concerne les accords entre les divers Länder. L'Euratom ne peut pas intervenir, n'a pas compétence pour intervenir directement dans le domaine des législations nationales, mais nous nous efforçons d'harmoniser celles-ci.

D'autre part, je dois dire que les normes de base de l'Euratom sont déjà appliquées pratiquement dans les divers États de la Communauté, dans les divers laboratoires et dans les industries en voie de création. On peut dire que

cette réglementation est maintenant devenue une réalité, et j'espère que c'est là une information propre à donner pleine satisfaction du point de vue scientifique et pratique, bien que le problème juridique continue à se poser sur un large plan.

Le second problème est celui du développement de l'étude de ces normes de base.

Monsieur le Président, nous pouvons donner l'assurance à l'Assemblée que le comité des douze prévu par le traité travaille sans relâche. Il a des réunions fréquentes, en moyenne tous les deux mois, et se tient constamment en rapport avec les milieux scientifiques et spécialisés en la matière. Pour le moment, il n'y a rien de vraiment changé ni quant aux normes de base, ni quant à ce que nous avons dit précédemment. Il faut être très prudent avant de fixer juridiquement une découverte ou une constatation scientifique. Il faut veiller avec la plus grande prudence à ne pas donner l'impression que ces normes dépendent des aléas de la recherche; d'autre part, il ne faut faire passer ces progrès dans la vie pratique qu'à condition d'être vraiment certain de ne pas compromettre les positions déjà acquises.

Nous suivons donc le problème avec la plus grande attention, Monsieur le Président, et je puis dire que pour le moment, étant donné l'état des recherches, les normes de base peuvent demeurer telles qu'elles sont.

Il y a évidemment aussi tout le problème du transport des combustibles. Je ne peux pas donner de réponse technique précise, mais je puis vous assurer que nous étudions actuellement le problème de concert avec les autres organisations afin d'arriver à harmoniser les règles en matière de transport d'après les connaissances déjà acquises dans les pays qui appliquent le plus largement cette politique de sécurité pour le transport des matières nucléaires.

En ce qui concerne la radioactivité — que MM. Bertrand, Posthumus et Santero me permettent de répondre du même coup aux observations pertinentes qu'ils ont présentées — j'ai quelque chose à dire avant tout sur l'étude de la radioactivité de l'atmosphère à laquelle vous nous avez incités.

Chaque pays applique un ensemble de mesures méthodiques et suivies pour la détermination du taux de la radioactivité de l'atmosphère. Je ne vais pas énumérer ici ces mesures, mais je vous donne l'assurance que l'Euratom a réuni déjà tout un faisceau de données sur cette question. Si nous ne les publions pas, c'est pour des raisons évidentes de discrétion; nous ne le ferons que lorsque les divers gouvernements nous en auront donné l'autorisation.

En tout cas, je vous garantis que le travail de l'Euratom est complet. Mais alors quel est le problème qui se pose?

Le traité instituant l'Euratom ne charge pas directement la Commission de l'Euratom de procéder à l'étude méthodique de la radioactivité de l'atmosphère. Il la charge d'étudier la manière de procéder à cette étude, mais ne lui donne pas le pouvoir d'y procéder directement elle-même.

J'estime cependant, Monsieur le Président, qu'en raison de son caractère délicat, le problème qui se pose est en réalité un problème politique que notre exécutif doit résoudre avec l'aide de votre commission. En effet, nous voudrions établir un système de relevés méthodiques de la radioactivité de l'atmosphère dans les six pays de la Communauté, et cela non pas certes pour nous substituer aux gouvernements, mais en agissant de concert avec les institutions nationales, en envisageant notre action comme une mesure d'aide complémentaire et d'harmonisation. C'est pourquoi nous attendons des appels de la part des organisations nationales, et celles-ci nous en ont déjà adressé; en effet, nous ne voudrions absolument pas en faire une intervention forcée de la part de l'Euratom.

J'estime que cette collaboration pourrait devenir très efficace parce que les divers centres d'observation nationaux ont été créés en raison de nécessités pratiques: ici, un institut scientifique, là une installation nucléaire, ailleurs encore une autre organisation de comités atomiques nationaux. En revanche, l'Euratom se propose de procéder à des recherches sur un plan plus vaste en tenant compte du nombre des habitants et de la structure morphologique et climatologique des divers terrains.

Or, Monsieur le Président, d'un point de vue scientifique, c'est maintenant le dernier moment

pour le faire. Pourquoi? Parce que l'activité nucléaire va augmentant dans le monde entier. L'atmosphère terrestre ne présente déjà plus un degré de pureté telle que nous puissions dire comment la radioactivité évoluerait sans l'intervention de l'homme. Si nous attendions encore pour réaliser ce plan de mensuration, il serait impossible, du point de vue scientifique, de distinguer la part de l'homme de celle de la nature.

En conséquence, du point de vue de la recherche, ce plan de mensuration s'impose afin que nous puissions connaître les effets de la radioactivité sur les populations au moyen de données organiquement réunies et méthodiquement étudiées et comparées entre elles grâce à l'emploi de méthodes et instruments comparables.

C'est là, je le répète, une nécessité absolue; il est indispensable de suivre cette voie dans l'intérêt commun, sans nuire à qui que ce soit, pour le bien de l'humanité entière et celui de nos six pays en particulier.

Il faut donc pouvoir contrôler la radioactivité des eaux d'abord et ensuite celle du sol et de l'atmosphère en pleine connaissance de la situation et de tout l'ensemble des faits qui permettent de voir les facteurs physiques en même temps que les facteurs techniques.

Je vous remercie donc, Monsieur Bertrand, et je puis vous dire dès maintenant que dans le projet de budget de l'Euratom un crédit a été prévu à cet effet; quant à l'activité que nous nous proposons de déployer dans ce domaine, nous comptons sur votre collaboration attentive et cordiale.

D'autres questions nous ont été posées à propos de l'énergie nucléaire. Quand on parle d'énergie nucléaire, on entend d'ordinaire la production proprement dite d'une énergie mesurable en kilowatts-heure. Nous devons bien nous rendre compte que les activités nucléaires, ou plus exactement les propriétés des noyaux, ont une importance énorme non seulement pour la production de l'énergie, mais aussi dans le secteur des applications pratiques, un secteur qui est peut-être moins spectaculaire mais dont l'importance égalera certainement un jour, si elle ne sera pas plus grande, celle de la production d'énergie elle-même.

Que l'on songe à l'application des isotopes à l'agriculture, pour le développement des plantes et à l'industrie ! C'est un champ immense qui s'ouvre devant nous. De là, la nécessité d'un contrôle en matière de radioactivité et d'application des isotopes. Nous ne pouvons pas faire de l'humanité une espèce de champ d'expérience. Pour pouvoir utiliser ce grand bien, cette grande ressource que la nature met entre les mains de l'homme, nous devons connaître le caractère réel des dangers possibles.

Il est un autre secteur dont je dois parler : c'est celui des applications médico-sociales. L'Euratom prépare d'ores et déjà l'organisme chargé de se renseigner sur le taux d'irradiation des travailleurs de l'industrie nucléaire. Je ne peux pas préciser pour le moment ce que l'Euratom se propose de faire sur le plan technique, de concert avec les divers pays ; mais je crois qu'il sera utile de procéder du point de vue de la radioactivité, à un examen très approfondi de l'état individuel de nos travailleurs ; il s'agit de déterminer les doses de radiation qu'ils ont absorbées, sans aborder cependant l'examen de leur état biologique puisque le corps médical peut en prendre l'initiative. Je crois que l'Euratom devrait indiquer la dose de radiation absorbée par les travailleurs, tandis qu'il appartiendra à l'organisation médicale nationale de veiller aux autres aspects de l'état de santé du travailleur.

Le président de la commission parlementaire nous a parlé de l'échange des travailleurs. Il est absolument nécessaire de connaître, je le répète, la radiation absorbée par chacun d'eux ; il faut savoir quel est l'état réel du travailleur afin que, dans les divers centres, le personnel occupé puisse être convenablement protégé. C'est donc une responsabilité qui s'impose à l'Euratom et que partagent avec lui tous les États membres et chacune des organisations nationales.

Je vous suis reconnaissant, Monsieur Bertrand, d'avoir mis en relief cet aspect du problème et je peux vous donner l'assurance que son étude a fait des progrès en vue des réalisations pratiques, de l'application des dispositions qui assurent cette protection sur le plan concret.

Il y a ensuite le problème de l'irradiation totale de la population. Je me permettrai

de donner de très brèves explications à ce sujet.

Il arrive que les travailleurs engagés dans l'industrie nucléaire soient aussi ceux qui sont soumis aux plus fortes radiations. Puis il y a encore la population voisine du centre qui a des rapports plus ou moins étroits avec les travailleurs de l'industrie nucléaire, par exemple les fournisseurs, les transporteurs, les facteurs, etc. Ceux-ci peuvent aussi subir une certaine irradiation. Il y a enfin la population en général, qui tout en vivant dans le voisinage, ne subit pas les radiations. Je le répète, cette partie de la population n'est soumise en aucune manière aux radiations.

Alors qu'entend-on par dose totale de radiation reçue par une population ? Je me permets, Monsieur le Président, de m'exprimer en termes techniques. C'est l'intégrale de l'intensité de l'irradiation pour toute la population, divisée par le nombre de membres de celle-ci. Il s'agit d'une moyenne.

Je préciserai encore le problème. Le personnel qui a reçu une certaine dose de radiation vient en contact avec une partie de la population avoisinante et forme avec elle une population unique du point de vue génétique. Le fait qu'une partie de la population est infectée — permettez-moi d'employer ce terme médical — peut être préjudiciable au reste de la population. En effet, cela arrive lorsque l'infection est concentrée, mais non pas lorsqu'elle est subdivisée. C'est pourquoi il est nécessaire de déterminer le milieu dans lequel se déploie l'activité des travailleurs et de la population plus ou moins soumise à des irradiations. Or, cela est très difficile, surtout à cause des facilités de communication qui existent aujourd'hui, des relations qui s'établissent. Mais il est indispensable de savoir quelle est la situation. L'Euratom fera tous les efforts possibles pour arriver — fût-ce progressivement — à connaître du point de vue social le taux individuel d'irradiation, ce qui est plus facile à constater. Le taux de la radioactivité subie par la population entière est lié, permettez-moi de le dire, au phénomène général du travail.

Un autre problème s'est posé, celui de la formation du personnel chargé de la protection contre les radiations. Je prierai la commission

parlementaire, l'Assemblée et les milieux de la presse — avant tout ceux qui ont la noble mission d'éclairer l'opinion publique — de faire porter sagement leur activité d'information sur l'énergie nucléaire, en songeant que le grand public n'en imagine que les aspects catastrophiques, comme si l'énergie nucléaire était un danger surnaturel qui guette constamment les hommes. Il faut dissiper cette impression de magie scientifique qu'éprouve la population.

L'énergie nucléaire est un instrument gigantesque mis entre les mains de l'homme, une énergie qui peut être dirigée, contrôlée pour le bien de l'humanité; d'autre part, il est parfaitement possible de protéger l'humanité contre tout danger, à condition d'être très prudent et très attentif et d'avoir le sens des responsabilités. Il ne doit y avoir aucune panique, aucune crainte, aucun émoi. Nous pouvons dire, et je crois que mes collègues de l'Euratom peuvent le dire avec moi, que dans l'industrie nucléaire on montre tant de prudence, tant d'attention que l'humanité peut s'y sentir autant en sécurité que dans les autres secteurs de l'industrie. En un mot, il faut être prudent, avoir le sens des responsabilités, ne jamais agir avec légèreté, ne jamais avoir peur, mais faire preuve de sagesse dans l'exécution.

Nous donnerons donc toutes les informations que les centres de documentation pourront préparer, comme le prévoit le traité.

Un centre d'études fonctionne déjà pour l'examen approfondi de ce problème biologique; il travaille évidemment en collaboration avec tous les autres centres d'études. C'est un problème extrêmement difficile, mais nous devons l'aborder et le résoudre à la lumière de nos responsabilités. Dans de nombreux hôpitaux, on utilise déjà les isotopes pour divers traitements, du radium pour le cancer à la bombe au cobalt, improprement appelée ainsi.

L'Euratom cherchera en outre à se mettre en rapport avec le plus grand nombre possible de ces centres pour établir une collaboration concrète, pour donner et pour recueillir des informations utiles en vue de l'établissement d'un plan général.

En ce qui concerne la collaboration de l'Euratom avec d'autres organisations inter-

nationales, Monsieur le Président, il y a certains faits que l'on peut déjà constater. Par exemple, l'Agence de l'O.E.C.E. a adopté les normes de l'Euratom qui vont servir de base de discussion. La collaboration entre les diverses organisations de caractère international est donc complète et elle est continue dans tous ses développements, parce que l'Euratom joue désormais un peu le rôle de guide pour ces études, pour ces initiatives, avant tout en ce qui concerne la protection sanitaire.

Le contrôle de l'énergie nucléaire à des fins de sécurité a posé d'autres problèmes encore. Ils intéressent le contrôle de sécurité, et c'est pourquoi je répondrai à M. Bertrand, président de la commission parlementaire, en ce qui concerne les réserves de matières fissiles. L'article 84 de notre traité précise très bien que le contrôle s'étend aux matières fissiles jusqu'au moment où elles sont en cours de façonnage. Ce contrôle de l'Euratom cesse quand il s'agit d'un façonnage spécial pour des fins militaires.

Il en va dans ce domaine comme pour la collaboration à toutes les phases de la production de l'acier; au moment où cet acier est utilisé pour forger les canons, l'acier devient une matière qui relève de la compétence des autorités militaires. C'est une comparaison qui, comme toutes les comparaisons, est boiteuse, mais je répète ma phrase qui est très précise : De toute façon, le contrôle de l'Euratom s'étend aux matières fissiles jusqu'au moment où elles sont façonnées; l'ingérence de l'Euratom cesse au moment où ces matières sont directement façonnées à des fins militaires et ne peuvent donc plus être utilisées à des fins pacifiques.

L'Euratom a organisé son contrôle de sécurité; nous avons déjà des inspecteurs pour la protection sanitaire, nous sommes donc pleinement engagés dans cette activité que nous développons constamment.

Comme M. Santero l'a dit fort justement, le rapport se réfère à tout le mois de mars, mais étant donné que notre collaboration avec l'Assemblée est continue, nous pouvons dire que nous n'en sommes pas restés à ce qui a été fait au mois de mars; l'exécutif de l'Euratom a poursuivi depuis lors son activité également dans le secteur du contrôle de sécurité.

Pour ce qui est des problèmes relatifs à l'assurance, M. De Groote répondra aux questions qui ont été posées. En effet, chacun de nous se consacre plus spécialement à des problèmes particuliers dans le cadre d'une activité bien équilibrée de notre Commission. A ceux qui souhaitent que nos activités sociales soient de plus en plus groupées au sein des exécutifs, comme l'a dit M. Petrilli, je répéterai que la Commission de l'Euratom estime que ces liens devront être encore plus serrés. Il est donc indispensable, du point de vue de la protection sanitaire et de l'examen scientifique, que notre collaboration en ces domaines aille toujours plus loin, car il s'agit d'envisager du point de vue scientifique non seulement l'énergie atomique, mais tout l'ensemble des rapports profonds entre le domaine biologique et le domaine scientifique.

J'énoncerai un principe — je ne sais pas s'il a déjà été formulé en d'autres occasions — à savoir qu'il est absolument indispensable que l'entente, la symbiose entre le domaine de la vie et le domaine de la matière soit complète. Or, tel n'est pas encore le cas. Nous avons, par exemple, dans nos universités une faculté de médecine (je ne veux faire de tort à personne) où l'on étudie peu la physique, et une faculté de physique où l'on étudie trop peu les problèmes biologiques.

De nos jours, l'humanité ne peut plus continuer ainsi; pour entrer dans le vif du problème de la vie, elle doit pouvoir disposer de tous les puissants instruments que lui offrent la physique, la chimie, les sciences expérimentales; elle a besoin de tous les puissants instruments d'investigation des sciences biologiques.

Aussi, cet effort n'incombe-t-il pas à l'Euratom, il n'incombe pas au Marché commun ni à la C.E.C.A. pris individuellement; ce sont les trois Communautés réunies qui doivent s'en charger. Ensemble, elles doivent stimuler, développer, aider, harmoniser et encourager ces recherches d'une grande importance dans le domaine social, dans le domaine de la vie civile. C'est précisément pourquoi nos trois exécutifs suivent cette ligne de conduite.

Monsieur le Président, je me suis efforcé de résumer, à cette heure un peu tardive, les réponses aux questions qui nous ont été posées

si intelligemment et je conclurai par la juste remarque de M. Posthumus. Ce n'est pas la matière qui se transforme en énergie, mais c'est le propre de la masse de se transformer en énergie, et la masse n'est rien d'autre que l'indice d'inertie. Et quand la force d'inertie est égale à zéro, l'énergie est illimitée. Or, je me permets de dire, Monsieur le Président, que la force d'inertie de notre Commission est effectivement égale à zéro et que son énergie en revanche est illimitée. Voilà pourquoi nous sommes vraiment heureux et contents d'une collaboration aussi belle et serrée, une collaboration dont le but est le développement de l'énergie nucléaire pour le bien de nos peuples.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Je vous remercie, Monsieur le président Medi.

La parole est à M. De Groote, membre de la Commission de la Communauté européenne de l'énergie atomique.

M. De Groote, *membre de la Commission de la Communauté européenne de l'énergie atomique.* — Monsieur le Président, je désire joindre mes compliments, si vous me le permettez, à ceux que M. Medi a adressés au rapporteur.

M. Bertrand a fait un rapport substantiel, clair et agréable à lire. En particulier, il a traité, au chapitre 2, dans les alinéas 25 à 29, de la question des assurances. Je n'ai pratiquement rien à y ajouter. Mais M. Bertrand nous a demandé d'exposer l'état de la question.

A ce point de vue, je rappelle que les principes fondamentaux sur lesquels notre action reste basée sont les suivants.

La Commission ne pourrait être satisfaite d'un système qui laisserait des victimes sans dédommagement. Tel est le premier principe.

Le second principe est que le système de responsabilité doit être tel que le dédommagement soit sûr et rapide. C'est donc un système de responsabilité objective qu'il faut envisager, dans lequel l'exploitant répondra de la réparation des dommages subis par les victimes.

Troisième point à rappeler : les statistiques, actuellement, ne sont pas inexistantes,

Monsieur Bertrand, mais elles sont pratiquement blanches. Dès lors, elles ne reflètent pas le potentiel d'accidents qui pourrait se manifester.

C'est la raison pour laquelle, notamment, l'industrie de l'assurance se trouve sans bases réelles pour établir des primes dans une activité de caractère commercial. C'est aussi la raison pour laquelle la Commission divise la réparation des dommages en trois tranches.

La première tranche se situe entre cinq et quinze millions de dollars par accident. Monsieur Bertrand, nous sommes quelque peu responsables de l'erreur commise dans le rapport où l'on a dit : « par pays ». C'est « par accident » qu'il faut lire. Entre cinq et quinze millions de dollars, la responsabilité semble donc pouvoir être couverte par les compagnies d'assurances.

Cela est insuffisant. Dès lors, il faut compléter le système. Le seul moyen d'y parvenir est de recourir à une intervention temporaire des États, étant bien entendu que, le jour où le risque sera mieux connu, cette intervention, tout à fait anormale, cessera.

Enfin, nous prévoyons — mais c'est là véritablement un projet poussé très loin — une intervention générale et peut-être solidaire des États pour le cas où une véritable catastrophe se serait produite.

Comme vous le savez, Monsieur Bertrand, nous travaillons, en ce qui concerne le premier problème, en association étroite avec l'O.E.C.E. L'O.E.C.E. s'est réunie pour étudier ce sujet le 16 septembre; ses travaux n'ont pas encore abouti, mais ils se poursuivent. Nous avons l'intention, d'ailleurs, dès que cinq ou six États auront signé la convention de l'O.E.C.E., de la faire nôtre, afin de pouvoir la mettre en vigueur le plus vite possible.

En ce qui concerne le travail futur, je vous signale que, dès que la convention de l'O.E.C.E. sera adoptée, nous pourrions faire approuver la convention additionnelle, celle qui envisagera une réparation pouvant atteindre, non plus seulement entre 5 et 15 millions, mais jusqu'à 100 millions de dollars. Nous espérons que cette approbation pourra être obtenue relativement vite. Dans tous les cas, nous y apportons toute la bonne volonté et nous faisons toute la pression nécessaires.

Je voudrais ajouter encore un mot qui est un peu en dehors de la question des assurances, mais qui intéressera certainement la commission de la sécurité et de la protection.

À l'heure actuelle, Monsieur Bertrand, l'industrie nucléaire est une industrie réputée dangereuse. Dès lors, s'il ne se produit que peu d'accidents, c'est parce que chacun se rend compte du danger potentiel et prend, sans relâcher son attention, les précautions nécessaires.

La Commission est soucieuse de voir arriver l'époque où l'on prendrait l'habitude du danger. Pour ce qui concerne le problème de l'accoutumance, nous songeons donc très sérieusement à réunir des personnes des milieux les plus divers travaillant afin d'éviter que, dans quelques années, l'industrie nucléaire n'ayant pas, comme je l'espère, causé d'accident, les gens puissent devenir imprudents.

Je vous signale que vous serez tenus au courant de cette tentative que nous faisons afin de prévenir un danger qui pourrait être très réel.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Nous remercions M. De Groote de son intervention.

La parole est à M. Petrilli, membre de la Commission de la Communauté économique européenne, dernier orateur inscrit.

M. Petrilli, *membre de la Commission de la Communauté économique européenne.* — (I) Monsieur le Président, je joins mes compliments à ceux que M. Bertrand a reçus pour son rapport sur la sécurité et l'hygiène du travail, bien que ce rapport contienne des critiques plutôt vives à l'adresse de l'exécutif de la Communauté économique européenne. Je désire le remercier parce qu'il pose effectivement le problème avec beaucoup de clarté; mais je tiens à justifier notre Commission de n'avoir déployé qu'une activité restreinte en matière de sécurité et d'hygiène du travail: la raison en est, comme je l'ai déjà expliqué à la commission parlementaire, que nous ne pouvions pas faire davantage parce que nous n'en avions vraiment pas les moyens.

Je reconnais qu'au cours des huit mois qui se sont écoulés depuis la présentation de notre dernier rapport, notre exécutif n'a pas fait grand-chose dans le secteur particulier de l'hygiène et de la sécurité du travail. J'ai déjà indiqué les causes de cette carence : d'une part, le court laps de temps qui s'est écoulé, d'autre part, le fait que toute la direction générale des affaires sociales a été accaparée par une grande série d'études et de travaux dont l'hygiène et la sécurité du travail ne représentent qu'un des éléments.

Dans notre direction générale des affaires sociales, nous nous occupons de questions du travail, d'harmonisation des législations sociales, de problèmes concernant les salaires, la libre circulation des travailleurs, l'emploi, le Fonds social, la formation professionnelle, la sécurité et la prévoyance sociale et les services sociaux, ainsi que des problèmes de l'hygiène et de la sécurité du travail. C'est pourquoi, en une période limitée de huit mois avec un effectif d'une quarantaine de fonctionnaires, nous n'avons pu que choisir les questions auxquelles il faut donner la priorité, comme on doit d'ailleurs le faire dans toute action politique.

Or, les choix qui ont été faits dans notre secteur, ils nous étaient imposés par le traité lui-même : par exemple, le premier règlement concernant la libre circulation des travailleurs, l'application de la convention européenne sur la sécurité sociale des travailleurs migrants, l'approbation du règlement du Fonds social européen. Ces travaux ont absorbé entièrement les fonctionnaires de notre direction générale. J'ajouterai qu'en ce moment encore toute la direction de la sécurité sociale, qui devrait s'occuper aussi des questions qui relèvent de la compétence de votre commission parlementaire, doit assurer le fonctionnement du secrétariat de la Commission administrative de la sécurité sociale des travailleurs migrants car ce secrétariat n'a pas encore été doté de fonctionnaires.

D'autre part, il s'agit de centaines de milliers de travailleurs qui demandent des prestations et nous avons le devoir d'assurer la continuité de ce travail absorbant qui intéresse un si grand nombre de travailleurs migrants.

Ce n'est pas là une excuse que j'entends donner, c'est simplement l'exposé de faits réels dont je désire informer l'Assemblée parlementaire. La nécessité s'impose peut-être d'organiser notre travail sur une autre base en affectant un plus grand nombre de fonctionnaires au secteur de la sécurité et de l'hygiène du travail.

Ainsi que je l'ai promis devant la commission parlementaire, je me propose de présenter à la commission de l'hygiène et de la sécurité du travail et à la commission des affaires sociales un programme d'activité de notre exécutif, pour les deux ou trois prochaines années, sans entrer toutefois dans trop de détails, sans prendre pour l'exécutif l'engagement de s'en tenir à un calendrier trop rigide qu'il lui serait ensuite difficile de respecter. Nous pouvons indiquer aux commissions ce que nous prévoyons d'après nos programmes et l'ordre de priorité des questions, qui dépend, comme toujours, de choix politiques.

Je désire donner à l'Assemblée l'assurance que dans notre activité il n'y a rien de contradictoire; nous considérons la collaboration entre les exécutifs comme un moyen mis à notre disposition pour veiller de la manière la plus efficace à l'intérêt de toute la Communauté.

Je crois avoir ainsi répondu, fût-ce incomplètement (je pourrai donner une réponse plus complète lorsque je présenterai le programme de notre organisation) aux diverses observations qui ont été faites.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole?...

L'Assemblée sera appelée à se prononcer ultérieurement sur une proposition de résolution présentée par la commission compétente.

Je remercie tous les orateurs et aussi tous les auditeurs qui ont tenu bon jusqu'à la fin de cette longue séance. La discipline que nous nous étions imposée à nous-mêmes a été respectée.

16. — *Ordre du jour de la prochaine séance*

M. le Président. — Prochaine séance, demain mercredi 23 septembre :

— à 10 heures :

Présentation et discussion du rapport de M. Darras sur l'ouverture des marchés et le régime de concurrence ;

— de 15 heures à 16 h 30 :

Suite et fin de la discussion du rapport de M. Darras ;

— à 16 h 30 :

Déclaration de M. Malvestiti, en sa qualité de président nouvellement élu de la Haute-Autorité ;

Déclaration de M. Folchi, au nom des Conseils de ministres.

La séance est levée.

(*La séance est levée à 20 h 20.*)

SESSION DE SEPTEMBRE 1959

SÉANCE DU MERCREDI 23 SEPTEMBRE 1959

Sommaire

1. Procès-verbal 65
2. Ouverture des marchés et régime de concurrence. — Présentation et discussion d'un rapport de M. Darras, fait au nom de la commission du marché intérieur de la Communauté :
M. Darras, rapporteur 66
MM. Illerhaus, président de la commission; Kreyssig, au nom du groupe socialiste; Smets, Deringer, Duvieusart, Schaus, membre de la Commission de la Communauté économique européenne. 69
Suspension et reprise de la séance . . 92
3. Excuse 92
4. Ouverture des marchés et régime de concurrence. — Suite de la discussion du rapport de M. Darras :
MM. von der Groeben, membre de la Commission de la Communauté économique européenne, Deringer, von der Groeben, Metzger, Darras, rapporteur, le Président 92
Suspension et reprise de la séance . . 100
5. Communication adressée par M. le Président du Conseil spécial de ministres. 100
6. Déclaration de M. le Président de la Haute Autorité :
MM. Malvestiti, président de la Haute Autorité, le Président 100

7. Déclaration de M. Folchi, au nom des Conseils des ministres :
MM. Folchi, secrétaire d'État chargé de la conduite du ministère des affaires étrangères de la République italienne, le Président 113
8. Ordre du jour de la prochaine séance . 118

PRÉSIDENCE

DE M. CHARLES JANSSENS

Vice-président

(La séance est ouverte à 10 h 15.)

M. le Président. — La séance est ouverte.

1. --- Procès-verbal

M. le Président. — Le procès-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation?...

Le procès-verbal est adopté.

2. — Ouverture des marchés et régime de concurrence

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la présentation et la discussion du rapport de

M. Darras, fait au nom de la commission du marché intérieur de la Communauté, sur les problèmes relatifs à l'ouverture des marchés et au régime de concurrence soulevés par les deuxièmes rapports généraux sur l'activité de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique.

La parole est à M. Darras, rapporteur.

M. Darras, rapporteur. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je vous dois tout d'abord quelques explications sur le fait que ce rapport ait été distribué tardivement. La commission du marché intérieur m'a fait l'honneur de me désigner comme rapporteur à la veille des vacances et cette période n'est guère favorable à un travail très approfondi. L'avant-rapport a été cependant terminé fin août et distribué aux membres de la commission du marché intérieur début septembre. Notre commission en a discuté et a bien voulu l'adopter à l'unanimité le 10 septembre, après quelques modifications. De sorte que ce n'est que vers le 15 que le rapport définitif a pu être traduit et imprimé. Je m'excuse donc du fait que vous n'avez pu en connaître qu'au début de cette session, ce qui m'oblige à le présenter d'une façon plus détaillée que je ne l'aurais souhaité.

Je voudrais également préciser que j'ai essayé de rendre ce rapport aussi concret que possible. Je pense y avoir réussi dans la première partie, en ce qui concerne la libre circulation. La seconde partie, sur les règles de concurrence, est plus abstraite.

Il semble qu'il soit plus difficile d'obtenir des informations sur les ententes, les concentrations. Mais il est plein de danger pour un rapporteur de signaler telle ou telle infraction aux traités, commise par tel ou tel État, car cela peut avoir pour résultat de hérir certaines consciences nationales, bien que nous soyons des parlementaires européens et, pour la plupart, partisans d'une certaine dose de supranationalité dans le fonctionnement des institutions européennes.

Ceci pour souligner, Mesdames, Messieurs, que votre rapporteur n'a pas voulu viser tel ou tel pays en particulier et que si, par hasard, les exemples choisis vous semblaient ou dépassés

ou maladroits, je vous demande de ne pas lui chercher une querelle d'Anglais.

Comme vous avez pu le constater, le présent rapport ne se réfère pas aux seules données fournies par le deuxième rapport général. Celui-ci a été présenté peu après le premier rapport général et, depuis sa publication, d'importants travaux ont été effectués qui ont mis en lumière un certain nombre de problèmes, ce qui m'amène, en passant, à souligner que la commission du marché intérieur souhaite que l'exécutif de la Communauté économique européenne la tienne davantage informée de ces problèmes.

D'une façon générale, la mise en vigueur des premières mesures pour l'ouverture du Marché commun s'est faite de façon satisfaisante.

Si, dans ce rapport, l'accent a été mis sur certaines difficultés particulières, c'est pour mieux permettre à l'Assemblée d'exercer sa mission de contrôle en obtenant de l'exécutif les explications nécessaires. Ce serait mal interpréter le présent rapport que de tirer, des considérations qu'il contient, une conclusion pessimiste.

D'aucuns ont pu dire que l'échéance du premier janvier n'avait pas beaucoup plus qu'une valeur de symbole. Le premier abaissement des droits de douane est effectivement d'un montant peu élevé. Néanmoins, comme votre commission l'a déjà souligné, il convient de ne pas sous-estimer l'importance de ce premier pas; car il s'agit, en fait, de la mise en marche d'un mécanisme qui est essentiel à la construction du Marché commun.

Dans l'ensemble, la réduction des droits de douane n'a pas soulevé de difficultés. Soulignons d'ailleurs qu'en raison des mesures prises par l'Allemagne en 1957, réduisant ses droits de douane au-delà du pourcentage prévu par le traité, et surtout en raison de la décision prise par le Conseil de ministres d'étendre la réduction de 10 % d'un certain nombre de droits de douane à des pays tiers, la première mesure de désarmement douanier n'a pas toujours créé entre les pays membres un régime préférentiel.

Mais le traité précise qu'en plus des droits de douane, les taxes d'effet équivalent doivent également être supprimées progressivement entre les États membres. Il appartient à l'exécutif de

la C.E.E., en s'inspirant des mêmes règles prévues pour les droits de douane, de fixer par voie de directives le rythme de cette suppression.

Votre commission réaffirme le point de vue que ces taxes sont à considérer non d'un point de vue juridique formel, mais essentiellement en raison de leur incidence économique. Elle prie avec insistance l'exécutif de prendre toutes dispositions utiles dans l'élaboration de ces directives, le traité prévoyant d'ailleurs que le rythme de cette suppression doit s'inspirer de celui fixé pour les droits de douane.

Mais ce qui préoccupe encore davantage votre commission, c'est la possibilité laissée par le traité, dans son article 17, de remplacer les droits de douane à caractère fiscal par des taxes intérieures. Ces droits frappent très souvent des produits de consommation et le recours à ces taxes annihile les effets du désarmement douanier, alors que les consommateurs devraient normalement en bénéficier. Ceci est d'une importance psychologique considérable pour l'opinion publique, qui juge l'intégration européenne moins par ses savantes institutions que dans ses manifestations concrètes.

Le désarmement contingentaire a soulevé plus de problèmes que le désarmement douanier. Les difficultés qui sont apparues, et dont un grand nombre sont en cours d'examen, concernent principalement le calcul des nouveaux contingents, l'application de la règle des 3 % par rapport à la production nationale, l'interprétation du traité concernant les produits agricoles et l'aménagement des monopoles nationaux à caractère commercial.

Sur la plupart de ces points, l'exécutif a pris ses responsabilités pour une application homogène des dispositions du traité.

Comme l'a exprimé M. Malvestiti, le contingent est ce qui existe en fait et non pas ce qui est écrit sur le papier, c'est-à-dire que globalisation doit comprendre non seulement les contingents chiffrés de caractère contractuel, mais aussi les importations dues aux clauses d'amélioration et les importations effectuées par voie autonome. De même, dans l'application de la règle des 3 % pour le calcul des contingents par rapport à la production nationale, l'exécutif a proposé, en prenant l'année 1957 comme réfé-

rence, de faire le calcul sur la base de la quantité chaque fois que cela est possible, sinon sur la valeur départ usine, déduction faite des droits de douane jusqu'à concurrence de 20 %, cette limite étant fixée à titre d'essai pour 1959.

Ces directives ont soulevé des récriminations de la part de certains États membres. Mon rapport fait état de plusieurs problèmes et, à ce jour, toutes les difficultés ne sont pas aplanies. Il est cependant indispensable d'arriver à une application homogène du calcul des contingents, car ce sont les chiffres de base de la première réduction qui formeront le point de départ des réductions ultérieures.

Les différentes questions soulevées à propos des produits agricoles sont en premier lieu de la compétence de la commission de l'agriculture, mais la commission du marché intérieur de la Communauté n'a pas cru pouvoir s'en désintéresser en raison des répercussions qu'elles peuvent avoir sur la globalisation et l'élargissement des contingents.

Le problème le plus controversé est de savoir si des dispositions générales relatives à l'ouverture des marchés — article 33 — s'appliquent aux produits agricoles. La non-application peut en effet être invoquée par suite de l'existence de dispositions spéciales qui concernent soit les organisations de marché — articles 40 et 45 — soit le recours à des clauses de sauvegarde — article 44.

La question semble cependant avoir été tranchée par une déclaration de M. le président Hallstein faite le 24 juin au nom de l'exécutif devant notre Assemblée. Il a indiqué que les prescriptions générales du traité relatives à l'élargissement des échanges doivent, en principe, s'appliquer à tous les produits aussi bien agricoles qu'industriels, les dérogations devant être considérées comme des exceptions et, comme telles, devant être justifiées par les États membres, la tâche de se prononcer sur leur légitimité étant d'ailleurs confiée à l'exécutif.

Tels sont les problèmes posés par la définition des contingents. Leur gestion même peut constituer des mesures de fait équivalant à des restrictions quantitatives. Des retards dans l'ouverture de ces contingents, dans leur répartition, dans la délivrance des licences, peuvent gêner le désarmement contingentaire.

Votre commission demande à l'exécutif d'y veiller tout particulièrement, de façon à assurer à la fois l'utilisation complète de ces contingents et une répartition non discriminatoire.

Aux termes de l'article 37, les monopoles nationaux à caractère commercial doivent être aménagés de telle sorte qu'à l'expiration de la période de transition soient abolies toutes discriminations pouvant gêner ou restreindre la libre circulation des marchandises. Il appartient aux États membres d'aménager leurs monopoles nationaux, mais il revient à l'exécutif d'en recommander les modalités et le rythme. Votre commission souhaite vivement que, dans ce domaine, l'exécutif prenne les initiatives nécessaires.

Mais le traité, Mesdames, Messieurs, ne prévoit pas seulement de faciliter les échanges de marchandises. L'exercice du droit d'établissement, le libre accès aux activités non salariées, la libre circulation des services constituent les compléments nécessaires à la libération des échanges.

Avant la fin de cette année, l'exécutif doit soumettre au Conseil un programme général pour la suppression des entraves concernant les services et les personnes. L'Assemblée sera consultée sur ces dispositions. Il faudra veiller non seulement à la suppression progressive des discriminations entre nationaux et étrangers à l'intérieur de chaque état, mais aussi à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives permettant l'accès aux activités non salariées. Précisons qu'à notre sens, cette harmonisation ne devrait en aucun cas conduire à une dépréciation de la profession en cause.

Mais l'élargissement du marché par le désarmement douanier et contingentaire — et nous arrivons ainsi, Monsieur le Président, à la deuxième partie de mon rapport — peut inciter les entreprises à réduire certains risques en fixant leurs prix d'achat ou de vente après entente avec leurs concurrents, à se répartir les débouchés et les sources d'approvisionnement, à contrôler l'ensemble de la production et même les investissements.

M. le président Schuman a dit fort justement que l'Europe ne se fera pas d'un coup dans une construction d'ensemble, mais qu'elle se ferait

par des réalisations concrètes, créant d'abord une solidarité de fait. Nous connaissons suffisamment son élévation de pensée, son sens du social pour dire que ce n'est pas cette solidarité là qu'il a envisagée et que, comme nous, il considère comme néfastes et contraires au but commun que nous poursuivons ces pratiques que le traité dénomme d'ailleurs « pratiques abusives ».

Votre commission demande avec insistance à la C.E.E. d'examiner avec une attention toute particulière dans quelle mesure les effets du désarmement douanier et contingentaire ne sont pas annihilés par des concentrations, des ententes touchant certaines branches de l'industrie. Il serait inadmissible que de telles pratiques fassent perdre aux consommateurs le bénéfice du Marché commun.

Il ne s'agit pas seulement, d'ailleurs, de combattre les restrictions ainsi imposées à la concurrence. Il faut établir progressivement des conditions égales de concurrence. Ces conditions peuvent être gravement affectées par des mesures comme les aides accordées par les États sous forme de subventions, d'exonérations fiscales, de discriminations en raison de la nationalité, de réglementations techniques sur la qualité des produits. Le rapprochement des conditions de concurrence nécessitera donc, de toute évidence, une harmonisation des législations et de la fiscalité des États membres.

C'est là une œuvre difficile et il y aura nécessairement un long chemin à parcourir pour en arriver à ce que les inégalités dans les conditions de concurrence ne trouvent plus leur origine que dans les conditions d'implantation géographique des entreprises et dans l'inégalité des prestations humaines.

Mais je crains, Mesdames, Messieurs, d'abuser de votre temps et je voudrais brièvement me résumer et tirer quelques conclusions.

Avec l'année 1959, la mise en œuvre du futur Marché commun n'a effectivement fait que débiter. Dans l'ensemble, bien que des difficultés techniques concernant la globalisation, l'élargissement et la gestion des contingents ne soient pas encore résolues, le démarrage est assez satisfaisant.

Mais j'ai senti, dans l'élaboration de ce rapport — je voudrais vous faire partager ma

conviction —, combien les différentes dispositions du traité concernant, soit le désarmement douanier et contingentaire, soit la politique agricole commune, soit le régime de concurrence et le nécessaire rapprochement des législations, j'ai senti, dis-je, combien ces dispositions formaient un tout.

D'une façon générale, les problèmes qui ont pu se poser trouvent leur origine dans le fait que tel ou tel État court le risque, dans tel ou tel secteur, d'être exposé à des dangers dus essentiellement au fait que certaines mesures, prévues par le traité, ne sont pas encore en application. N'est-ce pas, d'ailleurs, à cause de cela que des clauses de sauvegarde et des dérogations sont prévues?

Alors, faut-il accélérer la mise en œuvre du marché? Oui, s'il s'agit de mettre en application ces mesures qui constituent souvent un préalable à la véritable ouverture des marchés. Cela produirait, j'en suis certain, un choc psychologique considérable qui ne pourrait que servir l'intégration européenne.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Je remercie M. Darras pour l'excellente synthèse qu'il nous a faite de son rapport et je donne la parole à M. Illerhaus, président de la commission du marché intérieur de la Communauté.

M. Illerhaus, *président de la commission du marché intérieur de la Communauté.* — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je commencerai par remercier, au nom de la commission du marché intérieur que j'ai l'honneur de présider, mon collègue, M. Darras, pour son excellent rapport, un rapport qu'il a dû rédiger dans des conditions difficiles.

Mais la commission tenait énormément à se prononcer au plus tôt sur les problèmes du marché qui se posent à la Communauté économique européenne; c'est pourquoi notre rapporteur, M. Darras, s'est vu charger de la tâche ingrate d'élaborer la plus grande partie de son rapport pendant les vacances parlementaires, alors qu'il lui était impossible de prendre les contacts nécessaires avec l'exécutif. Un certain nombre de points sont demeurés sans réponse et ils n'ont pu être éclaircis que lors de la

dernière réunion de la commission du marché intérieur, au début du mois de septembre.

Voilà aussi la raison pour laquelle, Mesdames et Messieurs, le rapport n'a pu vous être communiqué qu'aujourd'hui seulement, à la séance plénière, si peu de temps avant la discussion. C'est pourquoi je vous prie, au nom du rapporteur et au nom de la commission, de montrer de la compréhension pour nos difficultés.

En ce qui concerne maintenant les idées que nous défendons dans notre rapport, je me permettrai de signaler une fois de plus quelques questions qui nous tiennent tout particulièrement à cœur.

Voyons tout d'abord la collaboration avec la Commission de la C.E.E. Cette collaboration ne nous a pas toujours satisfaits entièrement. Je vous dirai cependant, et je souligne le fait, que j'ai eu à Bruxelles un entretien vraiment fructueux avec M. Malvestiti, en son ancienne qualité de vice-président de la Commission de la Communauté économique européenne, de même qu'avec M. von der Groeben.

A cette occasion, j'ai notamment demandé aux représentants de l'exécutif, au nom de votre commission, quelles étaient les expériences pratiques qu'ils avaient faites à propos des réunions communes avec les experts; je leur ai demandé si l'on peut être assuré que les gouvernements accepteraient les propositions sur lesquelles les experts se sont mis d'accord. La réponse qui m'a été donnée était tout à fait satisfaisante. En effet, les experts semblent être en mesure de défendre auprès des gouvernements les propositions de l'exécutif auxquelles ils se sont ralliés après des échanges de vue circonstanciés, et de le faire avec suffisamment de force de persuasion pour qu'il soit permis de conclure à la réussite de cette procédure.

D'autre part, il est absolument nécessaire de signaler le fait que, dans la discussion de questions assez épineuses et difficiles à résoudre, la Commission de la C.E.E. s'adresse plus fréquemment aux autorités et services politiques qu'elle ne l'avait fait jusqu'ici. Il y a les Conseils, il y a l'Assemblée parlementaire dont les membres, s'ils sont informés à temps et complètement, peuvent intervenir auprès de leurs parlements nationaux en faveur d'un développement satisfaisant du marché commun.

Cela ne signifie pas que la Commission de la C.E.E. doive rechercher dans tous les cas l'approbation de l'Assemblée parlementaire et assurer ainsi ses arrières. Très certainement, il est des questions si épineuses et dont l'examen est si difficile qu'une entente avec l'Assemblée parlementaire, si elle est faite trop tôt, pourrait ne pas paraître opportune. Mais il est certainement d'autres questions dans lesquelles la collaboration de l'Assemblée parlementaire pourrait constituer un précieux appui.

On ne peut pas non plus nier, Mesdames et Messieurs, qu'au début de notre collaboration avec la Commission de la C.E.E. on pouvait avoir l'impression que celle-ci ne se proposait pas de renseigner la commission parlementaire dans une mesure suffisante. C'est bien pour cette raison que je tiens à souligner encore une fois le fait que, lors de mon entretien avec MM. Malvestiti et von der Groeben dont je viens de vous parler, j'ai eu le sentiment que les représentants de la Commission comprenaient parfaitement nos inquiétudes et nos préoccupations, si bien qu'une méthode de travail encore meilleure a été arrêtée pour l'avenir.

Il est tout à fait clair que les problèmes liés à l'ouverture des marchés et à l'élaboration des règles de concurrence sont extraordinairement complexes et d'une grande ampleur. Or, c'est précisément pour cela qu'il est souhaitable qu'ils ne soient pas discutés et approfondis uniquement avec les experts; il faut qu'à leur tour les représentants des peuples de notre Communauté soient invités à participer, en toute connaissance de cause, à leur examen.

C'est pourquoi nous exprimons aujourd'hui l'espoir d'être dorénavant en mesure de soumettre à l'Assemblée parlementaire un exposé très complet des problèmes qui puisse lui servir de base de travail et de discussion.

Encore un mot à ce sujet. Je suis heureux de pouvoir vous dire que, déjà lors de la dernière réunion de la commission du marché intérieur, nous avons eu avec les représentants de l'exécutif un échange de vues très fructueux et que les membres de notre commission ont grandement apprécié la manière très claire et complète dont l'exécutif nous a renseignés.

Mesdames et Messieurs, notre rapporteur a signalé les problèmes dont la commission du

marché intérieur s'est occupée. Leur nombre est considérable. Je crois que nous avons tous intérêt à prendre de plus en plus position sur des questions concrètes.

Nous avons commencé à nous occuper de questions particulières, le marché des fruits et légumes, par exemple, le tabac, le vin. Des problèmes agricoles ont été discutés, pour lesquels — je n'ai pas besoin de souligner — la commission de l'agriculture est naturellement compétente en premier lieu. Mais on ne saurait se cacher que la commission du marché intérieur ne peut pas se désintéresser de ce secteur puisque l'élargissement et la globalisation des contingents sont appelés à y exercer certains effets.

Votre commission ne saurait pas non plus négliger le problème de la fixation des tarifs douaniers dans le commerce extérieur; elle doit s'en occuper dans la mesure où ces tarifs auront une répercussion sur le bon fonctionnement du marché intérieur.

Il est un problème délicat dont votre commission devra s'occuper sous peu : je veux dire la question du droit d'établissement. M. le Rapporteur l'a signalé il y a un instant. Aux termes du traité de la C.E.E., la Commission doit élaborer, au plus tard pour la fin de l'année, un programme de réglementation du droit d'établissement. Il y a là, me semble-t-il, un des thèmes principaux de notre travail à venir. Ainsi que les membres de la Commission de la C.E.E. me l'ont déclaré, les travaux préparatoires en vue de ce rapport sur le droit d'établissement sont avancés au point qu'il nous est permis d'espérer de recevoir ce document dans quelques semaines. Comme je vous l'ai dit, je pense que nous trouverons là un autre grand champ de travail.

Le problème politique principal — si je puis m'exprimer de la sorte — dont notre commission doit s'occuper, c'est cependant l'application accélérée du traité. Permettez-moi de vous donner quelques précisions sur ce point.

Le traité a prévu certains délais pour l'abaissement des droits de douane et l'élargissement des contingents. En outre, il prévoit une série d'autres mesures dont l'application n'est liée à aucun délai. Il s'agit en premier lieu des règles de concurrence et du rapprochement des

dispositions législatives et administratives. Ce sont là des mesures qui, dans de nombreux cas, apparaissent véritablement comme une condition *sine qua non* du développement satisfaisant du marché commun. A ce propos, je tiens à signaler tout particulièrement l'urgence du rapprochement des dispositions fiscales que notre rapporteur, à son tour, a si justement soulignée.

Mais le traité donne aussi très expressément la possibilité aux États membres de réduire les droits de douane à l'égard des autres États membres à un rythme plus rapide que celui qui était prévu et aussi d'élargir les contingents à un rythme plus rapide, si leur situation économique générale et la situation économique du secteur intéressé le leur permettent.

Nous nous rendons évidemment compte de ce que l'accélération de l'application des traités fera surgir de nouveaux problèmes difficiles, et cela dans tous les États membres. Mais, d'autre part, on peut parfaitement imaginer que la libération de certaines marchandises, de certains biens ne soulève pas de problèmes particuliers. Par conséquent, il serait non seulement souhaitable, mais aussi parfaitement possible de parvenir plus rapidement, en ce qui concerne certains produits déterminés, à l'élimination des droits de douane et à l'élargissement des contingents. Voilà qui serait non seulement d'un grand intérêt pour les secteurs économiques intéressés; il s'y ajouterait encore un effet psychologique inestimable en ce sens que le monde s'apercevrait très tôt de la réalité du marché commun.

C'est pourquoi je me permettrai de prier l'exécutif de la C.E.E., au nom de notre commission, de considérer avec une attention particulière cette possibilité offerte par le traité et d'orienter son action dans ce sens.

Pour terminer, je remercierai d'avance mes collègues qui siègent à l'Assemblée parlementaire pour l'intérêt qu'ils témoignent au rapport de la commission du marché intérieur et pour l'attention avec laquelle ils l'examineront.

Mais j'ai aussi l'agréable devoir de dire en ce lieu combien la besogne de ma commission a été facilitée grâce à l'ardeur au travail et le sens du devoir des membres du secrétariat. Je leur dis ma reconnaissance, de même qu'au

personnel du service des traductions qui, pressé par le temps, a dû accomplir un travail énorme.

(*Applaudissements.*)

M. le Président. — La parole est à M. Kreyszig, au nom du groupe socialiste.

M. Kreyszig, au nom du groupe socialiste. — (A) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je tiens à m'associer tout d'abord aux orateurs qui ont remercié comme il convient notre rapporteur, M. Darras. En même temps, je remercierai le président de notre commission pour les paroles qu'il a prononcées il y a un instant; ce faisant, il m'a dispensé de revenir encore une fois sur certaines questions.

Les membres socialistes de la commission du marché intérieur ont pleinement approuvé le contenu du rapport; ils approuvent de même ce que le président de la commission vient de déclarer à propos de la continuation du travail et de son intensification.

Au fond, nous poursuivons aujourd'hui le débat auquel nous nous étions livrés le 7 janvier de cette année à propos du premier rapport général que la Commission de la C.E.E. nous avait soumis. Aujourd'hui, nous nous occupons plus particulièrement du second rapport général; comme celui-ci concerne la période du 18 septembre 1958 au 20 mars 1959, il est, lui aussi, dépassé de quelques mois par les événements.

Il n'en était pas moins nécessaire de signaler — et c'est ce que M. Darras a fait dans son rapport — les points qui revêtaient une importance spéciale dans l'ouverture du marché commun et qui permettent de voir les éléments sur lesquels celle-ci n'a pas fonctionné comme elle aurait dû le faire.

En janvier, j'ai eu l'honneur de dire ici quelle était la position du groupe socialiste. Je crois que nous ferons bien de ne pas nous égarer dans des répétitions. Nous n'avons aucune raison de répéter tout ce que le groupe socialiste a déclaré, en janvier, à propos de ce problème. En revanche, ce qui nous paraît nécessaire, c'est de signaler encore une fois certains points cruciaux et d'attirer l'attention de l'Assemblée parlementaire, et surtout celle de la Commission de la Communauté économique européenne et,

nous l'espérons du moins, des Conseils, sur quelques problèmes particuliers.

Nous nous croyons obligés de répéter avec quelque insistance que nous avons peu de compréhension pour le fait que l'article 17, paragraphe 3, du traité donne aux États la faculté de remplacer par des taxes intérieures les droits de douane à caractère fiscal dont ce même traité prévoit l'élimination. Dans la résolution de janvier, la commission et l'Assemblée parlementaire tout entière ont exprimé l'idée que, pour des raisons psychologiques et pour beaucoup d'autres raisons encore, il faudrait faire en sorte que les consommateurs bénéficient aussi de l'effet de la réduction opérée au gré de l'élimination des droits de douane de caractère fiscal. En adoptant à l'unanimité la résolution de janvier, tant à la commission qu'à l'Assemblée, nous avons exprimé le vœu que les gouvernements ne fassent usage qu'exceptionnellement de la faculté que leur donne l'article 17, paragraphe 3. En d'autres termes, l'Assemblée parlementaire était unanime à penser que le consommateur doit profiter dans une certaine mesure de la suppression des droits de douane sur le café, le thé et d'autres denrées.

Or, nous avons dû constater à regret qu'aucun des six pays n'a tenu compte de cette invitation. Les gouvernements de tous les six pays ont malheureusement remplacé par des taxes intérieures toutes les charges qui avaient été supprimées en tant que droit de douane; de plus, certains pays ont fixé immédiatement une date pour cette mesure au lieu de l'étendre sur quelques années. Voilà qui est très fâcheux. J'ai dit en janvier que pour des raisons d'ordre psychologique il serait bon — et cela répondrait d'ailleurs à l'esprit du traité instituant la Communauté économique européenne — de ne pas oublier, quand on prend des mesures pratiques, l'obligation de relever le niveau de vie et d'agir en conséquence.

C'est là une idée essentielle qui doit, me semble-t-il, être constamment soulignée. Les membres de la Commission de la C.E.E. devraient également rechercher, sur la base et dans l'esprit du traité, des possibilités d'agir sur les gouvernements pour que, du moins à l'occasion d'actions communes futures, ils réduisent les taxes intérieures qu'ils ont intro-

duites en lieu et place des droits de douane à caractère fiscal.

Il est un second grand problème sur lequel, déjà au mois de janvier, le groupe socialiste avait pris position : celui des règles de concurrence. C'est une question très importante. Il se pose là un problème fort grave. Les cartels, les trusts et les grandes organisations industrielles n'ont-elles pas annihilé par leur action la réduction douanière survenue le 1^{er} janvier, de telle sorte que le consommateur ne s'est pas aperçu de cet abaissement des droits de douane? J'ai été très heureux que la commission ait été unanime à accueillir et introduire dans le rapport un complément proposé par moi-même. Vous pouvez lire maintenant dans la première partie relative aux règles de concurrence, à la fin du paragraphe 66, deux alinéas qui disent :

« Votre commission demande avec insistance à la Commission de la C.F.E. d'examiner, avec une attention toute particulière, dans quelle mesure les effets du désarmement douanier et de la suppression progressive des contingents ne sont pas annihilés par des concentrations, des ententes ou d'autres mesures d'effet équivalent touchant des branches entières de l'industrie.

« A ce sujet, la Commission de la C.E.E. devrait surtout suivre attentivement les pratiques des ententes à l'exportation. En outre, elle devrait veiller à ce que l'abus de puissance économique qui pourrait résulter ou a déjà résulté d'ententes géographiques, de répartitions de marchés, de mesures de discrimination ou de boycott ne fasse perdre au consommateur le bénéfice du marché commun. »

Je crois que ce passage du rapport est vraiment d'une importance particulière. J'ai sous la main le troisième numéro du *Bulletin de la Communauté économique européenne*, paru au mois de septembre de cette année. Il arrive parfois qu'une lecture vespérale ou nocturne soit très utile. J'ai lu avec beaucoup d'intérêt ce que M. Piero Malvestiti dit dans la première partie de cette publication — encore en sa qualité de vice-président de la Commission de la C.E.E. — sur les entreprises dans le marché commun. Le temps me manque pour parler comme je le voudrais de cette introduction

spirituelle et que chacun lira avec plaisir. Dans cette étude — j'ai un peu l'impression qu'il s'agit là d'une sorte de testament de M. le Vice-Président de la Commission qui, dans l'intervalle, est venu occuper le premier fauteuil de la Haute Autorité — M. Malvestiti a mentionné un certain nombre de grandes entreprises et montré comment l'ouverture du marché commun a exercé une influence sur leur comportement. Voici ce qu'il constate :

« Les industries s'en sont préoccupées à tel point qu'elles ont créé une association sur le plan horizontal : l'U.N.I.C.E. (Union des industries de la Communauté européenne), ayant pour mission de coordonner et de représenter l'ensemble des industries des six pays. A cette organisation vient s'ajouter toute une floraison d'associations nouvelles et de nouveaux comités créés au sein d'associations déjà existantes dans divers secteurs industriels. On en compte actuellement plus de quarante, à l'exclusion des deux qui ont été créées pour le charbon et l'acier. »

M. Malvestiti déclare ensuite :

« Parallèlement à ce qui s'est produit dans l'industrie, le commerce a constitué un Comité des organisations commerciales des pays de la Communauté économique européenne (C.O.C.-C.E.E.) auxquels sont venus s'ajouter environ 35 unions et comités spécialisés dans les divers secteurs du commerce de gros et de détail. »

Je saute maintenant un alinéa et je lis ceci :

« Nous rencontrons naturellement aussi des accords qui vont de la pure et simple concentration à l'accord de spécialisation et de coopération technique; de l'utilisation en commun de nouveaux procédés à l'exploitation de brevets. »

Maintenant vient, il est vrai, une phrase qui m'a fait moins plaisir hier soir. Le vice-président de la Commission de la Communauté économique européenne écrit :

« Nous ne voulons ici émettre aucun jugement définitif quant à la comptabilité de tels accords avec les normes du traité, mais nous notons pour l'instant le phénomène afin de souligner le vif intérêt des entreprises économiques. »

J'aurais naturellement été très curieux d'apprendre — et mon repos nocturne n'en aurait

été que plus profond, mais j'ai quand même bien dormi — ce que pense aujourd'hui le vice-président de la Commission de la C.E.E. qui a fait cette constatation, et dans quelle mesure les faits qu'il a constatés sont compatibles avec le traité.

Je dois d'ailleurs compléter ce que M. Malvestiti a dit. Je me suis donné la peine de suivre attentivement ce que les journaux ont écrit à propos de ces événements singuliers.

Nous savons tous — je crois qu'il n'est personne parmi nous qui l'ignore — que le marché commun a déclenché une activité fébrile. Jusqu'à la fin du mois de mars ou au début d'avril, j'ai noté, sur le plan national, 52 opérations, organisations, conventions, ententes de cette sorte, peu importe le nom qu'on leur donne. J'ai constaté en outre jusqu'à cette date que trois ententes de ce genre avaient déjà été conclues entre des entreprises françaises et italiennes relativement au marché commun. Entre des entreprises italiennes et allemandes il y en avait quatre et entre des entreprises françaises et allemandes on comptait vers le mois d'avril — je vous prie de noter ce point ! — dix-huit ententes. Leur nombre s'est indubitablement accru depuis lors. Pendant les vacances, j'ai vraiment pensé que le moment était venu de mettre au repos mon cerveau européen pour que plus tard, quand nous reprendrions le travail, il fonctionne d'autant mieux. Nous pouvons donc être assurés que le nombre de ces organisations, cartels, syndicats, ententes et autres créations du genre est encore beaucoup plus grand que ce que nous en avons appris jusqu'ici.

Qu'est-ce que cela signifie? Si, au lieu de rêver devant une belle cheminée à la française, nous examinons la réalité européenne, nous nous rendons compte — et sur ce point je m'adresse à la Commission de la C.E.E. — combien il est nécessaire que nous examinions cette situation avec la plus grande attention.

Je me souviens qu'un Américain fort intelligent a dit un jour que les Européens, c'est-à-dire les industriels et les négociants des six pays de la Communauté économique européenne, avaient inventé, avec beaucoup d'ingéniosité européenne, d'innombrables moyens d'exploiter le consommateur et d'éviter les

risques et que c'était par là que leur façon d'agir se distinguait essentiellement de la manière dont les Américains mènent leur politique du marché et de la production.

En outre, j'ai entendu dire au cours de la discussion que, dans le marché commun, les cartels de production jetaient par-dessus les frontières des « filets de solidarité ». La conception de notre groupe socialiste et, je l'espère, celle de nombreux autres représentants qui siègent ici est que, si les cartels de production sont des « filets de solidarité », la Commission de la C.E.E. devait faire le nécessaire, et sans perdre une minute, pour que ces filets soient supprimés; en effet, le cartel de production est la combinaison la plus mauvaise que l'on puisse désigner par le terme de concurrence, moins encore par celui de libre compétition.

Nous sommes en face d'un phénomène qui est d'une grande importance pour toute l'Europe, le fait d'éluder, de tourner les traités que les six gouvernements ont signés pour le bien et la prospérité des peuples. Le danger est grand que les mesures prises par de puissantes industries privées réduisent à néant l'effort déployé à cette fin.

L'Europe des Six, nous le savons bien, est caractérisée par une extraordinaire multitude de puissants groupements monopolistiques. Il n'est pas nécessaire, mais il peut tout de même être assez utile de rappeler que l'Allemagne a été en quelque sorte le pays classique des cartels, syndicats, « Konzerns » et trusts et que pour cette raison elle a produit une ample littérature sur les problèmes que soulèvent ces organismes. La République fédérale — qui est maintenant partenaire aux traités en lieu et place de l'Allemagne — est bel et bien en train de redevenir, par l'effet de trusts, ententes et d'autres mesures, ce pays classique des cartels.

Au cours de ces dernières années, la France a vu se produire une concentration économique et industrielle extraordinairement forte, notamment depuis l'institution de la Communauté du charbon et de l'acier. Peut-être n'est-il pas tout à fait sans intérêt de rappeler que l'hebdomadaire anglais *The Economist* a écrit que le Benelux était « la Mecque des cartels ».

Voilà autant de faits dont nous devons tenir compte. Ils illustrent clairement le danger que

court le fonctionnement du marché commun en faveur de la population et des consommateurs.

Nous autres socialistes, nous n'ignorons pas qu'un certain processus de concentration, que la réunion d'entreprises est nécessaire pour diverses raisons d'ordre technique et d'ordre économique. Mais il ne faut pas que nous en arrivions à cette singulière « concurrence » où des accords de rationalisation et autres arrangements, des ententes, des cartels et autres mesures empêchent le consommateur de profiter de l'abaissement des prix obtenu par la rationalisation et aboutissent uniquement à la réalisation de bénéfices plus gros et, par là, à un nouveau renforcement, à une extension de la puissance économique dès maintenant existante.

Dans le texte dont j'ai déjà parlé, M. Malvestiti a signalé les intérêts des entreprises économiques. Le fait m'amène à émettre une considération dont plus particulièrement la Commission devrait tenir compte. Le grand rêve de nos entrepreneurs est de parvenir, autant que faire se peut, à l'oligopole; en d'autres termes, ils désirent que le nombre des producteurs soit aussi faible que possible, afin qu'il n'y ait sur le marché que très peu d'offrants, lesquels occuperaient dès lors, en face du consommateur, une position qui leur permet de prendre des mesures décisives.

Quand j'observe cette évolution et si je me rappelle ce que j'ai dit tout à l'heure à propos de la multiplication de ces étranges conventions et autres arrangements — et en les signalant, j'ai encore fait abstraction du processus de concentration — mon impression est que les grands entrepreneurs rêvent aujourd'hui de faire de la position qu'ils ont dans leurs pays respectifs une position européenne aussi forte que possible.

Tous ces grands entrepreneurs sont des gens très intelligents et fort expérimentés. Ce sont, comme nous les appelons volontiers, les grands manitous des cartels qui, à l'heure qu'il est, s'efforcent diligemment et ingénieusement, le regard scrutant la petite Europe, d'exploiter autant que possible la situation du marché commun, à leur profit et non pas selon les intentions du traité, ni surtout dans l'intérêt des populations.

Nous observons les formes les plus diverses, et chacun de nous les connaît. Il y a les organisations d'achat et les cartels d'exportation. Il y a aussi les ententes secrètes. J'admets que la Commission européenne aura grand-peine à les contrôler. En Allemagne, nous appelons cette sorte d'ententes secrètes des « cartels de déjeuner ». C'est entre la poire et le fromage que l'on fixe les prix ou que l'on s'entend sur les régions ou sur la vente, et le pacte est scellé par un petit verre de « Steinhager ». Si je suis bien renseigné, l'équivalent s'appelle en France un « lunch au restaurant ». C'est la même chose, l'idée est simplement un peu plus plaisante. Au surplus, je suis certain que ces messieurs français scellent leur accord plutôt en vidant une coupe de Veuve Cliquot. L'affaire se conclut plus aisément ainsi et tout est plus agréable, mais pour la Commission de la C.E.E., la tâche est d'autant plus difficile. Nous nous croyons néanmoins obligés d'insister auprès d'elle pour qu'elle voue à ce problème une attention particulière.

Les discriminations, les accords régionaux, la répartition des marchés, la rationalisation technique, ce sont autant de faits qui pourraient conduire à l'abus de la puissance économique. Les socialistes que nous sommes ont été surpris de voir que, dans son rapport, la Commission de la C.E.E. n'a guère insisté sur ce problème.

J'en arrive maintenant à une constatation assez singulière, je dirais même à un fait assez troublant. Dans le rapport de la Commission de la C.E.E., ces problèmes ont à peine été effleurés. Mais quand, malgré les vacances et malgré la vaste documentation que nous devons lire de toute façon, nous examinons tel ou tel document que le hasard nous a mis entre les mains ou que nous avons pu nous faire communiquer, nous voyons que — exactement comme M. Malvestiti l'a dit dans le dernier numéro du Bulletin, encore en sa qualité de vice-président de la C.E.E., — les membres de la Commission européenne et ses hauts fonctionnaires compétents se rendent aux quatre coins de l'Europe — ce qui est leur bon droit et aussi leur devoir — et prononcent d'excellentes conférences en divers lieux. Quand on lit toutes ces communications, on peut se figurer à peu près comment la Commission de la C.E.E. envisage d'aborder ces problèmes.

En parlant du grand problème de cartels il y a quelques instants, j'ai signalé un danger. Si on n'y prend garde, le profit dérivant de la réduction de prix consécutive au désarmement douanier, à l'élargissement des contingents et à d'autres mesures risque d'être drainé par les entreprises, les trusts et les cartels pour aboutir dans leur propre poche au lieu de profiter au marché commun et aux consommateurs.

Dans mes recherches sur ces questions, je suis tombé sur l'excellente conférence que M. Verloren van Themaat — j'ai le plaisir de le voir parmi nous; si je suis bien informé, il est le chef de la direction concurrence à la Commission de la C.E.E. — a prononcé à Milan le 15 mai de cette année.

Je tiens à vous signaler le passage capital de cette conférence; je l'ai sous les yeux dans sa version française et j'espère que la traduction que je vais vous en donner sera à peu près fidèle. Voici le passage en question :

« Il va sans dire qu'on ne peut d'ores et déjà permettre qu'après une réduction des droits de douane les industries se mettent d'accord pour maintenir à leur ancien niveau les prix des produits importés. On ne pourrait pas accepter non plus que l'abolition graduelle des restrictions quantitatives soit remplacée par des répartitions des marchés ayant un effet similaire, ni qu'il soit porté atteinte à la liberté d'établissement par des pratiques restrictives ou que des discriminations collectives en raison de la nationalité ou de l'origine soient appliquées à l'industrie des six pays. »

Dans sa conférence, il a déclaré que vraisemblablement on ferait mieux d'opposer d'emblée des résistances et des difficultés à la formation de cartels et de groupements plutôt que de devoir procéder plus tard, une fois qu'on aura toléré par négligence, si on peut dire, la création de ces unions, contre elles dans des conditions beaucoup plus difficiles.

C'est là, selon moi, un excellent point de vue et je serais très heureux d'apprendre si c'est aussi celui de la Commission tout entière. Si tel était le cas, le groupe socialiste l'approuverait pleinement. En même temps, je dirai au nom du groupe qu'il est bien entendu qu'au cas où la Commission de la C.E.E. appliquerait énergiquement les mesures en question et se

heurterait à des difficultés, elle pourrait compter sur l'appui du groupe socialiste.

M. von der Groeben souriait quand j'ai parlé de son chef de direction. Maintenant, je vais parler de M. von der Groeben lui-même. Il a fait à Ratisbonne une remarquable conférence sur le problème de la politique économique régionale dans la Communauté européenne. Son texte ne dit certainement rien d'erroné, puisqu'il a été publié dans l'organe de la Communauté économique européenne.

Au cours de son exposé de Ratisbonne, M. von der Groeben a déclaré :

« Le mouvement de concentration » — dont il avait parlé auparavant — « devrait être limité à ce qui est nécessaire du point de vue économique; il ne devrait pas servir à l'exercice de la puissance économique en tant que fin en soi. Il y a là un grand problème qui se rattache évidemment aussi à la question des entreprises moyennes et petites. »

Voilà qui est parfait! Voilà une thèse nouvelle, une thèse excellente! Si après avoir pris connaissance de ces fragments de l'opinion de quelques membres de la Commission, fragments que le hasard nous a apportés, nous pouvions trouver dans le prochain rapport général, ou peut-être même maintenant déjà, sous forme d'une réponse à laquelle nous nous attendons dans le cadre de la présente discussion, si nous pouvions, dis-je, entendre confirmer que cette déclaration d'un membre de la Commission reflète véritablement la politique que la Commission de la Communauté économique européenne mène dans ce domaine, nous aurions déjà fait un pas de plus et nous serions, me semble-t-il, dans une fort bonne voie pour faire de l'ordre en Europe.

Je ne voudrais toutefois pas mettre un point final à nos observations sur ce problème sans souligner le fait — puisque M. von der Groeben a parlé du problème de l'aménagement régional — que dans le rapport de notre collègue M. Darras on trouve au chapitre VI sur les principes d'une politique de concurrence, au paragraphe 71, une phrase qui a la teneur suivante (j'attire l'attention de nos collègues allemands sur le fait qu'à propos de ce texte un corrigendum relatif à la traduction se trouve dans les casiers) :

« La division rationnelle du travail et une élévation de productivité dans le plein développement des activités économiques sont à atteindre par le libre jeu des forces en concurrence, lesquelles ne doivent donc plus se heurter ni à des obstacles dressés par les autorités publiques, ni à des obstacles dressés par l'économie privée. »

Dans son exposé, M. von der Groeben a traité plus particulièrement le problème régional autrement dit le problème qui se pose du fait que, dans notre Communauté des Six, nous devons chercher à élever les régions particulièrement peu développées au niveau auquel nous voudrions voir parvenir l'économie générale. Nous estimons en effet — et je tiens à le dire à propos de ce passage sur les questions de politique de concurrence — qu'à elle seule la libre concurrence ne peut pas mettre de l'ordre dans ces affaires. Il me semble en effet que la logique nous oblige à admettre que, si nous comptons de ces régions insuffisamment développées en Italie, en France et à la frontière orientale de la république fédérale d'Allemagne, il faut y voir l'effet de la libre concurrence; si l'industrie n'a pas été s'établir dans ces régions c'est tout simplement parce que les conditions n'y étaient pas favorables.

Si nous voulons parvenir dans ce domaine à une politique structurelle efficace et raisonnable, ce qui serait pourtant nécessaire pour l'Europe, nous ne pouvons pas nous en remettre en cela au libre jeu des forces en présence ou à cette économie concurrentielle en vérité assez mystérieuse; nous pouvons d'autant moins le faire que nous savons qu'il n'y a de concurrence effective, de concurrence véritable, plus que dans des secteurs industriels relativement peu nombreux. Songez donc, je vous en prie, aussi à ce que je vous ai dit tout à l'heure, à savoir que nous sommes en présence d'une économie concurrentielle dirigée par les grands chefs du monde de l'économie et qu'il nous faut, me semble-t-il, prendre soigneusement garde de ne pas nous laisser aiguiller sur une fausse voie par les oligopolistes et les grands entrepreneurs de la petite Europe.

A cet égard, il convient de mettre avant tout en relief la revendication du groupe socialiste. Assurément, nous nous félicitons de ce que la concurrence doive fonctionner sans restriction

là où elle peut effectivement fonctionner et nous sommes disposés à appuyer pareille concurrence; mais cela ne nous empêchera pas de faire remarquer que dans tous les autres secteurs le contrôle public est l'élément décisif, et qu'il l'est partout où une puissance économique s'est déjà constituée et où nous sommes en droit de dire que l'entreprise privée s'efforce de tourner les objectifs véritables du traité.

Dans le domaine de la politique régionale — et c'est un point sur lequel il faut que nous soyons parfaitement au clair — on ne peut pas s'en tirer par les simples règles de la politique de concurrence. Je connais les difficultés auxquelles se heurtent les membres de la Commission. Ils ne veulent pas parler d'un plan, pour ne pas mettre en colère quelques grands manitous. Ils veulent éviter davantage encore de prononcer le mot « dirigisme ». Ils cherchent désespérément un concept nouveau pour une vieille exigence, parfaitement logique et que j'énoncerais comme suit, car je ne trouve pas de mot nouveau : il faut modeler et développer rationnellement cette Europe et conformément à un plan.

Si nous créons un marché commun et si nous voulons qu'au bout de quinze ans les six pays soient réunis en une union douanière, il faut que nous ayons réussi, d'ici-là, à supprimer les inégalités sociales que nous avons encore actuellement; or, nous ne pouvons le faire qu'en procédant selon un plan et systématiquement.

De ce que M. von der Groeben a dit à Ratisbonne, je conclus non seulement que la Commission de la C.E.E. connaît exactement ces points faibles, ces points de moindre résistance dans l'Europe des Six; j'en conclus aussi qu'elle se donne la peine, sans craindre le grand travail qu'il lui en coûtera, de rechercher ce que l'on peut faire dans les régions en question pour y relever le niveau de vie et les adapter à la situation générale.

Enfin, dans l'étude des nombreux documents qui s'accumulent chez moi, je me suis occupé encore de l'exposé que M. André Marchal, professeur à la faculté de droit de l'université de Paris a fait sur les ententes et concentrations dans le marché commun lors d'une réunion d'étude à Caen. Il est arrivé à

une conclusion que je trouve remarquable et que l'Assemblée parlementaire devrait connaître. La Commission de la C.E.E. sait naturellement de quoi il s'agit, puisque le texte en question figure dans une de ses publications et que je suis bien certain que les membres de la Commission européenne se donnent la peine de lire leurs propres excellents documents.

Le professeur Marchal, qui a fourni à la discussion cette contribution si instructive, est parvenu à la conclusion finale que voici :

« A une conception statique et — disons le mot — régressive de la concurrence soi-disant sans entraves entre multiples unités individuelles de force soi-disant égale, il faut substituer une conception dynamique et réaliste : celle de la croissance économique harmonieuse et du progrès social engendrés par une concurrence collective surveillée et orientée par les responsables de la politique commune. »

En parlant des « responsables de la politique commune », il entend certainement la Communauté économique européenne. Or, notre Assemblée parlementaire est à tout le moins le contrôleur de cette politique.

Je crois qu'il n'est pas mauvais de faire remarquer qu'en l'occurrence un document de discussion essentiel a clarifié un des points les plus importants; en effet, on nous donne à entendre qu'il ne faudrait pas tant parler de la notion de concurrence dans le sens du libéralisme — car celle-ci n'existe pas en réalité mais qu'on ferait mieux de s'efforcer de parvenir à des formes nouvelles. C'est là une exigence que nous formulons, nous autres socialistes, depuis des années déjà. Vous vous en souviendrez si vous songez aux nombreuses discussions auxquelles nous nous sommes livrés à l'Assemblée commune de la C.E.C.A. sur le problème du contrôle public, un problème sur lequel nous avons longuement réfléchi. Nous sommes évidemment reconnaissants à ceux qui, venant d'un tout autre bord, appuient nos conceptions ou les complètent.

Tels sont essentiellement les points sur lesquels je désirerais m'attarder et dont j'avais à vous entretenir au nom du groupe socialiste.

Il me sera toutefois permis d'attirer votre attention sur autre chose encore. Le président

de notre commission ne s'est pas borné à parler de la collaboration entre l'Assemblée parlementaire et la Commission de la C.E.E.; il s'est aussi demandé dans quelle mesure la Commission de la C.E.E. peut travailler fructueusement en s'appuyant sur des comités d'experts. Les experts nationaux ont en général coutume — et il ne peut y avoir aucun doute à ce sujet — de se rendre aux entretiens de cette sorte en ayant en poche une « feuille de route » fixée par leurs gouvernements. Très souvent, il sera impossible de convaincre tel ou tel expert de ce que l'avis de l'expert d'un autre pays est meilleur ou plus juste que le sien.

Le problème des règles de concurrence au sens des articles 85 et suivants du traité est parmi les plus difficiles. Dans le Bulletin de septembre, que la plupart d'entre nous n'ont certainement pas eu le temps de feuilleter puisqu'il vient seulement de nous être remis, je trouve un passage sur les questions de concurrence et les règles applicables aux entreprises; vous le trouverez aux paragraphes 31 et suivants. Il est dit que la Commission s'est réunie une fois de plus avec les experts gouvernementaux des États membres pour parvenir à plus de précision et que l'on a examiné quelles étaient les caractéristiques essentielles de la position dominante d'une ou de plusieurs entreprises sur le marché commun ou dans une partie substantielle de celui-ci.

Je trouve qu'il est excellent que la Commission de la C.E.E. agisse de la sorte. C'est son devoir de le faire. Je pense toutefois qu'il est très nécessaire, qu'il est indiqué que la Commission communique du moins à la commission parlementaire compétente, sinon à l'Assemblée, ce qu'elle a établi en fait de normes pour la définition de la puissance économique et, par là, en fait de normes pour celle de l'abus de puissance économique.

On nous dit ensuite que ces deux problèmes — l'article 85 et la définition de l'abus de puissance économique — ont été examinés au cours de la quatrième conférence sur les ententes. Quant à l'article 90, son examen, faute de temps, n'a pas pu être abordé.

Plus loin, je trouve une information qui me semble digne d'intérêt. Il s'agit d'une idée que je tiens à défendre ici au nom de mon groupe

politique. Je lis au paragraphe 34 du *Bulletin de la Communauté économique européenne* :

« La Commission a reçu de nouvelles plaintes » — il y en a donc visiblement eu de nombreuses autres auparavant — « portant sur des infractions aux articles 85 et suivants. L'enquête préliminaire sur une entente entre entreprises belges et allemandes a suffisamment progressé pour permettre l'ouverture d'une instruction conformément à l'article 89, § 1, deuxième phrase. »

Je crois que dans l'intérêt de la collaboration de l'Assemblée parlementaire et de la consolidation de la position de la Commission de la C.E.E. il serait bon que l'on renseigne notre commission du marché intérieur, compétente en la matière, sur les cas dont il s'agit. Peut-être ne serait-il pas inutile que la Commission européenne parle à notre commission du marché intérieur de ces plans mentionnés il y a un instant et dans lesquels sont examinées les possibilités théoriques relatives aux cartels; on pourrait ainsi se rendre compte des possibilités de décision qu'a la Commission européenne.

Je vous rappelle — et voici qui va me conduire, Monsieur le Président, au terme de mon intervention — que déjà au mois de janvier nous avons exprimé le vœu que la Commission de la C.E.E. nous communique au plus tôt une liste de tous les cartels, ententes, accords, etc. Je crois qu'il est vraiment indiqué que la Commission fasse ce travail, en quoi elle obéira d'ailleurs aux impératifs de la nécessaire division du travail, car on ne saurait demander à tous les parlementaires de procéder à titre personnel à l'établissement de cet inventaire; ils n'ont d'ailleurs pas les moyens nécessaires ni les possibilités de le faire. A l'époque, nous avions demandé que ce tableau nous soit communiqué et nous espérons le recevoir à bref délai. J'ajouterai ce que j'ai déjà dit en janvier : cette liste n'aura de valeur véritable que si la Commission de la C.E.E. fait connaître son avis, ou donne du moins quelques premières indications, sur la mesure dans laquelle ces cartels, ententes, ou comme vous voudrez les appeler, lui paraissent compatibles avec le traité.

Il en va de même du problème des subventions ainsi que des questions que posent les taxes

intérieures nombreuses qui ont été instaurées. Je renouvelle donc les demandes qui avaient été formulées naguère par la commission et par le groupe socialiste et j'espère que la Commission de la C.E.E. pourra combler nos vœux sans trop tarder.

En notre qualité de socialistes, nous avons le courage — je tiens à le dire très expressément — de signaler les dangers que nous apercevons dans les positions dominantes qui se sont créées sur le marché européen. Nous sommes obligés de les signaler parce que nous voulons une Europe propre. Nous le faisons aussi dans l'intérêt de tous les êtres humains qui attendent de nous une solution de ces problèmes européens. Nous voulons une Europe en laquelle les hommes puissent placer leur espoir, une Europe où ils n'aient pas le sentiment d'être exploités, le sentiment qu'une puissance incontrôlée a corrompu la belle œuvre dont les traités sont le commencement. C'est pourquoi nous adressons à la Commission de la Communauté économique européenne un appel pressant : Veuillez tout particulièrement à ce qui se passe dans ces domaines !

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Smets.

M. Smets. — (N) Monsieur le Président, le groupe socialiste de l'Assemblée m'a demandé de souligner plus particulièrement le fait que la Communauté économique européenne a été instituée aux fins du relèvement incessant du niveau de vie.

Je suis reconnaissant à M. Darras d'avoir insisté, dans la présentation de son rapport, sur cet objectif essentiel qu'est le relèvement progressif du niveau de vie. Dans ce rapport, je trouve deux ou trois passages où cet objectif est indiqué, mais à mon avis on accorde un peu trop d'importance à la « concurrence » ; je préférerais qu'on lui donne le nom de « compétition ».

Je préfère l'expression « compétition » au mot « concurrence » car ce dernier a pris une acception nouvelle, déformée. Par la concurrence, on veut obtenir les plus grands profits possibles, alors que « compétition » signifiait à l'origine : briguer la faveur du client, recher-

cher la possibilité de rendre des services, moyennant rémunération, bien entendu, cette rémunération étant aussi modeste que possible.

Il faut que nous nous gardions d'aller plus avant, à la Communauté économique européenne, dans la direction de la « concurrence ».

Mon ami Kreyssig vient de dire qu'à plus d'un égard le consommateur n'a tiré aucun profit de la réduction des droits de douane, puisque les gouvernements ont remplacé ceux-ci par d'autres taxes. Cependant, je tiens à attirer votre attention sur le fait qu'il n'est aucunement exceptionnel — surtout en Belgique — que le consommateur n'ait tiré aucun avantage de l'abaissement du tarif douanier, même pour les marchandises que les gouvernements n'ont pas grevées d'une autre taxe destinée à neutraliser la réduction des droits de douane et, d'autre part, que les fortes marges de bénéfice qui existent dans plus d'un pays se soient encore élargies.

On pourrait, Monsieur le Président, me répliquer qu'il s'agit là d'une affaire propre à chaque pays, car il est des pays qui, grâce à une législation sur l'établissement, par exemple, ont institué ou cherchent à instituer une réglementation en matière de distribution.

J'attire l'attention de la Commission de la C.E.E. sur le fait que, là encore, une tâche s'offre à elle.

A mon avis, la Commission devrait systématiquement attirer l'attention des gouvernements que cela concerne — je ne dis pas : de tous les gouvernements, car à cet égard les Pays-Bas font figure d'exception louable — sur les effets perturbateurs de pareille situation.

En premier lieu, des marges bénéficiaires trop larges freinent le développement de la production. En second lieu, elles peuvent faire surgir dans certains pays un danger politique qui a son importance non seulement pour les pays en question, mais aussi pour l'Europe entière.

Nous savons que dans beaucoup de pays ce sont précisément les classes moyennes qui décident quel gouvernement va prendre le pouvoir.

Dans certains pays, on pourrait être par trop enclin à veiller tout spécialement à ce

que ces classes ne soient pas affectées dans leurs « intérêts » ou froissées dans leurs conceptions. La conséquence en pourrait être aussi que dans certaines couches de la population un certain courant d'idées se développe qui ne serait pas un avantage pour l'Europe.

Je parle par expérience, pour avoir vu de près les difficultés et les tensions que l'on a pu noter, certaines années, avec et dans le Benelux, lorsqu'un état de crise menaçait de se produire. Je ferai cependant remarquer qu'à mon avis la Commission de la C.E.E. a le devoir de veiller à ce que les mauvaises habitudes qui ont pris pied dans certains pays ne s'étendent pas à d'autres pays.

A cet égard, je pense que la question de la distribution doit retenir tout particulièrement l'attention; la concurrence ne doit pas être aperçue uniquement dans la perspective des producteurs. Il faut que dans ce domaine chacun, et jusqu'au consommateur, observe toutes les règles; notre Communauté économique européenne n'a-t-elle pas été créée précisément dans l'intérêt des consommateurs et aux fins de relever le niveau de vie de toute la population?

Voici mon dernier point. Dans le rapport, il n'est pour ainsi dire pas parlé du régime coopératif. De ce fait, nous avons l'impression que l'on doit tout attendre de la concurrence au sens à mon avis déformé du terme.

Il faudrait davantage se soucier de la « compétition » et lui donner plus d'importance. A ce propos, je rappellerai une déclaration faite, il y a quelques semaines, par le mouvement coopératif international. On a dit que la concurrence au sens, disons, capitaliste du mot n'est pas indispensable au progrès de la Communauté et que l'on peut se contenter de l'émulation.

En même temps, je vous ferai remarquer que, quand on parle de concurrence et de règles de concurrence, il nous faut veiller à ce que l'on songe uniquement à des ententes qui font que les prix s'élèvent trop.

Le danger est, sinon extrême, du moins grand qu'il s'établisse une concurrence à effets destructeurs. Voilà un aspect du problème que nous ne devrions pas non plus négliger. Il est vrai qu'une concurrence destructrice peut

temporairement s'exercer au profit des consommateurs, mais elle peut aussi ébranler ou anéantir des valeurs économiques, ce qui, à la longue, nuira aux consommateurs.

Monsieur le Président, je terminerai en revenant à ce que j'ai dit au début. Dans notre politique, notre politique commerciale notamment, il ne faut à aucun moment perdre de vue le fait que la Communauté économique européenne a été créée en vue du relèvement du niveau de vie des grandes masses populaires.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Deringer.

M. Deringer. — (A) Monsieur le Président Mesdames, Messieurs, je ne veux pas discuter et approfondir des questions concrètes; mon propos est plutôt de relever et de souligner — en quoi je serai aussi pour l'essentiel le porte-parole de mon groupe — quelques constatations générales du rapporteur. A mon tour, je le féliciterai sincèrement de son excellent rapport qui a surtout le mérite, d'être très concret; en effet, les considérations qu'il énonce me paraissent dépasser en importance les problèmes d'ordre pratique.

En premier lieu, je dirai que j'ai également l'impression que, dans son rapport, la Commission de la C.E.E. pose parfois les problèmes avec quelque réserve, et cela précisément dans les cas où il s'agit peut-être de questions de principe et de questions politiques sur lesquelles il nous importerait en tant qu'Assemblée de voir clairement les divergences. A titre d'exemple, je citerai le passage qu'au paragraphe 88 de son rapport la Commission consacre aux monopoles. En somme, elle ne fait que citer très brièvement les dispositions du traité qui s'y rapportent pour déclarer ensuite :

« La Commission européenne a dès à présent demandé à chaque État membre de lui faire connaître son programme d'élargissement des importations pour les produits faisant l'objet d'un monopole. »

C'est pourquoi j'estime que M. le Rapporteur a eu parfaitement raison de dire dans le rapport de la commission : « On peut se demander si, en cette matière, l'exécutif de la C.E.E. ne se

place pas un peu trop longtemps dans une position d'expectative » et de souhaiter que cet exécutif dégage lui-même les principes généraux qui devront régir précisément le problème difficile et délicat des monopoles nationaux présentant un caractère commercial.

Il est un deuxième point sur lequel j'aurais été heureux de recevoir des explications un peu plus concrètes de l'exécutif de la C.E.E., à savoir sur le problème du dumping qui est traité dans les paragraphes 122 et 123. Il s'agit sans doute d'un domaine au sujet duquel il n'est peut-être pas encore possible de dire grand-chose de concret, mais la Commission européenne mentionne qu'elle a déjà entamé l'instruction de plusieurs demandes. C'est pourquoi la commission parlementaire et l'Assemblée auraient certainement intérêt à savoir quels sont les problèmes qui se posent lors de ces procédures sinon même d'être renseignées sur celles-ci.

Pendant la phase initiale d'un développement comme celui de la Communauté économique européenne, il faut certes procéder avec prudence et par tâtonnements en traitant les problèmes délicats. Mais dans son rapport, notre rapporteur a montré que l'on peut pourtant traiter beaucoup de questions d'une manière plus concrète, plus précise, en donnant même des exemples et en nommant les pays dont il s'agit. Pareille manière de procéder contribuerait peut-être très utilement à assurer à la Commission européenne l'appui de l'Assemblée.

A cette première impression, il s'en rattache une seconde que j'ai eue également à la lecture du rapport de la Commission européenne et que le rapport de notre commission parlementaire souligne aussi : la Commission européenne ne semble pas toujours faire assez énergiquement usage des moyens que lui donne le traité et que sur certains points, et peut-être précisément lorsqu'il s'agit de problèmes importants, elle devrait prendre plus résolument l'initiative.

M. le Rapporteur a pris nettement position dans son rapport sur les déclarations que la Commission européenne a faites dans le paragraphe 94 au sujet des renseignements fragmentaires qu'elle a obtenus des États membres sur une question déterminée. Il a également fait mention des monopoles dont j'ai déjà parlé.

C'est pourquoi je ne m'attacherai, à titre d'exemple, qu'aux déclarations figurant dans le rapport de la Commission européenne sur les règles de la concurrence.

L'article 87 du traité déclare en effet que dans un délai de trois ans à compter de l'entrée en vigueur du traité, le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation de l'Assemblée, arrête tous règlements ou directives utiles en vue de l'application des principes figurant aux articles 85 et 86. Or, que dit à ce sujet la Commission européenne dans son rapport? Au paragraphe 110, elle a exprimé le point de vue que le traité lui donne des moyens d'action suffisants pour veiller à l'application uniforme de la politique de la concurrence dans les différents États membres. Au paragraphe 115, elle a déclaré que les articles 85 et 86 sont devenus, du fait de leur ratification, partie intégrante de la législation des États membres. Ainsi il existe déjà, dit-elle, une législation uniforme régissant les ententes. Il n'est donc pas nécessaire, à son avis, d'élaborer une telle législation. Enfin, au paragraphe 119, *in fine*, elle déclare :

« Cette méthode » — c'est-à-dire les échanges de vues avec les experts des gouvernements et l'examen de cas concrets — « permettra de déterminer immédiatement dans quelle mesure il sera nécessaire de faire usage des possibilités offertes par l'article 87. »

Après ces déclarations de la Commission européenne j'estime que notre rapporteur a eu pleinement raison de dire au paragraphe 67 de son rapport : « Dans le domaine des règles de concurrence, aucune réalisation concrète n'a encore été effectuée. »

Permettez-moi, Monsieur le Président, d'ajouter encore quelques remarques que je tiens cependant à faire à titre personnel.

Tant à l'Assemblée qu'à la commission, nous avons déjà souvent parlé de l'incertitude qui règne actuellement quant au droit régissant cette manière. C'est pourquoi je ne veux plus m'y arrêter. Mais je pense que le retard apporté par la Commission européenne à mettre fin elle-même à cette incertitude ne s'explique pas seulement par le fait qu'elle ne voit pas de moyens juridiquement inattaquables qui le lui permettent, mais aussi par le fait qu'elle

ne voit peut-être pas encore nettement comment elle pourra traduire dans la réalité les articles 85 et 86. Je vois là en effet un danger fondamental, un danger que notre collègue M. Kreyssig a déjà signalé, à savoir que les principes très clairs du traité ne soient bousculés par le développement effectif du marché commun. J'estime que les dispositions de l'article 85 sur les ententes et de l'article 86 sur les monopoles sont suffisamment claires pour ne pas donner lieu à des malentendus. Mais nous savons que dans les milieux économiques intéressés, dans la doctrine et en partie aussi dans les sphères gouvernementales les opinions sont très divisées.

M. Kreyssig a examiné à fond cette question. Lorsqu'il est arrivé au milieu environ de son discours, j'avais vraiment l'intention de le féliciter de la force de persuasion avec laquelle il avait défendu les principes de l'économie de marché. Je dois avouer qu'après avoir entendu la fin de son exposé, je ne voudrais plus le féliciter qu'avec certaines réserves.

En effet, la conférence de M. le professeur Marchal aux journées d'études de Caen que M. Kreyssig cite comme une contribution très remarquable, contribution que j'ai entendue moi aussi, ne me paraît pas illustrer la manière dont il conviendrait que nous envisagions l'application de l'article 85. Dans sa conférence, M. Marchal parle tout d'abord de la distinction, en réalité déjà dépassée, entre les ententes dites heureuses et les ententes dites fâcheuses. Au cours de son exposé, il recommande de faire des ententes un facteur important du développement de l'Europe.

Il dit bien pour finir que cette collaboration doit s'exercer sous la surveillance d'une commission européenne de planification — c'est ainsi que je crois pouvoir résumer sa pensée. Mais je ne pense pas que, même entendue de la sorte, cette solution réponde aux dispositions des articles 85 et 86. Le principe de la concurrence collective, tel que je l'ai compris d'après les explications de M. Kreyssig, n'est pas le principe énoncé à l'article 85.

A ce propos, je voudrais vous mettre en garde contre l'impression qui s'est peut-être dégagée des déclarations de M. Kreyssig, à savoir que la République fédérale serait un eldorado pour

les ententes et les monopoles. Je connais très bien la législation de la République fédérale et des autres États membres du Marché commun ainsi que celle des États-Unis; de plus, je suis un peu renseigné sur la manière dont les choses se passent dans la réalité, et cela aussi aux États-Unis. Je crois qu'il en va ici comme de beaucoup de choses humaines : il y a naturellement un écart entre les objectifs visés et la réalité.

Cela est vrai même pour les États-Unis, où un parlementaire américain m'a dit il y a un an à l'occasion d'une conférence : « Avons-nous réussi en soixante ans à appliquer, ne fût-ce que dans une certaine mesure, les principes des *Sherman-Acts*? Je l'ignore. »

Si donc on veut formuler un jugement, on ne peut le faire que d'après l'objectif que se sont assigné les lois des États dont il s'agit. Dès lors, on peut certainement dire qu'en comparaison des autres États membres de notre Communauté la République fédérale possède en cette matière une législation vraiment très développée et tient compte de toutes les objections et de tous les problèmes d'espèce. En tout cas, Messieurs les Membres du groupe socialiste, je sais que dans d'autres États membres beaucoup de milieux de l'économie sont heureux de ne pas avoir cette législation !

C'est pourquoi je désire prévenir l'impression que la République fédérale serait un eldorado pour les ententes et les monopoles, bien que, personnellement et en principe, je sois partisan de la libre concurrence telle qu'elle est définie à l'article 85.

Je sais — et je reviens ainsi aux remarques que j'ai à faire sur le rapport de la Commission européenne — que ce sujet est extrêmement compliqué et qu'il est malaisé de se faire rapidement une conception très claire et surtout de préparer des dispositions nettes. Mais je serais très heureux également qu'en cette matière la Commission européenne fasse un pas de plus au cours de l'année prochaine, et cela non seulement en raison de l'incertitude qui règne quant au droit, mais avant tout aussi pour que l'article 85 ne soit pas bousculé par l'évolution ou, comme M. Kreyssig l'a dit, qu'il ne soit pas tourné.

En tout cas, les mesures sur lesquelles j'ai déjà une fois insisté par le passé doivent être

prises parallèlement, tant pour les ententes et les monopoles privés que pour les monopoles nationaux. C'est pourquoi je suis heureux que M. le Rapporteur, qui est membre du groupe socialiste, ait expressément dit dans son rapport :

« En procédant autrement, des discriminations pourraient, de nouveau, apparaître. Tel serait le cas si, par exemple, on se proposait d'abord de régler les problèmes des cartels et ensuite, seulement ceux ayant trait aux monopoles nationaux. Dans tel pays, l'économie est dominée par le secteur privé; dans tel autre, les monopoles nationaux exercent une plus grande influence. »

Contrairement à ce que j'ai pu dire en formulant mes deux premières observations, à la lecture du rapport de la Commission européenne j'ai maintenant en revanche l'impression que celui-ci fait un exposé très détaillé des questions techniques.

Je me bornerai à citer deux exemples : d'une part, ce que le rapport dit au paragraphe 82 c au sujet du calcul des contingents et, d'autre part, ce qu'il dit aux paragraphes 95 et suivants à propos du certificat de circulation. Ces prescriptions sont naturellement une condition préalable indispensable et essentielle du fonctionnement du Marché commun. Il est donc très heureux que la Commission européenne ait pu résoudre rapidement et sans anicroche des questions dont certaines présentent de grandes difficultés d'ordre technique, auxquelles s'ajoutent encore toutes les difficultés, qui surgissent au cours des négociations avec les États membres.

Mais je crains que tout ce qui est maintenant communiqué au sujet de la Communauté économique européenne ne donne parfois naissance, en particulier dans l'opinion publique, à l'impression que le marché commun est une machinerie où les spécialistes se disputent sur des questions spéciales et recourent peut-être à toutes les subtilités imaginables pour décharger un peu leur pays des conséquences du traité et, en particulier des graves conséquences politiques.

Monsieur le Président, je me permettrai de faire ici une digression. En notre qualité

d'Assemblée parlementaire européenne nous ne sommes pas une assemblée législative au sens où on l'entend pour les parlements nationaux. En général, on déplore que nos pouvoirs soient limités. Mais parfois je suis très heureux que nous ne soyons pas une assemblée législative chargée d'élaborer les lois, car alors nous risquerions probablement de nous attacher comme ces parlements à toutes les questions techniques particulières qui peuvent, le cas échéant, offusquer un peu les objectifs politiques.

Voilà qui me paraît très important, car hors de l'Assemblée, devant nos électeurs, devant nos peuples, nous devons défendre l'objectif politique de l'union de l'Europe. Or, j'ai souvent eu l'impression — je ne sais pas, mes chers collègues, comment il en va pour vous — que les gens se demandent si l'Europe n'est pas en train d'étouffer sous la paperasse. C'est du moins une expression que j'ai trouvée sous la plume d'un grand journaliste allemand.

Je crois donc qu'il importe beaucoup de montrer aux peuples — et c'est ce que je demande à la Commission de faire — qu'à côté de ces questions techniques et juridiques dont il est nécessaire de s'occuper, nous faisons quand même quelque chose pour les peuples. A cet effet, il serait très heureux, par exemple, que l'on s'efforce d'atteindre quelques résultats concrets, ce qu'un de nos collègues a appelé hier des « petits poissons », et de les mettre ensuite en valeur par des moyens publicitaires pour dire au public : « Un résultat concret a été atteint, un résultat qui est utile pour vous aussi. »

A cette question se rattache celle que le président de notre commission, M. Illerhaus, a abordée il y a un instant. Ne peut-on pas accélérer dans certains secteurs le développement du marché commun? Douze ans, c'est certainement très peu de chose dans le cadre de l'histoire. Pour qui les vit, et avant tout pour ceux qui attendent, ce qui en sortira pour eux en leur qualité de consommateurs, douze ans c'est très long. Voilà pourquoi je prie la Commission européenne de renseigner à l'occasion, par ses services d'information et sous une forme aussi saisissante que possible, le consommateur sur les résultats concrets qui ont été atteints.

A ce propos, j'aborderai une question qui sort peut-être du cercle de la compétence de notre commission parce qu'elle est plutôt d'ordre politique; elle m'intéresse cependant beaucoup; c'est la question de l'activité de la Commission européenne en face du grand public. Au paragraphe 19 du rapport il est dit brièvement : « Le service commun de presse et d'information est actuellement en voie d'organisation. Un accord sur l'articulation de ce service devrait intervenir prochainement. »

Le rapport date du mois de mars de cette année. Je suppose donc qu'entre temps quelques progrès ont été faits à cet égard. C'est pourquoi je serais reconnaissant à M. von der Groeben, au cas où la question relèverait de sa compétence, de me faire savoir tout à l'heure où on en est maintenant quant à l'organisation des services communs d'information. Qu'a-t-on déjà fait? Quelles sont les mesures qui ont été décidées? Avant tout, quelles sont les directives politiques qui ont été adoptées d'un commun accord par les trois exécutifs pour l'activité du service commun d'information? Ce point me paraît très important parce que les exécutifs, quelle que puisse être la valeur pratique de leur travail dans les cas particuliers, dépendent malgré tout à la longue du soutien politique de l'opinion publique.

Du moment qu'en faisant cette remarque j'ai déjà quitté un peu la sphère de compétence de notre commission, il me sera peut-être permis de poser encore une dernière question d'ordre purement politique. Nous aimerions recevoir à nouveau des informations sur la coordination des travaux des trois exécutifs.

Alors que je cherchais précisément à me renseigner sur cet aspect des services d'information, j'ai été frappé de constater que, dans les paragraphes 31 à 41 du premier rapport général, la Commission de la C.E.E. consacre plus de sept pages à un exposé très détaillé d'idées pertinentes et fécondes sur la coordination des travaux. Mais dans son deuxième rapport général, nous ne trouvons plus que deux pages d'observations générales qui se terminent par la phrase suivante : « La collaboration s'est développée avec les meilleures résultats. »

Cette constatation, brève et simple, peut être l'énoncé d'un développement positif, elle

peut être un indice favorable. Mais ce que nous aurions précisément intérêt à savoir, c'est dans quelle mesure les échanges de vues se sont poursuivies, non seulement au sujet des questions techniques, du service juridique, du service de traduction, etc., mais avant tout sur les questions politiques. La Commission parle en effet au paragraphe 18 de son rapport général de réunions communes des trois présidents et de réunions plénières communes. Quel est le nombre de ces réunions et dans quelle mesure ont-elles contribué à la coordination politique? Des informations à ce sujet m'intéresseraient; elles intéresseraient certainement aussi maints de nos collègues, et cela non pas parce que nous voudrions compliquer le travail des Commissions européennes, mais parce que — je peux le dire en tout cas pour mon compte — je m'inquiète parfois un peu de la résonance de nos travaux dans l'opinion publique.

Nous savons bien, Mesdames et Messieurs, que parmi les hommes politiques actuellement influents dans les six pays il en est certains qui, pour ce qui est des objectifs politiques, ne partagent pas entièrement les vues des créateurs de la C.E.C.A. et des auteurs des traités de Rome. C'est précisément pourquoi il me paraît nécessaire que nos peuples non seulement se rendent compte du progrès que fait l'idée politique de l'union de l'Europe, mais encore qu'ils l'encouragent.

Pour cela, il faut que nos peuples voient dans ce marché commun pas simplement un mécanisme pour le règlement de questions économiques particulières, mais encore une organisation vivante, dynamique qui poursuit effectivement l'union politique de l'Europe. C'est pourquoi, Mesdames et Messieurs, je me suis permis de sortir des limites de la sphère de compétence de notre commission et d'aborder aussi ces questions d'ordre politique.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Duvieusart.

M. Duvieusart. — Je désire poser deux questions à la Commission, bien que l'une d'entre elles, la plus importante, vienne d'être exposée

par M. Deringer, mais j'étais inscrit avant qu'il n'intervienne.

Nous examinons aujourd'hui les problèmes relatifs à l'ouverture des marchés et au régime de concurrence. En ce qui concerne l'ouverture des marchés, il est agréable de constater que ce qui devait être accompli en vertu du traité a, somme toute, été fait jusqu'à ce jour. Ce n'était évidemment pas grand-chose, cela consistait en une première réduction que l'on a qualifiée de symbolique; mais il est important d'enregistrer qu'aujourd'hui a été demandée, de plusieurs côtés, l'anticipation des étapes futures.

M. Illerhaus a posé cette question, et nous comptons bien qu'il lui sera donné une réponse d'autant plus facile que la question doit être agréable pour tous et qu'elle a été abordée ces jours derniers, notamment par M. Marjolin qui a fait à ce sujet à la presse certaines communications dont nous aimerions voir confirmer ici les perspectives de réalisation.

Il m'apparaît cependant — et c'est là que je voudrais compléter les questions qui ont été posées — que l'anticipation dans l'ouverture du marché suppose la mise au point assez prochaine du tarif extérieur commun. Il est, en effet, difficile d'anticiper les libérations si l'on n'établit pas presque en même temps le tarif extérieur commun, notamment dans son fameux chapitre G.

Je crois donc que la Commission devrait nous dire où en est la mise au point de cet important chapitre du tarif extérieur commun.

La seconde question que je voulais poser se rattache au régime de concurrence auquel tous ceux qui sont intervenus aujourd'hui dans le débat ont fait allusion.

Nous aurons donc certainement une réponse de M. von der Groeben en ce qui concerne l'application de la partie du traité dont il est spécialement responsable. Mais il doit lui être bien difficile de progresser dans l'accomplissement de sa mission sans que son attention soit constamment attirée sur deux des secteurs les plus importants où se réalisent des concentrations et des ententes, je veux parler des secteurs du charbon et de l'acier.

Je sais bien qu'un traité spécial soustrait ces secteurs à l'activité et à la compétence de la

Commission et que le traité de Paris a établi, en ce qui concerne la concurrence dans les secteurs du charbon et de l'acier, des règles spéciales qui ne sont pas celles des articles 85 et suivants. Mais il me paraît de plus en plus — c'est l'objet de ma demande — que les autorités, nos exécutifs, nos commissions — car nous avons plusieurs mots pour les appeler —, sont contraints à la collaboration, et c'est là que je rejoins la demande de M. Deringer.

Je crois, Messieurs, que vous êtes conduits à la collaboration intime dans la plupart des secteurs. Comment allez-vous établir des règles générales de concurrence si vous ne travaillez pas en accord, en collaboration intime avec la division générale de la Haute Autorité qui est spécialement chargée de ces mêmes problèmes pour le charbon et l'acier?

Ne nous répondez pas : les traités sont différents. Il faudra que vous arriviez à appliquer les deux traités dans le cadre d'une politique unique et vous allez vous trouver en présence de ce problème-là avec vos collègues dans tous les secteurs. Nous l'avons déjà rencontré il y a quelques mois en matière de transports. On nous a dit : les traités sont différents. Or, vous avez bien vu que l'Assemblée et les commissions compétentes ont vivement insisté pour obtenir non seulement que vous établissiez des services communs, ce que vous avez déclaré ne pas pouvoir faire, en tout cas ce qui n'a pas été fait, mais une politique commune des transports, car le charbon et l'acier sont les deux matières qui intéressent le plus certains moyens de transport.

En matière de politique énergétique, nous nous apercevons aussi qu'il n'est plus possible d'avoir une politique charbonnière sans examiner en même temps les problèmes du pétrole et de l'énergie nucléaire.

Votre collaboration est-elle étroite? Je dois vous dire que nous ne sommes pas entièrement rassurés à ce point de vue; nous avons l'impression que vous vous heurtez et que vous soulevez de légitimes problèmes de compétence. C'est tout à l'honneur de votre conscience juridique, mais les questions juridiques ne peuvent nuire à la nécessaire coordination.

En dehors des problèmes de compétence et des problèmes juridiques, nous imaginons bien que,

malgré tous vos efforts, vous n'êtes pas entièrement libérés des problèmes personnels de susceptibilité, de dignité. Vous devez évidemment faire respecter dans vos personnes chacune de vos institutions, mais je répète que ce sentiment ne peut pas empêcher la collaboration.

A la Haute Autorité et à la Commission de l'Euratom je voudrais faire une suggestion. Je crois qu'aucun de ces problèmes — je viens d'en citer quatre et certes on peut en trouver d'autres — ne peut être abordé en dehors de leur collaboration. Arrangez-vous comme vous le voulez, mais il faut que vous trouviez des formules de collaboration. S'il y a trois autorités, il ne faut qu'une politique pour toutes ces matières, et comme heureusement il n'y a qu'une Assemblée, c'est elle qui aura l'honneur de vous rappeler la nécessité de l'unité de la politique, sinon vous accentueriez les intentions de revision des traités.

On peut toujours reviser les traités : quelquefois on les améliore, quelquefois on met l'œuvre en péril. Alors, je vous en prie, faites que les revisions soient inutiles. Car vous pouvez, par une collaboration de fait, rendre inutiles bien des sujets de revision.

Si donc vous collaborez, si nous avons la preuve tangible que ce qui nous est dit en matière d'énergie a fait l'objet de vos délibérations jointes, que ce qui nous a été dit en matière de politique commerciale, de politique de transport, de concurrence a fait l'objet de délibérations jointes, vous nous dispenserez d'une revision du traité. Je dirai même plus, vous empêcherez certains d'envisager la suppression de l'une ou l'autre des commissions. Je ne veux faire courir un frisson dans le dos de personne, mais nous savons que, dans les projets de revision, figurent des possibilités de suppression de l'une ou l'autre Commission, de l'une ou l'autre Autorité.

Enlevez l'opportunité de ces pensées plus ou moins homicides à ceux qu'elles agitent actuellement, en assurant votre collaboration et en nous donnant une seule conclusion politique sur les problèmes que vous devez examiner à plusieurs.

Messieurs, que vous soyez astreints à cette difficulté spéciale de devoir examiner de trois côtés différents certains problèmes n'est pas

un sort différent de celui des ministres nationaux. Combien de problèmes nationaux doivent être examinés par les chefs de plusieurs départements !

En conclusion, je demande que soit conduite une seule politique. J'aimerais que, dans leur réponse, les membres de la Commission de la Communauté économique européenne nous montrent que, notamment dans le secteur de la concurrence et peut-être dans d'autres déjà, cette collaboration est en bonne voie.

(*Applaudissements.*)

M. le Président. — Il n'y a plus d'orateur inscrit. Je vais donc donner la parole aux membres de la Commission exécutive qui désirent répondre au rapporteur et aux orateurs qui sont intervenus dans le débat.

La parole est à M. Schaus, membre de la Commission de la Communauté économique européenne.

M. Schaus, *membre de la Commission de la Communauté économique européenne.* — Monsieur le Président, j'ai l'honneur d'intervenir au nom de la Commission, faisant l'intérim de M. Malvestiti, mais je laisserai bien volontiers à mon collègue et ami, M. von der Groeben, le soin de répondre aux questions qui s'adressent plutôt aux services dont il a la responsabilité.

Je tiens tout d'abord à remercier M. le Rapporteur de son travail et à l'en féliciter. M. le Rapporteur nous a dit qu'il avait disposé de fort peu de temps pour rédiger ce rapport, ce qui peut expliquer qu'il nous ait été transmis avec un certain retard ; mais — je tiens à le souligner après tant d'autres orateurs — le contenu et la forme de ce rapport n'ont nullement souffert du temps limité dont a disposé M. Darras à qui je puis rappeler, *mutatis mutandis*, ces vers d'une des comédies de Molière, où à quelqu'un qui dit : « Voyez Messieurs, je n'avais que tant d'heures à le faire », Alceste répond : « Le temps, Monsieur, ne fait rien à l'affaire ! »

Je tiens donc à féliciter M. Darras de ce rapport, qui est très constructif comme toute la discussion qui l'a suivi. Je félicite aussi les orateurs qui y ont participé et je les remercie

de l'esprit de compréhension et de coopération dont ils ont fait preuve.

L'on a évoqué d'abord quelques problèmes généraux concernant notamment les relations entre la Commission et l'Assemblée parlementaire. Votre Assemblée souhaite que cette collaboration soit encore plus active et plus intime à l'avenir. Je crois, Monsieur le Président, que nous sommes tous d'accord à ce sujet; notre Commission a le sentiment qu'elle fait tout son possible pour que ces contacts entre l'Assemblée, ses commissions et notre Commission européenne, s'établissent.

En tout cas, vous avez tous pu constater que, de notre côté, la bonne volonté n'a jamais fait défaut, et si l'on estime que cette collaboration doit être plus active, plus intime, il doit s'agir plutôt d'une question de nuances et de détails. Nous sommes toujours à votre disposition pour être entendus.

Dans cet ordre d'idée, je me permettrai également de répondre à M. Deringer. Il a déclaré que le rapport de notre Commission contient parfois trop de généralités ou seulement des indications de tendances, sans autres précisions. Si tel est le cas, ce n'est pas que nous ayons voulu cacher quoi que ce soit à l'Assemblée et à ses commissions parlementaires. Cela est inhérent au mode de collaboration établi entre nous pour le dépôt et la discussion de notre rapport.

Il y a, comme on l'a relevé tout à l'heure, toujours un décalage de quelques mois entre le dépôt du rapport, dont la rédaction prend déjà du temps, et sa discussion devant votre Parlement. Il est donc fort possible que nous ne soyons pas en mesure de vous donner, à un certain moment, des indications précises sur des questions déterminées. Cependant, vous avez toujours constaté que nous avons fourni tous les éclaircissements nécessaires dans les commissions parlementaires.

Monsieur le Président, puisque, en ce qui concerne la coopération entre les trois exécutifs, nous parlons de coordination et de collaboration, je laisse à mon ami M. von der Groeben le soin de répondre plus en détail. Il ne faut pas seulement voir le côté noir des choses, ou qui paraît tel parce qu'il reste dans l'ombre, mais aussi certains points lumineux. En tout cas,

sans préjuger ce que M. von der Groeben vous dira sur le plan général, je puis notamment assurer M. Duvieusart que, en ce qui concerne les transports, la coopération entre la Haute Autorité et notre Commission européenne fonctionne parfaitement.

Sur le plan général, on a dit également qu'à l'extérieur, les gens ne se rendent pas suffisamment compte de ce qui se passe. Ils croient que nous nous confinons dans un « Papierkrieg », dans un travail limité aux détails techniques, ce qui fait perdre de vue l'idée générale. L'organisation de notre service de presse est évidemment une question très importante, au point de vue technique. M. von den Groeben vous en parlera tout à l'heure.

Cependant, je crois que vous avez parfaitement raison, Mesdames, Messieurs, de souligner que nous ne devons pas donner à l'extérieur l'impression que nous nous bornons à un travail technique, peut-être utile, mais dont on ne sait pas très bien où il peut mener. A travers les petits détails techniques, les gens perdent de vue l'ensemble de ce que nous voulons.

Voilà ce que nous devons toujours rappeler et je suis très heureux que M. Smets l'ait mentionné, dans un sens bien déterminé, il est vrai. Mais, sur le plan général, concernant le but social de notre politique, il est nécessaire que nous ne perdions pas de vue le préambule de notre traité, qui dit que les États, auteurs des traités et les Parlements qui les ont ratifiés, doivent assigner pour but essentiel à leurs efforts l'amélioration constante des conditions de vie et d'emploi de leurs peuples.

Nous devons faire comprendre à l'extérieur — c'est pourquoi les débats de votre Assemblée sont si intéressants et si importants — que tout ce que nous faisons : travail technique et travail de détail, tend vers un but social et un but politique : faire l'Europe.

Monsieur le Président, après ces considérations générales répondant à celles qui ont été émises dans cette Assemblée, je me permettrai de donner des réponses aux plus importantes questions concernant l'ouverture des marchés et le marché intérieur en général, questions posées soit au cours de ce débat, soit dans le rapport de M. Darras.

Je constate avec plaisir, Mesdames, Messieurs, que votre Assemblée, n'est pas pessimiste dans l'appréciation des faits et qu'elle les voit dans une juste perspective. Vous critiquez certaines choses, et à bon droit parfois. Vous faites des suggestions très utiles et nécessaires. Mais, ce faisant, vous ne perdez pas de vue — je vous en félicite et vous remercie de le dire — qu'après tout, l'ouverture du Marché commun s'est faite d'une façon satisfaisante. Nous avons pris un bon départ. Il ne s'agit maintenant que de poursuivre et peut-être même — j'y reviendrai — conviendrait-il d'accélérer le rythme de notre intégration.

Ce que nous avons commencé au point de vue de la démobilitation tarifaire et contingentaire n'était qu'un premier pas, un commencement, mais c'est le début d'un processus irréversible. C'est cela que nous devons souligner et faire comprendre aux intéressés. Ces intéressés, ce sont non seulement tous les consommateurs, mais tous les producteurs et les travailleurs, en un mot, tous les citoyens de nos pays de l'Europe.

J'entre maintenant dans le détail des questions soulevées dans le rapport. Il y a d'abord celle du désarmement douanier. La première réduction des droits de douane a été symbolique, mais il s'agit d'un mécanisme qui a été mis en marche et, d'une façon générale, la mise en œuvre de ces dispositions du traité n'a pas suscité de grandes difficultés, me semble-t-il.

Dans votre rapport, Monsieur Darras, vous nous dites entre autres, si j'ai bien compris, que tant le rapporteur que les membres de cette Assemblée, en apportant certaines précisions, l'ont fait à titre d'exemple, sans vouloir mettre le doigt sur tel ou tel procédé employé dans tel ou tel pays. La question des pâtes à papier a notamment été évoquée. Je voudrais, pour vous rassurer, dire qu'elle est résolue en principe et que le risque de détournement de trafic pouvant résulter de la suppression en France des droits de douane sur les pâtes à papier, est à l'étude et fait l'objet de négociations entre la Commission et le gouvernement intéressé.

Cette première question n'a qu'une importance mineure. Celle de la suppression progressive des taxes d'effet équivalant à des droits

de douane doit retenir davantage notre attention.

A ce sujet, Mesdames, Messieurs, je puis vous assurer, parlant au nom de la Commission, que, dans cette manière s'il y a encore des difficultés, ce n'est pas la bonne volonté des États membres qui a fait défaut. Il faut d'ailleurs souligner que les taxes d'effet équivalant à des droits de douane sont exceptionnelles et qu'en cette matière, il ne faudrait pas généraliser.

Le seul problème vraiment posé et en même temps difficile à résoudre est celui du prélèvement effectué par quelques pays à l'importation de certains produits agricoles, parce qu'il s'agit là d'une mesure touchant les produits en question. Il y a des États, vous le savez, qui justifient les prélèvements faits lors de leurs importations de produits agricoles, par les nécessités d'organisation de leur marché intérieur.

Une autre question soulevée est celle de la taxe de 2 pour 1 000 instituée par un autre pays, en l'occurrence la France. Après avoir examiné cette question, la Commission a estimé cette taxe conforme à notre traité. Elle est, pensons-nous, un peu identique à la taxe de statistique italienne dont la C.E.C.A. a toujours reconnu qu'elle n'était pas une taxe d'effet équivalant à des droits de douane.

M. von der Groeben vous parlera, puisque la question est de son domaine, du remplacement de certains droits de douane par des taxes intérieures.

Au point de vue du désarmement contingentaire, il se présente évidemment des difficultés techniques pour le calcul des nouveaux contingents globaux. Nous devons aussi nous préoccuper de ce que l'on appelle les « clauses d'amélioration », mais ceci n'est également qu'un problème de détail dont il ne faut pas exagérer l'importance.

Il s'agit en outre du problème de l'importation en Allemagne des fruits et légumes. Cette question est très complexe. Tout en restreignant l'importance de ce problème, je puis également vous annoncer qu'à l'heure actuelle, un bon tiers des fruits et légumes a déjà été libéré, tout récemment, par l'Allemagne et qu'un

régime assez libéral est maintenu pour les produits qui sont encore soumis à restriction quantitative, même si ce régime ne semble pas complètement conforme au traité.

Nos efforts tendent évidemment à obtenir une solution durable et conforme à notre traité.

Une question, souvent discutée, touchant au domaine contingentaire, est celle du calcul des contingents globaux par rapport à la production nationale. Il est certain que l'application des règles posées en cette matière par la Commission soulève d'assez nombreuses difficultés. Toutefois, nous croyons pouvoir affirmer que, dans cette matière également, l'application du traité par les États membres a été, dans l'ensemble, homogène. A ce sujet, d'une part, la Commission procède à l'examen des mesures contingentaires pour vérifier l'exactitude des chiffres qui lui sont soumis; d'autre part, nous venons de reprendre l'étude de tous les problèmes d'interprétation qui pouvaient se poser et nos services reprendront contact avec les États membres, dans le courant du mois d'octobre, de façon que le deuxième élargissement de contingent puisse s'effectuer dans une parfaite clarté et d'une manière homogène.

Nous ne rencontrons donc pas de difficultés insurmontables, mais il en subsiste cependant qui seront résolues, nous l'espérons fermement, en collaboration étroite avec les gouvernements intéressés.

La question contingentaire revêt un autre aspect, c'est l'application à l'agriculture des dispositions générales relatives à l'ouverture des marchés. A ce sujet, on nous a félicité d'avoir précisé que les règles générales étaient applicables à l'agriculture, avec les modifications que les dispositions du chapitre agricole peuvent comporter.

Pratiquement, dans le domaine de l'application de ces dispositions à l'agriculture, la question des prix minima se pose en premier lieu. Elle fait évidemment partie de la politique agricole; mais la question des calendriers agricoles lui est intimement liée. En attendant que la politique agricole soit définie — vous serez prochainement saisis des propositions de la Commission, conformément aux dispositions du traité — nous devons enregistrer une amélioration constante dans l'élimination des calen-

driers agricoles. Les États n'invoquent pas un calendrier agricole s'ils n'ont pas de sérieuses raisons de le faire. L'application de l'article 45 peut entraver l'ouverture complète du marché si un État invoque cet article pour passer des contrats à long terme. Mais l'article 45 est là, les États sont en droit de l'appliquer. En tout cas, la Commission veillera à ce que cette application se fasse suivant la lettre et l'esprit du traité.

En ce qui concerne les mesures de fret équivalant à des restrictions quantitatives, la Commission a été l'objet de critiques pour n'avoir pas encore émis des directives, en particulier lorsqu'il s'agit du problème de gestion des contingents. Ce problème n'est pas facile à résoudre, lui non plus; il est même extrêmement difficile, nous avons pu le constater à l'expérience. Mais nous faisons en ce moment un relevé systématique de toutes les mesures d'effet équivalant à des contingents. En réalité beaucoup de ces mesures sont couvertes par l'article 36 et justifiées par des motifs d'ordre public, de santé publique ou de sécurité publique.

Notre Commission s'est également préoccupée de la gestion des contingents. Nous avons été saisis, surtout par la voie de la presse, de certaines récriminations, mais nous n'avons pas reçu de plaintes directes. Nous procédons au contrôle de la situation en ce qui concerne la délivrance des licences par les États membres. Et quant au problème général de la gestion des contingents, il a fait l'objet d'une enquête; les réponses viennent de nous parvenir.

Un autre problème, qui fera l'objet d'un examen plus particulier est celui des critères de répartition des contingents.

On a parlé de l'aménagement des monopoles nationaux présentant un caractère commercial. Notre Commission a en ce moment connaissance, sauf peut-être quelques cas exceptionnels, de l'ensemble des monopoles visés à l'article 37 et certainement de tous ceux qui présentent quelque importance. Nous avons cette liste des monopoles et nous ne voyons aucun empêchement à la communiquer à votre commission parlementaire pour son information.

On a dit : dans cette matière, vous restez trop dans l'expectative, il faudrait prendre plus d'initiatives. Nous sommes entièrement d'accord

à ce sujet et je puis vous assurer que l'intention de la Commission n'est pas de rester dans l'expectative. Cependant, nous devons d'abord préparer notre dossier pour pouvoir le plaider en due forme et en connaissance de cause. Cela étant fait, nous sommes maintenant armés pour entreprendre une action. A cet égard, nous venons de prendre contact avec les gouvernements en leur adressant des lettres accompagnées d'un commentaire du traité et d'un calendrier d'examen des monopoles et nous espérons que ces problèmes, pourront être réglés au début de l'année 1960.

En ce qui concerne la libre pratique et le tarif douanier commun, il a été surtout question de l'établissement de ce tarif.

On a également parlé, tant dans le rapport qu'au cours du présent débat, de cette fameuse liste G. Pour ce qui est du tarif extérieur commun, les travaux sont en très bonne voie et nous espérons fermement — il peut cependant y avoir des imprévus — que, vers la fin du mois de novembre, ce tarif extérieur commun sera établi. A ce moment-là, nous donnerons bien volontiers à votre commission parlementaire tous les renseignements que vous pouvez désirer.

Le reproche nous a été fait tout à l'heure de ne pas vous tenir au courant de l'évolution des travaux de la Commission. Vous comprendrez qu'il est certains travaux techniques pour lesquels il n'est pas nécessaire, voire opportun, que vous soyez tenus au courant de chacune de leurs phases et qu'il faut au contraire attendre que nous ayons atteint un certain stade dans le déroulement de ces travaux avant de pouvoir vous en parler.

Pour la liste G, la question est évidemment plus complexe. L'article 20 du traité définit la procédure à appliquer. Cette procédure est en vigueur mais, comme vous le savez, les positions n'ont pas pu être complètement harmonisées. Les négociations continuent; elles ne sont pas faciles à mener.

Le traité prévoit la procédure à suivre en cas de désaccord. En attendant, nous négocions. On parle de cette question, parfois la presse s'en occupe. J'ai lu un article à ce sujet, il y a quelques jours, dans un journal belge. L'auteur de

cet article, de sa propre initiative ou sur la foi de je ne sais quel renseignement, a cité un certain pourcentage d'accord. Je peux dire seulement qu'il n'est pas possible, au stade actuel, de fixer un pourcentage sur lequel on serait d'accord en ce qui concerne la liste G, parce que certains États acceptent provisoirement telle position à condition que l'ensemble soit acceptable pour eux. La procédure se poursuit et nous espérons, dans la bonne volonté, arriver à un résultat.

On a suggéré également de biffer certains produits sur la liste F pour les inscrire sur la liste G. Ceci compliquerait les choses, et nous pensons que, juridiquement, ce n'est pas possible, puisque la liste F a été fixée, de commun accord, au moment de la rédaction du traité.

Cette possibilité serait offerte par l'article 28, au moment de la revision du tarif extérieur. Mais nous pensons qu'avant de songer à une telle revision, il faut qu'il soit d'abord établi et qu'il ait fonctionné pendant un certain temps; à ce moment-là seulement, on pourra envisager une revision, si la nécessité en est apparue.

Un dernier chapitre, avant que je revienne à une question générale plus importante, concerne le droit d'établissement et la libre circulation des services. Il serait oiseux, en ce moment, de s'étendre longuement sur ce problème puisque, avant la fin de cette année, comme le traité le prescrit, la Commission européenne devra soumettre un plan d'ensemble en cette matière. Je crois que nous perdriions notre temps en entrant dans des observations de détail ou des considérations d'ordre général et je vous prie d'être d'accord avec moi pour discuter cette question lorsque nous vous soumettrons un plan d'ensemble.

Je crois avoir ainsi, dans les grandes lignes, donné les précisions voulues sur la plupart des points qui ont été évoqués, tant dans le rapport que lors du débat verbal.

Une question à laquelle le rapport ne faisait pas allusion a été soulevée par plusieurs orateurs, par M. le Président de la commission, par M. Deringer et M. Duvieusart, et j'ai l'impression qu'elle fait l'objet des préoccupations

d'autres membres de l'Assemblée. La voici : serions-nous en mesure d'accélérer le rythme de notre intégration?

Pour toutes les mesures contingentaires, tarifaires, de libération des services et autres, des délais sont prévus par le traité. Est-il possible d'aller plus vite et d'accélérer le rythme? Un orateur a demandé si la Commission avait une opinion à ce sujet puisque l'un de ses membres éminents, dans une interview, s'est prononcé en ce sens.

La déclaration que M. le président Hallstein fera demain, dans un autre ordre d'idées, traitera également de cette question et vous fera connaître officiellement le point de vue de la Commission. Mais je crois pouvoir affirmer que notre vice-président, qui a donné l'interview dont il s'agit, ne sera pas désavoué par la Commission.

En ce qui concerne l'accélération du rythme de l'intégration, je pense que notre Commission est entièrement favorable à pareille proposition. Mais cette proposition soulève d'abord une question politique : nos six pays sont-ils d'accord pour accepter une telle idée? Je ne veux pas aborder cette question en ce moment, bien qu'elle ait suscité certains échos assez favorables.

Je ne veux pas trancher non plus la question sur le plan juridique; je me bornerai à attirer l'attention sur elle. Il faudra examiner si, à ce point de vue, une possibilité est ouverte, dans quelle mesure et par quelles voies? Accélérer le rythme de notre intégration serait, de l'avis de la Commission, une chose souhaitable, puisque cela renforcerait notre unité.

En matière de désarmement tarifaire, la chose serait juridiquement possible par application de l'article 15 du traité qui permet d'accélérer le rythme du désarmement douanier entre les États et de l'article 24 qui permet également une accélération du rythme pour l'établissement du tarif extérieur commun. Ceci pour les tarifs.

Pour les contingents, c'est l'article 35 du traité qui permet d'accélérer le rythme pour l'élimination des restrictions quantitatives.

Donc, au point de vue tarifaire et contingentaire, une accélération du rythme de l'intégra-

tion serait juridiquement possible et faisable, s'il existe une volonté politique de le faire.

Une autre question, un peu plus compliquée au point de vue juridique, est de savoir si nous pouvons, dans l'ensemble, accélérer le rythme, en abrégant les étapes. Cela est possible puisque l'article 8, 5^o, le prévoit *expressis verbis* s'il y a unanimité des six États.

Si nous abrégions les étapes, l'accélération ne se bornerait pas seulement au domaine tarifaire et contingentaire, mais tout le mécanisme qui est lié aux étapes sera également abrégé. Notre Commission est en train de faire l'inventaire de ces questions, elle a entrepris une étude à ce sujet afin de voir si la chose serait pratiquement réalisable.

Mais il y a un à-côté politique. Le vote au Conseil de ministres est réglé différemment suivant les étapes. Si, au début, l'unanimité est généralement requise, la majorité devient la règle dans les étapes suivantes. Les États seront-ils d'accord pour accélérer également ce rythme?

Si l'on envisage l'abréviation des étapes, il est des questions qui seront à résoudre sur le plan pratique. En effet, dans certains domaines, des étapes sont prévues pour réaliser les buts du traité. L'agriculture est un exemple typique à ce sujet. Pouvons-nous réaliser la politique agricole commune en abrégant les étapes? D'un autre côté, serait-il possible d'abrégier les étapes en général, en exceptant certains domaines — comme l'agriculture, par exemple — de cette accélération du rythme? On peut se demander si le texte de l'article 8, 5^o, permet une telle interprétation.

Je n'ai voulu qu'esquisser ces problèmes concernant l'abréviation des étapes.

Une autre question essentielle se pose lorsqu'on parle de l'abréviation des deuxième et troisième étapes, prévue par l'article 8, 5^o. Il s'agit du passage de la première à la deuxième étape. L'article 8, 3^o, établit à ce sujet une espèce de préalable : certaines conditions doivent être remplies pour passer de la première à la deuxième étape. Au moins, la prolongation de la première étape peut être demandée.

Par conséquent, politiquement du moins, il faudrait d'abord être sûr, au cas où l'on envi-

sagerait d'abréger les étapes futures, que personne d'entre les Six ne demandera la prolongation de la première étape.

Voilà, Mesdames, Messieurs, comment se pose la question de l'abréviation des étapes. Si nous voulons cette accélération du rythme d'intégration, sur le plan politique, nous trouverons certainement un moyen juridique de la faire, puisque, comme je vous l'ai dit, le traité nous en donne certaines possibilités.

(Applaudissements.)

M. le Président. — L'Assemblée voudra sans doute renvoyer la suite du débat à cet après-midi.

(Assentiment)

La séance est suspendue.

(La séance suspendue à 12 h 45, est reprise à 15 h 05.)

M. le Président. — La séance est reprise.

3. — *Excuse*

M. le Président. — M. Lichtenauer s'excuse de ne pouvoir assister à la fin de la session.

4. — *Ouverture des marchés et régime de concurrence (suite)*

M. le Président. — Nous poursuivons la discussion du rapport de M. Darras sur l'ouverture des marchés et le régime de concurrence

La parole est à M. von des Groeben, au nom de la Commission de la Communauté économique européenne.

M. von des Groeben, *membre de la Commission de la Communauté économique européenne.* — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, nombre de questions touchant aux problèmes de la concurrence dont nous devons nous occuper ont été soulevées tant dans l'excellent rapport de M. Darras qu'au cours de la discussion extrêmement intéressante à laquelle ce rapport a donné lieu ce matin.

Je m'efforcerai de répondre aux questions soulevées dans le rapport lui-même ainsi qu'à

celles qui ont été expressément posées ici par MM. les Membres de l'Assemblée. A cette occasion, je ferai aussi quelques communications sur le cours des travaux de la Commission de la C.E.E. depuis la présentation de son dernier rapport.

Tout d'abord, je m'associerai aux paroles élogieuses que M. le président Illerhaus et mon collègue M. Schaus ont eues pour le rapport de M. Darras. Je peux dire que nous avons trouvé dans ce rapport nombre de suggestions et d'indications dont nous nous inspirerons pour nos travaux futurs.

Je ne désire pas m'attacher aujourd'hui à l'examen des problèmes généraux de la politique de concurrence. Je me permets de rappeler qu'à la séance du 7 janvier j'ai exposé au nom de la Commission européenne quelques principes destinés à régir la politique de concurrence. Je constate avec satisfaction que la commission de l'Assemblée a approuvé les principes que j'ai formulés alors et qui sont aussi énoncés dans nos rapports et j'espère que l'Assemblée les approuvera également.

A cette occasion, j'avais divisé l'exposé de notre tâche en cinq points : premièrement, les objectifs de la politique de concurrence, deuxièmement, les problèmes qui découlent des liens existant entre les questions de concurrence, troisièmement, les conditions préalables d'une politique en matière de concurrence, notamment en liaison avec la politique économique générale, quatrièmement, les questions de structure — d'une part, dans le cadre de la politique économique régionale et, d'autre part, en tant qu'elles intéressent les divers secteurs — et enfin, cinquièmement, la question d'un droit uniforme régissant la concurrence et de pratiques uniformes en matière de concurrence.

Je pense que les problèmes relatifs à la concurrence gagneront en importance à mesure que se poursuivra le désarmement douanier et contingentaire sur le marché commun. En effet, cette évolution fait apparaître les disparités qui existent dans nos pays du fait de la diversité des législations et des méthodes administratives.

Ainsi que M. le rapporteur Darras l'a fait remarquer avec raison, il ne saurait s'agir

d'égaliser les conditions locales naturelles; notre tâche peut seulement consister à éliminer les disparités qui, en raison des différences des législations et des pratiques administratives, faussent au départ les conditions pour les industries qui doivent entrer en concurrence. Il est évident que cette tâche devient particulièrement urgente si, comme cela a été le cas ce matin, nous envisageons une réduction de la période transitoire. M. Schaus a déjà parlé en détail des problèmes juridiques que pose cette réduction de la période transitoire et il a aussi annoncé que M. le président Hallstein en parlera dans son discours de demain matin.

A ce propos, je vous signale qu'en cas de réduction de la période transitoire nous devons envisager tous les problèmes dans leurs rapports entre eux. Comme je l'ai dit, nous devons hâter l'application de la politique de concurrence et, par suite, l'établissement de conditions égales en matière de concurrence. Nous devons veiller à une coordination plus grande et plus poussée de la politique économique générale. Il devra naturellement en être ainsi notamment pour la politique de la conjoncture. Enfin, nous devons aussi faire certains progrès dans le secteur des questions monétaires.

Pour clore mes observations sur cette question, j'ajouterai qu'à mon avis le problème de la réduction de la période de transition, avec ses multiples aspects économiques et juridiques, fournira encore souvent à l'Assemblée matière à discussion.

J'en viens maintenant au point qui a été souligné dans plusieurs discours et en particulier dans le rapport de votre commission, à savoir le problème de la collaboration entre celle-ci et les membres de l'exécutif et, par suite aussi, de la collaboration entre l'Assemblée et les exécutifs.

Je remercie M. le président Illerhaus — et avec lui sa commission — d'avoir si aimablement repris les propositions que nous avons faites à la dernière séance de la commission en vue d'améliorer cette collaboration. Je vois là une heureuse prémisse d'une intensification de notre collaboration qui dès maintenant est déjà très satisfaisante.

A propos du problème des ententes, M. Kreysig a signalé quelques questions spéciales et

demandé notamment à la Commission européenne dans quelle mesure il sera possible de faire connaître à la commission parlementaire les listes des cas d'infraction dont nous sommes saisis. Il s'agit d'un problème extrêmement délicat, je tiens à le dire très franchement. Nous n'avons pas encore tranché la question de savoir si les règlements d'application prévus à l'article 87 iront un jour jusqu'à exiger un enregistrement obligatoire ou non. Je vous prie en outre de songer que la collaboration avec les gouvernements qui, en vertu de l'article 88 du traité, statuent, comme vous le savez, encore aujourd'hui en premier ressort sur la question de l'admissibilité d'une entente est naturellement fondée dans une très large mesure sur un échange confidentiel de documents et d'informations.

J'ajouterai encore qu'avant de pouvoir dire s'il s'agit vraiment d'un cas d'entente au sens du traité, il faut procéder à une étude approfondie et à certaines enquêtes. Il serait donc prématuré de décider dès maintenant dans quelle mesure la communication de telles listes est possible.

Mais je me permets de vous rappeler que devant la commission parlementaire j'ai proposé un compromis : la commission serait renseignée davantage que cela n'a été le cas jusqu'ici sur les problèmes matériels qui se posent dans les divers secteurs, tels que nous les voyons du point de vue de la Commission européenne et sur la base de nos contacts avec les gouvernements. Pour que les explications données de la sorte ne soient pas théoriques, nous avons songé à les compléter au moyen d'exemples destinés à mieux faire comprendre le problème général. J'espère que de cette manière nous arriverons aussi à un examen approfondi de questions particulières, dans la mesure où votre commission le souhaite.

J'aborderai maintenant les problèmes qui se posent à propos de la politique en matière d'ententes et de la politique visant à prévenir l'exploitation abusive d'une position dominante sur le marché.

Dans son rapport, M. Darras a commencé par soulever quelques questions juridiques. Je ne peux que répéter ici ce qu'il a dit lui-même, à savoir que la conception de base que la Com-

mission européenne a défendue devant l'Assemblée s'impose progressivement avec une force de plus en plus grande. D'après cette manière de voir, les dispositions du traité ne sont pas de simples directives non obligatoires; ce sont des dispositions légales obligatoires qui s'appliquent dans tous nos États membres.

Le rapport attire une fois de plus l'attention de la Commission européenne sur le fait qu'on n'a pas encore tranché la question de savoir si ces dispositions ne deviennent applicables qu'à la suite de la décision d'une autorité ou si elles sont applicables *ipso jure*.

On a dit qu'il serait bon que la Commission européenne dissipe au plus tôt cette incertitude quant à la situation juridique. Je répondrai que cela nous est extrêmement difficile. Je ne vois pas que le traité nous offre la possibilité de nous adresser directement à la Cour de justice. Il est également douteux que nous puissions proposer au Conseil de ministres l'adoption d'un règlement pour élucider cette situation. En effet, si par la suite la Cour de justice décidait de reconnaître le bien-fondé d'une conception juridique ou d'une autre, un règlement du Conseil de ministres ne pourrait rien y changer non plus. Nous risquerions donc qu'un tel règlement soit désavoué ultérieurement par la Cour de justice.

Il n'y a ici qu'une seule possibilité: il faut qu'un intéressé porte un cas d'espèce, qui a été tranché par une autorité nationale ou par un tribunal national, devant une Cour suprême nationale qui sera alors tenue, en vertu des dispositions du traité, d'en saisir notre Cour de justice commune.

M. Deringer insiste une fois de plus sur la question des règlements d'application prévus à l'article 87 du traité. Il a signalé qu'à son avis il est nécessaire d'entreprendre rapidement l'élaboration de ces règlements, afin qu'avant expiration du premier délai prévu dans le traité on puisse, si possible, déjà en discuter.

Comme vous le savez, nous avons suivi jusqu'ici une procédure très empirique. Je suis parfaitement d'accord avec M. Deringer pour reconnaître que les normes du traité sont claires. Mais dans nombre de cas il faut cependant établir d'une manière plus précise

la situation de fait. C'est précisément ce que, pour le moment, nous nous proposons de faire au cours de nos échanges de vues avec les experts des divers gouvernements. Nous nous efforçons d'arriver à une entente sur certaines questions d'interprétation; ce faisant, nous nous acquittons, à mon avis, de travaux préparatoires absolument nécessaires aussi en vue de la publication ultérieure des dispositions prévues à l'article 87. Je crois donc, d'une part, que ces travaux préparatoires sont nécessaires et, d'autre part, qu'en procédant ainsi nous ne perdons pas de temps.

A ce propos, je dirai tout de suite que nous ne partageons pas entièrement les craintes exprimées dans le rapport de M. Darras: nous ne pensons pas que ces consultations avec les gouvernements à l'échelon des experts puissent, le cas échéant, compromettre l'appréciation correcte de la situation juridique. Les autorités qui sont appelés à statuer en vertu du traité conservent leur entière liberté de décision. La responsabilité d'une décision incombe à l'organe qui, au sens du traité, doit en l'occurrence prendre la décision. Il en va ainsi pour les gouvernements en ce qui concerne l'article 88 aussi bien que pour la Commission en ce qui concerne l'article 89.

Le rapport de votre commission a attiré l'attention de la Commission européenne sur le fait qu'au moment de la présentation du rapport général de celle-ci la situation juridique n'était pas encore uniforme dans nos six États membres en ce qui concerne l'application des dispositions des articles 85 et 86. J'ai aussi fait rapport à ce sujet à la session de janvier et je désire aujourd'hui informer l'Assemblée des progrès qui ont été faits depuis lors.

Le gouvernement belge a déposé au parlement belge un projet de loi relatif à ces questions. De l'avis de la Commission européenne, ce projet de loi est d'une manière générale propre à créer les conditions préalables nécessaires pour l'application des dispositions du traité en Belgique.

Le gouvernement italien m'a officiellement informé qu'il se propose de suivre deux voies. D'une part, sur la base d'une autorisation qu'il s'est fait donner lors de la ratification du traité, il veut publier une ordonnance réglant tous

les problèmes relatifs à l'application des articles 85 et 86, ce qui mettra le gouvernement italien ou les autorités désignées dans l'ordonnance à même d'appliquer le traité.

En second lieu, le gouvernement italien a l'intention de déposer un projet de loi générale — et non pas une ordonnance — concernant tous les problèmes généraux que pose la concurrence, projet semblable à celui qu'a présenté le gouvernement belge. D'après les informations que j'ai reçues, le gouvernement italien entend procéder simultanément au dépôt de ce projet de loi générale et à la publication de l'ordonnance qui règle notre problème particulier. Sur la base de mes renseignements, il me paraît probable que cette procédure pourra être mise en marche encore cette année, si bien que l'Italie pourra également créer au cours de cette année les conditions requises en vue de l'application des articles 85 et 86.

Je suis en relations constantes avec le gouvernement luxembourgeois, mais à l'heure qu'il est je ne suis pas encore en mesure de donner des informations précises sur l'état de la procédure au Luxembourg.

Tous ces développements que je viens d'exposer constituent bien les conditions préalables d'une politique efficace telle que M. Kreyssig notamment l'a réclamée avec tant d'insistance ce matin.

A ce propos, je vous renvoie de nouveau aux explications que j'ai données à l'Assemblée le 7 janvier dernier et je dirai que j'approuve pleinement ce que M. Verloren van Themaat a dit dans la conférence mentionnée par M. Kreyssig.

Le problème des associations, c'est-à-dire des groupements qui, en eux-mêmes, n'ont pas avant tout un objectif spécial, mais visent plutôt l'union de leurs membres, revêt naturellement une importance particulière. Nous nous félicitons de la constitution d'associations à l'échelon de notre Communauté. Il faudra cependant toujours examiner dans quelle mesure elles poursuivent des objectifs qui, aux termes du traité, ne sont pas admissibles.

En ce qui concerne la concentration de la puissance économique, nos pouvoirs sont limités aux cas d'exploitation abusive d'une position

dominante sur le marché. Nous ne pouvons pas intervenir dans les mouvements de concentration comme tels. Il ne m'est pas possible de dire dès maintenant dans quelle mesure les six États membres pourront un jour collaborer en ce domaine.

Dans cet ordre d'idées, je dirai un mot de la politique économique régionale. M. Kreyssig a bien voulu citer des remarques que j'ai formulées dans une conférence faite à Ratisbonne. La Commission européenne n'a évidemment pas encore élaboré des principes détaillés pour une politique économique régionale ni des propositions destinées aux gouvernements en vue d'une telle politique. Mais je peux dire que dans ma conférence je m'en suis tenu aux grandes lignes des conclusions découlant pour moi des discussions de la Commission européenne elle-même. Vous pouvez donc être certains que la Commission tout entière comprend fort bien cette question et désire intervenir aussi à cet égard.

Je parlerai maintenant brièvement des questions de dumping qui ont été abordées dans le rapport. Pour ses travaux, la Commission européenne part de la définition donnée par le G.A.T.T. Au cours de notre activité quotidienne, nous devons traiter les questions de dumping d'une manière tout à fait empirique et très pratique et nous verrons alors si nous réussissons à aller plus loin que le G.A.T.T. et à ajouter une nouvelle notion à la définition donnée par celui-ci.

La définition précise du dumping est, comme vous le savez, un des problèmes juridiques et économiques les plus difficiles. C'est pourquoi les signataires du traité n'ont pas encore trouvé cette définition. Nous espérons cependant pouvoir publier encore au cours de cette année les dispositions requises pour l'application du paragraphe 2 de l'article relatif au dumping.

Je ferai une remarque générale au sujet du rapprochement des législations. L'activité dans ce secteur comporte des tâches à très longue échéance. Il faut procéder à beaucoup d'études, à beaucoup de travaux préparatoires. Nous avons dû nous mettre tout d'abord en rapport avec les services des États membres et les autres institutions qui ont effectué des travaux préparatoires très utiles et très poussés

en ce domaine, afin d'obtenir une vue d'ensemble des travaux préparatoires qui ont déjà été faits.

Le traité lui-même n'est pas particulièrement précis sur la question du rapprochement des législations. Il contient des dispositions-cadre rédigées en des termes assez larges. L'article 100 ne concerne que les directives qui visent l'établissement et le fonctionnement du marché commun; en revanche, l'article 101 prend comme critère la distorsion résultant de la disparité des conditions de concurrence. La tâche de la Commission européenne consiste donc à choisir dans ce domaine, vu les moyens limités dont elle dispose, parmi les nombreux problèmes, ceux dont l'étude s'impose en premier lieu.

Je peux dire que la Commission européenne a déjà pris des décisions à ce sujet. Nous avons prévu, de concert avec les États membres, d'étudier les possibilités du rapprochement des dispositions législatives concernant la protection de la propriété industrielle, les brevets d'invention, les modèles déposés, techniques ou esthétiques, et les marques de commerce. La première conférence aura encore lieu à la fin d'octobre et nous verrons alors jusqu'où on veut aller quant au rapprochement des législations en ce domaine. J'estime que les études que nous avons faites jusqu'ici montrent que l'intérêt du marché commun veut que l'on fasse quelque chose dans ce domaine, qu'il est possible de faire quelque chose et qu'il est même désirable que l'on aille aussi loin que possible dans la voie de l'unification.

Nous nous sommes occupés ensuite spécialement de l'unification des dispositions des six États membres qui peuvent avoir une incidence sur le commerce au delà des frontières. Ces questions ont déjà été discutées à fond à l'Assemblée et dans les commissions. Il s'agit en particulier des dispositions concernant les denrées alimentaires, le contrôle vétérinaire et les produits sanitaires. Ce sont là les secteurs que pour des raisons d'urgence, nous avons retenus en premier lieu. Nous nous occupons en outre de la question du rapprochement des dispositions législatives régissant la vente et l'exécution des jugements ainsi que d'un certain nombre d'autres questions moins frappantes.

En ce qui concerne les aides, nous avons également fait un grand pas. Nous nous sommes occupés d'un certain nombre de cas d'espèce qui avaient été portés devant la Commission européenne; en outre, nous avons entamé la procédure prévue par l'article 93, paragraphe 1. En conséquence, nous examinons, de concert avec les États membres, les systèmes d'aides qui existent sur leurs territoires. En effet, dans ce cas aussi on peut naturellement parler d'interdépendance.

Pour pouvoir se rendre compte et juger de la mesure dans laquelle les aides sont de nature à fausser la concurrence et à compromettre le commerce entre les États membres, il est indispensable d'avoir une vue d'ensemble de la situation. Quelques gouvernements nous ont déjà fait parvenir des informations. D'autres sont encore en retard. D'après ce qui m'a été dit à l'administration, on espère cependant que ces informations nous parviendront encore au cours de ce mois ou le mois prochain. La Commission pourra alors procéder à un premier examen.

Au cours des dernières réunions, on a de nouveau, et de divers côtés, beaucoup insisté sur le problème du rapprochement des législations fiscales. A cet égard aussi, je vous dirai tout d'abord ce que nous avons fait ces derniers six mois.

Nous avons convoqué une réunion des fonctionnaires directeurs des six ministères des finances pour discuter avec eux trois groupes de questions: premièrement l'harmonisation des systèmes fiscaux, et en particulier des systèmes d'impôts indirects; deuxièmement, les questions que fait surgir l'application pratique des articles 95, 96 et 97 — ces dispositions concernent les ristournes et les taxes de compensation à l'exportation et à l'importation — et, troisièmement, le problème qui a toujours intéressé tout particulièrement l'Assemblée, je veux dire le remplacement des droits de douane à caractère fiscal par des taxes intérieures.

Cet échange de vues, extrêmement utile, s'est déroulé dans un excellent esprit de collaboration. En discutant le problème général de l'harmonisation dans ses grandes lignes, nous nous sommes attachés principalement à la recherche des moyens permettant d'éviter ou d'éliminer, dans le marché commun, des

facteurs qui faussent la concurrence. Nous pouvons sans doute faire une première constatation. En cas de maintien des systèmes actuellement en vigueur dans nos six États membres, il sera très difficile d'établir une réglementation qui n'influe pas sur la concurrence. Cela s'explique notamment par l'application des systèmes de la taxe cumulative sur le chiffre d'affaires qui appelle un remboursement forfaitaire dont il est évidemment impossible qu'il réponde exactement à la réalité.

Une commission composée de hauts fonctionnaires des États membres et placé sous notre présidence a été instituée pour l'examen de l'harmonisation générale des législations fiscales. Pour la première réunion de travail de cette commission, nous avons préparé un document de travail qui expose brièvement les possibilités de parvenir à une harmonisation et la nécessité de celle-ci pour le marché commun. J'espère que cette réunion pourra avoir lieu encore en octobre. Vu les projets qui sont actuellement en discussion dans quelques-uns de nos États membres, il est très désirable que ces travaux soient accélérés.

Aux fins de l'application des articles 95 à 97, nous étudions actuellement sur la base de la documentation que les États membres ont bien voulu nous adresser la question du règlement des ristournes afin de garantir dans la mesure du possible la neutralité de la concurrence.

En ce qui concerne le remplacement des droits de douane à caractère fiscal par des taxes intérieures, nous nous trouvons, du point de vue juridique, dans une situation un peu moins favorable. L'Assemblée ne l'ignore pas. Nous avons attiré l'attention des experts sur les inconvénients d'ordre psychologique que, dans certains États membres, la pratique suivie jusqu'ici a entraînés. Malgré une certaine réserve, compréhensible chez des spécialistes des questions fiscales, ceux-ci ont néanmoins fait preuve de bonne volonté et ont discuté à fond ces questions avec nous. Nous avons également annoncé notre intention de prier les États membres de ne faire usage qu'en cas de nécessité absolue des possibilités prévues ou admises par le traité.

Une heureuse coïncidence a fait que, peu après nos entretiens avec les experts, les minis-

tres des finances des six États membres aient tenu une réunion à laquelle mon collègue M. Marjolin et moi-même avons été invités. Vous aurez trouvé des renseignements à ce sujet dans la presse. Nous avons saisi cette occasion pour discuter également avec ces ministres les questions dont je viens de parler. Il apparut nettement que les ministres des finances ont parfaitement bien saisi l'importance de ce problème et qu'ils sont prêts à soutenir sur le plan politique les efforts des experts. Cette action combinée sur le plan politique et sur le plan technique nous permet d'espérer des progrès en cette matière difficile.

J'ai déjà parlé précédemment des enquêtes sur les structures économiques. J'ai dit que nous nous proposons d'entreprendre des enquêtes sur les structures dans certains secteurs de l'économie. Nous l'avons fait entre temps. Nous avons constitué pour des secteurs déterminés des groupes de travail qui réunissent tout d'abord chez nous la documentation nécessaire. Lorsque ce travail aura permis d'aboutir à certaines conclusions, nous devrons discuter celles-ci avec des experts afin que nos travaux ne demeurent pas sur le plan théorique, mais qu'ils aboutissent aussi à des résultats utilisables sur le plan pratique.

Je passerai maintenant à quelques questions qui ont été posées et qui sortent un peu du cadre général du problème de la concurrence.

M. Kreyssig a cité à diverses reprises des observations faites dans des écrits et des discours de membres ou de fonctionnaires de la Commission européenne. Je peux dire qu'il est naturellement d'usage chez nous que quiconque appartient à l'organisation du marché commun s'en tienne dans de tels écrits et discours aux principes généraux arrêtés par la Commission, mais que pour les détails, c'est naturellement sous sa propre responsabilité qu'il les donne.

J'ai déjà pris position sur les déclarations de M. Verloren van Themaat. Il va de soi que je maintiens ce que j'ai déclaré moi-même. Mais je veux encore dire un mot à propos de la publication de M. le professeur Marchal. En comparant cette publication avec les déclarations que j'ai faites le 7 janvier devant l'Assemblée, vous constaterez que nos opinions ne concordent pas parfaitement. Je vous prie d'en

conclure que pour de tels écrits ou publications la Commission européenne fait preuve de largeur d'esprit et admet aussi l'expression d'autres opinions, soucieuse qu'elle est de permettre une discussion réellement féconde.

M. Deringer et M. Duvieusart se sont attachés en particulier à la question de la collaboration entre les trois exécutifs. Je saisis avec plaisir cette occasion pour en dire quelques mots. Les trois exécutifs se réunissent régulièrement chaque mois et cela à des échelons différents. En premier lieu, il y a une réunion des présidents; en second lieu, il y a une réunion plénière des commissions à laquelle toutes les questions intéressantes sont discutées; et enfin il y a un certain nombre de groupes de travail inter-exécutifs qui se réunissent également ce jour-là pour discuter des problèmes spéciaux. Il y a un groupe de travail inter-exécutifs pour les questions administratives et budgétaires des services communs, c'est-à-dire le service de presse et d'information, le service statistique et le service juridique. En outre, il y a pour chacun de ces services communs des groupes de travail techniques qui s'occupent des problèmes techniques spéciaux, par exemple de questions statistiques ou juridiques. Le groupe de travail inter-exécutifs général doit veiller à ce que des principes uniformes en matière administrative et budgétaire soient appliqués aux services communs.

De plus, il y a des groupes de travail techniques pour les domaines dans lesquels il n'y a pas de services communs à l'échelon des administrations. Je m'abstiendrai de faire une énumération complète et me bornerai à citer les groupes de travail techniques pour les relations extérieures, les affaires sociales, les transports et le groupe de travail inter-exécutifs de l'énergie sur lequel je reviendrai encore tout à l'heure plus particulièrement.

Pour la concurrence et le rapprochement des législations fiscales, nous n'avons pas encore créé de groupe de travail inter-exécutifs à l'échelon des membres de la Haute Autorité et des deux Commissions européennes. Mais nous avons établi une collaboration très étroite entre les administrations. Des fonctionnaires de la Haute Autorité ainsi que des fonctionnaires de l'Euratom — dans la mesure où l'objet des discussions rentre dans le cadre

de leurs attributions — prennent part à nos échanges de vues sur les ententes et sur les questions fiscales.

Nous avons décidé notamment — je peux encore l'ajouter — qu'en matière de brevets, il s'est établi une collaboration très étroite entre la C.E.F. et l'Euratom.

Le groupe de travail pour l'énergie a ceci de caractéristique qu'il ne compte pas un membre unique de chacun des trois exécutifs, mais que deux membres de chacune des Commissions et trois membres de la Haute Autorité prennent part à ses travaux.

Le groupe de travail inter-exécutifs pour l'énergie a commencé ses travaux et il les poursuivra au gré de l'urgence de ce problème. Il s'appuie à cet effet sur une documentation élaborée par les services de la Haute Autorité, d'entente avec notre administration. Là encore, on constate une excellente collaboration. A cet égard, je vous renvoie au protocole spécial du Conseil de ministres aux termes duquel les travaux dans ce domaine se font sous les auspices de la Haute Autorité.

Enfin, M. Deringer a encore posé une question au sujet du service commun de presse. Ce problème est actuellement discuté à la commission des affaires politiques qui siège sous la présidence de M. Battista. Je désire m'en tenir à quelques observations générales et cela avant tout parce qu'à la Commission européenne je ne suis pas compétent pour la question : elle est du ressort de mon collègue M. Mansholt.

Nous avons conclu avec les autres exécutifs un accord provisoire sur l'organisation du service commun de presse. A la différence du service juridique et du service statistique, dont l'organisation est à peu près achevée, le service commun de presse n'est pas encore complètement organisé.

Nous avons attaché une très grande importance au renforcement de notre service d'information dans les capitales; nous avons pris des mesures afin que des fonctionnaires qualifiés de nos trois exécutifs assurent dans les capitales un service d'information suffisant et mettent convenablement en valeur, dans la presse, les travaux des Commissions européennes et de la Haute Autorité.

Puis nous avons déjà auprès de chacun de nos exécutifs un porte-parole qui doit assurer le service d'information au jour le jour et exposer devant l'opinion publique, au nom de l'exécutif les grandes lignes de l'activité de celui-ci, selon les instructions qu'il en reçoit.

Le service d'information à longue échéance n'est pas encore complètement organisé. Mais je peux dire au nom de mon collègue M. Mansholt que nous comptons maintenant faire avancer la question et arriver à une décision. A la session d'octobre, M. Mansholt sera certainement en mesure de renseigner d'une manière complète l'Assemblée sur l'organisation du service de presse.

Dans ce domaine, nous avons donc fait des progrès. Certaines difficultés tiennent naturellement au fait que, d'une part, l'unité de la politique des Communautés doit être présentée et sauvegardée à l'extérieur et que, d'autre part, comme l'a montré, par exemple, la discussion d'aujourd'hui, des questions spéciales se posent pour les différentes Communautés, questions dont il doit également être tenu compte dans l'information du grand public.

Monsieur le Président, c'est tout ce que j'avais à dire au sujet du rapport et des questions qui ont été posées.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Deringer.

M. Deringer. — (A) Je vous prie de m'excuser si je prends encore une fois la parole; je désire simplement poser encore une question à M. von der Groeben. Il s'agit de l'incertitude quant à la situation juridique qui est née du fait qu'on ne sait pas si l'interdiction des ententes figurant à l'article 85 joue dès le 1^{er} janvier 1958 ou seulement dans l'éventualité d'un cas concret et à condition qu'une autorité en ait ainsi décidé. C'est intentionnellement que, dans mon intervention de tout à l'heure, je ne me suis pas attaché à ce problème puisqu'il a déjà été discuté à maintes reprises.

Mais dans sa réponse au rapport de la commission, M. von der Groeben a dit qu'il appartient à la Cour de justice de trancher la question et que la Commission européenne

ne voit pas de possibilité d'en provoquer elle-même la solution. Je ne peux pas entièrement partager cette manière de voir. Comme on le sait, un de nos États membres a adopté une loi aux termes de laquelle toutes les ententes sont admises tant que les autorités nationales ne décident pas dans le cas d'espèce qu'une entente viole l'article 85. Ce pays a ainsi adopté très nettement un des termes de l'alternative.

Si la Commission européenne est d'avis que l'interdiction des ententes s'applique *ipso jure* à partir du 1^{er} janvier 1958 à tous les accords et que par conséquent tous ces accords sont nuls, n'aurait-elle pas alors l'obligation ou n'aurait-elle pas tout au moins une possibilité d'élucider cette question en recourant à l'article 169 du traité? Mais si elle ne le fait pas, si elle laisse subsister cette loi, il faut en conclure qu'elle partage la manière de voir du pays en question.

Dans ce cas, j'ai évidemment une question à poser. La Commission européenne n'aurait-elle pas le devoir de signaler aux autorités des autres pays, pour autant que celles-ci appliquent en pratique une autre solution, que l'interdiction ne vaut qu'à la condition d'avoir été prononcée dans le cas d'espèce?

M. le Président. — La parole est à M. von der Groeben.

M. von der Groeben, *membre de la Commission de la Communauté économique européenne.* — (A) Monsieur le Président, il s'agit ici vraiment de questions très difficiles. J'ai écouté avec un vif intérêt M. Deringer selon lequel l'article 169 du traité donne à la Commission européenne la possibilité d'ouvrir une procédure devant la Cour de justice. Je me réserve d'étudier cette question à fond. Nous aurons ensuite l'occasion d'en parler en commission.

M. le Président. — La parole est à M. Metzger.

M. Metzger. — (A) Je veux simplement attirer l'attention sur l'article 85 qui déclare :

« Les accords ou décisions interdits en vertu du présent article sont nuls de plein droit. »

La Commission européenne doit naturellement, le cas échéant, en tirer la conséquence. Je demande que l'on examine la question sous cet angle.

M. le Président. — La parole est à M. le Rapporteur.

M. Darras, rapporteur. — Je voudrais, en quelques mots, donner une conclusion à ce débat.

La discussion qui s'est instituée devant l'Assemblée a dépassé largement le cadre du rapport, et je m'en réjouis. Il n'appartenait pas à votre rapporteur d'aller au delà de la mission que vous lui aviez confiée, mais le but qu'il s'était proposé a été atteint : c'était de permettre en partant de données contenues dans ce rapport, une très ample et — je pense — fructueuse discussion.

J'estime que nous pouvons nous féliciter des éclaircissements qui viennent de nous être apportés et surtout des sentiments qui animent la Commission de la C.E.E., puisqu'elle a trouvé dans ce rapport des observations et des suggestions qu'elle a bien voulu qualifier de pertinentes.

Le dialogue reste néanmoins ouvert. Nos observations restent valables et je voudrais dire avec courtoisie, mais aussi avec fermeté à la Commission de la C.E.E., que notre commission parlementaire suivra avec attention l'évolution des problèmes, persuadée, d'ailleurs, que, dans cette tâche, elle sera aidée par des informations plus fréquentes qui lui seront apportées par la C.E.E.

Pour terminer, Monsieur le Président, je remercie mes collègues de l'intérêt bienveillant qu'ils ont bien voulu témoigner à l'égard de ce rapport.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole?...

La discussion est close.

L'Assemblée sera appelée à se prononcer ultérieurement sur une proposition de résolution présentée par la commission compétente.

Je propose à l'Assemblée de suspendre ses travaux jusqu'à 16 h 30, heure à laquelle est prévue l'intervention de M. Malvestiti.

(Assentiment.)

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à 15 h 55, est reprise à 16 h 40, sous la présidence de M. Schuman.)

PRÉSIDENCE DE M. ROBERT SCHUMAN

M. le Président. — La séance est reprise.

5. — *Communication adressée par M. le Président du Conseil spécial de ministres*

M. le Président. — Je viens de recevoir de M. Elvinger, président en exercice du Conseil spécial de ministres de la C.E.C.A., la communication suivante :

« J'ai l'honneur de vous informer que, par suite de maladie, il ne m'est pas possible, à mon grand regret, d'assister à la présente session de l'Assemblée parlementaire européenne. J'avais, en effet, pris mes dispositions pour me rendre à Strasbourg jeudi 24 septembre, date à laquelle M. Malvestiti devait faire initialement sa déclaration devant l'Assemblée. Je regrette d'autant plus vivement ce contre-temps que je me réjouissais de prendre la parole pour la première fois devant votre honorable Assemblée et d'exprimer également à cette occasion mes vœux aux membres de la nouvelle Haute Autorité. »

Nous souhaitons à M. Elvinger un prompt rétablissement et regrettons de ne pas pouvoir l'entendre au cours de la présente session.

6. — *Déclaration de M. le Président de la Haute Autorité*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la déclaration de M. Malvestiti, en sa qualité de président nouvellement élu de la Haute Autorité.

Je donne la parole à M. Malvestiti, auquel nous souhaitons la bienvenue dans notre Assemblée.

M. Malvestiti, Président de la Haute Autorité. — (I) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, c'est avec émotion que, pour obéir à la règle, qui prescrit à juste titre au nouveau président de la Haute Autorité de faire une déclaration immédiatement après son investiture, je prends pour la première fois la parole devant cette assemblée. Émotion compréhensible et tout humaine devant une assemblée illustre par la contribution précieuse et irremplaçable qu'elle a apportée depuis 1952 à la cause de l'unité européenne avec une haute dignité et une profonde conscience, et devant son président Robert Schuman, incarnation et symbole de cette dignité, de cette conscience et — pourquoi ne pas le dire? — de cette volonté sûre et bien claire qui traduit les aspirations irrésistibles des peuples européens et la vocation ultime de leur histoire.

Mais cette émotion est aujourd'hui accrue — et Messieurs les représentants voudront bien me l'accorder — par une circonstance qui m'est particulière et qui s'inscrit dans le cadre plus vaste de la situation actuelle de notre Communauté.

Vice-président de la Commission de la Communauté économique européenne, j'ai eu à plusieurs reprises l'honneur de prendre la parole devant cette Assemblée et devant sa commission du marché intérieur. Messieurs les représentants auront remarqué dans mes paroles à défaut de la science et de l'expérience que j'aurais désirées, du moins la ferveur et la conviction dont j'étais animé. Je demeure convaincu non seulement de la nécessité, mais de l'urgence d'une intégration économique européenne aussi vaste et complète que possible. Cette exigence est la condition *sine qua non* de la survie même des peuples européens, en présence des nouveaux rapports de force dans le monde.

J'ai toujours trouvé chez le président Hallstein et chez mes chers collègues de la Commission de la Communauté économique européenne — à qui j'adresse un salut qui ne peut manquer d'être voilé d'une ombre d'affectueuse mélancolie — une correspondance parfaite de

sentiments, de convictions et de volonté. Je tiens à témoigner qu'à mon avis la Commission de la C.E.E. a jusqu'à présent fait face de manière absolument exemplaire aux tâches qui lui ont été confiées et qu'elle est aujourd'hui, avec la Haute Autorité et avec la Commission de la C.E.E.A., l'une des garanties les plus efficaces de la marche de l'Europe vers son unité.

Je ne pouvais donc désirer, et je n'ai pas désiré quitter la Commission. En cédant aux instances du président de la Conférence des représentants des gouvernements, je ne me faisais aucune illusion sur la tâche et les responsabilités que j'allais affronter parmi de nouveaux collègues d'une rare compétence et d'un grand prestige, en succédant à Jean Monnet, à René Mayer, à Paul Finet, et en leur succédant, je le souligne, au moment présent.

Et, notez-le bien, je ne tiens pas à souligner dans ces premières paroles la situation de crise, du reste décrite dans des documents officiels, tels que le rapport intérimaire présenté en juin dernier par M. Leemans au nom de la commission pour la politique énergétique, le premier rapport sur la coordination de la politique énergétique (établi par le comité mixte, Conseil de ministres — Haute Autorité) et le rapport spécial concernant la question charbonnière présenté à l'Assemblée par la Haute Autorité. Qu'il me soit pour le moment permis de considérer que, lorsque la Communauté européenne du charbon et de l'acier a pris son départ en 1952, elle s'est trouvée — puisqu'aussi bien elle avait été conçue en fonction d'un tel état de choses — dans un monde économique ou, si l'on veut, en face d'un monde économique complètement libre (ou, plus précisément, non organisé), dans lequel les différentes écoles pouvaient aussi bien vanter ou déplorer la providentielle « main invisible » qui guiderait infailliblement les opérations économiques à la recherche du moyen minimum, ou la production anarchique, génératrice de catastrophes et qui serait inhérente à la civilisation dite capitaliste. Il est exact que des liens, des barrières, des interdictions de toute nature paralysaient la vie économique, mais il n'est pas moins vrai qu'il s'agissait d'obstacles pour la plupart de caractère politique, dus à des conditions excep-

tionnelles, telles que les deux guerres mondiales, et dans lesquelles, en tout cas, il était difficile, sauf exception, de déceler une pensée économique réfléchie, organique et à longue vue.

La défense de la monnaie et la préparation des conditions de base de la vie économique avaient contraint les pouvoirs publics à des interventions relevant trop souvent de la pure improvisation. Ces interventions étaient d'ailleurs sévèrement condamnées par certaines écoles comme superflues et inutilement paralysantes, ou par d'autres écoles comme insuffisantes et irrationnelles. Aujourd'hui encore, les controverses doctrinales sur ce point sont loin d'être apaisées et nous pouvons tranquillement admettre que les critiques avaient, chacun de leur côté, les meilleures raisons.

Pourtant, malgré ce réseau de chaînes, de barrières et de limitations, on a vu se nouer toutes les relations commerciales possibles. L'opérateur économique privé restait libre d'adapter sa surface, son activité, sa capacité d'expansion aux données de fait. Il n'était pas question de ce que, traitant voici de nombreuses années de l'économie dirigée opposée à l'économie libre, j'ai moi-même désigné comme des « phares économiques » destinés non pas à priver d'initiative le pilote, mais à lui indiquer les ports et le terme de sa course. Il n'a en tout cas jamais été question de mesures d'orientation qui n'auraient été dictées que par la seule capacité d'évaluation du marché ou, trop souvent, par l'instinct pur et simple.

Le marché commun du charbon et de l'acier a été un événement considérable. Il existait finalement un pouvoir supranational échappant aux décisions souveraines des différents États, mais capable de prendre des décisions autonomes et obligatoires pour les opérations économiques, avec lesquels il est en relation directe. Les objectifs de la Communauté étaient soustraits aux influences strictement politiques des États, mais tendaient au contraire, comme vous l'a clairement rappelé René Mayer, le 21 juin 1955, à l'expansion économique, au développement de l'emploi et au relèvement du niveau de vie, qui constituent les trois aspects de l'objectif fondamental de la Communauté.

Que tout cela supposât, avec une évidence implicite mais lumineuse, la paix en Europe;

que tout cela dût logiquement conduire à l'unité européenne; que tout cela signifiait en même temps le dépassement irrésistible de certaines alternatives doctrinales, rigides et inutiles comme les bastions des anciennes forteresses — libéralisme ou dirigisme, indépendance et responsabilité du producteur ou direction et protection de l'État — tout le monde le comprend, ne serait-ce que parce qu'il y avait là un déplacement et un élargissement énorme du cadre de la lutte économique.

Nous étions en présence d'une véritable révolution — et les mots ne sont pas trop forts, du moins pour qui songe au monde que l'Europe laissait derrière elle — et certainement devant une chose que les textes juridiques n'avaient nullement prévue, inspirés qu'ils étaient par les conceptions étatiques. Mais c'est précisément le cas de dire que cette révolution était incomplète.

Déjà le premier président de la Haute Autorité, Jean Monnet, avait observé dans l'allocution inaugurale prononcée le 10 août 1952 à Luxembourg, que « le charbon et l'acier ne sont qu'une partie de la vie économique » et que, pour cette raison, « une liaison constante doit être assurée entre la Haute Autorité et les gouvernements qui demeurent responsables de la politique économique d'ensemble de leurs États ». Cette liaison, Jean Monnet la voyait réalisée grâce au Conseil de ministres, qui aurait été créé pour l'établir « et pour assurer l'harmonie entre la politique de la Haute Autorité et celle des États membres ».

René Mayer, à son tour, avait dit que « dans un monde économique où bien des entreprises sont parvenues à des dimensions qui comportent des éléments de monopole, où les interventions des États ou les effets de leur politique apparaissent comme un facteur important de l'activité économique et des conditions de production, un marché commun ne peut fonctionner sans des règles qui s'imposent, à la fois, aux États et aux entreprises ».

Ainsi se trouve clairement définie, dans ce texte déjà, une exigence dont je pense pouvoir résumer comme suit les raisons profondes : l'impossibilité, d'une part, d'appliquer une politique d'ensemble en l'absence de pouvoirs suffisants (j'ai été moi-même plusieurs années titu-

laire de ministères financiers et techniques dans mon pays et je ne puis me convaincre que l'on puisse même simplement harmoniser des politiques économiques différentes si l'on n'a pas le pouvoir d'édicter des règles et de prononcer des sanctions); la nécessité urgente, d'autre part, de libérer l'économie des entraves héritées du passé, et plus précisément des entraves irrationnelles d'origine étatique, qui sont les seules, du reste, contre lesquelles l'opérateur économique conscient élève de justes protestations.

Peut-être la philosophie de la Communauté économique européenne est-elle tout entière ici : M. Paul Finet qui, en février de l'année dernière, alors que le Marché commun était déjà une réalité, prononçait devant vous son discours d'investiture, observait à son tour avec sagesse que « nous avons souvent été amenés à constater, en le regrettant, que l'intégration partielle constituait un obstacle à l'harmonisation de l'action de la Haute Autorité avec celle des gouvernements », pour conclure que la coopération avec la Commission de la Communauté économique européenne et avec la Communauté européenne de l'énergie atomique « conditionnait étroitement l'avenir de l'intégration européenne elle-même, et qu'à ce titre elle fait partie intégrante des perspectives d'avenir ».

Le nouveau président de la Haute Autorité ne peut aujourd'hui, Mesdames et Messieurs, vous dire rien d'autre. Sa promesse de coopération avec deux autres Communautés est aussi ferme et aussi convaincue. Mais permettez-lui toutefois de faire observer que la bonne volonté ne saurait remédier à l'absence ou à l'imperfection des institutions.

Nous sommes en présence de deux modes d'intégration que je n'ose appeler contradictoires, mais qui n'en sont pas moins différents. D'une part, une intégration partielle qui intéresse incomplètement deux secteurs — et je dis incomplètement parce que le charbon n'est pas la seule source d'énergie; une intégration globale, d'autre part, qui intéresse tout un monde économique, ou plus exactement qui se propose de réaliser un équilibre total dans un grand espace économique. D'un côté, des pouvoirs définis dans une situation devenue aujourd'hui complètement différente, tout au moins dans son évolution prévisible; de l'autre,

des pouvoirs moins précisément définis, étant toujours entendu que, s'il est possible de mesurer un espace économique et, jusqu'à un certain point, son potentiel, il est infiniment plus difficile de prévoir avec précision les variations futures. Je ne formule donc ici aucune critique sur le traité de Rome, que l'on a appelé le paradis des juristes, définition que j'ai en d'autres lieux complétée en disant qu'il est peut-être le purgatoire des économistes. Je ne formule aucune critique, car je demeure convaincu que résoudre les inconnues du marché (quand le marché n'est pas une caserne), cela revient à résoudre les inconnues mêmes de la vie et qu'il serait absurde d'attendre de certains hommes, si avisés et si capables soient-ils, ce que l'on ne saurait définir autrement que comme une présomption insensée. Le traité de Rome reste un chef-d'œuvre de mesure politique et d'opportunité économique.

Mais la situation est ce qu'elle est. Aujourd'hui l'intégration partielle du charbon et de l'acier coexiste avec un marché libre, mais organisé, ou du moins en voie d'organisation : un marché qui devra atteindre, d'ici un petit nombre d'années, le stade de l'harmonisation complète des politiques économiques nationales. Est-il exagéré de dire que, si dans l'immédiat seule s'impose une coopération toujours plus poussée entre les trois exécutifs et les gouvernements, à terme se posera un problème d'une tout autre ampleur : celui d'un ajustement entre les trois Communautés?

Il n'est pas douteux que, sous l'impulsion politique initiale, de nouvelles exigences imposées par l'économie, avec ses problèmes de marché, de productivité, de variabilité des facteurs, de dimensions optima des entreprises ainsi que des formes nouvelles d'organisation publique, deviennent un impératif pour les nations européennes, désormais entrées dans cette seconde révolution industrielle qui aura probablement des répercussions et des résonances beaucoup plus radicales et décisives que la première.

En fin de compte, le nouveau président de la Haute Autorité ne demande pas aujourd'hui des réformes inattendues ni des bouleversements. Il reste même d'avis, avec Vilfredo Pareto, que « ce que nous pouvons faire de mieux dans un bon nombre de cas, c'est de conserver les orga-

nisations confirmées par l'expérience, en nous efforçant de les améliorer autant que possible. Vouloir tout changer en se laissant emporter par des abstractions est aussi absurde que de vouloir tout conserver en se laissant guider par un sentiment de pure néophobie ». Mais il était de mon devoir — précisément parce que j'ai été instruit par l'expérience de la Communauté économique européenne — de poser le problème d'ensemble dans ce que je crois être sa véritable optique, notamment et surtout parce qu'il faut résoudre un problème de moyens et de perspectives pour mettre un terme à la crise charbonnière elle-même.

Il faut reconnaître d'ailleurs que, dans la construction d'une Europe nouvelle et démocratique, la fidélité aux textes convenus librement est une condition impérative.

En tant que président d'une institution qui a la charge de faire respecter les clauses d'un traité, mon devoir primordial consistera à continuer — et j'en suis sûr, avec le soutien de votre Assemblée — la lutte pour sauvegarder ce qui est essentiel dans la C.E.C.A., à savoir les pouvoirs indépendants et directs de la Haute Autorité.

Les gouvernements et les parlements en ont d'ailleurs pris l'engagement. Ils ont souscrit à un traité qui dit textuellement dans son article 86 que les États membres s'engagent à faciliter aux institutions l'accomplissement de leur mission.

Toutefois, sept années ont passé depuis la signature du traité. Les conditions économiques se sont modifiées dans certains domaines et des adaptations de certains textes nous semblent être devenues utiles. Il s'agira, dans la voie ouverte par le traité de Paris, d'améliorer le fonctionnement du marché commun.

Dans cet esprit, la Haute Autorité a déjà proposé une modification de l'article 56. Elle s'emploiera dans les mois qui viennent à faire suivre d'autres propositions qui se révéleront nécessaires.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je vous demande maintenant pardon, si je dois encore vous retenir quelque temps, sans respecter, avec la discrétion de mes prédécesseurs, les limites qu'ils avaient su s'imposer. Mais je m'adresse à vous en un de ces moments où ce

qu'on appelle « un examen de conscience » devient impérieux, afin de mesurer le chemin parcouru et de reprendre haleine au seuil d'un avenir difficile.

Je suis certain que l'Assemblée, avec son bon sens, ne voudra pas prétendre obtenir de la Haute Autorité renouvelée et de son président la formule nouvelle, définitive, magique qui portera miraculeusement remède à la situation critique dans laquelle se débat la production charbonnière. C'est une crise qui présente pour les sources d'énergie des aspects et des perspectives différentes de celles de la production d'acier, dont le développement — malgré tous ses problèmes — suit les voies orthodoxes et le rythme normal du développement général de l'économie, sans exiger brusquement — par l'intervention massive de nouveaux facteurs décisifs et révolutionnaires — une adaptation quasi soudaine à une situation non imprévisible qui, nous le verrons, a au contraire été prévue, souvent avec une acuité et une lucidité remarquables, mais n'a pas empêché les différents adversaires d'opposer leurs habitudes, leurs intérêts, leurs espérances à une adaptation urgente et douloureuse. Et l'on sait bien que l'homme, quand il le peut et autant qu'il le peut, refuse la douleur et est irrésistiblement enclin à croire ce qu'il souhaite, plutôt qu'à regarder avec une objectivité impitoyable les choses telles qu'elles sont et non pas comme il voudrait qu'elles fussent.

C'est surtout, je le répète, un examen de conscience que, au risque — toujours aisément possible en économie — de découvrir l'Amérique, nous devons faire en ayant la sagesse de croire, comme je l'ai rappelé à l'instant, que dans une économie libérale et même dans tout système économique, prétendre résoudre toutes les inconnues est folie pure, mais en ayant la bonne volonté de dégager quelques tendances. On sait que le diagnostic est difficile et la thérapeutique relativement facile une fois le diagnostic donné. Nous aurons donc fait du bon travail si nous réussissons, notamment à la suite des études magistrales déjà préparées par la Haute Autorité, le Conseil de ministres et cette Assemblée, à élaborer une synthèse aussi claire et convaincante que possible.

Il faut dire tout de suite que le problème n'a pas échappé, dès le premier instant, à l'atten-

tion vigilante de la Haute Autorité et de l'Assemblée. A la fin de 1952 déjà, la Haute Autorité réunissait une commission pour étudier l'évolution à long terme du marché du charbon et de l'acier, mais les experts observaient principalement que la Communauté n'était pas encore en mesure de faire face à toutes les demandes de charbon. Dans le second rapport général (avril 1953 — avril 1954), la Haute Autorité précisait qu'elle avait le devoir d'éclairer les gouvernements et de stimuler leur action et, dans cette action commune, elle faisait une distinction entre le maintien et le développement de l'activité économique à court terme et l'expansion économique générale à long terme. Ayant à son tour fait remarquer que la politique économique à court terme restait à définir et que l'incertitude subsistait sur les prévisions à long terme, l'Assemblée invitait la Haute Autorité à tenir particulièrement compte des coûts. Toute augmentation de production n'entraînant pas en même temps une diminution des coûts est inopportune, et toute la politique d'investissement de la Haute Autorité devrait tendre à une baisse des prix du charbon et des produits sidérurgiques et contribuer de cette manière à relever le niveau de vie.

Mais déjà dans un mémorandum datant de février 1955, la Haute Autorité constatait que le charbon de la Communauté n'était plus la seule source d'énergie et était menacé par la concurrence d'autres produits et d'autres sources d'approvisionnement. Le 6 juillet de la même année, dans un mémorandum sur les objectifs généraux, la Haute Autorité insiste sur la concurrence croissante des autres sources d'énergie, dont on peut déduire une certaine incertitude sur les besoins en charbon à l'avenir; l'Assemblée, dans un rapport introductif de M. de Menthon, observe — et ceci est très important — que les solutions à long terme à choisir sont beaucoup plus difficiles pour la Communauté que pour une économie nationale et qu'ainsi les objectifs généraux devraient être définis en fonction d'une unité économique qui n'existe pas encore et par une instance dont les pouvoirs s'exercent seulement sur quelques-unes des parties d'un tout. Étant donné que le traité ne permet pas de recourir à l'autarcie et à la concurrence absolue, les objectifs généraux et la politique charbonnière et sidérurgique se situent entre ces deux extrêmes, mais

la Haute Autorité ne dispose d'aucune autre indication pour définir les objectifs et les méthodes appropriés. Un choix préliminaire s'impose, mais ce choix ne peut être absolu et doit tenir compte de tous les éléments d'ordre social, politique et économique. D'autre part, il ne peut être établi de prévisions à long terme sur la production charbonnière si ce n'est dans un ensemble englobant toutes les sources d'énergie. Il est donc nécessaire d'établir un bilan énergétique de la Communauté.

Je crois, Mesdames et Messieurs, que déjà à ce moment-là, en 1955 je le répète, la situation a été parfaitement caractérisée; la Haute Autorité pour sa part, dans son cinquième rapport général et son second mémorandum sur les objectifs généraux, de mars 1957, fait quelques remarques précieuses :

1. La part du charbon dans la couverture des besoins en énergie de la Communauté diminue constamment; j'ouvre ici une parenthèse pour souligner qu'ainsi en 1957 l'importance du facteur structurel a été clairement signalée;

2. Les fluctuations de la demande de charbon, dues à la conjoncture, sont plus importantes que celles de la consommation globale d'énergie et la production de charbon varie peu, malgré les fluctuations de la demande;

3. Enfin, la variation possible des prix du charbon extrait est inférieure à celle des produits pétroliers.

La conclusion est évidente : la production de charbon doit avoir un caractère rentable pour pouvoir apporter à l'expansion économique générale la contribution que l'on attend d'elle; d'autre part, la Communauté — du fait de ce caractère rentable — n'aurait plus une production excédentaire. La Haute Autorité ne peut pas ne pas noter que les mines à faible rendement mobilisent une main-d'œuvre qui pourrait être utilement employée ailleurs et que le maintien des exploitations marginales réduit en fait la production globale de la Communauté.

Qu'il soit impossible d'établir sur des bases cohérentes des prévisions à long terme pour les besoins en charbon sans les lier à des prévisions sur les besoins éventuels en énergie, lesquels sont les seuls à être en rapport direct avec le développement général de l'économie, c'est ce

qui est à nouveau affirmé dans le protocole d'octobre 1957 entre la Haute Autorité et le Conseil sur les moyens d'assurer une politique coordonnée dans le domaine de l'énergie. De plus, on constate la nécessité d'une coordination entre la politique énergétique (y compris les échanges avec les pays tiers) et la politique économique générale de chaque pays, la Haute Autorité étant invitée à établir en liaison avec les Commissions de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique les formes de collaboration nécessaires.

Enfin, au cours de la session de février 1958, l'Assemblée examine un rapport, également présenté par M. de Menthon, de la commission des investissements, sur l'activité de la Haute Autorité dans le domaine de la coordination des politiques énergétiques. Il résulte d'un rapport d'experts publié en octobre 1956 qu'au cours des vingt prochaines années, les besoins en énergie augmenteront dans la Communauté à un rythme supérieur à celui de l'accroissement de la production. Pendant ces vingt années, nous aurons besoin en même temps de plus de charbon, de plus de pétrole et du maximum d'énergie nucléaire. Des études complémentaires restent par ailleurs nécessaires pour deux choix à créer : le premier entre les sources d'énergie et le second entre le développement de la production charbonnière et l'accroissement des importations.

Je ne rappellerai pas à l'Assemblée les études déjà mentionnées et les dernières vicissitudes de l'activité de la Communauté, plus récentes et encore présentes dans toutes les mémoires. Qu'il me soit permis ici de tenter de dégager quelques conclusions.

J'ai peut-être abusé de la patience de l'Assemblée en rappelant les principales étapes du chemin parcouru jusqu'ici, mais je tenais à souligner que la situation avait été reconnue, étudiée, diagnostiquée en temps utile avec beaucoup de netteté. Comment a-t-il donc pu se faire et comment peut-il se faire actuellement que les stocks de charbon sur le carreau des mines restent stationnaires ou même qu'ils augmentent?

On peut faire observer que la forte demande de charbon et les frets élevés de la période

1954-1957 ont pu induire en erreur; que puisque le marché absorbait la production même de qualité plus basse, non seulement on ne procéda pas à la fermeture progressive des mines marginales, mais on conclut des contrats d'importation à long terme avec les États-Unis; qu'en tout état de cause les prévisions à long terme permettaient de conclure à des besoins en énergie toujours croissants, charbon y compris. Quelqu'un a même rappelé les craintes — en fait des néo-malthusiens plus que de Malthus lui-même — sur la pénurie de denrées alimentaires pour la population croissante, non sans rappeler toutefois, avec autant d'efficacité, que ces prévisions ont été catégoriquement démenties par la réalité.

Je sais que la critique est aisée et la sagesse d'après coup encore plus facile, et c'est avec une certaine répugnance que je me dispose à formuler quelques timides observations; mais il est de mon devoir de le faire.

Il me semble paradoxal qu'à notre époque des données rigoureusement techniques soient plus impressionnantes et convaincantes qu'un raisonnement économique. Et pourtant, au cours de mon expérience professionnelle et administrative déjà longue, je me suis toujours heurté à cette myopie, myopie qui n'est nullement l'apanage du producteur moins cultivé ou moins capable, mais qui semble être encore plus obstinée précisément chez le technicien éminent et l'industriel éclairé.

On ne répétera jamais assez que, lorsqu'on se débat dans des difficultés économiques, lorsqu'il faut faire face à l'économie, le problème fondamental n'est pas technique : il est économique. L'économie n'est pas davantage le banc d'essai de la technique : la technique meurt ou prend d'autres directions, si elle ne passe pas au filtre de l'économie. La mine, l'usine, le mode de transport, le système de distribution le plus parfait ne servent à rien, si les hommes ne les utilisent pas. Les sciences économiques ont très justement abandonné l'ancienne définition de science de la richesse ou cette autre définition de science de la valeur pour prendre celle, mieux calquée sur la nature et l'objectif des recherches qu'elles poursuivent, de science des choix. Et il ne s'est jamais autant agi d'un problème de choix qu'en ce moment même et dans le domaine qui nous préoccupe.

Il est excessivement difficile de détourner l'attention de l'entrepreneur de la production à la demande, surtout lorsque la demande a, depuis des dizaines ou des centaines d'années, une allure routinière et des courbes traditionnellement constantes; plus exactement, il est difficile de détourner l'attention de l'entrepreneur du coût vers le prix. Il est vrai que le coût est un élément décisif dans la formation du prix; il est moins vrai qu'il soit le seul facteur déterminant du prix.

On est en revanche presque instinctivement porté à croire qu'il existe un facteur déterminant unique du prix, qui serait incorporé dans les marchandises elles-mêmes, comme quelque chose de commun qui les rend échangeables entre elles, comme s'il s'agissait d'une unité de mesure infaillible.

Le grand travail des économistes classiques a été la recherche d'une « loi du prix » qui n'existe pas. On a ensuite cherché si les marchandises se seraient échangées seulement sur la base de leur coût de production. Après quoi l'on est arrivé à élaborer la théorie de l'utilité marginale, aussi élégante que le calcul différentiel en mathématiques et grâce à laquelle on pensait avoir entièrement résolu le problème (et j'en parle, notez-le bien, parce que j'en trouve des traces éloquentes, comme nous le verrons, dans le premier rapport du Comité mixte Conseil de ministres-Haute Autorité sur la coordination de la politique énergétique), en étudiant la rencontre de la demande et de l'offre sur l'unité *en plus* des marchandises traitées. C'est précisément ici qu'est devenu traditionnel l'exemple du prix déterminé par le coût nécessaire pour extraire de la mine la dernière tonne de charbon dont on a besoin pour fournir la dernière tonne demandée par les acheteurs. Nous sommes devant une grande conquête scientifique : il ne s'agit plus de prix incorporé dans la marchandise qui s'établit indépendamment de tout rapport; il s'agit du prix d'équilibre qui est extérieur à la marchandise et qui représente le point ou l'intérêt que le producteur a à vendre une nouvelle unité de marchandise et celui du consommateur à l'acheter, s'établissent à un même niveau.

Qu'on le note bien : ce critère, en soi, est toujours valable et, quand le Comité mixte

Conseil de ministres-Haute Autorité soutient qu'il n'est plus permis de raisonner sur la base des chiffres relatifs aux besoins ou aux ressources, quand il fait observer qu'il faut désormais formuler des principes économiques d'application générale pour la formation des prix, de manière que le choix des consommateurs s'oriente spontanément vers l'emploi le plus économique des ressources, quand il affirme que le coût marginal à long terme représente en substance la règle qui doit présider à la définition du volume des investissements justifiés, il énonce des vérités qui ne donnent lieu qu'à une seule remarque : Pourquoi n'ont-elles pas été dites auparavant, du moins avec la même éloquence, et, si elles ont été dites, pourquoi n'a-t-on pas agi avec la fermeté nécessaire? Pourquoi a-t-on parlé de ressources, de besoins, de coûts et trop peu de prix? Pourquoi n'a-t-on pas vu que, si le coût de production est un des éléments du prix, le marché en est toutefois l'élément déterminant? Évidemment, il ne suffisait pas de dire : la demande excède mes possibilités de production, je serai donc toujours en mesure de vendre. Il ne suffisait pas de dire cela, avant tout parce que cela n'était pas vrai; la demande totale d'énergie, sous toutes ses formes, a toujours pu dans l'ensemble être satisfaite. En second lieu, parce que, dans tous les cas, au fur et à mesure que se manifestait la demande, rien n'empêchait que l'importation de charbon des pays tiers ou l'offre d'autres formes d'énergie puissent, pour tout un ensemble de raisons, faire baisser le prix ou certains des prix du charbon de la Communauté.

Le Comité mixte n'en est d'ailleurs pas resté à une conception élémentaire du marginalisme, mais il a justement mis en garde contre l'interprétation selon laquelle le coût du kWh ou de la tonne de charbon varierait pour le consommateur selon qu'interviendrait, au même moment, une augmentation ou une diminution de la demande, interprétation qui conduit au sophisme d'après lequel le coût marginal — suivant qu'il existe ou non une capacité non utilisée — est nul ou à peu près, ou bien s'élève brusquement. Il faut se fonder non pas sur le kWh ou sur la tonne de charbon qui représente la demande à un certain moment, mais bien sur l'ensemble probable des demandes pour des périodes et à des moments déterminés. Nous en sommes aux diagrammes avec leurs

courbes qui se coupent et se recoupent : casse-tête fastidieux pour la spéculation vulgaire, mais contribution précieuse pour qui s'attaque à la tâche toujours difficile de formuler une prévision documentée.

Cela n'est toutefois pas encore suffisant, car les prix sont considérés dans leurs rapports dans l'espace et le temps; ils sont interdépendants, l'un en fonction de l'autre et partant de l'ensemble des prix. Prenons un exemple très simple. On ne comprendrait pas qu'un type d'énergie soit offert, pendant certains mois de l'année, à des prix très bas et certainement inférieurs au coût de la production, si l'on n'envisageait pas de se rattraper pendant d'autres périodes. Il est donc nécessaire d'étudier le mouvement des prix dans un cadre spatial et temporel plus vaste, sans se laisser trop impressionner par certaines situations, qui semblent imminentes et menaçantes, mais auxquelles il ne faut pas attribuer une action perturbatrice plus grande qu'elles n'en ont en réalité: je veux parler du monopole. Je conviens que le pouvoir des monopoles, coalitions, cartels, de perturber la formation du prix n'est pas tellement grand qu'un monopoleur puisse ignorer totalement les réactions des consommateurs. Il ne peut non plus ignorer les deux facteurs qui, précisément dans notre domaine, ont une importance énorme, au point qu'ils se sont fait durement sentir dans le cas du charbon: l'intervention des produits de remplacement et la possibilité, pour la concurrence potentielle d'autres formes d'énergie, de devenir effective en l'espace d'un très petit nombre d'années. Il est nécessaire en revanche d'admettre que des monopoles, coalitions et cartels bien organisés peuvent réussir souvent à fausser les lois du marché et par cela retarder une évolution nécessaire, et même d'empêcher trop longtemps l'établissement progressif de conditions assurant par elles-mêmes la répartition la plus rationnelle de la production au niveau de productivité le plus élevé, comme l'a voulu le traité dans son article 2. En outre, la Haute Autorité ne peut ignorer — elle l'a dit à votre Assemblée — que la concentration d'un pouvoir économique trop puissant entraîne des conséquences politiques.

Mesdames et Messieurs, si tout ce que j'ai eu l'occasion de dire jusqu'à présent — le plus

brèvement possible, je l'espère — a sa raison d'être, une conclusion saute aux yeux. Nous ne pourrions prendre des décisions réfléchies et pour une longue durée que si nous sommes en possession des moyens nécessaires qui, selon moi, se ramènent à deux impératifs urgents: celui d'un bilan énergétique authentique et complet et celui que le vice-président Coppé a eu l'occasion de définir d'une manière heureuse comme la mise en œuvre progressive d'un pouvoir communautaire de coordination. Il faut à tout le moins l'entente la plus étroite avec la Communauté économique européenne pour l'établissement du bilan énergétique, pour les analyses de marché et pour l'étude de la concurrence et des choix à faire; il faut l'entente également avec l'Euratom pour les prévisions possibles relatives à cette concurrence potentielle qui, comme je le disais tout à l'heure, peut devenir effective en peu de temps: dix années couvrent rarement la durée d'un amortissement et, en tout cas, elles passent vite!

Je ne sais pas pour le moment si des accords avec les Communautés sœurs peuvent suffire à une telle tâche. Je dis tout de suite que je crains tous les excès de logique et celui-là notamment qui, malgré l'éloquence avec laquelle il a été défendu par certains représentants au cours de la dernière session de cette Assemblée, visait la création d'une communauté unique pour l'énergie. Je pense que la Communauté du charbon et de l'acier doit rester « chef de file » dans cette coopération et que l'expérience devra nous indiquer les changements institutionnels qui apparaîtraient nécessaires.

J'ajoute encore que dès sa première séance de travail, la semaine passée, la Haute Autorité a examiné dans sa nouvelle composition ces problèmes de la coordination des politiques énergétiques. Elle est arrivée à la conclusion qu'il est nécessaire de prendre une initiative limitée mais concrète, afin de faire un premier pas sur le chemin de cette coordination dont elle se rend pleinement compte qu'elle constitue un travail de longue haleine et que maintes difficultés devront être surmontées avant qu'on puisse même s'approcher de la solution de tous ces problèmes. A l'heure actuelle, on voit comment, sous la pression des événements, les gouvernements des États membres risquent de prendre des initiatives individuelles qui pour-

raient compromettre gravement la réalisation de la coordination souhaitée.

La Haute Autorité pense que la création tout d'abord d'un cadre capable de canaliser les discussions et les opinions au sujet des problèmes énergétiques pourrait être une première contribution très utile à la réalisation progressive de la coordination prévue au protocole de 1957.

Dans cet esprit, la Haute Autorité a pris l'initiative, conformément au mandat qu'elle a reçu des gouvernements par le protocole d'octobre 1957, de formuler une série de propositions concrètes.

La procédure de consultation avec les autres exécutifs est en cours.

La Haute Autorité communiquera le plus tôt possible à l'Assemblée ou à ses commissions le contenu de ces propositions dont elle veut saisir le Conseil spécial de ministres dans les plus brefs délais.

La Haute Autorité se rend compte que pour dégager en Conseil de ministres un accord unanime sur des orientations générales de la politique énergétique, sur des propositions concernant les conditions de réalisation d'une telle politique et sur les mesures spécifiques qu'elle comporte, une préparation détaillée et soignée avec les gouvernements s'impose, les consultations nécessaires avec tous les intéressés étant assurées en même temps. La Haute Autorité mènera ces travaux préparatoires en liaison étroite avec les autres exécutifs.

Arrivé à ce point, je pourrais passer immédiatement à la conclusion, si un légitime scrupule ne me faisait penser que l'Assemblée attend peut-être de moi un jugement d'ensemble sur la situation.

Il est difficile d'apprécier la portée des termes d'« optimisme » et de « pessimisme » et je ne me dissimule pas qu'il est extrêmement dangereux, en économie, de risquer des prophéties. Tout le monde se souvient probablement de cette solennelle commission américaine qui aurait dû se réunir pour étudier le moyen de renverser la tendance; la tendance, elle, n'eut pas la politesse d'attendre la commission: elle se renversa toute seule, avant même que la commission ait pu se réunir.

Dans ma langue maternelle, le sens du mot « optimisme » est tempéré par cette nuance du relatif qui semble bien ancrée dans les civilisations méditerranéennes. Je peux donc l'employer sans crainte excessive.

Je suis optimiste, Mesdames et Messieurs, non seulement parce que le pessimisme est toujours inutile et que l'optimisme conscient et mesuré est au contraire une force, mais aussi pour des raisons que j'ai longuement méditées. Certes, l'optimisme même ne doit pas être le résultat de cette politique de l'autruche dont on dit, peut-être avec une pointe de malice, qu'elle se cache la tête pour ne pas voir le danger. Nous devons voir, ou, mieux encore, avoir les yeux grands ouverts sur la réalité.

Et cette réalité, elle nous enseigne avant tout, non seulement que l'entrée en jeu de formes nouvelles d'énergie ne saurait être empêchée, mais qu'il ne faut pas se faire illusion sur les choix du consommateur.

Là où l'entreprise industrielle moderne pourra éviter le charbon, elle le fera sans hésitation, et elle le fera non pas tellement pour éviter les aires de stockage, les magasins, les raccordements ferroviaires, les voies de triage, les ateliers de réparation, les intérêts et l'amortissement de toutes ces installations, pour éviter aussi les mises en route, les arrêts, les reprises, les interruptions, les vapeurs d'humidité, les cendres, les scories, les fumées, les pertes de matières, l'entretien; elle ne le fera peut-être pas non plus parce qu'il est difficile de déterminer avec exactitude le coût du combustible dans tous ces éléments de frais directs et indirects (on a dit, non sans une part de vérité, que le prix d'une tonne de charbon est connu avec précision, mais que l'on est presque toujours dans l'incertitude sur ce que l'on recevra pour ce prix). Mais elle le fera parce que la distribution de l'énergie, là où elle est demandée, à l'aide de conduites et de compteurs, lui permet — grâce à une appréciation beaucoup plus précise du prix du combustible par la lecture journalière des consommations et le contrôle des diagrammes de prélèvement — d'avoir une vue de ses installations et une exploitation beaucoup plus rationnelle. Une industrie moderne a aujourd'hui besoin d'user de la possibilité rapide d'étendre, de réduire et de modifier ses installations. En dehors de

cela même, l'économie, visible et invisible, réalisée par l'emploi d'un combustible adapté à n'importe quel régime, de qualité constante, d'une distribution rapide, facile et continue, ne posant pas de problèmes particuliers inhérents à son emploi, est mise en évidence par la diffusion des combustibles de haute qualité, même si leur coût par unité thermique représente plusieurs fois celui du charbon et du lignite.

Après cela, le calcul des calories disponibles ne saurait convaincre. Outre qu'il faut évaluer les calories effectivement utilisables, les conclusions conduiraient par exemple à condamner les moteurs électriques, qui ont été pendant longtemps beaucoup plus coûteux que les moteurs Diesel ou les moteurs à gaz pauvre. Personne n'a pourtant jamais renoncé aux moteurs électriques. Demandons à nos maîtresses de maison si elles renonceraient au fer à repasser électrique pour adopter le fer au lignite qui ne coûte pratiquement rien.

Il faut observer enfin que les moyens de transport renonceront au charbon. Mais il serait stupide de supposer que cette source d'énergie toujours précieuse sera abandonnée par les hommes.

Il y a des productions pour lesquelles le charbon est techniquement irremplaçable. D'autre part, le coke métallurgique — pour ne citer que quelque cas — est absolument indispensable pour certains processus de réduction des métaux, pour préparer certains produits obtenus au four électrique et, enfin, parce que les produits dérivés de la distillation du charbon sont devenus une matière première pour l'industrie chimique. Et encore, je n'ose même pas imaginer les succès absolument certains que nous préparent la science et la technique, tant en ce qui concerne l'utilisation du charbon que l'étude des économies susceptibles d'être réalisées dans son emploi.

Il subsiste donc, en tout état de cause, des chances pour l'avenir du charbon, notamment si l'on atteint par des moyens judicieux et en temps opportun la productivité maximum. Quant aux coûts, sous l'aiguillon des prix internationaux, ils s'ajusteront inévitablement. Je ne voudrais pas que mon optimisme soit compris comme une invitation à la paresse

ou à l'attente passive et fataliste de l'amélioration; il faut y voir une incitation au courage et à l'effort de volonté.

Les perspectives pour le charbon se trouvent améliorées pour la raison fondamentale, qui a dominé mon premier discours sur le marché commun et que j'ai répétée dans différentes villes d'Europe, à savoir que la force d'expansion du marché commun devra, sous peine d'échec, avoir le pas sur tout autre phénomène. Je dis du marché commun général qu'il aura besoin d'énergie et d'acier, de même que la population qui s'accroît aura besoin de pain. Aucun doute sur ce point et je voudrais retourner la proposition que Keynes avait énoncée non sans une certaine ironie au sujet des vues à long terme. Les vues à long terme, disait l'éminent économiste anglais, sont une bien belle chose, avec le seul inconvénient qu'à long terme, on meurt. Non : à long terme, les peuples vivent et grandissent et les Communautés européennes sont nées précisément pour assurer la paix, la liberté et le bien-être à notre génération et aux générations futures. L'Europe veut vivre et elle vivra !

Mais aujourd'hui nous avons à résoudre le problème difficile devant lequel nous place la situation charbonnière. La Haute Autorité ne peut que vous assurer qu'elle ne ménagera aucun effort pour que cette situation retrouve un équilibre.

Il faut en tout cas reconnaître — j'ai déjà eu l'occasion de le dire lors d'une récente interview — que sans la C.E.C.A. la crise charbonnière aurait été encore plus grave.

J'y ajoute, et mes collègues de la Haute Autorité sont tout à fait du même avis, que le plus grand danger que puisse courir la Communauté à l'heure actuelle serait la mise au point simultanée de mesures divergentes dans les différents États membres, ce qui rendrait très difficile, sinon impossible, une coordination ultérieure.

Je signale ce danger puisque, d'après les dernières prévisions dont nous disposons, la mise en stock et le chômage continueront, quoique généralement à une cadence atténuée.

Toute intervention limitée au cadre national, vous le savez bien, déclenche des réactions en chaîne qui se répercutent sur les voisins, abou-

tissant ainsi à un cloisonnement, voire à la négation même de tout système communautaire.

C'est pourquoi les mesures à prendre doivent tenir compte de tous les intérêts en cause. Au nom du nouveau collège de la Haute Autorité, je désire lancer devant cette haute Assemblée, et de la manière la plus pressante, un appel aux gouvernements, aux organisations professionnelles et aux organisations syndicales : qu'ils apportent toute leur coopération en vue de la solution, sur le plan communautaire, de ce problème charbonnier.

Messieurs, les circonstances m'ont, comme je l'ai dit, contraint à abuser déjà de votre patience.

C'est pourquoi, en ce qui concerne un certain nombre d'autres questions dont la Haute Autorité se préoccupe actuellement, je dois me borner ici à en donner une simple énumération :

— quant à l'acier, je rappelle le problème du niveau des prix en France, le fonctionnement du marché de la ferraille et certains cas de concentration. En parlant de l'acier, je suis par ailleurs très content de vous annoncer qu'on peut d'ores et déjà constater, pour l'ensemble de la Communauté, que la production de l'année en cours dépassera, selon toute probabilité, les chiffres records de l'année 1957;

— quant au charbon — je continue mon énumération — il y a le problème de la prorogation éventuelle de l'aide au chômage en Belgique, la question des fermetures de puits, les mesures prises par le gouvernement belge ayant pour effet de limiter les échanges dans la Communauté, ainsi que le problème des comptoirs de vente en Allemagne et en Belgique et de la réglementation des importations en France. Je citerai enfin la suite à donner à la résolution prise par le Conseil de ministres au cours de sa session du 31 juillet relative à l'organisation d'une rencontre destinée à l'examen des problèmes posés par la reconversion industrielle des régions touchées par les fermetures.

Nous aurons l'occasion d'examiner toutes ces questions avec l'Assemblée et ses commissions.

Permettez-moi maintenant, avant de conclure, de faire allusion aux deux problèmes qui

constituent les objectifs ultimes des Communautés européennes : le problème social et le problème politique.

La Communauté européenne du charbon et de l'acier a derrière elle une belle tradition d'action sociale et elle ne pourra que continuer dans ce sens et renforcer cette action. Création d'un type absolument nouveau dans l'histoire économique, elle est au-dessus de la mêlée : personne ne peut l'accuser de représenter des intérêts de classe, quels qu'ils soient, mais chacun peut attendre d'elle une sensibilité particulière pour les problèmes sociaux, pour la réalisation même des objectifs économiques et politiques qui lui sont assignés.

Nous n'avons plus devant nous le monde de Ricardo, ni celui de Marshall, ni peut-être celui de Keynes. Nous ne pouvons plus raisonner sur des doctrines et des faits que le temps a irrésistiblement dépassés.

Nous savons aujourd'hui que la pression des travailleurs — et, notez-le, il me serait facile, en raison de mes tendances politiques et sociologiques que je n'ai jamais dissimulées, de faire de la littérature banale sur l'ascension des travailleurs, mais je veux m'en tenir au raisonnement économique, solide et inattaquable — nous savons aujourd'hui, disais-je, que la pression des travailleurs pour améliorer leurs conditions de vie est absolument nécessaire à la production et qu'elle est essentielle dans le système économique d'hommes libres que l'on appelle économie de marché.

L'économiste Robinson disait récemment que la nouvelle orthodoxie, si l'on pouvait en créer une, devrait être infiniment plus complexe que l'ancienne. Dans ce cadre, il est une réalité que seuls les aveugles peuvent nier, à savoir qu'une économie de coûts qui fonctionnerait au détriment de l'accroissement proportionné et raisonnable du pouvoir d'achat de la masse serait purement et simplement une économie de suicide. L'augmentation même de la productivité suppose une augmentation de la demande au même rythme, afin que celle-ci puisse absorber l'augmentation de production. Si, au contraire, la productivité s'accroît et que les salaires demeurent constants, les coûts seront en diminution continue et cela, notons-le, précisément dans les conditions d'oligopole et

en général lorsque la concurrence fondée sur le prix est limitée. Cela semble un paradoxe, mais c'est une vérité élémentaire d'affirmer que les salaires versés doivent être en mesure de contenir les marges bénéficiaires, pour maintenir constante la pression des salaires sur la valeur de la production.

Ces considérations générales ne souffrent évidemment pas d'exception pour le secteur du charbon et de l'acier, qui est à la base de la production industrielle. La Haute Autorité ne peut se permettre ni une mentalité rétrograde ni de la myopie. Tout cela trouve d'ailleurs un plus large écho dans le problème même de la démocratie et dans le problème politique, qu'il ne nous est pas permis d'ignorer.

C'est avec une certaine hésitation que j'aborde ce dernier problème, car je sais bien qu'il est aisé de formuler cette critique qui voudrait voir en nous — je dis bien en nous tous, Haute Autorité et Assemblée — un ensemble purement technocratique. Mais je continue à partager l'avis formulé en novembre 1954 par le rapporteur de la commission des affaires politiques, M. Teitgen, à savoir que la Haute Autorité n'a pas une fonction purement technique. Son action comporte des options fondamentales de caractère politique et, de ce fait, le contrôle exercé par l'Assemblée sur l'ensemble de son activité n'est donc pas, lui non plus, un simple contrôle technique : il est aussi un contrôle politique.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, lorsque la Communauté faisait ses premiers pas, Jean Monnet a pu vous dire que les grandes expansions de production qui sont nécessaires ne réussiront que si l'Europe veut s'unir au lieu de se détruire elle-même.

Nous avons parlé d'examen de conscience, mais, si nous ne voulons pas nous duper nous-mêmes en croyant duper la divine Providence, il est un autre point sur lequel nous devons nous interroger. Sommes-nous encore vraiment et fermement convaincus, tous et chacun, qu'aucune halte, aucun pas en arrière ne nous sont permis sur le chemin qui conduira à l'unification de l'Europe? Les raisons péremptoires qui ont conduit nos États à créer les Communautés européennes ont-elles conservé toute leur éloquence pour nous et pour les six gouvernements? Nous rappelons-nous encore que, en

1870, l'Europe produisait 68 % des produits manufacturés et contrôlait 50 % du commerce mondial, alors qu'aujourd'hui ces pourcentages ont été ramenés à la moitié à peine? Demeurons-nous convaincus que la misère de l'Europe — auprès du développement prodigieux de l'économie des États-Unis et de la Russie — s'explique essentiellement par l'absence d'un marché européen unique? Peut-être les conversations politiques des dernières semaines nous ont-elles fait craindre, un moment, que l'Europe était condamnée à demeurer à l'écart des grandes décisions; mais avons-nous songé que c'était principalement, sinon entièrement, sa faute?

Je n'ose répondre à ces questions; mais, si on me le permet, il y a une réponse que je me dois à moi-même et je vous demanderai de m'excuser si je suis obligé d'évoquer un souvenir personnel, ne serait-ce que pour échapper encore une fois à la littérature.

En 1942, pendant la guerre, Alcide de Gasperi manifesta le désir de me voir. Il s'agissait de ne pas se laisser surprendre par la chute désormais prochaine du fascisme et de préparer le nom et le programme de ce qui devait être le plus grand parti politique italien. Nous ne sommes pas tombés d'accord sur tous les points, mais nous l'avons été immédiatement et sans réserve sur un principe, à savoir qu'il fallait renverser l'ordre traditionnel du catholicisme politique qui partait de l'individu pour arriver à l'État; qu'il fallait considérer la politique en tant qu'instrument en rejetant toutes les conceptions autonomistes, pragmatistes ou de catégories, chères aux héritiers de Hegel; qu'il fallait par-dessus tout parler vite, haut et fièrement de l'Europe.

Une année plus tard, à la veille du coup d'État — à un moment où la guerre sévissait de plus belle — le programme dit de Milan était prêt : sa rédaction était l'œuvre de l'actuel président de la République italienne, Giovanni Gronchi, du comte Stefano Jacini et du chef des syndicalistes blancs, Achille Grandi. Eh bien ! le premier point — je dis bien le premier — de ce programme était ainsi conçu :

« Dans le cadre d'une Société des Nations renouvée — expression de la solidarité de tous les peuples — fédération des États européens attachés à un régime de liberté.

Représentation directe des peuples — à côté de celle des gouvernements — dans l'une comme dans l'autre.

Désarmement général et simultané; forces armées à recrutement volontaire, à la disposition exclusive des communautés internationales.

Droit facultatif de citoyenneté européenne en plus de celui de citoyenneté nationale.

Égalité juridique entre les citoyens de tous les États.

Application de ces principes de solidarité à l'économie internationale. »

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je me suis permis cette citation, qui touche de près une dure expérience personnelle vécue dans mon pays, non que je sois poussé par une ambition qui, en cette heure et en ce lieu, serait tout à fait puérile, mais parce qu'il s'agit peut-être du premier document politique constituant un engagement solennel à la cause de l'Europe pris, au cours même du conflit, par un grand parti de masse; parce qu'il s'agit aussi d'un engagement que les plus généreux de mes compagnons ont payé de leur sang. Pour ma part, je ne puis qu'y rester fidèle à tout prix. Et, comme président de la Haute Autorité et en son nom, je ne peux que déclarer, pour terminer, que la « relance européenne » sera notre préoccupation première, fondamentale, irremplaçable.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Nous remercions M. Malvestiti pour son exposé si nourri et si instructif pour nous tous.

Le texte de son discours sera distribué immédiatement en vue du débat de demain. Je rappelle, en effet, que la réponse à cette déclaration sera donnée au cours de la séance de demain jeudi, après-midi.

7. — *Déclaration de M. Folchi au nom des Conseils des ministres*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle une déclaration de M. Folchi, secrétaire d'État chargé de la conduite du ministère des affaires

étrangères de la République italienne, en l'absence de M. Pella, au nom des Conseils des Communautés européennes.

La parole est à M. Folchi, membre des Conseils des ministres.

M. Folchi, membre des Conseils des ministres. — (I) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, c'est un grand honneur pour moi que de prendre la parole devant cette Assemblée qui a déjà donné tant de preuves de sa haute compétence et de l'enthousiasme avec lesquels elle s'est mise au service de l'unité européenne.

En lui rendant l'hommage sincère qui lui est dû, non seulement en mon propre nom, mais également au nom du président en exercice des Conseils de la Communauté, M. Pella, que j'ai l'honneur de représenter ici, ma pensée s'adresse en particulier à son éminent président, M. Robert Schuman, que nous comptons parmi les plus grands artisans de notre Europe.

Je tiens aussi à saluer tout particulièrement mon ami de vieille date et compagnon de tant de luttes politiques inoubliables, Piero Malvestiti, et à lui adresser mes meilleurs vœux. Nous venons d'avoir le plaisir d'entendre la première déclaration qu'il a faite devant cette Assemblée en sa qualité de président de la Haute Autorité de la C.E.C.A., l'ainée de nos Communautés. J'adresse ces mêmes vœux aux autres membres de la nouvelle Haute Autorité.

Je voudrais avant tout dire quelques mots sur le problème du siège des institutions des Communautés.

Ainsi que l'a indiqué hier M. le président Schuman, les gouvernements des six pays ont la ferme intention de rester fidèles au principe du siège unique des institutions des Communautés, principe qui a été affirmé pour la première fois par la Conférence des représentants des gouvernements, à Paris, en janvier 1958, et qui a été ensuite réaffirmé et précisé par la résolution que votre Assemblée a approuvée au mois de juin suivant.

S'il n'a pas été possible jusqu'ici d'appliquer ce principe dans la pratique, le fait n'est certainement pas dû à la mauvaise volonté ou à des objections portant sur la validité du principe même de l'unicité du siège; il faut en

chercher la raison dans des difficultés objectives qui ne peuvent être surmontées qu'après un certain temps, avec l'acquiescement de tous et de façon définitive. Les représentants des gouvernements ont décidé, en mars dernier, de ne pas modifier pendant une période de trois ans la situation de fait actuelle des institutions. Cette décision a été prise notamment pour permettre aux institutions et aux organes des Communautés de fonctionner dans la pratique avec un minimum de stabilité, car elle exclut la possibilité d'un transfert improvisé et immédiat, éventualité qui ne pourrait que porter un préjudice sérieux au travail ordonné et délicat qui caractérise ces premières années de mise en route de nos Communautés. Les gouvernements n'ont pas pour autant ralenti leurs travaux en vue de résoudre la question du siège unique des institutions; ils ont notamment mis à l'étude les problèmes que pose la constitution d'un district européen.

De son côté, l'Assemblée poursuit des études en la matière. Les gouvernements seront très heureux de pouvoir bénéficier encore, dans cette délicate question, de sa précieuse collaboration; ainsi pourra-t-on unir les efforts de tous pour atteindre un objectif qui revêt indiscutablement dans la construction progressive de l'Europe unie une importance primordiale tant sur le plan psychologique que sur le plan fonctionnel. Les décisions unilatérales et partielles, en augmentant le nombre des positions préconçues finiraient par retarder le choix de la solution définitive, plutôt que de l'accélérer.

Passons maintenant aux problèmes de politique sociale!

Permettez-moi d'émettre certaines considérations sur les aspects fondamentaux qui ont été mis en relief au cours de la journée d'hier, lors du débat constructif et intelligent que vous avez engagé après la déclaration de M. Petrilli, membre de notre Commission.

La politique sociale constitue pour la Communauté un domaine qui réclame une attention particulière; j'en ai recueilli hier un écho autorisé et chaleureux.

Le rapport général de la Commission, son exposé sur l'évolution de la situation sociale dans la Communauté et l'intervention brillante de M. Petrilli ont mis en évidence le nombre

important des questions qui se posent et la nécessité de les examiner dans l'esprit communautaire. La politique sociale est un élément important de la politique intérieure de chacun de nos six pays; c'est le baromètre, si je puis dire, qui enregistre toutes les modifications qui se produisent dans la situation sociale des pays eux-mêmes. Il convient donc de faire en sorte que ces modifications s'intègrent dans le cadre général de la situation économique de nos pays et qu'elles soient accueillies favorablement par tous les milieux intéressés.

Le premier pas a été fait. Le Conseil a adopté, sur proposition de la Commission, des règlements concernant la sécurité sociale des travailleurs migrants et une commission administrative a commencé les travaux nécessaires pour permettre aux administrations nationales d'appliquer les règles arrêtées sur le plan communautaire. Un deuxième pas est en préparation. La Commission a saisi le Conseil de sa proposition concernant le Fonds social européen et le Conseil vous en a immédiatement saisis à votre tour afin de connaître votre avis. En même temps, il a demandé l'avis du Comité économique et social, lequel se propose de faire connaître son opinion vers la fin du mois d'octobre de cette année.

Je me rallie aux considérations de M. Petrilli et je tiens également à souligner l'importance qu'attache le Conseil au fonctionnement du Fonds social.

La question de la formation professionnelle que M. Petrilli a aussi évoquée dans ce contexte mérite certainement toute notre attention. En effet, la structure de nos économies, et notamment les exigences du secteur industriel, requièrent une main-d'œuvre qualifiée qui puisse faire face aux exigences des méthodes de production de plus en plus complexes et de plus en plus délicates.

Souhaitons donc que le règlement permettant de mettre en œuvre les dispositions qui, dans le traité, concernent le Fonds social puisse être adopté à brève échéance.

Enfin, le Conseil attend avec intérêt les propositions de la Commission sur la libre circulation des travailleurs.

La Commission nous a fait savoir que ses projets ont été discutés avec les experts intéressés

et qu'elle se propose d'en saisir prochainement le Conseil. Celui-ci examinera ces propositions avec toute la diligence qui s'impose; il ne perdra pas de vue l'importance que revêt la libre circulation de la main-d'œuvre pour la réalisation intégrale des intentions du traité.

J'ai suivi à ce sujet avec un vif intérêt les observations de M. Bertrand, rapporteur de la commission des affaires sociales. D'autre part, les indications précieuses fournies sur des problèmes concrets par MM. Nederhorst, Rubinacci et Battaglia pourront être utilisées avec fruit dans le travail qui reste à faire avant la mise en vigueur des dispositions sur la libre circulation des travailleurs.

De nombreux orateurs ont fait allusion à la création d'un organisme central pour la mise en contact de l'offre et de la demande d'emploi, estimant qu'il conviendrait de donner à cet organisme une importance particulière. Il ne nous est pour l'instant pas possible de nous prononcer sur ce point; le Conseil attend les propositions de la Commission. Mais il est évident, dès à présent, que toute proposition faite dans ce domaine soulève des problèmes difficiles, tant sur le plan des Six que sur le plan national; le Conseil les examinera donc avec la plus grande attention.

Permettez-moi de dire quelques mots au sujet du Comité économique et social.

Des questions de plus en plus nombreuses sont portées devant le Comité et je me félicite de constater que les avis exprimés par celui-ci ont apporté des éléments fort utiles à l'examen des différentes propositions. Je comprends fort bien l'intérêt que l'Assemblée parlementaire manifeste pour ces travaux, en demandant de connaître également l'ensemble des documents établis par ce Comité. Je ne suis pas encore en mesure de répondre avec précision à la question que M. le président Schuman a posée à ce sujet, mais je tiens à signaler que les Conseils examinent dès maintenant cette question avec les Commissions européennes afin de fournir à l'Assemblée toute la documentation utile à ses travaux.

Je conclurai en m'associant au vœu exprimé par différents orateurs qui souhaitent que la Commission européenne poursuive son action en matière sociale dans le cadre des dispositions

des traités. Le Conseil sera toujours prêt à examiner avec les autres institutions toutes les possibilités de prendre des mesures pour améliorer les conditions de vie et de travail dans nos six pays.

En ce qui concerne les problèmes que pose l'ouverture des marchés, il convient de rappeler la place centrale qu'occupe dans notre entreprise la mise en œuvre de l'ensemble des mesures destinées à opérer la fusion des marchés nationaux. En effet, depuis que le traité a été signé, et maintenant qu'il est entré en vigueur, il y a près de deux ans, la Communauté se présente au monde extérieur comme une unité sur le plan économique. Dès le début, le monde extérieur l'a considéré comme telle. Ce grand fait nouveau et les conséquences qui en découlent ont beaucoup occupé les esprits et il est certain qu'ils continueront à le faire. Si nos rapports avec l'extérieur dépendent d'une évolution que le traité a dû laisser à l'avenir le soin de définir, il a en revanche déjà fixé de façon assez précise les règles qui président aux rapports entre les États membres. L'établissement progressif du marché commun et la mise en œuvre des mesures qui doivent nécessairement l'accompagner constituent l'essentiel des engagements que les membres de la Communauté ont pris. Ainsi la réalisation effective du marché commun est-elle à la base de nos travaux, et elle demande toute notre attention. L'ampleur de notre réussite se mesurera surtout au progrès que nous ferons vers cet objectif.

L'application des premières mesures de désarmement douanier et contingentaire, qui ont été prises au début de cette année, a été préparée dans un esprit de bonne collaboration, grâce aussi aux efforts de coordination de la Commission européenne; elle s'est déroulée, en général, de façon satisfaisante et n'a fait surgir des difficultés que dans de rares cas.

Pour apprécier à sa juste valeur la mise en vigueur de ces mesures, il faut se rendre compte du fait qu'en les prenant, les membres de la Communauté ont fixé par là-même les bases sur lesquelles se fonderont les stades ultérieurs de la suppression, dans les échanges mutuels, d'entraves de caractère contingentaire et douanier. En ce sens, le travail effectué va beaucoup plus loin qu'une simple mise en route. De plus, ces mesures étant irrévocables, sauf dans

certain cas d'urgence fixés par le traité, elles ont introduit le démarrage de ce processus irréversible qui constitue la clé de voûte du système que nous avons adopté. Dans cet ordre d'idées, il importe au plus haut point que les milieux économiques aient nettement pris conscience de l'évolution qui résultera de l'exécution du traité. Cela prouve que les idées qui ont été à la base de l'institution de notre Communauté ne continuent pas seulement à inspirer l'action des gouvernements des États membres, mais qu'elles pénètrent aussi, et cela avec une rapidité réjouissante, dans l'esprit et dans les habitudes des peuples. Je suis sûr que la façon dont les premières mesures relatives à l'ouverture des marchés ont été mises en application a largement contribué à créer cette confiance indispensable à notre réussite.

L'évolution favorable de la conjoncture économique laisse prévoir que les prochaines mesures de désarmement douanier et contingentaire prévues par le traité ne soulèveront pas non plus de difficultés sérieuses. Il est donc permis d'espérer que la Commission continuera à exercer sa fonction motrice dans les travaux destinés à résoudre les problèmes techniques qui, au stade initial, sont inévitables dans ce domaine.

En ce qui concerne l'établissement du tarif extérieur que la Commission prépare et pour lequel les travaux relatifs à la négociation des droits applicables aux produits de la liste G sont en cours, le Conseil s'est rendu compte de la nécessité d'arrêter au plus tôt ce tarif. Afin de permettre à la Commission d'accélérer les travaux préparatoires, il a donné suite à la demande de la Commission de mettre à sa disposition un certain nombre d'experts nationaux. Compte tenu des négociations multilatérales prévues au G.A.T.T., le Conseil a également recommandé aux États membres, lors de sa session du 5 mai 1959, d'activer les négociations en vue de la négociation des droits sur les produits énumérés dans la liste G, de manière que l'on puisse soumettre à la fin de l'année aux signataires du G.A.T.T. un tarif commun aussi complet que possible.

Il est évident que, conformément à l'esprit du traité, l'ouverture des marchés devra s'accompagner de mesures analogues dans le domaine du droit d'établissement et de la libre

circulation des services ainsi que — pour me limiter aux matières rentrant plus particulièrement dans le domaine du marché intérieur — de l'instauration progressive d'une politique de concurrence.

Votre Assemblée abordera demain les problèmes relatifs à l'association économique européenne sur la base du rapport — certainement excellent — que M. Blaisse présentera au nom de la commission de la politique commerciale et de la coopération économique avec les pays tiers. Sans vouloir devancer les conclusions du débat qui aura lieu, je me permettrai toutefois d'exprimer quelques idées sur ce sujet passionnant qui engage toute la Communauté. Depuis le dernier débat de l'Assemblée sur le problème de l'association économique européenne, un événement important s'est produit : sept pays européens ont constitué une association européenne de libre-échange. A l'exemple d'autres porte-parole autorisés de la Communauté qui ont déjà eu l'occasion de le dire avant moi, je pense que la Communauté se doit d'accueillir cette initiative sans la moindre appréhension. Comment pourrait-il d'ailleurs en être autrement puisque les Six ont considéré que la seule voie possible pour assurer le maintien et le relèvement du niveau de vie de leurs propres nations, c'était de créer de grands espaces économiques qui assurent par delà les frontières la répartition la meilleure des sources de production et des possibilités de travail? L'initiative des Sept, même si elle diffère sur de nombreux points des conceptions du traité de Rome, est néanmoins accueillie par la Communauté avec un intérêt que justifient les espoirs que l'on a mis en elle.

D'autre part, nous n'avons pas vu se produire les perturbations dans les échanges commerciaux que d'aucuns avaient annoncées après l'échec des négociations de Paris.

D'ailleurs, à la fin de décembre 1958, la Communauté avait déjà manifesté de tenir compte, dans toute la mesure du possible, des préoccupations des pays tiers en prenant à leur égard une série de mesures — dont certaines, unilatérales — qui n'ont peut-être pas toujours été jugées objectivement. Quoi qu'il en soit, nous avons pris acte avec satisfaction du fait que, du côté des Sept, on a confirmé, lors de la publication de leur plan, que leur objectif final

reste la conclusion d'un accord multilatéral avec la Communauté.

Dans ce cas aussi, on peut affirmer — et M. Malvestiti tirera sans doute quelque satisfaction de ce que j'ai dit — que les faits eux-mêmes semblent avoir donné raison aux optimistes; depuis la mise en place du marché commun, le commerce entre les six pays et les autres pays membres de l'O.E.C.E. a montré une tendance nette à s'amplifier (15 % pour les exportations des pays de l'O.E.C.E. vers le marché commun, 8 % pour les importations). L'avenir dira si cette évolution s'est confirmée.

Mais comme les expériences antérieures d'intégration l'ont prouvé, et comme le disait la semaine dernière dans cette même enceinte, devant l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, mon collègue Van Offelen, on peut se demander si, même en dépit de différences de traitement qui existeraient à l'égard des marchandises de chacune des deux zones, les échanges entre les Six et les Sept ne s'accroîtront pas en raison du relèvement du niveau de vie et des besoins qu'entraîneront, dans leurs aires géographiques respectives, ces deux groupements économiques. Cette vue optimiste ne doit cependant pas nous faire oublier que la situation actuelle ne peut pas être considérée comme une solution définitive et satisfaisante du problème des relations économiques européennes. Je crois que sur ce point il y a identité de vues entre notre Assemblée et les gouvernements des pays de la Communauté. Ceux-ci ont toujours considéré — et le Conseil a eu l'occasion de l'affirmer à plusieurs reprises — qu'une association multilatérale entre la Communauté et les autres membres de l'O.E.C.E. constitue une solution souhaitable des problèmes économiques de l'Europe. De même, je ne crois pas nécessaire de rappeler que les six gouvernements, tout comme l'Assemblée, entendent rester, dans la recherche de cette solution, entièrement fidèles au traité de Rome et à l'idéal qui l'a inspiré.

En réalité, je crois que si les négociations en vue d'une telle solution n'ont pas encore abouti jusqu'à présent, on ne saurait en voir la raison dans un manque de bonne volonté de la part des nombreuses parties en cause, ni à l'existence des questions préalables de nature politique;

le fait tient plutôt à la nature même des choses, au caractère novateur des solutions que les divers problèmes appellent et à l'absence de tout précédent en la matière.

Dès lors, il n'est pas surprenant que le rapprochement de ces différents points de vue se fasse avec quelque lenteur. Mais il est tout aussi évident, Monsieur le Président, que les périodes d'attente ne doivent pas nous inquiéter, pour autant qu'elles soient employées à faire mûrir des problèmes difficiles et à assurer l'évolution nécessaire des idées.

La Communauté a déjà eu l'occasion de donner des preuves de son esprit libéral, notamment par les mesures qu'elle a prises en décembre 1958, et par la position qu'elle a adoptée dans diverses assises économiques internationales, en particulier au G.A.T.T. Une preuve de plus que la Communauté entend rester ouverte et sensible aux préoccupations particulières des pays tiers vient d'être donnée ces dernières semaines — à supposer qu'il en ait été besoin — par l'accueil que nous avons réservé aux demandes d'association de la Grèce et de la Turquie.

Enfin, il ne faut pas perdre de vue non plus, dans la recherche de la solution finale, l'évolution récente des relations économiques mondiales qui s'est traduite par le retour à la convertibilité, ni la responsabilité particulière qui incombe à notre Communauté vis-à-vis des pays tiers en général et, en tant qu'elle est un groupement de pays hautement industrialisés, à l'égard des pays moins développés.

C'est pour la recherche d'une solution qui tienne compte de l'ensemble de ces considérations que le Conseil a institué un comité spécial dont la présidence a été confiée à la Commission. Les travaux de ce comité n'ont pas encore donné de résultat définitif. Je suis cependant convaincu qu'ils permettront de dégager une base d'accord entre les six gouvernements, suffisamment large et suffisamment précise, pour permettre à la Communauté de reprendre un dialogue fructueux avec ses partenaires européens.

Pour conclure, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je crois pouvoir déclarer que de l'exposé que je viens de faire devant vous, il se dégage une constatation réconfor-

tante : l'identité de vues qui se manifeste entre votre Assemblée et le Conseil sur la manière d'aborder ce délicat problème des relations économiques intra-européennes. Vous me permettrez d'y voir un gage supplémentaire de ce que ce problème recevra une solution de fond satisfaisante qui tienne compte, d'une part, des impératifs de la Communauté et, d'autre part, des préoccupations légitimes de chacun des gouvernements des États qui en font partie.

De ce débat pourront jaillir des orientations, des appréciations, des considérations qui certainement resteront présentes à l'esprit des gouvernements au cours des développements ultérieurs de cette question. Demain, M. le président Hallstein illustrera, de son côté, devant l'Assemblée, certaines opinions et solutions sur lesquelles les gouvernements devront discuter dans un proche avenir.

Je devrais terminer là l'examen des idées émises jusqu'ici au cours de l'intéressant débat qui a eu lieu à cette session de votre Assemblée, débat auquel j'ai eu l'honneur d'assister et de participer; mais en ce moment, où sur la scène du monde apparaissent des faits nouveaux et grandioses qui semblent l'emporter sur toute autre réalité, je sens qu'il est de mon devoir de renouveler, du haut de cette tribune, un acte de foi en l'Europe de demain, l'Europe unie que nous voulons tous et à la construction de laquelle nous travaillons avec ténacité.

Dix-huit mois après l'entrée en vigueur des traités de Rome, la Communauté est désormais devenue une réalité vivante et puissante. Les principes des traités ont cessé d'être les dispositions arides d'un texte élaboré par des techniciens et des juristes; ils ont été assimilés par tous les milieux économiques, ils sont désormais imprimés dans la conscience publique et ils accompagnent et conditionnent la vie quotidienne de nos populations. Votre Assemblée aura l'honneur et la mission de stimuler et d'activer la mise en œuvre du marché commun européen, mise en œuvre qui pourra, le cas échéant, par un raccourcissement des délais, être plus rapide que celle que les traités ont prévue.

Plus notre Communauté se développera et se consolidera rapidement à l'intérieur, plus il lui sera facile de promouvoir les initiatives qui lui permettront de s'affirmer toujours davantage à l'extérieur, comme un instrument

fondamental de coopération internationale et d'expansion des échanges.

Plus rapidement notre Communauté se révélera être l'instrument efficace du progrès économique et social de tous nos peuples, de tous les travailleurs de nos pays, plus elle pourra poursuivre avec ampleur et sollicitude une tâche particulière dans l'action générale que les pays industrialisés mènent en faveur des pays qui sont encore en voie de développement économique, ces pays qui constituent la réserve fondamentale du devenir économique et social du monde.

La stabilité économique et commerciale de notre Communauté et le grand héritage de civilisation de nos peuples nous imposent, en ce moment et dans ce domaine, des devoirs particuliers que nous accomplirons dans l'esprit de la plus haute solidarité internationale et en pleine égalité de conditions avec les pays qui exprimeront le désir de recourir à notre aide technique et financière. Ce faisant, nous contribuerons à accroître la liberté et à répandre davantage la justice dans le monde.

Ce n'est qu'en faisant son unité que l'Europe arrivera à ces dimensions économiques que le progrès technique, scientifique et social de notre temps rendent absolument nécessaires, si elle veut redevenir l'égale des grandes puissances mondiales. Et c'est surtout grâce à cette unité que, dans ce monde si orgueilleux d'avoir arraché à l'univers tant de ses secrets et de ses mystères, l'Europe pourra retrouver un nouvel élan créateur et restituer l'antique splendeur aux valeurs humaines et chrétiennes qui, au cours des siècles, lui ont valu la gloire d'avoir créé la seule civilisation universelle de l'histoire.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Nous remercions M. le Secrétaire d'État de sa déclaration, dont l'Assemblée prend acte.

8. — *Ordre du jour de la prochaine séance*

M. le Président. — Prochaine séance demain jeudi 24 septembre :

— à 15 heures :

— Présentation du rapport de M. Blaisse sur les problèmes relatifs à une association économique européenne;

— Déclaration de M. Hallstein, président de la Commission de la Communauté économique européenne;

— Réponse à la déclaration de M. le Président de la Haute Autorité;

— Questions orales nos 3 et 4 de MM. Poher, Pleven et Birkelbach, adressées à la Haute Autorité et au Conseil spécial de ministres;

— Réponse de la Haute Autorité au rapport de M. Bertrand sur la libre circulation de la main-d'œuvre, la construction d'habitations et l'aide aux travailleurs contraints au chômage;

— Question orale n° 5 de M. Kalbitzer, adressée à la Haute Autorité;

— à 21 heures :

Discussion du rapport de M. Blaisse sur les problèmes relatifs à une association économique européenne.

La séance est levée.

(La séance est levée à 18 h 20.)

SESSION DE SEPTEMBRE 1959

SÉANCE DU JEUDI 24 SEPTEMBRE 1959

Sommaire

1. Procès-verbal 122
2. Excuse 122
3. Association économique européenne. —
Présentation d'un rapport de M. Blaisse, fait au nom de la commission de la politique commerciale et de la coopération économique avec les pays tiers :
M. Blaisse, rapporteur 122
4. Déclaration de M. Hallstein, président de la Commission de la Communauté économique européenne 129
5. Motion d'ordre :
MM. Alric, président de la commission de la politique commerciale et de la coopération économique avec les pays tiers; le Président, Birkelbach, Bohy, Kapteyn, Duvieusart, Metzger, Poher, Kalbitzer, Pleven, le Président. —
Décision d'inscrire à l'ordre du jour du lendemain un débat sur la déclaration de M. Hallstein 138
6. Réponse à la déclaration de M. le Président de la Haute Autorité :
MM. Poher, président du groupe démocrate-chrétien; Birkelbach, président du groupe socialiste; Pleven, président du groupe des libéraux et apparentés; de la Malène, Armengaud, Coulon, Bousch, Nederhorst, Poher, Nederhorst, Friedensburg, Malvestiti, président de la Haute Autorité; de la Malène . . 145

Sur proposition de M. Poher, décision de laisser le débat ouvert 169

7. Questions orales de MM. Poher, Pleven et Birkelbach, relatives au chômage en Belgique :
Lecture d'une communication de M. Elvinger, président en exercice du Conseil spécial de ministres 169
MM. Finet, membre de la Haute Autorité; Poher, le Président 170
8. Problèmes relatifs à la main-d'œuvre dans la Communauté européenne du charbon et de l'acier. — Réponse de la Haute Autorité au rapport de M. Bertrand :
MM. Finet, membre de la Haute Autorité; Petrilli, membre de la Commission de la Communauté économique européenne; Bertrand, rapporteur; le Président 171
9. Question orale de M. Kalbitzer, relative à certaines déclarations de M. le Président de la Haute Autorité :
MM. Malvestiti, président de la Haute Autorité; Kalbitzer, le Président . . 178
10. Dépôt de documents 180
11. Ordre du jour de la prochaine séance. 180

PRÉSIDENCE DE M. ROBERT SCHUMAN

(La séance est ouverte à 15 h 05.)

M. le Président. — La séance est ouverte.

1. — *Procès-verbal*

M. le Président. — Le procès-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation?...

Le procès-verbal est adopté.

2. — *Excuse*

M. le Président. — M. Deist s'excuse de ne pouvoir assister à la fin de la session.

3. — *Association économique européenne*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la présentation du rapport de M. Blaisse, fait au nom de la commission de la politique commerciale et de la coopération économique avec les pays tiers, sur les problèmes relatifs à une association économique européenne.

La parole est à M. Blaisse, rapporteur.

M. Blaisse, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, il vient de paraître un deuxième rapport de la commission de la politique commerciale et de la coopération économique avec les pays tiers sur les relations de la Communauté avec d'autres pays européens, autrement dit sur la création d'une association économique européenne.

Comme vous le savez, il s'agit là d'un sujet extrêmement ardu et complexe. De plus, il est bien évident, si on pense notamment aux années que nous avons consacrées à ce problème, qui ne cesse de nous occuper, que l'unanimité n'est pas faite sur la question de savoir si la création d'une association économique européenne est souhaitable et, dans l'affirmative, quelle devrait en être sa forme. Cette unanimité manque chez les gouvernements, elle fait également défaut au sein de cette Assemblée et on ne la trouve pas davantage à la Commission de la C.E.E.

Pour sa part, la commission de la politique commerciale est parvenue à établir quelques points de vue communs; elle a notamment formulé une conclusion qui en est l'élément le

plus important, à savoir que nous souhaitons la reprise des négociations en vue d'arriver à une association multilatérale des Six avec les autres pays d'Europe.

En commission, on m'a demandé — et j'en avais d'ailleurs personnellement le désir — de rédiger un rapport succinct qui ne donne pas trop dans le perfectionnisme et, surtout, qui ne soit pas trop alourdi par des considérations d'ordre technique. Cette façon de procéder a évidemment quelques inconvénients : il est inévitable que certains problèmes soient traités de manière incomplète, voire entièrement passés sous silence.

Mais on m'a également demandé de prendre nettement une position politique. Voulons-nous maintenant l'association multilatérale et, dans l'affirmative, pour quelle raison? Et si nous n'en voulons pas, pourquoi ne la voulons-nous pas? A quoi je voudrais ajouter une autre question : Quels sont aujourd'hui les avis dans la Communauté des Six et hors de celle-ci?

Or, Monsieur le Président, nous sommes dans une grande incertitude quant à la direction dans laquelle nous cheminons. La question est d'une importance majeure pour tous les États de la Communauté, je dirais même pour tous les pays d'Europe, voire pour toutes les autres parties du monde, et en disant cela je pense surtout à l'Amérique.

Nous avons éprouvé une étrange impression — et, en particulier, la surprise du rapporteur de la commission de la politique commerciale a été grande — quand nous avons reçu ces jours derniers un mémorandum plus ou moins confidentiel, pas véritablement secret, mais à moitié secret, concernant le point de vue que la Commission de la C.E.E. croit devoir adopter sur quelques aspects de l'association économique.

Si je ne fais erreur, ce mémorandum a été mis hier à la disposition des membres de la commission de la politique commerciale. J'ai été étonné, et assez désagréablement surpris, de ce qu'on n'ait pas soufflé mot de ce mémorandum dans la discussion sur la zone de libre-échange qui a eu lieu à Bruxelles et au cours de laquelle nous avions expressément demandé des informations à M. Rey, membre de la Commission de la C.E.E. On ne nous a pas non plus

donné la moindre indication sur la direction dans laquelle la pensée de la Commission s'est orientée; et cependant, Monsieur le Président, il n'y a pas dix jours que la commission de la politique commerciale s'est réunie.

Ces faits m'obligent en somme à refaire mon rapport. Il m'a été impossible d'y faire état des idées de la Commission qui ont été formulées dans le memorandum. J'y vois là une grave lacune.

Pour moi, la question principale reste celle-ci : Voulons-nous, oui ou non, l'association sur une base multilatérale? Au fait, il n'y a guère, à première vue, de raison de poser cette question.

Mais voyons d'abord quel a été le point de vue de l'Assemblée parlementaire européenne.

En juin 1958, nous avons adopté une résolution dans laquelle nous avons dit expressément que nous souhaitions voir se poursuivre les pourparlers en vue d'une association multilatérale. A présent, nous savons qu'à la fin de 1958 les conversations engagées sous l'égide de M. Maudling ont échoué. L'Assemblée parlementaire européenne ne s'en est pas moins nettement prononcée en faveur d'une telle association.

Le point de vue de la Commission de la C.E.E. et notamment de M. Hallstein est également fort clair. Je me bornerai à vous citer quelques phrases qui datent d'alors et qui montrent que M. Hallstein s'est prononcé très clairement en faveur d'une association européenne établie sur une base multilatérale. Il l'a fait le 13 janvier 1959 quand il a déclaré que la solution devrait être libérale, multilatérale et progressive. A propos de ce caractère multilatéral, il disait : « Elle ne doit pas affaiblir la structure d'un système englobant le plus grand nombre possible d'États européens, elle doit au contraire la consolider. Nous avons besoin de compléter dans un espace européen plus vaste notre propre construction, plus étroite et par suite plus intensément active. »

Le président de la Commission de la C.E.E. avait été encore plus loin dans une observation — que j'estime d'ailleurs très juste en principe, encore que je trouve qu'elle allait tout de même un peu trop loin — qu'il faisait le 20 mars 1958 :

« La Commission estime unanimement qu'il ne faut négliger aucun effort pour obtenir que les pays européens qui n'appartiennent pas à la Communauté lui soient associés selon un schéma analogue à la conception de la zone de libre-échange. »

Et il poursuivait en ces termes : « Tout d'abord, il ne s'agit plus » — écoutez bien, Mesdames et Messieurs — « de grouper les six États dont la structure économique est somme toute similaire, mais dix-sept pays dont l'économie nationale accuse de fortes disparités de structure et même d'évolution. »

L'Assemblée parlementaire et la Commission de la C.E.E. sont donc d'accord en principe pour conclure une association multilatérale sous certaines conditions. J'examinerai dans un instant les conditions auxquelles il faut songer plus spécialement et quelles seront, si on ne les remplit pas, les conséquences qui en dériveront.

Monsieur le Président, il s'est produit quelque chose de nouveau : l'accord provisoire de Stockholm qui, vraisemblablement — nous n'en savons pas encore grand-chose — prendra sous peu une forme définitive. C'est un accord entre sept pays : la Suède, la Norvège, le Danemark, la Suisse, l'Autriche, la Grande-Bretagne et le Portugal, c'est-à-dire les pays de ce qu'on appelle la petite zone de libre-échange, dont nous savons fort bien que, n'eût été le fait du marché commun, ils ne se seraient jamais groupés.

Nous connaissons donc l'ancien point de vue. Nous voulons une association multilatérale, nous voulons un élargissement du cadre des Six. Mais il y a maintenant un accord de Stockholm. La commission de la politique commerciale et de la coopération économique avec les pays tiers s'est donc demandé si la signature d'un tel accord, prévue pour le 1^{er} novembre prochain, doit modifier le point de vue de l'Assemblée parlementaire. La conclusion de ceux qui assistaient à la réunion de la commission de la politique commerciale a été que nous n'avions aucune raison de modifier notre position quant à l'association européenne.

Bien au contraire ! Quand arrivera le moment où l'accord provisoire de Stockholm se muera en une convention définitive, cette transfor-

mation sera plutôt l'occasion de jeter un pont entre les Six et les Sept, tant pour éviter une division de l'Europe, inopportune aux points de vue politique et économique, qu'en considération de ce que des tractations entre les Six et les Sept aboutiront alors peut-être plus facilement à un résultat. Si les Six peuvent conférer avec le groupe relativement uni des Sept, on a de meilleures raisons de s'attendre à un succès.

Ce qu'il faut éviter — et sur ce point nous étions unanimes en commission — c'est la division de l'Europe en deux sphères d'intérêts. Pareille scission, je l'ai déjà dit, serait inopportune, tant du point de vue politique que du point de vue économique. Les arguments que l'on peut faire valoir à l'appui de cette idée sont évidents et ils ont d'ailleurs été admis en commission. On les trouve déjà formulés de façon circonstanciée dans notre premier rapport, qui date de l'an dernier.

A présent, il se pose un certain nombre de questions. L'accord de Stockholm va-t-il engendrer la division de l'Europe? Cette coopération est-elle une réalité, signifie-t-elle l'orientation nouvelle d'un certain nombre de pays qui n'ont pas voulu adhérer à la C.E.E.? Signifie-t-elle en même temps une scission de l'O.E.C.E. en deux groupes et peut-être, de ce fait, la fin de cette organisation?

Il est évidemment impossible de répondre avec certitude à ces questions. J'estime néanmoins qu'on peut encore avoir des doutes sérieux sur l'ampleur, l'importance et la portée véritable de l'accord de Stockholm, si tant est qu'il se fasse jamais.

J'attire surtout votre attention sur le fait que, le moment venu, cet accord devra recevoir l'acquiescement des autres États signataires du G.A.T.T. Il devra être conforme aux conditions minimum qui sont principalement énumérées à l'article XXIV du G.A.T.T. Je songe aussi à la portée limitée de l'accord de Stockholm qui a exclu systématiquement les produits agricoles et les produits de la pêche. Je pense aussi à la dispersion géographique des sept pays qui, vous ne l'ignorez pas, ne constituent nullement une entité territoriale cohérente. Je songe d'autre part à la fragilité de cette construction, car je note qu'un certain nombre de

pays entretiennent des rapports beaucoup plus serrés avec la Communauté qu'avec les pays de la petite zone de libre-échange.

Bref, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, le doute s'impose en la matière. Mais en revanche, et ce point a aussi été souligné en commission, nous avons malgré tout l'impression que quelques-uns de ces États — le nom de l'un d'entre eux est sur vos lèvres — désirent sérieusement, pour des motifs politiques, aboutir à une solution.

Certes, cet accord n'aurait jamais pu naître spontanément. Il faut y voir une sorte de réflexe de défense et en même temps un effort pour asseoir sur un fondement nouveau des négociations en vue de la création d'une association économique européenne sur base multilatérale. Je puis m'imaginer qu'à bref délai on atteindra tout de même certains résultats, en dépit des difficultés qui surgiront quand il faudra fixer quelques règles du jeu qui, là aussi, apparaîtront nécessaires.

Vous trouverez un bon résumé — soit dit en toute modestie — de l'accord de Stockholm à l'annexe 1/b du rapport de la commission.

Si on envisage l'accord sous cet angle, nous estimons que la coopération dans le cadre des Sept doit être jugée favorablement. Notre commission demande une solution multilatérale en Europe. Elle s'oppose à une scission en deux blocs et c'est pourquoi il lui semble d'autant plus souhaitable d'amorcer de nouvelles négociations.

Monsieur le Président, la commission s'est penchée attentivement et longuement sur le paragraphe II du rapport, qui traite de la reconnaissance et du maintien de la Communauté européenne. Je tiens à vous lire quelques phrases de ce paragraphe, parce qu'elles expriment l'essentiel de ce qui est en jeu pour nous, bien que nous soyons partisans d'une association multilatérale.

« Si l'on s'accorde généralement à considérer comme souhaitable un renforcement de l'unité européenne, il convient de veiller à ce que la réalisation de l'A.E.E. ne compromette pas les objectifs des traités de Rome ni leur bonne exécution. L'expérience a démontré que la volonté des Six de collaborer au sein des Com-

munautés européennes a constitué l'élément moteur des tentatives d'intégration européenne. La collaboration entre les six pays ne s'appuie pas uniquement sur l'ouverture du marché. Elle indique l'ébauche d'une politique commune sur un large front et la mise au point de « règles de jeu communes », qui constituent également la manifestation d'une intégration économique et politique plus poussée. Il faut donc éviter que l'A.E.E. puisse porter atteinte à la coopération fructueuse entre les pays de la C.E.E. et nuire à son épanouissement ultérieur. »

Voilà la différence fondamentale entre la coopération des Six et la coopération dans un cadre multilatéral que poursuivent les Sept. Nous espérons qu'entre ces différentes conceptions un accord pourra s'établir sans qu'il soit porté atteinte, de quelque façon que ce soit, au développement et à la prospérité de la Communauté. Sinon, pareille association serait inacceptable pour nous.

Il ne saurait être question de comparer, comme je l'ai vu faire, la Communauté économique européenne à un morceau de sucre dans une tasse de thé où il est condamné à se dissoudre. Tel n'est pas le point de vue de votre rapporteur, ni celui de la commission de la politique commerciale, ni celui de l'Assemblée. Et je puis certainement admettre que ce n'est pas non plus l'avis de la Commission de la C.E.E. Nous désirons au contraire un renforcement des Six, un développement, un approfondissement et, si possible, aussi une accélération de l'intégration sur les plans économique, social et politique.

Nous ne voulons pas faire une « Europe des patries » ; nous voulons « l'Europe, notre patrie ». Cette idée, Monsieur le Président, est compatible avec une association dans un cadre large, une association que l'on puisse malgré tout considérer comme un dérivé du traité dans le domaine de la politique commerciale, une association qui, fût-ce dans un cadre multilatéral, s'insère parfaitement dans la structure du traité.

Nous devons cependant nous efforcer d'aborder ce problème dans un esprit réaliste. L'Europe, ce n'est pas l'Europe des Six. Quelque importante que notre coopération puisse être en elle-même, l'Europe est et demeure un concept plus grand et plus large.

Nous devrions maintenant examiner les possibilités que nous avons de procéder à cet élargissement. J'ai déjà dit que nous devons aborder ce problème dans un esprit réaliste.

La première possibilité est d'augmenter le nombre des membres ; la deuxième consiste à conclure des associations multilatérales ; la troisième est de conclure des associations bilatérales ; la quatrième, d'arriver à des solutions provisoires destinées à empêcher que deux courants bien distincts ne s'établissent définitivement en Europe.

En fait, ces possibilités se présentent sous la forme d'une progression logique décroissante.

Pour ce qui est, première possibilité, de l'augmentation du nombre de membres, si nous sommes vraiment réalistes, mieux vaut n'en plus parler pour l'instant. Cette idée ne répond à aucune réalité actuelle.

La deuxième possibilité envisagée est l'association multilatérale. Qu'entendons-nous par là ? Nous en avons déjà discuté à plusieurs reprises ; je n'y reviendrai donc pas.

Nous croyons que, dans certaines conditions — il s'agit précisément de savoir quelles seront ces conditions — on pourra libérer les marchés. Ces conditions sont traitées aux paragraphes 14 et 15 de mon rapport.

Monsieur le Président, permettez-moi de saisir cette occasion pour redresser une erreur qui s'est malencontreusement glissée dans le rapport. A la fin du paragraphe 14, le membre de phrase « qu'il s'agit non seulement de réaliser un grand marché » doit se lire comme suit : « qu'il ne s'agit pas seulement, dans la Communauté économique européenne, de réaliser un grand marché ».

Si j'ai tenu à donner cette brève précision, c'est que je me suis rendu compte de ce qu'un malentendu avait surgi.

Monsieur le Président, avant que nous examinions ces conditions, je poserai une question préalable. Quelles que soient les constructions que nous élaborerons le moment venu, elles devront répondre aux stipulations du G.A.T.T. De plus, il nous paraît que les conditions minimum que nous avons indiquées dans notre

rapport, et qui concordent avec ce que la commission elle-même considère comme juste, doivent être regardées en quelque sorte comme des conditions *sine qua non*.

La première condition, c'est d'empêcher que le mécanisme de la concurrence puisse être faussé. En second lieu, il faut constituer une large association englobant toutes les marchandises, ce qui veut dire qu'il faut y inclure les produits agricoles. En troisième lieu, il faudra chercher à coordonner la politique conjoncturelle. En outre, il faudra trouver le moyen de régler la situation dans les pays insuffisamment développés. Enfin, il faudra harmoniser les tarifs extérieurs ainsi que la politique commerciale dans son ensemble.

Sur ce dernier point, on verra fort probablement surgir des difficultés. Certains pays non membres de la C.E.E. ne sont pas en mesure de décider du jour au lendemain une telle harmonisation. Celle-ci ne pourra notamment pas se limiter à des consultations intergouvernementales.

Je ferai donc observer qu'il est nécessaire qu'une association économique européenne, si elle voit le jour, soit à son tour associée à d'autres systèmes préférentiels dans le monde. Tout naturellement, je pense d'abord au Commonwealth. Ce lien me paraît possible. Techniquement, on aboutira après un certain nombre d'années, à une absorption des préférences du Commonwealth dans le système de libre-échange de la grande association. Ce sont là des perspectives grandioses. Monsieur le Président. En échange, il pourra y avoir des contre-prestations très intéressantes. Enfin, mais ce n'est certes pas là le point le moins important, il faudra trouver un cadre institutionnel dans lequel cette association puisse mener sa propre politique.

Permettez-moi de faire une remarque personnelle. La commission de la politique commerciale n'a pas cru devoir inclure dans son rapport la question de nos relations avec l'Amérique.

Je vous soumettrai maintenant deux objections à l'association multilatérale et les mettrai en discussion. Premièrement, le système préférentiel inséparable d'une association est-il compatible avec la balance des paiements de l'Amé-

rique, telle qu'elle existe aujourd'hui, c'est-à-dire une balance où tout n'est pas rose et qui va peut-être devenir encore plus défavorable? Deuxièmement, pouvons-nous assumer maintenant des engagements dans un cadre beaucoup plus large, alors que — c'est ainsi que l'on raisonne dans certains pays — nous avons déjà assumé des obligations si lourdes dans le cadre du marché commun?

Pour ce qui est de la première objection, je veux dire nos relations avec l'Amérique, nous devons être bien attentifs au fait que nous avons bénéficié d'une aide en dollars et que, si l'Europe a pu exécuter un programme de reconstruction, c'est grâce à l'aide américaine. Cette reconstruction et la conscience que nous avons de nos responsabilités nous ont permis de créer un marché commun, la Communauté des Six, aussi bien la C.E.C.A. et la C.E.R. que l'Euratom. Ce faisant, nous avons mis sur pied le système préférentiel inhérent au marché commun. L'Amérique admet généreusement la discrimination à son détriment qui en est la conséquence.

Or, nous voyons, lentement mais sûrement, se détériorer la balance-dollars des États-Unis, notamment par suite de leurs lourdes obligations à l'endroit des pays sous-développés du monde, mais aussi parce que l'Amérique n'est plus en état de soutenir à tous égards la concurrence de l'Europe. Nous assistons à l'exode des devises fortes. Le *outflow of gold*, la fuite de l'or, est l'indice de ce qu'il se passe quelque chose de sérieux. Cela, on ne peut le nier purement et simplement.

Et voici qu'à présent l'Europe va, de surcroît, créer une nouvelle zone préférentielle et, par conséquent, une discrimination de plus envers les États-Unis et le Canada!

Monsieur le Président, à première vue et même réflexion faite, c'est là un bon argument. Il est, sans aucun doute, tout à fait valable. Mais alors, nous avons aussi le devoir de tenir compte de cette évolution dans l'élaboration d'une association. Cela me paraît d'ailleurs faisable.

Je ferai d'abord une observation. Il est indéniable que l'Amérique a un intérêt politique à ce qu'il ne se crée pas deux sphères d'intérêts en Europe, mais qu'au contraire une certaine

unité s'établisse sur le plan économique. C'est là, n'est-il pas vrai?, un élément qui revêt également une importance politique.

Je soulignerai aussi le fait que la construction d'une association multilatérale des Six avec d'autres pays d'Europe devra se faire sur une base juridique soigneusement étudiée, de telle manière que cette association satisfasse aux prescriptions du G.A.T.T. et qu'elle doive ainsi être juridiquement admise par les États-Unis, puisque ceux-ci ont signé cet accord.

Je n'estime cependant pas qu'en elle-même cette politique serait particulièrement constructive si, en l'adoptant, nous devions mécontenter gravement l'Amérique, dont nous nous sentons pourtant si proches, en lésant ses intérêts. C'est pourquoi, Monsieur le Président, je crois qu'il doit être possible de trouver une formule qui tienne compte des intérêts des États-Unis et du Canada. La construction que nous recherchons pourrait, par exemple, être telle que l'Amérique prendrait part aux négociations à un moment donné et qu'il y ait aussi des consultations sur les questions difficiles. On pourrait même donner à l'association un caractère ouvert et décider que les pays tiers peuvent y adhérer sur une base de réciprocité. En outre, les pays d'Europe occidentale ne pourraient-ils pas décider dès à présent d'abolir le contingentement des produits américains?

En soi, le fait que nous devons être prêts à tenir compte de ces intérêts américains ne porte pas atteinte à la solidarité européenne, pas plus qu'à l'obligation commune des pays européens d'arriver à une coopération économique plus étroite.

J'ai indiqué, comme seconde objection à la création d'une association multilatérale, l'impossibilité de tout faire à la fois. Je serai assez bref sur ce point. Je songe notamment au cas de la France. Vous ne m'en voudrez pas de prendre cet exemple. J'ai la plus grande admiration pour la manière dont le relèvement économique a été mis en marche dans ce pays. Nul n'ignore que nous nous félicitons tous des progrès que l'économie française accomplit.

L'existence d'une France forte répond aux intérêts de la Communauté. La création d'une association ne doit en aucun cas compromettre l'essor de ce pays.

S'il apparaît donc que, dans des cas exceptionnels — d'ailleurs prévus par les dispositions de l'article 226 du traité de la C.E.E. — un membre de la Communauté, en l'espèce la France, se trouve temporairement dans l'impossibilité de remplir ses engagements, que cette impossibilité soit générale ou qu'il ne s'agisse que d'une branche déterminée, un recours à certaines clauses de sauvegarde doit être possible, voire nécessaire. On ne peut rien objecter à cela, à condition que l'idée de base soit pure, c'est-à-dire que l'on désire coopérer à l'établissement d'une association dans un cadre multilatéral.

J'éprouve le besoin de faire remarquer qu'à l'heure qu'il est, cet objectif, la coopération de la France à la création d'une association multilatérale, n'est pas une réalité. Je tiens à m'exprimer clairement à ce sujet, car nous devons jouer cartes sur table et présenter les éléments de la situation tels que nous les connaissons.

Sans doute y a-t-il des difficultés économiques. Cela peut toujours arriver. Mais je me suis demandé si c'étaient là les seules raisons pour lesquelles la France ne peut pas acquiescer aujourd'hui à une association européenne. Peut-être préfère-t-elle des arrangements bilatéraux. Peut-être y a-t-il des intérêts politiques en jeu. Telle est la situation et je le comprends même très bien. Je veux simplement vous faire remarquer que je m'en rends compte. Mais cela signifie-t-il que nous, qui sommes membres à droits égaux d'une communauté, nous soyons obligés pour cela de renoncer, nous aussi, dans une politique à long terme, à l'idée que nous devons tout faire pour atteindre une solution multilatérale? Allons-nous vraiment suivre une nouvelle politique? Allons-nous nous engager, oui ou non, dans une voie nouvelle?

Je dois dire que je considérerais cette voie nouvelle, qui serait de renoncer *a priori* à des négociations en vue de conclure une association multilatérale, comme extrêmement dangereuse, injustifiée et, pour certains pays, totalement inacceptable.

N'oublions pas que l'association européenne tend à donner une expression concrète aux conceptions libérales du traité de la C.E.E. en matière de politique commerciale. Elle reflète

le caractère ouvert de la Communauté. En somme, elle a même été une condition mise à la création de la Communauté des Six. Elle est un correctif apporté au protectionnisme plus ou moins accentué qui est pratiqué dans cette Communauté et qui a toujours été considéré comme une entrave.

C'est ce que les pays du Benelux, et aussi l'Allemagne, ont clairement fait entendre lors de l'examen du traité dans leurs parlements respectifs. Ils n'ont d'ailleurs pas hésité à accepter de faire des sacrifices — et pour eux, c'était surtout dans le domaine de la politique commerciale — mais ils espéraient aussi que nous ferions une politique qui illustre le caractère ouvert de la Communauté. Ils l'ont fait dans la pensée que l'on suivrait une politique énergétique tendant à l'établissement d'une association dans un cadre multilatéral. Pour de nombreux pays, c'est là un intérêt vital. Nous sommes, en fin de compte, des partenaires à droits égaux dans cette Communauté.

Or, je constate que, dans le premier mémorandum de la Commission, on ne trouve déjà plus grand-chose de cette large conception. Quant au second mémorandum, dont on nous a fait la surprise avant-hier, il ne souffle pas un mot de la nécessité de faire un effort, dans le cadre de nouvelles négociations, pour continuer à orienter la politique vers la création de cette association multilatérale.

Il est clair que ce deuxième mémorandum de la Commission de la C.E.E. doit être étudié de plus près. Je ne puis évidemment pas émettre d'opinion à ce sujet et, comme rapporteur, je n'ai pas mandat de le faire.

Monsieur le Président, nombreux sont ceux qui, dans cette enceinte ou ailleurs, commencent à douter sérieusement que la Commission veuille vraiment créer l'association économique européenne. Il m'est difficile d'admettre que pareille attitude soit conforme aux déclarations antérieures du président Hallstein; je voudrais néanmoins lui poser franchement la question : Quelle est à cet égard votre politique? Où allez-vous? Voulez-vous que l'association soit multilatérale ou non?

Quoi qu'il en soit, les deux mémorandums de la Commission de la C.E.E. sont inquiétants à ce point de vue. La Commission de la politique

commerciale constate en fin de compte l'échec des pourparlers menés par le Comité Maudling. Nous avons appelé la chose par son nom : ces pourparlers ont échoué. Aussi est-il nécessaire de reprendre l'affaire sur une autre base.

Notre commission propose que l'on entame des négociations entre les Six et les Sept dès que ces derniers se seront mis d'accord. Il conviendrait d'habiliter la Commission de la C.E.E. à prendre au nom des Six la direction de ces pourparlers.

De même, une délégation des Sept devrait être constituée de cette façon. Mais est-ce alors trop demander, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, si nous pensons qu'il faut vraiment être résolu à arriver à un résultat dans un cadre multilatéral? Ou bien allons-nous rejeter cette idée *a priori* et nous engager dans des voies intermédiaires, et peut-être rechercher des solutions de fortune? Nous ne savons pas où mèneront ces voies, car le second mémorandum ne dit rien de l'objectif final.

En conclusion, je dirai qu'on ne peut en rien préjuger le résultat de ces conversations entre les Six et les Sept.

Les divers avantages et inconvénients dans la Communauté et hors de celle-ci devront être soigneusement mis en balance. Je songe notamment à nos conditions, aux consultations avec les pays situés à la périphérie de l'Europe, aux relations avec les États-Unis et le Canada, que je viens de rappeler, à nos rapports avec le Commonwealth et avec les pays insuffisamment développés du monde.

Le résultat des pourparlers n'est nullement acquis d'avance, mais la commission de la politique commerciale estime — et son rapporteur professe résolument cette opinion — que dans les pourparlers en vue de la création d'une association européenne, on ne pourra pas repousser *a priori* l'idée d'une association multilatérale.

Monsieur le Président, je serais heureux d'entendre la réponse de M. Hallstein aux questions que j'ai posées quant à sa politique.

Je crois que l'Assemblée a le droit d'être exactement informée en la matière.

(Applaudissements.)

4. — *Déclaration*

de M. le Président de la Commission de la Communauté économique européenne

M. le Président. — L'ordre du jour appelle une déclaration de M. Hallstein, président de la Commission de la Communauté économique européenne.

La parole est à M. Hallstein.

M. Hallstein, *président de la Commission de la Communauté économique européenne.* — (A) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, j'ai demandé la parole pour renseigner l'Assemblée parlementaire sur une initiative que la Commission de la Communauté économique européenne a prise dans le cadre du comité spécial chargé de l'examen des problèmes concernant une association européenne.

Je suis d'accord avec M. le Rapporteur que le fait de vous adresser en ce moment cette communication crée pour votre Assemblée une situation quelque peu malaisée, votre rapporteur n'ayant évidemment pas pu connaître cette initiative de la Commission déjà au moment où il rédigeait son rapport et en faire l'objet de son exposé et de son appréciation. Je vous prie de croire que je souffre tout autant de cette situation singulière et je puis dire en tout cas que ce n'est par la faute de personne qu'elle s'est produite.

Je le dis expressément parce que j'ai perçu dans les observations de votre rapporteur une note de — comment dirais-je? — déception amicale, sinon même de blâme, du fait que nous ne l'ayons pas informé plus promptement et mis de la sorte en état de parler plus longuement de cette initiative dans son rapport.

Je vous en donnerai l'explication. Si nous n'avons pas agi autrement, c'est que nous ne le pouvions pas. Quand à la commission de la politique commerciale, en présence de mon collègue M. Rey qui, vous le savez, est plus spécialement responsable des questions des relations extérieures, les problèmes de l'association ont été examinés, la Commission de la C.E.E. n'avait pas encore pris d'initiative; il n'était même pas encore tout à fait certain qu'une initiative de cette sorte serait prise.

Le fait est que ma Commission n'a pris sa décision que le mercredi de la semaine dernière. Nous avons profité de la réunion du comité spécial, le vendredi de la semaine dernière pour renseigner les gouvernements sur l'initiative et les propositions en question.

Dans la suite, lorsque l'Assemblée parlementaire s'est réunie pour la session présente, nous n'avons pas tardé — je crois vraiment pouvoir le dire — à renseigner les deux commissions compétentes. Avant-hier encore, je communiquais aux membres de ces deux commissions, celle des affaires politiques et celle de la politique commerciale, le texte des propositions.

Avant que je n'entre dans le vif de mon sujet, permettez-moi, Monsieur le Président, de faire une brève remarque préliminaire. Dans la situation actuelle, est-il opportun que la Commission fasse connaître ses idées aux parlementaires et, par là, au grand public? Je n'ai en réalité aucune raison de m'attarder à cette question car, entre temps, on a eu connaissance de l'essentiel de ces propositions.

Je le dis sans vouloir faire un reproche à qui que ce soit. La nature même des choses veut que ces propositions aient été connues dans l'intervalle, en ce qui concerne l'essentiel; et les journalistes qui travaillent dans nos six pays ne seraient pas bien forts dans leur métier s'ils n'avaient pas réussi à recueillir, sur le contenu de ces propositions, les nombreux renseignements qu'ils ont effectivement obtenus. Je ne fais pas de reproches non plus aux services officiels; peut-être ont-ils cru devoir, dans le cadre de leurs responsabilités, donner telle ou telle information. Je vous demande simplement de comprendre que dans cette situation la Commission se voit contrainte de parler enfin, car elle court le danger, non pas de parler trop tôt, mais peut-être de parler un peu trop tard, si elle veut encore faire entendre sa voix.

J'ai encore une autre raison d'effleurer cette question. Le hasard a voulu que les propositions que nous avons faites aient aussi le caractère d'une contribution à la discussion du comité spécial que les gouvernements, conformément aux propositions que nous avons faites dans le premier mémorandum de la Commission, ont constitué et que mon collègue Rey préside au nom de la Commission. J'admets parfaitement

que c'est une question pertinente, une question décisive, que de se demander si, dans ces circonstances, nous n'enfreignons pas les règles d'une bonne procédure, peut-être même les règles du savoir-vivre, en saisissant le grand public de notre proposition.

Pour répondre à cette question, je dirai que nous croyons en effet qu'une discussion au sein de cette Assemblée est indispensable. La Commission de la C.E.E. est un organe politique dont la participation à la recherche d'une solution de cet important problème ne dérive pas d'une requête déterminée des gouvernements, semblable par exemple à la requête par laquelle nous avons été priés d'assumer la présidence de ce comité. Même si ce comité n'existait pas, notre Commission aurait le devoir, en vertu de la position qu'elle occupe dans la structure de notre Communauté, de s'adresser en premier lieu à votre Assemblée quand elle estime nécessaire de faire entendre sa voix, quand elle pense devoir faire des suggestions dans une question de si grande importance. L'Assemblée parlementaire a le droit d'être renseignée; c'est là un point qui est hors de discussion pour nous.

Maintenant, passons au fond même de la question. Pour atténuer un peu la gêne causée par l'absence de coïncidence entre le rapport de votre commission compétente et nos propres propositions, il me sera sans doute permis de dire quelques mots tout d'abord sur le rapport même, en quoi je me référerai aussi bien au rapport écrit de M. Blaisse qu'à son exposé verbal.

Nous sommes très heureux de ce rapport et nous félicitons M. Blaisse de la manière dont il l'a rédigé et du résultat auquel il est parvenu. Je dirai d'emblée que tous ceux qui ont entendu ce rapport sans prévention et qui suivront sans prévention ce que je me propose de dire seront surpris de constater combien notre pensée concorde avec celle de la commission compétente de votre Assemblée. Le rapport représente un complément heureux, riche en idées fécondes, du premier rapport que M. Blaisse avait présenté naguère au nom de la même commission parlementaire; remarquablement documenté, il est indubitablement un instrument utile pour l'information. Nous pouvons suivre dans une large mesure la commission également dans son

appréciation des faits qu'elle communique et qu'elle discute, et non pas seulement sur les points où le rapport déclare lui-même qu'il se trouve en accord avec le premier memorandum de la Commission.

C'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai noté que, dans son jugement sur un événement important que l'on ne saurait en aucun cas négliger aujourd'hui dans l'examen de notre problème, le rapporteur s'est exprimé au cours de son exposé oral d'une façon encore plus nuancée, pour ne pas dire plus circonspecte, qu'il ne l'avait fait dans le rapport : je songe à ce qu'il a dit de l'initiative des Sept. Je crois que M. le Rapporteur me permettra de dire qu'il a bien fait de conserver ce ton de la circonspection.

Je ne pense pas devoir insister maintenant sur tous les points sur lesquels nous nous savons d'accord avec la commission compétente : la sauvegarde absolue des valeurs qui reposent dans notre Communauté, non seulement des valeurs statiquement garanties par elle, mais encore ses possibilités dynamiques, ses possibilités de développement; le regard tourné vers les pays en voie de développement; l'examen de la question des associations individuelles, un domaine où nous avons récemment fait quelque progrès par l'ouverture, effective ou imminente, de négociations avec la Grèce et la Turquie; la mise en relief du fait que désormais des négociations sur une solution, quelle qu'elle soit, du problème de l'association ne saurait plus être imaginée autrement que comme une négociation de la Communauté en tant que telle avec les autres États. Je crois qu'à l'heure qu'il est, à l'intérieur de la Communauté ou hors d'elle, on peut dire que c'est là un fait acquis, quitte à partager les réserves indiquées dans le rapport quant à l'idée de reprendre dans le cadre de l'O.E.C.E., la vieille procédure qui n'a pas été couronnée de succès.

Je puis donc dire qu'en substance il y a une concordance vraiment frappante entre le rapport et la position de la Commission, de l'ancienne position aussi bien que de l'actuelle. Cela n'empêche, comme M. le Rapporteur l'a signalé très justement, que notre second memorandum n'est aucunement une réponse aux questions abordées dans le rapport; il n'est pas davantage une réponse à certaines questions

que votre rapporteur a particulièrement soulignées, avant tout dans son exposé oral d'aujourd'hui.

Je voudrais m'occuper de la question essentielle - et j'en profiterai pour faire en même temps une déclaration très franche — que votre rapporteur a posée à la Commission, une question qui lui paraît décisive et qui peut se formuler ainsi : Quel est le fond de votre pensée quant à l'association multilatérale ?

Je donnerai deux réponses à cette question. Il est exact que, sur ce point, la Commission ne dit rien dans le texte que les gouvernements ont désormais sous les yeux. Mais ce serait une erreur d'en conclure qu'elle désire prendre position contre une association multilatérale. Pareille interprétation ne saurait être donnée à la proposition de notre Commission, car elle a déclaré expressément pourquoi elle ne prend pas position sur cette question.

J'aurai l'occasion de dire plus tard, quand je résumerai les motifs qui sont à la base de nos propositions, que l'idée fondamentale dont nous sommes partis est que nous conseillons de suivre une autre méthode dans l'examen du problème, une autre méthode non pas en ce sens que nous écartions à tout jamais la méthode suivie jusqu'ici, qui est la recherche d'une solution parfaite et totale, mais bien la méthode consistant à recommander, pour nous faire sortir de l'immobilité dans laquelle nous sommes pris en ce moment, de laisser de côté, pour l'instant, la question de principe.

C'est en parfaite connaissance de cause que nous disons cela. Nos propositions ne contiennent rien qui puisse obliger un des gouvernements intéressés, quel qu'il soit, à sacrifier les conceptions qu'il a défendues jusqu'à présent.

Nous sommes persuadés que, si l'on exigeait de tel ou tel partenaire qu'il change d'avis dans cette question de principe, cela équivaldrait à la longue à faire persister l'immobilisme dont souffre actuellement l'examen de notre problème. Or, il est clair que si nous voulons agir loyalement, nous devons, en tant que Commission, nous plier à cette même discipline que nous recommandons aux gouvernements. Nous devons nous interdire en cet instant de

prendre une position sur la question de principe ou de la communiquer.

Pareille communication nous exposerait à être mal compris et l'on pourrait croire que l'acceptation de nos propositions impliquerait malgré tout, pour tel ou tel gouvernement, une renonciation à ses conceptions fondamentales. La conséquence en serait que nous nous retrouverions de nouveau au point de départ, de nouveau dans la même impasse.

Mais je ne me bornerai pas à dire cela. J'irai encore un peu plus loin, car je sens parfaitement combien sérieux est le besoin qu'éprouvent la commission compétente et son rapporteur d'apprendre des détails sur la position de la Commission qui, dans cette affaire, doit prendre une position politique. Je ne puis répondre, il est vrai, qu'en formulant la question du rapporteur d'une manière un peu plus précise qu'il ne l'a fait lui-même, en quoi je resterai tout à fait dans la ligne d'une explication qu'il a donnée à propos de cette question.

Il ne sert pas à grand-chose de répondre par un « oui » à la question : « Êtes-vous pour une association multilatérale ? » Posée en ces termes, la question est trop générale, trop vague, et M. le Rapporteur a dit fort justement que toute réponse à cette question est liée à certaines conditions. Je ne voudrais pas m'exposer au risque de donner une réponse qui, demain, provoquera une déception parce que l'une ou l'autre de ces conditions auxquelles nous tenons n'a pas été remplie et que pour cette raison nous ne pouvons pas acquiescer à l'une ou l'autre des nombreuses solutions que l'on peut imaginer dans la question de l'association multilatérale.

Dans ces circonstances, je tiens à vous donner une idée de nos réflexions, de ce que nous pensons quant aux conditions qu'une association multilatérale doit remplir pour être acceptable. Si je vois juste, il y a quatre conditions qui doivent être remplies.

La première condition, c'est — et cela pourra vous sembler une affirmation banale — que la solution proposée se prête, techniquement parlant, à la réalisation. Dans son rapport, M. Blaisse a bien fait d'insister sur ce point, et à ce propos il en revient à ces cinq conditions

que j'avais énoncées moi-même, à cette tribune, comme étant les conditions de l'acceptation d'une solution en matière d'association.

En second lieu, la solution doit être acceptable du point de vue politique, car la Commission n'a pas le pouvoir de décréter, d'imposer de son propre chef une solution qu'elle considère juste. La Commission n'est qu'une des institutions qui ont leur mot à dire dans la recherche de la solution; or, la solution la plus belle, à l'appui de laquelle les arguments les plus convaincants sont avancés, ne nous sert à rien si elle n'est pas acceptée par ceux qui ont le dernier mot dans cette affaire, c'est-à-dire les gouvernements. Mais comme notre propos n'est pas de présenter un travail fait avec une minutie académique, de verser dans la théorie, mais que nous voulons accomplir un travail politique, il est évident que nous devons nous demander si nos propositions peuvent être traduites dans la réalité.

Je vous ferai remarquer dès maintenant que c'est là d'ailleurs la raison pour laquelle les propositions que nous faisons sont des propositions partielles. Nous croyons que c'est précisément dans cette modestie, dans ce caractère mesuré de nos propositions que gît la chance qu'elles ont de pouvoir être acceptées par tous les gouvernements. Nous sommes heureux de constater que du moins une partie des échos qui nous parviennent maintenant déjà des capitales nationales est tout à fait favorable.

La troisième condition est que — et sur ce point encore nous sommes d'accord avec la commission compétente et avec son rapporteur — que la solution ne doit pas nuire à l'existence et au développement de notre Communauté. Cela ne signifie pas seulement que c'est la Communauté en tant que telle qui nouera un lien avec d'autres pays; cela implique aussi un certain nombre de conséquences pour le contenu matériel et institutionnel d'une telle solution.

Il s'y ajoute une quatrième condition : pour être acceptable, la solution doit tenir compte également des attaches de notre Communauté avec le monde qui n'est pas l'Europe. L'attention avec laquelle M. le Rapporteur a considéré dans son exposé oral les relations avec l'Amérique me montre que, si nous faisons allusion

à cette nécessité également, il ne se trouvera personne, à la commission compétente de votre Assemblée, pour faire la sourde oreille.

Or, le fait est — je n'en indiquerai pas toutes les raisons — que jusqu'ici l'unanimité ne s'est pas encore faite sur toutes ces conditions. Dans ces circonstances, où les deux conceptions, pour l'heure irréconciliables, demeurent opposées l'une à l'autre, il nous paraît indiqué de proposer — et voici qui va me ramener à la première partie de ma réponse — que pour l'instant on laisse de côté la réponse totale. Il ne faut surtout pas obliger les gouvernements à professer maintenant un principe que peut-être ils ne veulent pas ou ne peuvent pas professer.

Nous croyons que c'est là une méthode réaliste qui nous promet davantage de succès que de remettre en mouvement les fronts qui se sont pétrifiés. Voilà pourquoi nous recommandons dans nos propositions une méthode pragmatique, une méthode qui évite le perfectionnisme aussi bien que le dogmatisme. Cette méthode s'inspire du sentiment qu'il est nécessaire que chaque pas individuel et concret dont la possibilité s'offre doit effectivement être fait pour approcher le problème global de sa solution. L'idée de base est donc que nous ne devrions ni tenter de résoudre d'un coup le problème d'ensemble — car nous l'avons essayé trop longtemps, et nous n'avons pas pu avancer — ni chercher à le résoudre d'une manière qui fasse droit à toutes les exigences perfectionnistes.

C'est au fond cette même attitude qui nous a incités à recommander avec succès au Conseil d'entamer des conversations avec la Grèce et la Turquie en vue d'une association. Dans ce cas-là, il n'est pas non plus question de solution totale, mais il y a un pas fait dans cette direction.

En résumé, il me sera permis de dire que le bon accès à nos propositions n'est assuré qu'à ceux qui partent de l'idée que nous considérons la solution du problème de l'association comme un élément d'une politique commerciale progressive de la Communauté.

Comment le problème de l'association apparaît-il quand on le regarde sous cet angle? Tous ceux qui ont suivi les négociations menées

en vue d'une association et qui connaissent les mobiles auxquels obéit le désir de s'associer savent que l'association représente un moyen de supprimer les désavantages économiques — ou du moins, là où ils ne peuvent pas l'être complètement, de les atténuer — provoqués, au lendemain de la création de la Communauté économique européenne, par le fait que les membres de cette Communauté et les pays qui n'en sont pas membres ont été traités différemment.

Je crois qu'il est nécessaire de le dire — encore que ce soit une répétition — car ce n'est que de cette façon que l'on peut faire comprendre que, dans le cas de l'association, il s'agit d'un processus qui, par sa nature et par sa qualité, est autre chose que la création de la Communauté économique européenne.

La création de la Communauté économique européenne est un fait politique. Les personnalités responsables de l'organisation de cette Communauté économique européenne n'ont jamais professé une idée diverse de celle-ci : le sens dernier de cet effort, sa dernière justification et sa dernière explication, c'est l'intention de soutenir l'unification politique de l'Europe.

Or, tel n'est évidemment pas le but déclaré de l'association. Celle-ci poursuit des objectifs économiques. C'est pourquoi d'ailleurs les aspects institutionnels de l'association possèdent dans une mesure beaucoup moindre cette importance que les questions institutionnelles revêtent dans notre Communauté économique européenne. Les institutions y ont beaucoup plus un caractère instrumental, utilitaire.

Si on insère de la sorte la question de l'association dans l'ensemble des problèmes de notre politique commerciale, la réponse devra être que toute politique commerciale libérale est propre à atténuer le problème de l'association. En menant une politique libérale, nous réduisons les griefs, les raisons des plaintes que certains pays tiers nous adressent.

Voilà qui devrait donner satisfaction à tous ceux qui vont répétant que leurs doutes se fondent sur des pensées et des inquiétudes d'ordre économique, suscitées par les effets que notre Communauté économique européenne exerce sur leur commerce.

Ainsi, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je suis parvenu au point où je puis vous faire connaître par le menu nos propositions. Je le ferai tout en signalant une fois de plus que je risque de me répéter en ce qui concerne les mobiles qui nous ont poussés à faire ces propositions.

Sans doute, tout le monde est-il d'accord pour dire que l'état actuel n'est pas satisfaisant. Malgré de grands efforts, il n'a pas été possible jusqu'ici de s'entendre sur la solution de ce problème, ni entre la Communauté et le monde extérieur, ni non plus à l'intérieur de la Communauté. Il en est résulté une insécurité dans le monde de l'économie, une controverse non résolue entre les États et à l'intérieur d'eux. Une inquiétude fort compréhensible s'est emparée de l'opinion publique.

Ces discordances sont non seulement préjudiciables aux relations de la Communauté économique européenne avec le monde extérieur dans lequel elle vit ; elles nuisent aussi à la vie intérieure de la Communauté, car même à l'intérieur de celle-ci les esprits commencent à se disputer autour de ce problème.

Dans ces circonstances, la Commission croit devoir prendre l'initiative d'un nouvel effort qui, du fait qu'il n'exige pas des gouvernements qu'ils sacrifient leurs idées sur les principes, doit leur permettre de se rencontrer à nouveau. En d'autres termes, ce que nous recommandons, c'est une méthode pragmatique, une méthode qui ne se soumet pas au tyrannique « tout ou rien », mais qui fait ce qui, pour le moment, est faisable, ce dont — permettez-moi de l'ajouter — la Commission pense qu'en ce moment chacun devrait pouvoir le faire, en dépit des divergences de principe qui subsistent encore.

C'est dans cette conviction que nous avons formulé nos propositions. Il n'échappera pas à l'auditeur attentif qu'elles sont la continuation, en ligne droite, de la position qui a été constamment défendue, dans cette enceinte et au dehors, par la Commission et par son président. Dans ce même sens, qui a toujours été affirmé par la Commission, elles sont libérales, multilatérales et évolutives.

Ces propositions doivent, selon nous, répondre à un certain nombre de conditions.

D'abord, elles doivent donner satisfaction, dans la plus grande mesure possible, aux milieux qui souhaitent une atténuation des différences dans la manière de traiter les situations de fait à l'intérieur et à l'extérieur de la Communauté. Il faut donc qu'elles permettent d'éliminer réellement, autant que faire se peut, ce qui a souvent été appelé une discrimination du commerce.

Ensuite, il faut que ces propositions tiennent compte du fait que les problèmes européens ne peuvent pas être résolus dans le vide, isolément, dans l'abstrait. Ils doivent être résolus sans qu'il faille faire en échange un sacrifice peut-être aussi grand que l'avantage qu'offre cette solution, un sacrifice qui consisterait en la détérioration de nos relations avec le monde non européen.

Aussi est-ce fort justement que votre rapporteur a insisté sur les rapports avec les États-Unis d'Amérique, montrant par là que cette question n'a pas échappé à l'attention de la commission parlementaire. Je ne parlerai pas maintenant de ces rapports puisqu'au retour du voyage que nous avons fait, mes collègues des deux autres exécutifs et moi-même, aux États-Unis, j'ai eu l'occasion de dire quelques mots des observations que nous avons faites et des remarques que nous avons entendues là-bas au sujet du rapport de la politique américaine avec notre Communauté. Je vous rappellerai simplement un point du compte rendu que j'ai fait naguère dans cette salle : je veux dire la grande sensibilité que la politique américaine montre, du moins pour l'instant, en face des discriminations quantitatives communautaires qui subsistent encore en dehors de la Communauté.

Notre Communauté ferait une mauvaise politique si elle négligeait cet aspect, cette sensibilité. Nous savons que, sur la voie qui les a conduites à leur création, nos Communautés ont reçu certaines valeurs essentielles et décisives dont elles sont redevables à l'intérêt positif que la politique des États-Unis a montré pour l'intégration européenne. Nous sommes d'ailleurs persuadés que le destin de la Communauté sera déterminé pour une large part aussi par l'attitude que la politique des États-Unis prendra à notre égard. N'oublions pas non plus que les erreurs que nous commettons

dans notre politique commerciale pourraient avoir pour conséquence que le protectionnisme qui existe aux États-Unis en tire un nouvel aliment et que dans l'équilibre des forces entre les conceptions libérales et les conceptions protectionnistes, ces dernières gagnent une prépondérance qui ne nous serait pas agréable.

C'est sans prétention aucune que nous pouvons dire que la politique de la Communauté économique européenne exercera une influence sur cet aspect de la politique étrangère américaine. D'autre part, nous commettrions une grave faute en donnant l'impression que nous faisons une politique qui ne se soucie pas de la solidarité des nations industrielles avec les pays en voie de développement.

La troisième nécessité que nous ressentons, c'est de faire tout ce qui peut être atteint en ce moment sur le plan de l'organisation pour renforcer la solidarité entre la Communauté et les grands corps économiques que la création de notre Communauté et la politique de celle-ci ont affectés directement. Je m'expliquerai encore sur ce point.

Enfin, il y a une quatrième condition que nous nous sommes posée à nous-mêmes. Notre solution ne doit pas être une solution pour le moment présent, ce doit être une solution qui renferme organiquement en soi-même la tendance à agir toujours davantage dans le sens d'une solution européenne sans cesse améliorée et de le faire en vertu de son propre poids et de ses propres nécessités.

Voilà quels sont nos mobiles

Et voici nos propositions concrètes. Elles sont au nombre de cinq.

La première proposition a trait aux mesures de contingentement. Elle se rattache aux propositions que la Commission avait faites déjà dans son premier mémorandum et tient compte des modifications économiques et juridiques qui, dans l'intervalle, se sont produites dans les relations commerciales internationales.

Nous proposons qu'il soit procédé par étapes à la démobilisation totale des restrictions contingentaires dans le domaine industriel à l'égard du monde entier. Le premier élément d'une telle politique de libéralisation complète serait que les organismes intéressés de notre Commu-

nauté se déclarent prêts à renouveler à la fin de cette année la mesure d'élargissement déjà décidée à la fin de l'année dernière, et cela dans les mêmes conditions qu'en 1958, je veux dire à condition qu'elles soient réciproques. D'autre part, nous devrions veiller non seulement à ne pas augmenter, mais à réduire les différences de traitement entre l'Europe et le reste du monde dans ce domaine. Il en va de même dans la question de l'élargissement des contingents faibles ou nuls.

Nous proposons que la Communauté se déclare disposée à faire participer aussi les États tiers, dans une mesure appréciable, à cet élargissement. Enfin, nous devrions être prêts à collaborer à toute étude tendant à déterminer les exceptions d'une telle politique, en quoi nous devrions prendre une attitude essentiellement restrictive.

Tel serait le premier pas dont nous nous promettons non seulement une amélioration matérielle dans le sens de la liberté du commerce, mais encore une détente psychologique. En effet, ce n'est que si nous agissons de la sorte que le monde sera enclin à croire que nous ne menons pas une politique de liberté du commerce dans le seul intérêt égoïste des six États et que par conséquent nous l'appliquons aussi bien à l'intérieur que vis-à-vis du monde extérieur.

Le second groupe de propositions concerne les mesures tarifaires. Là encore, il s'agit pour l'instant d'une mesure immédiate. On sait que la prochaine réduction tarifaire à l'intérieur de la Communauté doit avoir lieu le 1^{er} juillet 1960. Nous savons aussi qu'à cette date les résultats des négociations multilatérales dans le G.A.T.T., prévues pour l'année prochaine, ne seront pas encore connus. Dans ces circonstances, nous devrions déclarer dès maintenant que la réduction tarifaire prévue pour le 1^{er} juillet 1960 serait étendue aux États tiers dans les mêmes conditions que celles qui ont été prévues dans la résolution prise en décembre 1958 par le Conseil.

La deuxième proposition qui figure dans ce groupe de la politique douanière concerne les négociations auxquelles est lié le nom de M. Dillon, secrétaire d'État américain. Comme vous le savez, la Communauté a donné il y a

quelque temps son assentiment au principe des négociations tarifaires dont devra s'occuper la conférence multilatérale qui aura lieu au G.A.T.T. en 1960-1961.

La Communauté devrait se déclarer prête, en outre, à entrer dès à présent en consultation avec ses partenaires afin que les négociations en question aient la plus grande portée possible et qu'elles se concentrent notamment sur les points névralgiques du commerce de la Communauté avec ses partenaires européens, l'intention étant une fois de plus de supprimer les problèmes de la différenciation, de la discrimination au sens péjoratif du terme.

A ce qui précède, nous rattachons une troisième proposition. Nous devrions faire savoir très clairement que dans cette politique douanière que nous envisageons pour les négociations Dillon il ne s'agit pas d'un événement isolé, d'une mesure de tactique qui tient compte uniquement de la situation historique d'un moment déterminé. Nous ne devrions laisser subsister aucun doute sur le fait que notre action est bien plutôt la conséquence d'une politique commerciale libérale en principe et conçue à longue échéance, une politique que nous menons après mûre réflexion et conformément à un plan.

C'est pourquoi il faudrait, de l'avis de la Commission, que nous déclarions dès maintenant qu'à l'issue de la négociation tarifaire dont je viens de parler et qui est liée au nom du secrétaire d'État Dillon, autrement dit à l'issue des travaux de la Conférence tarifaire multilatérale qui se déroulera au G.A.T.T. en 1960 et 1961, nous proposerons, sous condition de réciprocité, une nouvelle réduction importante des tarifs douaniers.

Enfin, il est un point de nature plutôt technique, mais sur lequel on peut obtenir pratiquement de grands allègements. Pour remédier aux difficultés aiguës qui pourraient être constatées dans les courants d'échange entre la Communauté et ses partenaires, la Communauté devrait se déclarer prête à accorder des contingents tarifaires.

Le troisième groupe de nos propositions concerne la politique commerciale générale de la Communauté, autrement dit la politique commerciale, abstraction faite des questions

de contingentement et de droits de douane, ou, pour m'exprimer en termes positifs, la politique que la Communauté mène aux fins d'une collaboration internationale en matière de politique de conjoncture, et la politique qu'elle mène à l'égard des pays en voie de développement.

Dans son premier mémorandum déjà, la Commission avait longuement insisté sur la responsabilité qui incombe à la Communauté à l'égard du reste du monde. Elle avait indiqué les grandes lignes d'une politique qui, dans son idée, pourrait être suivie en face des pays en voie de développement, de même que les grandes lignes d'une politique de conjoncture concertée, harmonisée. Certes, les États membres ont manifesté d'ores et déjà la sympathie que leur inspirent ces propositions, mais celles-ci n'ont pas encore été sanctionnées et légalisées par un acte officiel d'une institution communautaire. Nous souhaitons que la Communauté fasse sienne cette politique que je viens d'esquisser brièvement. Elle devrait se déclarer prête à prendre sa part dans la conception et l'exécution d'un programme mondial d'aide aux pays en voie de développement et prendre en même temps les mesures internes nécessaires pour déterminer le volume des aides ainsi que les mécanismes et institutions nécessaires à cet effet.

Un quatrième groupe de propositions complète ces trois groupes de propositions matérielles concernant les rapports de la Communauté avec le monde extérieur. Il s'agit de propositions relatives à la procédure. Elles ont trait d'une part à la collaboration dans l'espace atlantique. Nous estimons que la Communauté devrait proposer aux gouvernements des États-Unis et de la Grande-Bretagne d'organiser des consultations régulières, non pas dans l'intention d'exclure d'autres pays, mais avec le ferme propos d'associer d'autres pays ou des institutions internationales spécialisées à ce travail qui sera fait dans le cadre de ces consultations, en vue d'élaborer un programme cohérent et efficace d'aides aux pays en voie de développement. D'autre part, cette même procédure pourrait être suivie en ce qui concerne l'élaboration d'une politique concertée de conjoncture.

Nous sommes d'avis que l'institution de consultations périodiques de cette sorte est

propre à illustrer le fait que l'économie mondiale sera très certainement orientée dans une certaine direction dès lors que ces trois grandes aires économiques se seront mis d'accord sur une même façon de procéder.

Pour l'espace européen, la Commission propose la création d'une commission de contact. Nous estimons que la Communauté devrait se déclarer prête à constituer une commission de contact composée d'une part des porte-parole de la Communauté et, d'autre part, de ceux des États européens ou, s'il devait s'en former, de groupes d'États.

Dans notre idée, cette commission de contact aurait deux tâches. D'abord, elle procéderait à l'examen des courants commerciaux entre le Marché commun et ses partenaires et délimiterait les secteurs dans lesquels l'évolution des échanges pourrait susciter des difficultés dans un sens ou dans l'autre, soit pour les gouvernements, soit pour les entreprises. Outre cet examen, destiné à fournir une image concrète des difficultés, la commission de contact aurait pour seconde mission de proposer des solutions concrètes pour remédier aux difficultés constatées et de provoquer la conclusion d'accords entre les parties intéressées.

Parmi les mesures qui pourraient être prises à cet égard pour surmonter des difficultés concrètes, les contingents tarifaires pourront aussi jouer un rôle, naturellement dans les formes et aux conditions qui seraient compatibles avec les règles du G.A.T.T.

Je n'ignore pas que ce que je viens de dire en dernier lieu ne répond pas complètement aux vœux que le rapporteur de la commission de la politique commerciale a exprimés. Je pense toutefois que nous sommes d'accord sur le fait que l'idée fondamentale en vertu de laquelle cette solution a été proposée correspond à l'idée fondamentale et aux mobiles essentiels qui inspirent les membres de la commission de la politique commerciale.

En cinquième lieu, nous complétons ces propositions par une dernière proposition qui se rapporte à la situation interne de la Communauté. Déjà dans notre premier mémorandum nous avons souligné le rapport entre la force interne, la cohésion, la consolidation de notre Communauté et sa capacité de mener une

politique extérieure libérale. Vous me permettez sans doute de répéter les termes dans lesquels nous nous sommes exprimés. Vous trouverez l'exposé de notre pensée au paragraphe 7 du premier memorandum de la Commission de la Communauté économique européenne; nous y déclarions ceci :

« Il existe en outre une difficulté inhérente à la Communauté : elle résulte du fait que le problème de l'association étroite des onze pays européens avec la Communauté vient très tôt dans l'histoire de celle-ci. La Communauté est, en effet, tout au début de son existence. La période transitoire vient seulement de commencer. Le tarif extérieur commun, base des rapports commerciaux de la Communauté avec le monde extérieur, n'est pas encore complètement établi. La politique commerciale commune des Six en est encore à ses débuts. Il est dès lors plus difficile à la Communauté de se mouvoir que si elle avait déjà derrière elle des années de vie communautaire. Il lui est difficile également de n'être pas préoccupée de ce qui pourrait porter atteinte à son développement, voire mettre en péril son existence même. Ces préoccupations s'évanouiront sans doute quand la Communauté sera en pleine possession de ses moyens; elle pourra, à ce moment, prendre de plus grands risques. Ce qui est difficilement réalisable aujourd'hui le sera peut-être plus facilement demain. »

L'idée que le renforcement de la Communauté ne répond pas seulement à l'intérêt égoïste de ses membres, mais touche aussi aux intérêts du monde qui l'entoure, nous constatons que dans l'intervalle elle s'est assez largement répandue. Je ne me propose pas de vous en donner la preuve par le menu; je vous indiquerai pourtant quelques faits qui montrent que cette pensée a fait école. Nous nous félicitons d'être sur ce point d'accord avec la commission de la politique commerciale et son rapporteur; de plus, nous remarquons avec beaucoup d'intérêt qu'au sein même de la Communauté les voix se multiplient — et ce sont des voix qui comptent — qui nous poussent à accélérer l'achèvement de notre Communauté.

A titre d'exemple, je mentionnerai une publication officielle du patronat français dans laquelle cette revendication est nettement

formulée; fait intéressant, elle est justifiée précisément par l'idée que les relations avec le monde extérieur — et à cet égard on songe particulièrement à notre question de l'association — seront beaucoup plus aisées le jour où notre Communauté sera parvenue au terme de son développement.

C'est de cette pensée que nous nous sommes inspirés en proposant que la Communauté déclare que, si elle prend des mesures en vue d'accélérer sa propre intégration, notamment pour raccourcir les étapes prévues par le traité, hâter l'élaboration d'une politique commerciale commune et renforcer la solidarité monétaire, elle ne le fait pas seulement dans la perspective des effets qui en résulteront pour l'unité de notre Communauté, mais qu'elle le fait avant tout en considération du monde extérieur.

Nous avons un cas d'application pratique de l'accélération de ce travail : c'est la collaboration dans le domaine de la politique de conjoncture qui intéresse l'espace atlantique élargi dont j'ai parlé il y a un instant et revêt en même temps un très grand intérêt pour notre Communauté même.

La Commission estime que le memorandum de M. Müller-Armack, secrétaire d'État au ministère de l'économie de la république fédérale d'Allemagne, représente une excellente base sur laquelle on pourrait asseoir une politique de conjoncture harmonisée, uniforme et peut-être commune.

C'est pour ces mêmes raisons que la Commission se félicite de ce que, dans le domaine des problèmes purement politiques également, dans le domaine de l'intégration proprement politique, on entend grandir le concert des voix de ceux qui appellent des progrès dans ce domaine.

Ainsi, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je suis parvenu au terme de la communication que j'avais à faire à votre Assemblée. Permettez-moi de dire encore une fois que le sens des propositions dont je vous ai entretenus n'est pas de donner une réponse complète et ultime aux questions qui se rattachent à l'idée d'une association européenne. Les propositions que nous faisons sont ni complètes ni finales; nous nous en rendons

fort bien compte et nous vous le disons sans ambages. En faisant ces propositions, la Commission n'a pas dit son dernier mot.

Nous sommes convaincus que l'on devrait pouvoir sortir de cette paralysie, de cette immobilisation qui nous a frappés, dès lors que nos propositions, dont nous voudrions qu'elles soient considérées comme un ensemble, seraient prises comme amorce d'un travail nouveau. Il devrait être possible de remettre en route le dialogue entre les intéressés et de susciter ainsi un nouvel effort commun — commun en ce sens que ce sera l'effort déployé à l'intérieur de la Communauté et hors d'elle — pour parvenir à la solution de notre problème.

Je vous le dis une fois encore : quant à l'action qui devra être entreprise au surplus, quant à ce qui peut être fait et doit être fait, nos suggestions ne préjugent aucune solution ultérieure, quelle qu'elle soit. La porte reste ouverte, largement ouverte.

(Applaudissements.)

5. — Motion d'ordre

M. Alric, *président de la commission de la politique commerciale et de la coopération économique avec les pays tiers*. — Je demande la parole.

M. le Président. — La parole est à M. Alric.

M. Alric, *président de la commission*. — Monsieur le Président, je vous ai demandé la parole en tant que président de la commission de la politique commerciale.

Nous venons d'entendre le rapport de M. Blaisse, qui est le résultat de très longues études et de très longues réunions de cette commission; c'est d'ailleurs le deuxième sur ce problème.

M. Blaisse vous a dit que nous avons adopté ce rapport définitivement, il y a quelques jours, à Bruxelles, sans naturellement que nous ayons eu connaissance des remarques importantes que vient de nous faire M. Hallstein.

M. Hallstein et M. Blaisse nous ont dit, tous les deux, que la commission de la politique

commerciale se trouvait dans une situation un peu gênante, étant donné cette concomitance du rapport et des déclarations.

Je rends entièrement hommage à M. Hallstein et je lui donne acte de ce que nous n'avons pas le moindre ressentiment à son égard, ni la moindre arrière-pensée qu'il y aurait là quelque chose d'intentionnel. Nous sommes absolument convaincus qu'il n'en est rien, qu'il s'agit d'un concours de circonstances regrettable et nous espérons que cela ne se reproduira plus. Mais nous nous trouvons, nous, commission de la politique commerciale qui avons voulu étudier ce problème à fond et apporter à l'Assemblée des éléments très importants afin que ce débat puisse se dérouler dans des conditions qui lui fassent honneur et lui permettent de le traiter à fond, nous nous trouvons, dis-je, dans une situation un peu gênante.

M. Hallstein vient de nous donner des renseignements très intéressants auxquels nous attachons une importance considérable, parce qu'ils apportent des modifications qui sont peut-être de nature à faire progresser énormément le problème. Ces renseignements, il faudrait que nous les examinions et que M. Blaisse puisse compléter son rapport de manière que le débat se déroule comme nous l'avions espéré, chacun de nos collègues étant ainsi bien éclairé sur la question.

Mon devoir de président de la commission est d'essayer de fournir à l'Assemblée tous ces renseignements. C'est pourquoi il me paraît absolument nécessaire que le mémorandum de M. Hallstein — que nous ne connaissions que confidentiellement et officieusement jusqu'à présent et auquel il a, par sa déclaration, ajouté des renseignements très intéressants et très importants — puisse être examiné par la commission de la politique commerciale. M. Blaisse pourrait alors compléter son rapport.

Grâce à tous ces éléments, la discussion se déroulera à fond et nous serons à même de faire progresser le problème.

Je propose que la commission se réunisse à la prochaine suspension de séance afin de voir comment elle peut procéder. Je suis très jeune président de cette commission, mais j'ai déjà pu constater combien les débats sur ce sujet sont délicats.

Je tenais à signaler cet état de chose. Je vous demande, en conséquence, de renvoyer le mémorandum de M. le président Hallstein à la commission de la politique commerciale. Je réunirai cette commission; elle examinera les conditions dans lesquelles elle pourra fournir un rapport complet et bien étudié — ce qui lui est impossible avant la fin de la présente session — de façon que la discussion puisse être menée à son terme dans les délais les plus rapides.

M. le Président. — Je suis saisi par M. Alric, président de la commission de la politique commerciale, d'une demande de renvoi en commission du rapport de M. Blaisse.

Monsieur Alric, votre demande de renvoi est-elle présentée au nom de la commission?

M. Alric. — Elle n'est pas présentée au nom de la commission car je n'ai pas pu réunir celle-ci. Je la présente en ma qualité de président de la commission.

M. le Président. — Si la demande de renvoi était formulée par la commission elle-même, le renvoi serait de droit, c'est-à-dire sans débat, aux termes du paragraphe 5 de l'article 31 du règlement.

Mais vous venez de présenter cette demande à titre individuel, en votre qualité de président de la commission, certes, ce qui peut être d'un certain poids, mais non pas au nom de la commission.

Dans ces conditions, j'ouvre la discussion sur cette demande de renvoi.

La parole est à M. Birkelbach.

M. Birkelbach. — (A) Monsieur le Président, je crois que jusqu'ici, quand il s'agissait d'introduire un débat de cette sorte, nous avions coutume de procéder à une certaine succession chronologique. Dans les échanges de vues du comité des présidents, il n'a pas été question, lors de la fixation de l'ordre du jour, que le président de la commission de la politique commerciale prenne maintenant la parole. Nous avons décidé au contraire que le débat ne commencerait que ce soir ou demain matin.

C'est pourquoi je ne veux pas intervenir dans le débat, mais je me réserve dès maintenant

la faculté de tirer mes conclusions au cas où nous ne continuerions pas conformément au programme prévu.

M. le Président. — La parole est à M. Bohy.

M. Bohy. — Monsieur le Président, l'intervention de M. Birkelbach me trouble quelque peu. Je ne comprends plus très bien comment se pose la question. Devons-nous, dès à présent, engager la discussion sur l'exposé de M. Hallstein?

M. le Président. — Le débat actuel porte sur la motion de renvoi dont j'ai été saisi.

M. Bohy. — Alors, voici mon avis sur la motion de renvoi :

Nous avons, depuis la création de cette Assemblée, revendiqué pour elle le caractère d'un Parlement. Le péril qui guette les assemblées de ce genre est celui de sombrer dans l'académisme.

Monsieur le Président, je reconnais parfaitement l'efficacité de la procédure qui consiste à renvoyer en commission des documents établis longtemps à l'avance, dont l'étude est alors possible et sur lesquels il importe de faire rapport. Tel n'est pas le cas aujourd'hui.

Je me tourne alors vers M. le président Hallstein pour lui dire toute ma gratitude. En effet, une coïncidence heureuse fait que l'Autorité à laquelle il préside se trouve obligée de prendre des responsabilités politiques au moment même où notre Assemblée est réunie. Avec une loyauté gouvernementale et parlementaire dont je lui sais un gré infini, M. le président Hallstein, qui aurait pu tenir cette vérité politique sous le boisseau pendant un jour encore, jusqu'à ce que nous nous soyons séparés, s'empresse de la porter devant nous et de l'offrir à nos débats. Et nous aurions l'inconséquence invraisemblable de refuser le débat qu'avec une loyauté si entière il veut bien nous offrir!

Ce serait, pour notre Assemblée, se dérober à sa mission et à son sens au moment même où le plein accomplissement de cette mission et de ce sens lui est offert.

Je sais que proposer à notre Assemblée de se prononcer nettement et d'une manière définitive sur des problèmes d'une technicité aussi particulière, c'est beaucoup lui demander. L'inviter à engager le débat immédiatement est encore plus lui demander. Mais lui demander de l'ouvrir demain, après qu'elle aura réfléchi sur les données principales et tout au moins générales de ce que M. le président Hallstein nous a dit, me paraît la bonne position politique, même si l'on ne peut pas entrer dans le détail des propositions, pourtant si clairement sérieuses qu'en prenant des notes hâtives en écoutant la traduction d'un exposé fait dans une langue qui n'est pas la mienne, j'ai pu dénombrer, dans l'exposé de M. Hallstein, quatre principes politiques clairement énoncés, sur lesquels il faudrait au moins que l'Assemblée engage un échange de vues.

Je le répète, je n'aperçois pas la nécessité du renvoi en commission d'une déclaration de cette sorte; j'entrevois, au contraire, les inconvénients politiques qui en résulteraient, l'espèce de démission de la part de cette Assemblée si elle ne devait pas au moins engager le débat.

Dans ces conditions, je me permets de demander à l'Assemblée de décider que l'exposé de M. Hallstein est trop important pour que, après quelques heures de réflexion nécessaires, ne fût pas engagé, dès demain matin, le débat qui, à mon sens, doit absolument s'ouvrir.

M. le Président. — La parole est à M. Kapteyn.

M. Kapteyn. — (N) Monsieur le Président, la demande de M. Alric m'amène à faire quelques remarques.

En premier lieu, je dirai que cette demande m'a surpris quelque peu. Que s'est-il donc passé?

Au début de son discours, le rapporteur s'est engagé dans une polémique à propos du mémorandum que tous les membres de l'Assemblée n'ont pas encore entre les mains. Maintenant on nous demande de ne pas engager un débat sur un discours de M. Hallstein, un discours que nous avons tous entendu. Je trouve cela un peu singulier.

En second lieu, je dirai que nous devons tenir compte encore d'un autre fait.

Le président de la Commission européenne est parmi nous et prononce un discours fort intéressant. Après avoir entendu ce discours, l'Assemblée parlementaire se sépare et dit : Nous reviendrons en temps utile sur ce discours. Or, je pense qu'en agissant de la sorte nous manquons de courtoisie à l'égard du président Hallstein et de la Commission tout entière.

Il est autre chose que nous ne devons pas non plus oublier : je veux dire la position de ce collège, de cette Commission, une position qui est liée de très près à celle de l'Assemblée parlementaire. Nous formons une communauté de destin, et quand nous déprécions la Commission, nous nous déprécions nous-mêmes. Voilà qui ne doit pas se produire.

En troisième lieu, je ferai la remarque suivante. M. le Rapporteur, comme je l'ai déjà dit, s'est engagé dans une polémique à propos du mémorandum de la Commission de la C.E.E. Que va-t-il se passer?

Ce mémorandum est dès maintenant également entre les mains des gouvernements. Que va-t-il arriver? Les gouvernements se feront une opinion sur le mémorandum. Tandis qu'ils font cela, nous nous enveloppons de silence et nous attendons qu'ils se soient fait une opinion et qu'il ne soit plus nécessaire que nous exprimions notre pensée.

A ce moment-là, nous dirons : maintenant nous allons expliquer comment, à notre avis, les choses se passent. Je crois, Monsieur le Président, que c'est là une attitude absolument inadmissible.

Précisément en ce moment-ci, avant que les six gouvernements se soient fait une opinion définitive sur le mémorandum, précisément maintenant il faut que nous nous exprimions à ce sujet, pour que les gouvernements apprennent ce que l'Assemblée parlementaire européenne en pense.

M. le Président. — La parole est à M. Duvieusart.

M. Duvieusart. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, M. le président Hallstein

a dit que la commission doit s'exprimer aujourd'hui si elle veut que sa voix compte dans le débat. C'est ce propos que M. Bohy et M. Kapteyn viennent de reprendre pour le compte de l'Assemblée, estimant qu'elle doit, elle aussi et pour la même raison, faire connaître son sentiment au cours de cette session.

Qu'est-ce qui pourrait nous empêcher de le faire pendant cette session, je ne dis pas à l'instant même, mais peut-être ce soir ou en tout cas demain? Nous pourrions en être empêchés si nous étions gagnés par un certain sentiment de pessimisme, je dirai même par un peu de l'irritation que j'ai cru déceler dans l'exposé de notre rapporteur. Oui, cet homme pourtant si jovial, si sportif, nous paraissait un peu mécontent d'avoir été tardivement saisi d'un élément nouveau jeté dans le débat et semblait en éprouver quelque pessimisme.

Je voudrais dissiper ce pessimisme chez lui d'abord et chez tous ceux à qui il aurait pu le communiquer. Nous n'avons pas de raison d'être pessimistes. Vous avez, mon cher rapporteur, commencé votre exposé en décelant des divisions partout. L'Assemblée, avez-vous dit, est divisée. Le Conseil de ministres est divisé et vous avez même affirmé, perçant je ne sais quel secret, que la Commission européenne elle-même était divisée, alors qu'entendant l'intervention de son président, le président d'une autorité collégiale, nous pouvions supposer qu'il s'exprimait au nom de la Commission tout entière.

Considérez, Mesdames, Messieurs, le chemin qui a été parcouru en réalité depuis le moment où nous avons commencé, au cours d'autres sessions, l'examen de ce problème! Il fut un temps où la Communauté des Six était considérée comme une réunion de personnes qui complotaient en vue de la violation des traités que nous avions conclus auparavant. Maintenant, il n'est plus question de cela. Au contraire, on veut s'associer avec cette communauté. Par conséquent, toute atteinte à notre moralité internationale est définitivement écartée et nous enregistrons de tous côtés des positions catégoriques à ce point de vue. Le rapporteur lui-même nous l'a dit : il ne peut être question de ne pas assurer la vigoureuse application du traité de Rome.

Je ne peux pas trouver une formule plus catégorique que celle qu'a utilisée le ministre du commerce extérieur de Belgique ici même, la semaine dernière, quand il a dit : « Le Marché commun des Six doit être un roc que rien ne viendra briser. » Nous sommes loin du morceau de sucre qui était exposé à fondre dans la tasse de thé! (*Sourires.*)

Voilà donc un élément acquis et vous l'avez précisé vous-même, Monsieur le Rapporteur.

Mais il y a d'autres améliorations encore. L'urgence, cette urgence catastrophique qui aurait exigé qu'un accord intervienne immédiatement, a disparu. Le traité de Rome a commencé à entrer en vigueur; il y a eu des réductions de tarifs douaniers, des élargissements de contingents, et il ne s'est pas produit d'accident. Au contraire, le commerce entre certains membres de la Communauté et des États voisins a augmenté.

Une troisième raison de satisfaction, d'optimisme et, par conséquent, une raison supplémentaire de marcher de l'avant, c'est que nous savons maintenant que la méthode doit changer. C'est cela, Monsieur le Rapporteur, que nous a dit M. le président Hallstein.

Pourquoi la méthode doit-elle changer? Parce que celles précédemment employées ont échoué. C'est encore, Monsieur le Rapporteur, dans vos paroles que je trouve la base de mon optimisme car vous avez dit : Les négociations à la mode du Comité Maudling ont échoué.

Alors, quelle doit être la nouvelle méthode? Elle doit consister à ne plus partir d'abstractions, à ne plus dire simplement que nous voulons un arrangement multilatéral, mais à faire ce que vous-même, encore une fois, avez fait : fixer les conditions qui sont indispensables. Vous les avez énumérées, je crois, en cinq points.

Vous avez été catégorique, vous n'avez pas essayé de minimiser les difficultés du problème. Deux points que vous avez précisés dans votre rapport et que vous avez mentionnés aujourd'hui dans votre exposé verbal auront une grande résonance dans le monde. Vous avez dit que le secteur de l'agriculture devait entrer dans les négociations; mais surtout, Monsieur

le Rapporteur, vous avez bien voulu dire, en commentant le littéra « e » de vos conditions, que « la concurrence ne peut être faussée par des différences trop marquées dans les tarifs douaniers et dans la politique commerciale des pays membres. »

Vous avez dit aussi qu'une association économique européenne implique que doivent disparaître les discriminations dont les parties qui négocient actuellement sont aujourd'hui menacées par l'existence du Commonwealth britannique. Vous avez dit que le régime préférentiel du Commonwealth britannique doit disparaître dans les années à venir et ce propos est d'une importance exceptionnelle.

Une méthode nouvelle est donc maintenant nettement définie; on en fixe les conditions. Devons-nous dire alors simplement que nous voulons négocier ou, au contraire, pouvons-nous maintenant nous engager selon les indications qui nous sont données?

Je vais, Monsieur le Président, terminer dans un instant. Je crois, en effet, ne devoir parler que sur l'opportunité de poursuivre le débat à cette session.

M. le Président. — C'est sur le renvoi à la commission que porte le débat, mon cher collègue.

M. Duvieusart. — Laissez-moi dire ma dernière raison d'optimisme, Monsieur le Président.

Ce qui me fait croire que nous devons aller de l'avant, c'est ce que vient de nous indiquer M. le président Hallstein, et vous êtes certainement, Monsieur le Rapporteur, d'accord sur tout cela. Il y a : l'élargissement des contingents, l'extension des libérations tarifaires, une politique mondiale communautaire positive, une procédure de coopération occidentale avec consultations régulières et l'accélération de l'application du traité.

Alors, dans quelques mois ou peut-être dans un an ou deux, nous serons surpris d'avoir cru que cette guerre, comme on l'a dit, pouvait avoir lieu.

Non ! Mesdames, Messieurs, le débat sur la zone de libre-échange va prendre fin parce que

c'est le problème lui-même qui va se dissoudre comme le fameux morceau de sucre. Nous nous apercevrons alors que, par l'expansion et la prospérité que nous aurons créées dans notre Communauté européenne, nous assurerons demain à nos voisins qui font avec nous aujourd'hui disons douze pour cent de notre chiffre d'affaires, un volume d'affaires qui, au moins dans l'absolu, sera, nous l'espérons, très supérieur à celui qui se fait maintenant. Nous serons même surpris, dans un avenir rapproché, d'avoir cédé à cet esprit de défiance et de crainte dans lequel nous avons abordé l'étude de certains problèmes.

Je vous demande, Mesdames, Messieurs, de ne pas clore la présente session sans dire au moins que nous approuvons dans son principe la déclaration qui a été faite et que nous formons les meilleurs vœux pour que les dispositions qu'elle contient soient appliquées sous la surveillance de la Commission. C'est à cela que, je l'espère, nous pourrions arriver demain ou ce soir même.

M. le Président. — Je rappelle que le présent débat porte uniquement sur le renvoi en commission.

La parole est à M. Metzger.

M. Metzger. — (A) Monsieur le Président, je note tout d'abord avec plaisir que le débat sur le fond a déjà commencé. Ce fait à lui seul nous empêche de différer la discussion, car il est tout à fait inadmissible que les uns puissent parler alors que les autres, qui ont également quelque chose à dire, ne le peuvent pas.

A l'appui de l'idée que le débat doit avoir lieu, c'est-à-dire de la proposition sur la forme, j'avancerai encore quelques arguments. On a déjà indiqué toute une série de raisons pour lesquelles le débat doit avoir lieu en ce moment. J'ajouterai encore quelques raisons de plus.

En février déjà, la Commission avait publié un premier mémorandum qui contient une série de propositions constructives. Ce n'est pas notre Assemblée parlementaire qui s'est occupée de ce mémorandum, c'est l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe; celle-ci nous a en effet devancés. En avril, elle a examiné le mémorandum et s'est demandé ce qu'il y

avait à dire de plus, et maintenant elle a discuté à nouveau la question. Quant à nous, nous boitillons derrière elle.

L'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe nous a communiqué sa résolution en nous priant de prendre position. C'est M. le Président lui-même qui a envoyé la résolution à la commission des affaires politiques — je suppose également à la commission de la politique économique — avec prière de prendre position.

Il en résulte, et M. le Président est lui-même de cet avis, que nous avons non seulement le droit, mais carrément le devoir de prendre position. Nous avons eu suffisamment l'occasion de nous occuper de ces questions. Le mémorandum renferme toute une série de points sur lesquels nous devons favoriser la réalisation des projets.

L'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe — nous avons tout lieu de nous en féliciter — a pris une position favorable, bien que dans son sein les pays qui ne font pas partie de la Communauté des Six soient également représentés. J'estime qu'il ne faut pas se désintéresser de ce qui s'est dit à l'Assemblée consultative dans un esprit si positif. On devrait plutôt battre le fer tant qu'il est chaud. Nous ne devrions pas, en différant notre position, tout retarder une fois de plus et risquer de voir que l'affaire cesse d'être intéressante.

Dans le mémorandum, il est proposé par exemple, avec l'approbation de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, d'introduire dans le cadre de l'O.E.C.E. une procédure de recours ou d'arbitrage pour les pays européens qui n'appartiennent pas à la Communauté des Six, procédure destinée à réparer des préjudices qui pourraient éventuellement être causés du fait des Six. Je me borne à citer cet exemple pour montrer qu'il est des problèmes urgents qui doivent être résolus et que des propositions constructives ont été faites.

A mon sens, il est absolument inadmissible que notre Assemblée parlementaire fasse maintenant le mort, car de la sorte nous atteindrions précisément ce que nous nous proposons constamment de combattre. Nous nous demandons ce qu'il faut faire pour relever dans l'opi-

nion du grand public la popularité de la Communauté européenne et de notre institution parlementaire. La meilleure façon d'accroître la popularité de l'Assemblée parlementaire consiste à travailler, à ne pas nous défilier devant la besogne, à ne pas fuir certaines délibérations; ce que nous devons faire, c'est aborder les problèmes.

Ce matin, on a dit à la commission des affaires politiques que le danger existe que des opinions divergentes s'expriment parce que nous n'avons pas encore suffisamment clarifié les questions. Mais, je vous le demande, en quoi consiste donc la tâche d'un parlement? La tâche d'un parlement consiste à discuter; et pour qu'il y ait discussion, il faut que les différentes opinions s'expriment et s'éclairent dans la discussion. Si nous craignons la discussion, nous avons perdu tout droit de nous dire une institution parlementaire.

J'estime donc que la proposition de renvoi devrait être écartée.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Poher.

M. Poher. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, ne craignez rien, je ne veux pas parler de l'opportunité d'un débat qui, en fait, est déjà commencé depuis un quart d'heure.

Monsieur le Président, nous avons établi un ordre du jour qui, au surplus, a été adopté par l'Assemblée. Cet ordre du jour prévoyait que le rapport de M. Blaisse serait présenté devant l'Assemblée, que M. le président Hallstein ferait une déclaration et que l'on entendrait ensuite les réponses de nos collègues, à la déclaration faite hier par M. Malvestiti.

D'autre part, un débat avait été prévu à 21 heures sur l'exposé de M. le président Hallstein.

Il me semble facile de concilier tout le monde. Si le président Alric maintient sa proposition, il lui est loisible pendant tout ce temps et pendant la suspension de séance, de réunir sa commission et de lui demander si elle est d'accord pour le renvoi qu'il sollicite.

De toute manière, la seule question qui pourrait se poser serait de savoir si les groupes devraient en délibérer et si le débat prévu pour 21 heures devrait éventuellement être renvoyé à demain matin, ou bien, au cas où M. Alric aurait maintenu sa position devant sa commission et où celle-ci lui aurait donné raison, si le règlement pourrait s'appliquer.

Je demande, Monsieur le Président, que l'on s'en tienne à l'ordre du jour tel qu'il avait été établi, car il avait été décidé que nous entendrions cet après-midi les réponses à la déclaration de M. Malvestiti. Je croyais même qu'il y avait eu un arrangement de bonne compagnie pour permettre à M. le président Hallstein de parler le premier.

M. le Président. — La parole est à M. Kalbitzer.

M. Kalbitzer. — (4) Monsieur le Président, je dirai quelques mots en ma qualité de membre de la commission de la politique commerciale et de la coopération économique avec les pays tiers, la commission dont M. Alric est le président. Je regrette de devoir, dans le cas présent, contredire mon président.

Je puis parfaitement comprendre les difficultés d'ordre formel. Personnellement, je regrette la position un peu ambiguë dans laquelle notre rapporteur, M. Blaisse, a été mis du fait que la situation était dépassée par les événements au moment où il a présenté son rapport.

Ne nous sommes-nous pas proposé d'être un parlement européen? On me prend souvent à partie parce que, dans cette question, je suis extraordinairement sceptique. Mais si l'Assemblée parlementaire devait refuser aujourd'hui d'engager la discussion, mon pessimisme s'accroîtrait considérablement. Comme nous nous sommes effectivement proposé de devenir un parlement, nous devons nous conduire comme un parlement, surtout dans une situation caractérisée par le fait que nous n'avons encore aucune expérience, aucune renommée dans le parlementarisme européen.

Il s'agit pour nous uniquement de trancher une question politique : Voulons-nous prendre position en face d'une question actuelle ou

bien voulons-nous nous abriter derrière des considérations de second ordre, derrière des considérations d'ordre formel, d'ordre administratif, d'ordre technique?

M. le président Hallstein nous a dit à propos de sa Commission, laquelle est pourtant notre partenaire dans la discussion, qu'il craignait que lui-même et sa Commission n'aient parlé trop tard plutôt que trop tôt.

Si la Commission éprouve cette crainte, il faut que nous-mêmes — puisque nous voulons être l'institution parlementaire — éprouvions à plus forte raison encore cette même crainte d'arriver trop tard. Ce qui nous est demandé, ce n'est pas de nous prononcer à un moment quelconque comme experts en la matière; nous devons nous exprimer ici et maintenant en tant qu'hommes politiques et dire si nous acceptons les objectifs qui ont été énoncés.

Si nous voulons consolider l'union européenne, ce qui est l'objectif déclaré de M. Hallstein, il faut que par son comportement notre Assemblée parlementaire fasse voir quel sera le visage politique de l'Europe, fasse voir si cette Europe se fondera sur une base parlementaire et démocratique ou si ce doit être simplement une Europe conduite par la technique administrative.

Puisque nous avons fait un commencement, je suis d'avis qu'il nous faut avoir le courage, — et c'est ce que je demande à tous mes collègues — de nous déclarer partisans du système parlementaire dans la mesure, hélas restreinte, où notre statut nous le permet.

Si nous renonçons maintenant à ce débat et que plus tard, à un moment quelconque, alors que cela n'intéressera plus personne dans le grand public européen, nous exprimions telle ou telle opinion technique, une opinion qui n'a pas du tout été demandée aux hommes politiques que nous sommes, si nous agissions ainsi, nous commettrions un acte d'auto-mutilation.

En nous livrant à un débat politique, nous ferons preuve de cet esprit d'action dont nous avons si cruellement besoin en ce moment. Abordons par conséquent enfin la discussion!

(Applaudissements.)

M. le Président. — Je suis également saisi d'une demande tendant à instaurer demain, à 11 heures, un débat sur la déclaration de M. Hallstein.

La parole est à M. Pleven.

M. Pleven. — Monsieur le Président, je voudrais appuyer, avec une très légère variante, ce qu'a dit mon collègue M. Poher et faire une proposition précise sur laquelle l'Assemblée pourrait se prononcer immédiatement.

Je crois savoir que notre rapporteur, M. Blaisse, ne refuse pas le débat sur le mémorandum de M. Hallstein. Ce qu'il demande — et c'est au fond le scrupule qui existe dans l'esprit de chacun de nous —, c'est qu'au moment où nous allons discuter d'une question dont nous savons bien qu'elle est fondamentale, ce ne soit pas pour énoncer un certain nombre de choses superficielles, mais pour aller au fond du débat.

Si nous décidions tout de suite qu'il n'y aura pas de séance ce soir et que nous invitons M. le Président de la commission de la politique commerciale à réunir sa commission après dîner, je suis persuadé que M. Blaisse serait demain en mesure de donner l'avis considéré de la commission de la politique commerciale et que tous ceux d'entre nous qui souhaitent intervenir dans ce débat et de faire entendre, au bon moment, la voix de l'Assemblée, pourraient participer à la discussion.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Je rappelle que j'ai été saisi d'une demande tendant à instaurer demain à 11 heures un débat sur la déclaration de M. Hallstein.

J'ajoute que nous devons épuiser aujourd'hui l'ordre du jour prévu pour cet après-midi et qui comporte encore un certain nombre de questions. Si nous ne le faisons pas, nous serions très gênés pour la séance de demain.

Je mets aux voix, à mains levées, la proposition tendant à inscrire à l'ordre du jour de la séance de demain, à 11 heures, un débat sur la déclaration de M. Hallstein.

(Cette proposition est adoptée.)

M. le Président. — Il est donc entendu que ce débat sera joint à la discussion du rapport de M. Blaisse, qui est reportée à demain.

6. — Réponse à la déclaration de M. le Président de la Haute Autorité

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la réponse à la déclaration faite hier après-midi par M. le Président de la Haute Autorité.

La parole est à M. Poher, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. Poher, président du groupe démocrate-chrétien. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, après des débats quelquefois austères, passionnés, comme nous venons de les vivre et, à mon gré, toujours trop techniques, vous ne vous étonnerez certainement pas que le groupe démocrate-chrétien que j'ai l'honneur de présider se réjouisse de l'ouverture d'un entretien plus politique et même plus personnel avec les Communautés et, notamment, avec la vôtre, Monsieur le président Malvestiti.

Le groupe démocrate-chrétien m'a chargé d'exprimer sa joie devant le renouvellement de la Haute Autorité et de dire sa sympathie à M. le président Finet que nous retrouvons à son banc, même si ce n'est plus tout à fait le même, ainsi qu'à tous les anciens vice-présidents et membres de la Haute Autorité que nous revoyons en fonctions.

Vous me permettrez de redire à MM. Daum et Giaccherio notre sympathie pour l'œuvre remarquable qu'ils avaient accomplie dès les premiers jours aux côtés du président Monnet.

Notre débat, qui est double, a été un peu troublé, car l'Assemblée n'est pas tout à fait reposée des minutes d'émotion qu'elle vient de vivre. Cela n'a pas d'importance, car c'est à vous, Monsieur le président Malvestiti, que va notre salut et notre reconnaissance. Huit jours après votre entrée en fonction, vous avez voulu nous dire ce que vous ressentiez. Vous avez tenu à nous donner vos impressions de nouveau, de très jeune président de la Haute Autorité et à faire le point, avec nous, de la manière la plus large possible.

Vous ne nous en voudrez pas si, plus tard, nous nous référons très souvent à cette charte que vous avez passée hier avec le Parlement européen. Il y a toujours un certain danger, mon cher Président, à révéler totalement son état d'âme devant une assemblée parlementaire. Vous l'avez fait avec beaucoup d'idéalisme et l'on peut même penser que certains se sont étonnés de vous voir négliger un peu les réalités brûlantes de l'actualité.

Ce n'est pas moi qui vous le reprocherai, à condition que, bientôt, la Haute Autorité vienne devant nous défendre sa ligne d'action et qu'elle soit décidée à se battre, avec souplesse, certes, mais avec beaucoup de fermeté, pour ce qu'elle croit être la vérité.

Monsieur le Président, Messieurs les Membres de la Haute Autorité, vous détenez, par l'acceptation de vos fonctions, des responsabilités que vous ne pouvez confier à personne d'autre. Usez-en, ne laissez pas prescrire vos pouvoirs et vos compétences !

Certains qui aujourd'hui s'inquiètent très vivement de la situation du marché charbonnier ont peut-être négligé quelque peu, hier, de soutenir la précédente Haute Autorité qui, elle, s'était préoccupée avant eux de la gravité de la situation. Mais je ne veux pas faire de polémique. Vous détenez, Monsieur le président Malvestiti, un capital d'estime et de confiance qui vous permettra d'atteindre vos courageux projets.

Pourquoi le cacher plus longtemps ? Lorsque vous évoquiez hier les origines de la nouvelle démocratie italienne, je pensais y associer, à mon tour, les précurseurs qui ont été vénérés par ma génération : je veux citer Don Sturzo et Marc Sangnier, comme les jeunes aujourd'hui s'enthousiasment en pensant à cette Europe qui est celle de De Gasperi, d'Adenauer et de Robert Schuman et celle de tous les Européens présents dans cette Assemblée.

Monsieur le Président, vous avez affirmé la continuité de l'œuvre entreprise et vous avez lié votre action à celle de vos prédécesseurs. Je vous en remercie. Vous avez pris une position politique dans le débat européen. Nous sommes satisfaits de cette position, mais vous n'avez peut-être pas défendu le charbon avec suffisamment d'énergie et de netteté. C'est une querelle

que d'autres vous chercheront tout à l'heure à la suite d'interviews que vous avez données.

Je vous demande d'y faire attention : la bataille du charbon est avant tout une bataille sociale, au point que certains ont pu même penser que ce produit de base jouait un peu dans votre communauté économique le rôle des produits agricoles — cela a été dit, ce n'est pas moi qui l'invente — dans le Marché commun général. Même si l'avenir n'est pas aussi favorable à la houille noire que le passé, Monsieur le Président, il faut penser à la sensibilité de ceux qui lisent nos débats parlementaires ou nos déclarations dans la presse et qui se trouvent dans les corons ou dans les régions menacées. Croyez vous-même, Monsieur le Président, à la gravité de la crise charbonnière et à la nécessité d'une politique énergétique commune aux Six.

Certes, le protocole de 1957 a donné à la Haute Autorité une place privilégiée dans la définition de la politique énergétique commune. N'en abusez pas, Monsieur le Président, et tolérez que les autres commissions vous aident à définir la politique unique de la Communauté. S'il y en avait plusieurs, c'est-à-dire aucune, c'est l'Europe qui serait la première victime, votre victime à vous, Messieurs les Commissaires.

J'insiste au nom de mes amis, Messieurs les Membres de la Haute Autorité, pour que vous compreniez tout à la fois nos inquiétudes et même vos propres responsabilités. Vous avez justement fait remarquer, Monsieur le Président, dans votre exposé d'hier, que toute intervention limitée dans le cadre national pouvait amener un cloisonnement et avez même ajouté une certaine négation de tout système communautaire.

Vous êtes-vous demandé pourquoi les gouvernements prenaient ainsi, dans des directions différentes d'ailleurs, des mesures nationales ? Est-ce par égoïsme, par inquiétude ou incompréhension des problèmes des autres, à cause de difficultés nationales tellement vives qu'ils pourraient les attribuer à l'intégration d'une partie des problèmes sociaux et financiers très préoccupants ? N'est-ce pas parfois le désir de démontrer l'inutilité et même la nocivité de l'Europe actuelle, et, en nous empêchant

d'agir, de trouver d'excellents prétextes pour invoquer la révision prochaine des traités? Ou plus simplement que la Haute Autorité elle-même a pu, en certaines occasions, se montrer trop rigide, insuffisamment compréhensive des nécessités de ces pays? Ou plus simplement encore parce que sa jurisprudence, parfois vieille de sept années, a été prise à un moment où l'on ne pouvait pas prévoir l'évolution des événements?

Le fait que les ministres des gouvernements nationaux prennent un peu au hasard et tout seuls des décisions qui vous incombent pourrait avoir son origine, je le crains, dans ces deux dernières raisons.

Monsieur le Président, nous avons besoin d'être rassurés par l'action renouvelée de la nouvelle Haute Autorité. N'attendez pas l'accident! Prévenez-le! Vous êtes entré en fonctions à un moment dangereux pour l'Europe. Merci de l'avoir dit aussi formellement!

Laissez-moi un peu malicieusement ajouter, Monsieur le Président, que vous êtes le plus Européen de nous tous, car aucun d'entre nous n'a encore eu le privilège d'appartenir à deux instances communautaires des six pays. Vous avez des amitiés, des relations récentes dans les différentes instances. Profitez-en pour que cette Europe se fasse et pour que tous les comités soient des exécutifs vigilants et vivants. Nous avons besoin, Monsieur le président Malvestiti, d'espérer en cette Europe à l'époque où d'autres envoient des fusées voyager dans la lune.

Voilà ce que les jeunes des six pays attendent de vous, Monsieur le Président. Je me permets de vous le dire très librement dans une séance présidée par M. Robert Schuman, celui qui aura rendu l'immense service, devant l'histoire, aux jeunes, nos fils, d'avoir encore un espoir en leur avenir. Car, ainsi qu'un membre de mon groupe le disait hier, il serait assez ridicule pour nous de critiquer les autres, sous prétexte qu'ils ne sont pas suffisamment forts pour battre les records de Lunik. Si nous ne faisons pas l'Europe, non seulement nous n'enverrons aucune fusée dans la lune, mais nous mettrons en cause notre propre destin.

(Applaudissements.)

(M. Rubinacci remplace M. Schuman au fauteuil de la présidence.)

PRÉSIDENCE DE M. RUBINACCI

vice-président

M. le Président. — La parole est à M. Birkelbach, au nom du groupe socialiste.

M. Birkelbach, président du groupe socialiste. — (A) Monsieur le Président, c'est un grand honneur pour moi de pouvoir présenter, au nom du groupe socialiste, quelques observations sur les déclarations que le nouveau président de la Haute Autorité, M. Malvestiti, a faites hier.

M. Malvestiti s'est efforcé de dégager les grandes lignes selon lesquelles il se propose d'aborder les problèmes concrets de la C.E.C.A.

Le groupe socialiste se félicite du zèle, de l'énergie manifeste et de la conviction avec lesquels le nouveau président entend s'attaquer à sa tâche, une tâche qui est extrêmement difficile précisément au moment actuel. Notre groupe apprécie le dynamisme personnel que M. Malvestiti a montré en exposant les grands liens d'interdépendance de la politique d'intégration.

Bien que dans son exposé il ait fait allusion à une politique qui ne correspond pas en tous points à la manière de voir du groupe socialiste, celui-ci n'en est pas moins prêt à accorder par avance au nouveau président et à la Haute Autorité tout entière une confiance qui, selon les faits, se justifiera ou sera de nouveau mise en question. Nous espérons que notre confiance sera justifiée; nous sommes d'autant plus enclins à nourrir cet espoir que la composition de la nouvelle Haute Autorité accuse à notre avis un plus juste équilibre entre les partis politiques et les forces sociales des six pays de l'Europe que ce n'est le cas, par exemple, pour la Commission de la C.E.E.

Il va de soi que le groupe socialiste se félicite tout particulièrement, et vous ne m'en voudrez pas de cette remarque, de la nomination de son ancien président, M. Lapie, qui par sa pondération — je crois pouvoir m'exprimer ainsi — a su s'assurer des sympathies sur tous les bancs de l'Assemblée. Nous tenons encore à adresser ici nos remerciements aux membres sortants de la Haute Autorité, MM. Daum et

Giacchero, qui ont tant payé de leur personne et qui réellement ont toujours engagé toutes leurs forces, physiques aussi, pour s'acquitter de leurs hautes fonctions.

Monsieur le Président, la Haute Autorité, dans sa nouvelle composition, trouvera en tout temps le groupe socialiste prêt à défendre ce que M. Malvestiti a appelé hier les pouvoirs indépendants et directs de la Haute Autorité. Permettez-moi de développer ma pensée.

Pour nous, il ne s'agit pas des pouvoirs d'une Haute Autorité; en dernière analyse, il s'agit des compétences de la Communauté elle-même. Il n'appartient pas à la Haute Autorité seule de décider si elle entend sauvegarder ces pouvoirs ou non. En notre qualité de membres de l'Assemblée, du moment que nous partageons en un certain sens la responsabilité avec la Haute Autorité, nous sommes appelés à veiller à ce que certains éléments de ces pouvoirs ne passent pas aux mains des groupes d'intérêts, prêts à les saisir, et de certains gouvernements aussi.

Nous ne voyons là pas tellement une question d'interprétation juridique de points de détail; nous souhaitons plutôt que la Haute Autorité se considère comme le protagoniste de tous les efforts qui tendent à des solutions communautaires, c'est-à-dire à des solutions qui permettent de trouver dans un esprit démocratique un dénominateur commun pour des intérêts différents, afin d'être en mesure d'agir et de ne pas tomber dans un état de paralysie dans lequel elle ne saurait prendre aucune décision.

J'estime qu'à cet effet il faut réellement aussi une étroite collaboration des institutions de la Communauté, de l'Assemblée et de la Haute Autorité; il faut reconnaître qu'aucune lutte en vue de créations communes, qu'aucun débat qui se déroule ici, quelque vif qu'il soit, ne saurait changer quoi que ce soit au fait que nous nous efforçons tous de sauvegarder la base commune et d'arriver à ce que les peuples de notre Communauté forgent délibérément leur destin d'un commun accord.

Monsieur le Président, en annonçant dans sa déclaration que la Haute Autorité s'occupera au cours de ces prochains mois plus particulièrement de la révision de certaines dispositions du traité, M. le président Malvestiti signale une

activité supplémentaire à laquelle elle entend se livrer. Nous avons déjà vu l'ancienne Haute Autorité former certains plans. Nous pouvons être heureux que les propositions d'amendement de l'article 56 concernant les projets de réadaptation aient été portées à un stade qui nous permettra, nous l'espérons, de faire des plans à plus longue échéance. Mais d'une manière tout à fait générale je désire exprimer, à propos de la révision de certaines dispositions du traité, notre espoir que les travaux préparatoires se poursuivront toujours en collaboration étroite avec l'Assemblée parlementaire européenne et les commissions compétentes de celle-ci.

Il faut une fois de plus partir du fait que nous avons un traité. Si ce traité doit être modifié sur un point ou un autre, la position des signataires qui ont l'intention de sauvegarder certaines situations déterminées est beaucoup plus forte qu'elle ne le serait en l'absence d'un traité et dans l'attente de sa rédaction. Nous tenons à le souligner parce que pour nous la question de la compétence de la Communauté joue le rôle décisif.

A ce propos, j'ai une remarque à faire. Dans cette salle, nous discutons parfois à coup d'arguments juridiques, mettant en œuvre beaucoup de connaissances techniques. Nous discutons des questions économiques. Mais nous ne devons pas oublier que précisément en ce qui concerne la Communauté du charbon et de l'acier, tout ce qui se fait dans ce domaine touche au sort de centaines de milliers d'êtres humains. En d'autres termes, le groupe socialiste se demande constamment et avec la plus vive inquiétude si nous laisserons vraiment se poursuivre à la longue une évolution comme celle à laquelle nous assistons dans le secteur du charbon, ou si nous sommes résolus à agir selon un plan, selon certaines prévisions, pour que les mesures sociales et les mesures économiques se complètent méthodiquement.

Nous espérons que la nouvelle Haute Autorité reconnaîtra clairement que pour les salariés le temps perdu signifie beaucoup plus qu'il ne saurait le faire pour qui vit des revenus de sa fortune ou qui a de fortes réserves. Pour tous les salariés, le retard apporté à l'adoption d'une réglementation se traduit non seulement par une perte matérielle de revenus, comme nous le voyons maintenant; il s'y ajoute encore un

danger de contagion très menaçant : l'insécurité dont souffrent déjà aujourd'hui de nombreux hommes risque de s'étendre à des secteurs beaucoup plus vastes que ce n'est le cas pour le moment. C'est pourquoi il faut agir à temps.

On peut évidemment dire — s'il m'est permis de développer ce point — que dans la Ruhr, par exemple, en la conjoncture actuelle de jeunes travailleurs vigoureux peuvent facilement se placer, que des travailleurs spécialisés qui ont une formation solide n'éprouvent naturellement pas de trop grandes difficultés quand les circonstances les contraignent à changer d'emploi. Mais songeons à ceux qui n'ont plus leur pleine capacité de travail; songeons aux hommes dont la capacité de travail décline et qui en éprouvent un sentiment d'insécurité qu'il faut pallier par des mesures généreuses qui leur fassent voir que nous travaillons également pour eux.

En disant cela, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je n'entends pas seulement rendre à ces travailleurs un certain sentiment de sécurité; mais je voudrais encore que ces dispositions d'esprit soient connues de tous, afin que même les gens auxquels à vues humaines il ne peut absolument rien arriver, par exemple les travailleurs des mines qui resteront en tout cas à l'abri de changements, obtiennent vraiment cette sécurité. Je veux dire par là qu'il faut ici une délimitation, un travail méthodique. Je connais les intérêts particuliers qui se manifestent dans toute entreprise dès l'instant où on parle de la possibilité de cesser le travail; je sais aussi que ce sont alors précisément les plus capables qui s'en vont les premiers. C'est pourquoi on ne veut pas en parler. En la conjoncture actuelle et vu le fait que le charbon ne disparaîtra pas du jour au lendemain, mais qu'il continuera à jouer un rôle dans notre vie économique, une tâche importante nous incombe — et elle n'est pas simple — à savoir de donner aux intéressés la sécurité requise en élucidant le problème.

J'estime que nous avons ici une tâche européenne à remplir. En effet, si la première Communauté européenne qui est entrée en vie ne se montrait pas capable d'agir, il faudrait faire par la suite des efforts beaucoup plus grands. C'est pourquoi tout ce qui touche aux

aides d'adaptation, tout ce qui peut être fait dans ce domaine, est plus important que d'ouvrir de temps à autre la trousse de premiers secours pour en tirer un petit emplâtre.

En disant cela, je prends déjà position sur une question à laquelle M. le président Malvestiti devra encore répondre tout à l'heure. Mais je ne voudrais pas trop prolonger cette discussion et je me bornerai à effleurer le sujet.

Dans notre Communauté, nous n'avons jamais considéré la politique sociale comme un secteur isolé ou comme un moyen d'atténuer certaines rigueurs sociales. Au contraire, nous avons toujours dit que la politique sociale et la politique économique dépendent l'une de l'autre. La politique sociale et la politique économique doivent former un bloc. Nous avons eu ici de grandes discussions sur la question de savoir si la politique sociale doit avoir la priorité sur la politique économique ou vice versa, et nous avons été d'accord pour estimer qu'elles se conditionnent l'une l'autre. Ces questions, M. Paul Finet, le dernier président de la Haute Autorité, s'y est attaché avec une énergie particulière et nous sommes heureux que la base actuelle ait été établie.

Je n'ai pas attendu de M. le président Malvestiti que, dans son discours d'investiture, il nous apporte de nouvelles données sur la politique structurelle dans le domaine charbonnier. Mais nous ne devons pas différer l'étude de ce problème qui doit être au centre de toute notre activité.

C'est bien pourquoi nous approuvons M. le président Malvestiti qui a déclaré qu'il se propose de faire de la coordination de la politique énergétique un point essentiel de sa politique. Cette coordination est indispensable, car on ne peut pas faire une politique charbonnière isolée de tout. Les différents gouvernements ne peuvent pas davantage surmonter les difficultés en agissant isolément. La coordination s'impose.

Nous souhaitons que la Haute Autorité n'aborde pas trop timidement la solution de cette question; nous souhaitons même qu'elle provoque la réaction de l'opinion publique. En fin de compte, il faut que les problèmes soient dégagés très nettement, afin qu'une décision

puisse être prise et que nous ne restions pas trop longtemps au stade des études.

Pour conclure, je me permets de vous rappeler que le groupe socialiste préconise depuis 1955 une collaboration étendue et suivie dans le secteur de l'économie énergétique, son programme comportant les points suivants :

— développement d'une politique européenne uniforme en matière d'économie énergétique, embrassant tant le charbon que l'électricité et le gaz, le pétrole et l'énergie nucléaire;

— développement d'une politique uniforme des investissements dans les différents secteurs de l'économie énergétique;

— encouragement et organisation des échanges d'énergie entre les États intéressés;

— recherche de points de vue européens pour la coordination des politiques économique, financière, fiscale, douanière et tarifaire dans les différents secteurs de l'économie énergétique.

Les premiers pas difficilement faits dans cette direction ne donnent pas à penser que l'on ait partout la ferme volonté de venir rapidement à bout de cette tâche. Aussi faut-il craindre que les divers États ne persistent à prendre dans le secteur de l'économie énergétique des mesures isolées qui rendront encore plus difficile une coordination ultérieure.

J'ai tenu à souligner spécialement ce point en guise de conclusion. Je ne veux pas soulever des questions particulières comme celles de la sidérurgie, du marché de l'acier et d'autres qui permettraient de montrer qu'il y a des degrés d'urgence très nets et qu'ils doivent déterminer l'ordre chronologique de la réalisation des projets futurs.

Nous serions heureux que l'on réussisse à établir, d'accord avec la Haute Autorité, une base pour le travail d'unification de l'Europe, non seulement en ce qui concerne les conceptions et les objectifs généraux, mais aussi en ce qui concerne les priorités.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Pleven, au nom du groupe des libéraux et apparentés.

M. Pleven, président du groupe des libéraux et apparentés. — Mes chers collègues, nous aussi, libéraux et apparentés, avons écouté avec une grande sympathie le discours d'investiture de M. Malvestiti. Nous y avons apprécié la distinction de la pensée ainsi que la sincérité des convictions qui l'avaient inspiré.

Depuis que ce discours a été prononcé, nous savons que le président de la Haute Autorité est un maître de la pensée économique, que c'est aussi un philosophe. Nous sommes persuadés qu'il aura à cœur de nous montrer très vite qu'il est aussi un homme d'action.

Nous savons, Monsieur le Président, qu'il vous était difficile, quelques jours à peine après l'acceptation de vos fonctions, de dresser un programme complet de vos intentions. Mais nous avons constaté avec grand plaisir que vous aviez pleine conscience des difficultés dont allait être semée votre route. Nous avons été heureux de voir avec quelle énergie vous vous prépariez à ce combat qui va être celui de la Haute Autorité pendant les mois et les années à venir, et nous avons été heureux des orientations que vous avez marquées de l'action qui serait la vôtre.

C'est ainsi — et nous en sommes entièrement d'accord avec vous — qu'il n'y a pas de solution au problème du charbon autrement que dans le cadre d'une politique générale de l'énergie. Vous savez que cette Assemblée sera toujours derrière vous pour appuyer les propositions constructives que vous voudrez faire dans ce domaine et pour vous aider auprès des gouvernements.

Il y a cependant un point, Monsieur le Président, sur lequel je voudrais appeler votre attention. Comme l'ont dit tout à l'heure mon excellent collègue, M. Birkelbach, et M. le président Poher, nous devons bien nous rendre compte que le problème du charbon, dans notre Europe, n'est pas seulement un problème économique; c'est aussi un très grand problème social. Or, un grand problème social ne se résout jamais uniquement par des mesures administratives et financières.

Il faut que le peuple européen comprenne de quoi il s'agit; il faut que ceux à qui des sacrifices seront nécessairement demandés comprennent qu'ils ne sont pas sacrifiés à des intérêts,

mais que l'adaptation qu'on leur demande est nécessaire au succès d'une cause dont, croyez-moi, ils comprennent la grandeur.

A bien des reprises dans le passé, en particulier lors de discussions à la commission des affaires politiques, nous, libéraux, avons insisté pour que la politique, dans le sens le plus élevé de ce mot, des Hautes Autorités — et précisément, en ce moment, de la Haute Autorité du charbon et de l'acier — soit popularisée par un dialogue presque direct avec le peuple qu'elle concerne, avec les organisations syndicales.

Nous souhaitons, Monsieur le Président, que la Haute Autorité — le président Eisenhower et M. MacMillan nous en ont donné récemment l'exemple — organise la télévision des dialogues entre elle et les syndicalistes, entre elle et le Conseil de ministres, afin que, dans les bassins et parmi les consommateurs, on comprenne les objectifs de la lutte qui va être la vôtre.

C'est l'observation que je voulais vous soumettre très humblement en vous assurant, Monsieur le Président, que la sympathie des libéraux et des apparentés va à la Haute Autorité nouvelle, comme elle allait à la Haute Autorité ancienne, à laquelle elle se substitue, et que vous avez un très large crédit auprès de notre groupe, comme auprès des autres groupes de cette Assemblée.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. de la Malène.

M. de la Malène. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, du discours-programme que nous avons entendu hier de la part du nouveau président de la Haute Autorité, M. Malvestiti, je voudrais étudier successivement quelques aspects fondamentaux, qui se recouvrent d'ailleurs et se lient étroitement les uns aux autres.

C'est, d'abord : par quels moyens, par le jeu de quels mécanismes va être instituée la coordination de l'énergie ? C'est, ensuite : qui mettra en œuvre cette coordination ? C'est, encore : quelle place elle laissera à l'industrie charbonnière ? C'est, enfin : comment résoudre cette crise charbonnière elle-même ?

Si vous me le permettez, je passerai très brièvement en revue ces quatre problèmes, dans l'ordre inverse de leur énumération.

Je dois dire, en premier lieu, que je n'ai pas aperçu très clairement, dans l'exposé qui nous a été fait, quelle va être, à l'égard de la crise charbonnière, la doctrine de la nouvelle Haute Autorité. Le président Malvestiti a fait appel, à ce sujet, au bon sens de l'Assemblée qui ne doit pas, nous a-t-il dit, attendre une solution magique à ce problème. Certes, nous n'attendons pas une solution magique, mais enfin, s'il est un problème qui est de la compétence de la C.E.C.A. et dont la solution justifie son existence, et je dirai son maintien, c'est bien d'abord, c'est avant tout celui-là.

Tout au long de l'année qui vient de s'écouler, et même des mois de l'année précédente, nous avons connu de nombreux plans destinés à résoudre la crise. Il a été question successivement d'aider le stockage, puis de le pénaliser. Ensuite, on a parlé de l'utilisation des articles 58 et 74 dont le jeu aurait plus ou moins abouti, en réalité, à créer une sorte de pénurie artificielle du charbon par la hausse des prix. Tous ces plans ont été successivement écartés. Ils n'apportaient d'ailleurs pas, me semble-t-il, un remède spécifique à la cause structurelle du mal et ils risquaient, en fait, d'avantager finalement les autres sources d'énergie et, essentiellement, le pétrole.

Enfin, on s'est arrêté à une solution provisoire d'aide communautaire aux charbonnages qui connaissaient les plus grandes difficultés. Mais il est évident pour chacun de nous qu'il ne s'agit pas là d'une solution définitive et qu'il va falloir trouver un autre moyen d'agir.

Ce moyen, cette méthode, je regrette de ne pas les avoir trouvés ou, tout au moins, de n'en avoir pas trouvé l'amorce ou l'approche dans l'exposé d'hier. Nous savons tous que des importations désordonnées sont pour partie responsables de la crise charbonnière. Je ne vois pas comment la Haute Autorité envisage d'y porter remède. Nous savons qu'il va falloir fermer certains sièges marginaux, réglementer la production des autres, tout en tenant compte de problèmes sociaux très complexes et sans pénaliser les plus productifs. Par quelles méthodes ? Là encore, nous sommes dans l'ignorance.

M. le président Malvestiti a parlé, sans doute assez longuement, du coût marginal à long terme. Faut-il entendre par là qu'il envisagerait la fermeture d'un assez grand nombre de mines? C'est, en tout cas, le sens que je donne à cette formule.

Une idée avait été avancée, celle des quota nationaux et non des quota par entreprise, quota nationaux qui avaient, eux, le très grand avantage de permettre de ne pas traiter d'une manière identique les mines, quelle que soit leur productivité. J'aurais aimé que la Haute Autorité nous donnât son opinion sur cette procédure.

A l'évidence, ces moyens de résolution de la crise doivent être dictés par l'idée que se fait la Haute Autorité de la place du charbon dans l'ensemble des sources d'énergie et de l'évolution de cette place. Je dois dire que j'ai été un peu surpris d'entendre de la bouche d'un président de la Haute Autorité du charbon et de l'acier un développement aussi étendu sur les inconvénients du charbon, qui semble traduire la conviction que ce qu'on a appelé « la retraite du charbon » devait s'opérer très rapidement. J'ai peur que de telles paroles n'entraînent, à l'égard du charbon, une sorte de recul qui pourrait avoir des conséquences dommageables. Il m'a semblé d'ailleurs percevoir une légère contradiction entre le passage auquel je me réfère et l'affirmation que nous avons également entendue, d'où il résulterait que, dans les années à venir, il nous faudrait davantage de charbon.

Sans doute, il faut envisager une diminution en valeur relative du charbon dans la consommation globale d'énergie de l'Europe. Mais il n'y aura probablement pas de diminution en valeur absolue. Le charbon est de très loin la source fondamentale d'énergie de la Communauté. Il le restera encore longtemps. Pour de multiples raisons : sociales, de sécurité, de devises et autres, il est souhaitable qu'il en soit ainsi. Il ne faudrait pas qu'après avoir encouragé par tous les moyens la consommation du charbon, la Haute Autorité, par de telles paroles, renversât trop brutalement la vapeur ou tout au moins parût la renverser.

Cela ne signifie nullement que j'oublie que l'énergie n'est qu'un moyen et qu'elle doit

revenir le meilleur marché possible. Un effort de définition précis et prudent de la place qu'on entend accorder dans l'avenir au charbon comme source d'énergie de l'Europe me paraît indispensable.

Ceci me conduit à mon troisième point. Il serait, certes, inutile de définir la place du charbon si une politique coordonnée de l'énergie ne permettait d'aboutir à la répartition jugée souhaitable. C'est là un problème qui, depuis de longs mois, tient une large place dans l'actualité.

Les difficultés sont grandes, pour de multiples raisons : parce que le prix des hydrocarbures est fixé par de puissantes sociétés internationales qui sont hors du contrôle de l'Europe; parce que, du fait des découvertes incessantes, les coûts d'extraction et de transport des hydrocarbures varient perpétuellement; parce que le coût de l'énergie d'origine nucléaire est difficilement prévisible; parce que les politiques fiscales des États interviennent, etc.

En face de toutes ces inconnues qui peuvent varier brutalement, la longue durée des amortissements que nécessite l'industrie charbonnière pose des problèmes terriblement ardu. Mais tout ceci ne dispense pas, bien au contraire, de réaliser une coordination de la production de l'énergie dans notre Communauté.

Que nous propose la Haute Autorité? Elle affirme la nécessité d'un bilan énergétique authentique et complet, et la nécessité de la mise en œuvre progressive d'un pouvoir communautaire de coordination. Personne ne peut contester cette nécessité. On s'attendait donc à ce que des propositions concrètes soient faites afin d'atteindre ces objectifs. Malheureusement, les moyens proposés n'apportent rien de nouveau par rapport à un passé décevant dans ce domaine.

Si l'objectif est satisfaisant, je dois dire que le moyen me paraît dangereusement insuffisant et inadéquat, eu égard à la gravité et aux difficultés du problème. La Haute Autorité n'a pu, dans le passé, organiser la répartition entre la production charbonnière de la Communauté et le charbon importé. Et l'on voudrait aujourd'hui qu'avec la seule aide d'une entente plus étroite avec les autres communautés, elle puisse, sans augmentation de pouvoirs,

rappelle que la crise actuelle avait été lucidement prévue par les anciens responsables de la Haute Autorité. On est donc obligé de penser que les dirigeants de la Communauté n'avaient pas les moyens de l'empêcher, que les institutions étaient inadaptées pour faire face à une crise, pourtant prévue. Pour résoudre cette crise et le problème infiniment plus difficile de la coordination de l'énergie, la Haute Autorité actuelle semble penser que les moyens dont disposaient les anciens dirigeants sont suffisants. Il me paraît difficile, quant à moi, de croire que, du rappel de ce passé, on puisse tirer des conclusions optimistes pour l'avenir.

Enfin, M. le Président de la Haute Autorité s'est, dans sa conclusion, évadé des considérations techniques vers des considérations directement politiques. Pour ma part, je tiens à déclarer que je n'entends pas que celles-ci me masquent l'objet unique du traité qui constitue ici notre seule raison d'être. J'indique cependant que, là encore, le contraste me paraît frappant, le déséquilibre évident entre l'ambition politique et la faiblesse des solutions, entre l'optimisme pour l'avenir et l'appel aux seules méthodes et aux seules procédures qui ont toutes si récemment été contredites par l'expérience.

M. le Président. — La parole est à M. Armengaud.

M. Armengaud. — Monsieur le Président, mes chers collègues, je voudrais analyser assez brièvement le rapport de M. le président Malvestiti, dont je salue avec plaisir la présence comme président de la Haute Autorité.

Ce rapport peut se diviser en trois parties distinctes malgré un lien certain entre elles. D'abord, diverses observations de caractère économique et sur le rôle de la Haute Autorité; puis des propositions en matière de politique énergétique; enfin, un appel à une relance européenne.

Je ne discuterai pas longtemps du troisième point. Si nous sommes réunis ici, c'est bien pour faire progresser une coopération économique jusqu'à présent, hélas! peu sensible et gênée par les habitudes du passé, par certains conservatismes nationaux, d'ailleurs honorables, par une

absence, peut-être, d'autorité suffisante des exécutifs européens et parfois aussi une précipitation dans l'élargissement de l'Europe, précipitation qui ne ferait en réalité de notre Europe des Six ou de nos Communautés qu'une véritable passoire.

Sur ce point, je me bornerai à dire que l'autorité est bien plus le fait des hommes que des textes. Les institutions, si bonnes et si bien érigées soient-elles, ne valent que par la vertu, dans le sens romain du terme, de ceux qui les utilisent. Même des plus mauvaises institutions des résultats heureux peuvent découler si les responsables, c'est-à-dire l'exécutif et les parlements font leur métier avec sérieux, objectivité et patience. Ce n'est donc point la relance européenne qui compte, c'est le succès de ce qui existe, de ce qui a été créé il y a cinq ou six ans.

Il y a, à cet égard, fort à faire. Dans le domaine du charbon, par exemple, témoin la crise laissée sans solution et sans réponse; dans le domaine de l'acier, témoin les débats que nous avons connus sur les concentrations, les ententes, sur les discriminations non encore réglées en matière de transport; témoin aussi le défaut de coordination des investissements, dont l'ancienne commission des investissements et son rapporteur, M. de Menthon, demandaient sans cesse qu'elle fût assurée le plus rapidement possible. Sur ces points, il serait important, Monsieur le Président, que vous nous indiquiez ce que vous entendez faire au point de vue de la relance européenne.

Je passerai maintenant au premier point de vos observations, c'est-à-dire celles fort intéressantes de caractère économique. Une de vos affirmations m'a paru en la circonstance un peu osée — je m'excuse de l'expression —, peut-être même peu compatible avec les obligations qui ont été imposées à la Communauté. Il faut, dites-vous dans votre déclaration, « non plus raisonner sur la base des chiffres relatifs aux besoins ou aux ressources, mais en fonction du fait que le choix du consommateur doit s'orienter vers l'emploi le plus économique, donc au meilleur prix, des ressources. »

Une telle affirmation conduirait à la recherche systématique du prix le plus bas, soit au détriment des conditions de travail et de rémuné-

ration des travailleurs ou des producteurs, soit au profit éventuel de ceux qui, extérieurs au Marché commun, feraient des propositions de prix particulièrement basses, que l'on qualifie parfois de dumping

Que diront ceux qui investissent en Europe et en Afrique dans les domaines du charbon et du pétrole si, demain, les surplus américains, russes ou autres, de charbon ou de pétrole, venaient, à l'appel de clients européens, troubler le marché européen et freiner les exploitations européennes et africaines? Que diraient les travailleurs dont la tâche sera réduite du seul fait de l'apparition de produits concurrents ou de substitution à meilleur marché, si un plan de reconversion ne leur assure pas le maintien de leur niveau de vie? Que diront, enfin, les pays sous-développés d'Afrique liés à notre Communauté, si cette course aux prix les plus bas aboutit à retirer à ces pays une part de leurs profits, une part des sommes que nous devons leur donner, soit du fait de la baisse imposée par la concurrence internationale aux prix de leurs matières premières, soit du fait que les profits des entreprises industrielles européennes, réduits par la recherche du plus bas prix, ne seront plus suffisants pour leur permettre d'investir suffisamment dans les territoires d'Afrique?

En particulier, les pays de la Communauté économique européenne ont des obligations vis-à-vis de ces territoires, de ces pays sous-développés devenus les républiques africaines pour une très grande part. Le gouvernement français a fait une fois de plus de cette nécessité un des fondements de sa politique. Comment la recherche systématique du prix minimum est-elle compatible avec cet objectif quand une partie des ressources énergétiques prévues pour l'ensemble de l'Europe vient de ces pays ou territoires sous-développés, le Sahara par exemple, d'autant plus que nous devons laisser aux régions productrices, ainsi qu'à celles par lesquelles passeront les oléoducs, une part sérieuse des profits, sous forme de redevances?

A cet égard, de grandes précautions devront être prises, afin que les efforts qui seront accomplis par les États de la Communauté économique européenne dans ces pays d'Afrique ne soient pas rendus inutiles par le fait que, sous l'empire de la concurrence, les pays d'Europe

seront amenés à chercher hors d'Afrique, hors des pays liés à nous, des sources de matières premières à un prix plus bas. Autrement dit, est-il opportun de créer un climat de compétition tel en Europe, au nom du plus bas prix, au nom de la concurrence, qu'il rende difficile, faute de profits suffisants, ou parce que ceux-ci seront réinvestis directement par les entreprises ou transférés à l'État par l'impôt, le versement de l'aide promise aux pays sous-développés?

En d'autres termes, est-il possible de laisser la concurrence classique s'instaurer entre des produits tels que le charbon ou le pétrole, voire le gaz naturel, dont la production et la valorisation nécessitent d'immenses investissements dont la réalisation est lente et doit être assurée aux emplacements optima, produits qui donnent du travail directement — c'est le cas du charbon — ou indirectement en partie — c'est le cas du pétrole ou du gaz naturel — à un personnel important en nombre et dont l'emploi ne peut être soumis au seul gré de la fantaisie d'un exécutif ou de l'humeur des consommateurs, alors que le but de la Communauté est, pour autant que je l'aie compris, plus d'assurer le plein emploi des ressources nationales, de la main-d'œuvre, que la notion de compétition?

Passons enfin, Monsieur le Président, au second point de votre exposé dans lequel vous parlez de la coordination des sources d'énergie.

Que ses producteurs relèvent du secteur public ou du secteur privé, l'énergie est en quelque sorte, ainsi que l'a dit M. de la Malène tout à l'heure, reprenant l'expression que nous sommes certains à avoir déjà employée dans nos parlements nationaux, un service public. Sa production comme son emploi, par qualité, ne peuvent donc, évidemment, être laissés en toutes circonstances au libre choix du producteur et de l'utilisateur.

Ainsi — je vais prendre des exemples — si le mazout est sans doute plus agréable à utiliser dans les chaudières domestiques, certaines d'entre elles, tout au moins, ou les chaudières d'usines, son emploi doit être interdit là où il porte atteinte, à un prix de thermie comparable, au débouché normal d'un charbon adapté au même chauffage, surtout si les techniques nouvelles facilitent l'emploi de ce charbon et maintiennent au travail les mineurs.

Quel que soit l'intérêt du gaz naturel dans de nombreux emplois, il appartient à la puissance publique d'empêcher qu'il ne remplace le gaz des fours à coke épuré ou le charbon, là où cet emploi conduirait à écarter de telles productions nationales au détriment de la main-d'œuvre locale et à un prix de thermie égal. Pourquoi envisager, par exemple, et même réaliser, la construction de deux raffineries à Strasbourg ou à Karlsruhe sans se préoccuper à l'avance des conséquences de l'arrivée prévisible du gaz de Lacq et de celui de Hassi R'mel, qui peut permettre aux consommateurs de ces régions de notre Communauté de renoncer aux gaz de raffinerie pour prendre du gaz naturel, alors que la construction des installations pour la mise à leur disposition de ce gaz de raffinerie a coûté de fortes sommes qui ne seront pas, à l'époque, amorties?

En d'autres termes, n'est-il pas nécessaire que les gouvernements, les parlements nationaux, vos autorités, notre Parlement européen, prennent conscience que, dans un domaine où l'intérêt public est d'autant plus en cause que les collectivités nationales ont parfois financé certains investissements — c'est en particulier le cas des charbonnages de France — un certain tempérament s'impose à la dispersion des initiatives et des désirs?

Aussi vos propositions, Monsieur le Président, paraissent-elles relativement modestes. Si elles sont logiques dans l'hypothèse de gouvernements compréhensifs et d'une Haute Autorité ayant la force, l'autorité morales, l'influence intellectuelle suffisantes pour que les gouvernements l'écoutent, elles sont, par contre, d'un effet plus modéré, peu profond si les gouvernements ne sont pas décidés à donner la priorité d'emploi, sur les recommandations de la Haute Autorité, à leurs ressources nationales de charbon ou de pétrole, à condition que leur production ne soit pas marginale, mais valablement exploitable, avant de recourir à des sources d'énergie concurrentes importées. Le devoir de ces gouvernements n'est-il pas, en effet, d'assurer l'emploi optimum de la main-d'œuvre nationale?

Là aussi, ne croyez-vous pas qu'il faille que les gouvernements comprennent ou admettent que la concurrence à tout prix entre les diverses

sources d'énergie doit s'effacer, sous le signe du progrès technique, devant l'esprit d'organisation, le sens de la production concertée des diverses formes d'énergie : charbon, hydraulique, pétrole, gaz naturel, énergie nucléaire demain, énergie de fusion après-demain?

Ces propositions seront aussi d'un effet modéré si la Commission de la Communauté économique européenne, si notre Parlement européen ne sont pas l'un et l'autre convaincus de cette même nécessité, de cette évidente vérité.

Tout cela pose, Monsieur le Président — ce seront mes derniers mots — d'une part, le problème des structures économiques dans chacun des pays membres, le problème de la primauté de l'intérêt public, national d'abord, communautaire ensuite, sur la recherche du profit quel qu'il soit ou le libre choix, sans limite du consommateur dans tous les domaines et, d'autre part, le problème de l'échange raisonné, concerté, des productions énergétiques entre les divers pays de la Communauté, le problème d'une politique commune en matière d'énergie.

Jusqu'à présent, ces deux problèmes n'ont été ni résolus, ni sérieusement abordés. Je vous demande, Monsieur le Président, si vous êtes disposé à donner à la Communauté européenne du charbon et de l'acier, dont la compétence en matière énergétique s'étendrait peu à peu, le pouvoir de recommandation, de persuasion, d'intervention qui permette, enfin, la coordination des efforts — ce qui n'est pas synonyme, Dieu merci! du mot « concurrence » — dans les secteurs où le coût des investissements comme les questions sociales jouent un rôle déterminant voire primordial.

Il n'y a pas, Monsieur le Président, de Communauté valable sans progrès social commun, sans élévation commune des taux de production, harmonisés, équilibrés entre les divers pays de la Communauté, taux qui nous rendent capables de relever le gant des grands pays de l'Est comme de l'Ouest, dont vous connaissez, comme tous nos collègues, la considérable pression sur notre petite Europe.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Coulon.

M. Coulon. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, à un grand nombre d'entre nous, membres depuis longtemps de cette Assemblée, la déclaration du quatrième président de la Haute Autorité ne peut manquer d'inspirer une émotion que, pour ma part, je ne songe pas à dissimuler et quelques réflexions dont je voudrais, en mon nom personnel, vous exprimer l'essentiel.

Mon émotion, Monsieur le Président de la Haute Autorité, me vient du souvenir des efforts soutenus prodigués par vos prédécesseurs pour appliquer le premier traité, fondement de notre construction européenne, que d'aucuns souhaitaient et souhaitent encore voir s'achever dans un édifice politique. Mais, dans le seul cadre de l'économie et même de la seule technique relevant de la compétence de la C.E.C.A., après sept années de lutte les résultats acquis inspirent bien des déceptions.

M. le Président de la Haute Autorité nous a rappelé dans son brillant exposé les leçons d'un passé dont l'expérience — et c'est, en tout cas, la valeur exceptionnelle de cette expérience européenne — doit être mise à profit.

Dans mon intervention devant cette Assemblée, lors de la session d'avril dernier, je m'étais permis, me fondant sur cette expérience et devant l'impuissance des institutions à dominer l'actuel problème essentiel avec lequel nous sommes confrontés, d'analyser les causes principales de nos difficultés, en me refusant aux polémiques stériles consistant à rechercher des responsabilités partagées.

La première de ces difficultés me paraissait être la limitation des compétences de la C.E.C.A. dont le champ déjà étroit se rétrécit encore comme une peau de chagrin en raison de la part diminuée du charbon dans l'approvisionnement général en énergie. L'étroitesse du domaine laissé à la C.E.C.A. ne pouvait manquer d'être une cause de conflit entre la Haute Autorité et les États responsables de l'économie. En effet, la Haute Autorité, toute-puissante en matière d'acier et de charbon, reste désarmée dans les autres secteurs de l'énergie et même devant le charbon importé de pays où les conditions d'exploitation des houillères ne sont pas comparables, par leurs coûts de revient, à celles qui sont imposées aux charbonnages européens.

La deuxième de ces difficultés réside dans la conception économique du Marché commun, fondé sur un idéal de libre concurrence totalement et fondamentalement incompatible avec les conditions structurelles rigides de la production charbonnière en Europe, encore aggravée par les fluctuations toujours plus brutales de la demande en raison de la concurrence accrue des autres sources d'énergie. Contre ces fluctuations, les organisations entre producteurs sont inévitables : organisations de ventes ou d'achats en commun que la Haute Autorité, gardienne d'un traité anticartel, s'efforce de pourchasser.

La troisième de nos difficultés, disais-je, est l'opposition entre la conception supranationale et les comportements nationaux. La Haute Autorité a dû surtout réclamer des gouvernements la réalité de ses propres pouvoirs. Le Conseil de ministres a pris, de ce fait, une importance plus grande que ne le lui conférerait le traité et, dans les cas graves, c'est l'accord seul des gouvernements qui a permis les décisions. Mais ces décisions, surtout en ce qui concerne le charbon, ont tendance à l'emporter sur les préoccupations communautaires. Ainsi s'oppose la stratégie des producteurs et des gouvernements, sans que la C.E.C.A. ait pu faire triompher la stratégie communautaire.

Ces difficultés devraient porter en elles l'indication des tendances à suivre. Les négociateurs de la Communauté économique européenne avaient déjà tiré la leçon de l'expérience de la C.E.C.A. dont les difficultés augmentent encore la valeur. Abandonnant l'intégration par secteur pour l'intégration économique globale, ils ont évité à la nouvelle institution des problèmes insolubles, des obstacles infranchissables. Ils ont ainsi restreint la portée d'une supranationalité dont les faits semblent jusqu'à nouvel ordre démontrer la fiction.

La Commission de la Communauté économique européenne s'en est bien rendu compte et accroît son efficacité en agissant en étroite coopération avec les gouvernements, en évitant de les heurter par des suggestions et des avis sans espoir de réalisation. Le centre de gravité du pouvoir est au Conseil de ministres et en fait, dans la C.E.C.A. l'expérience a montré que c'est le Conseil de ministres qui l'emporte en dépit de la lettre du traité.

M. le Président de la Haute Autorité a affirmé hier que, lorsqu'on se débat dans des difficultés économiques, le problème fondamental n'est pas technique, mais économique et que la technique meurt ou s'évanouit dans d'autres directions si elle ne passe pas au filtre de l'économie. Veut-il dire que la Commission européenne, qui a vocation pour traiter du problème général du revenu national, qui est une fin, peut mieux résoudre les problèmes de l'énergie qui reste un instrument dans le contexte de l'expansion et du plein emploi?

Pourtant, M. Malvestiti semble d'avis que la Haute Autorité doit rester le chef de file dans la coopération avec la Commission de la Communauté pour les questions d'énergie.

La coopération avec la Communauté économique, l'articulation ou même la fusion dans celle-ci, ne sauraient être qu'une solution imparfaite aux difficultés portant sur une intégration limitée à deux produits particuliers et aux obstacles que rencontre la supranationalité exercée par une institution indépendante des gouvernements. Plus efficace serait de s'attacher au caractère spécifique du charbon et d'abandonner de larges pans du traité initial en tant qu'il se fonde sur des notions techniques et économiques qu'entame déjà la conjoncture et que condamne à terme l'évolution.

J'attendais, Monsieur le Président, lors de la session d'avril, la réponse de la Haute Autorité à ces problèmes. Elle n'a pas pu m'être donnée. C'est pourquoi je me suis permis aujourd'hui d'en rappeler l'urgence.

Je souhaite, pour ma part, que ces réformes se réalisent avant que les faits ne nous les imposent à chaud et dans des conditions politiques probablement très difficiles.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Bousch.

M. Bousch. — Avec votre audition, Monsieur le président Malvestiti, nous avons eu la chance d'entendre hier un nouveau président de la Haute Autorité, le quatrième, présenter un programme d'action concernant les institutions

dont vous avez la charge. Si les déclarations de vos prédécesseurs ont été attendues avec une curiosité mêlée d'impatience, nous avons attendu celle d'hier avec une impatience mêlée d'anxiété.

D'une part, la crise charbonnière pose la question de l'efficacité réelle des institutions supranationales et la question de savoir si elles sont capables de résoudre des problèmes qui touchent l'intérêt fondamental des nations. D'autre part, la Communauté économique européenne, issue du traité, qui voit le centre de gravité des pouvoirs passer au Conseil de ministres, ce qui semble assurer une meilleure garantie d'efficacité, cette communauté naissante se trouve, elle aussi, déjà en proie à des difficultés avec des conceptions libres-échangistes qui enlèvent à la discipline communautaire sa finalité et son prix.

Dans ces circonstances difficiles, nous pensions, Monsieur le Président, que nous étions en droit d'attendre des propositions constructives tenant compte de l'expérience du passé, pour ne pas dire de certains échecs du passé. L'arrivée toujours à meilleur compte des charbons américains, extraits et transportés, comme on l'a déjà dit tout à l'heure, dans des conditions de plus en plus avantageuses et la pression qu'ils exercent sur les prix, l'arrivée imminente de quantités rapidement croissantes de pétrole saharien, voire l'arrivée annoncée des gaz du Sahara, enfin, la liberté totale laissée aux grandes sociétés pétrolières internationales font que le charbon européen s'accommode mal, pour ne pas dire plus du tout, de certains principes du marché concurrentiel trop libéral institué par le traité de la C.E.C.A.

Au lieu des directives, de propositions en vue de procurer à la C.E.C.A. les moyens de faire face à une situation qui met en cause sa raison d'être, nous avons entendu, en matière de charbon, des déclarations qui ne peuvent laisser indifférent le représentant d'un des bassins houillers les plus brillants de la Communauté ni les populations qui m'ont envoyé siéger au Parlement français et, par voie de conséquence, au sein de cette Assemblée.

Nous avons été étonnés — vous avouerez qu'il y a de quoi — d'entendre de la bouche d'une personnalité aussi autorisée que la vôtre,

Monsieur le président Malvestiti — et je voudrais préciser tout de suite que ce que je vais dire n'ôte rien à l'estime que nous vous portons tous et que le président Pleven, au nom du groupe libéral, vous a exprimée tout à l'heure — nous avons été étonnés, dis-je, d'entendre le président de la Haute Autorité, dès son premier discours devant notre Assemblée, affirmer que l'entreprise industrielle moderne évitera sans hésitation l'emploi du charbon et donner une description détaillée des inconvénients qui, selon lui, caractérisent tous les aspects de son utilisation.

Certains des inconvénients énumérés sont d'ailleurs communs à d'autres sources d'énergie, tel le fuel. Une industrie consommatrice de fuel saurait-elle négliger, par exemple, les installations de stockage? Serait-elle dispensée d'amortir ses installations? Les chaudières à mazout ne nécessiteraient-elles pas un entretien souvent plus délicat que celui des chaudières à charbon? Si le fuel dégage peut-être moins de fumée, ce dont nous sommes heureux, que le charbon, que dire de l'effet nocif des fumées de pétrole? C'est même là un problème très grave qui, dans de nombreuses villes, commence à préoccuper les pouvoirs publics et sur lequel la Haute Autorité aurait peut-être elle-même intérêt à se pencher.

Cette affirmation du nouveau président de la Haute Autorité que le prix d'une tonne de charbon est connu avec précision, mais que l'on est presque toujours dans l'incertitude sur ce que l'on recevra pour ce prix, n'est-elle pas injuste pour l'ensemble de l'industrie charbonnière qui a fait un si remarquable effort pour fournir à la clientèle des combustibles de qualité constante et qui consacre à cet effet, chaque année, des sommes importantes pour moderniser les installations de lavage et la préparation des charbons?

Croit-on vraiment que la sidérurgie, par exemple, ne sache pas exactement ce qu'elle reçoit pour le prix d'une tonne de charbon ou de coke? N'existe-t-il pas des contrats passés entre producteurs et utilisateurs, avec un système de primes et de pénalités qui sont une incitation permanente pour le producteur à livrer des combustibles d'une qualité toujours meilleure?

Peut-on assurer que l'utilisation du charbon puisse empêcher les industries modernes d'user de la possibilité d'étendre, de réduire ou de modifier leurs installations? Une installation de chauffage au charbon n'est pas forcément un moyen archaïque et désuet de chauffage, même pour le chauffage domestique, surtout lorsqu'il s'agit d'une installation importante. Chacun sait que des progrès considérables ont été réalisés dans ce domaine et que, dans les principaux pays de la Communauté, les fabricants d'appareils à charbon, grâce à une fructueuse collaboration avec les producteurs, sont en mesure de livrer des chaudières ultra-modernes à remplissage, décrassage et évacuation des cendres, automatiques. Ces chaudières ont une souplesse de marche assez comparable à celle tant vantée des chaudières à mazout, voire à gaz. Avec de tels appareils et des produits triés, le charbon peut aussi revendiquer la qualification de combustible de haute qualité.

C'est pourquoi moi aussi, comme Monsieur le Président de la Haute Autorité, je suis optimiste. En tout cas, je garde mon optimisme quant à l'avenir du charbon, mais peut-être pour d'autres raisons, et en particulier parce que je crois que l'industriel moderne attache quand même une certaine importance au calcul du coût de la calorie. Si, évidemment, des considérations de commodité jouent, l'industriel moderne ne raisonne quand même pas de la même façon que la ménagère qui peut préférer, elle, un fer à repasser électrique à un fer à repasser au lignite.

Mais pour assurer l'avenir du charbon, il ne suffit pas, mes chers collègues, d'affirmer son optimisme et de faire une déclaration de foi qui ne serait alors que la foi du charbonnier. (Sourires) Comme je l'ai dit au début de mon intervention, il faut prendre des mesures concrètes pour porter remède à la situation critique de l'industrie charbonnière dans la Communauté.

Nous espérons que le nouveau président de la Haute Autorité nous fera prochainement part de ses intentions en ce domaine, que la nouvelle Haute Autorité saura alors se montrer plus soucieuse d'assurer une égalité des conditions de concurrence du charbon avec les autres sources d'énergie, que de décrire complaisam-

ment certains inconvénients de l'utilisation d'un combustible qui a été et restera encore longtemps, pour l'Europe, sa principale source d'énergie et qui est le gage certain de sa sécurité.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Nederhorst.

M. Nederhorst. — (N) Monsieur le Président, après ce que le président de mon groupe a dit au sujet du discours de M. Malvestiti, je n'avais pas du tout l'intention de participer à ce débat. Mais le discours de M. de la Malène et les déclarations de quelques-uns de ses collègues libéraux ont donné à la discussion un tour très intéressant pour nous autres socialistes.

Je puis imaginer que les personnes qui se trouvent en ce moment sur les tribunes publiques et qui ne savent pas très bien comment nous nous plaçons dans cette salle, au gré de notre appartenance aux groupes politiques, je puis m'imaginer, dis-je, que lorsque ces auditeurs ont entendu M. de la Malène plaider la cause de l'exploitation des sources d'énergie sous forme de services publics, ils aient eu l'impression que c'était un socialiste qui parlait. Quand ensuite ils ont entendu d'autres libéraux dire qu'il ne fallait pas être trop libéral et qu'il ne fallait pas trop attendre du jeu de la libre concurrence, les auditeurs dont je parle ont certainement dû être confirmés dans leur opinion.

Afin de ne pas les laisser dans l'incertitude, je dirai quelques mots pour faire comprendre que c'est dans cette partie-ci de la salle que siègent les socialistes.

M. Poher. — Voulez-vous me permettre de vous interrompre.

M. Nederhorst. — Je vous en prie.

M. Poher. — Je remercie M. Nederhorst de m'avoir autorisé à l'interrompre et me permets de lui rappeler que la dénomination exacte du groupe auquel appartiennent nos collègues est non pas « groupe libéral », mais « groupe des libéraux et apparentés ».

M. Nederhorst. — (N) Monsieur le Président, je suis évidemment très reconnaissant à M. Poher de m'avoir donné cette précision.

Mais même ce phénomène d'« apparentement », de lien familial en quelque sorte, est le signe d'une singulière évolution qui s'est produite dans la pensée du groupe libéral. Je suis particulièrement curieux de savoir quelle réaction cela va susciter chez les membres libéraux de la Haute Autorité.

J'attends avec impatience le moment où cette opinion sera soulignée par M. Spierenburg et où il plaidera à son tour en faveur du caractère public de l'approvisionnement en énergie.

Ce sont là des questions qui nous intéressent tout particulièrement en notre qualité de socialistes. On a également parlé de l'avenir de l'Europe et à ce propos M. de la Malène a fait quelques remarques qui comme notre éminent collègue nous y a habitués, ont été particulièrement intéressantes et que nous avons écoutées très attentivement; mais dans le cas particulier elles manquaient à mon avis un peu de logique.

Qu'est-ce donc que M. de la Malène a dit? Il a constaté que la politique de la Haute Autorité avait échoué parce que l'idée supranationale ne peut pas être traduite dans la réalité pratique, du fait qu'elle ne reçoit pas l'appui des gouvernements. Voilà qui est parfaitement vrai.

Mais pourquoi le caractère supranational de la Haute Autorité n'a-t-il pas bien fonctionné dans la crise charbonnière? Ce n'est pas seulement parce que la Haute Autorité n'a reçu aucun appui des gouvernements; c'est, Monsieur de la Malène, parce que les gouvernements étaient divisés entre eux, c'est parce qu'au Conseil de ministres il n'y avait aucune opinion commune à aucun égard, c'est parce que le Conseil de ministres nous donnait l'exemple d'un organe où les avis sont divergents.

Qu'est-ce que M. de la Malène veut donc obtenir maintenant? Il dit que ça ne peut pas continuer ainsi. Or, j'avais pensé que la conséquence logique en était qu'il allait dire ensuite : Par conséquent, il faut donner davantage de compétences à la Haute Autorité et il faut

réduire l'influence du Conseil de ministres qui s'est montré impuissant.

Mais M. de la Malène s'exprime précisément en sens contraire. La conclusion qu'il tire est celle-ci : Il faut que nous donnions davantage de compétences au Conseil de ministres, c'est-à-dire à un organe qui, dans le passé le plus récent, a prouvé son impuissance complète, alors que la Haute Autorité devrait en revanche être affaiblie dans ses compétences.

J'aimerais vraiment savoir où est la logique de tout cela, à supposer que l'on se soucie vraiment de l'intérêt de l'Europe, que l'on veuille vraiment poursuivre l'unification européenne. Cela ne signifie-t-il pas que l'on conduit l'Europe vers la division et vers le morcellement ? La conséquence logique qu'il faut tirer, à la lumière de l'expérience du passé, n'est-elle pas plutôt qu'il ne faut pas affaiblir le caractère supranational des Communautés existantes, mais qu'il faut au contraire chercher à consolider les institutions ?

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Friedensburg.

M. Friedensburg. — (A) Vu l'heure avancée, je me bornerai à faire quelques brèves observations sur les déclarations de M. Malvestiti. A notre tour, nous le félicitons d'avoir été appelé à ses hautes fonctions. Nous avons écouté avec beaucoup d'intérêt et avec reconnaissance ce qu'il nous a dit dans sa déclaration d'investiture et nous sommes naturellement assez raisonnables pour ne pas attendre de lui que déjà après quelques jours d'activité, il nous présente un programme détaillé pour la solution de la crise du charbon et de l'énergie dans nos pays.

M. le président Malvestiti comprendra certainement que je m'abstienne d'énumérer toutes les questions sur lesquelles nous sommes d'accord avec lui, pour souligner en revanche les points sur lesquels nous ne pouvons pas le suivre entièrement ; peut-être aura-t-il l'occasion de nous donner quelques explications complémentaires.

M. Malvestiti a fait quelques déclarations sur l'unité de la politique énergétique. Cette

question a déjà été discutée ici à maintes reprises. De mon point de vue, je voudrais, étant donné que je m'occupe beaucoup de cette question, dire catégoriquement : Monsieur le président Malvestiti, la crise actuelle ne pourra être résolue que dans le cadre d'une politique énergétique coordonnée, si possible même unique, faute de quoi elle ne pourra pas être résolue du tout.

Le traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier n'aurait jamais été conclu en la situation actuelle, avec les expériences que nous avons faites maintenant. En effet, nous savons aujourd'hui que le charbon de nos six pays est exposé à une concurrence qui n'est pas soumise aux mêmes conditions, limitations et réglementations que lui. Il est exposé à la concurrence du charbon étranger. Il est exposé à une concurrence au rabais, dirai-je, celle du mazout.

A la longue, il est intolérable que nous n'englobions pas dans une politique énergétique coordonnée les autres sources d'énergie qui portent préjudice à notre charbon et provoquent le chômage de nos mineurs. Il peut se faire que les traités existants rendent plus difficile une solution raisonnable de cette question. Mais à la longue, nous ne pourrions pas nous abstenir d'adopter de telles mesures si nous ne voulons pas d'avance renoncer à résoudre sérieusement le problème.

Avec le temps, nous serons bien forcés d'englober dans cette politique aussi l'énergie nucléaire. Il est naturellement assez critiquable — je voudrais presque dire ridicule — qu'avec le produit des impôts nous construisions de gigantesques centrales atomiques, dont nous savons qu'elles reviennent beaucoup plus cher que les centrales utilisant les sources classiques d'énergie, et que nous attendions en même temps de nos charbonnages qu'ils ferment leurs puits parce qu'ils ne réussissent pas à les exploiter jusqu'au bout. Il y a là une contradiction sur laquelle nous ne pouvons naturellement pas non plus fermer les yeux.

Le second point — je le dis encore une fois : je regrette de n'aborder, faute de temps, que les questions sur lesquelles nous ne sommes pas tout à fait d'accord — concerne les mesures particulières prises par les gouvernements nationaux. Je comprends parfaitement que

la Haute Autorité et M. le président Malvestiti n'aiment pas voir les différents États membres prendre séparément des mesures qui ne pourront évidemment pas être incorporées ensuite telles quelles dans une réglementation générale. Mais sur ce point, les États sont pressés par le temps.

La C.E.C.A. ne peut prendre la responsabilité de rejeter des mesures nationales que si, de son côté, elle présente en même temps un plan meilleur. Comme, nous ne pouvons guère attendre indéfiniment, comme nos mineurs ne se contentent pas de la promesse que la C.E.C.A. présentera peut-être plus tard quelque plan raisonnable, nous n'avons pas le choix. D'autre part, cette manière d'agir n'est pas non plus complètement injustifiée en pratique, puisque les conditions requises pour la production du charbon et le marché du charbon diffèrent très fortement d'un pays à l'autre. A maintes reprises, nous nous sommes occupés, précisément dans ce milieu, des mesures qui ont dû être prises isolément en Belgique. Nous en avons parfaitement compris la nécessité. Peut-être n'avons-nous pas été très contents de toutes ces mesures, mais nous les avons acceptées. De même, il faudra bien aussi admettre que, pour remédier à une crise urgente, d'autres pays de la Communauté prennent de leur côté certaines mesures qui ne cadreront peut-être pas avec une politique d'ensemble de la C.E.C.A., mais qui ne sauraient être différées. Je pense que si l'on fait raisonnablement preuve de bonne volonté des deux côtés — et cette bonne volonté existe certainement — il sera possible d'arriver plus tard à une coordination satisfaisante, d'autant plus qu'en dernière analyse toutes ces mesures n'ont qu'un caractère temporaire.

Le dernier point que je désire mentionner, c'est la nécessité de tenir compte du facteur psychologique. Nous avons entendu avec beaucoup de plaisir et de satisfaction M. le président Malvestiti nous déclarer que le charbon demeure au premier plan, qu'il a besoin de sympathies et d'égards particuliers et qu'il les trouvera.

La difficulté, Monsieur Malvestiti, tient au fait — je me permets de le dire en ma qualité de spécialiste — que les charbonnages, vu les mesures à longue échéance qu'ils doivent prendre, ne sauraient pas, à la différence de presque toutes les autres productions, s'adapter

rapidement à la situation du moment sur le marché. C'est là, à mon avis, une des principales causes des difficultés devant lesquelles nous nous trouvons. On ne peut pas aujourd'hui arrêter l'extraction du charbon comme on fermerait un robinet d'eau et penser qu'elle pourra être remise en marche deux ans plus tard. Cela n'est pas possible. Avant tout, on ne peut pas s'assurer non plus les services de bons mineurs. Si par nos paroles et par notre attitude nous décourageons aujourd'hui les jeunes gens d'aller travailler dans les mines, ils ne viendront pas; or, pour parvenir à une rationalisation plus poussée dans les charbonnages, il est d'une importance capitale de disposer dans les charbonnages de travailleurs qualifiés. Qui pourrait reprocher aujourd'hui à un père, devant l'insécurité qui pèse sur l'industrie charbonnière, de refuser ou du moins d'hésiter à donner ses fils à cette industrie?

C'est pourquoi les déclarations de M. le président Malvestiti, qui ont paru précédemment dans une publication italienne, nous ont causé une certaine inquiétude. Ces déclarations ont même inquiété l'opinion publique allemande et je lui serais reconnaissant de bien vouloir revenir encore sur la question dans ses déclarations ultérieures. Je m'étais permis d'adresser à ce sujet une petite question à la Haute Autorité, mais elle a été posée trop tard pour que nous l'ayons déjà en imprimé sous les yeux.

Naturellement, notre vœu le plus cher est de pouvoir dire que le charbon conserve pour nous son importance, qu'il est une source d'énergie d'une valeur décisive dans les six pays de la C.E.C.A. Nous devons nous préoccuper du sort des centaines de milliers de mineurs qui travaillent dans l'industrie charbonnière et des millions de personnes qui sont leurs proches et qui dépendent d'eux. Mais nous ne devons pas le dire simplement du bout des lèvres; ce souci doit se manifester de façon très concrète et très précise dans notre attitude et aussi dans les mesures que nous prenons, faute de quoi l'industrie minière mourra. Et c'est là non seulement une cause d'inquiétude pour les hommes qui travaillent dans cette industrie; c'est peut-être aussi un souci d'avenir.

Il ne semble pas que la situation que nous avons observée sur le marché il y a trois ans doive se reproduire à bref délai. Mais, Monsieur

le président Malvestiti, ce n'est pas exclu. Un facteur qu'il est absolument impossible de prévoir d'avance, les frets transatlantiques, peut renverser complètement toutes nos idées actuelles et cela en un laps de temps relativement court. Dès lors, on ne pourra pas trouver les mineurs aussi rapidement qu'il le faudrait pour assurer à nouveau une forte production et on ne pourra pas non plus créer en peu de mois les installations nécessaires pour obtenir une meilleure production. Il serait alors très fâcheux que l'on eût à reprocher à l'industrie charbonnière de s'être laissée décourager trop vite et d'avoir laissé tomber sa capacité de production. Il ne serait pas bon que l'on pût nous reprocher, à la C.E.C.A. et aussi dans cette Assemblée, de n'avoir pas prévu à temps cette situation. Nous devons nous rendre compte que la situation dans laquelle nous nous trouvons depuis deux ans est entièrement nouvelle. Dans ma jeunesse, quand j'étais étudiant et que je m'occupais de ces questions, il n'y avait pas de concurrence du charbon américain en Allemagne. La différence quant aux conditions géologiques et techniques a toujours existé. Il y a toujours eu les frais de transport du charbon jusqu'au port atlantique, puis de là le fret transatlantique et cela a suffi pour compenser l'avance du charbon américain.

Pour le moment, cet obstacle a disparu par suite de la baisse catastrophique des frets. Mais personne n'est en mesure de dire s'il en sera toujours ainsi. Personne ne peut dire qu'il ne se présentera pas d'autres circonstances qui pourraient nous faire regretter très amèrement de n'avoir pas su garder pour le bien de nos peuples les trésors que la nature a mis dans notre propre sol.

C'est à vous, Monsieur le président Malvestiti, et à vos amis que le bien des peuples a été confié avec raison. Nous sommes convaincus que vous ferez tout pour justifier cette confiance. Nos meilleurs vœux vous accompagnent dans l'accomplissement de cette tâche.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Il n'y a pas d'autres orateurs inscrits.

La parole est à M. Malvestiti, président de la Haute Autorité.

M. Malvestiti, président de la Haute Autorité.

— (I) Monsieur le Président, vous qui faites partie, comme cela a été mon cas, du Parlement italien, vous pouvez vous rendre compte de l'embarras qu'éprouve le président d'un exécutif appelé à répondre du tac au tac aux orateurs qui ont pris la parole à la même séance. Au Parlement italien, et sauf erreur dans tous les autres parlements nationaux, on laisse au ministre interpellé un délai d'au moins douze heures, et on le fait dans l'intérêt même de la discussion, car le ministre peut alors grouper les diverses questions, faire un choix et fournir dans sa réponse des informations plus complètes, en cherchant à faire ce qui, pour un orateur, est toujours une œuvre d'art.

Or, dans le cas présent, il m'est assez difficile de faire de mon discours une œuvre d'art, du moment que je dois répondre dans l'ordre chronologique aux divers orateurs; c'est pourquoi je prie dès maintenant MM. les Représentants qui sont intervenus de m'excuser si mon discours n'a pas le caractère organique que j'aurais désiré lui donner.

Je remercie tous les orateurs qui sont intervenus au cours de la discussion. Un parlement vivant, c'est un parlement qui discute, c'est un parlement qui critique. Un parlement qui se borne à applaudir n'est pas un parlement; c'est tout autre chose. Nous autres Italiens, nous savons ce qu'était le parlement lorsqu'il se bornait à se lever et à applaudir.

Je ne peux donc que me féliciter de ce que MM. les Représentants aient pris la parole, aient aussi critiqué mes déclarations et les aient parfois qualifiées d'incomplètes. Cela me fait plaisir parce que ce sont précisément les critiques qui aiguillonnent, qui stimulent, qui invitent à l'étude et à l'action.

J'avais à faire mon choix, Messieurs les Représentants: ou bien prononcer un petit discours de deux pages, de pure circonstance, de politesse, de satisfaction, de remerciement — vous connaissez le refrain: tout va très bien, Madame la Marquise — en terminant par un chaleureux appel à l'Europe; ou bien faire un discours sérieux en m'efforçant de dire quelque chose, en m'efforçant d'esquisser au moins dans leurs grandes lignes les principes directeurs

de mon action et de celle de toute la Haute Autorité.

J'ai choisi la seconde voie. Il est évident que je n'ai pas eu assez de temps pour obtenir des services de la C.E.C.A. les données nécessaires. J'ai préparé mon discours pendant les vacances sur la base de données qui m'ont été fournies par le séminaire scientifique pour l'énergie. C'est sur ces données que j'ai travaillé; ensuite je les ai contrôlées avec les services de la C.E.C.A., et c'est ainsi qu'est né ce discours qui a suscité des manifestations de solidarité dont je suis très reconnaissant à leurs auteurs, mais aussi des critiques qui, si elles n'ont pas été vives quant à la forme, ont été vives et même très vives quant au fond.

Or, je suis obligé de répondre à chacun des orateurs sans pouvoir grouper les questions et je vous prie de bien vouloir m'en excuser. Je remercie tout d'abord M. Poher des paroles de sympathie qu'il a eues pour moi et pour la nouvelle Haute Autorité. Il m'a donné un conseil — moi aussi je suis un vieux parlementaire — c'est qu'il est toujours dangereux de dévoiler complètement son état d'âme. Je crois que c'est ainsi qu'il s'est exprimé.

Mais c'est pour moi une vieille habitude. J'ai livré de grandes batailles au Parlement italien, où siègent quelque deux cents socialo-communistes et où il y a aussi des fascistes. De notre temps, cher Monsieur Rubinacci, certaines batailles ont aussi été rudes. Mais personnellement j'ai toujours pensé qu'il convient de dévoiler son état d'âme.

L'homme fort, ce n'est jamais le fourbe. Le fourbe est pareil à l'animal faible, qui doit feindre, qui a peur. L'animal fort ne feint pas, il se défend. Je peux me tromper, mais j'ai toujours vécu ainsi et je demande la permission de continuer selon mon système.

M. Poher m'a aussi reproché de ne pas avoir défendu le charbon avec énergie. Sur ce point, il faut que nous nous comprenions bien. Devais-je venir jouer le rôle du médecin qui n'ose dire la vérité, pouvais-je dire que je défendrai le charbon à tout prix? Je me souviens qu'un jour, parlant à la Chambre italienne de la défense de la lire, j'ai dit: « Devons-nous défendre la lire jusqu'à la mort du dernier

des Italiens? Évidemment non. Nous défendons la lire pour les Italiens, nous ne défendons pas la lire au prix de la mort des Italiens! »

Or, il me semble — et en répondant plus tard à la question j'apporterai quelques données — que ce n'est pas moi qui ai dit que le charbon a une importance relativement moindre aujourd'hui en égard aux autres formes d'énergie; c'est vous qui l'avez dit. Hier, je me suis permis de dire que dans un mémorandum de février 1955 la Haute Autorité avait constaté que le charbon de la Communauté ne détenait déjà plus le monopole comme source d'énergie et qu'il était menacé par la concurrence d'autres produits.

C'est la Haute Autorité qui l'a dit en février 1955 et M. de Menthon à son tour a affirmé qu'un choix préliminaire s'imposait.

Mais ce choix ne peut pas être absolu et il doit tenir compte de tous les facteurs sociaux et politiques. Je ne veux pas répéter ce que j'ai dit hier, mais tout mon tempérament se révolte à l'idée qu'un nouveau président de la Haute Autorité arrivant ici ne dise pas la vérité, débite des mensonges ou se fasse tout au moins marchand d'illusions.

Pardonnez-moi, Monsieur Poher, mais j'ai estimé de mon devoir de dire que la situation est sérieuse. Vous savez que les anciens Romains apprenaient à leurs soldats à s'exercer en portant deux cuirasses. Lorsqu'ils devaient combattre, les soldats en enlevaient une et se sentaient plus légers. Permettez-moi, avant de partir au combat, de m'exercer avec deux cuirasses en espérant pouvoir en ôter une au moment de l'action.

On a parlé de politique unitaire des Communautés. Moi aussi, je suis partisan d'une politique unitaire et je l'ai dit. Pour le moment, il y a trois Communautés qui doivent harmoniser leurs efforts, qui ont été créées par des traités différents, dont chacun a ses objets particuliers, ses moyens particuliers. L'effort unificateur doit naturellement être fait, mais il ne saurait être poussé jusqu'à étouffer une des Communautés, car je crois que telle n'a pas été non plus l'intention des auteurs du traité de Paris et encore moins celle des auteurs des traités de Rome.

Quand le 16 septembre je me suis présenté à la Haute Autorité, notre ami M. Giacchero a glissé dans son discours de bienvenue quelques remarques un peu raides auxquelles j'ai dû répondre par les paroles que voici : « Qu'il soit bien entendu que je ne suis pas un fossoyeur et que je n'ai pas la vocation de le devenir. On ne peut pas me demander d'enterrer la C.E.C.A. »

Je crois évidemment au rôle de la C.E.C.A., de même que je crois encore à la possibilité d'harmoniser la politique de la C.E.C.A. avec celle des autres Communautés. Ma réponse sur ce point s'adresse dans une certaine mesure aussi à d'autres orateurs; je vous prie de m'excuser de ne pas pouvoir les mentionner tous.

En ce qui concerne la politique de coordination, je dois dire que la vérité, c'est que les traités ne nous disent rien, absolument rien au sujet de cette politique commune de l'énergie. Qu'est-ce que nous avons? Il existe un protocole de 1957 et celui-ci contient deux points fondamentaux que je me propose de reprendre parce qu'il s'agit d'idées qui doivent servir de base et qu'on ne doit absolument pas oublier. L'un est formulé textuellement comme suit : « Sans préjudice des pouvoirs qu'elle détient par l'article 47 du traité à l'égard des entreprises relevant de la Communauté, la Haute Autorité est habilitée à recevoir des informations directes des intéressés; les gouvernements prêteront leurs bons offices, en recourant en cas de nécessité aux pouvoirs dont ils disposent, pour faciliter cette transmission directe des informations. » En conséquence, la Haute Autorité s'efforcera d'établir ces rapports, elle a déjà cherché à le faire, elle a poursuivi cet effort.

Mais il est un point encore plus important : c'est celui qui est énoncé à l'article 4 que j'estime devoir rappeler à l'Assemblée : « Sur la base des rapports du Comité mixte, la Haute Autorité soumettra au Conseil de ministres les orientations générales sur la politique de l'énergie, des propositions sur les conditions de réalisation d'une telle politique, l'énoncé des mesures spécifiques qu'elle préconise. Ces positions seront discutées entre elle et le Conseil, en vue de parvenir à dégager une politique commune de la Communauté et des six pays; elles pourront être rendues publiques. »

Il y a donc deux idées bien nettes. La première, c'est que la Haute Autorité doit soumettre ces questions au Conseil de ministres; c'est une obligation que personne ne peut lui dénier. La seconde est une affirmation péremptoire : des discussions auront lieu à ce sujet. Je répète que ce sont deux affirmations péremptoires qu'avec toute notre bonne volonté de coopération nous ne pouvons pas oublier; j'irai même jusqu'à dire que ce sont plutôt les autres qui devraient s'en souvenir pour bien travailler avec nous et ne pas nous rendre la vie difficile. Dans l'éventualité d'un veto, nous devons nous opposer à ce veto en vertu du protocole de 1957.

Je remercie vivement M. Pleven des paroles courtoises qu'il a eues pour nous, de l'appui qu'il nous a promis avec une chaleur qui m'a réellement touché.

M. Pleven a parlé de la tâche politique de la Haute Autorité qui, grâce à la collaboration entre les diverses institutions de la Communauté, serait mieux assurée aujourd'hui qu'elle ne l'était hier. Il est évident que pour moi, qui suis un vieux parlementaire, ce conseil est presque superflu. Je le répète, il va de soi que je suis convaincu de la nécessité de cette collaboration. M. Pleven a fait allusion aussi aux modifications qui devraient être apportées éventuellement au traité; il a insisté avant tout sur le manque de sécurité qui sème l'inquiétude. Enfin, il nous a conseillé de ne pas parler, mais d'agir. Il a surtout insisté sur les questions sociales qui, à son avis, devraient avoir le pas sur les questions économiques.

Or, je me permets de faire une déclaration de caractère général. En ma qualité de modeste homme d'étude, j'ai toujours été convaincu qu'il n'existe aucun problème sociologique pour lequel on puisse faire abstraction de sa base économique. A la base, le problème est toujours économique. Pour parler d'une manière plus terre à terre, je dirai que s'il n'y a pas de gâteau, personne ne peut le partager. Le premier problème consiste à cuire le gâteau, ensuite vient le problème de son partage.

Il est hors de doute que, dans la situation où nous nous trouvons, le problème social est le problème dominant et qu'il doit être résolu à bref délai dans l'intérêt même des travailleurs; mais pour le résoudre, nous

devons nous préoccuper avant tout et essentiellement des problèmes économiques.

Il me semble qu'en disant cela, j'ai défini assez clairement la question.

Je remercie également M. Pleven de l'aide qu'il nous a promise en ce qui concerne le problème de la coordination de l'énergie. Il est évident, je le répète, que la Haute Autorité connaît la situation dans le domaine du charbon et je remercie M. Pleven de ses précieuses suggestions quant aux contacts avec les travailleurs.

M. de la Malène a prononcé un long discours et a commencé par dire, si je l'ai bien compris, que je suis resté muet sur la manière de résoudre la crise charbonnière, alors que j'aurais dû indiquer immédiatement les moyens de le faire. Vous voudrez bien, Mesdames et Messieurs, me pardonner de rappeler que j'ai prêté serment le 16 et parlé ici le 23. En sept jours, le Seigneur a créé le monde; quant à moi, je ne suis pas capable d'en faire autant. On ne peut pas venir me dire aujourd'hui: « Tu n'es pas capable de résoudre la crise charbonnière. » En effet, Monsieur de la Malène, je ne suis pas capable de résoudre la crise charbonnière en sept jours.

M. de la Malène a parlé ensuite, et cela n'a pas laissé de me toucher, de la possibilité d'accroître les pouvoirs de la C.E.C.A. On ne saurait le faire sans l'appui des gouvernements; mais l'orateur a insisté sur la révision du traité de Paris, ce qui permettrait à la C.E.C.A. de trouver sa place dans le cadre du Marché commun.

Personne ne saurait être plus convaincu que moi-même, qui viens du Marché commun, de la nécessité d'arriver avec le temps à une intégration horizontale; en disant cela, j'anticipe la réponse à une question. Il n'y a pas de doute à ce sujet, les intégrations économiques authentiques sont horizontales, elles ne sont pas verticales, elles sont globales et non pas partielles. Voilà certes la solution *optimum*, mais dans le domaine économique la nature ne fait pas non plus de sauts. Il y a des traités qui doivent être respectés.

Pour arriver à un accord entre nous et les autres communautés, le meilleur système ne

consiste pas à continuer à nous dire: Il faut que vous entriez dans le Marché commun. Que d'ici dix, quinze ou vingt ans, nous y entrions, c'est dans l'ordre des choses. J'ai été le premier à écrire et à dire — je ne peux pas me démentir puisque ce que j'ai écrit a été imprimé — qu'il n'est pas d'intégration authentique sinon globale, horizontale. D'accord; mais pour le moment les Communautés existent et ont une tâche à remplir et la seule chose raisonnable à faire — j'ai cité à dessein Pareto — c'est de renforcer ce qui est bon et d'améliorer ce qu'il peut y avoir de moins bon.

Je répète ce que j'ai dit il y a un instant: Il me paraît très difficile que l'on me demande, à moi, d'être le fossoyeur de la Haute Autorité.

M. de la Malène a parlé d'une économie de marché, ce qui lui a valu une réponse très spirituelle d'un de ses collègues socialistes, qui a demandé à quoi devraient tendre les efforts d'une économie dirigée.

Je me permets de lui répondre qu'il n'y a pas d'économie dirigée — l'expression ne veut pas dire grand-chose — qui soit vraiment une économie d'hommes libres; mais ce qui est amusant, c'est que les économies intégralement dirigées tendent à la perfection de l'économie de marché. Dans tous les ouvrages soviétiques — j'en ai un ici — vous entendez la même chose: nous arriverons à la perfection de l'économie de marché.

On peut donc se demander quelle raison il y a de dire que nous devrions créer une économie dirigée plutôt qu'une économie de marché. Qu'il me soit permis de rappeler à l'Assemblée que nous avons une économie de marché; j'ajoute que dans les pays où la civilisation industrielle a atteint un niveau élevé, il est absurde de parler d'économie intégralement dirigée. C'est un non-sens.

Je suis convaincu que, si par hypothèse on plaçait un libéral devant l'alternative suivante: « Tu as devant toi l'Afrique, l'Inde, la Chine, des territoires vierges qui sont aujourd'hui encore comme ils étaient au temps d'Adam et Ève et tu dois assurer leur développement. Pour cela, choisis entre ces deux solutions: ou bien laisser faire les capitalistes, l'un après l'autre, comme il était d'usage au XIX^e siècle, laisser

aller de l'avant les pionniers; ou bien dresser un plan, faire des routes, créer les moyens de communication, repérer les sources d'énergie, établir les conditions préalables de l'activité économique »; je suis convaincu, dis-je, que le plus acharné des libéraux n'hésiterait pas à choisir la solution du plan.

Cela va très bien pour des terres vierges, non développées, mais cela ne va plus bien du tout pour des territoires et des populations qui sont déjà parvenus à une économie de marché. C'est pourquoi, venir nous conseiller, si j'ai bien compris, une économie dirigée, cela n'a pas de sens aujourd'hui. Je le répète, pendant sa période de formation, en tant qu'institution nouvelle, la Communauté du charbon et de l'acier doit, de même que les deux autres Communautés, sortir du dilemme qui est vraiment un bastion suranné : dirigisme ou liberté absolue.

Je dois remercier M. Armengaud pour ses dispositions bienveillantes et pour l'approbation qu'il a donnée à la relance européenne. Il a parlé du prix; il nous faudrait malheureusement des heures pour expliquer certaines notions, tout au moins c'est moi qui en aurais besoin. Lorsque M. Armengaud parle de prix, il me semble qu'il faut entendre par là un choix qui n'est pas limité par l'expression monétaire.

Par exemple, il se peut qu'un État préfère prélever des taxes très fortes plutôt que d'importer certaines marchandises qui coûteraient beaucoup moins cher. En fin de compte, disent les économistes, cet État a tort, il s'en repentira; mais le choix que cet État a fait, choix anti-économique à un moment donné, peut devenir en réalité un choix économique parce que pour le pays en question, le coût du chômage est probablement supérieur au dommage qu'il a subi en s'abstenant d'importer des marchandises à un prix plus bas.

Quand on parle de prix, il est donc évident qu'il faut toujours songer à un prix logique, et non pas à la simple expression monétaire. Je dis cela pour répondre brièvement aux observations que M. Armengaud, sauf erreur, a faites.

Je remercie M. Coulon des paroles qui lui ont été dictées par une si chaude sympathie;

je répète à son intention aussi que notre exécutif, la Haute Autorité, est non pas un organe technique, mais un organe typiquement économique-technique et en même temps un organe politique.

Je devrais faire à M. Bousch la même réponse qu'à M. de la Malène, notamment en ce qui concerne l'agencement constitutionnel de la C.E.C.A. et les pouvoirs de la Haute Autorité. Je n'aurais rien d'autre à ajouter parce que, dans sa réponse, M. Nederhorst m'a devancé.

M. Friedensburg a mis l'accent sur trois points. Sur le premier, lorsqu'il a parlé de la politique énergétique commune qui doit être uniforme et coordonnée, je ne crois pas avoir d'objection à formuler, si je l'ai bien compris. Quant aux problèmes relatifs au comportement des gouvernements, je me rends parfaitement compte que chaque gouvernement fait sa propre politique charbonnière, mais la Communauté aura de plus en plus de peine, de ce fait, à remplir sa tâche, qui est de faire une politique commune.

M. Friedensburg dit: Que la C.E.C.A. présente des projets meilleurs que ceux des gouvernements et alors ceux-ci cesseront de faire une politique individuelle, nationale. Or, c'est précisément ce que nous nous efforçons de faire. Il a aussi parlé d'effets psychologiques et je comprends parfaitement ce qu'il a voulu dire: il faut donner aux mineurs, aux travailleurs et aux producteurs un sentiment de sécurité.

J'ai cru bon de préciser que je n'ai pas l'intention de faire le médecin qui n'ose dire la vérité, et cela justement pour empêcher les choses d'aller jusqu'à la gangrène. Ce que je cherche, c'est une guérison certaine. Voilà quel a été mon effort, et je prie Dieu de m'aider pour l'avenir.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Je remercie M. Malvestiti de sa réponse.

La parole est à M. de la Malène.

M. de la Malène. — Monsieur le Président, je m'excuse de reprendre la parole, mais je voudrais répondre brièvement à l'interpellation

parfaitement courtoise de M. Nederhorst qui s'est d'abord étonné que, sur les bancs du groupe des libéraux et apparentés, comme l'a fort justement précisé M. le président Poher, l'on trouve un certain nombre de partisans de l'énergie considérée comme service public.

Je rappellerai à M. Nederhorst que j'appartiens depuis fort longtemps à un parti se réclamant du général de Gaulle qui lui-même, en 1945, du temps de son premier gouvernement, a fait un grand nombre de nationalisations en France. Ne vous étonnez donc pas que je sois encore fidèle à cette même optique.

M. Nederhorst a dit aussi que la supranationalité n'avait pas fonctionné parce que les gouvernements n'avaient pas voulu favoriser ce fonctionnement, moyennant quoi il faut augmenter la dose de supranationalité de façon à imposer aux gouvernements ce qu'ils n'ont pas voulu accepter. Vous allez donc demander aux gouvernements qui vous ont refusé des pouvoirs, de vous en donner qui vous permettront de leur imposer quelque chose qu'ils ont refusé. Je crois que la méthode n'est pas extrêmement pratique.

M. le Président. — La parole est à M. Poher.

M. Poher. — Monsieur le Président, je ne veux pas engager une polémique avec M. Malvestiti. La suite nous permettra de juger si, ensemble, la Haute Autorité, les deux Commissions et les gouvernements peuvent mettre un terme à la crise énergétique actuelle, charbonnière en particulier, et si l'on peut s'organiser en vue d'un accroissement du bien-être des peuples européens que nous représentons.

Mais là n'est pas mon propos. Je voudrais, Monsieur le Président, vous demander de laisser ce débat ouvert, car je crois qu'il est de tradition, après quelques paroles d'investiture, que l'Assemblée vote un texte de quelques lignes pour marquer que l'ensemble de ce Parlement européen accorde sa confiance à la Haute Autorité nouvellement investie et à ses membres.

Les textes ne sont pas prêts, je pense qu'ils ne seront rédigés que demain. Suivant la tradition, nous devons tenir alors une séance spéciale pour voter les résolutions; je vous demande

donc de laisser la possibilité de voter demain une motion dans le sens que je viens d'indiquer.

M. le Président. — Le débat reste ouvert et l'Assemblée pourra se prononcer éventuellement demain sur une proposition de résolution.

7. — *Questions orales relatives au chômage en Belgique*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle les questions orales adressées par MM. Poher, Pleven et Birkelbach à la Haute Autorité et au Conseil spécial de ministres.

Je vous donne lecture des deux questions posées par MM. Poher, Pleven et Birkelbach :

« 1^o La Haute Autorité a-t-elle envisagé ou proposé des mesures en vue de proroger l'octroi d'une allocation spéciale temporaire tendant à aider les travailleurs des entreprises charbonnières de Belgique contraints à du chômage partiel collectif par manque de débouchés de l'entreprise, dont l'attribution s'arrête au 30 septembre 1959?

La Haute Autorité peut-elle, au cours de la session de septembre 1959, donner à l'Assemblée européenne des précisions au sujet de ces mesures?

2^o Le Conseil spécial de ministres pourrait-il faire connaître à l'Assemblée parlementaire européenne, lors de la session de septembre 1959, quelle suite il estime pouvoir donner à des mesures que la Haute Autorité aura, sans aucun doute, proposées entre temps en vue de proroger l'octroi d'une allocation spéciale temporaire tendant à aider les travailleurs des entreprises charbonnières de Belgique contraints à du chômage partiel collectif par manque de débouchés de l'entreprise, dont l'attribution s'arrête au 30 septembre 1959? »

J'informe l'Assemblée que j'ai reçu de M. Elvinger, président en exercice du Conseil spécial de ministres, la communication suivante, en même temps que ses excuses de ne pas pouvoir assister à la présente session :

« J'avais en outre l'intention de répondre en mon nom personnel — n'ayant pas eu la

possibilité de me concerter avec mes collègues à cet effet — à la question posée au Conseil spécial de ministres par les honorables parlementaires MM. Poher, Pleven et Birkelbach au sujet d'une éventuelle prorogation de la décision n° 22-59 prise par la Haute Autorité le 25 mars 1959 et relative à l'institution d'une allocation spéciale temporaire tendant à aider les travailleurs des entreprises charbonnières de Belgique contraints à du chômage partiel collectif par manque de débouchés de l'entreprise.

J'aurais informé l'Assemblée de ce que le Conseil spécial de ministres a été saisi lundi dernier, 21 septembre, d'une demande d'avis conforme présentée par la Haute Autorité et tendant à la prorogation, pour une durée d'un mois, de la décision précitée. Cette demande a été transmise le même jour aux membres du Conseil et pourra être examinée, sous réserve de l'accord de mes collègues, lors du prochain Conseil dont la réunion est envisagée vers la mi-octobre, après que le Conseil aura également eu connaissance de l'avis que le Comité consultatif doit donner en cette matière lors de sa session du 6 octobre prochain.

Dans l'état actuel de la question, il m'est évidemment impossible de préjuger de la décision que le Conseil est appelé à prendre. »

Après la réponse écrite du Conseil spécial de ministres, nous passons à la réponse orale de la Haute Autorité.

La parole est à M. Finet, membre de la Haute Autorité.

M. Finet, membre de la Haute Autorité. — Monsieur le Président, la lettre que vous venez de lire a situé le problème, mais je voudrais tracer devant l'Assemblée les grands traits de cette question de l'aide particulière de la C.F.C.A. aux mineurs des mines de charbon réduits à un chômage partiel et collectif.

Au mois de mars de cette année, la Haute Autorité, après examen de la situation sociale dans les mines de charbon, est arrivée à la conclusion que la C.F.C.A. devait consentir un effort particulier en vue de soulager le sort des mineurs contraints à un chômage partiel important et qui, de ce fait, perdaient une partie notable de leurs revenus.

La proposition initiale de la Haute Autorité visait à accorder cette aide à tous les mineurs de la Communauté en chômage partiel et collectif. Suivant la procédure prévue par le traité, la Haute Autorité a dû solliciter l'avis du Comité consultatif. Celui-ci n'a pas émis une opinion favorable sur la proposition de la Haute Autorité, mais reconnaissant la situation particulièrement difficile des mineurs de Belgique, il a donné son accord pour que la Haute Autorité consacre au soutien des mineurs de Belgique une partie des ressources dont elle disposait, sous forme d'un supplément aux indemnités de chômage qui leur sont attribuées en application de la législation nationale sur l'assurance chômage.

Le Conseil de ministres a été saisi d'une proposition identique à celle soumise à l'avis du Comité consultatif et il a adopté à peu près la même position : pas d'aide généralisée à l'ensemble des bassins de la Communauté, mais aide spéciale aux chômeurs belges.

Cette aide avait deux limites, l'une fixée dans le temps, l'autre correspondant à un montant déterminé de crédits consacrés à cet effet. La Haute Autorité a pris sa décision le 25 mars 1959. L'indemnité complémentaire attribuée aux chômeurs devait jouer pendant une période s'étendant du 1^{er} avril au 1^{er} juin 1959 et dans la limite d'un crédit maximum de deux millions d'unités de compte.

L'Assemblée se rappellera certainement que la Haute Autorité a soumis au Conseil de ministres, le 15 mai de cette année, des propositions qui lui paraissaient de nature à résoudre la crise charbonnière. L'Assemblée connaît le sort qui a été fait aux propositions de la Haute Autorité par le Conseil de ministres. Mais, au cours de cette même séance du Conseil de ministres, la Haute Autorité a proposé des mesures à appliquer à la situation belge. Parmi celles-ci figurait notamment la prolongation de l'aide aux mineurs réduits à un chômage partiel et collectif important. Nous avons obtenu l'accord du Conseil de ministres, d'une part, pour porter le crédit de 2 millions à 5 millions de dollars et, d'autre part, pour prolonger jusqu'au 30 septembre l'aide aux chômeurs des mines belges.

Entre le 15 mai et le 31 juillet, la Haute Autorité a dû proposer des mesures pour faire

face ou tout au moins pour remédier, dans toute la mesure du possible, à la situation très difficile des charbonnages belges. C'est le 31 juillet que nous avons pu présenter des propositions au Conseil de ministres. Le 31 juillet, cela signifie, pour le commun des mortels, la veille du départ en vacances et, par conséquent, la difficulté qu'il y a de réunir les instances compétentes. Aussi avons-nous demandé qu'à titre conservatoire, le Conseil de ministres et les gouvernements donnent leur accord pour permettre de continuer le paiement de cette aide particulière, tout au moins jusqu'à la date de la réunion du Conseil de ministres.

Ceci présente une difficulté, car c'est sur un compte basé sur un mois qu'est attribuée l'indemnité. Le Conseil de ministres se réunira le 12 octobre. D'ici là, la Haute Autorité aura l'occasion de formuler des propositions.

La question orale qui a été posée à la Haute Autorité porte, non pas sur l'aide particulière à donner aux chômeurs belges, mais sur une aide à tous les mineurs de la Communauté.

Je dois avouer — et je réponds ainsi à une partie des interventions qui se sont produites lors de la discussion du rapport de M. Bertrand — que la Haute Autorité n'est pas en état, pour le moment, de faire connaître à l'Assemblée quelles propositions elle formulera en ce qui concerne le chômage partiel des mineurs. Elle doit, en effet, procéder à un ajustement des dispositions envisagées.

La Haute Autorité a décidé de consacrer à l'aide aux mineurs en chômage partiel des sommes mises en provision pour la réadaptation. Il faut donc qu'elle ajuste ce qu'elle peut faire en faveur des mineurs en chômage partiel avec ce qu'elle devra faire demain pour les mineurs qui bénéficieront des dispositions prévues par le traité pour leur réadaptation.

Voilà, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, quel est l'état de la question. Nous espérons, après la réunion du Conseil de ministres, pouvoir faire connaître, tout au moins à la commission compétente de l'Assemblée, la solution qui aura été apportée à cette question particulière.

M. le Président. — La parole est à M. Poher.

M. Poher. — J'ai demandé la parole, Monsieur le Président, simplement pour dire, au nom de mes collègues MM. Pleven et Birkelbach, que nous considérons notre question comme liée à la résolution pour laquelle un vote sera demandé demain à l'Assemblée. C'est pourquoi nous ne répondrons pas à M. Finet que nous remercions de ses explications et à la Haute Autorité. La réponse sera donnée officiellement demain dans la résolution qui sera votée.

M. le Président. — Je prends acte de la déclaration que M. Poher vient de faire au nom de ses collègues.

8. — *Problèmes relatifs à la main-d'œuvre dans la Communauté européenne du charbon et de l'acier (suite)*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la réponse de la Haute Autorité au rapport de M. Bertrand sur la libre circulation des travailleurs, la construction de logements et l'aide aux travailleurs frappés de chômage partiel.

La Haute Autorité a chargé M. Finet de répondre en son nom.

La parole est à M. Finet, membre de la Haute Autorité.

M. Finet, membre de la Haute Autorité. — Je vous ai promis, Monsieur le Président, par le truchement du secrétaire général de cette Assemblée, de ne parler que pendant environ quinze à vingt minutes. Je m'efforcerai d'être assez bref pour tenir cette promesse, espérant que les membres de l'Assemblée ne se plaindront pas de cette brièveté ou du caractère succinct des réponses que je ferai aux questions qu'ils ont formulées.

Les questions posées dans le rapport de M. Bertrand ont été reprises à peu près intégralement, sauf quelques légères variantes, par les membres de l'Assemblée qui sont intervenus dans le débat sur les questions sociales. Par conséquent, dans le court exposé que je vais faire, je ne répondrai pas à chacun des intervenants, MM. Nederhorst, Rubinacci, Battaglia et Storch ayant abordé des problèmes qui, on

peut dire, se touchent. Je suivrai la méthode employée par M. Bertrand lui-même en reprenant les quatre points qu'il a examinés, à savoir : la libre circulation, l'emploi dans la C.E.C.A., la politique d'habitation et l'indemnité aux chômeurs.

Pour l'indemnité aux chômeurs, la réponse que je viens de donner à la question des trois présidents de groupe me permettra de ne plus revenir sur ce sujet.

En ce qui concerne la libre circulation, je voudrais attirer l'attention de l'Assemblée sur une erreur qui, à mon sens, a été souvent commise, qui est la tendance que l'on a à confondre le problème de la libre circulation avec celui des migrations. Le traité de la C.E.C.A., s'il prévoit la libre circulation des travailleurs de qualification confirmée, le fait — et des dispositions ont été prises dans ce sens — sur la base du principe de la liberté pour le travailleur de choisir son employeur. Au fond, c'est une transposition, sur le plan de la Communauté, des usages, des habitudes et des droits qui sont reconnus aux travailleurs dans chacun de nos pays de la Communauté. Un mineur de Lorraine peut prendre, s'il le désire, du travail dans le bassin de la Provence; aucune réglementation française ne l'en empêche. Il fallait que le sidérurgiste de Bagnoli, mon cher président Malvestiti, puisse, s'il en avait l'offre, accepter un travail qu'il considérerait comme plus profitable dans un bassin belge, à Liège ou à Charleroi, sans qu'on puisse lui opposer la réglementation nationale.

Je me suis occupé, à un certain moment, d'essayer de faire entrer en Belgique des ouvriers qu'on n'y trouvait pas. Il s'agissait, à l'époque, de mouleurs de plâtre italiens. On m'opposait qu'il y avait assez d'Italiens en Belgique, qu'il y avait du chômage dans l'industrie du bâtiment, qu'il fallait, en conséquence, empêcher ces spécialistes d'entrer en Belgique. C'était de la transposition.

La migration est autre chose. Elle se justifie souvent par le fait, déplorable d'ailleurs, que le travailleur ne peut pas trouver du travail dans son propre pays et qu'il est obligé d'en chercher ailleurs. C'est ainsi que se créent ces courants migratoires de certains pays vers d'autres pays. Il ne faut pas confondre les deux notions, celle

de la migration, et celle de la libre circulation qui est l'exercice d'un droit, tandis que la migration se fait parce que les gens sont poussés par la nécessité d'assurer leur subsistance et celle de leur famille.

M. Gailly. — Pays où ils sont d'ailleurs appelés par les patrons.

M. Finet, *membre de la Haute Autorité.* — Je voudrais souligner également ce qu'a dit M. Bertrand à propos du peu de résultats de la décision du Conseil de ministres de 1954, décision qui n'a d'ailleurs été mise en application qu'en 1957.

Dans son rapport, M. Bertrand a indiqué que très peu de cartes de travail avaient été distribuées. Je lui signale que les chiffres cités sont relatifs à la période qui se termine le 31 décembre 1958. Depuis lors, ils ont légèrement progressé. Si j'étais mathématicien, je dirais qu'il y a une augmentation de 50 % et vous diriez qu'il y a progressé...

M. Gailly. — Combien cela représente-t-il de cartes?

M. Finet, *membre de la Haute Autorité.* — Le nombre de cartes délivrées est passé de 424 à 767.

Nous ne nous sommes jamais fait d'illusions. Certains membres de l'Assemblée savent que j'ai dit, et à plusieurs reprises, que la décision du Conseil de ministres n'avait pas entraîné beaucoup de mouvement de main-d'œuvre à l'intérieur des deux industries de la C.E.C.A., d'une part, en raison des conditions mises à la délivrance d'une carte de travail, d'autre part en raison du caractère, des tendances plutôt sédentaires des travailleurs de la Communauté.

Je ne crois pas que la libre circulation, telle qu'elle est conçue, s'appliquant uniquement aux ouvriers qualifiés, puisse provoquer de grands échanges de main-d'œuvre entre les divers bassins et pays de la Communauté.

Je doute d'ailleurs que les travailleurs qualifiés — car il s'agit de travailleurs qualifiés qui sont repris à la liste arrêtée par le Conseil de ministres — aient grande envie de se déplacer.

Il est un fait patent, c'est que, dans les périodes de dépression économique, le travailleur qualifié n'a pas besoin de chercher du travail en dehors de son pays; les premiers ouvriers qui sont licenciés sont les travailleurs non qualifiés, ce qu'on appelle la main-d'œuvre banale. La preuve en est dans le fait que, au 31 décembre 1958 — M. Bertrand a cité les chiffres — 167 demandes avaient été reçues. Ce chiffre est passé, au 30 juin de cette année, à 212. Or, il faut vous rappeler que la Communauté compte environ un million et demi de travailleurs.

Selon certaines estimations, d'ailleurs assez approximatives, les experts nationaux eux-mêmes ont considéré qu'il pouvait y avoir 300 000 travailleurs couverts par la liste des professions établies. Sur ce nombre, il y a eu, disons 1 000 demandes d'emploi. Cela prouve que les travailleurs qualifiés n'ont pas grande envie de chercher du travail en dehors de leur propre pays.

Je voudrais indiquer qu'il y a un problème de circulation des travailleurs : c'est le problème des migrants pour lesquels il faut essayer d'avoir une politique commune aux six pays de la Communauté, tout au moins en ce qui concerne la C.E.C.A. et les travailleurs du charbon et de l'acier. Mais le problème deviendra beaucoup plus important en raison des effectifs de travailleurs qui seront intéressés dans les autres industries, celles qui tombent sous la juridiction du Marché commun.

M. Bertrand et plusieurs autres intervenants, notamment M. Nederhorst, ont demandé, pour faciliter cette migration des travailleurs non qualifiés de nos deux industries, qu'on leur fasse connaître les possibilités d'emploi existant dans d'autres pays de la Communauté et que l'on crée à cet effet un organe central. Cette question a été examinée par la conférence des délégués gouvernementaux qui a abouti finalement à la décision que vous connaissez sur la libre circulation. Jusqu'à présent, peu de succès ont été enregistrés. L'affaire s'est limitée à un échange de correspondance, de communications, d'offres d'emplois d'un bureau à l'autre.

La Communauté économique européenne qui couvre l'ensemble des industries, me semble plus apte à faire des propositions en ce sens. Je

vous assure que la Haute Autorité, intéressée au sort des travailleurs de nos deux industries, s'associera à tout ce qui sera fait par mon cher collègue Petrilli, dont j'espère d'ailleurs me faire bientôt un ami. Ensemble, nous essayerons de progresser en ce domaine.

A propos des migrations de travailleurs, le problème de la formation professionnelle a été évoqué. C'est à Rome, je crois, que la question de la nécessité de former professionnellement ce qu'on pourrait appeler les candidats travailleurs migrants a été soulevée. La Haute Autorité n'a pas perdu de vue ce problème. Des travaux préparatoires ont été effectués par nos divisions compétentes. Seulement, la crise qui sévit depuis le début de l'année 1958 a arrêté tous les mouvements de migration dans les industries de la Communauté. La formation professionnelle ne se faisant pas simplement au moyen d'une craie et d'un tableau noir et en établissant des équations, mais avec des éléments vivants, avec des hommes, il n'y avait plus de candidats à la migration, on ne demandait plus de travailleurs migrants et nos efforts, je viens de le dire, ont été arrêtés.

Je répondrai à l'actuel président de séance qu'en matière de coordination des politiques, des méthodes ou des systèmes de formation, nous avons tenté, au sein de la C.E.C.A., un effort limité aux travailleurs des mines et de l'acier. Nous ne sommes pas encore parvenus à uniformiser ou à harmoniser les différents systèmes et méthodes de formation professionnelle, mais nous avons provoqué la rencontre des responsables de la formation professionnelle dans les six pays de la Communauté et nous les avons amenés ainsi à faire le choix des méthodes les plus efficaces, les plus rationnelles permettant d'assurer une formation, aussi complète que possible, des ouvriers de nos deux industries.

Je ne m'étendrai pas sur ce point espérant avoir, au cours d'une prochaine session, l'occasion d'intervenir à une heure moins tardive.

M. Bertrand a parlé de la situation de l'emploi. J'ai été, je dois l'avouer, non pas blessé mais quelque peu attristé de l'opinion qu'il semble défendre, selon laquelle la Haute Autorité se contenterait simplement de collationner des statistiques et de ne rien faire d'autre. D'après M. Bertrand, l'attitude de la Haute Autorité

semblait révéler que la situation de l'emploi ne l'intéressait pas dans nos industries. Et M. Bertrand d'en conclure que la Haute Autorité ou tout au moins la Communauté, risquait de ne pas remplir les obligations qui lui sont imposées par les articles 2 et 3 du traité.

Je voudrais vous rappeler que, depuis que la question de la diminution de l'emploi s'est posée dans les industries de la Communauté, la Haute Autorité a proposé certaines mesures tendant précisément à essayer de stabiliser l'emploi dans les mines de charbon en même temps que dans la sidérurgie. Si nous, Haute Autorité, avons proposé l'aide au stockage, c'était pour maintenir les travailleurs dans l'industrie minière. Quant à l'aide au chômage, elle tendait à ce que les travailleurs ne supportent pas une perte de revenus trop importante qui aurait pu les inciter à chercher du travail dans d'autres industries où ils étaient assurés d'un gain plus régulier.

Je ne veux pas prendre votre temps et vous faire des citations. Je vous conseille de relire les considérants de la décision du 25 mars à laquelle je faisais allusion tout à l'heure et vous verrez que nous avons surtout mis en exergue le souci de la Haute Autorité de maintenir le niveau de l'emploi dans les mines. Mais il est des phénomènes contre lesquels on ne peut rien. Nous avons des informations sur ce qui se passe actuellement dans la Ruhr; nous savons que des mineurs qualifiés — et ceci a été répété à la commission des affaires sociales — notamment des piqueurs, sont demandeurs d'emploi dans des industries autres que celles du charbon. On a trop répété, en effet, au cours des derniers mois, qu'il n'y avait plus beaucoup d'avenir dans l'industrie du charbon. Je ne voudrais pas non plus faire de sentimentalisme; mais les dernières catastrophes minières ne sont pas faites pour encourager les travailleurs à demeurer dans une industrie qui reste, malgré toutes les mesures de sécurité qu'on a pu prendre, dangereuse, pénible et insalubre. J'ai été assez en contact avec les ouvriers mineurs pour savoir que leur grande anxiété, c'est d'essayer d'échapper à la silicose qui fait d'eux des vieillards à cinquante ans.

Non, ce métier n'est certes pas attrayant! J'ai reçu des pommes cuites pour avoir osé dire dans une conférence que ce métier était dur,

que, dans l'antiquité, il était réservé aux esclaves. On m'a reproché d'avoir osé apporter cette affirmation, mais je le répéterai chaque fois que j'en aurai l'occasion : ce n'est pas un métier.

Il ne faut donc pas s'étonner de la désaffection de l'ouvrier mineur. Mais ce qu'il faut faire — et nous aurons l'occasion d'en parler lorsque nous rechercherons les mesures propres à assainir l'industrie charbonnière — c'est offrir aux ouvriers mineurs les chances les plus grandes de pouvoir se reclasser dans une autre industrie qui leur assurera un revenu régulier et leur permettra d'échapper à la misère que le chômage provoque inmanquablement.

On a parlé également du logement. Excusez-moi, Monsieur le Président, je suis en train de violer la promesse que j'avais faite, mais je vais être très bref. La Haute Autorité est décidée à continuer la politique qu'elle a décidé de suivre, depuis quelques années déjà, en matière de financement et de facilités de logement pour les travailleurs de nos deux industries.

Quelques remarques ont été faites à ce sujet. M. Nederhorst, notamment, a demandé si nous n'envisagions pas de créer des maisons-types pour les travailleurs migrants. Je lui dirai que nous ferons peut-être mieux et qu'un concours d'architecture pour maisons ouvrières est actuellement en cours; vers le 10 octobre, j'aurai l'occasion de présider le jury des architectes. Nous essayons, par ce concours, de réaliser une synthèse des exigences qui se font jour dans nos six pays, en tenant compte de la localisation des maisons et du paysage environnant. L'on arrivera peut-être ainsi à un type de maison pour travailleurs migrants, car je ne crois pas qu'il soit très rationnel de construire dans le Limbourg néerlandais, par exemple, une maison sicilienne ou une maison vénitienne. Il faut évidemment construire ces maisons selon les conditions climatiques et les habitudes de vie existant dans la région où le travailleur doit exercer son activité. Je puis assurer M. Nederhorst, en particulier, que la Haute Autorité n'est pas le moins du monde indifférente à la réalisation du type de maison le plus rationnel et bénéficiant du maximum de confort.

Je voudrais mettre l'Assemblée en garde contre une interprétation un peu trop hâtive

des résultats de l'enquête que nous avons menée sur les conditions de logement des travailleurs de nos deux industries. Dans son rapport, M. Bertrand cite le fait — d'ailleurs tiré des résultats de notre enquête — que 388 000 travailleurs de nos industries désiraient changer de logement. Faut-il en conclure que 380 000 logements manquent aux travailleurs de notre Communauté? Je ne le crois pas. Avant de tirer des conclusions, il convient d'attendre la fin du travail de nos statisticiens et d'étudier un peu plus dans le détail qu'on n'a pu le faire jusqu'à maintenant les résultats de l'enquête. A ce moment-là, nous aurons une idée précise de la situation au point de vue logement, tant en ce qui concerne le manque de logement que les conditions d'habitation.

Un fait m'a frappé à la lecture des résultats de l'enquête. Il est signalé que 8 % seulement des travailleurs de la sidérurgie disposent d'habitations ayant l'eau courante à tous les étages. Je n'ose pas dire qu'il en est ainsi partout. J'attends de connaître les conclusions des travaux de nos services techniques pour me faire une idée précise et éventuellement, sur la base de ces recherches, essayer de fixer une politique permettant d'améliorer sensiblement les conditions de logement.

Monsieur le Président, je pense avoir ainsi traité les trois points soulevés : libre circulation de la main-d'œuvre, situation de l'emploi, politique du logement.

J'ajoute qu'en ce qui concerne ce dernier point, nous aurons à établir des prévisions de caractère financier, mais la Haute Autorité — je terminerai par là — est décidée à poursuivre ce qu'elle a fait jusqu'à présent et mieux, si possible, en vue d'améliorer les conditions du logement.

Je vous prie de m'excuser, Monsieur le Président, de vous avoir pris cinq minutes supplémentaires. J'espère que vous me pardonneriez ce petit larcin.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Petrilli, au nom de la Commission de la Communauté économique européenne, sur le rapport de M. Bertrand.

M. Petrilli, membre de la Commission de la Communauté économique européenne. — (I) Monsieur le Président, cette partie de la discussion se déroule en réalité sous le signe de la Haute Autorité de la C.E.C.A.; c'est pourquoi je me bornerai à répondre à quelques questions que le rapporteur a posées et qui ont été soulignées par d'autres orateurs.

Je dirai tout d'abord que les services de notre Commission ont élaboré un premier projet pour l'application du principe de la libre circulation des travailleurs, cette libre circulation que nous nous proposons d'instaurer progressivement.

Je ferai aussi remarquer qu'au stade actuel de l'élaboration des normes sur la libre circulation, il m'est impossible d'indiquer avec précision à l'Assemblée tous les éléments du projet qui est à l'étude. En effet, ce projet dont la première rédaction a été préparée par les services de la Direction générale des affaires sociales est encore entre les mains d'un groupe d'experts qui doivent l'examiner du point de vue technique. Il sera en outre discuté avec les représentants des organisations professionnelles et ce n'est qu'après avoir réuni ces divers avis que la Commission prendra une décision définitive, sur quoi, en vertu du traité, elle soumettra ses propositions au Conseil de ministres.

La procédure est désormais en cours et il est permis d'espérer que le projet définitif pourra être soumis au Conseil à assez bref délai.

Je précise que, nonobstant le fait qu'aux termes de l'article 49 du traité de Rome, l'Assemblée ne figure pas au nombre des institutions appelées à se prononcer directement et préalablement sur les mesures que le Conseil doit prendre en matière de libre circulation des travailleurs, la commission des affaires sociales de l'Assemblée aura certainement la possibilité d'être convenablement renseignée sur l'ensemble des propositions formulées et sur l'état des travaux.

Ceci dit, je soulignerai avec satisfaction que les observations formulées par les divers orateurs qui sont intervenus au cours de la discussion du rapport de M. Bertrand sont, quant à l'essentiel, parfaitement en harmonie avec l'esprit de notre projet. Cette concordance me

paraît de bon augure pour la poursuite de notre travail et son résultat final.

En réponse à quelques-unes des observations qui ont été formulées, je puis dès maintenant donner quelques indications utiles sur les principes directeurs de notre travail.

Le premier point concerne un souci exprimé tant par le rapporteur, M. Bertrand, que par d'autres orateurs, à savoir que les normes relatives à la libre circulation des travailleurs dans la sphère de la Communauté européenne puissent être appliquées et étendues aux travailleurs des industries charbonnière et sidérurgique qui ne rentrent pas dans le cadre des normes spéciales établies par le traité instituant la C.E.C.A.

Je puis vous donner l'assurance que cette question n'a pas seulement été envisagée et étudiée par nos services, mais que nous avons introduit dans le projet en cours d'élaboration une norme sur cette extension. J'ajoute que cette extension a trait non seulement aux travailleurs des industries qui relèvent de la compétence de la Haute Autorité, mais également aux travailleurs d'entreprises et d'établissements qui ne seraient pas visés par les normes spéciales du traité instituant l'Euratom.

Faisant preuve d'une profonde connaissance de la question, MM. Nederhorst, Rubinacci et d'autres orateurs ont souligné deux autres aspects du problème : premièrement, la nécessité d'instaurer une politique communautaire en matière de libre circulation des travailleurs et deuxièmement, la création d'un organe communautaire pour la confrontation des offres et des demandes de travail.

Sur ces points aussi, que je considère d'une importance capitale pour que les normes qui seront établies ne restent pas lettre morte, mais qu'elles se traduisent dans la réalité, je constate que votre point de vue concorde dans les grandes lignes avec notre projet.

Sur le plan communautaire, deux éléments doivent co-exister. En premier lieu, la possibilité d'arriver dans le domaine technico-politique à formuler une véritable politique propre à la Communauté en matière de circulation de la main-d'œuvre dans le cadre, bien entendu, d'une politique générale de l'emploi dont cette

politique de la libre circulation de la main-d'œuvre ne représente qu'un des aspects. En second lieu, la création, sur le plan communautaire, de l'instrument qui sera propre à coordonner, à favoriser et, en cas de besoin, à intégrer l'action directe des services nationaux pour confronter les offres et les demandes de travail.

C'est dans ce sens que nous orientons notre travail avec le souci de ne pas créer de superstructures inutiles mais de faciliter, de coordonner, de stimuler l'action des services nationaux. A ce point de vue, l'objectif final qu'il faut atteindre progressivement, c'est un fonctionnement aussi harmonieux que possible des différents services.

Au sujet de la politique de la libre circulation, il a déjà été dit que celle-ci doit s'insérer dans le cadre plus large d'une politique de l'emploi dont la mise en œuvre est indispensable sur le plan communautaire.

De ce point de vue, l'activité en matière de formation professionnelle, et en particulier de formation professionnelle des jeunes travailleurs, revêtira une importance capitale. A cet égard, on peut partager les sentiments de M. Nederhorst quant à la nécessité de donner aux jeunes travailleurs une formation professionnelle appropriée.

De plus, en matière de libre circulation, nous estimons qu'une action spécifique est non seulement utile, mais encore indispensable, c'est-à-dire qu'il faut évaluer les besoins, harmoniser les méthodes de formation et, enfin, stimuler la création de cours. Cette action rentre dans le cadre de ce que j'ai appelé la coordination technico-politique et il y a lieu de souhaiter que le Fonds social puisse efficacement y contribuer.

Pour terminer, je vous dirai qu'en élaborant notre projet, nous avons également tenu compte de quelques autres préoccupations qui se sont fait jour à l'Assemblée.

Le problème des familles, souligné en particulier par M. Battaglia et par M. Storch : ce problème fait l'objet de propositions précises et d'études approfondies sur le maintien de l'unité du noyau familial et sur la situation des divers membres de celui-ci dans leur nouveau milieu.

Le problème du logement : Nous pensons à ce sujet que les mesures en faveur de la libre circulation doivent s'accompagner de nouveaux efforts pour que les travailleurs migrants, jeunes ou adultes, seuls ou accompagnés de leur famille, puissent trouver au nouveau lieu de travail un logement décent, à un prix abordable.

Le problème de l'incorporation du travailleur et de sa famille dans le nouveau pays : A ce sujet, la Commission de la C.E.E. a déjà décidé de procéder à une étude du point de vue de l'assistance sociale pour les travailleurs migrants.

Enfin, le problème de la coordination des traités bilatéraux en matière de migrations actuellement en vigueur : Les données relatives aux normes en vigueur pour l'introduction, le séjour et l'emploi de la main-d'œuvre dans les six pays ont déjà fait l'objet d'une compilation précise; elle sera vérifiée et mise au point d'ici quelques jours avec le concours des experts des États membres et servira de base pour l'élaboration des mesures que le traité prescrit aux fins de l'élimination des procédures et pratiques administratives faisant obstacle à la libre circulation.

Il a déjà été tenu compte des accords en vigueur et de leurs répercussions sur les réglementations nationales. D'autre part, les premières normes, dont le projet est actuellement à l'étude, contiennent d'ores et déjà des propositions tendant à l'abolition de certains obstacles et à la simplification de certaines procédures.

M. le Président. — La parole est à M. Bertrand, rapporteur.

M. Bertrand, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, ma réponse sera très brève.

Je commencerai par remercier cordialement le porte-parole de la Haute Autorité, ainsi que M. Petrilli, membre de la Commission de la Communauté économique européenne, pour les réponses circonstanciées qu'ils ont données aux questions soulevées dans le rapport.

Tout ce que nous pouvons faire, c'est de prendre acte du fait que la Haute Autorité aussi bien que la Commission de la C.E.E. ont la ferme volonté d'entreprendre, dans le domaine

de la libre circulation, une action qui permette d'établir à l'avenir, dans le marché commun, également une libre circulation des personnes. Il est cependant un point relatif à la politique de l'emploi sur lequel je désire attirer plus spécialement l'attention de la Haute Autorité.

Nous avons déclaré dans notre rapport que nous avions l'impression que la Haute Autorité prenait une attitude plus ou moins positive en face du phénomène de la diminution de l'emploi dans l'industrie charbonnière; ce faisant, notre intention était de souligner avant tout le fait que la Haute Autorité s'était réellement efforcée au cours de l'année dernière de maintenir à leur niveau les revenus des travailleurs de la mine. Nous avons précisément voulu souligner le fait que la crise a pris en ce moment une ampleur telle qu'elle a dépassé les possibilités d'une politique destinée à maintenir tel quel le revenu actuel des mineurs.

Le financement des stocks n'est plus possible. L'octroi d'un subside en espèces soulève un problème qui touche au revenu financier de la Haute Autorité, car il est inadmissible de maintenir en vigueur une mesure discriminatoire, c'est-à-dire l'octroi d'une aide aux seuls mineurs belges. Pareille aide doit être accordée aussi à tous les autres mineurs de la Communauté dont le revenu normal est actuellement menacé. C'est là une politique qui peut être appliquée dans une mesure déterminée, dans une mesure limitée, dans un secteur.

Mais aujourd'hui, nous nous trouvons devant le problème du maintien de l'emploi en dehors de l'industrie charbonnière.

J'ai été heureux d'apprendre par M. Finet que dans la préparation de ses nouvelles propositions la Haute Autorité examinera soigneusement la question de savoir si, à côté de l'octroi temporaire d'aides financières, une politique de reconversion pourra être préparée, une politique qui sera soumise pour avis aux gouvernements et qui aurait pour but de créer de nouveaux emplois pour parer à la perte d'emplois dans les charbonnages. Ces emplois nouveaux devront être trouvés dans une industrie autre que l'industrie charbonnière et la sidérurgie.

Cette politique de reconversion devra en tout cas être projetée par la Haute Autorité.

Celle-ci ne peut pas encore publier ses projets. On nous a répondu qu'il était impossible de nous dire ce que l'on proposera au Conseil de ministres en fait de plans nouveaux.

Maintenant que la Haute Autorité a été renouvelée et qu'elle jouit d'une nouvelle autorité morale, nous espérons qu'elle mettra tout en œuvre, sur le plan de la Communauté, pour appliquer cette politique de reconversion qui doit créer la possibilité d'une action nouvelle dans le domaine de l'emploi.

Nous remercions la Haute Autorité également de sa ferme volonté de poursuivre en matière de construction de logements une politique que nous avons toujours approuvée et à laquelle nous l'avons constamment encouragée.

Je terminerai, Monsieur le Président, en exprimant le vœu que le bureau de l'Assemblée veille à ce que les débats sur les questions sociales n'aient dorénavant plus lieu à une heure avancée du soir. Il ne faut pas que les orateurs soient obligés d'écourter leurs interventions à cause de l'heure tardive; il faut au contraire que dans notre Assemblée les problèmes sociaux suscitent l'intérêt qu'ils méritent et soient traités en conséquence.

(Applaudissements.)

M. le Président. — L'Assemblée sera appelée à se prononcer demain sur une proposition de résolution présentée par la commission compétente.

9. — *Question orale relative à certaines déclarations de M. le Président de la Haute Autorité*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la question orale adressée par M. Kalbitzer à la Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier.

Cette question a la teneur suivante :

« 1^o La politique énergétique de la Haute Autorité a toujours été, jusqu'ici, basée sur la conviction que, même à l'avenir, le charbon serait la source principale d'énergie de la Communauté. Elle défend encore ce point de vue

dans son dernier rapport général du 1^{er} février 1959 (voir notamment p. 124).

Dans une interview que le nouveau président de la Haute Autorité, M. Malvestiti, a accordée à la revue italienne *Successo*, il fait remarquer qu'au moment de faire face à la crise charbonnière, « des erreurs ont, en effet, été commises et cela surtout parce que l'on n'a pas apprécié à sa juste valeur l'importance relativement mineure du charbon en tant que source d'énergie.

a) Quelle est la source d'énergie que le président de la Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier estime la plus importante? Par quelle modification de la situation le président motive-t-il cette conviction?

b) Faut-il considérer ceci comme le signe d'une modification fondamentale de la politique charbonnière de la Haute Autorité?

2^o Selon l'article 8 du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, la Haute Autorité est chargée d'assurer la réalisation des objectifs de la Communauté « dans les conditions prévues par le traité ».

Dans l'interview ci-dessus mentionnée, le président Malvestiti indique « qu'en principe il est peu favorable aux organisations économiques verticales, alors qu'il croit aux organisations intégrées horizontales comme, par exemple, le marché commun ».

a) Le président de la Haute Autorité se rend-il compte que par cette déclaration il met en cause son mandat par lequel il est chargé de défendre les intérêts de la Communauté du charbon et de l'acier?

b) Dans quel esprit le nouveau président de la Haute Autorité pense-t-il remplir son mandat si, dès l'abord, il adopte une attitude aussi négative à l'égard de la structure de base de la Communauté qu'il préside?

c) Cette déclaration doit-elle être considérée comme une prise de position dans la discussion qui s'est engagée au sujet de la réforme de la C.E.C.A.?

La parole est à M. Malvestiti, président de la Haute Autorité.

M. Malvestiti, président de la Haute Autorité. — (I) Je m'efforcerai d'être aussi bref que possible, ne fût-ce qu'en raison de l'heure avancée.

Je remercie M. Kalbitzer d'avoir présenté cette question parce que, ce faisant, il me permet de préciser quelques-unes de mes idées; je le remercie tout en me permettant de lui dire que sa question est quelque peu surprenante et concerne une idée que j'ai exprimée encore avant d'être nommé président de la Haute Autorité.

Je puis être appelé à répondre de ce que je fais en ma qualité de président de la Haute Autorité, mais je ne peux pas l'être de ce que je pourrais avoir dit avant ma nomination. J'ai écrit vingt-trois ouvrages sur la question charbonnière et il serait vraiment extraordinaire que l'on vienne me reprocher deux ou trois phrases!

Je suis cependant heureux d'avoir l'occasion de répondre à M. Kalbitzer, pour autant que les points sur lesquels porte sa question concernent ce que j'ai dit dans le discours que j'ai fait devant l'Assemblée. J'ai parlé de l'importance relativement moindre du charbon. J'ai nourri la timide espérance que M. Kalbitzer retirerait sa question après avoir entendu ce que j'ai dit hier. Il n'était malheureusement pas présent et c'est peut-être pour cela, je pense, qu'il n'a pas renoncé à entendre ma réponse.

Quoi qu'il en soit, je persiste dans ma manière de voir : lorsque je parle d'importance relativement moindre du charbon, je parle de quelque chose qui est désormais indiscutable. Hier, je n'ai pas voulu allonger mon discours en citant de nombreux chiffres, bien que pour le préparer j'aie dû étudier attentivement de grands diagrammes et de longues listes de chiffres. Mais maintenant, il faut que je précise la question par des données de fait qui sont irréfutables.

Prenons par exemple la part qui revient au charbon dans la consommation totale de la Communauté exprimée en millions de tonnes : de 1929 à 1958, la part du charbon a passé de 85,7 pour cent à 60,5 pour cent du total. Sa part a donc diminué.

En ce qui concerne le lignite, le pourcentage a augmenté : il a passé de 8,7 pour cent en 1929 à 9,2 pour cent en 1958.

En ce qui concerne les combustibles liquides, le pourcentage a passé de 2,7 pour cent à 20 pour cent; pour le gaz naturel, le pourcentage a passé de 0 en 1929 à 2,2 en 1958.

En ce qui concerne la houille blanche, le pourcentage a passé de 2,9 en 1929 à 33,4 en 1958.

Tout cela apparaît très clairement. Prenons, autre exemple, la consommation brute d'énergie produite par le charbon. Sur la base de l'indice 100 pour 1929, on passe à 102 en 1958; pour le lignite, sur la base de l'indice 100 pour 1929, on passe à 152 en 1958; pour les combustibles liquides, sur la base de l'indice 100 pour 1929, on passe à 156 en 1958; pour le gaz naturel, sur la base de l'indice 100 pour 1929, on passe à 890 en 1958; pour la houille blanche, sur la base de l'indice 100 pour 1929, on passe à 412 en 1958. En conséquence, la quantité totale d'énergie produite en partant du charbon, a passé de 100 à 146.

C'est pourquoi, lorsque je signale l'importance relativement moindre du charbon par rapport aux nouvelles sources d'énergie, j'affirme un fait que personne ne peut nier; je n'affirme rien d'autre que la vérité.

L'auteur de la question me demande : Quelle est la source d'énergie que le président de la Haute Autorité estime plus importante que le charbon? Faut-il considérer cette déclaration comme le signe d'une modification fondamentale de la politique charbonnière de la Haute Autorité?

Mes déclarations sont une confirmation de la politique charbonnière, mais elles signifient aussi qu'on ne peut pas ne pas tenir compte de cette évolution inévitable des sources d'énergie; et la nouvelle politique en tiendra compte, en ce sens que nous devons nous occuper du charbon, mais que nous devons le faire en envisageant aussi les autres sources d'énergie. Il est bien évident qu'il s'agit d'un problème essentiellement économique.

M. Kalbitzer me pose encore une autre question.

J'ai dit — rappelle-t-il — que, bien que j'y sois peu favorable en principe, je crois aux organisations intégrées horizontales. J'ai déjà répondu longuement, et dans le monde entier

il n'est pas un économiste qui, lorsqu'on parle d'intégration économique, ne songe pas à l'intégration horizontale. Mais M. Kalbitzer me permettra de lui dire que les conclusions qu'il tire de ses questions sont quelque peu malicieuses et hors de proportion avec les prémisses.

M. Kalbitzer me demande : « Le président de la Haute Autorité se rend-il compte que par cette déclaration, il met en cause son mandat par lequel il est chargé de défendre les intérêts de la Communauté du charbon et de l'acier? » Je ne m'en rends aucunement compte — car je ne suis pas le syndic d'une faillite — parce que je ferai les plus grands efforts pour résoudre ces problèmes; j'ai le devoir de remplir la mission que le traité a confiée à la Haute Autorité.

A l'alinéa c) de la question, il est dit : « Cette déclaration doit-elle être considérée comme une prise de position dans la discussion qui s'est engagée au sujet de la réforme de la C.E.C.A.? » Sur ce point, il faut que je donne une réponse péremptoire. Il n'y a aucune prise de position, permettez-moi de le dire, parce que, si des lacunes apparaissent dans les traités et sont prouvées par les faits, ce sont les Communautés elles-mêmes qui devront s'en rendre compte les premières et faire des propositions appropriées pour y remédier.

Voilà qui est, nettement tracé, notre devoir auquel nous ne pouvons pas nous soustraire.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Kalbitzer.

M. Kalbitzer. — (A) Monsieur le Président de la Haute Autorité, si je vous ai posé cette question, c'est que, pareil à une grande partie de l'opinion publique, j'ai eu l'impression que cette interview était une des premières déclarations que vous faisiez en votre qualité de nouveau président. Si maintenant vous nous assurez que vous n'avez pas accordé cette interview comme président de la Haute Autorité, il y a naturellement une différence. C'est dans ce sens que je prends volontiers acte de votre déclaration.

D'autre part, je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir saisi l'occasion qui s'offrait

à vous de préciser complètement votre pensée. C'est pourquoi il n'y a malgré tout pas lieu de regretter que je n'aie pas retiré hier ma question, ce qui vous a conduit à préciser votre pensée. Je vous en remercie.

M. le Président. — Je suis très heureux qu'une question, qui pouvait être délicate pour notre Assemblée, nous ait conduits à cette conclusion.

10. — *Dépôt de documents*

M. le Président. — J'ai reçu les documents suivants :

— de M. Bertrand, au nom de la commission de la sécurité, de l'hygiène du travail et de la protection sanitaire, un rapport complémentaire sur les problèmes de sécurité, d'hygiène du travail et de protection sanitaire dans le cadre de la Communauté économique européenne et de l'Euratom ainsi que sur les questions du contrôle de sécurité dans le cadre de l'Euratom, en application des articles 77 à 85 du traité;

— de M. Janssen, au nom de la commission de l'administration de l'Assemblée parlementaire européenne et du budget des Communautés, un rapport sur le projet de budget supplémentaire de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique pour l'exercice 1959 relatif à la Cour de justice;

— de M. Darras, au nom de la commission du marché intérieur de la Communauté, un rapport complémentaire sur les problèmes relatifs à l'ouverture des marchés et aux régimes de concurrence soulevés par les deuxième rapports généraux sur l'activité de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique.

Ces rapports seront imprimés et distribués sous les nos 56 à 58.

11. — *Ordre du jour de la prochaine séance*

M. le Président. — Le Comité des présidents propose à l'Assemblée de modifier l'ordre du

jour de la séance de demain vendredi; celui-ci, compte tenu de la décision que l'Assemblée a prise cet après-midi, serait le suivant :

A 11 heures et, au besoin, l'après-midi :

— discussion du rapport de M. Blaisse et de la déclaration de M. Hallstein;

— présentation, discussion et vote du rapport de M. Janssen sur les projets de budget supplémentaire;

— présentation, discussion et vote du rapport de M. Bohy;

— présentation, discussion et vote des propositions de résolution.

Il n'y a pas d'opposition?

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée.

(La séance est levée à 20 h 10.)

SESSION DE SEPTEMBRE 1959

SÉANCE DU VENDREDI 25 SEPTEMBRE 1959

Sommaire

1. *Procès-verbal* 184
2. *Dépôt d'un document* 184
3. *Association économique européenne (suite). — Discussion du rapport de M. Blaisse et de la déclaration du président de la Commission de la Communauté économique européenne :*
MM. Alric, président de la commission de la politique commerciale et de la coopération économique avec les pays tiers; Van der Goes van Naters, Metzger, Pleven, président du groupe des libéraux et apparentés; Van Campen, Duvieusart, Van Campen, de la Malène, Kapteyn, le Président, Blaisse, Pleven, le Président 184
Suspension et reprise de la séance . . 202
Suite du débat sur l'association économique européenne :
MM. Furler, Kalbitzer, Caron, Scheel, Duvieusart, Kalbitzer, Richarts, Rey, membre de la Commission de la Communauté économique européenne; Blaisse, rapporteur; Kapteyn, de la Malène, Rey, le Président 202
4. *Budget supplémentaire relatif à la Cour de Justice. — Présentation et discussion d'un rapport de M. Janssen, fait au nom de la commission de l'administration de l'Assemblée parlementaire européenne et du budget des Communautés :*
M. Janssen, rapporteur 220

Lecture d'une proposition de résolution :

MM. Poher, Rey, membre de la Commission de la Communauté économique européenne; Poher, le Président . . . 221

Adoption de la proposition de résolution 221

5. *Modification de l'article 32 du règlement. — Présentation et discussion d'un rapport de M. Bohy, fait au nom de la commission du règlement :*

M. Bohy, rapporteur 222

Adoption d'une proposition de résolution 223

6. *Réponse à la déclaration du président de la Haute Autorité (suite) :*

Dépôt d'une proposition de résolution présentée par MM. Poher, Pleven et Birkelbach 223

M. Armengaud 223

Adoption de la proposition de résolution 223

7. *Protection sanitaire et sécurité du travail dans le cadre de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (suite). — Présentation et discussion d'un rapport complémentaire de M. Bertrand, fait au nom de la commission de la sécurité, de l'hygiène du travail et de la protection sanitaire :*

M. Bertrand, rapporteur 223

Adoption d'une proposition de résolution 225

8. *Ouverture des marchés et régime de concurrence (suite). — Présentation et discussion d'un rapport complémentaire de M. Darras, fait au nom de la commission du marché intérieur de la Communauté :*
M. Darras, rapporteur 225
Adoption d'une proposition de résolution 226
9. *Problèmes relatifs à la main-d'œuvre dans la Communauté européenne du charbon et de l'acier (suite). — Présentation et discussion d'un rapport complémentaire de M. Bertrand, fait au nom de la commission des affaires sociales :*
M. Bertrand, rapporteur 226
Adoption d'une proposition de résolution 228
10. *Nomination de membres de commissions.* 228
11. *Calendrier des prochains travaux de l'Assemblée* 228
12. *Procès-verbal* 228
13. *Interruption de la session* 228

**PRÉSIDENCE
DE M. VANRULLEN**

Vice-président

(La séance est ouverte à 11 h 10.)

M. le Président. — La séance est ouverte.

1. — Procès-verbal

M. le Président. — Le procès-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation?...

Le procès-verbal est adopté.

2. — Dépôt d'un document

M. le Président. — J'ai reçu de M. Bertrand un rapport complémentaire, fait au nom de la commission des affaires sociales sur :

— la politique de libre circulation de la main-d'œuvre;

— quelques aspects de la politique de la Haute Autorité en matière de construction d'habitations (voir Septième Rapport général de la Haute Autorité de la C.E.C.A. sur l'activité de la Communauté);

— certains problèmes relatifs à la main-d'œuvre des industries de la C.E.C.A.;

— l'aide aux travailleurs des entreprises charbonnières contraints à du chômage partiel collectif par manque de débouchés de l'entreprise.

Ce rapport sera imprimé sous le n° 59 et distribué.

**3. — Association économique européenne
(suite)
et discussion de la déclaration
de M. le Président de la Commission
de la Communauté économique européenne**

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion :

du rapport présenté hier par M. Blaisse, au nom de la commission de la politique commerciale et de la coopération économique avec les pays tiers, sur les problèmes relatifs à une association économique européenne,

et de la déclaration de M. Hallstein, président de la Commission de la Communauté économique européenne.

La parole est à M. Alric, président de la commission.

M. Alric, président de la commission de la politique commerciale et de la coopération économique avec les pays tiers. — Monsieur le Président, à la suite de ce qui s'est passé hier, la commission de la politique commerciale s'est réunie pour étudier la situation nouvelle créée par la déclaration de M. Hallstein.

Elle m'a approuvé d'en avoir demandé l'examen par la commission et a reconnu qu'il lui était impossible de faire une étude suffisante du mémorandum pour donner ce matin, sous forme écrite, des conclusions précises à l'Assemblée. Elle se réserve de continuer l'étude de ce problème et demandera certainement l'inscription d'une discussion à une prochaine session. Cependant, elle pense pouvoir déjà remercier la Commission exécutive de l'initiative qu'elle vient de prendre pour contribuer à réaliser des solutions pratiques.

La commission de la politique commerciale, si elle s'était placée uniquement sur le terrain technique, aurait dû demander le renvoi à une prochaine session de la suite de la discussion; mais elle comprend le désir des groupes politiques de donner leur avis rapidement sur ce problème d'actualité et c'est pour cela qu'elle maintient en discussion le rapport de M. Blaisse sous sa forme actuelle, sous réserve des compléments ultérieurs et de l'appréciation finale du mémorandum Hallstein, comme il a été signalé au début.

M. le Président. — La parole est à M. van der Goes van Naters.

M. van der Goes van Naters. — Monsieur le Président, j'indiquerai tout de suite ce qui m'amène à prendre la parole maintenant.

Nous nous occupons trop peu ici de la psychologie de nos six peuples. Parmi ces peuples, les Hollandais sont évidemment les plus « atlantiques », mondiaux et navigateurs.

Que les Italiens soient partisans des Six, personne ne s'en étonne, il n'y a pas pour eux d'alternative. Mais pour la Hollande, comme pour le Danemark, il y en a eu une. C'est pourquoi les Hollandais, après leur choix de 1957, sont les Européens les plus convaincus; il leur a fallu lutter également à l'intérieur pour leur conviction.

Le groupe de travail pour les élections européennes, réuni la semaine dernière à La Haye, a constaté avec surprise cette ferme conviction de 90 pour cent de notre population. Mais il ne faut pas nous rendre la situation trop difficile.

Vous, Monsieur Hallstein, qui vous taisez au sujet de la Grande-Bretagne, qui ne parlez jamais et nulle part de l'Organisation européenne de coopération économique, qui passez si aisément du cadre communautaire au cadre mondial, vous nous rendez la vie trop difficile. Si vous ne désirez pas une désintégration morale de la Communauté, si vous tenez aussi à la participation des trois puissances, petites et moyennes, faites attention!

Ne pensez pas que je parle ici, comme la semaine passée, en rapporteur du Conseil de l'Europe. En cette dernière qualité d'ailleurs, j'ai toujours agi en membre des Six, ce que l'on accepte volontiers là-bas puisque les Six sont partie intégrante dudit Conseil. Il me paraît utile de le rappeler.

Monsieur le Président, il existe encore des pays et des fédérations, pour la plupart neutralistes, où la politique intérieure précède, prime même la politique extérieure. Qui ne se souvient de la politique américaine d'avant Pearl Harbor et du soulagement que nous avons éprouvé en constatant que cette politique avait pris fin pour toujours? En effet, politique intérieure et politique extérieure ne se font pas séparément. Cela vaut aussi pour le sujet du droit des gens qui s'appelle « la Communauté européenne ». Pour elle aussi, la politique extérieure n'est pas une affaire que l'on peut toujours renvoyer à plus tard; elle doit être définie dès maintenant.

C'est pourquoi, à présent, un examen de nos relations avec les pays tiers s'impose. Dans l'intérêt de la Communauté, il faut que ces relations soient bonnes. Or, à cet instant, elles ne le sont pas tout à fait. Ce n'est donc pas un problème qui regarde les autres; c'est nous qu'il concerne.

D'ailleurs, le problème de l'association n'est pas limité au château de la Muette ou à Saltsjöbaden; il s'étend aux pays non européens en développement, catégorie d'une grande importance politique négligée par les pays de Stockholm. Il concerne aussi l'association de la Grèce et de la Turquie.

En principe, nous sommes d'accord sur cette association gréco-turque. Mais il aurait fallu consulter préalablement le Parlement, en tout cas ses commissions compétentes. Nous ne de-

vons pas être placés devant des surprises dont les journaux nous informent avant l'exécutif.

La Commission voudra-t-elle consulter l'Assemblée, surtout au cas où des adhésions pourraient modifier le caractère même de la Communauté? Jusqu'à présent, un trop grand immobilisme diplomatique a caractérisé notre Communauté. Le deuxième mémorandum, que le président Hallstein a bien voulu résumer devant nous, changera-t-il cette situation?

Ce qui me gêne, Monsieur le Président, ce n'est pas que l'on prenne nettement position pour ou contre une association européenne. Non! On prétend toujours être favorable à une association multilatérale dans le cadre de l'O.E.C.E., comme dernièrement dans la résolution du 16 mars du Conseil de ministres, mais on ne propose rien pour la réaliser dans les faits et, par malheur, le nouveau mémorandum ne fait pas exception à cette règle.

Pendant ce temps, les Sept s'organisent; espérons que ce ne sera pas contre nous.

Au sein de Benelux, des voix s'élèvent pour aboutir à un groupement intermédiaire, comme le groupe d'Oslo avant la guerre. Ceci est tout à fait impossible et le gouvernement néerlandais l'a clairement déclaré devant le Parlement national : en politique commerciale, aucun des Six ne doit se désolidariser des autres.

En ce qui concerne les « non Six », on ne peut pas dire que Stockholm ait conduit à un refroidissement. Au contraire, au Conseil de l'Europe, la semaine passée, un accord de principe est intervenu sur l'offre, à présent renouvelée, de la Commission européenne de consentir des contingents tarifaires aux pays en difficulté et sur la nécessité d'une coordination des politiques commerciales, économiques et sociales au sein d'une association multilatérale.

A la vue de ces perspectives, on peut se demander si la Commission européenne n'est pas devenue trop timide en ce qui concerne les chances d'une telle association.

Monsieur le Président, le deuxième mémorandum Hallstein n'est pas ici un document officiel. A juste titre, puisque son caractère diffère du premier. Cette fois, il ne s'agit que d'un document de travail pour le comité Rey.

Toutefois, je crois pouvoir résumer une de ses thèses comme suit : plus forte et solide sera la Communauté et plus grandes seront ses possibilités de coopération avec les pays européens. J'ai déjà démontré, je crois, que cette thèse n'est pas valable et que, dans l'intérêt direct de la Communauté, cette coopération s'impose dès maintenant.

Le président Hallstein a parlé hier de la nécessité de « vendre » nos idées chez nous. L'expression est bien choisie. Mais je me demande comment on pourrait vendre les siennes en Hollande où l'on se rappelle toutes ses affirmations quant à la nécessité d'une association européenne sur laquelle on se tait maintenant.

Certes, je peux « vendre » ses idées sur une possibilité de plainte de pays tiers désavantagés, auxquels on pourrait accorder des contingents tarifaires. Je peux « vendre » ses opinions sur notre responsabilité à l'égard des pays du monde en cours de développement, responsabilité qui n'a pas encore été exprimée par les Sept de Stockholm. Mais je ne peux pas « vendre » un document où l'on reste muet, après maintes déclarations, platoniques, je finis par le craindre, sur une collaboration dans le cadre de l'O.E.C.E.

Je m'explique. Je ne veux pas séduire le président Hallstein par des déclarations vaines qui ne seront jamais honorées. Il faut en finir avec cette habitude! Même si la Commission disait : Notre seul point de départ réaliste ne pourrait être que le fameux mémorandum français s'opposant au plan Maudling, nous pourrions l'accepter à condition que, maintenant, le mémorandum français soit sanctionné aussi par les Français. Un point de départ réaliste l'emporte toujours sur un point de départ irréaliste. Il importe donc que nos collègues français nous donnent leur avis en toute franchise.

Que veulent-ils? Une communauté complètement fermée et isolée? Ou bien, au contraire, suivant l'exemple de leur propre économie actuelle, des fenêtres ouvertes? Honorent-ils la décision du Conseil en date du 16 mars, votée aussi par M. Couve de Murville, qui parle de l'association européenne multilatérale comme d'un objectif direct? Sinon, quel est l'autre terme de leur alternative?

Nous, Monsieur le Président — je parle d'abord des Hollandais — nous ne voulons

plus jamais être séparés de la France. Que les Français nous précisent du moins où se trouve pour eux la ligne de partage ! Nous emploierons toute notre bonne volonté à les y rejoindre.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Metzger.

M. Metzger. — (A) Monsieur le Président, lorsque nous parlons des questions relatives à une association économique européenne, nous devrions en tout cas nous efforcer de dégager autant de points communs que possible afin de donner du poids à notre volonté. Nous constatons ainsi, quand nous regardons autour de nous dans les assemblées européennes, qu'il y a bon nombre de points de vue communs et de possibilités de trouver une voie commune.

Au sujet du deuxième mémorandum de la Commission de la C.E.E. qui nous a été présenté hier, on peut bien dire qu'il doit être considéré en liaison avec le premier. J'admettrai — et je pense que la Commission sera d'accord avec moi — que le deuxième mémorandum n'est pas en contradiction avec le premier, mais qu'au contraire il le développe et le précise.

Mais s'il en est ainsi, nous avons lieu de signaler quelques points qui ont déjà été exposés très clairement dans le premier rapport. Une autre assemblée parlementaire, l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, où sont également représentés des pays qui ne font pas partie de la Communauté des Six, s'est aussi occupée de ces questions et s'est efforcée, d'une manière très judicieuse à mon avis, de dégager les points communs et les éléments positifs du mémorandum de la Commission de la C.E.E. Nous devrions tous — et c'est pourquoi j'attache tant d'importance à cet échange de vues — encourager la Commission de la C.E.E. à prendre effectivement les mesures qu'elle a dégagées d'une manière positive et à aller de l'avant dans la voie tracée.

Nous avons parlé hier de la question des relations multilatérales. M. Blaisse a demandé à la Commission de la C.E.E. si elle se prononce en faveur de ces relations multilatérales. Je crois qu'on peut dire que dans le premier mémorandum la Commission a pris nettement

position à ce sujet. Je me permets de renvoyer au point 14 où elle exprime sa manière de voir en disant qu'il faut chercher une solution multilatérale. Puis elle déclare dans ce paragraphe :

« Par contre, l'accord général à dégager doit autant que possible avoir un caractère multilatéral. Il ne saurait y avoir de doute ou d'équivoque sur ce point. »

Sur cette question, la Commission de la C.E.E. a donc pris très nettement position.

Je dois dire que la réponse que M. le président Hallstein a donnée hier à la question de M. Blaisse m'a paru un peu moins ferme. Mais je veux quand même admettre que la Commission de la C.E.E. maintient la position de principe qu'elle a défendue dans son premier mémorandum.

Il est hors de doute — et à mon avis nous devons le souligner — qu'il ne nous faut pas procéder d'une manière dogmatique. Nous avons tout lieu de chercher des solutions aussi souples que possible. Il y a certainement aussi des problèmes d'espèce qui doivent être résolus par la voie bilatérale. Mais ce qui importe, c'est la vue d'ensemble et la voie à suivre.

A ce propos, il est extrêmement intéressant de noter que l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe où sont aussi représentés — je le répète — des pays qui ne font pas partie de la Communauté des Six, a également adopté une position très nette. Elle a déclaré, par exemple, qu'elle estime nécessaire et souhaitable que des relations économiques s'établissent entre la C.E.E. et les autres pays de l'O.E.C.E. sur une base multilatérale grâce à une association économique européenne. C'est une profession de foi très nette. Nous devrions être heureux que l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe ait pris à cet égard si nettement position. Cela renforce considérablement, à mon avis, notre propre position. Nous devrions non seulement accepter avec reconnaissance cet appui qui nous vient de l'Assemblée consultative, mais nous devrions aussi veiller à lui donner la publicité nécessaire.

Lors des derniers travaux du Conseil de l'Europe, le rapporteur de la commission économique de l'Assemblée consultative du Conseil

de l'Europe, M. Heckscher, a attiré avec raison l'attention sur le fait que la résolution 202 de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe du mois d'avril n'a pas éveillé suffisamment d'écho et cela notamment chez les gouvernements. Nous devons aussi prendre cette observation pour nous. Chez nous, cette résolution n'a pas trouvé non plus suffisamment d'écho.

Dès le mois d'avril, l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe s'est sérieusement occupée de ces questions. Elle en a maintenant repris l'examen. Quant à nous, qui en définitive sommes l'assemblée compétente, nous aurions tout lieu non seulement de suivre cet exemple de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, mais encore de prendre les devants.

Mais du moment que ces déclarations positives ont été faites, nous devrions nous en réjouir et veiller à ce que les points de vue communs soient présentés en commun — avec autant de fermeté que possible. La Commission de la C.E.E., l'Assemblée consultative et l'Assemblée parlementaire européenne sont d'accord sur ce point. En effet, depuis longtemps et à maintes reprises, l'Assemblée parlementaire européenne s'est prononcée dans ce même sens.

Mais le Conseil de la C.E.E. s'est aussi prononcé sans équivoque dans ce sens. C'est encore un fait que nous devons signaler. Nous devons faire grand cas de déclarations de cette sorte et insister pour que les organes en question ne s'en écartent pas. A sa réunion du 3 décembre 1958, le Conseil a déclaré par exemple que « soucieux de poursuivre les efforts en vue de la création d'une association multilatérale entre la C.E.E. et les autres pays de l'O.E.C.E. », il demande à la Commission de prendre les mesures ultérieures opportunes.

Cette tâche n'a pas non plus été retirée à la Commission, qui en demeure donc expressément chargée et devrait poursuivre ses travaux dans le sens indiqué.

Dans nos efforts, nous ne devrions donc pas procéder d'une manière dogmatique — et sur ce point il faut que nous soyons d'accord — sans pourtant perdre de vue la direction à suivre ni nous en écarter, il nous faut apporter à la Commission de la C.E.E. notre appui pour qu'elle puisse progresser dans cette voie.

Nous devrions être reconnaissants à la Commission d'avoir présenté son deuxième mémorandum à notre Assemblée, d'avoir pris notre Assemblée comme tribune. Ce faisant, elle a reconnu la compétence de l'Assemblée et admis la nécessité d'une collaboration étroite entre la Commission et l'Assemblée, et cela précisément aussi dans cette question. Nous ne devrions pas sous-estimer ce fait; nous devrions le souligner très nettement, comme j'espère l'avoir fait ici.

Dans son premier mémorandum, la Commission de la C.E.E. a déjà fait nombre de propositions tout à fait pratiques. Nous devrions aller de l'avant dans cette voie. Elle a proposé, par exemple, que l'on cherche des solutions temporaires tout en se préoccupant de trouver des solutions définitives d'ici quelques années, peut-être dans deux ou trois ans, qu'on examine à tête reposée ces solutions définitives, mais qu'on veille à préparer les solutions définitives au moyen de solutions temporaires. Elle a proposé — bien qu'elle ne le souligne plus aussi expressément dans le second mémorandum, il résulte cependant des explications données qu'elle n'a pas changé d'avis — que les négociations doivent se poursuivre dans le cadre de l'O.E.C.E.

Je pense que c'est là une idée fort juste. Nous devrions nous servir de ce qui existe. Nous ne devrions pas non plus faire preuve de trop d'originalité; ce n'est pas cela qui importe. Parfois, on veut essayer de briller en émettant des idées originales. Mais cela n'a pas une importance décisive. Ce qui importe, c'est que nous fassions un bon travail d'artisan qui aboutisse à un résultat. Nous sommes des gens de la pratique. C'est pourquoi nous n'avons pas non plus à nous préoccuper beaucoup des théories. Nous devons arriver à un résultat pratique. Nous le pourons, si nous tirons parti dans une bien plus large mesure que cela n'a été le cas, des travaux préparatoires et des possibilités qui existent déjà.

C'est pourquoi j'estime que l'idée de se servir de l'O.E.C.E. est vraiment féconde et juste. Nous avons des possibilités que nous ne devons pas négliger. Dans son rapport, M. Blaisse s'est demandé par quelle voie, grâce à quelles institutions on peut faire avancer la question de l'as-

sociation. Il a indiqué deux possibilités. Il a estimé que, d'une part, les 17 pays groupés au sein de l'O.E.C.E. pourraient négocier entre eux et que, d'autre part, on devrait tenir compte du fait qu'il y a, d'un côté, la C.E.E., de l'autre, un groupe de sept États en voie de formation, et enfin les autres pays européens qui se tiennent en dehors de ces deux groupes. Il propose que les deux groupes activent leurs négociations, estimant en conséquence qu'il y a lieu d'écarter la première solution.

Je pense, Monsieur Blaisse, que l'on peut parfaitement trouver une possibilité de concilier les deux idées. En réalité, cette possibilité a déjà été trouvée. Au sein de l'O.E.C.E., il ne peut évidemment plus y avoir de négociations bilatérales entre les dix-sept États. Mais dans le cadre de l'O.E.C.E., il est parfaitement possible que les groupes existants ou en voie de formation discutent entre eux, c'est-à-dire que les Six et les Sept négocient ensemble sans que les États qui n'appartiennent pas à ces groupes soient oubliés.

Cette idée a aussi été exprimée clairement dans le mémorandum. Nous voulons remplir le devoir qui nous incombe précisément à l'égard des faibles. Il serait regrettable que nous nous préoccupions uniquement de la question de savoir comment les Six et les Sept pourront s'entendre et que nous négligions les autres États européens. Si nous poursuivons les négociations dans le cadre de l'O.E.C.E., les autres États seront directement présents et pourront faire valoir aussi leurs droits et collaborer au résultat des négociations. Cela paraît extrêmement important. C'est pourquoi, Monsieur Blaisse, je pense que les points 1 et 2 peuvent parfaitement être combinés. En pratique, on devrait veiller, comme la Commission de la C.E.E. le propose, à ce que l'O.E.C.E. soit à la base des négociations.

En outre, il a été proposé de recourir encore dans une plus forte mesure aux services et aux institutions de l'O.E.C.E. C'est ainsi que l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe a proposé que les négociations se poursuivent à la Commission exécutive de l'O.E.C.E., laquelle préparerait les décisions que le Comité des ministres de l'O.E.C.E. doit prendre.

On peut discuter des détails de la procédure. Dans son deuxième mémorandum, M. Hallstein

a parlé, par exemple, d'une « Commission de contact européenne ». C'est au fond quelque chose de semblable. Sera-ce la Commission exécutive qui s'engagera dans cette direction? Ou bien constituera-t-on une Commission de contact européenne à cet effet? Confiera-t-on certaines tâches à l'une des commissions et d'autres tâches à l'autre? Voilà, à mon avis, des questions secondaires. On pourra certainement s'entendre si on est d'accord sur le principe. En réalité, il faudra veiller à ce que les différents groupes et aussi les États qui ne font pas partie d'un groupe aient, dans le cadre de l'Europe, la possibilité de négocier ensemble sur une base solide et de se faire entendre : or, cette base solide est sans aucun doute l'O.E.C.E. qui cependant a souvent négligé de faire usage de ses nombreuses possibilités.

L'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe a rappelé avec raison que le Comité des ministres de l'O.E.C.E. a des pouvoirs de décision. Mais il doit malheureusement prendre ses décisions à l'unanimité, ce qui entraîne certaines difficultés. Si nous arrivons à une association européenne, on ne pourra plus admettre à la longue que chacun puisse empêcher par son vote l'adoption de décisions importantes. Il faudra donc se demander si le principe de l'unanimité doit être maintenu. Mais c'est là une question qui ne se pose pas encore.

Tout d'abord, on devait faire les premiers pas et prendre des mesures dans l'immédiat. Ce qui nous a été proposé dans le deuxième mémorandum, ce sont en effet principalement des mesures immédiates, des mesures qui préparent aussi l'atmosphère et qui doivent créer la possibilité de faire aboutir des négociations ultérieures.

Que l'Europe des Sept se consolide davantage encore, ce n'est pas, selon moi, à coup sûr un mal. En effet, les Sept aussi se chamailleront inévitablement entre eux. Là encore, chaque État devra faire des concessions. Quand on conclut un traité — à moins qu'il s'agisse d'un traité imposé, cas dans lequel l'un des partenaires dicte les conditions et l'autre obéit; mais en l'occurrence, il ne saurait en être question — on est obligé de faire des concessions. Au fond, un traité n'est rien d'autre qu'une transaction.

Ce que les pays du groupe des Sept ne voulaient peut-être pas faire dans le cadre de la C.E.E. et ne pouvaient peut-être pas faire non plus, ils seront obligés de le faire au moins dans une certaine mesure dans le cadre de leur groupe des Sept. Il devra nécessairement être procédé à des rapprochements qui, comme je veux l'admettre — M. Blaisse l'a aussi dit et je suis d'accord avec lui — nous permettront de nous unir plus facilement.

L'évolution se présente ainsi sous des aspects tout à fait prometteurs; elle annonce de meilleures possibilités pour la constitution d'une association.

C'est pourquoi je ne désire pas tant mettre au premier plan la question dogmatique que M. le président Hallstein a soulevée hier, à savoir ce que sont les Six et ce que sont les Sept. M. Hallstein a estimé hier que la Communauté des Six a un objectif politique, tandis que la Communauté des Sept a un objectif économique. A mon avis, nous ne devrions pas tellement nous en préoccuper. En effet, cela nous ramène trop aux questions dogmatiques et nous éloigne trop des questions pratiques auxquelles nous nous sommes attachés.

Si la politique est ce qu'elle devrait être, à savoir l'organisation de la vie en commun des hommes, alors on trouvera de la politique dans tous les domaines où nous organisons la vie en commun. Qu'il s'agisse du domaine économique, du domaine culturel ou du domaine de la politique étrangère, il y aura alors partout de la politique.

Nous devrions nous féliciter des progrès accomplis en matière d'organisation de la vie en commun et en particulier d'organisation de la vie économique en commun. Les progrès seront plus grands au sein de la C.E.E. que chez les Sept.

L'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe a déjà souligné très nettement et avec raison qu'au cours des négociations il ne devra pas être touché à l'intégrité de la C.E.E. Je pense que sur ce point il n'y a pas de doute. S'intégrer, ce n'est pas se retrancher si fortement en soi-même que l'on ne puisse plus parler avec le voisin, que l'on ne puisse pas faire des concessions sur un point ou sur un autre. A mon

avis, l'intégrité et la souplesse ne s'excluent pas nécessairement.

L'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe a également approuvé l'idée — et nous nous en félicitons aussi — que la coopération économique doit se consolider au sein de l'O.E.C.E. et dans l'esprit du G.A.T.T. Cette idée est bien conforme à ce que l'exécutif nous a exposé hier au sujet de la liaison avec les États-Unis, le Canada, etc. A cet effet, il faudra vivifier les idées du G.A.T.T. Ce ne sera pas non plus une tâche très facile. Mais la tâche est là et nous ne devons pas la négliger.

Dans son premier mémorandum, la Commission de la C.E.E. avait encore fait une proposition très importante. Aux termes de celle-ci, la Communauté économique européenne doit aussi témoigner de sa souplesse en indemnisant les États plus faibles pour les dommages qu'ils ont subis du fait de la création de la Communauté. Elle a proposé que dans le cadre de l'O.E.C.E. il soit institué une procédure de recours ou d'arbitrage. Les États lésés, c'est-à-dire les États faibles, devront ainsi avoir la possibilité de faire valoir le fait qu'ils ont subi un préjudice à la suite de telle ou telle mesure. La procédure d'arbitrage peut alors aboutir au paiement d'une indemnité.

Cette idée est importante non seulement du point de vue économique, mais aussi du point de vue psychologique et, par suite, politique. En effet, si les autres pays de l'Europe ont le sentiment que la C.E.E. agit sans mesquinerie, qu'au contraire elle fait preuve de largeur de vues, qu'elle est prête à accorder des indemnités, ils négocieront naturellement avec beaucoup plus de confiance, sur une tout autre base que s'ils ont l'impression que la C.E.E. se retranche derrière ses murs et veille anxieusement à ne renoncer à aucun de ses droits.

La décision rendue à la suite d'une telle procédure d'arbitrage serait au fond une décision bilatérale. On pourrait arriver également à cette décision par voie de négociations bilatérales entre la C.E.E. et un État ou un autre dans les cas où il s'agit de faire l'entente sur des questions d'espèce particulièrement épineuses.

Peu importe, en principe, que l'on recoure à un traité ou à une sentence arbitrale, la voie suivie est la même. Nous devrions absolument

nous prononcer en faveur de cette procédure. Nous devrions précisément considérer le tribunal d'arbitrage comme un facteur important du progrès : il nous permet d'espérer que nous pourrions arriver, là aussi, à une détente psychologique.

Nous avons donc tout lieu non seulement de réfléchir à ce que la Commission et l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe ont dit, mais encore d'aider à dégager les points de vue communs, afin de donner une impulsion, afin que la Commission ait aussi l'appui dont elle a besoin et trouve le courage nécessaire, afin qu'elle se sache épaulée et qu'elle soit stimulée à aller de l'avant, pour autant que ce soit nécessaire, dans une direction déterminée. Nous devons nous entraider pour aller de l'avant dans la voie nécessaire. A cet effet, il nous faut aussi nous encourager les uns les autres.

Nous devons naturellement aussi procéder encore à un examen approfondi des questions d'ordre institutionnel à la commission des affaires politiques. Je regrette que cette commission n'ait pas eu dès maintenant la possibilité de prendre position à ce sujet. Mais je pense que l'importance de ces questions apparaît clairement; elles ne sauraient être dissociées des questions économiques. En effet, nous avons atteint aujourd'hui un stade où il importe de se préoccuper de la voie à suivre — et en l'espèce il s'agit aussi de savoir dans le cadre de quelle institution cette voie doit être suivie — pour prendre des décisions et pour contribuer à nous faire progresser.

Si nous examinons la situation dans son ensemble et que nous considérons aussi les déclarations faites par la Commission de la C.E.D. dans son premier et son deuxième mémorandums — je répète que ces deux documents, loin de pouvoir être dissociés, constituent un ensemble; c'est là le point de vue qui devrait être le nôtre — nous avons tout lieu d'aborder avec espoir la tâche dont nous devons nous acquitter en commun.

Il importe que nous nous rendions compte de la responsabilité qui nous incombe en tant qu'Assemblée parlementaire européenne; il faut que nous disions notre mot et que nous fassions le nécessaire. Nous ne pouvons pas dire : Pour

l'instant, laissons aller les choses! Bien au contraire, nous devons participer aux discussions et aux actes.

(*Applaudissements.*)

M. le Président. — La parole est à M. Pleven au nom du groupe des libéraux et apparentés.

M. Pleven, président du groupe des libéraux et apparentés. — Monsieur le Président, mes chers collègues, le groupe des libéraux et apparentés a été sensible hier à l'argumentation de ceux de nos collègues qui, tel M. Duvieusart, avaient marqué l'intérêt que présente, pour le rôle et le prestige de notre Assemblée, la nécessité pour elle de dire, avant la fin de la session, ses premières impressions sur les propositions contenues dans le mémorandum dont M. Hallstein a bien voulu faire connaître les dispositions à l'Assemblée lors de sa déclaration.

C'est dans cet esprit que le groupe des libéraux et apparentés a consacré sa réunion de ce matin à l'examen de ce mémorandum. Il est bien évident que l'on ne peut, dans une réunion de deux heures, rassembler toutes les conséquences, toutes les incidences, toutes les implications d'un document de cette importance et qui avait incontestablement fait l'objet d'études approfondies de la part de la Commission. Mais l'on peut dégager une première impression, une opinion moyenne, et c'est parce que nous pensons qu'il peut être utile à la Commission européenne de connaître cette opinion moyenne de l'ensemble des membres d'un groupe qui est l'un des groupes nombreux de cette Assemblée, que je voudrais, très succinctement, présenter à celle-ci les observations qu'a suscitées chez nous l'exposé de M. Hallstein.

Il va sans dire que, dans notre esprit, la discussion de ce matin ou de cet après-midi n'épuise pas le débat et que, comme l'a précisé le président de la commission de politique commerciale, nous aurons l'occasion d'en débattre à nouveau lors de la prochaine session de l'Assemblée parlementaire européenne.

Après la lecture du mémorandum de M. Hallstein, une première question vient naturellement à l'esprit de ceux qui se penchent sur son contenu : Était-il opportun, est-il de bonne poli-

tique pour la Communauté économique européenne de prendre actuellement une initiative?

Je ne veux pas faire de rappel historique, mais nous avons tous présent à la mémoire le souvenir des conditions malheureuses dans lesquelles se sont terminées les discussions au sein du Comité Maudling à la fin de l'année dernière. Nous n'avons pas eu, je puis bien le dire, au cours des sept derniers mois, de très grandes preuves de bonne volonté de la part de ceux qui ont été les instigateurs de ce qu'on appelle aujourd'hui la petite zone de libre-échange, et l'on pouvait se demander s'il était de bonne tactique de présenter des propositions maintenant.

L'avis d'ensemble de notre groupe est que la Commission européenne a raison de prendre aujourd'hui une initiative. La position de notre Communauté comme celle de ceux qui ont été les auteurs du traité de Rome, a constamment été de dire que nous devons faire preuve d'une bonne volonté permanente à l'égard des pays qui, pour une raison ou pour une autre, n'adhèrent pas à notre traité.

Par conséquent, nous approuvons la décision prise par la Commission économique européenne de faire ce nouveau geste de bonne volonté à l'égard des pays tiers. Mais nous l'approuvons surtout parce que nous sommes très sensibles aux arguments qu'a rappelés tout à l'heure encore M. Van der Goes van Naters. Nous sommes très sensibles aux préoccupations que manifestent, c'est notoire, au sein de notre Communauté certains pays dont les intérêts fondamentaux peuvent être incontestablement touchés par la création d'une petite zone de libre-échange. Nous considérons que tous les pays membres de la Communauté ont le devoir de se montrer de bons partenaires, de bons associés et que, du moment que le bât nous blesse en quelque endroit — je le dis à notre collègue hollandais — nous avons le devoir de faire ce que nous pouvons pour que le fardeau soit allégé, pour que les risques soient atténués et que, si possible, ils disparaissent.

Par conséquent, je vous le dis franchement, nous sommes d'accord sur l'initiative que vous prenez et nous souhaitons qu'elle réussisse.

D'accord sur le principe de cette initiative, nous avons naturellement examiné ce qu'elle

contenait et nous avons eu ensuite à nous demander si les propositions que vous allez faire sont telles que nous puissions les approuver.

Vous proposez un certain nombre de mesures de désarmement contingentaire. Je dis tout de suite que nous ne formulons aucune objection à l'encontre de ces mesures, à condition, bien entendu, qu'elles se situent toujours dans un cadre de réciprocité. Nous n'estimons pas avoir commis une faute quelconque contre l'Europe en constituant la Communauté économique européenne; nous n'avons cherché à nuire aux intérêts de personne. Par conséquent, la réciprocité doit toujours rester la règle des concessions que vous ferez en matière contingentaire, et c'est parce qu'ils estiment que ce principe de réciprocité doit être la règle que vous devez toujours observer, qu'en revanche, je le dis très clairement, la plupart des membres du groupe des libéraux et apparentés sont beaucoup plus réservés en ce qui concerne cette partie des mesures tarifaires que vous proposez et qui, sous le titre de mesures immédiates, signifient qu'unilatéralement nous réduirions de nouveau de 10 % notre tarif douanier.

Oh ! je sais bien que ce tarif douanier sera, de toute manière, réduit de 10 % au cours de l'année 1960; mais, mes chers collègues, nous devons nous souvenir que lorsque, au 1^{er} janvier de cette année, nous avons réduit unilatéralement notre tarif douanier, nous avons émis l'espoir que ce geste de bonne volonté entraînerait une réponse. Or, cette réponse n'est jamais venue. Les pays tiers ont empoché, si je puis dire, la concession douanière qui leur était faite, puis rien n'a marqué, je ne dis pas quelque gratitude, mais quelque sentiment que, dans le monde où nous vivons, il est naturel qu'à une concession en réponde une autre.

C'est pourquoi je me demande si vraiment même sur le plan politique, sur le plan tactique, il est très heureux que vous proposiez tout de suite une réduction tarifaire de 10 % sans contrepartie.

Une troisième question a retenu particulièrement l'attention du groupe des libéraux et apparentés, c'est la proposition que vous faites de créer une commission de contact européenne. Je crois que cette commission constitue une des

pièces maîtresses de votre mémorandum; elle figure discrètement sous le titre « procédure ». Mais nous savons tous que la procédure a quelquefois une importance considérable et je voudrais alors, avec beaucoup de précision, vous dire les réflexions que nous a inspirées votre intention de constituer cette commission de contact.

Commission de contact? Oui! Il est incontestable qu'elle doit exister, mais il faut savoir comment elle fonctionnera, et je peux dire que l'unanimité de notre groupe a gardé un si mauvais souvenir des négociations qui se sont déroulées à la commission de coopération avec l'O.E.C.E. que nous ne voudrions en aucune manière que la commission de contact fût un moyen de replacer la Communauté dans une situation analogue à celle dont vous avez connu la triste issue au mois de décembre dernier.

Nous considérons que les termes de référence du mémorandum doivent être observés *stricto sensu*. Nous souhaitons donc que cette commission de contact fonctionne et qu'elle recherche des solutions aux difficultés qui se produiraient, mais seulement lorsque ces difficultés se seraient produites ou lorsqu'elles apparaîtraient. Je veux dire par là qu'il ne s'agit pas pour nous d'inciter la commission de contact à se saisir, sur des vues théoriques, de tel ou tel problème. Nous désirons — c'est bien là, je crois, l'esprit des propositions de votre mémorandum — qu'elle soit toujours appelée à discuter de problèmes concrets.

Ce qui nous a plu dans l'initiative que vous prenez, c'est que vous cessiez de rester sur le domaine des principes et que vous cherchiez à aborder les problèmes d'une façon concrète. Nous croyons que cette méthode a beaucoup plus de chance d'aboutir à des résultats que celle qui a été suivie l'an dernier.

Notre groupe souhaite donc qu'au cours de vos négociations, la commission de contact ne change pas de nature et que ce qui est dit de sa mission, à savoir « procéder à l'examen des courants commerciaux entre le Marché commun et ses partenaires et déterminer les secteurs dans lesquels l'évolution des échanges fait apparaître des difficultés dans un sens et dans l'autre, soit pour les gouvernements, soit pour les entreprises, d'autre part, proposer des solu-

tions concrètes pour remédier aux difficultés constatées », nous souhaitons, dis-je, que ces termes ne soient pas sensiblement modifiés.

Cela posera certainement quelques questions de détail sur lesquelles vous ne nous avez pas donné de précisions, mais qui ont tout de même leur importance. L'une d'elles porte sur le lieu où siégera la commission de contact.

Je dis à M. Metzger que, personnellement, je ne crois pas qu'il serait sage que la commission de contact fût située à l'O.E.C.E. Il serait préférable, me semble-t-il, qu'elle fonctionnât à Bruxelles ou, si Bruxelles apparaît comme trop voisine de la Communauté économique européenne, à Genève, sous la protection du G.A.T.T. Nous pensons qu'il convient de bien préciser, par le lieu même où la commission de contact fonctionnera, qu'elle se rattache très directement à la Communauté économique européenne.

Dans le mémorandum, vous avez indiqué que l'orientation de la politique commerciale de la Communauté économique européenne devait être nettement libérale. Ce n'est pas le groupe des libéraux qui peut avoir quelque critique à formuler à l'encontre de cette orientation. Nous sommes, en effet, persuadés que, si la Communauté économique européenne fonctionne bien, la vigueur de son économie sera telle qu'elle pourra se permettre d'avoir une politique de plus en plus libérale.

Sur cette orientation, nous n'avons donc pas d'objections à présenter. Mais nous vous rappelons que si l'un des buts de la Communauté consiste précisément à développer de plus en plus les échanges entre elle et les pays tiers, un autre de ses objectifs, qui est essentiel, est de réaliser un grand espace économique européen organisé, avec un tarif douanier commun. Nous ne voudrions pas qu'au cours de vos négociations, cette préoccupation du tarif douanier périphérique commun eût tendance à s'éloigner quelque peu de votre esprit.

Pour nous, les deux choses doivent aller de pair et, d'une manière générale, tout en étant, comme je l'ai dit, favorables à une orientation libérale de la politique économique européenne, nous vous signalons que nous sommes naturellement très désireux de voir accélérer l'exécution du traité entre les six pays partenaires et

— ce qu'on nous a laissé entendre — réduire la période transitoire, de façon que, le plus tôt possible, le bloc des six pays constitue une entité économique vigoureuse et organisée.

Voilà, très succinctement exposé, Monsieur le Président de la Commission de la C.E.E., ce qu'au nom de mon groupe j'étais chargé de vous dire.

Je terminerai par une observation qui a pour objet — mais je suis persuadé que c'est superflu — de vous inciter à la prudence. Je vous le répète, nous sommes heureux que vous ayez pris cette initiative; nous désirons très sincèrement qu'elle aboutisse. Mais vous devez vous rendre compte que, du fait des circonstances, parce que vous avez été amené à préciser clairement les propositions de la C.E.E., votre mémorandum risque d'être considéré par ceux qui seront vos interlocuteurs comme une base de discussion, une base de départ.

Or, dans l'état d'esprit où nous sommes, sous réserve des réflexions supplémentaires qui nous seront inspirées par le rapport qui nous sera présenté à la prochaine session après un examen approfondi de la commission de la politique commerciale et de son distingué rapporteur M. Blaisse, sous réserve de ce que nos propres études nous amèneront à découvrir encore en étudiant votre mémorandum, nous avons le sentiment que ce qui représentera sans doute pour vos interlocuteurs une base de départ constitue, pour les membres de la C.E.E., en particulier pour certains pays tel celui auquel j'appartiens, presque un aboutissement des négociations et que, par conséquent, la marge de négociation dont vous disposez sur vos propositions est assez étroite. Je pensais avoir le devoir de vous le dire.

Je le répète, Monsieur le Président, au nom du groupe des libéraux et apparentés, je souhaite le plus vif succès à l'initiative que vous avez prise.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. van Campen.

M. van Campen. — (N) Monsieur le Président, nous pouvons être reconnaissants au

président de la Commission de la C.E.E. d'avoir parlé avec tant de franchise, comme il l'a fait hier.

Si le rapport de la commission de la politique commerciale était encore placé sous le signe de l'approche directe de la question de l'association multilatérale entre les Onze de l'O.E.C.E. et les Six de la Communauté, le rapporteur nous a appris hier, par son exposé verbal, qu'il faut tenir compte d'un changement de cours qui s'est produit notamment en raison de la position nouvelle que la Commission de la C.E.E. a visiblement prise quant à la manière d'aborder ce problème.

J'ai dès maintenant deux raisons de ne pas me montrer très enthousiaste, pour le moment, de ce changement de point de vue de la Commission européenne.

La première raison, c'est que le nouveau point de départ pour la détermination de la position de la Communauté à l'égard des pays tiers est manifestement dû à un manque d'unanimité au sein de la Communauté.

Dans le rapport que le gouvernement néerlandais a adressé aux États généraux sur l'élaboration et l'application du traité instituant la Communauté économique européenne et qui concerne la période venue à expiration le 1^{er} août 1959, il est également dit que jusqu'ici aucun accord n'a pu se faire entre les États membres. Mais en même temps ce texte rappelle les déclarations communes qui ont été faites par les États membres lors de la signature du traité de Rome, aux termes desquelles ceux-ci étaient disposés à conclure des accords concernant l'accès ou l'association des autres États européens à la Communauté.

De même, on peut lire dans le rapport du gouvernement néerlandais que ce gouvernement persiste à considérer cette déclaration comme point de départ dans le problème de l'association.

Il est peut-être permis de se demander s'il faut admettre de façon générale que les États membres soient liés, aujourd'hui encore, par cette déclaration.

On me répondra peut-être, Monsieur le Président, que la recherche d'une association multilatérale n'est abandonnée en aucune

façon, comme pourrait le faire supposer la manière de présenter les choses dans le second mémorandum, mais qu'elle sera simplement poursuivie sous une autre forme, c'est-à-dire en tant qu'élément d'une politique économique progressive de la Communauté vis-à-vis du monde extérieur, ainsi qu'il est dit dans le second mémorandum de la Commission européenne.

Cette manière d'empaqueter la recherche d'une association dans une politique mondiale progressive de la Communauté, comme on l'a appelée, est pour moi un second motif de me montrer encore réservé quant au changement de front que, selon moi, on peut déceler dans ce second mémorandum.

En effet, je ne vois pas bien pour le moment pourquoi ce qui, somme toute, aurait dû être le but d'une recherche d'association multilatérale avec les autres pays européens, à savoir un désarmement tarifaire et contingentaire commun, pourrait être atteint plus facilement si on le poursuit à l'égard du monde entier.

Monsieur le Président, l'admirable chant et la musique de la neuvième symphonie de Beethoven, dont le *Alle Menschen werden Brüder* est le point culminant, m'a toujours fait une très grande impression. Mais la politique pratique ne me donne guère l'impression de cette fraternité. Bien que le président de la Commission de la C.E.E. ait souvent répété qu'il demeurerait partisan du principe de la politique commerciale libérale de la Communauté et celui de la liberté des courants d'échange avec les pays tiers, je n'en crains pas moins que, sous le couvert d'un désarmement général tarifaire et contingentaire vis-à-vis du monde entier, il faille tenir compte, pour le moment, d'une tendance inverse qui pourrait exister ailleurs : le désir de placer aux frontières de la Communauté les barrières protectionnistes qui se dressent aux frontières nationales.

Quant à moi, je considère plus encourageants que cette conception de la politique commerciale à l'échelle mondiale les renseignements que le président de la Commission de la C.E.E. nous a donnés hier sur le renforcement interne de la Communauté.

Maintenant que sept autres pays, qui font partie de l'O.E.C.E., veulent s'engager dans la voie de la réduction des entraves à leurs échanges réciproques, nous ferions d'autant mieux d'examiner s'il n'est pas possible d'accélérer le rythme de l'intégration de la Communauté. Même abstraction faite de l'action des Sept, il nous semble de plus en plus que le rythme prévu dans les traités n'est guère en accord avec l'accélération générale du développement technique auquel nous assistons présentement.

Aussi suis-je entièrement d'accord avec ceux qui cherchent à abréger les phases prévues par le traité, accélérer l'application de la politique commerciale commune et à renforcer la solidarité monétaire conformément aux propositions du second mémorandum.

Mais, à mon humble avis, on ne pourra pas en rester là. Tout à fait dans l'esprit de ce programme, on aurait dû, me semble-t-il, ajouter quelque chose de plus et proscrire autant que possible tous accords bilatéraux des États membres, tant entre eux qu'avec des pays tiers, de tels accords ayant pour conséquence que la préférence que les États membres sont censés s'être accordée mutuellement, et qui représente un des éléments essentiels de la Communauté, risque d'être vidée de son contenu.

A mes yeux, Monsieur le Président, le développement de l'intégration dans notre Communauté demeure peu satisfaisant ; une des raisons en est que, dans le secteur de l'agriculture, certains États membres donnent la préférence à l'application des dispositions de l'article 45 relatives aux contrats à long terme, alors qu'ils sont expressément prévus à titre exceptionnel, plutôt qu'à la procédure générale d'élargissement des contingents.

C'est pourquoi je me permets de poser une question à la Commission de la C.E.E. Peut-on admettre que la limitation du recours à l'article 45 puisse être considérée comme un moyen d'accélérer l'intégration à l'intérieur de la Communauté ?

Monsieur le Président, vous comprendrez certainement que le message du président de la Commission européenne m'ait quelque peu déçu, car il ne contient guère plus que le

plan très vague d'une action en vue d'une politique commerciale mondiale et une accélération du rythme de l'intégration dans la Communauté, quelque intérêt que ce dernier point puisse d'ailleurs revêtir.

C'est à peine si on effleure d'un mot le plan d'association des Sept et du fait que ce plan pourrait favoriser la création d'une association multilatérale générale.

A l'exemple du président de la commission de la politique commerciale, je ne me cache pas que le plan des Sept est peu satisfaisant à plus d'un égard. Il me suffira de rappeler la liberté complète en matière de tarifs extérieurs et le peu de cas qui est fait de l'agriculture; à ce sujet, on prévoit tout juste l'octroi de certaines préférences bilatérales pour quelques produits agricoles.

Mais en dépit de ces graves insuffisances, ce plan des Sept aurait, selon moi, pu servir d'amorce en vue de conversations analogues à celles que le rapport de la commission recommande également.

Devons-nous donc supposer que la Commission de la C.E.E. se soit complètement désintéressée de cette possibilité? Je serais heureux d'être renseigné sur ce point. Par la même occasion, je voudrais vous mettre en garde contre un certain défaitisme semblable à celui que j'ai vu percer par exemple dans la remarque de M. Duvieusart, si du moins je l'ai bien saisi sur ce point. En effet, je n'ai pas très bien compris si au moment où il a fait cette observation, M. Duvieusart a parlé seulement de l'ordre de notre échange de vues ou s'il a abordé aussi ce point en question même.

M. Duvieusart a cru apercevoir dans la position de l'agriculture — à supposer que j'aie bien saisi sa pensée — un obstacle à une association multilatérale qui porterait aussi sur l'agriculture, ce qui a toujours été, aux yeux de la Communauté, une condition minimum. La Grande-Bretagne n'en veut rien, a dit M. Duvieusart, ce qui fait que vous avez à choisir maintenant: ou bien renoncer à la recherche d'une association multilatérale, ou alors renoncer à y faire une place à l'agriculture.

Quelle que soit, Monsieur le Président, l'autorité avec laquelle M. Duvieusart a cou-

tume de s'exprimer dans notre Assemblée, je ne puis pas accepter que la question soit ainsi liquidée.

Les accords bilatéraux conclus dans le cadre des Sept au sujet de ces quelques produits agricoles devraient à mon avis — je laisse entièrement de côté la question de savoir s'ils sont compatibles avec les dispositions du G.A.T.T., une question qu'il appartiendra aux autorités de cette organisation même de trancher — pouvoir servir malgré tout d'amorce fort utile en vue d'un entretien avec les Sept sur l'agriculture. La Communauté devrait, dans cette éventualité, poser en principe que de tels accords devraient être « multilatéralisés » à l'égard de la Communauté, en ce sens qu'ils seraient en principe également valables pour tous les États membres à l'égard des pays qui ont conclu des accords de cette sorte, tandis que les préférences ou réductions tarifaires stipulées sur une base bilatérale entre certains États, par le moyen de la clause de la nation la plus favorisée, seraient applicables également aux États membres.

Il devrait être possible d'introduire un système de ce genre dans la politique agricole de la Communauté.

M. le Président. — Monsieur Van Campen, M. Duvieusart voudrait faire une mise au point au sujet de la question que vous venez de soulever.

M. Van Campen. — Bien volontiers.

M. le Président. — La parole est à M. Duvieusart, avec la permission de l'orateur.

M. Duvieusart. — Je désire préciser immédiatement que je n'ai aucunement tenu hier le langage que M. Van Campen m'attribue. Je n'ai jamais déclaré qu'il fallait renoncer à inclure l'agriculture dans les pourparlers. Au contraire, à ce point de vue, j'ai marqué mon accord avec les conditions posées par M. Blaisse qui a déclaré que la libération ne devait pas se limiter aux produits industriels, mais s'appliquer aussi aux produits agricoles.

Je désirais faire cette mise au point tout de suite, parce que je suis formel à cet égard.

M. Van Campen. — (N) Monsieur le Président, je suis reconnaissant à M. Duvieusart de nous avoir donné ces précisions. Il se peut en effet que je l'aie mal compris sur ce point.

Si vous me permettez de poursuivre mon exposé, je ne tarderai d'ailleurs pas à conclure, je ferai encore les remarques suivantes.

En partant du point de départ que j'ai indiqué, on pourrait selon moi faire en sorte que l'agriculture ne soit pas inévitablement un obstacle à une association entre les Six et les Sept; bien au contraire. Nous devrions considérer que, même dans une union européenne plus large, où l'agriculture serait intégrée plus fortement dans toute la vie économique de la Communauté et du pays éventuellement associé et où il ne serait plus possible de la considérer isolément, celle-ci pourrait contribuer dans une plus grande mesure à l'accroissement de la prospérité, de celle des agriculteurs mêmes aussi bien que de celle de toute la population de nos six pays.

Je terminerai mon intervention en exprimant le vœu que la Commission de la C.E.F. élargisse ses propositions qui figurent dans le second memorandum que le président de la Commission a commenté hier devant l'Assemblée parlementaire, en ce sens que, conformément aux recommandations de la commission de la politique commerciale, elle y fasse rentrer aussi l'organisation d'un colloque avec les Sept, cet entretien devant conduire à un plan relatif à l'association des autres pays européens à notre Communauté, un plan d'association qui porte également sur l'agriculture.

M. le Président. — La parole est à M. de la Malène.

M. de la Malène. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je crois qu'il est utile de préciser tout d'abord que je parle en mon nom personnel.

Il ne s'agit pas pour moi, étant donné le peu de temps qui nous a été accordé dans une impatience dont certaines des interventions d'hier ne m'ont pas fait saisir le véritable motif, d'analyser ici les éléments essentiels du memorandum de la commission. Faisant abstraction des éclaircissements techniques qui nécessiteraient

une étude et des débats plus prolongés, le problème posé me semble une fois de plus d'ordre politique : y a-t-il déjà chez les Six la mauvaise conscience de n'avoir pas réussi par la construction des Communautés à attirer autour d'eux les autres nations de l'Europe occidentale?

Il apparaît bien, en effet, qu'en dépit d'affirmations rassurantes, le pouvoir d'attraction des Communautés ne se soit pas révélé tel qu'on nous l'avait promis. Ce ne sont pas ces Communautés qui paraissent attirer maintenant l'Angleterre. Au contraire, nous voyons les partisans les plus enthousiastes, je dirai presque les partisans les plus orthodoxes des formules intégrées, nous proposer d'aller de l'avant afin de payer d'un prix élevé la non-rupture avec les Sept, intimidés qu'ils sont, me semble-t-il, par l'existence d'une petite zone de libre-échange, limitée sans doute, mais groupant des États qui, économiquement, sont parmi les plus puissants en Europe occidentale.

Le temps n'est pas si loin pourtant où M. Pierre-Henri Teitgen, au nom de la mystique même des constructions institutionnelles, s'était, avec le talent et la fougue qu'on lui connaît et qui le caractérisent, opposé à ce que les pays tiers reçoivent, disait-il « des billets de faveur pour entrer au théâtre européen et en siffler la pièce ».

A cette époque, la Commission économique européenne, fidèle à cette conception, considérerait que toute libération contingente ou tarifaire à l'égard des pays tiers était une concession benévole en vue de montrer l'aversion de la Communauté pour les autarcies. Comment ne pas maintenant constater avec étonnement que le souci majeur de la même Commission paraît être de se hâter au maximum pour combler les différences de traitement en matière de contingents et de tarifs, pour ne pas se voir accuser de politique de discrimination?

J'aimerais que l'on me dise de quelles obligations les pays tiers sont chargés pour conquérir ainsi les mêmes droits que les assujettis de la Communauté.

Certes, les fervents de l'Europe intégrée pourront s'étonner de mon souci de préserver les privilèges consentis à ceux qui se sont

groupés pour construire une Europe économiquement intégrée à des fins politiques. La réponse vient d'elle-même : je suis de ceux qui ont toujours redouté la coupure de l'Europe et qui ont compris, il y a longtemps, le souci des Anglais de ne pas aliéner quoi que ce soit de la souveraineté de leur gouvernement. Les tenants de la relance européenne ont fondé les bases d'une Europe sans l'Angleterre, dans l'espoir de la voir se joindre à un Marché commun réussi. Or l'Angleterre ne vient pas. Les propositions qu'elle oppose sont en incompatibilité absolue avec le principe et les conditions de fonctionnement d'un bloc tel que vous le concevez.

Quel est en effet ce principe? C'est d'aliéner une part de souveraineté en échange d'une attitude solidaire en face de tous les problèmes de l'économie.

Quelles sont les conditions du bloc dont je parle? Ce sont la construction réelle d'une politique sociale, financière, économique, agricole, etc., commune, l'association progressive des pays ultra-marins et le soutien de leur développement.

Je voudrais, à ce moment de mon exposé, faire une très brève parenthèse pour marquer, en ce qui concerne le mémorandum de la Commission, ce qui est pour moi une grande inquiétude quant aux préférences prévues dans le traité pour les pays associés d'outre-mer par les pays européens à tarif douanier élevé à l'égard des produits tropicaux, tarif supérieur, en tout cas, au tarif douanier commun prévu jusqu'à l'instauration de celui-ci. Les abaissements prévus se traduisent, pour les pays d'outre-mer, par la disparition ou l'amoindrissement de la légère préférence tarifaire qui était le principal avantage qu'ils pouvaient trouver dans le traité.

C'est là, me semble-t-il, une conséquence qui peut avoir des résultats très dommageables.

Et j'en reviens, après cette parenthèse, à mon exposé.

Pour préserver la construction d'une telle politique, une certaine protection vous paraissait nécessaire pour qu'à l'abri de celle-ci les efforts que nécessite l'édification soient tolérables, afin qu'en particulier les pays tiers,

pour profiter des avantages concédés aux échanges à l'intérieur de la Communauté, soient enclins à faire des investissements sur le territoire de celle-ci.

Quels avantages, quelles raisons pousseront demain ces mêmes pays à investir dans l'Europe des Six lorsque le Royaume-Uni, par exemple, jouissant du libre-échange vers la Communauté et vers le Commonwealth, sera la plate-forme la mieux appropriée pour des investissements forcément fructueux en raison de débouchés ouverts en direction du monde occidental tout entier?

Je pense que c'est là un argument qui doit être cher au président Pleven, je l'ai entendu souvent le défendre.

Et je n'insiste pas sur ce que représente d'abandonner le renoncement à inclure les produits de la terre dans la libération ainsi envisagée.

Je vous demandais à l'instant quel intérêt avaient encore les pays tiers — auxquels, suivant l'expression du président Hallstein, la porte reste grande ouverte pour leurs exportations — à investir dans le Marché commun. Je vous demande maintenant quelles raisons subsistent pour certains de nos partenaires du Marché commun de s'astreindre à des harmonisations souvent pénibles, en particulier en matière sociale, lorsque les pays tiers échapperont à ces obligations, aux législations anti-trusts, anti-monopolistiques, et j'en passe, et bénéficieront, à court terme, des mêmes avantages contingents et tarifaires? Vous brisez ainsi le mécanisme du Marché commun : l'union douanière était le gage et la possibilité des contreparties d'harmonisation économique et le bouclier à l'abri duquel elle pouvait se construire. En brisant le lien étroit entre la protection et l'intégration, vous rendez impossible la poursuite de cette dernière.

Je voudrais encore faire une courte parenthèse pour revenir au mémorandum de la Commission. Il me semble comporter un très net cercle vicieux. La Commission, en effet, nous propose d'accélérer les étapes afin de pouvoir, à terme, être beaucoup plus libérale et, en même temps, d'adopter une politique libérale, ce qui aura pour conséquence de rendre plus difficile d'accélérer les étapes.

La France a d'autant plus de mérite à défendre ces principes que ses partenaires du Marché commun ne lui donnent guère l'impression qu'ils sont tellement sensibles aux charmes de celui-ci. Fidèle soutien d'un gouvernement dont les leaders n'ont jamais manifesté un enthousiasme particulier pour les formules d'intégration, mais qui, cependant, respecte loyalement les traités économiques signés à Paris et à Rome, et dont la politique en Europe a permis, par une entente plus étroite au niveau des gouvernements, de sauver les institutions à Six en péril aux jours les plus noirs du comité Maudling, je suis de ceux qui se résoudraient à une révision déchirante du traité de Rome si sa mise en application cumulait dans l'immédiat, pour les Six, les charges de l'intégration et celles d'un libre-échange généralisé.

Et voilà qu'au moment où l'association avec la zone de libre-échange se précise, on veut en même temps — j'insiste : en même temps —, brûler les étapes de l'intégration et agir de façon telle que l'échéance du tarif périphérique se rapproche et que ce tarif risque de s'abaisser très en-dessous du niveau prévu. Pourtant, la condition majeure d'engagement des économies des pays de la Communauté avait été la certitude qu'elles jouiraient pendant douze ans d'une protection déterminée. Quelle raison motive une novation qui a l'air, dans sa précipitation, d'un reniement de la parole donnée? Tout compte fait, c'est dans le temps et dans l'espace que les conditions des échanges dans le Marché commun vont se trouver immédiatement bouleversées.

Dans cette même enceinte, il y a quelques jours, à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, certains, oubliant l'effort mondial de mon pays, se sont plaints avec acrimonie d'une France désespérément silencieuse.

La France a dans le monde des responsabilités et des charges qui lui posent des problèmes d'une nature comparable à ceux de la Grande-Bretagne. Que l'on mesure donc le supplément d'efforts que lui a coûté son action continue, depuis dix ans, pour l'édification européenne! Et ce n'est pas le redressement spectaculaire de son économie qui doit masquer la permanence de ses charges. Quelles que soient les variations conjoncturelles des économies de nos partenaires de la Communauté,

celles-ci sont plus aisément tolérables, dans leur stratégie limitée à l'Europe.

La France est silencieuse parce qu'elle n'a rien à ajouter aux engagements pris, de bonne foi, lors de son adhésion au traité de Rome. Par contre, les paroles que l'on entend de part et d'autre ne sont-elles pas plutôt l'écho des arrière-pensées nourries par certains lors de la signature du traité? Bien des rumeurs nous parviennent de chez certains de nos partenaires, révélant la nostalgie et l'impatience d'un libre-échange généralisé. Que ceux qui désirent un tel libre-échange le disent ouvertement en prenant conscience, avec franchise, du choix inéluctable entre la construction communautaire et le laissez-faire, le laissez-passer, faute de quoi de solennelles professions de foi en faveur de la construction communautaire ne restent qu'un alibi peu convaincant!

(Applaudissements sur divers bancs.)

M. le Président. — La parole est à M. Kapteyn.

M. Kapteyn. — (N) Monsieur le Président, l'échec des négociations du Comité Maudling a inauguré une période d'incertitude qui n'a certes pas servi la cause de l'Europe; au contraire, elle a fait perdre à notre Communauté beaucoup de sympathies. Cette incertitude quant à la nature des relations économiques futures entre les pays de l'Europe est mauvaise pour l'industrie et pour le commerce. Le fait est que l'industrie doit prendre des dispositions à long terme pour ses investissements; aussi une incertitude persistante agit-elle indiscutablement comme un frein posé à cette expansion que nous croyons au contraire devoir favoriser dans la Communauté.

Tout dernièrement, cette situation a été aggravée encore par la surprise de Salt Sjöbaden; le danger a surgi de voir les courants d'échange prendre une autre direction. Aussi faut-il grandement louer la Commission de la Communauté économique européenne d'avoir eu le courage de prendre une initiative dont le but est de mettre un terme à l'impasse où nous avons échoué.

Monsieur le Président, nous étions l'année dernière, à cette époque, en pleines discussions

du Comité Maudling. Trois mois plus tard, les négociations prenaient tristement fin, et encore avant que nous ayons clairement aperçu comment il nous fallait résoudre le problème, nous avons été surpris par l'accord de Stockholm qui nous oblige à l'aborder d'une façon différente.

Mais dans l'intervalle nous avons vu se dessiner encore un autre problème. C'est fort justement que dans son intéressant discours M. Hallstein a attiré notre attention sur le développement de la balance américaine des paiements. En effet, des années durant, nous avons parlé dans cette même salle, au Conseil de l'Europe, du *dollar Gap* et de la manière de lutter contre ce phénomène. Aujourd'hui, la situation a considérablement changé. D'après le *Financial Times*, le déficit a atteint l'année dernière trois milliards et demi de dollars et il y a tout lieu de prévoir que pour 1959 il sera encore plus grand.

Outre la question de l'association avec les Sept de Stockholm, nous voyons surgir dès lors un problème nouveau en liaison avec celui des régions moins développées qui se pose dès maintenant.

Je m'attendais à ce que, dans son discours d'hier, M. Hallstein esquisse la voie dans laquelle la Commission pense qu'il faut s'engager pour parvenir à une entente avec les Sept. Aussi étais-je tout d'abord assez surpris par la tendance *Seid umschlungen, Millionen* qui caractérisait ses déclarations intéressantes. Mais je n'ai pas tardé à constater pour ma grande satisfaction que la Commission de la C.E.E. avait en effet non seulement abandonné le terrain de la théorie pour emprunter le chemin des solutions pragmatiques, mais qu'elle était aussi parfaitement consciente de la tâche dont la Communauté doit s'acquitter dans le monde d'aujourd'hui.

Monsieur le Président, la guerre froide commence à se déplacer de plus en plus vers le terrain économique, si bien que l'Occident doit trouver une solution pour les problèmes qui se tiennent derrière la porte.

La création de notre Communauté ne peut évidemment pas marquer la fin de notre tâche. Il faut absolument que nous arrivions à une entente avec le groupe des Sept. De plus, il faut

que nous demeurions conscients du fait que, si les États-Unis peuvent assurément s'offrir pendant quelques années le luxe d'un si grand déficit de leur balance des paiements, ils ne peuvent pas continuer indéfiniment à agir comme ils l'ont fait.

Au surplus, nous ne devons pas oublier que l'aide financière et les prêts que les États-Unis ont accordés au monde entier, sous diverses formes, ont contribué directement et indirectement à notre prospérité d'aujourd'hui.

Le fameux « miracle économique » allemand, le miracle hollandais, en un mot l'expansion européenne, nous la devons en partie au fait que les États-Unis ont accepté que l'aide qu'ils accordaient à autrui soit utilisée pour acheter des produits européens, alors que nous soumettions à des restrictions l'importation de marchandises américaines.

Il est peut-être bon de signaler que le grand déficit américain ne se traduit pas par un départ de l'or. Les gouvernements européens semblent considérer que Fort Knox est, pour leur or, un abri plus sûr que leurs propres capitaux.

Les citoyens qui rêvent d'une troisième puissance, ou de quelque grand rôle que leur pays pourrait jouer dans la politique mondiale, seraient bien inspirés de faire entrer ce fait dans le cercle de leurs réflexions.

Monsieur le Président, comme je l'ai dit il y a un instant, nous avons parlé pendant des années dans cette salle du déficit de dollars qui était pour nous une source de grands soucis. Cette situation a changé de tout au tout, mais il faut que nous nous rendions compte de ce qu'il y a là, pour les États-Unis, une raison de s'inquiéter. Quoique nous entreprenions, il faut que nous en tenions compte.

Cela signifie au surplus que nous ne pouvons pas continuer à laisser les seuls États-Unis supporter la charge de l'aide aux pays moins développés. Le moment est venu maintenant où nous devons assumer à notre tour cette tâche.

Si j'ai bien compris M. Hallstein, la Commission de la C.E.E. ne perd pas non plus de vue toutes ces questions; j'espère cependant qu'il

ne m'en voudra pas si malgré tout je ne suis pas encore satisfait.

Je comprends fort bien que les entretiens avec les Sept ne puissent pas commencer tout de suite. Il faut d'abord, que cette zone de libre-échange se cristallise et ce n'est qu'ensuite que pourra s'ouvrir la phase des négociations.

Contrairement à M. Pleven, je me félicite de ce que les propositions de la Commission aient pour but de créer un climat favorable en vue de ces entretiens. Toutefois — et ceci m'amène à poser une question précise — j'aimerais que M. Hallstein me donne l'assurance qu'il considère l'association avec la zone de libre-échange comme un problème qu'il appartient à la Communauté de résoudre; j'aimerais aussi qu'il me dise si la Commission de la C.E.E. se donne pour ligne de conduite d'engager des négociations aussitôt que cette zone sera devenue une réalité.

D'autre part, la manière dont M. Hallstein a parlé dans ce contexte des États-Unis et du Canada m'a paru un peu vague. Selon certaines informations, la situation de la balance des paiements de ces pays a dès maintenant amené les États-Unis à donner à entendre dans les capitales des Sept — mais on a dit aussi : dans celles des Six — que l'on n'acceptera plus d'autres discriminations.

Aussi me paraît-il souhaitable, Monsieur le Président, que la Commission définisse clairement son point de vue. Je serais heureux de recevoir de M. Hallstein l'assurance que la Commission cherchera à obtenir que les nouvelles négociations, les négociations avec les Sept, se dérouleront dans le cadre de l'O.E.C.E. au grand complet, c'est-à-dire en commun avec tous les pays, y compris les États-Unis d'Amérique et le Canada.

Pour terminer, je ferai encore une remarque à propos des pays insuffisamment développés.

J'ai noté avec plaisir que la Commission a beaucoup de compréhension pour ce problème. Or, je crois avoir entendu dire que l'élargissement des contingents et la réduction des droits à l'importation ne portent que sur les produits industriels.

Mais alors, Monsieur le Président, l'action de la Commission perd son caractère mondial.

En effet, la plus grande partie du monde consiste, il faut bien le dire, en régions moins développées et celles-ci ont un intérêt capital à ce que les possibilités d'importation s'élargissent pour leurs produits agricoles. Les protestations de solidarité de M. Hallstein seraient des phrases creuses si les propositions de la Commission ne devaient rester muettes à cet égard.

Je serais heureux que M. Hallstein me dise que je me suis trompé et que les propositions dont il s'agit contiendront également des éléments qui répondent au vœu que les régions insuffisamment développées expriment depuis assez longtemps déjà et d'une façon qui ne passe pas inaperçue.

Monsieur le Président, j'ai relevé dans le discours de M. Hallstein quelques passages vagues sur lesquels j'aurais aimé recevoir des précisions ou que j'aurais voulu voir modifier, ce qui ne m'a pas empêché de constater avec beaucoup de satisfaction que la Commission de la C.E.E. est consciente de la tâche que, dans le monde d'aujourd'hui, la Communauté est appelée à remplir.

M. Khrouchtchev et les siens sont persuadés qu'en fin de compte la victoire ira au communisme. Ils pensent que le monde occidental périra sous le coup des oppositions internes qui conduisent à la guerre et aussi parce que nous serions incapables de prévenir une crise semblable à celle des années trente.

Les Communautés européennes et le traité de l'Atlantique-Nord ne représentent qu'une réponse partielle de l'Occident. En effet, nous devrions avoir dès maintenant une communauté économique de l'Atlantique-Nord; nous en avons posé le fondement le jour où nous avons institué les Communautés européennes.

Il y a deux ans encore, nous pensions que notre seule tâche était la création d'une association avec les pays européens de l'O.E.C.E. Aujourd'hui, il semble que les temps soient mûrs pour un approfondissement des relations économiques entre l'Europe, les États-Unis et le Canada.

Je ne m'adonne à aucune illusion et je ne m'attends pas à ce que maintenant déjà il soit possible de créer avec les États-Unis et le

Canada une communauté économique. J'irai plus loin encore : je doute même qu'il soit possible de parvenir avec ces pays à une association semblable à celle qui devrait pouvoir se faire avec les sept pays de Stockholm.

Mais ce serait nous condamner à un échec que de ne pas comprendre que les temps sont bel et bien venus où nous pouvons consolider, également sur le terrain économique, notre lien avec les États-Unis et le Canada. Si nous suivons cette voie, il nous sera possible ensuite d'élaborer en commun un plan sur l'aide aux pays moins développés. Voilà quelle peut être et quelle doit être la réponse de l'Occident au défi de Moscou.

Je dirai maintenant encore un mot à M. de la Malène. Le fait est que dans cette salle j'ai toujours supposé que M. de la Malène était un adversaire de la coopération supranationale. Mais depuis que je l'ai entendu, il y a un instant, défendre si vigoureusement les intérêts de notre Communauté, je regrette d'avoir pu me faire sur son compte une idée aussi fausse.

M. le Président. — Avant de donner la parole à l'orateur suivant, je voudrais appeler l'Assemblée à décider de son emploi du temps.

D'après les renseignements qui m'ont été donnés par les orateurs encore inscrits, il reste environ une heure trente de débat sur l'association économique européenne. Il faut y ajouter la suite de l'ordre du jour, qui doit représenter trente-cinq à quarante-cinq minutes.

En résumé, on peut estimer encore à deux heures ou deux heures trente la durée des débats qui figurent à l'ordre du jour.

L'Assemblée peut décider, soit de ne prévoir qu'une brève suspension, d'une demi-heure, par exemple, ce qui permettrait de terminer la session vers 15 h 30 ou 16 heures, soit de renvoyer la suite des débats à 15 heures, ce qui reporterait la fin de la session vers 17 heures ou 17 h 30.

Je demande, à cet égard, l'avis des différents groupes politiques et de l'Assemblée elle-même.

M. Blaisse. — Monsieur le Président, puis-je proposer de reprendre nos travaux à 14 h 30, afin de gagner du temps.

M. Pleven. — Je crois que cette proposition rallierait tous les suffrages.

M. le Président. — Je mets aux voix la proposition tendant à renvoyer la suite des débats à 14 h 30.

(Cette proposition est adoptée.)

M. le Président. — En conséquence, la séance est suspendue.

(La séance suspendue à 12 h 45, est reprise à 14 h 40, sous la présidence de M. Robert Schuman.)

PRÉSIDENTCE DE M. ROBERT SCHUMAN

M. le Président. — La séance est reprise.

Nous poursuivons le débat sur le rapport de M. Blaisse concernant les problèmes relatifs à une association économique européenne et sur la déclaration de M. Hallstein.

La parole est à M. Furler.

M. Furler. — (A) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, la semaine dernière, nous nous sommes occupés à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe des questions que nous débattons en ce moment. Il me semble qu'à l'Assemblée parlementaire européenne nous sommes dans une position meilleure. A l'Assemblée consultative, les représentants de quinze États européens étaient réunis et ils ont discuté sur la base de deux excellents rapports. Depuis le dernier débat, un élément nouveau est venu s'ajouter : les projets des sept États qui se proposent de créer une petite zone de libre-échange.

Nous avons sous les yeux un rapport remarquable, celui que M. Blaisse nous a présenté; nous avons au surplus — et voici qui est une innovation — un mémorandum de la Commission de la C.E.E. et le discours que le président de celle-ci a prononcé devant notre Assemblée. C'est notamment du point de vue parlementaire que cette circonstance me paraît être d'un intérêt particulier; de plus, je crois qu'elle est propre à stimuler le travail de l'Assemblée parlementaire.

La Commission a soumis à l'Assemblée parlementaire un programme intéressant, un programme très largement conçu, et l'Assemblée parlementaire se prononce sur ce programme, ce qui veut dire qu'elle exerce la fonction qui lui est propre : elle observe la politique de la Commission, elle contrôle cette politique et contribue à la formation de celle-ci. C'est ainsi que j'entends le débat que nous avons engagé aujourd'hui, un débat qui ne sera évidemment pas un débat technique. Notre commission devra encore examiner certains points de détail, mais il serait bon que la ligne générale soit fixée sous l'influence de l'Assemblée parlementaire.

Je ferai maintenant une remarque générale. A mon sens, le rapport que nous avons devant nous et les déclarations du président de la Communauté économique européenne ne sont en aucune manière contradictoires ; au contraire, ils se complètent d'une certaine façon.

Dans le rapport, on trouve les idées fondamentales qui nous ont servi de points de départ jusqu'ici. L'Assemblée parlementaire a déjà adopté une résolution sur l'association économique européenne. Le rapport développe encore ces questions. Il part de la Communauté des Six, dont la forme est fixée et qui n'est pas susceptible de changement ; il part des possibilités de développement qui s'offrent à elle, il part de la réalité vivante qu'elle représente dans notre Europe. Je crois pouvoir dire qu'à l'Assemblée des Quinze également, à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, ce fait a été reconnu et apprécié à sa juste valeur. Ce ne sont donc pas seulement les Six, tels que nous sommes rassemblés ici, qui ont pris une attitude positive ; les Quinze, de leur côté, ont fait de même.

Le rapport approfondit encore le problème de l'association dans le cadre de ce que notre Assemblée parlementaire a voulu créer. On y examine les possibilités multilatérales et on y fait certaines propositions. Ensuite sont venus le mémorandum et le discours du président, qu'il faut apercevoir en liaison l'un avec l'autre, car le discours indique encore quelques points de vue complémentaires. Le mémorandum de la Commission crée une situation nouvelle ; à mon avis, sa signification est double.

D'une part, il s'agit de la tentative — et j'estime qu'elle a été couronnée de succès — d'assouplir la situation dans laquelle nous sommes immobilisés. Notre question est en effet de savoir comment la Communauté économique européenne va s'insérer dans l'ensemble de l'Europe, dans l'ensemble du monde. Que devons-nous faire pour surmonter certaines difficultés qui ont surgi quant aux effets que l'activité de cette Communauté exerce sur d'autres États européens ? Les négociations avaient abouti, du moins en partie, à une impasse ; pour une autre partie, nous étions tombés dans une situation qui ne nous paraissait pas bonne et qui ne répondait d'ailleurs pas non plus aux intérêts de l'Europe.

Maintenant, la Commission de la C.E.E. a fait un pas nouveau, cherchant, comme elle le dit, à créer un point de départ à de nouveaux travaux ; par sa prise de position elle entend préparer une solution en soumettant à notre discussion certaines démarches qu'elle voudrait faire.

D'autre part, il me semble que le moment est venu où l'on va développer, sous une forme large et généreuse, une politique propre à la Communauté économique européenne, tant dans son aménagement intérieur que dans ses relations extérieures. Voilà un fait dont nous avons tout lieu de nous féliciter. En effet, nous avons remarqué, je ne dirai pas : avec une certaine inquiétude, mais en tout cas avec un certain intérêt, que l'initiative propre, la politique propre de la Communauté des Six, qui occupe le centre de l'intérêt, ne pouvait plus être aperçu aussi clairement qu'elle apparaît maintenant dans le programme qui nous est soumis.

Ce qui est particulièrement frappant, c'est que cette attitude propre à la Communauté, cette politique propre à la Communauté, semble à première vue devoir permettre de vaincre certaines difficultés qu'avait fait surgir le problème de l'insertion de la Communauté économique dans le monde des autres États. Cette politique supprime un certain nombre de résistances qui étaient apparues.

On nous dit qu'il s'agit d'une politique économique libérale, d'une politique de la grande liberté. Elle correspond donc à ce que,

de tout temps, nous avons voulu. Lisez, je vous prie, le préambule des traités, lisez les traités eux-mêmes et songez à la genèse de la grande Communauté économique européenne! Vous verrez que ce que M. le président Hallstein nous a déclaré être une contribution au développement de la Communauté qu'il préside et de l'Europe répond très exactement à ce que nous-mêmes avons voulu.

Il est un autre point que l'on avait regardé d'un œil très critique. En examinant les traités, et quand la Communauté faisait ses premiers pas, certains n'ont cessé de faire des objections en disant qu'il nous serait tout à fait impossible de prendre pareille attitude libérale. Or, deux ans à peine se sont écoulés depuis l'entrée en vigueur des traités, et nous voici déjà arrivés au point de pouvoir le faire.

Cette possibilité que nous avons est évidemment liée aux grands progrès que la politique économique d'un pays de notre Communauté, la France, a pu accomplir. Sans la situation nouvelle de la France en matière de finances, en matière monétaire et en matière de politique économique, on n'aurait même pas pu songer à un programme de cette sorte.

C'est là un point que je tenais à souligner avant d'émettre, au regard de l'évolution d'ensemble, quelques considérations. Qu'est-ce donc que nous avons voulu à l'origine? A quoi correspond cette volonté? Quels sont les reproches et les critiques que l'on nous adressait en prétendant que nous serions parfaitement incapables de mener une politique économique libérale? Par la force même des choses, nous disait-on, vous cheminez vers la création d'un espace protégé par des droits de douane élevés et vous allez vous replier sur vous-mêmes. Je crois que la preuve du contraire a été faite non seulement par des mesures de transition prises à la fin de l'année dernière, mais surtout par le programme qui a été exposé ici devant nous.

Or, il est clair que la position que nous prenons dans cette Assemblée parlementaire est entièrement conforme à ce programme. Nous voulons que la Communauté des Six soit un des piliers de notre Europe. Je ne puis qu'approuver ceux qui disent : Nous voulons conserver les valeurs de la Communauté écono-

mique européenne et nous voulons les conserver non seulement telles qu'elles sont ancrées dans les traités, mais aussi au gré des possibilités de développement, au gré du vouloir dont nous pouvons et nous devons la doter.

J'ai déjà dit que le problème essentiel qu'il s'agit de résoudre, ce n'est pas le développement, l'expansion de notre Communauté économique, c'est la suppression de certains désavantages, de certaines répercussions que des situations appelées à se produire nécessairement auront sur d'autres pays.

La semaine dernière, nous avons entendu quelques plaintes à ce sujet, mais ce n'était en somme pas grand-chose. Le secrétaire d'État autrichien a fait remarquer qu'un recul s'était produit dans les exportations de la sidérurgie autrichienne. Pour le reste, il s'agissait en somme plutôt de craintes quant à l'avenir.

Dans cet ordre d'idées, je vous rappellerai un fait qui appartient désormais au passé. Le 1^{er} janvier 1959, quand la Communauté économique européenne, qui jusqu'alors n'existait que formellement et en droit, est entrée en vie, est devenue une réalité de la politique économique et qu'elle a pris ses premières mesures, nous avons observé une nervosité générale due au fait que le projet de la grande zone de libre-échange n'avait pas encore été réalisé. On a dramatisé quelque peu la situation dont, déjà à cette époque, j'estimais qu'il ne fallait pas la prendre au tragique. Depuis lors, rien de réellement grave ne s'est produit et la voie des nouvelles solutions auxquelles nous tendons n'est aucunement obstruée.

Le but et le fondement de notre politique, c'est d'accorder cette organisation nouvelle de l'Europe avec certaines revendications justifiées que les autres États formulent. C'est là un but auquel tendent aussi bien les conclusions finales du rapport que le programme qui nous a été soumis ici.

Naturellement, nous ne voulons en aucun cas qu'il se crée une sorte de fossé entre nous et d'autres pays européens, un fossé qui pourrait provoquer une certaine animosité dans la politique et dans le dialogue sur la politique économique.

C'est pourquoi nous avons été réellement apaisés quand, à l'Assemblée consultative

du Conseil de l'Europe, nous avons entendu M. Heckscher dire dans son rapport que, longtemps encore, nous ne verrons se dessiner aucun danger à l'horizon; en effet, même si deux blocs devaient se constituer l'un en face de l'autre, la politique que nous faisons ici permettrait de surmonter à temps toutes ces difficultés.

Quelques brèves remarques maintenant sur les propositions qui ont été faites. Il s'agit réellement d'un programme généreux, qui prévoit une libéralisation à l'échelle mondiale, évidemment accompagnée de certaines conditions de réciprocité que nul ne saurait critiquer. Je dois dire qu'en allant si loin, on a vraiment fait un pas courageux. De grands apaisements seront donnés par le fait qu'on a parlé expressément de l'élargissement des contingents faibles ou nuls et qu'on l'a fait sous une forme réaliste, ce qui étouffera certainement dans l'œuf plus d'un conflit qui était sur le point d'éclater. De même, il me semble que les mesures tarifaires envisagées sont judicieuses.

M. Pleven a déclaré que ce programme était généreux, mais qu'il ne laissait qu'une faible marge pour la négociation. Ce faisant, il a attiré l'attention sur un point qui a également son importance. Je dirai néanmoins qu'il est bon que la Commission de la C.E.E. ait été aussi loin; je crois en effet que des pas plus petits n'auraient pas produit l'effet qui est nécessaire pour établir dans notre Europe l'égalité dans le domaine de la politique économique.

Ce dont je me félicite particulièrement, c'est l'insertion de la Communauté économique européenne dans la politique que le monde occidental mène à l'égard des pays en voie de développement. Voilà qui me semble être un élément très positif; c'est un objectif vers lequel nous tendons dans nos différents pays.

Je trouve bon que notre Communauté fasse également sur ce point une politique qui réponde aux exigences que l'on doit adresser de nos jours au monde occidental. Le mémorandum dit expressément que la Communauté prendrait sa part dans la conception et l'exécution d'un programme mondial d'aide aux pays en voie de développement.

Notre Assemblée parlementaire devra sans cesse rappeler — et il est bien certain qu'elle le fera — que dans le cadre de la Communauté économique européenne nous avons assumé une responsabilité également pour les régions de l'Europe dont le développement industriel n'a pas été aussi heureux que celui des grands pays industriels qui occupent le centre de notre continent. Je songe notamment à la Grèce, à la Turquie, à d'autres États encore, que nous voulons aider et auxquels nous devons offrir — et auxquels nous l'offrons d'ailleurs — un programme substantiel. C'est là un problème qui, dans les négociations des autres pays, n'est pas encore aussi près de sa solution.

Je dirai ensuite quelques mots des questions techniques, tout d'abord de l'idée de créer une commission de contact. J'y vois une certaine possibilité de développement. Ce terme, à lui seul, est déjà tout un programme. Pareille commission de contact peut se livrer à certaines études avec d'autres groupements, établir des liaisons et amorcer des développements.

Il est un point que je considère important, aussi bien pour nous que pour le programme que nous avons sous les yeux : c'est la consolidation intérieure de la Communauté économique européenne — le rapport en parle d'ailleurs à son tour — cette consolidation qui est le but d'un programme généreux; mais cette consolidation doit aller de pair avec la consolidation intérieure des États réunis au sein de la Communauté, car il est bien clair que c'est là une des conditions du développement heureux de la Communauté économique européenne elle-même.

En conclusion, je tiens à déclarer que nous approuvons la politique que M. Blaisse et sa commission ont élaborée et que M. Hallstein a exposée devant nous. Il est temps que nous cherchions à sortir d'une autre manière de l'impasse dans laquelle nous sommes arrêtés. C'était une excellente idée dont on peut dire que, jusqu'à un certain point, elle était déjà dans l'air.

Il était évident que, si nous faisons une autre politique, les difficultés deviendraient encore plus grandes. Essayons donc de supprimer certains obstacles par l'attitude que nous

prendrons, grâce à une politique par laquelle nous cherchons à surmonter certains conflits, une politique qui nous fera progresser également dans le domaine de l'association et des relations multilatérales, une politique enfin qui, loin de fermer aucune porte, entend prendre des mesures propres à favoriser des développements nouveaux.

Nous voulons aller plus loin. C'est pourquoi nous pouvons, me semble-t-il, approuver ce qui est dit dans le rapport de la commission ainsi que dans le programme qui nous a été soumis. Les deux documents sauvegardent nos principes politiques, les deux tiennent compte des buts que nous poursuivons. Ainsi la grande œuvre de la Communauté économique européenne sera-t-elle favorisée; elle se placera dans la juste position qu'elle doit occuper en Europe et vis-à-vis des parties du monde qui nous sont proches par l'esprit et qui cheminent sur des routes semblables aux nôtres.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Kalbitzer.

M. Kalbitzer. — (A) Monsieur le Président, hier soir, M. Hallstein nous a soumis un programme qui recommande l'application d'une politique libérale et mondiale et qui répond aux nécessités actuelles de la politique économique. Visiblement, ce programme est également destiné à préserver la Communauté économique européenne de tout isolement en face des tiers, autrement dit de nous faire diriger nos regards — je crois, Monsieur Hallstein, que ce sont les mots dont vous vous êtes servi — au dehors et non pas seulement sur les relations intérieures.

M. le président Hallstein a effleuré la question des rapports avec les pays en voie de développement et avec les États-Unis d'Amérique. Il était nécessaire de le faire. Je crois que c'est là un moyen de sortir, politiquement parlant, d'un isolement de la C.E.E., d'un isolement que certains craignent fort ou, pour m'exprimer plus prudemment, de ne pas tomber dans cet isolement.

En examinant de près votre exposé, Monsieur Hallstein, j'ai été frappé, il est vrai, par quelque

chose qui me ferait dire que le diable a laissé passer le bout de l'oreille, si je ne pouvais obtenir maintenant des éclaircissements à ce sujet : vous n'avez pas eu le moindre mot pour la zone de libre-échange des Sept. Or, le problème de la relation entre la C.E.F. et la zone de libre-échange des Sept ne pose pas simplement un problème parmi tant d'autres; c'est un problème *sui generis*, un problème d'une importance particulière. La question est tout bonnement de savoir si l'on pourra maintenir l'unité de l'Europe occidentale ou si, dans cette Europe occidentale, nous en arriverons à une scission.

Cette crainte d'une scission a été exprimée à plus d'une reprise et de plus d'un côté. Puisque, comme c'est l'usage dans cette salle, nous rompons de si nombreuses lances pour l'unité de l'Europe, nous avons les meilleures raisons de nous demander quels seront nos rapports avec la future zone de libre-échange. Je dois dire que le rapport de notre commission, le rapport de M. Blaisse, était à cet égard plus positif et qu'il a été plus loin, tenant mieux compte que l'exposé de M. Hallstein des nécessités politiques actuelles. J'espère que c'est uniquement par mégarde que son exposé de M. Hallstein a été imparfait sur ce point.

Pourquoi a-t-on si soigneusement évité le mot « zone de libre-échange », comme si en le prononçant on allait évoquer le diable? De l'avis de certains, la raison en est que, comme vous l'avez exposé, Monsieur Hallstein, la Communauté économique européenne est un phénomène politique, alors que la zone de libre-échange des Sept n'en est pas un. Je crois que nous nous tromperions lourdement si nous estimions que, politiquement parlant, la zone de libre-échange des Sept est moins actuelle que nous ne le sommes nous-mêmes. On n'a jamais avantage à sous-estimer sur ce point le partenaire avec lequel on doit négocier.

Voilà pourquoi je me permettrai de poser à M. le Président de la Commission de la C.E.E. trois questions qui sont liées entre elles. Le fait de n'avoir pas mentionné cette zone de libre-échange, était-ce simplement un lapsus, simplement un oubli? Ou bien ce silence sur la zone de libre-échange a-t-il sa raison dans le fait que l'on veut poser en principe que la zone de libre-échange n'est pas un phénomène poli-

tique au même titre que nous-mêmes, la C.E.E., le sommes? Ou bien y a-t-il une troisième explication, à savoir qu'aucun accord ne s'est encore fait à la Commission sur l'opportunité et la manière de se mettre en rapport avec la petite zone de libre-échange?

Je vous serais extrêmement reconnaissant, Monsieur le président Hallstein, si vous pouviez répondre à ces questions. Je vous serais encore plus reconnaissant si vous pouviez me tranquilliser en déclarant qu'à son tour la Commission accorde beaucoup d'attention aux rapports entre la Communauté économique européenne et la zone de libre-échange parce qu'elle a compris que ce qui est en jeu, c'est l'unité ou la scission de l'Europe occidentale libre.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Caron.

M. Caron. — (I) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, nous sommes tous persuadés qu'une division de l'Europe en deux ou plusieurs groupes économiques distincts pourrait avoir à longue échéance des inconvénients peut-être graves; aussi faut-il souhaiter qu'une association économique multilatérale puisse se constituer entre tous les pays de l'Europe. Je me félicite donc de ce que la Commission de la C.E.E. ait pris une initiative dans ce sens.

Mais il me faut ajouter — et ce sont là précisément les points sur lesquels je désire fixer votre attention — premièrement, que cette association ne doit pas être recherchée à n'importe quel prix; deuxièmement, que la réalité institutionnelle du marché commun doit en tout cas demeurer intacte; troisièmement, que la Commission de la C.E.E. doit, de préférence, conduire les négociations au nom de tous les pays membres; quatrièmement, et surtout, qu'il faut s'efforcer de faire que les institutions communautaires se consolident et se développent, afin que la succession des étapes du marché commun soit accélérée et pour que l'esprit supranational qui est à la base des traités de Rome se matérialise pleinement dans la réalité économique et politique.

J'ai dit que l'association économique ne devait pas être recherchée à n'importe quel

prix. Sur ce point, il me faut ajouter que, si l'esprit qui anime la zone de libre-échange — une association que beaucoup considèrent purement commerciale — apparaît très différent de celui de la Communauté économique européenne, laquelle s'inspire d'un idéal d'unification économique et politique, je pense cependant que nous devons nous occuper de cette nouvelle zone comme d'une autre entité politique.

Entre ces deux formules, est-il possible de trouver un système intermédiaire qui, même si on ne va pas jusqu'à créer une réalité intégrée comme l'est le marché commun, aille cependant bien plus loin qu'une association purement commerciale?

M. Blaisse, notre excellent rapporteur, a répondu affirmativement, énonçant cinq conditions que je n'ai guère besoin d'énumérer puisque nous les connaissons par le rapport, conditions qui devraient être à la base des négociations en vue d'une association économique européenne.

Les déclarations de M. le président Hallstein ont montré que l'on veut enfin sortir de l'immobilité, et que des propositions concrètes peuvent être faites. J'en suis fort aise car à première vue la lecture des deux documents ne m'a pas révélé de différences substantielles entre les déclarations de la Commission de la C.E.E. et celles de notre rapporteur.

L'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe s'est prononcée également dans un sens favorable ces jours derniers et le rapporteur de la commission compétente n'a d'ailleurs pas manqué de faire remarquer que dans le cas d'une association intermédiaire de ce genre il s'ensuivrait nécessairement que l'élément supranational — c'est textuellement ce qu'on peut lire aux pages 32 et 33 de son rapport — devra être rigoureusement limité.

Cette phrase, Monsieur le Président, m'a beaucoup frappé et c'est pourquoi j'insiste aujourd'hui pour que, si les négociations doivent être menées dans l'esprit de cette vivante collaboration qui animait les signataires du traité instituant le Marché commun, esprit qui est celui de l'Assemblée parlementaire tout entière, nous n'oublions cependant pas qu'il ne faut pas rechercher une association à tout

prix. J'aperçois deux raisons pour lesquelles il ne faut pas le faire.

D'abord, et c'est mon avis tout personnel, parce que nous verrons à bref délai que le danger d'une rupture entre le groupe des Six et le groupe des Sept est beaucoup moins grand que certains nous le veulent faire croire, à condition cependant que notre Communauté adopte une politique libérale, à larges ouvertures et à grands horizons, semblable à celle — et je m'en félicite une fois de plus — que la Commission de la Communauté économique entend suivre.

En second lieu, parce que notre Communauté a toujours été conçue comme une communauté ouverte au monde extérieur, ouverte à l'association d'autres pays, parce que, contrairement à ce que pendant longtemps certains milieux intéressés ont voulu faire croire, elle est totalement différente d'un organisme fermé et autarcique.

Il me semble donc évident que, pour atteindre un objectif dont nous savons tous qu'il est excellent et important, nous ne devons en aucun cas diminuer l'efficacité institutionnelle de la Communauté économique européenne. Pour qu'il en aille ainsi, les négociations en vue de la création de la zone de libre-échange doivent être conduites principalement par la Commission de la C.E.E. au nom des gouvernements, naturellement après entente réciproque, de telle sorte qu'au cours des tractations la Commission puisse mieux faire valoir — moyennant une action plus organique et continue et avec ce pragmatisme que j'approuve pleinement — les points de vue et les intérêts communautaires.

Bien entendu, il faut aussi agir avec la prudence que M. Pleven a recommandée avec tant d'autorité, surtout dans le cas de cette commission de contact sur la dénomination de laquelle on pourrait faire des plaisanteries faciles, mais qui doit être considérée avec beaucoup d'attention par l'autorité qui en a proposé la création.

Il est un dernier point sur lequel je voudrais attirer tout spécialement votre attention, un point que le rapport de M. Blaisse ne me semble pas avoir dégagé comme il le méritait : je veux parler de la nécessité de renforcer et de développer les institutions communautaires, tout en

accélérant le processus d'unification. Ma tâche à cet égard se trouve grandement facilitée du fait que précisément ces jours derniers, exactement le 22 septembre, M. Marjolin, membre de la Commission de la C.E.E., a accordé au quotidien *Le Monde* une interview, d'une importance fondamentale selon moi, au cours de laquelle il a amplement développé cette thèse qui me semble n'avoir en aucune façon été désavouée par le président de la Commission.

Permettez-moi de déclarer que je suis entièrement d'accord avec les idées exposées par M. Marjolin au cours de cette interview; elles coïncident exactement avec ce que, personnellement, je me proposais de vous dire. « Le problème de l'association économique européenne » — ici encore, je cite textuellement — « est simplement un des problèmes qui se posent à la C.E.E. dans ses relations avec le monde extérieur; d'autres problèmes sont tout aussi importants. »

Nous avons entendu dans cette salle M. Hallstein évoquer ces problèmes. En outre, M. Hallstein a souligné le fait que les relations avec les États-Unis devront être développées dans le sens d'une ouverture, d'un libéralisme toujours plus grands; il en va de même des rapports avec les pays insuffisamment développés auxquels l'Europe devra fournir des aides adéquates à l'extrême urgence de leurs besoins.

Il est nécessaire d'abrégier non seulement la période de transition, laquelle, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, apparaît trop longue, mais surtout d'unifier étroitement la politique économique, financière, monétaire et commerciale que les États membres de la Communauté mènent à l'endroit des pays tiers; ainsi pourra-t-on donner vie à une politique véritablement et proprement européenne du plein emploi et du développement, à défaut de quoi les objectifs les plus authentiques et essentiels des traités de Rome ne pourront jamais être atteints.

A mon avis, il n'a jamais été fait de démonstration plus complète, plus convaincante de cette profonde vérité que celle d'un expert de renom international, M. Gunnar Myrdal, dans son ouvrage *Une Économie internationale*. Il résulte clairement de cette démonstration que les objectifs fondamentaux mêmes de

l' « État-Providence », qui sont à la base du développement démocratique de notre siècle et qui impliquent un contrôle croissant de l'économie par les organes de l'État, que ces objectifs, dis-je, risquent de faire toujours davantage obstacle à l'intégration internationale, si on ne crée pas au niveau supranational de solides organismes de coordination, capables d'exprimer et de faire valoir les intérêts communautaires.

Or, pour donner cette solidité à nos institutions, il faut s'engager dans la voie politique. A cette fin, le premier acte essentiel est l'organisation d'élections directes pour la composition de notre Assemblée; mais en même temps il faut justifier ces élections en conférant à l'Assemblée des pouvoirs réels.

Il s'agit, certes, d'un problème politique qui déborde le cadre de notre présente discussion des deux rapports et ce problème dépasse aussi la compétence de la commission de la politique commerciale. Je trouve cependant indispensable que dans ce débat politique, après avoir donné au président Hallstein et à ses collaborateurs son courageux apport, l'Assemblée souligne le fait que ces développements politiques se rattachent étroitement au problème économique et que ceux-ci ne peuvent par conséquent pas en être disjoints.

Aussi me sera-t-il permis, en guise de conclusion de mon intervention, de répéter combien j'apprécie la voie que l'on a choisie, la voie des tractations nouvelles; et il me sera sans doute permis aussi d'insister sur les pensées que j'ai exposées devant vous, des pensées que me dicte l'esprit qui anime un défenseur convaincu de l'unité politique des six pays, cette unité dont notre Assemblée est l'expression démocratique.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Scheel.

M. Scheel. — (A) Permettez-moi, Monsieur le Président, de faire quelques remarques à propos de la position prise par M. Pleven, président du groupe des libéraux et apparentés, aux déclarations duquel je puis entièrement me rallier.

Quand j'ai feuilleté le mémorandum de la Commission, il m'est arrivé à peu près ce qui

est arrivé à notre collègue M. Kalbitzer : je n'ai pas trouvé de prise de position sur la situation actuelle, qui est si brûlante.

En examinant ce document, j'ai eu un peu le sentiment que la Commission voudrait se débarrasser de la gêne que lui cause cette situation, qu'elle voudrait le faire en se désintéressant du problème de la négociation nécessaire entre la C.E.E. et le groupe des Sept, en s'évadant un peu, si l'on peut dire, dans le vaste monde.

Mais ensuite je suis tombé sur un point nouveau dans les propositions, qui est précisément la commission de contact européenne. C'est un point sur lequel j'aimerais attirer encore une fois l'attention et poser une question à M. le président Hallstein. Cette commission de contact lui apparaît-elle comme l'instrument approprié non seulement pour la discussion des problèmes généraux de la Communauté économique européenne, mais aussi pour la solution du problème actuel que pose la négociation avec le groupe des Sept?

La seconde question me touche de près en ma qualité de président de la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer.

La Commission s'est prononcée d'une façon très positive sur les questions de l'aide aux pays moins développés, ce dont je me félicite grandement. J'ai trouvé dans ce document des suggestions assez concrètes, si vous me permettez d'accoupler si étroitement ces deux mots. La Commission devrait prendre en même temps les mesures internes nécessaires en vue de déterminer l'ampleur des aides à accorder, dans les divers domaines de l'assistance, aux régions moins développées ainsi que les organismes nécessaires à cet effet. Je me permets de rappeler, Monsieur le Président, qu'il y a quelque temps déjà l'Assemblée s'est occupée, à la demande de la Commission, d'une façon toute particulière de ces questions; elle a énoncé des idées qui tendaient à la création d'institutions destinées à l'aide aux régions insuffisamment développées. Je serais très heureux si M. le Président de la Commission européenne pouvait nous donner des précisions à ce sujet.

Quelques mots maintenant à propos de l'exposé que M. de la Malène a fait hier. Dans ses

remarques sur le mémorandum, il a défendu l'idée qu'en somme la Commission n'avait pas à prendre l'initiative. En substance — je n'ai pas lu le compte rendu — il a dit ceci : Pourquoi prendrions-nous l'initiative? Nous n'avons pas la moindre raison de le faire. Que d'autres que nous le fassent donc!

Je crois que M. de la Malène est parti, en disant cela, d'une fausse prémisse, car lors de la conclusion des traités de Rome les gouvernements qui les ont signés se sont engagés solennellement, dans une déclaration, à créer la Communauté économique européenne dans l'intention de parvenir, sur la base de celle-ci, à la création d'une communauté européenne plus large. Cela signifie donc que l'initiative de la C.E.E. n'est pas seulement justifiée par les traités; elle est carrément prescrite par eux.

Permettez-moi de vous rappeler que les parlements nationaux qui avaient à ratifier ces traités se sont fondés sur cette conviction quand ils se sont prononcés en faveur des traités. Dans mon propre Parlement, j'ai eu le privilège d'être rapporteur pour ces questions particulières et j'ai eu la joie de voir l'unanimité se faire sur le rapport dans lequel nous disions en substance : Nous approuvons ces traités parce qu'il est tout à fait clair pour nous que la C.E.E. a reçu pour mission de tenter toujours à nouveau d'obtenir une expansion dans l'espace européen et au delà des limites de cet espace.

Voilà ce que je voulais signaler encore une fois à ce propos, Monsieur le Président. La vérité est en effet qu'en présentant son mémorandum la Commission n'a pas dépassé les limites de sa compétence; bien au contraire, sur ce point — prendre l'initiative de négociations — elle est parfaitement en accord avec les traités, je dirais même qu'en se comportant comme elle le fait, elle assure à proprement parler l'exécution nécessaire des traités.

M. le Président. — La parole est à M. Duvieusart.

M. Duvieusart. — Monsieur le Président, Madame, Messieurs, il n'est pas très facile de faire, dans ce débat délicat, une intervention qui représente un apport positif et constructif. En effet, si l'on prend une position de principe

très arrêtée, on s'expose à se voir qualifier de doctrinaire et de théoricien. Si, au contraire, on s'efforce de rassembler les éléments d'accord, on risque alors d'apparaître comme un homme qui ne sait plus distinguer le noir du blanc et craint de remarquer les points de désaccord pouvant subsister.

Il est, d'ailleurs, d'autres risques. J'en ai fait ce matin l'expérience quand, par suite d'un malentendu, notre excellent collègue M. Van Campen m'a attribué une intervention sur un sujet que je n'avais pas abordé et une position à laquelle, heureusement, M. le Président m'a permis d'apporter immédiatement une correction.

Je tiens à répéter qu'à mon avis comme à celui de M. Blaisse, la libération que nous recherchons ne doit pas se limiter aux produits industriels, mais doit également s'appliquer aux produits agricoles.

En dépit de ces risques, je veux tenter, à la fin de ce débat, un dernier effort afin d'essayer de mettre en évidence ce qui peut avoir été acquis et ce qui nous unit.

La première chose qui nous unit, c'est la fidélité au traité de Rome et c'est, chez tous ceux qui ont pris la parole ici, la volonté d'en assurer l'exécution. Nous suivons en cela ce que nous a dit M. Blaisse dans son rapport : il convient de veiller à ce que la réalisation de l'association économique européenne ne compromette pas les objectifs du traité de Rome ni sa bonne exécution.

Mais combien M. Scheel a eu raison, il y a un instant, de rappeler que nous voulons l'exécution du traité de Rome dans toutes ses dispositions, dans son inspiration fondamentale! Et je me permets, me joignant à ce qu'il vient de dire, de signaler à l'attention de M. de la Malène les articles 111, 228 et 238 du traité, qui, précisément, prévoient l'ouverture de négociations avec les tiers et un effort en vue d'assurer l'association.

En d'autres termes, nous n'avons pas voulu — nous l'avons toujours refusé — organiser un isolement à Six qui aurait été l'addition de nos isolements nationaux.

Où pouvons-nous paraître présenter quelque différenciation? Simplement dans la recherche

de la meilleure façon d'assurer l'exécution du traité. Certains — ce fut la semaine dernière l'avis de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe — préconisent une déclaration d'intention. D'autres — c'est la position de M. Blaisse — estiment qu'une déclaration d'intention ne suffit pas et qu'il faut aller déjà au moins à l'expression précise des conditions sur la base desquelles une négociation pourrait être conduite.

Mais les bonnes volontés cherchent parfois des voies différentes. Tandis que M. Blaisse, se rapprochant en cela de ce que nous a dit ce matin M. Pleven, ne croit pas qu'il faille reprendre immédiatement la négociation dans le cadre des Dix-Sept et par l'instrument de l'O.E.C.E., M. Metzger, au contraire, pense que c'est un cadre favorable. Allons-nous nous opposer parce que des gens qui sont également favorablement disposés à l'égard de la cause européenne envisagent des moyens différents?

Quelle est la position de la Commission exécutive européenne? Désapprouve-t-elle cette aspiration vers un accord avec d'autres puissances européennes? Pas du tout! Elle nous dit: Nous constatons qu'une méthode a jusqu'à présent échoué. Nous voulons sortir de l'impasse, nous voulons dégeler la situation. Nous ne fermons la porte à aucune solution, mais nous croyons qu'une politique économique progressive assurera une bonne approche du problème.

Voilà quels étaient les éléments du problème hier soir, et votre Assemblée a décidé que s'ouvriraient sur cette question des débats. Combien je m'en réjouis au moment où nous allons aboutir!

Vous avez reçu dans ce qui a été dit, Monsieur le président Hallstein, de très puissants encouragements et de larges approbations. Vous avez entendu ce matin, M. Van der Goes van Naters vous rappeler combien d'éléments de votre proposition il est déjà prêt à vendre — comme il a dit — dans son propre pays; plusieurs d'entre eux paraissent pouvoir atteindre un cours favorable.

Après lui, vous avez entendu M. Pleven intervenir au nom du groupe des libéraux. Combien nous nous sommes réjouis de l'entendre dire que son groupe était d'accord pour approuver dans

son principe l'initiative que vous avez prise et pour vous souhaiter qu'elle réussisse!

Plusieurs membres du groupe démocrate-chrétien, notamment M. Fürler et M. Caron, vous ont apporté également des approbations. Je suis autorisé à vous résumer la position d'ensemble de ce groupe, prise unanimement, j'ai la joie de vous le dire.

Notre groupe a d'abord déclaré qu'il avait pris connaissance avec intérêt et une profonde sympathie du rapport de M. Blaisse, qui constituait un examen quasi exhaustif du problème dans l'état où il se présentait au moment où ce rapport a été rédigé. Mais notre groupe a déclaré également qu'il se réjouissait vivement et qu'il vous était reconnaissant de ce que vous aviez cru devoir saisir l'Assemblée du mémorandum que vous avez remis au Comité spécial.

Notre groupe croit pouvoir constater avec satisfaction que les conclusions du rapport de M. Blaisse et de votre mémorandum peuvent utilement contribuer à la solution du problème de l'association économique européenne, sans négliger la libération des échanges à l'échelle mondiale, sur laquelle vous avez si opportunément rappelé notre particulière attention.

Notre groupe souhaite aussi que les gouvernements des États membres réservent un accueil attentif aux propositions reprises dans le mémorandum et en poursuivent l'examen au sein du Comité spécial.

Notre groupe approuve encore toute négociation qui serait entreprise avec toute nation ou groupement de nations en vue d'assurer la réalisation des principes repris dans votre mémorandum, comme aussi en vue d'arriver à une association économique européenne aux conditions reprises dans le rapport de M. Blaisse.

Monsieur le Président, je n'ai entendu dans cette salle formuler aucune critique contre les principes que vous avez énoncés. Mais on vous a reproché de ne pas employer un certain mot. Il est d'autres hommes politiques, chargés pour le moment de responsabilités graves, sinon dramatiques, qui se refusent aussi à l'emploi de certains mots. Vous avez pu avoir des raisons de ne pas vous enfermer dans une abstraction et de ne pas vous laisser lier par elle. Je crois que votre crainte a été un peu excessive et que vous

exagéreriez inutilement les difficultés de votre mission si vous ne donniez pas à quelques-uns d'entre nous une certaine satisfaction qui, d'ailleurs, à ce sujet, est sans péril.

M. Kalbitzer, plus précisément, vous a dit tantôt que vous n'aviez pas employé le terme de zone de libre-échange. Je dois lui faire observer, sans vouloir me substituer à vous pour lui répondre, que ce terme, dans la fluctuation de nos vocabulaires, paraît actuellement dépassé et qu'il semble bien que c'est le vocable d'association économique européenne qui est maintenant retenu par tous, qui a été, en tout cas, retenu la semaine dernière par le Conseil de l'Europe et que nous retrouvons dans tous les documents.

Mais nous n'allons pas nous battre pour des mots. Ce qui importe, c'est que vous disiez, Monsieur le Président, que si les conditions prévues par M. Blaisse étaient réalisées demain, vous seriez le premier à vous réjouir qu'une association économique européenne soit établie sur ces bases.

Voilà, je crois, Monsieur le Président, avec quel puissant réconfort vous pouvez interpréter les déclarations qui ont été faites dans cette enceinte. Je souhaite qu'elles vous soient un précieux appui pour le succès que vous a souhaité M. le président Pleven. Mon groupe se joint à tous ceux qui, dans cette enceinte, vous disent : Bonne chance, Monsieur le Président !

(Applaudissements.)

M. le Président. — M. Kalbitzer désire répondre d'un mot à M. Duvieusart.

La parole est à M. Kalbitzer.

M. Kalbitzer. — (A) Permettez-moi une rectification ! Visiblement, l'interprétation n'a pas fonctionné sur un point.

Je n'ai aucunement demandé si nous devions créer une zone de libre-échange dans la Communauté économique européenne. C'est là une discussion qui n'est plus d'actualité.

J'ai simplement dit qu'à côté de la C.E.E. il y a là une petite zone de libre-échange des Sept et que nous ne devons pas nous en cacher l'existence politique.

M. le Président. — La parole est à M. Richarts.

M. Richarts. — (A) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, quelques-uns des orateurs qui m'ont précédé ont critiqué le mémorandum de la Commission parce qu'à leur avis il n'a pas été assez loin. Leur critique a gravité notamment autour du fait que l'élimination progressive des restrictions quantitatives, telle qu'elle est prévue, ne portera pas sur les produits agricoles.

Je tiens à dire clairement et nettement que je ne me rallie pas à cette critique ; au contraire, je considère que la conception défendue par la Commission est juste, je pense même que dans la situation présente elle est habile. A mon avis, l'inclusion des produits agricoles, loin de le faciliter, rendrait plus difficile le dialogue sur une association économique européenne.

Je crois devoir le dire également dans une autre perspective. D'ici la fin de cette année — c'est ainsi que le traité le prévoit — nous devons avoir entre les mains le premier objectif d'une politique agricole européenne. Aucun de nous ne sait quelle sera l'allure de ce projet. Nous savons encore moins quels seront les effets que la politique agricole commune déploiera dans l'aire de la Communauté économique européenne.

Voilà pourquoi il est bon que nous fassions d'abord le premier pas et que nous ne commençons pas par faire le second pas. Je veux dire par là que nous devons nous expliquer tout d'abord sur le problème de la politique agricole à l'intérieur de la politique économique européenne et le résoudre pour pouvoir faire ensuite le second pas, le pas qui nous conduira dans la communauté plus large.

M. le Président. — La parole est à M. Rey, membre de la Commission de la Communauté économique européenne.

M. Rey, *membre de la Commission de la Communauté économique européenne.* — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, au moment où je suis appelé à répondre brièvement, je l'espère, au nom de la Commission de notre Communauté aux observations qui

ont été présentées par les membres de cette Assemblée, je voudrais la remercier de l'accueil si bienveillant qu'elle a fait dès le premier moment à l'initiative que nous avons prise.

Lorsque, la semaine dernière, notre Commission a arrêté de façon définitive, dans leur fond comme dans leur forme, les propositions que nous avions à déposer à la séance de vendredi dernier du comité spécial chargé de l'examen de ces problèmes, nous nous sommes posé la question de savoir si nous rendrions nos propositions publiques ou non. Nous avons pensé que nous avions le devoir d'informer le Parlement européen et qu'en conséquence, c'était dans cette Assemblée que nous devions présenter les explications publiques que le président Hallstein vous a longuement données hier.

Puis-je dire que nous nous sentons profondément récompensés de cette manière de voir, par la bienveillance de l'accueil que le Parlement a réservé aux propositions que nous lui avons soumises, et que nous avons particulièrement apprécié aussi le niveau très élevé du débat qui vient de se dérouler maintenant et dont on ne peut vraiment que se réjouir? Cela est pour nous, dès à présent, extrêmement utile.

Je n'ai qu'un seul regret à exprimer, d'ordre personnel, à M. le rapporteur Blaisse. Je reconnais bien volontiers que notre initiative, à la date à laquelle elle s'est manifestée, l'a mis légèrement dans l'embarras. Puis-je indiquer à notre sympathique rapporteur que cela n'a pas toujours été le cas dans le passé où nous nous sommes efforcés de le renseigner en temps utile afin de l'aider pour l'élaboration des documents qu'il avait à soumettre à l'Assemblée. Ce genre de contretemps est d'ailleurs à peu près inévitable dans un Parlement qui ne se réunit pas toutes les semaines et dont les sessions sont courtes. Il est clair — puis-je le dire sans manquer de respect à personne — que ce ne sont pas les événements qui peuvent s'accorder aux rapports mais que ce sont les rapports qui nécessairement doivent s'accorder aux événements. Il se produira encore, par la suite, des circonstances ou des événements internes ou externes à notre Communauté, qui obligeront cette Assemblée à prendre assez rapidement des décisions, fût-ce

même provisoirement, sur des événements qui n'étaient pas connus lorsqu'un mois auparavant, on délibérait tranquillement sur des problèmes semblables.

Cela n'empêche que je veuille redire à notre sympathique rapporteur à la fois le grand intérêt et la grande sympathie que nous éprouvons pour les idées émises dans son rapport et lui exprimer notre certitude que, dans la suite des travaux, il sera possible de rassembler le contenu de ce qui est actuellement soumis à votre Assemblée.

Je ne pense pas, Monsieur le Président, qu'il faille encore, à cet instant du débat, justifier notre initiative. Elle semble avoir été comprise partout, ne serait-ce d'abord que parce que nous en avons été expressément chargés par décision du Conseil de ministres, d'abord en décembre, ensuite en mars. En second lieu, parce que notre Communauté ne peut pas se payer le luxe de rester plus longtemps sans définir sa propre politique économique extérieure. Nous pouvons, sans doute, discuter pendant des mois sur ce qui serait le meilleur ou le moins bon, mais nous devons avoir clairement à l'esprit que la continuation de ces discussions nuit au développement de notre Communauté en ralentissant certains travaux, notamment le développement de la politique commerciale commune qui est devenu maintenant très urgent et qui s'effectuera plus rapidement lorsque nous aurons réussi à nous mettre d'accord sur une ligne d'action.

J'avoue que j'ai été quelque peu étonné de l'espèce de procès de tendance que certains nous ont fait en nous disant : Dans votre premier document, vous parliez de l'association économique européenne et maintenant vous n'en parlez pas. C'est curieux ! La première fois, nous avons indiqué ce que nous pensions de l'association économique européenne, nous avons dit qu'il fallait la faire; nous en avons précisé le contenu, les buts et un certain nombre de moyens. Mais alors, certains de nos contradicteurs ou de nos auditeurs trouvaient que le contenu n'était pas suffisamment précis et qu'après avoir défini les principes, nous avions trop négligé le contenu. Maintenant que nous précisons le contenu, on nous reproche le manque de principes.

Je crois que ce n'est pas de cette manière que le problème se pose. On peut le poser ou de façon formelle ou de façon réelle. De façon formelle, la situation est très simple. Dès l'origine, même avant la signature du traité de Rome, notre Communauté a dit qu'il fallait organiser de façon particulière nos rapports économiques avec les autres pays européens. Elle a énoncé ce principe déjà en février 1957, avant la signature du traité de Rome. Elle l'a répété à l'automne de 1957, lors de l'institution du nouveau Comité Maudling après l'interruption des négociations. Elle l'a redit le 3 décembre 1958 lorsqu'elle nous a demandé de présenter notre mémorandum. Elle l'a redit encore une fois, et toujours unanimement, au mois de mars, lorsqu'elle a créé le comité spécial qui travaille depuis quatre mois et que j'ai l'honneur de présider.

Par conséquent, s'il s'agit des textes, il n'y a là aucun problème. J'ajoute que le mémorandum, dont vous connaissez maintenant le contenu, a été remis tout d'abord au comité dont j'ai la présidence, comité qui s'intitule comité spécial chargé de l'examen des problèmes concernant une association économique européenne. C'est dans ce cadre que nous travaillons. Par conséquent, qu'on ne nous fasse pas un procès de tendance s'il s'agit de formes.

S'il s'agit du contenu, puis-je dire que, justement, tout le problème est de savoir ce que sera celui-ci dans un effort ainsi défini? C'est cela qu'il s'agit de préciser. A cet égard, dès le premier jour, lorsque nous avons été chargés, en décembre, de ce travail par le Conseil de ministres, nous avons attiré l'attention de toutes les autorités de la Communauté et de votre Parlement sur le fait que l'on ne peut pas construire une politique européenne quelconque sans définir le cadre mondial dans lequel elle s'inscrit et dont elle n'est naturellement qu'une partie, et que, dès lors, il faut travailler parallèlement à la solution des problèmes mondiaux et des problèmes européens.

Lorsque, maintenant, nous abordons la situation présente, nous nous trouvons devant des faits nouveaux dont il faut tenir compte et qui, de toute évidence, vont influencer sur les solutions définitives, les solutions à construire auxquelles tout le monde est actuellement attaché.

Le premier de ces faits — j'en citerai quatre — est l'initiative des Sept à Stockholm.

Je me garde bien d'adresser la moindre critique quelconque à des États européens qui ont usé de la même liberté que nous, et qui sont en train d'organiser maintenant, de la manière qu'ils croient utile, leurs rapports économiques entre eux. Nous suivons leurs efforts avec une curiosité sympathique, non sans remarquer au passage qu'ils sont en train de découvrir actuellement un certain nombre de difficultés que nous leur avions signalées l'an dernier et dont ils avaient alors nié l'importance.

L'an dernier, nous faisons remarquer au Comité Maudling combien il était essentiel d'éviter les détournements de trafic, qu'il fallait songer à l'harmonisation des tarifs extérieurs et à un certain nombre de clauses de sauvegarde, que, pour l'industrie de la pâte à papier, il se présentait des problèmes. Bref, nous leur avions signalé un certain nombre de points qui, de toute évidence, rendaient une construction de ce genre difficile à élaborer. On nous avait répondu alors que nous exagérions ces difficultés.

Je crois ne rien avancer d'inexact en disant que nos partenaires des Sept sont maintenant en train de constater qu'elles sont réelles, qu'il faut tâcher de les résoudre. Nous leur souhaitons vivement d'y réussir. Chacun pourtant reconnaîtra que, lorsqu'ils auront terminé leur effort, il restera, entre eux et nous, le problème non réglé de savoir comment nous allons organiser nos rapports économiques avec les États européens.

Nous avons signalé tout cela dans nos documents, soit que nous devions les organiser de façon individuelle, soit que nous les organisions avec des groupes d'États européens. Ce problème reste à résoudre et le fait de l'initiative prise à Stockholm crée, dans une certaine mesure, des situations nouvelles auxquelles tout le monde, à la fois dans notre Communauté et au dehors, est appelé à réfléchir.

C'est le premier fait nouveau. Le second est la position des États-Unis.

Les États-Unis nous ont aidé avec une clairvoyance et une générosité sans pareilles, pendant dix ans, à reconstruire notre Europe sur la

base de la discrimination, les Européens ayant le droit de faire entre eux des arrangements économiques dont les États-Unis acceptaient au départ d'être exclus.

Maintenant, nous avons retrouvé notre santé. La situation n'est plus la même. Le gouvernement des États-Unis nous a demandé à tous — il l'a dit publiquement au G.A.T.T., il l'a redit depuis lors dans d'autres circonstances — de ne plus continuer sur cette même lancée sans tenir compte des intérêts, soit de son pays, soit de la zone dont il est le principal animateur.

De toute évidence, cette position nouvelle nous amènera aussi à infléchir, jusqu'à un certain point, les mesures définitives qui seront prises.

Le troisième fait est l'importance croissante que, dans tous nos pays, nos chefs de gouvernement attachent aux problèmes des pays en voie de développement.

Notre Communauté y a songé. Rendons cet hommage aux auteurs du traité de Rome qui n'ont pas conçu celui-ci comme une association de riches qui simplement, entre eux, s'accorderaient des avantages, uniquement pour eux-mêmes. Au contraire, ils ont tenu à associer à cette entreprise des pays en voie de développement, à faire pour eux des sacrifices tarifaires et financiers de caractère unilatéral, en sorte que nous avons, me semble-t-il, comme Communauté, un peu montré la voie.

Croyez-vous que l'on pourrait encore maintenant concevoir une association entre nos pays européens et d'autres pays européens industriels sans avoir au moins, parallèlement, pensé à ce que sont les devoirs de l'Europe à l'égard des pays en voie de développement? Je doute fort que pareille attitude pourrait trouver politiquement dans le monde un appui quelconque. Il n'y a pas de doute que, là aussi, le problème a un peu changé d'aspect. Pour les autres, en tout cas, sinon pour nous.

Enfin, quatrième fait, les discussions théoriques que nous avons poursuivies depuis maintenant un an et demi que notre Communauté est en vigueur, sans parler de l'année 1957, n'ont pas, jusqu'à présent, abouti à des résultats. Nous ne pouvons pas attendre encore une fois d'avoir fini les uns et les autres de

nous convaincre. Si nous ne parvenons pas à nous convaincre, nous ne pouvons même pas nous compter. Dans ce Parlement, vous pourriez vous compter sur une résolution si vous en aviez envie. Mais nos gouvernements, eux, ne le peuvent pas. Le traité de Rome leur impose de déterminer à l'unanimité leur politique commerciale pendant les huit premières années de notre Communauté. Dès lors, il faut que nos gouvernements s'accordent et le problème est de savoir sur quoi.

En écoutant ce matin les deux discours, si intéressants l'un et l'autre, mais si totalement opposés, de nos collègues MM. Van Campen et de la Malène, je pensais qu'ils avaient bien de la chance de pouvoir simplement défendre et exprimer leurs points de vue. Mais à partir de ces deux points de vue opposés, comment construirons-nous une politique et comment agirons-nous? Je veux me permettre, à leur égard, une hypothèse. Elle est audacieuse et j'espère qu'ils ne l'interpréteront pas mal. Si nous mettions dans un bureau M. Van Campen et M. de la Malène et que nous leur disions : Vous n'en sortirez que lorsque vous vous serez mis d'accord sur la politique à proposer à notre Communauté, je ne crois pas me tromper beaucoup en disant que nos collègues sortiraient du bureau en brandissant le mémorandum de la Commission et en déclarant : C'est cela qu'il faut faire maintenant.

(Sourires et applaudissements.)

Ce qui nous a convaincus, c'est qu'après avoir discuté longuement sur des principes et des théories, nous avons reconnu qu'il fallait aborder le problème différemment si nous voulons nous rassembler. Nous avons été très frappés d'un précédent qui remonte à quelques mois et qui nous intéresse tous, je veux parler de la querelle au sujet du partage des petits contingents.

Au sein de l'O.E.C.E. la querelle a surgi sur le point de savoir si les contingents faibles ou nuls qui sont élargis à l'intérieur du traité de Rome allaient l'être aussi à l'égard de nos partenaires de l'O.E.C.E. Nous avons assisté, le 15 décembre, à une séance dramatique du Conseil de ministres. L'on s'est séparé à minuit après s'être dit des paroles presque vives et, en tout cas, en désaccord complet sur le prin-

cipe du partage des petits contingents. Après quoi, au cours du trimestre qui a suivi, les deux délégations principalement intéressées dans ce débat se sont retrouvées. Elles n'ont plus parlé du partage de principe des petits contingents; elles se sont entretenues de leurs problèmes respectifs d'automobiles et de whisky et elles se sont mises d'accord sur ces deux points.

Cet exemple nous montre que, lorsqu'on discute sur des principes, on éprouve une certaine peine à tomber d'accord. Cette Assemblée comprend trois groupes politiques et je n'ai pas entendu dire qu'il soit pour l'instant question que ces trois groupes se fondent en un seul. Mais si les principes les séparent, bien souvent l'action les rassemble. Combien de fois, dans des domaines où il faut agir en commun, n'avons-nous pas vu des gens dont les points de vue sont différents s'associer sur des programmes d'action concrets? Nous voyons cela tous les jours.

C'est pourquoi nous avons estimé qu'il fallait aborder le problème de cette manière et que, l'abordant ainsi, nous allions probablement renouveler l'atmosphère et permettre un accord qui, jusqu'à présent, a fait défaut.

Cela étant, il se pose encore cette question : qu'avez-vous le droit de demander? Vous avez le droit de demander de défendre le marché commun et de le fortifier. Après les excellentes paroles de mon concitoyen, M. le ministre Duvieusart, je ne développerai pas plus longuement cette pensée qui nous est commune à tous.

Ni vous ni nous n'avons jamais pensé, à une étape quelconque et de quelque manière que ce soit, faire perdre au marché commun ce qui est sa force, sa force d'attraction interne pour son économie, et sa force d'attraction externe qui est si grande en ce moment que, dans certains pays, on ne parle plus du « common market » que comme l'événement historique le plus important qui s'est produit en Europe.

Il n'est pas et il ne sera pas question de liquider la force du marché commun dans d'autres ensembles économiques. Il n'en a jamais été question.

En second lieu, on a le droit de nous demander d'organiser pacifiquement nos relations économiques avec le monde extérieur, et d'abord avec le vieux monde. Là, qu'on ne nous dise pas que nous ne pouvons pas négocier sur notre tarif extérieur pendant la période transitoire. Cela a été prévu de la façon la plus précise dans l'article III du traité. Les auteurs du traité ont voulu qu'on négociât sur la base du tarif commun et qu'on n'attendît point la fin de la période transitoire pour le faire.

C'est précisément parce que cela a été heureusement prévu que nos six gouvernements ont pu s'accorder pour commencer une négociation qui se poursuit actuellement au G.A.T.T. De ce côté, nous avons une certaine liberté de mouvement. Nous devons du reste l'avoir si nous voulons faire quelque chose pour les pays en voie de développement. Ce serait vaine littérature que de nous déclarer partisans d'une politique en faveur des pays en voie de développement, si nous avions l'intention, par des prohibitions ou des mesures tarifaires ou autres, de refuser aux produits de leur jeune industrie l'entrée dans notre Communauté. Ce n'est pas un problème de oui ou de non qui se pose, mais un problème de plus ou de moins.

Que peut-on nous demander ensuite? Dans le cadre de l'Europe, on a le droit de nous demander, et c'est normal, de penser à la manière dont nous allons régler les problèmes de notre vie commune avec nos partenaires européens. Nous sommes ici dans une maison où ils nous invitent, où ils sont chez eux et où ils étaient rassemblés la semaine dernière. Puisque j'ai plus particulièrement, dans notre Commission, la charge des relations extérieures, je voudrais dire que l'esprit dont nous sommes animés n'est pas le moins du monde de considérer comme des étrangers ou comme des ennemis nos partenaires européens, qu'ils soient Suisses, Autrichiens, Scandinaves ou Anglais, avec lesquels nous désirons, au contraire, organiser nos relations pacifiquement et d'une façon coopérative.

Je désire le dire clairement de la part du Marché commun : à l'égard des craintes, en partie légitimes, mais parfois ressenties avec une inquiétude exagérée, en présence des soucis que manifestent certains de nos partenaires de l'extérieur, notre Communauté doit être animée de bonne volonté afin de pouvoir chercher des

formules de coopération. Lorsqu'il y a des difficultés, elle doit être prête à les affronter, c'est ce que nous avons dit dans notre document. Si ces difficultés sont bien délimitées, nous devons être prêts également à faire les efforts nécessaires pour les résoudre. En disant cela, nous ne faisons pas autre chose que répondre aux vœux qui sont, autour de nous, émis un peu partout.

Enfin — et là je voudrais attirer l'attention de toute cette Assemblée car cela doit être reconnu — dans toute la politique de notre Communauté, nous devons aussi tenir compte des intérêts économiques des États membres, surtout dans cette période où nous ne sommes pas encore une Communauté complètement achevée, complètement intégrée.

Les États membres, Mesdames, Messieurs, ont leurs soucis. Comme Commission du Marché commun nous avons le devoir d'y avoir égard. Je vous rappelle que l'an dernier, un de nos soucis fondamentaux était celui que nous causait la situation économique d'un de nos plus grands partenaires de la Communauté, dont la balance des paiements, les difficultés économiques et financières étaient telles qu'il ne voyait pas comment il pourrait prendre la charge d'élargissements plus grands ou de risques plus considérables. En ce qui concernait le commerce extérieur, il disait : Nous ne pouvons vraiment pas, malgré toutes les conceptions doctrinales qui nous sont chères, prendre des risques que notre situation monétaire ne nous permet pas.

Notre Commission — et je crois vous tous aussi — a très bien compris ce problème. L'an dernier, nous en avons très largement tenu compte dans les délibérations des Six par lesquelles nous préparions les travaux de notre Communauté au sein du Comité Maudling. Puis-je faire remarquer, tout en me réjouissant ici vivement du magnifique retour à la santé économique de notre grand partenaire, qu'à l'heure actuelle, au sein de notre Communauté, d'autres soucis se manifestent pour d'autres de nos États membres et qu'il faut aussi les comprendre? Il y a parmi nous des États pour lesquels l'exportation vers les pays de l'O.E.C.E. présente un intérêt économique infiniment plus grand que pour d'autres. Et lorsque j'entendais ce matin un de nos collègues hollandais et un de nos collègues français exprimer des points

de vue un peu différents, je me disais que les positions des deux gouvernements en cause devaient assez naturellement être quelque peu opposées. En effet, le commerce extérieur d'un pays comme les Pays-Bas — et c'est la même chose pour la Belgique — est aussi important que la totalité du commerce extérieur de la France; et pourtant, il s'agit d'un pays quatre ou cinq fois moins peuplé. Dans ces conditions, disons-nous bien que, pour le gouvernement de La Haye, les soucis que lui cause son commerce extérieur sont si grands que nous ne pouvons pas les considérer à la légère. Quand nous construirons la politique de notre Communauté, les mêmes raisons qui nous ont fait, l'an dernier, tenir compte des difficultés d'un de nos gouvernements doivent, cette année, nous inciter à faire de même pour un autre État membre.

C'est en pensant à tout cela que nous avons rédigé nos propositions, dont le contenu vous est maintenant connu. Je ne vais pas ouvrir une nouvelle discussion à cet égard; il est trop tard et je termine.

Vous nous avez posé quelques questions. Je ne répondrai pas à toutes. Le plus dangereux serait de donner suite à toutes les assurances que vous nous avez demandées, car vous aurez remarqué que les assurances demandées par certains sont exactement le contraire des assurances que d'autres sollicitent de nous sur des problèmes inclus dans nos propositions.

Je veux au moins dire que nos propositions ne comportent de cadeau pour personne. Il doit être clair que lorsque nous avons proposé des réductions tarifaires, c'est dans le même esprit — et nous l'avons précisé dans notre texte — que celles qui ont été consenties par notre Conseil de ministres unanime, au mois de décembre dernier. Ce sont de simples anticipations sur les tarifs extérieurs communs. C'est si vrai que si notre Communauté venait demain à décider de raccourcir la période transitoire et de passer directement à la seconde étape, la première de nos propositions serait coiffée par le résultat de la seconde, en ce sens que l'objectif serait déjà atteint. Je répète donc que nous n'accordons de cadeau à qui que ce soit.

Pour le surplus, puis-je vous demander de nous laisser tout de même un peu de liberté de mouvement? Nous allons devoir discuter avec

nos six gouvernements qui vont examiner ce problème. Nous allons l'examiner avec votre commission spécialisée qui nous a annoncé, dès à présent, qu'elle allait étudier, avec beaucoup de soin, le détail de nos propositions. Nous nous trouverons devant les difficultés qui se présentent à tous les gouvernements : ou bien ils ne renseignent pas complètement le Parlement, et le Parlement leur en fait grief; ou bien, ils mettent toutes leurs cartes sur table et alors, pour avoir tout raconté, on leur reproche d'avoir perdu toute possibilité de négociation.

Laissez-nous donc, en ce qui concerne le contenu, un peu de liberté pour l'avenir. Mais — dois-je y insister? — le contenu de nos propositions constitue un ensemble. Il n'est pas possible d'en prendre une partie et de laisser le reste. On peut ajuster chaque partie, mais il faut faire en sorte de ne pas détruire l'ensemble. Vous ne pourriez prendre simplement une partie relative au renforcement de la Communauté en n'ayant fait aucun geste vers le monde extérieur. Vous ne pouvez détacher la partie tarifaire qui nous concerne sans avoir envisagé tout ce qui touche à la conjoncture ou aux pays en voie de développement. C'est, je le répète, un ensemble qui est, nous l'espérons, équilibré.

Je me réjouis de ce que la manière dont nous avons abordé le problème ait, dès à présent, reçu un accueil sympathique de la part des six délégations du comité spécial que j'ai présidé vendredi dernier. S'il y a eu, naturellement, une discussion sur le contenu des propositions, l'idée d'une nouvelle approche de ce problème — une approche pragmatique — a été approuvée par tout le monde. C'est un très bon début et j'ai le sentiment que, dans cette Assemblée, dans les groupes et dans les commissions spécialisées, pareil effort a été également accueilli avec sympathie.

En second lieu, les déclarations faites ici, notamment au nom des trois groupes politiques de cette Assemblée, ont été particulièrement encourageantes pour la Commission chargée de l'examen de ces problèmes, et je voudrais exprimer notre gratitude aux divers groupes et à leurs présidents.

Enfin, Mesdames, Messieurs, je vous demande quelque chose de plus : votre appui dans les capitales où vous exercez votre action politique

parce que nos gouvernements vont avoir à prendre des responsabilités à cet égard. Nos ministres des affaires étrangères sont actuellement rassemblés à New-York; ils rentreront en octobre. Leurs fonctionnaires mettront ces papiers sur leur bureau et la manière dont ils y réagiront peut être influencée fortement par ce que nous leur dirons chacun dans nos capitales respectives. Je me permets de vous demander d'être attentifs à cet aspect du problème.

J'ai l'espoir que si nous continuons à travailler dans l'esprit que nous venons de manifester, lorsque nous reprendrons ce problème nous arriverons à nous accorder sur des choses concrètes et pratiques car le temps est venu pour notre Communauté, dans le domaine de la politique extérieure, de s'unir et d'aller de l'avant.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. le Rapporteur.

M. Blaisse, rapporteur. — Monsieur le Président, après ce débat si intéressant, je pourrai être très bref.

Avant tout, je dois exprimer ma reconnaissance à M. Hallstein et à M. Rey de ce qu'ils ont dit au sujet du travail de la Commission. Toutefois, j'espère vivement que l'on pourra éviter le renouvellement de la situation dans laquelle je me suis trouvé : la publication des propositions très intéressantes de la Commission au moment où je terminais mon rapport. Cela m'a gêné quelque peu; mais si j'ai bien compris, ce contretemps était inévitable.

Dans ce débat si intéressant, certains membres se sont attachés aux principes préconisés par la commission de la politique commerciale et ont clairement souligné quelques aspects que j'ai examinés devant cette Assemblée dans mes explications introductives d'hier. D'autres, plus nombreux, étaient plutôt tentés de suivre la méthode pragmatique de M. Hallstein. Enfin, d'autres membres de l'Assemblée croient possible de concilier certains principes défendus dans mon rapport et les propositions de la Commission.

Quoi qu'il en soit, il s'agit de quelques idées susceptibles de faciliter mon travail lorsque je

préparerai mon rapport supplémentaire pour la prochaine session.

Je suis reconnaissant à M. Pleven de m'avoir éclairé sur certains aspects techniques et de m'avoir fait des suggestions dont je pourrai m'inspirer dans le rapport que je présenterai probablement lors de notre réunion d'octobre ou de novembre. Il faut, en tout cas, discuter d'abord le projet de rapport supplémentaire que je proposerai à la prochaine réunion de la commission de la politique commerciale, qui a été fixée au 20 ou 21 octobre prochain.

(*Applaudissements.*)

M. le Président. — La parole est à M. Kapteyn.

M. Kapteyn. — (N) Monsieur le Président, j'aimerais poser deux questions à M. Rey.

M. Rey vient de dire qu'il s'abstiendra de répondre aux questions qui lui ont été posées et dont les auteurs demandaient des assurances sur un certain nombre de points. Il a dit qu'il ne répondrait pas parce que les questions qui lui avaient été posées concernaient des revendications contradictoires.

Monsieur le Président, voici une des questions que j'aimerais poser à M. Rey : Son intention serait-elle donc de ne communiquer l'avis de la Commission que si elle est persuadée que tout le monde dans cette salle sera d'accord avec elle?

Et voici ma deuxième question : Quel peut donc être le but de cette réunion, dès l'instant où la Commission refuse de prendre position devant notre Assemblée?

M. le Président. — La parole est à M. de la Malène.

M. de la Malène. — Monsieur le Président, mon intervention sera brève.

M. le président Rey a dit que ma position était absolument opposée à celle de notre collègue hollandais et que si l'on nous plaçait dans la même pièce, ou bien nous ne nous mettrions pas d'accord, ou bien nous nous rallierions au mémorandum de la Commission.

Puis-je faire remarquer qu'il y a une différence sensible entre ma position et celle de mon collègue : je ne suis pas demandeur. J'estime qu'en dehors de la liste G, la politique commerciale de la Communauté est largement définie par le traité. Je demande donc que l'on s'en tienne, dans toute la mesure du possible, à la politique commerciale définie par le traité et acceptée par les parties contractantes. Par conséquent, je ne me pose pas en demandeur, à l'inverse des autres.

Je passe à une deuxième remarque. Une partie de l'argumentation du président Rey est basée sur son analyse du renversement intervenu dans la situation économique française depuis un an, en suite de quoi il estime que celle-ci s'est très largement améliorée mais que, par contre, les nécessités économiques en Hollande et en Allemagne exigent que, maintenant, nous fassions des concessions et modifions la politique commerciale définie par le traité pour tenir compte des problèmes actuels des deux pays en cause.

Je voudrais bien préciser que l'analyse des variations conjoncturelles de l'économie n'entraîne pas ma conviction. La situation de l'économie française reste fragile étant donné l'étendue de nos charges, et je ne suis pas persuadé que le mouvement de bascule qui s'est produit depuis un an justifie une différence d'optique.

M. le Président. — La parole est à M. Rey.

M. Rey, membre de la Commission de la Communauté économique européenne. — Monsieur le Président, je ne crois pas que ce soit à M. de la Malène que je doive répondre, il ne m'a pas posé de question. Mais M. Kapteyn m'en a posé une et je vais lui répondre de mon mieux.

Je crois que notre Commission a informé très largement l'Assemblée de ses intentions lorsqu'elle lui a communiqué le texte du mémorandum que vous avez actuellement sous les yeux.

J'ai entendu hier quelqu'un parler de divergences de vues au sein de notre Commission. Je m'empresse de dire, pour couper court à toute autre interprétation, que notre Commis-

sion est absolument unanime sur le texte que vous avez reçu, ainsi que sur les intentions dont il est l'expression.

Des assurances m'ont été demandées sur des points qui ne figurent pas dans ce texte ou qui ont trait au futur. Je crois que la sagesse consiste, pour les travaux futurs, en prenant pour base ce document dès à présent accepté par les six gouvernements, à ne pas faire actuellement de déclarations publiques sur lesquelles nous aurions peut-être quelque embarras à devoir revenir dans un avenir prochain.

Hier, tous les membres de la commission présidée par l'honorable M. Alric ont estimé qu'ils allaient avoir à étudier ce document dans ses détails, qu'un grand nombre de questions seraient posées, qu'ils entendraient de nombreuses opinions et que ce travail serait poursuivi parallèlement par nous au sein du comité spécial avec les gouvernements.

Quant à l'honorable M. Kapteyn, je lui répète qu'au moins une des questions qu'il m'a posées est en contradiction absolue avec d'autres questions posées par d'autres membres de cette Assemblée. Il serait imprudent de ma part à faire maintenant, au stade actuel, bien que j'aie une conviction très ferme à cet égard, une déclaration publique.

J'en suis d'autant plus persuadé que, je me permets de vous le rappeler, j'ai la charge de présider les travaux du comité spécial qui a décidé de poursuivre ses travaux le 19 octobre prochain, et ses membres — c'est-à-dire les six délégations nationales — seraient un peu étonnés si, prenant connaissance des travaux parlementaires, ils s'apercevaient que leur président s'est déjà engagé, qu'il a donné des réponses à toutes les questions qui peuvent surgir à l'occasion des travaux ultérieurs.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole?...

L'Assemblée sera appelée à se prononcer ultérieurement sur une proposition de résolution présentée par la commission compétente.

4. — *Budget supplémentaire relatif à la Cour de justice*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la présentation, la discussion et le vote du rapport

de M. Janssen, fait au nom de la commission de l'administration de l'Assemblée parlementaire européenne et du budget des Communautés, sur le projet de budget supplémentaire de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique pour l'exercice 1959, relatif à la Cour de justice.

La parole est à M. Janssen, rapporteur.

M. Janssen, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, voici la première fois que l'on nous soumet pour approbation un projet de budget supplémentaire comme le prévoient les traités de Rome.

La résolution que la commission de l'administration de l'Assemblée parlementaire européenne et du budget des Communautés vous propose est très simple et je pourrais en somme me borner à vous la soumettre en vous priant de l'adopter. Je ferai cependant quelques remarques à propos de ce budget supplémentaire.

En premier lieu, je crois que nous pouvons féliciter la Cour de justice d'avoir résolu le problème de sa dislocation et celui de son siège. Ces félicitations me paraissent méritées non seulement parce que, de ce fait, la Cour pourra dorénavant éviter certaines difficultés, mais aussi parce qu'elle pourra dès maintenant travailler tranquillement, rationnellement et avec efficacité.

Ce devrait être pour nous, autre institution, une invitation à nous inspirer de l'exemple de la Cour et à persévérer avec énergie dans la recherche d'une solution de notre problème du siège.

En second lieu, et quant au problème du budget supplémentaire lui-même, votre commission a constaté avec satisfaction que le Conseil de ministres a procédé à la communication du projet de budget supplémentaire exactement comme il l'avait fait pour le budget normal.

En troisième lieu, nous nous sommes demandé si un projet de budget supplémentaire pouvait être présenté. Il nous sera permis de dire — car sur ce point le hasard nous a valu une bonne aubaine — que les éminents juristes qui composent la Cour nous ont en somme déjà donné

un avis juridique; les traités de Rome permettent de présenter un budget supplémentaire.

La pratique suivie dans les États membres est d'ailleurs analogue, lors même que la loi ne dit pas explicitement qu'un budget supplémentaire peut être déposé. Aussi votre commission estime-t-elle qu'il est admissible de présenter un budget complémentaire.

En quatrième lieu, je vous ferai remarquer — et c'est un point qui a également été soulevé en commission — que nous espérons que des projets de budgets supplémentaires de cette sorte ne seront présentés que dans des cas d'exception et si une nécessité particulière le commande. En d'autres termes, il faut faire en sorte que les dépenses soient en accord avec le budget annuel tel qu'il a été adopté et ce n'est que dans des circonstances exceptionnelles que l'on peut présenter un projet de budget supplémentaire.

Mais il ne faut naturellement pas que ce fait ait pour conséquence que l'on concevra le budget principal d'une façon si large que l'on puisse dans tous les cas se passer d'un budget supplémentaire. Si des faits particuliers surgissent, il faut revoir le budget primitif.

En conclusion, je déclare que la commission de l'administration et du budget a donné son accord au projet de budget complémentaire. Elle dit la satisfaction que lui cause le fait que le Conseil de ministres nous ait transmis ce projet de budget.

M. le Président. — Je donne lecture de la proposition de résolution présentée par la commission :

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

relative au projet de budget supplémentaire de la C.E.E.
et de l'Euratom pour l'exercice 1959
ayant trait aux dépenses de la Cour de justice

« *L'Assemblée parlementaire européenne*

1. considère que l'établissement de budgets supplémentaires en cours d'exercice — ce qui n'est d'ailleurs pas prévu formellement par les traités de la C.E.E. et de l'Euratom — est à éviter dans toute la mesure du possible,

2. prend acte du projet de budget supplémentaire établi par les Conseils de la C.E.E. et de l'Euratom le 11 septembre 1959 augmentant d'un montant de 3 010 000 frb. l'état prévisionnel de la Cour de justice pour l'exercice 1959. »

La parole est à M. Poher.

M. Poher. — Après l'excellent rapport de M. Janssen, j'aimerais entendre M. Rey répéter ici ce qu'il a dit hier dans le secret de la commission, à savoir qu'il est bien entendu que, chaque fois qu'un budget supplémentaire sera présenté — c'est également vrai pour toutes les Autorités — l'Assemblée sera appelée à se prononcer comme dans le cas du budget ordinaire.

M. le Président. — La parole est à M. Rey.

M. Rey, *membre de la Commission de la Communauté économique européenne.* — Je confirme bien volontiers ce que j'ai dit hier en commission. Il me paraît évident que, comme c'est du reste l'usage dans tous nos parlements nationaux, la même procédure que pour le budget principal doit être suivie pour le budget supplémentaire.

Pour le surplus, je remercie l'honorable rapporteur. Les observations qu'il a présentées sur le caractère exceptionnel de la procédure à laquelle il est maintenant fait recours, sont pleinement justifiées.

M. Poher. — Je remercie M. Rey. Si j'ai provoqué son intervention, c'est pour que cette précision figure au procès-verbal.

M. le Président. — L'Assemblée prend acte de cette déclaration de M. Rey.

Personne ne demande plus la parole?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

Il n'y a pas d'opposition?...

La proposition de résolution est adoptée.

5. — *Modification de l'article 32 du règlement*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la présentation, la discussion et le vote du rapport de M. Bohy, fait au nom de la commission des questions juridiques, du règlement et des immunités, sur la modification de l'article 32, paragraphe 2, du règlement de l'Assemblée parlementaire européenne, relatif à l'établissement de la liste des orateurs.

La parole est à M. Bohy, rapporteur.

M. Bohy, rapporteur. — Monsieur le Président, je ne saurais retenir l'attention de l'Assemblée sur un aussi mince objet et je m'en explique.

Le paragraphe premier de l'article 32 du règlement dispose que la parole sera donnée à chacun des orateurs, membres de cette Assemblée, dans l'ordre où ils se seront fait inscrire.

Par ailleurs, un usage excellent et qui n'est pas seulement établi ici donne une sorte de droit de priorité aux présidents des groupes, pour autant que ceux-ci demandent la parole afin d'exprimer l'opinion de leur groupe dans un débat important et situer leur position politique.

Il y avait ainsi, entre le texte littéralement interprété du règlement et un usage que nous avons été unanimes à considérer comme excellent, une contradiction qu'il importait de faire disparaître. C'est le seul objet du texte que nous vous proposons et qui tend à ajouter, après l'alinéa disposant que les représentants qui demandent la parole sont inscrits suivant l'ordre de leur demande, un alinéa supplémentaire ainsi rédigé :

« Un tour de parole prioritaire peut cependant, sur leur demande, être accordé aux présidents des groupes politiques s'exprimant au nom de leur groupe ou aux orateurs qui suppléent les présidents dans cette mission. »

Ce dernier membre de phrase appelle mon dernier commentaire. Il peut, en effet, arriver que la présidence d'un groupe soit assurée par un économiste excellent, mais que le problème examiné ait trait, par exemple, à la sécurité sociale et que le président du groupe estime que l'opinion du groupe sera mieux exprimée

par un autre membre plus spécialisé en la matière.

Il est bien entendu que cet alinéa nouveau, dérogoratoire au texte du premier paragraphe, doit être de stricte et étroite interprétation et ne saurait servir de prétexte à des passe-droit, à des complaisances ou à la possibilité d'obtenir une priorité de parole qui ne correspondrait pas à l'intention des auteurs de cette modification.

J'ajoute que cette proposition a recueilli l'unanimité de la commission compétente, qui espère que l'Assemblée lui accordera la même unanimité.

M. le Président. — Nous remercions M. le Rapporteur pour ses explications.

Je donne lecture de la proposition de résolution présentée par la commission :

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

relative au texte du paragraphe 2 de l'article 32
du règlement

« *L'Assemblée parlementaire européenne*

décide d'insérer entre la première et la deuxième phrase du paragraphe 2 de l'article 32 de son règlement la phrase suivante :

« Un tour de parole prioritaire peut cependant, sur leur demande, être accordé aux présidents des groupes politiques s'exprimant au nom de leur groupe ou aux orateurs qui suppléent les présidents dans cette mission. »

Le paragraphe 2 de l'article 32 du règlement se lit donc comme suit :

« 2. Les représentants qui demandent la parole sont inscrits suivant l'ordre de leur demande.

Un tour de parole prioritaire peut cependant, sur leur demande, être accordé aux présidents des groupes politiques s'exprimant au nom de leur groupe ou aux orateurs qui suppléent les présidents dans cette mission.

Nul ne peut obtenir la parole plus de deux fois sur le même sujet, sauf autorisation du président. Toutefois, le président et le rappor-

teur des commissions intéressées sont entendus sur leur demande.

Sur proposition du président, l'Assemblée peut décider de limiter le temps de parole. »

Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix cette proposition de résolution.

Il n'y a pas d'opposition?...

La proposition de résolution est adoptée.

6. — *Réponse à la déclaration de M. le Président de la Haute Autorité (suite)*

M. le Président. — En conclusion du débat sur la déclaration de M. Malvestiti, j'ai reçu de MM. Poher, Pleven et Birkelbach, présidents des trois groupes politiques de l'Assemblée, une proposition de résolution faisant suite à la déclaration d'investiture du président de la Haute Autorité.

Cette proposition de résolution a été imprimée sous le n° 60 et distribuée.

L'Assemblée voudra sans doute se prononcer immédiatement?...

(Assentiment.)

Je donne lecture de la proposition de résolution présentée par MM. Poher, Pleven et Birkelbach :

PROPOSITION DE RÉOLUTION

faisant suite à la déclaration d'investiture du président de la Haute Autorité

« L'Assemblée parlementaire européenne,

— ayant entendu la déclaration faite par M. Malvestiti, président de la Haute Autorité, nouvellement constituée,

1. Invite la Haute Autorité à :

— mener activement, en coopération avec la Commission de la C.E.E. et la Commission de l'Euratom, une politique communautaire de l'énergie;

— user au maximum de ses pouvoirs pour remédier aux effets néfastes de la crise structurelle dans l'industrie charbonnière de la Communauté et pour atteindre les objectifs sociaux prévus par le traité,

2. Demande, en outre, à la Haute Autorité d'exercer toute son influence auprès du Conseil spécial de ministres pour la mise en œuvre des décisions communautaires qui s'imposent en la matière. »

La parole est à M. Armengaud.

M. Armengaud. — Sans vouloir contrarier le moins du monde le vote de cette résolution, je désire présenter une simple observation, ou plus exactement exprimer un regret.

Le texte fait allusion aux effets néfastes de la crise du charbon, crise qu'il qualifie exclusivement de structurelle. Nous sommes plusieurs à estimer que cette crise est également conjoncturelle. Il était bon que cela fût dit.

Je l'ai dit et, sans insister davantage, je souhaite que l'Assemblée vote ce texte sous le bénéfice de mon observation.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole?...

Je mets aux voix la proposition de résolution présentée par MM. Poher, Pleven et Birkelbach.

Il n'y a pas d'opposition?...

La proposition de résolution est adoptée.

7. — *Protection sanitaire et sécurité du travail dans le cadre de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (suite)*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la présentation, la discussion et le vote du rapport complémentaire de M. Bertrand, fait au nom de la commission de la sécurité, de l'hygiène du travail et de la protection sanitaire, sur les problèmes de sécurité, d'hygiène du travail et de protection sanitaire dans le cadre de la

Communauté économique européenne et de l'Euratom, ainsi que sur les questions du contrôle de sécurité dans le cadre de l'Euratom en application des articles 77 à 85 du traité.

La parole est à M. Bertrand, rapporteur.

M. Bertrand, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, le texte du rapport complémentaire est à mon avis suffisamment clair, si bien qu'il ne me semble pas nécessaire de donner d'autres éclaircissements.

M. le Président. — Je donne lecture de la proposition de résolution présentée par la commission :

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

relative aux problèmes de sécurité, d'hygiène du travail et de protection sanitaire
dans le cadre de la C.E.E. et de l'Euratom,
ainsi qu'aux questions du contrôle de sécurité
dans le cadre de l'Euratom
en application des articles 77 à 85 du traité

« L'Assemblée parlementaire européenne,

— consciente de l'importance que revêtent pour la Communauté européenne tout entière les problèmes de sécurité, d'hygiène du travail et de protection sanitaire, ainsi que la question du contrôle de sécurité dans le cadre de l'Euratom;

1. attire l'attention des Commissions exécutives de la C.E.E. et de l'Euratom, des gouvernements des États membres et de toutes les autorités compétentes sur les principes d'action présentés dans le rapport de sa commission compétente (doc. n° 49/1959);

2. insiste, une fois de plus, sur la nécessité absolue pour les exécutifs des trois Communautés d'établir entre eux un véritable programme commun d'action en matière de sécurité du travail;

— *en ce qui concerne plus particulièrement le domaine d'action de la C.E.E., l'Assemblée*

3. suggère à l'exécutif d'envisager la possibilité d'établir un inventaire des nécessités et un ordre des priorités à accorder en matière de sécurité et d'hygiène du travail;

4. réitère sa proposition de voir étudier la possibilité de conclure un accord entre les gouvernements, l'exécutif de la C.E.E. et la Haute Autorité, établi sur les mêmes principes que l'accord entre la Haute Autorité et les gouvernements pour la création de l'Organe permanent;

5. attire l'attention des organes communautaires et nationaux compétents — et en particulier celle du Conseil de ministres sur la nécessité pour les exécutifs européens de pouvoir disposer en quantité et en qualité du personnel nécessaire à la réalisation des objectifs de la Communauté;

— *en ce qui concerne plus particulièrement le domaine d'action de l'Euratom, l'Assemblée*

6. insiste sur la nécessité de tenir régulièrement à jour et de compléter éventuellement les normes de base en fonction de l'expérience et de l'évolution des recherches dans le monde;

7. prie l'exécutif de veiller à l'application des normes de base dans les divers pays membres, ainsi qu'à l'harmonisation des dispositions législatives, réglementaires et administratives prises à cette fin;

8. souligne la nécessité pour l'exécutif de promouvoir par les moyens qui lui sont propres une coordination plus poussée et un développement accru des connaissances dans le domaine des mesures de la radio-activité ambiante;

9. souhaite que l'Euratom attache une importance particulière aux problèmes médicaux et médico-sociaux de la protection des travailleurs et de la population contre les radiations ionisantes;

10. encourage l'exécutif à trouver une solution satisfaisante aux délicats problèmes existant en matière d'assurance contre les risques atomiques et à faire assurer les garanties financières nécessaires à cette fin;

— *en ce qui concerne le domaine particulier du contrôle de sécurité dans le cadre de l'Euratom, l'Assemblée*

11. exprime sa satisfaction devant l'activité déployée par l'exécutif de l'Euratom dans la mise sur pieds du système de contrôle prévu par le traité;
12. exprime le souhait de voir ce contrôle s'appliquer également à l'utilisation des déchets nucléaires et à leur stockage;
13. enfin, se félicite du fait que le système de contrôle élaboré par l'Euratom soit unique et s'applique tant aux matières nucléaires utilisées dans le cadre de l'activité propre de la Communauté qu'à celles employées dans la Communauté en vertu des engagements passés par l'exécutif avec les États-Unis et la Grande-Bretagne. »

Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix cette proposition de résolution.

Il n'y a pas d'opposition?...

La proposition de résolution est adoptée.

8. — *Ouverture des marchés et régime de concurrence (suite)*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la présentation, la discussion et le vote du rapport complémentaire de M. Darras, fait au nom de la commission du marché intérieur de la Communauté, sur les problèmes relatifs à l'ouverture des marchés et au régime de concurrence soulevés par les deuxièmes rapports généraux sur l'activité de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique.

La parole est à M. Darras, rapporteur.

M. Darras, rapporteur. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, votre commission du marché intérieur m'a chargé de soumettre à l'Assemblée un projet de résolution concernant le rapport que j'ai eu l'honneur de présenter sur l'ouverture des marchés et le régime de concurrence.

La commission a été d'avis que, ce rapport contenant un grand nombre d'observations, de

suggestions qui, à la lumière de la discussion qui s'est instaurée dans cette Assemblée, sont apparues pertinentes, il était préférable, plutôt que d'élaborer une longue résolution, d'attirer l'attention de la C.E.E. sur l'ensemble du rapport.

La résolution qui vous est présentée est donc très courte. Son premier point rappelle l'importance que revêt l'application complète et sans heurt des prescriptions du traité. Le second point — et ce souci a été nettement exprimé dans les différentes interventions — qui invite l'exécutif à accélérer dans toute la mesure du possible la mise en application du traité en ce qu'il a trait, notamment, à la politique de concurrence et au rapprochement des législations, ne signifie nullement que nous nous désintéressons de l'accélération du désarmement douanier et contingentaire.

Un troisième point, en soulignant l'intérêt des questions soulevées par votre commission du marché intérieur, ne vise qu'à introduire le quatrième point qui charge le président de la commission :

1^o D'attirer l'attention de la C.E.E. sur ce rapport en l'invitant à lui donner une suite favorable;

2^o De transmettre ce rapport au Conseil de ministres.

M. le Président. — Je donne lecture de la proposition de résolution présentée par la commission :

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

relative à l'ouverture des marchés
et au régime de concurrence
dans la Communauté économique européenne
et dans la Communauté européenne de l'énergie atomique

« *L'Assemblée parlementaire européenne,*

1. rappelle l'importance que revêt l'application complète et sans heurt des mesures prévues par les traités de Rome pour l'ouverture des marchés dont la première réalisation eut lieu de façon satisfaisante le 1^{er} janvier 1959,
2. invite l'exécutif de la C.E.E. à rechercher à accélérer, dans la mesure du possible, la

mise en application du traité du Marché commun et notamment les mesures qui y sont prévues en ce qui concerne la politique de concurrence et le rapprochement des dispositions législatives, administratives et réglementaires,

3. souligne l'intérêt des questions soulevées par sa commission compétente dans son rapport (document n° 51/1959),
4. charge son président de transmettre, avec la présente résolution, le rapport de sa commission compétente, à l'exécutif de la C.E.E. en l'invitant à donner toutes les suites voulues aux observations qui y sont exprimées, ainsi qu'au Conseil de la C.E.E. »

Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix cette proposition de résolution.

Il n'y a pas d'opposition?...

La proposition de résolution est adoptée.

9. — *Problèmes relatifs à la main-d'œuvre dans la Communauté européenne du charbon et de l'acier*
(suite)

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la présentation, la discussion et le vote du rapport complémentaire de M. Bertrand, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur :

- la politique de libre circulation de la main-d'œuvre;
- quelques aspects de la politique de la Haute Autorité en matière de construction d'habitations (voir Septième Rapport général de la Haute Autorité de la C.E.C.A. sur l'activité de la Communauté);
- certains problèmes relatifs à la main-d'œuvre des industries de la C.E.C.A.;
- l'aide aux travailleurs des entreprises charbonnières contraints à du chômage partiel collectif par manque de débouchés de l'entreprise.

La parole est à M. Bertrand, rapporteur.

M. Bertrand, rapporteur. — Monsieur le Président, la commission des affaires sociales a adopté cette résolution à l'unanimité, de sorte qu'aucun commentaire ne me paraît nécessaire.

M. le Président. — Je donne lecture de la proposition de résolution présentée par la commission :

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

sur

- la politique de libre circulation de la main-d'œuvre;
- quelques aspects de la politique de la Haute Autorité en matière de construction d'habitations (voir Septième Rapport général de la Haute Autorité de la C.E.C.A. sur l'activité de la Communauté),
- certains problèmes relatifs à la main-d'œuvre des industries de la C.E.C.A.;
- l'aide aux travailleurs des entreprises charbonnières contraints à du chômage partiel collectif par manque de débouchés de l'entreprise

« *L'Assemblée parlementaire européenne*

- après examen du rapport de sa commission des affaires sociales (doc. n° 40/1959);
 - entendu les débats et les déclarations de la Haute Autorité ;
- sur la politique de libre circulation de la main-d'œuvre,*
- constate que l'application de l'article 69 du traité de la C.E.C.A. n'a eu jusqu'ici que peu de résultats;
 - réaffirme sa conviction que la décision relative à l'application de l'article 69, adoptée par le Conseil spécial de ministres le 8 décembre 1954, doit être revue au besoin et que son champ d'application doit être élargi;
 - rappelle la résolution adoptée par l'Assemblée commune le 13 mai 1955, où se trouvaient notamment énoncées des propositions concrètes de modification de certains articles de ladite décision;
 - invite les trois exécutifs à rechercher dans quelle mesure les dispositions que le traité de la C.E.E. contient en matière de libre circulation de la main-d'œuvre et les mesures à prendre dans le cadre de ces dispositions peuvent être appliquées aux travailleurs de l'industrie charbonnière et de l'industrie

sidérurgique exclus de l'application de la décision précitée;

- attend à bref délai les propositions que la Commission de la C.E.E. formulera en vue de l'exécution des dispositions des articles 48 et 49 du traité de la C.E.E. en matière de libre circulation de la main-d'œuvre;
- souligne la nécessité de définir les bases d'une politique des migrations de manière à tenir compte notamment des problèmes de formation professionnelle et de logement des travailleurs migrants, et invite l'exécutif à faire connaître ses conceptions à cet égard et à formuler des propositions concrètes concernant la création d'un bureau central de l'emploi;

sur la politique de construction d'habitations de la Haute Autorité

- prend acte avec satisfaction de l'état des travaux d'exécution des quatre programmes de construction d'habitations ouvrières de la C.E.C.A.;
- invite la Haute Autorité à mettre sa politique de construction d'habitations en concordance avec les besoins réels et à se procurer à cette fin les moyens financiers nécessaires;

sur les problèmes relatifs à la main-d'œuvre des industries de la C.E.C.A.

- exprime son inquiétude croissante en face de l'évolution récente de l'emploi dans l'industrie charbonnière;
- estime nécessaire de bien connaître les causes profondes de la régression du nombre des travailleurs occupés dans l'industrie charbonnière ainsi que la répercussion de cette régression sur la production charbonnière;
- invite la Haute Autorité, en coopération avec les autres exécutifs, à dresser pour les mines, un plan d'assainissement et de reconversion couvrant une période déterminée et destiné à susciter la création de nouvelles possibilités d'emploi, dans d'autres secteurs, pour les mineurs qui ne peuvent plus être occupés dans la mine;

sur l'aide aux travailleurs des entreprises charbonnières contraints à du chômage partiel collectif par manque de débouchés de l'entreprise

- appuie la proposition de la Haute Autorité de proroger provisoirement jusqu'au 31 octobre 1959 le versement de l'allocation spéciale tendant à aider les travailleurs des entreprises charbonnières contraints à du chômage partiel collectif et formule le vœu que le Conseil de ministres donne à cette proposition une suite favorable;

— estime que, vu la situation actuelle de l'industrie charbonnière et l'évolution défavorable qui semble se dessiner, l'attribution de ladite allocation spéciale ne doit pas se limiter aux chômeurs de l'industrie charbonnière belge;

- formule l'espoir que l'on ne se bornera pas à octroyer une allocation temporaire aux chômeurs de l'industrie charbonnière mais que cette forme d'aide sera combinée à une politique constructive de l'emploi;
- insiste pour que les autorités responsables, notamment le Conseil de ministres, prennent leurs décisions en matière d'octroi d'aide, etc. en temps utile pour que les travailleurs ne se trouvent pas inutilement dans l'incertitude quant à leurs revenus dans la période à venir;

— attend de la Haute Autorité qu'elle veille en temps utile à se procurer les moyens financiers qui lui permettront de s'acquitter des obligations qui lui sont imposées dans le cadre des objectifs communs du traité de la C.E.C.A.;

- exprime sa satisfaction à la Haute Autorité de ce que celle-ci a présenté, au Conseil de ministres, des propositions en vue de disposer de moyens et de pouvoirs intacts en matière de réadaptation et d'assurer la continuité de la politique, même après le 10 février 1960, par application de dispositions analogues à celles du paragraphe 23 de la convention relative aux dispositions transitoires, et exprime l'espoir que ces propositions seront favorablement accueillies. »

Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix cette proposition de résolution.

Il n'y a pas d'opposition?...

La proposition de résolution est adoptée.

10. — *Nomination de membres de commissions*

M. le Président. — Conformément à l'article 38 du règlement, le bureau propose à l'Assemblée les nominations suivantes dans les commissions :

— dans la commission des affaires politiques et des questions institutionnelles : M. Filliol (siège vacant);

— dans la commission de la politique économique à long terme, des questions financières et des investissements : M. Armengaud, en remplacement de M. Lagaille;

— dans la commission de l'association des pays et territoires d'outre-mer : M. Bech (siège vacant), M. Corniglion-Molinier (siège vacant) et M. Armengaud en remplacement de M. Ferretti;

— dans la commission des transports : M. Corniglion-Molinier en remplacement de M. Filliol.

Il n'y a pas d'opposition?...

Ces nominations sont ratifiées.

11. — *Calendrier des prochains travaux de l'Assemblée*

M. le Président. — L'Assemblée a maintenant épuisé son ordre du jour.

Aux termes des articles 139 et 109 des traités instituant la Communauté économique européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et de l'article premier du règlement, l'Assemblée se réunit de plein droit le troisième mardi d'octobre.

En conséquence, la prochaine réunion de l'Assemblée aura lieu à partir du mardi 20 octobre.

Le Comité des présidents, qui se réunira le 12 octobre à Bruxelles, établira les propositions concernant la durée précise et l'ordre du jour de cette session, qui doit être relativement courte. Il importe surtout qu'elle soit bien préparée et c'est d'ailleurs pour cela que nous avons avancé de huit jours la réunion du Comité des présidents. Ses propositions seront communiquées aux membres de l'Assemblée.

Il est d'ores et déjà possible d'indiquer que figurera à l'ordre du jour de cette session le rapport de M. Angioy sur les problèmes sociaux.

12. — *Procès-verbal*

M. le Président. — Conformément à l'article 20, paragraphe 2, du règlement, je dois soumettre à l'Assemblée le procès-verbal de la présente séance, qui a été établi au fur et à mesure du déroulement des débats.

Il n'y a pas d'observation?...

Le procès-verbal est adopté.

13. — *Interruption de la session*

M. le Président. — Je déclare interrompue la session de l'Assemblée parlementaire européenne jusqu'au 20 octobre 1959.

La séance est levée.

(La séance est levée à 16 h 30.)